

*Les connaissances autochtones*

**Des approches  
locales pour un  
développement global**

*À l'occasion du quinquennat  
du Programme Savoirs locaux  
au service du développement  
de la Banque mondiale*

© 2004

Groupe Savoir et apprentissage

Région Afrique

\n Banque mondiale

**Notes CA** produit périodiquement des rapports sur les initiatives fondées sur le savoir local (SL) en Afrique sub-saharienne, et, parfois, sur de telles activités en dehors de la Région. Il est publié par le Groupe Savoir et apprentissage de la Région Afrique dans le contexte d'un partenariat évolutif entre la Banque mondiale, les communautés, les ONGs, les institutions du développement, et les organisations multilatérales.

Pour information, prière d'envoyer un courrier à : [ik-info@worldbank.org](mailto:ik-info@worldbank.org).

Sur le web, le Programme Savoirs locaux au service du développement se

trouve à <http://worldbank.org/afr/ik/default.htm>

Les avis et opinions exprimés ici appartiennent aux auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et politiques de la Banque mondiale ou des organisations qui lui sont affiliées.

# Table des matières

Avant-propos .....	vii
Préface .....	ix
Acronymes et abréviations .....	xi

## PREMIÈRE PARTIE: ARTICLES PRINCIPAUX

1. Les connaissances autochtones – des approches locales pour un développement global .....	3
2. Amélioration des capacités locales: Développer le savoir communautaire .....	6
3. Éducation et savoir local .....	12
4. Le savoir local des femmes .....	17
5. Réponses locales au SIDA en Afrique .....	22
6. L'agriculture durable et les sources rurales de revenus: les innovations en savoir local dans le développement .....	28
7. Le savoir local et la gestion des ressources naturelles .....	34
8. Le savoir local et la science et la technologie: conflit, contradiction ou convergence? .....	38
9. Approches locales à la résolution des conflits en Afrique .....	43
10. Savoir local: Aller de l'avant .....	49
Références .....	61
Auteurs des articles principaux .....	65

## DEUXIÈME PARTIE: NOTES CA

1. Des systèmes de savoir local en Afrique sub-Saharienne - une revue, Octobre 1998 .....	80
2. Systèmes durables du savoir local en agriculture dans les zones rurales des Provinces du nord et du sud des terres Matabele au Zimbabwe; novembre 1998 .....	84
3. Les femmes sénégalaises réinventent leur culture ; décembre 1998 .....	86
4. Du «sacrilège» à la durabilité: La reforestation et l'agriculture biologique à Forikrom, Ghana ; janvier 1999 .....	90
5. Burkina Faso: «Alphabétisation pour les petits» à Nomgana; février 1999 .....	94
6. Banquiers villageois: L'expérience de Fandène, Sénégal; mars 1999 .....	97

7. Alphabétisation et gouvernance locale dans une communauté rurale: L'expérience de Nwodua, Ghana, avril 1999 .....	100
8. Prendre soin de l'environnement sur la Côte ouest du Sénégal; mai 1999 .....	103
9. Le développement du Syndicat de l'agriculture au Mali: Augmenter les niveaux de la responsabilisation locale; juin 1999 .....	106
10. Apaisement local des enfants affectés par la guerre en Afrique; juillet 1999 .....	109
11. Éducation et alphabétisation coranique en Afrique de l'Ouest; août 1999 .....	113
12. Ressources culturelles et santé maternelle au Mali; septembre 1999 .....	116
13. Langues sahéliennes, savoir local et autogestion; octobre 1999 .....	121
14. Dissémination à la base de la recherche en Afrique: Collecter et connecter; novembre 1999 .....	125
15. Santé: Savoir local, avantages équitables; décembre 1999 .....	128
16. Sénégal: Démocratie à la base en action; janvier 2000 .....	133
17. Planification régionale, visions locales: Préparer l'avenir de manière participative en Afrique de l'ouest; février 2000 .....	136
18. Gestion participative et culture locale: Proverbes et paradigmes; mars 2000 .....	140
19. Le savoir local et les droits de propriété intellectuelle; avril 2000 .....	144
20. Réinventer l'apprentissage et les rites de passage: Une entrée dans l'économie urbaine en Afrique sub-Saharienne; mai 2000 .....	148
21. Les savoirs locaux au service du développement: Deux années plus tard; juin 2000 .....	152
22. Le SL va à l'école. Potentiels et dangers de l'éducation communautaire dans le Sahel occidental; juillet 2000 .....	156
23. Graines de la vie: Les femmes et la biodiversité agricole en Afrique; août 2000 .....	160
24. Renforcer le savoir technique traditionnel: L'exemple du vin de canne à sucre .....	163
25. Mali: Savoir local – Mélanger l'ancien et le nouveau; octobre 2000 .....	167
26. Médecine traditionnelle et SIDA ; novembre 2000 .....	171
27. Uganda: Technologie de l'information et développement rural; décembre 2000 .....	174
28. Savoir et pouvoir locaux: Négocier le changement en Afrique de l'ouest; janvier 2001 .....	178
29. Les langues d'Afrique de l'ouest: Moyen et message; février 2001 .....	181
30. Le savoir local et le VIH/SIDA: Le Ghana et la Zambie; mars 2001 .....	185
31. Malicounda-Bambara: La séquelle, le voyage d'une révolution locale; mars 2001 .....	189
32. Guérisseurs traditionnels africains: l'économie de l'apaisement; mai 2001 .....	193
33. Mozambique: Réparer les ravages de la guerre : Sociétés d'initiation et scolarisation communautaire; juin 2001 .....	197
34. Tanzanie: Communiquer le savoir local en agriculture; juillet 2001 .....	201
35. Éthiopie: Médecine traditionnelle et la voie vers une meilleure santé; août 2001 .....	205
36. Érythrée: Le processus de saisie du savoir local; septembre 2001 .....	209

37. VIH/SIDA: Guérisseurs traditionnels, auto-évaluation communautaire, et responsabilisation; octobre 2001 .....	213
38. Sénégal: La langue et la littérature locales comme entreprises à but non lucratif – L’histoire de ARED; novembre 2001 .....	216
39. Burkina Faso: Intégrer les prévisions pluviométriques traditionnelles et scientifiques; décembre 2001 .....	220
40. Soins de santé maternelle en Ouganda rural: Mobiliser les systèmes de savoir traditionnel et moderne. ....	225
41. Érythrée: Éliminer une pratique traditionnelle nuisible, février 2002 .....	229
42. Développer le savoir local en Afrique francophone – Examen de quatre nations; mars 2002 .....	231
43. Les foires rurales des graines dans le sud de la Tanzanie – Pourquoi des foires rurales des graines dans la zone sud? avril 2002 .....	235
44. Ouganda: La contribution de légumes locaux à la sécurité alimentaire des ménages; mai 2002 .....	239
45. Utiliser le savoir local pour augmenter la productivité agricole: un exemple de l’Inde; juin 2002 .....	243
46. Gérer les ressources naturelles sur la côte du Mozambique: Le rôle des mythes et des rites; juillet 2002 .....	247
47. Utiliser le savoir local de Jatropha: Utilisation de l’huile de curcas Jatropha comme matériau brut et comme combustible; août 2002 .....	251
48. Éthiopie: Le potentiel de l’assurance sociale traditionnelle pour financer les soins de santé; septembre 2002 .....	255
49. Expérimentations de cultivateurs: Une technologie auto-développée ; octobre 2002 .....	258
50. Érythrée: Responsabilité collective pour les orphelins de la guerre ; novembre 2002 .....	262
51. La médecine traditionnelle à Tanga aujourd’hui – Les mondes ancien et nouveau se rencontrent; décembre 2002 .....	264
52. Éthiopie: Une compréhension qualitative du savoir traditionnel et de l’utilisation des plantes médicinales locales; janvier 2003 .....	268
53. L’économie du savoir local africain; février 2003 .....	273
54. Pratique de la médecine traditionnelle en Ouganda contemporain; mars 2003 .....	277
55. Savoir local: L’échange d’apprentissage Afrique de l’est -Asie du sud – Un exemple de coopération Sud-Sud; avril 2003 .....	280
56. Ghana: kanye Ndu Bowi – Un contexte philosophique local pour la gestion des conflits; mai 2003 .....	284
57. Droits culturels pour la législation sui generis du Zimbabwe; juin 2003 .....	288
58. L’approche des femmes à la base pour le renforcement des capacités; juillet 2003 .....	293
59. Adzina: Un système local de jugement par jury à la frontière entre le Ghana et le Togo; août 2003 .....	297
60. Contraintes institutionnelles pour la promotion du SL: Accès communautaire aux réseaux sociaux et aux institutions formelles; septembre 2003 .....	300



## Avant-propos

**E**n 1996, nous avons énoncé une vision qui permettait à la Banque mondiale de devenir une «Banque du savoir» qui agirait comme un intermédiaire, aussi bien au niveau des idées que de celui des ressources financières. En 1997, au cours de la première Conférence mondiale sur le savoir à Toronto, les dirigeants politiques et les représentants de la société civile des pays en développement ont approuvé cette vision. Ils ont appelé la Banque mondiale non seulement à apporter son propre savoir-faire, mais également à s'instruire sur la base des pratiques communautaires de manière à s'appuyer sur les meilleurs systèmes mondiaux et locaux du savoir.

La Banque mondiale a répondu à ce défi. Nous reconnaissons que le savoir n'est pas du domaine exclusif des sociétés avancées sur le plan technologique. Nous devons accorder un sens nouveau à la responsabilisation des populations pauvres et aux moyens de leur donner une voix – non pas pour recevoir le savoir, mais en tant que contributeurs et protagonistes de leur propre développement.

En 1998, nous avons lancé le Programme Savoirs locaux au service du développement pour tenter de nous instruire auprès des systèmes de connaissances et des pratiques de développement à base communautaire, et les incorporer aux programmes appuyés par la Banque. La publication et la diffusion d'une série de *Notes CA* où les praticiens du développement décrivent les solutions locales réussies à des problèmes locaux de développement est une activité centrale de ce programme. La présente publication, à l'occasion du quinquennat du Programme SL, est une collection de 60 de ces rapports. Les premiers articles thématiques introduisent les cas en synthétisant les leçons tirées et en discutant l'impact que le savoir local peut avoir sur nos efforts en matière de développement et pour tenter

d'atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM).

Les cas présentés ici démontrent la manière dont les communautés et les praticiens locaux utilisent les systèmes et les pratiques du savoir local pour essayer d'augmenter le rendement de leurs récoltes, éduquer leurs enfants, réduire les souffrances causées par le VIH/SIDA, réduire la mortalité infantile et maternelle, atténuer l'impact des conflits, s'instruire mutuellement, et se responsabiliser. Les cas indiquent également que les communautés sont souvent disposées, impatientes même, à combiner le savoir universel et la technologie moderne avec leurs propres savoirs et institutions locales pour obtenir de meilleurs résultats. Par exemple, les sages-femmes traditionnelles du District d'Iganga en Ouganda utilisent des talkies-walkies modernes pour référer les cas critiques au système de santé publique et, ainsi, réduisent de manière substantielle la mortalité maternelle, qui est un des ODM. Je suis confiant que cette collection d'expériences communautaires réussies constituera une ressource de valeur pour améliorer notre compréhension de la manière dont les communautés se responsabilisent pour gérer leur propre développement dans le contexte élargi de la mondialisation. Pour obtenir des résultats, il est essentiel de s'appuyer sur de telles pratiques et d'aider celles qui réussissent le mieux à se répandre. Cette approche enrichira également le processus de développement en le rendant plus équitable et durable.

James D. Wolfensohn  
Président  
Banque mondiale





# Préface

Cette publication marque le quinquennat du Programme Savoirs locaux au service du développement de la Région Afrique de la Banque mondiale. L'objectif principal du programme est de s'instruire à partir du savoir incrusté dans les pratiques des communautés locales. La publication de *Notes CA* est une activité centrale du programme – il s'agit d'un mensuel imprimé et en ligne en anglais, en français et, périodiquement, en portugais, en swahili et en wolof. Nous présentons ici 60 de ces *Notes CA* dans lesquelles des praticiens du développement décrivent la manière dont les pratiques locales enrichissent le processus du développement.

Nous apprenons, par exemple, comment les communautés ont appliqué leur système juridique traditionnel pour réduire ou prévenir les conflits au Ghana, comment les femmes rurales en Inde se sont responsabilisées en développant leurs propres capacités, comment les jeunes au Sénégal ont amélioré leurs compétences et leur compétitivité, comment la coopération avec les guérisseurs traditionnels augmente l'efficacité des projets VIH/SIDA, et comment les communautés en Ouganda combinent le savoir traditionnel et moderne pour tenter de réduire la mortalité infantile.

De plus, cette publication comprend plusieurs nouveaux articles thématiques de dirigeants, chercheurs et praticiens du développement qui font une synthèse des leçons tirées des différents thèmes contenus dans les Notes et qui discutent des circonstances qui permettent l'incorporation du savoir local au travail de développement. Comme Son Excellence le Président de la Tanzanie conclut dans son introduction à ce document, la condition la plus importante est que les décideurs et les partenaires au développement doivent être prêts à s'instruire auprès des communautés et à les aider à formuler leur propre programme de développement.

La Banque mondiale a contribué à ce processus en aidant les clients à améliorer leur capacité à développer leur base de savoir local et en créant plus d'occasions d'impliquer

les communautés locales dans le développement. En Ouganda, par exemple, la Banque a appuyé le développement d'une stratégie nationale qui incorpore les savoirs locaux au programme de réduction de la pauvreté du pays. En Éthiopie, la Banque soutient le développement de plantes médicinales pour le marché local. La Banque a également négocié une coopération entre les organisations locales de recherche, les ONGs, les praticiens et la communauté scientifique mondiale pour la validation scientifique des pratiques médicinales traditionnelles.

Pour obtenir de meilleurs résultats, la Banque a également intégré les savoirs locaux aux programmes qu'elle appuie. Les programmes de lutte contre le VIH/SIDA comprennent des consultations régulières avec les guérisseurs traditionnels dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest. Au Burkina Faso, la Banque appuie la promotion d'une technologie traditionnelle de collecte de l'eau et de conservation des sols sur l'ensemble du pays. Au Mali, en Tanzanie et dans le Nord de l'Ouganda, la gestion locale des projets de protection sociale appuyés par la Banque est réalisée sur une base constituée par des institutions communautaires.

Nous avons beaucoup appris, pendant les cinq dernières années, sur l'efficacité et la durabilité des pratiques locales de développement. Nous voyons également une tendance croissante d'intégration des pratiques locales dans les programmes de développement pour de meilleurs résultats. Avec cette compilation des *Notes CA* et les articles principaux thématiques qui s'y rapportent, nous offrons à la communauté du développement une collection de pratiques et d'idées utiles qui peuvent aider à concevoir des programmes qui responsabilisent les communautés par le biais de la validation et de l'utilisation des systèmes de savoir local.

Callisto E. Madavo  
Vice Président  
Région Afrique

Cette publication est le résultat d'un partenariat international au sein d'un réseau de promoteurs, de praticiens et de protagonistes du savoir local. Les éditeurs souhaitent exprimer leur reconnaissance à l'ensemble des contributeurs. Depuis plus de cinq ans, les auteurs des *Notes CA* ont pris le temps et fait l'effort de partager leurs expériences et leurs impressions, ainsi que les leçons tirées. Les auteurs comptent sur eux pour transmettre nos remerciements à ceux qui sont à la source du savoir discuté ici: les communautés, les femmes cultivatrices, les guérisseurs traditionnels, les sages-femmes, les anciens des villages, les gardiens de troupeau, et beaucoup d'autres.

Les éditeurs souhaitent exprimer leur profonde reconnaissance à Son Excellence, le Président de la République Unie de Tanzanie, M. Benjamin W. Mkapa, qui a eu la générosité de rédiger l'introduction de cette publication et dont nous avons adopté le message principal dans notre titre: Des approches locales pour un développement global.

Les auteurs des articles principaux ont patiemment enduré les suggestions des éditeurs pour corriger le format, le style et le langage. Nous les remercions de nous avoir engagés, jusqu'à la toute dernière minute, dans une discussion constructive sur le contexte et le contenu.

Les éditeurs souhaitent également remercier les membres de l'équipe du Programme Savoirs locaux au service du développement et les autres employés de la Banque mondiale qui ont apporté des commentaires et des contributions utiles.

Au nom du Programme SL au service du développement de la Région Afrique, les éditeurs souhaitent exprimer leur gratitude au Président de la Banque mondiale, M. James D. Wolfensohn, et au Vice Président pour la Région Afrique, M. Callisto E. Madavo. L'Avant propos et la Préface de cette publication commémorative traduisent leur vision, qui a permis de promouvoir la reconnaissance du caractère central du savoir local pour le processus de développement. Cette publication n'aurait pas été possible sans leur soutien et leurs conseils.

Toute erreur contenue dans cette publication relève uniquement de la responsabilité des éditeurs.

Reinhard Woytek  
Preeti Shroff-Mehta  
Prasad C. Mohan

# Acronymes et abréviations

ACDI	Agence canadienne pour le développement international	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
AEBA	Accomplir l'éducation de base et l'alphabétisation	FIDA	Fonds international pour le développement agricole
AFP	Abstinence, fidélité, préservatifs	GPEUT	Gestion participative et écologique de l'utilisation des terres (Réseau en Afrique australe et de l'est)
ARV	Antirétroviral (médicament)	GTZ	Agence allemande de développement ( <i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> )
ATM	Accords de transfert des matériaux	IIRGP	Institut international des ressources en génétique des plantes
BIT	Bureau international du travail	IST	Infections sexuellement transmissibles
CàC	Apprentissage et échange de formation communauté à communauté	UICN	Union mondiale pour la conservation
CBC	Développement à base communautaire	UICN-ROSA	Bureau régional de l'UICN pour l'Afrique australe
CDSIA	Centre pour le développement de la société de l'information en Afrique	MGF	Mutilation génitale féminine
CEA	Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies	MM/CLD	Mécanisme mondial de la Convention de lutte contre la désertification
CLD	Convention de lutte contre la désertification	NIH	Instituts nationaux de la santé ( <i>National Institutes for Health</i> ) (USA)
CMC	Congrès mondial pour la conservation	NORAD	Agence norvégienne pour la coopération en développement ( <i>Norwegian Agency for Development Cooperation</i> )
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement	NUFFIC	Organisation néerlandaise pour la coopération en matière d'enseignement supérieur ( <i>Netherlands Organization for International Cooperation in Higher Education</i> )
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	OBC	Organisation à base communautaire
COSECHA	Association des conseillers pour une agriculture durable, écologique et fondée sur les populations	ODM	Objectifs de développement pour le millénaire
CPM	Centre pour le contrôle des maladies	OMPI	Organisation mondiale pour la propriété intellectuelle
CRDI	Centre pour la recherche en développement international (Canada)	OMS	Organisation mondiale de la santé
CRIRC	Centre pour la recherche internationale et les réseaux de conseil (anciennement département de NUFFIC)	ONG	Organisation non-gouvernementale
CRSI	Conseil pour la recherche scientifique et industrielle	ONRA	Organisation nationale pour la recherche en agriculture (Ouganda)
CVR	Commission pour la vérité et la réconciliation		
DPI	Droits de propriété intellectuelle		
ENDA	Action pour l'environnement et le développement		

ONUSIDA	Programme conjoint des Nations Unies de lutte contre le SIDA	SFT	Sage-femme traditionnelle
PEDAMU	Projet de développement agricole des montagnes d'Uluguru	SL	Savoir local
PNR	Protection naturelle des récoltes	SSA	Systèmes de savoir local
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement	TAWG	Groupe de travail SIDA de Tanga ( <i>Tanga Aids Working Group</i> ) – Tanzanie
PROMETRA	Promotion des médecines traditionnelles	THETA	Praticiens traditionnels et modernes de la santé ensemble contre le SIDA et les autres maladies ( <i>Traditional and Modern Health Practitioners Together Against AIDS and other Diseases</i> )
PTICA	Partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique	TIC	Technologie de l'information et de la communication
PVV	Personnes vivant avec le VIH/SIDA	UIT	Union internationale des télécommunications
R&D	Recherche et développement	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
RAC	Résolution alternative des conflits	USAID	Agence des États Unis pour le développement international ( <i>United States Agency for International Development</i> )
RC	Renforcement des capacités	VHR	Variété à haut rendement
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe ( <i>Southern African Development Community</i> )	VIH/SIDA	Virus immunodéficientaire humain/Syndrome immunodéficientaire acquis
SARNIKS	Réseau régional d'Afrique australe sur les systèmes de savoir local ( <i>Southern African Regional Network on Indigenous Knowledge Systems</i> )	WBI	Institut de la Banque mondiale ( <i>World Bank Institute</i> )
SEWA	Association des femmes travaillant en in-dépendantes ( <i>Self-Employment Women's Association</i> ) Inde		

**Première partie**

**Articles principaux**



# 1. Les connaissances autochtones – des approches locales pour un développement global

*Benjamin Mkapa*

*Benjamin Mkapa est le Président de la République Unie de Tanzanie*

À Laetoli, près d'Olduvai Gorge, dans le Nord de la Tanzanie, les paléontologues ont trouvé les empreintes d'anciens humanoïdes, présumés être deux adultes et un enfant et idéalisés comme représentant un père, une mère et leur enfant. Nous ne savons pas d'où les trois marcheurs du «berceau de l'humanité» venaient, où ils allaient et quels étaient leurs plans. Il est toutefois raisonnable de supposer que s'ils étaient dotés de la parole, ils auraient partagé des pensées, des idées, du savoir tout en marchant sur la plaine il y a quelques trois millions et demi d'années. Depuis que les être humains ont marché sur la terre, ils ont recherché plus de savoir pour nourrir leurs familles, préserver leur santé, se battre avec leurs voisins, mieux comprendre leur environnement ou simplement se distraire dans le cadre d'une vie qui présentait de grands défis.

Pendant des centaines de milliers d'années, les besoins et les contraintes locaux ainsi que les défis quotidiens ont poussé les hommes à rechercher le savoir. D'un point de vue historique, les approches scientifiques à la production du savoir, telles que nous les connaissons aujourd'hui, sont un phénomène récent. Ces approches modernes ont donné des résultats impressionnants: nous sommes en mesure de nourrir plus de six milliards de personnes de manière satisfaisante; les vaccinations protègent nos enfants contre des maladies autrefois mortelles, nous communiquons avec l'assistance de satellites sur l'ensemble du globe et nos produits sont en compétition sur le marché mondial. Cependant, malgré ces réussites, nous connaissons toujours des crises telles que la faim, le VIH/SIDA, l'analphabétisme, l'isolement, les conflits et une abjecte pauvreté.

Alors que le débat sur les causes de la pauvreté n'est pas encore clos, nous avons appris que la science et la technologie ne peuvent pas, à elles seules, fournir toutes les réponses ou toutes les solutions aux problèmes posés ou nous montrer la manière de surmonter le fait que nous vivons dans un monde disparate caractérisé par une distribution inégale des richesses et des opportunités.

Au fur et à mesure que les scientifiques se sont efforcés de relever les défis mondiaux, ils se sont éloignés de plus en plus des méthodes locales utilisées pour trouver des solutions. Les solutions locales ont même été exclues sous prétexte qu'elles étaient des freins au progrès, dépassées, des «histoires de vieilles femmes» ou simplement démodées. Au cours de la «modernisation» de nos sociétés, il n'a pas été prévu de «diplôme» en savoir traditionnel ou local. En con-

séquence, nous avons ignoré son potentiel en tant que ressource et nous avons persisté à négliger le savoir que les femmes et les hommes, les familles et les communautés ont développé eux-mêmes pendant des siècles.

Les soixante cas présentés dans cette collection de *Notes CA* démontrent que le savoir local (SL) est une ressource qui peut aider à résoudre les problèmes locaux et permettre de produire une alimentation plus abondante et de meilleure qualité, de mener des vies saines, de partager les richesses, de prévenir les conflits, de gérer les affaires locales, et ainsi, de contribuer aux solutions globales. Le savoir local a contribué à établir la solidarité dans les communautés affectées par la mondialisation et les a protégées de certaines de ses conséquences négatives. Le savoir local est en mesure de contribuer à l'ensemble des Objectifs de développement pour le millénaire sans exception. Les soixante cas contenus dans cette publication soulignent avec succès le rôle crucial qu'il peut jouer dans le développement: le SL a permis de réduire la faim et la pauvreté en Inde; il a amélioré l'éducation primaire et les inscriptions scolaires en utilisant la langue locale comme moyen d'enseignement en Afrique de l'ouest; il a permis aux hommes du Sénégal de comprendre l'impact de la circoncision féminine et a mobilisé les femmes en vue de l'élimination de cette pratique; il a aidé à réduire la mortalité infantile en Érythrée et la mortalité maternelle en Ouganda; il a fourni les soins de santé primaires à des millions d'africains; il a aidé des communautés du Mozambique à gérer leurs ressources naturelles côtières et il a permis d'établir des partenariats entre les faibles et les forts au Ghana pour le partage des richesses.

Soixante arguments convaincants, et pourtant, nous avons des difficultés à persuader tant de scientifiques, de politiciens, d'experts en développement et d'administrateurs d'utiliser systématiquement le savoir local dans le processus du développement. Les nombreuses anecdotes ne constituent pas des preuves, disent-ils; ces assertions restent à démontrer scientifiquement. Cependant, pour les communautés où le savoir local a réussi, ces cas ne sont pas des anecdotes mais la réalité. S'ils avaient attendu la preuve scientifique pour les traitements reçus de la part des guérisseurs traditionnels, quatre mille patients du VIH/SIDA à Tanga, en Tanzanie, sans accès aux médicaments antirétroviraux modernes, ne seraient pas vivants aujourd'hui.

Mais ces soixante cas offrent plus de leçons que les simples avantages de certaines pratiques ou approches du développement. Les plus pertinents portent sur l'appropriation du développement, les capacités locales, l'autosuffisance et la responsabilisation.

Ces dernières années, la responsabilisation a été au centre du discours du développement. La durabilité de nombreux projets conçus de l'extérieur dépend de leur appropriation par les bénéficiaires. La question de l'appropriation ne se pose même pas lorsque l'on s'appuie sur le savoir local. Celui-ci appartient aux populations locales et est géré par elles. Le risque d'échec de l'approche au développement et des investissements des gouvernements et des bailleurs bilatéraux et multilatéraux sera grandement diminué si l'on étudie, si l'on comprend et si l'on s'appuie sur le savoir des communautés. La durabilité accrue ne vient pas seulement de pratiques locales particulières qui seraient incluses dans le contexte d'un projet de développement. Le processus même d'apprentissage auprès de la communauté reconnaît cette dernière et les détenteurs de savoir local comme partenaires au développement qui contribuent autant, sinon plus, au processus que les fournisseurs de savoirs universels.

La faiblesse des capacités suppose, essentiellement, un vide du côté des bénéficiaires, d'efforts de renforcement des capacités, un terme souvent utilisé comme camouflage. Il ne fait aucun doute que les agriculteurs, les communautés, les administrateurs, les ingénieurs et les politiciens africains ont beaucoup à apprendre pour affronter un environnement économique et politique mondial de plus en plus complexe et en perpétuelle mutation. Et pourtant, les communautés et les agriculteurs n'ont-ils pas surmonté, dans le passé, un environnement en perpétuelle mutation? Ils ont réussi à s'adapter et à trouver leurs propres moyens de survie malgré les expérimentations politiques, les institutions inadéquates pour vendre leurs récoltes ou la faillite des services publics. Non seulement les communautés disposent de savoir sur les pratiques, elles savent également comment s'adapter à des environnements, des institutions et des politiques adverses.

En tant que tradition politique en Tanzanie depuis l'indépendance, l'autosuffisance constitue une des caractéristiques clés de l'établissement du savoir local. Beaucoup ont pourtant choisi de l'interpréter comme un isolement, réaffirmant ainsi l'hypothèse que le partage du savoir et de l'apprentissage entre les communautés va à l'encontre de la tradition, et que s'y associe le risque de perte de pouvoir et de contrôle. Ces cas nous présentent une vue différente. Les communautés sont impatientes d'apprendre et de partager parce que leur environnement leur donne une leçon presque quotidienne: seuls ceux qui apprennent réussiront. L'autosuffisance est une véritable approche locale au développement et dont l'aspect économique n'est pas le moindre. Lorsque feu notre Président Mwalimu Julius K. Nyerere a commencé à promouvoir



l'autosuffisance après l'indépendance de la Tanzanie, l'apprentissage constituait un instrument primordial pour le développement du pays. Si les sciences conventionnelles étaient aussi ouvertes à l'apprentissage du savoir local que les communautés locales le sont pour s'instruire auprès des autres et du monde extérieur, les deux côtés en tireraient des avantages substantiels.

La responsabilisation est une icône centrale du discours du développement. Les planificateurs du développement et les responsables de l'exécution font de grands efforts pour responsabiliser les pauvres, les femmes et les personnes vulnérables. Les cas décrits dans ces *Notes CA* nous apprennent que la responsabilisation ne peut pas venir de l'extérieur. L'auto-responsabilisation est durable. Les communautés, les agriculteurs, les femmes, les innovateurs, les enseignants dont les histoires sont présentées ici ont, tous, choisi de se responsabiliser eux-mêmes. Ils ont eu accès à un espace et à des opportunités par le biais de l'éducation, d'intermédiaires tels que les ONG, une station de recherche, un agent d'encadrement ou un ministre, mais ils ont, tous, réalisé le parcours final eux-mêmes. Cela reflète bien ce que Mwalimu Julius Nyerere a dit lors de la cérémonie d'inauguration de la Commission du Sud le 20 octobre 1987:

«Des anciens de ma tribu, j'ai appris une histoire. La voici, dans sa version originale:

*'Wakasusu, nihe wagya?*

*Nagya kwita Wansugu.*

*Oragya kutura?*

*Ndagya Kusaya-sayamu, Ndinukira!*

Lapin, où vas-tu?

Je vais tuer l'Éléphant.

Peux-tu le faire?

Eh bien, je vais essayer, et essayer encore'.

C'est dans cet esprit que je recommande aux experts, aux planificateurs, aux chercheurs et aux praticiens du développement, aux politiciens et aux bureaucrates, aux enseignants et aux étudiants, de s'instruire humblement de ces cas. Ce ne sont pas des instructions, des recettes ou des raccourcis pour le développement et ils ne cherchent pas non plus à donner une vision romantique du savoir et des traditions locales ou à suggérer que le savoir universel ne compte pas. Ils montrent plutôt que la meilleure combinaison menant au développement durable viendrait d'une synergie entre le savoir universel et le savoir local opérant de manière démocratique et auto-déterminée. Il nous reste à nous, les politiciens et les décideurs, de fournir l'espace qui rendrait cette synergie possible.

Seuls ceux qui apprennent réussiront.

## 2. Amélioration des capacités locales: Développer le savoir communautaire

*Frannie Leautier*

*Frannie Leautier est Vice-Présidente  
de l'Institut de la Banque mondiale*

Lorsqu'on leur pose la question, les communautés identifient rapidement les solutions aux problèmes locaux de développement. Pour que les communautés réalisent leurs choix en matière de développement, il leur est nécessaire, de manière critique, d'améliorer leurs propres capacités à apporter et à gérer ces solutions. Dans son introduction à cette publication, Son Excellence, le Président de la Tanzanie, remarque que les communautés et les agriculteurs africains ont toujours surmonté les changements de leur environnement, et que «non seulement les communautés disposent d'un savoir sur les pratiques, elles savent aussi s'adapter à des environnements, des institutions et des politiques adverses.». Les *Notes CA* contenues dans cette publication constituent une illustration éclatante de trois principes de base qui sous-tendent l'amélioration des capacités (AC) dans le contexte du savoir local (SL). Premièrement, l'amélioration des capacités ne doit pas supposer qu'il existe un vide du savoir, une absence d'institutions, une faiblesse de compétences ou un manque de volonté. De nombreux cas montrent que, avec la bonne approche, les acteurs du développement peuvent identifier et accéder aux efforts locaux d'amélioration des capacités dans les domaines du savoir, des compétences et des pratiques. Deuxièmement, des efforts d'amélioration des capacités sans la possibilité de les appliquer dans un contexte local seront sans doute inefficaces. Les adultes apprennent mieux lorsque le savoir et les compétences acquis concernent directement les problèmes qu'ils cherchent à résoudre. Troisièmement, l'amélioration des capacités locales est une clé pour la responsabilisation des communautés et leur participation effective au processus de développement. Les gens sont plus en mesure d'adopter de nouvelles idées lorsqu'ils peuvent les considérer dans le contexte de pratiques et de façons de faire qui leur sont déjà familières.

Dans ce contexte, on peut distinguer trois niveaux de capacités; l'un représente les compétences les plus techniques acquises en relation avec un ensemble de problèmes concrets de développement portant sur une situation spécifique (par exemple, la gestion d'un orphelinat, l'entretien de vaches laitières, l'organisation d'une campagne de sensibilisation, etc.). L'autre niveau porte sur les compétences et les approches qui sont critiques pour la gestion d'une organisation. Elles sont liées, par exemple, à la gestion des affaires et à la réponse aux intérêts des résidents locaux. Le troisième niveau porte sur la question de l'équilibrage des intérêts, les négociations avec les autorités centrales et locales, et est essentiel pour la responsabilisation des communautés et le dévelop-

pement de la société. Par exemple, les compétences techniques acquises pendant la construction d'une école peuvent être secondaires par rapport à l'expérience acquise par la communauté par le biais de la gestion du projet, la supervision des contractuels, le maintien de la transparence du processus, et son achèvement avec peu d'assistance externe. Sur la base de certaines idées exprimées dans ces *Notes CA*, cet article discute la manière dont les communautés peuvent prendre en charge l'amélioration de leurs propres capacités sur les trois niveaux et ce que les partenaires au développement peuvent faire pour appuyer ce processus.

### **Les communautés peuvent prendre en charge l'amélioration de leurs propres capacités**

Les *Notes CA* contenues dans cette compilation illustrent un large éventail d'initiatives à base communautaire pour l'amélioration des capacités. Elles comprennent l'adaptation des programmes d'alphabétisation; l'introduction d'approches locales du savoir dans les programmes scolaires; les initiatives féminines de gestion des ressources naturelles; le traitement des enfants affectés par les conflits armés; l'accès des agriculteurs aux marchés, aux technologies appropriées, et aux institutions financières; la recherche conceptuelle et la dissémination; la documentation du savoir local et la protection des droits de propriété intellectuelle des communautés.

Elles racontent les histoires d'individus remarquables ou d'individus ordinaires faisant un travail extraordinaire,

d'OBC et ONG dévouées, de chercheurs et praticiens curieux et qui sont, tous, engagés pour la réalisation du même objectif: améliorer les moyens d'existence des communautés là où elles vivent. Enfin, elles documentent la manière dont les communautés se sont responsabilisées en appelant les autorités ou les partenaires au développement à mieux répondre aux perspectives locales de développement.

Les trois encadrés suivants illustrent la manière dont différents acteurs ont construit leurs propres systèmes de savoir, ont mobilisé l'expertise internationale et ont aidé à améliorer les moyens d'existence de leurs communautés.

Au Mali, les communautés locales utilisent les programmes d'alphabétisation et de calcul comme une plate-forme à partir de laquelle elles améliorent leurs capacités à gérer les activités de développement qui affectent leur vie quotidienne. Elles appliquent des compétences nouvellement acquises pour concevoir leurs propres systèmes de gestion des coopératives agricoles.

Ce cas pourrait presque apparaître comme une provocation pour la planification conventionnelle du développement. Si le problème avait été identifié comme une «faiblesse de la gouvernance des sociétés coopératives», l'approche standard aurait probablement été de former plus de comptables à tous les niveaux (développer de bonnes compétences pour le contrôle), organiser des séminaires de sensibilisation (informer et donc obtenir un engagement), et introduire des ordinateurs et un système de gestion de l'information (processus transparent de disponibi-

### **Rétablir la direction de la chaîne de l'offre aux agriculteurs du Mali**

Le coton a été cultivé et commercialisé dans le sud du Mali depuis plus de trente ans, et le travail des textiles à partir de fibres diverses est une tradition centenaire au Mali. Plus récemment, les compagnies de coton et leurs entreprises affiliées ont habituellement contrôlé l'achat du coton auprès des agriculteurs ainsi que son transport vers les centres de traitement. Aujourd'hui, les organisations villageoises ont repris ces fonctions presque entièrement. Les représentants des associations d'agriculteurs ou leurs fédérations ont maintenant pleine responsabilité pour peser la récolte, payer les producteurs, stocker les produits, les transporter aux centres de traitement, et les revendre pour traitement, ainsi que pour les tâches organisationnelles et comptables, et le développement des politiques qui les

concernent. Ce succès a été accompli grâce, en grande partie, aux programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle qui ont permis à un groupe central d'adolescents et d'adultes d'acquérir des compétences en lecture, en écriture et en comptabilité dans leur propre langue locale. Une fois ces compétences acquises, les participants ont développé et appliqué leurs propres systèmes vernaculaires et bilingues de gestion pour les associations<sup>1</sup> d'agriculteurs. Les cultivateurs du Mali gèrent maintenant la chaîne verticale intégrée de production et de logistique de traitement comme ils l'ont fait pendant des siècles dans le passé, à une époque où les villages fabriquaient leurs propres tissus. Une compétence locale en gestion de la logistique, latente pendant de nombreuses années, est de nouveau utilisée.

lité de l'information et de suivi des décisions clés). Un tel projet aurait très certainement ciblé les personnes lettrées et celles qui connaissent bien le système actuel. En fait, une activité complètement séparée – un programme d'alphabétisation des adultes – a poussé les participants à développer leurs propres systèmes comptables et leurs principes de gestion des coopératives, à un niveau de compréhension qui était immédiatement pertinent dans le village. Cela a donc permis à ces systèmes d'adapter lentement des technologies nouvelles au cadre approprié de gestion. En fin de compte, non seulement les coopératives étaient mieux gérées, mais encore l'appropriation et le contrôle avaient été déplacés correctement et au bon niveau.

Le cas suivant, en provenance de l'Inde, suggère que même dans les conditions les plus traditionnelles, le «candidat» le plus improbable – une femme de caste inférieure – peut devenir un agent de transformation en commençant par développer ses propres capacités et en transmettant ces connaissances à d'autres. La confiance acquise dans l'exécution de son propre changement se traduit en une aptitude à donner confiance aux autres. Le savoir de ce qui serait le plus efficace pour elle et sa communauté est appliqué correctement de manière à rendre de telles idées largement acceptables dans une région.

Les agents d'encadrement avaient vainement tenté depuis des années d'introduire les technologies de gestion des produits laitiers et l'utilisation des terres dans les mêmes communautés. Selon l'étude de cas, ils ont échoué à cause de la perception à leur égard et de leur manque de compréhension du contexte local. Le système amélioré de gestion tel qu'avancé par une femme de caste inférieure n'était pas très différent du système proposé par les agents

d'encadrement. Toutefois, le fait qu'il s'agisse d'un agent interne, plutôt qu'externe, de changement a fait toute la différence dans l'obtention des résultats souhaités<sup>3</sup>

Le dernier exemple, venant d'un projet de recherche de l'USAID en Afrique de l'ouest contient un message très subtil qui omet le thème du «renforcement des capacités» entièrement. Au lieu d'identifier les manques et les besoins en matière de compétences, les acteurs ont inversé l'approche: ils ont recensé le savoir local existant, et restitué les résultats aux personnes qui ont répondu à l'enquête et à leurs communautés. Cela a permis d'établir une base utile de connaissances portant sur les compétences techniques, opérationnelles et en matière de gestion existant dans le secteur informel. Le plus important est que cette approche a aidé à responsabiliser les communautés en leur faisant comprendre que leur propre savoir est précieux et utile.

Pour les praticiens du développement, les gouvernements, et les organisations partenaires au développement, le défi est de déterminer ce qu'ils peuvent faire pour stimuler des processus similaires à ceux qui sont décrits dans ces cas.

### **Les agents locaux du changement contribuent à l'amélioration des capacités locales**

Les expériences précédentes d'interaction entre les communautés, les gouvernements et les projets de développement ont souvent conduit les communautés à adopter une attitude d'expectative. Il arrive souvent que ce ne soit pas la communauté dans son ensemble ou son dirigeant, mais plutôt un individu ou un groupe au sein de cette communauté ayant un intérêt particulier qui lance le processus

### **Un catalyseur local encourage le changement en Inde rurale**

En Inde rurale, une femme qui était socialement exclue a réussi à être acceptée dans sa communauté et au-delà en affrontant le contexte local par le biais de son ingénuité technique et de sa capacité à négocier l'obtention de savoir externe pour les communautés. Elle a convaincu les communautés d'adopter des mesures pour améliorer leurs vies. Elle l'a fait en introduisant une gestion améliorée des terres et du bétail laitier d'abord dans sa propre propriété, puis dans sa communauté, puis sur l'ensemble de sa région. Les agents d'encadrement n'avaient, jusque là, pas réussi à obte-

nir un tel résultat, essentiellement parce que la communauté les considérait comme des étrangers qui ne pouvaient pas «comprendre et apprécier le contexte et les conditions locales». Le fait qu'elle avait vécu dans des conditions similaires ou même pires que celles des autres membres de la communauté a donné à cet agent féminin du changement la crédibilité nécessaire pour promouvoir le changement et améliorer la capacité, ainsi que le savoir critique lui permettant de déterminer où commencer et comment faire accepter ses idées plus largement<sup>2</sup>.

de changement: des femmes, des anciens, des jeunes, des producteurs de café ou même les segments les plus pauvres de la communauté ou, à l'occasion, un individu exceptionnel. Les trois exemples illustrés dans les encadrés, ainsi que les expériences d'autres cas, indiquent qu'il n'existe pas de «meilleure pratique» unique pour apporter le changement et la responsabilisation par le biais de l'amélioration des capacités locales. À moins qu'elles ne soient confrontées à des chocs externes graves, les sociétés ont tendance à préférer le changement social et économique progressif, surtout lorsque les circonstances existantes sont déjà fragiles. Tout changement, surtout lorsqu'il est soudain, comporte des risques que les segments les plus pauvres de la population pourraient ne pas souhaiter prendre ou pourraient être incapables de prendre.

L'aversion pour le risque est une stratégie de protection fondée sur la résistance aux approches de changement venant de l'extérieur. Puisqu'ils n'ont habituellement pas à les assumer eux-mêmes, les agents externes du changement ont tendance à sous-estimer ces risques.

Cependant, les leçons de l'expérience nous enseignent aussi que venir de l'intérieur n'est pas suffisant pour provoquer le changement social et économique. Il est nécessaire que la personne venant de l'intérieur ait été exposée à l'extérieur, ait bénéficié d'une stimulation et ait eu la capacité de démontrer qu'il est possible de faire une fusion entre le savoir local et le savoir externe en un modèle qui fonctionne. Les agents locaux du changement ont l'avantage de connaître le contexte local, «comment le système fonctionne.» La manière dont les femmes de Malincouda, au Sénégal, ont défié puis aboli la pratique

de la mutilation génitale féminine est un exemple modèle des avantages, pour une communauté, d'avoir en son sein des agents internes du changement qui ont été responsabilisés par une ouverture vers l'extérieur.<sup>5</sup>

Le contexte spécifique, les particularités culturelles, et, *habituellement*, la gestion et l'appropriation locales ont tendance à déterminer le rythme et la direction du changement. Une fois que les communautés acceptent d'être appuyées, tirées ou menées par un agent du changement, elles cherchent à exploiter leur propre savoir explicite ou tacite, et celui de l'agent du changement, pour surmonter leurs difficultés sociales, institutionnelles ou économiques.

Un apprentissage auto-modulé au niveau local par le biais de programmes structurés d'alphabétisation joue souvent un rôle de catalyseur dans le processus de changement. L'impact de l'apprentissage auto-modulé peut être observé le plus facilement lorsqu'on examine les programmes d'éducation pour adultes dans les zones rurales et qui ont joué un rôle important dans la mobilisation des membres de la communauté pour devenir actifs, s'organiser et commencer à traiter d'un problème<sup>6</sup>. Alors que les objectifs des projets d'éducation tels que les programmes d'alphabétisation sont centrés, en premier lieu, sur l'augmentation du taux d'alphabétisation, ils produisent souvent des résultats secondaires concentrés sur la responsabilisation. Par exemple, en plus de la formation en alphabétisation, les participants à ces programmes pourraient convenir de traiter un problème critique qui concerne leur communauté. Cela rendrait leur apprentissage immédiatement utile et permettrait aux résidents locaux d'acquérir des compétences qui peuvent être utilisées pour exécuter d'autres activités dans le village.

### Déclencher le potentiel du savoir local en Afrique de l'Ouest

Le Projet ABEL (*Achieving Basic Education and Literacy* - Promotion de l'éducation de base et de l'alphabétisation) financé par l'USAID a développé avec succès des méthodes de diffusion des études effectuées par les chercheurs africains sur le thème «décentralisation et renforcement des capacités locales.» Les thèmes de recherche comprenaient l'acquisition des compétences dans le secteur informel, la gestion des coopératives féminines, la coopération ONG-gouvernement pour la prestation des services d'éducation non-formelle, et des expériences de scolarisation primaire informelle. L'approche de la recherche a souligné l'implication des

personnes responsables de la diffusion et du public cible dans une revue critique des études, la documentation et l'analyse d'expériences personnelles et l'établissement des conclusions de politiques pratiques à partir des résultats. L'approche du projet ABEL définit la recherche comme étant «une conversation sur le savoir local, son affinement et ses applications pratiques.» Les responsables de ce travail se sont efforcés de rendre les études existantes compréhensibles en termes pratiques et d'aider leurs «clients» à reconnaître le fruit de leur propre expérience comme un travail de recherche comparable à d'autres réalisés ailleurs<sup>4</sup>.

Contrairement aux perceptions<sup>7</sup> générales au sujet de la nature secrète d'une certaine forme de SL, et du manque de volonté, de la part des détenteurs de savoir local, d'apprendre des autres, les auteurs des *Notes CA* ont noté une tendance remarquablement forte des communautés à s'instruire auprès d'autres communautés ou du savoir universel disponible. L'alphabétisation est un mécanisme clé qui permet aux communautés de participer à de tels échanges de savoir.

Les efforts innovateurs en matière d'alphabétisation décrits dans les *Notes CA* montrent que l'enseignement dans les langues locales et leur utilisation dans les livres scolaires (qui soulignent souvent le contexte local par le biais des histoires racontées, l'histoire locale ou la littérature) ont tendance à obtenir des taux plus élevés d'alphabétisation. L'utilisation des langues locales est plus efficace et souligne la valeur des normes et des pratiques culturelles dans la planification et les pratiques du développement. Comme l'encadré suivant le démontre, cette utilisation crée également des opportunités pour l'amélioration des capacités endogènes.

### Le rôle des partenaires au développement

Comme pour d'autres domaines de la coopération pour le développement, les partenaires peuvent appuyer les gouvernements pour qu'ils puissent créer un environnement politique et économique favorable, encourager l'amélioration des capacités locales, assister les communautés directement en leur donnant l'occasion de démontrer leurs

talents d'innovateurs, et agir comme intermédiaires pour faciliter les échanges d'expériences entre les communautés, les pays et même les régions. Un environnement d'encouragement inclut les mécanismes qui identifient les innovateurs locaux tout en garantissant simultanément plus qu'un apprentissage marginal en fournissant des plateformes pour le partage du savoir et l'apprentissage. Une approche rationnelle de l'appui aux initiatives d'amélioration des capacités locales consisterait également à se concentrer sur les domaines les plus appropriés pour le pays; par exemple, plusieurs pays africains ont maintenant commencé des initiatives qui mettent les guérisseurs traditionnels en rapport avec les services de santé publique. L'agriculture, la gestion des ressources naturelles, l'éducation et, de manière croissante, la prévention et la résolution des conflits sont les autres domaines qui ont le plus de chances de donner des résultats.

Les partenaires au développement peuvent jouer un rôle critique dans la diffusion des innovations locales qui peuvent être transférées et reproduites. Une fois qu'il a été raisonnablement établi que les innovations et les capacités de les gérer pourraient être reproduites ailleurs dans le pays ou la région, et ce avec des avantages similaires ou égaux, les partenaires au développement et les gouvernements pourraient investir dans la diffusion des innovations locales ainsi que dans le développement accru de ces capacités. La première étape pour les gouvernements pourrait être de chercher à établir des processus qui documentent le champ et le degré des capacités à innover au niveau communautaire dans le pays. Ils pour-

### Les capacités sont intégrées dans les pratiques de la communauté

À Nwodua, au Ghana, les agriculteurs analphabètes, les jeunes non scolarisés, et les autorités villageoises ont lancé et géré des initiatives innovantes en santé, en économie et en éducation. Cette approche était plus utile que les idées recommandées par les agents externes du changement. Dans un environnement où la production de subsistance est la seule activité économique d'importance qui soit gérée et contrôlée localement, la proposition de toute activité utile supplémentaire qui puisse appartenir à la communauté et être gérée par elle est attirante<sup>8</sup>. Ces communautés réussiraient parce qu'elles pourraient utiliser les capacités latentes, intégrées à la manière dont elles gèrent l'agriculture de subsistance, pour la gestion d'initiatives en santé et éducation.

Un autre cas décrit l'efficacité de la sélection locale des graines pour l'amélioration des types de terres. Les communautés étaient en mesure d'utiliser leur savoir (tel qu'il a été maintenu dans les variétés locales de graines) et les capacités existantes (les cultivateurs ont sélectionné les graines pendant des siècles) non seulement pour élargir ces capacités, mais aussi pour les transformer en une opportunité qui était absente dans le cadre des services précédents d'encadrement agricole.<sup>9</sup> Ce cas illustre la manière dont un service traditionnel d'encadrement hiérarchique peut être transformé en une institution d'encouragement pour le développement des capacités locales.

raient ensuite tenter d'appuyer les initiatives dont le but est le partage et l'apprentissage. Enfin, ils pourraient aider à documenter et à diffuser les leçons tirées auprès des communautés et des pays.

Certaines approches nouvelles du développement, telles que les projets de type Développement à base communautaire ou les Fonds d'action sociale<sup>10</sup> fournissent non seulement des opportunités pour l'amélioration des capacités, mais aussi des possibilités de les appliquer.

## Conclusion

Les mesures de renforcement ou d'amélioration des capacités sont souvent critiquées pour les programmes ou les projets qui cherchent à introduire de nouvelles technologies, à changer les institutions ou à améliorer les services. De nombreuses agences de développement utilisent cette approche fonctionnelle articulée autour des exigences du système en capacités nouvelles. Les *Notes CA* ont démontré qu'adopter la perspective des communautés et leurs capacités du moment – c-à-d. le savoir et les institutions disponibles – aide à provoquer une appropriation accrue, la durabilité, et l'utilité des mesures d'amélioration des capacités. Cela implique l'application des principes que font ressortir les cas décrits dans les *Notes CA* – c'est à dire, supposer qu'il existe un niveau élevé de connaissances et de compétence des institutions, y compris les savoirs locaux; fournir des occasions d'appliquer les capacités améliorées; et accepter ce renforcement non seulement comme une fin en soi, mais comme un moyen de

responsabilisation. Bien que ces éléments puissent sembler évidents, nous avons également vu que les résultats économiques et sociaux décrits n'ont pu être obtenus qu'après que les acteurs du développement aient accepté ces principes d'une manière théorique et comme lignes directrices catégoriques pour la conception de leurs interactions communautaires et leurs approches pour l'exécution. L'application des principes présentés dans cette série contribuera à une responsabilisation renforcée des communautés, lorsqu'elles seront considérées comme les auteurs de leur propre destin plutôt que comme des destinataires de l'assistance.

<sup>1</sup> *Notes CA* 9

<sup>2</sup> *Notes CA* 58

<sup>3</sup> *Notes CA* 60 décrit une série de cas en Inde avec des caractéristiques similaires

<sup>4</sup> *Notes CA* 14

<sup>5</sup> *Notes CA* 3

<sup>6</sup> *Notes CA* 3

<sup>7</sup> *Notes CA* 53

<sup>8</sup> *Notes CA* 7

<sup>9</sup> *Notes CA* 43

<sup>10</sup> Depuis quelques années, la Banque mondiale a conçu et lancé des projets de Développement à base communautaire (DBC) et de Fonds d'action sociale pour mieux répondre aux effets de la pauvreté en impliquant les bénéficiaires dans l'identification des problèmes et en trouvant des solutions locales lorsque cela est possible.

# 3. Éducation et savoir local

*Peter B. Easton*

*Peter B. Easton est professeur d'Éducation pour adultes et de Développement des ressources humaines au Département des Fondations de l'éducation et des études politiques à l'Université de Floride.*

Les relations entre l'éducation et le savoir local (SL) dans les pays africains sont critiques et complexes. Comme de nombreuses *Notes CA* dans la collection le font ressortir, elles peuvent également fonctionner dans les deux sens. Les activités éducationnelles fournissent un des moyens primordiaux pour la transmission, l'accumulation, l'amélioration et la transformation du SL; et les traditions de savoir et d'apprentissage local peuvent elles-mêmes offrir des modèles ou des orientations pour l'organisation de services d'éducation. Cependant, pour comprendre cette relation, il est utile en premier lieu, de mieux saisir chacun des termes de l'équation.

## Significations du savoir local

Les membres d'ENDA-Tiers Monde à Dakar, une ONG active dans de nombreux aspects du développement, apportent des distinctions utiles qui sont elles-mêmes une extension du travail en SL dans l'éducation et peuvent aider énormément à affiner notre perception des connections multiples qui existent entre les deux.<sup>1</sup> Ils suggèrent que le savoir local a trois significations ou niveaux opérationnels:

- Le SL comme héritage du *passé*, y compris les corps spécifiques de savoir dans différents domaines tels que la botanique, la médecine et la gouvernance sociale;
- Le SL comme représentation d'un mode de pensée différent, et particulièrement africain, qui est appliqué par les apprenants et les instructeurs *actuels* aux actions d'apprentissage et d'instruction ; et
- Le SL comme moyen d'exprimer ce que les gens savent et – pour l'*avenir* – de créer un savoir nouveau à partir de l'intersection entre leurs capacités (dans les deux premiers sens ci-dessus) et les défis du développement.

Le troisième niveau du SL – la création de savoir nouveau à partir de l'intersection entre l'héritage culturel, le génie personnel, les compétences et les connaissances accumulées au cours d'une vie, et les défis urgents du développement local – élargit la notion et révèle une dimension proactive. En particulier, il permet de voir qu'à l'évidence, le gros de l'activité du SL est fondamentalement éducationnelle parce qu'elle n'implique pas les gens dans la découverte et



la préservation de canons existants du savoir – elle leur permet de «produire» un savoir nouveau. En fait, la majorité des études de cas reliant le SL à l'éducation présentés dans ce volume sont de cette nature: elles décrivent des personnes qui trouvent des moyens de reconnaître, d'élargir et de réinventer les traditions.<sup>2</sup>

### Les significations de l'éducation

L'éducation elle-même prend de nombreuses formes. Les distinctions entre l'éducation «formelle», «non formelle» et «informelle» établies initialement par Coombs et Ahmed (1974) peuvent encore être utilisées pour définir les grandes lignes des catégories appropriées pour notre compréhension des utilisations du savoir local.

Selon leur terminologie, l'éducation formelle porte sur le type d'apprentissage qui est «noté de manière institutionnelle et structuré selon une hiérarchie» et qui mène à des diplômes avec des équivalences officielles – bref, toutes les diverses branches du système officiel d'éducation, des écoles primaires aux universités.

Par contre, l'éducation non formelle dénote «toute activité éducationnelle organisée et systématique menée en dehors du cadre du système formel pour fournir des types sélectifs d'apprentissage à des sous-groupes particuliers de la population, adultes ou enfants.» Elle inclut donc une grande variété d'initiatives - de l'initiation traditionnelle pour certains groupes d'âge ou le scoutisme, en passant par les programmes d'alphabétisation des adultes et d'éducation de base, ainsi que l'éducation religieuse ou civique en dehors des écoles et la formation professionnelle ou la

formation en affaires et en industrie, le plus souvent dispensées localement.

Enfin, l'éducation informelle est comprise comme étant le «processus qui permet à toute personne, au cours d'une vie, d'acquérir et d'accumuler le savoir, les compétences et les connaissances à partir d'expériences quotidiennes et d'ouverture à l'environnement» - plus ou moins systématiques ou dues au hasard, selon les circonstances, mais qui ne sont pas organisées, reconnues et structurées.

Les démarcations entre ces domaines sont évidemment un peu floues et les formes hybrides sont nombreuses, mais le croisement des deux formes de distinctions susmentionnées – c-à-d. entre, d'un côté, l'éducation comme véhicule pour le SL et le SL comme modèle d'éducation de l'autre – éclaire toute une série de liens potentiels entre les deux. Le résultat est présenté dans le tableau ci-dessous. Certaines des dimensions de ces liens soulignées à titre d'illustration sont couvertes dans les articles des *Notes CA* incluses dans ce volume qui portent directement ou indirectement sur l'éducation.

Comme indiqué dans la colonne centrale du tableau, la mise en contexte du processus d'apprentissage local est peut-être sa caractéristique la plus générale et qui puisse elle-même avoir une influence sur la prestation de l'éducation. Le savoir local est généralement lié à des activités spécifiques sociales, culturelles et économiques au sein de la communauté concernée et y trouve son incarnation. Il est aussi habituellement acquis par le biais d'une forme de participation à ces activités qui sont à la fois fonctionnelles et rituelles. Cependant, l'éducation formelle et/ou organisée dans les communautés africaines est en grande

#### Exemples de relations entre le savoir local et l'éducation obtenue par le croisement entre les types d'éducation et les modes de relation

	L'éducation comme véhicule de SL		Le SL comme modèle d'éducation
<b>Éducation formelle</b>	Introduction de l'histoire locale, du savoir ethnobotanique, de la musique traditionnelle et de l'artisanat, etc. au programme formel de l'école ou de l'université	Utilisation accrue de l'apprentissage dans le contexte et instruction de contexte	Utilisation des langues locales comme véhicule pour l'instruction dans les écoles; adoption de formats traditionnels d'apprentissage faisant partie de l'instruction dispensée
<b>Éducation non formelle</b>	Former les agents locaux d'encadrement ou le personnel administratif aux méthodes d'intervention qui réunissent le SL et les approches scientifiques de l'«Occident.»		
<b>Éducation formelle</b>	Rendre disponible l'information sur les différents types de SL et leurs applications par le biais de médias divers.		Au niveau communautaire, promotion de contacts et commerce accrus avec les artisans traditionnels de la part du reste de la population – et plus d'observation de ceux-ci.

partie *hors contexte* et implique l'apprentissage d'éléments qui n'ont que peu de rapport avec les habitudes sociales, culturelles et économiques de la communauté hôte et selon des méthodes tout aussi différentes.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'interaction SL et genre. Il suffit ici de noter l'exemple du personnel enseignant. Dans les pays où le personnel des écoles primaires, particulièrement celles des zones rurales, est en grande partie constitué de femmes locales ayant les qualifications requises – comme c'est le cas en Inde et dans un nombre limité mais croissant de nations africaines – les enseignants peuvent, en fait, trouver des moyens, conscients et inconscients, d'introduire dans l'expérience scolaire des contenus et des approches puisés dans le savoir local. Cependant, dans la majeure partie de l'Afrique francophone, le personnel des écoles primaires rurales est surtout composé d'hommes qui, souvent, en raison de politiques administratives explicites, viennent d'autres régions culturelles du pays. Cet état de fait a renforcé leur fonction comme éléments d'un système d'enseignement hors contexte conçu pour initier les enfants à la société «moderne» et à une culture universelle ou nationale qui a peu de rapport avec les traditions locales.

L'intersection du savoir religieux et du savoir local a également de nombreuses significations pour l'éducation en Afrique. Les trois points cardinaux sont: (a) les traditions religieuses locales; (b) les doctrines et pratiques des religions mondiales (en majorité le Christianisme et l'Islam, et souvent les deux); et (c) la culture de la scolarisation centrée sur l'État. Le Christianisme et l'Islam ont été adaptés à la culture africaine et même «africanisés» à un certain degré au cours de l'histoire de leur transmission sur le continent – ce qui a été accompli essentiellement par le biais de l'éducation sous une forme ou une autre – quoique les adeptes de l'Islam nieraient un tel syncrétisme encore plus vigoureusement que les missionnaires chrétiens (par exemple, Mugambi 2002, Monteil 1964.) De la même manière, ils ont tous les deux influencé et subi l'influence des idéologies nationales du développement à des degrés divers, en fonction de l'attitude religieuse de l'État pendant une période donnée.

La religion complique la situation à cause de la manière dont elle affecte la signification de ce qui est local et de ce qui est importé. Le contraste entre les influences de la culture locale, des religions internationales et du régime capitaliste colonial apparaît avec une clarté particulière dans des ouvrages tels que *Ceddo*, le fameux film de l'auteur et directeur cinématographique sénégalais Ousmane Sembène (2001 [1977]), où l'imam musulman, le missionnaire catholique, les partisans de la tradition lo-

cale et les représentants des pouvoirs coloniaux cherchent tous à dominer. Dans des circonstances telles que celles du Sénégal au 20<sup>ème</sup> siècle, où la scolarisation et le pouvoir d'État étaient monopolisés par une *entente* entre l'État et les missions chrétiennes, les institutions musulmanes elles-mêmes deviennent, en quelque sorte, les dépositaires du savoir «local» - c'est à dire les sources de traditions africaines en opposition à l'État colonial avec des racines qui remontent loin sur des générations de la société locale. Sembène rappelle avec précision au spectateur que l'Islam lui-même a été imposé de l'extérieur à un certain moment. La scène est remarquablement similaire, d'une certaine manière, aux circonstances décrites dans le Numéro 4 des *Notes CA*, «Du sacrilège à la durabilité» sur la reforestation et l'agriculture biologique à Forikom, au Ghana, quoique le protagoniste principal dans ce cas soit le Christianisme évangélique.

### Comprendre la relation

D'une certaine manière, la majorité des articles de cette collection mentionne au moins indirectement la relation entre le savoir local et l'éducation parce que les méthodes et les réservoirs «traditionnels» de perceptions n'ont d'impact sur la conduite du développement que s'ils sont exprimés et mobilisés. Une fois qu'ils le sont, quel que soit l'objectif, ces corps de savoir et d'expérience acquièrent la masse critique nécessaire à la transmission et à l'intégration aux formes existantes d'apprentissage social, qu'il s'agisse d'un sujet précis ou d'un modèle de processus.

Cependant, les articles qui portent, même en partie, de manière explicite sur les questions de l'éducation (formelle, non formelle ou informelle)<sup>3</sup> sont plus rares en termes de quantité, et les principaux d'entre eux méritent d'être soulignés brièvement ici. Leur distribution et leur nature illustrent un certain nombre d'éléments avancés plus haut, quoiqu'une lecture détaillée des textes révèle les facettes d'une réalité complexe et dynamique qui va au-delà de quelques généralisations.

Il faut noter qu'aucun article ne pèse de manière prépondérante sur les utilisations du SL dans la scolarisation formelle, que ce soit au niveau de l'école primaire ou celui de l'université. Bien qu'il ne soit pas illustré dans ces travaux, le mélange pourrait être moins problématique dans l'éducation supérieure où les convenances et le champ normal de disciplines telles que l'histoire, l'anthropologie, la philosophie et la sociologie peuvent faire place à une considération critique du savoir local et des traditions africaines – même si cela n'est pas à but pédagogique ou du type d'apprentissage de contexte habituel en

éducation locale. Cependant, aux niveaux primaire et secondaire, les obstacles sont plus sérieux. Même l'utilisation des langues africaines – elles-mêmes stratifiées entre un grand nombre de traditions orales locales et un nombre plus faible de langues véhiculaires telles que le Swahili et le Hausa – a souvent été recommandée mais rarement maintenue (cf. Bunyi 1999).

Cependant, quelques articles<sup>4</sup> traitent de l'incorporation des contenus et des processus d'apprentissage du SL à la scolarisation communautaire – ces versions non homologuées de l'enseignement primaire et secondaire qui ont été établies par les villages et les associations locales, et parfois encouragées par les autorités de l'État, comme un moyen d'absorber le surplus de demande en scolarisation ou de répondre à des problèmes aigus tels que le chômage des jeunes et l'inadaptation sociale. Malheureusement, comme le montrent les études, plus ces formes locales de scolarisation se rapprochent du système formel, plus elles sont obligées d'abandonner les contenus et les processus du SL, comme l'utilisation des langues maternelles.

Des formes multiples d'éducation non formelle sont évidentes dans les articles – comme moyens de mobiliser les énergies et d'augmenter les compétences locales pour relever les défis du développement<sup>5</sup> ; comme mécanisme permettant de capturer le savoir local et de l'appliquer aux circonstances actuelles telles que la démocratisation<sup>6</sup> ; et comme pièce centrale des traditions alternatives du savoir telles que les études coraniques<sup>7</sup>. La variété même de ces centres focaux dans ce domaine qui, de façon typique pour l'éducation non formelle, porte sur des questions qui vont de la commercialisation des produits agricoles par le biais de la gouvernance locale, à la santé et aux droits de la personne, fournit des interfaces multiples pour l'articulation et le développement du savoir local. De nombreux modes d'interaction se manifestent là où l'éducation pour adultes et la formation professionnelle servent de plates-formes pour réanimer le gouvernement local dans le monde rural au Ghana<sup>8</sup>. Ils décrivent la manière dont les systèmes alternatifs d'apprentissage et les «rites de passage» ont été développés pour les jeunes des villes et les communautés détruites par les conflits au Kenya, au Soudan et au Mozambique,<sup>9</sup>. Ils montrent aussi comment un programme consacré à l'expression des «manières de savoir» des femmes sénégalaises a fini par développer de nouvelles façons de combattre la mutilation génitale féminine sans toutefois condamner la culture où elle était pratiquée.<sup>10</sup>

Enfin, les localisations et les approches de l'éducation informelle et ses relations avec le savoir local sont encore

plus diverses puisque pratiquement toute activité consacrée à l'articulation d'approches locales suivie de leur application aux problèmes actuels de développement – ou leur mélange à d'autres sources de savoir d'une manière qui les préserve – peut avoir, en elle-même, un impact éducationnel profond sur les participants et les observateurs. Cela est évident dans des situations telles que celles qui sont analysées dans la recherche en éducation au Bénin<sup>11</sup>, les banquiers villageois à Fandalène au Sénégal,<sup>12</sup> les femmes productrices de semences au Kenya<sup>13</sup>, les stratégies locales de préservation de la côte de l'Afrique de l'Ouest,<sup>14</sup> et la littérature Fulani comme une entreprise à but non lucratif.<sup>15</sup> Pour que les institutions éducationnelles puissent puiser dans un corps approprié et applicable de leçons tirées du savoir local, ses applications et ses innovations doivent être développées en permanence. Les activités d'«éducation informelle» telles que celles qui sont décrites dans les numéros cités en référence remplissent cette fonction *inter alia*.

### Rassembler tous les éléments

En fait, un passage ou un circuit liant l'interaction du savoir local aux trois formes d'éducation soulignées ici pourrait potentiellement exister. Les expériences de l'éducation informelle telles que l'édition, la protection environnementale et les banques locales qui appliquent le savoir local – ou le diffusent – dans de nouveaux espaces, alimentent des cycles d'apprentissage non formel et enrichissent ainsi un corps de leçons, d'applications, et d'approches qui peut s'intégrer progressivement à la scolarisation formelle. La reconnaissance et la dissémination dont il bénéficie pourraient légèrement transformer l'environnement, renforcer la pulsion informelle, et réactiver le cycle.

Aucune étape de ce cycle n'est cependant garantie. Chacune d'entre elles exige du dévouement, du labeur et une mesure de chance ou de providence. Bien que les descriptions habituelles du système éducationnel placent l'éducation formelle au centre et les institutions d'enseignement supérieur en haut, on peut avancer que l'étincelle qui provoque le processus décrit ici se trouve dans ce que le personnel d'ENDA appelle les capacités à créer un savoir nouveau dans les cultures locales et donc dans les activités informelles où cette aptitude est utilisée en premier lieu.

<sup>1</sup> Notes CA 42

<sup>2</sup> Notes CA 3, 4, 6, 7, 8, 16, 17, 20, 22, 23, 25, 31, et 46

<sup>3</sup> *Notes CA 5, 7, 11, 13, 18, 25, 27, 29, 31, 33, 38 et 42*

<sup>4</sup> *Notes CA 5, 29, 42*

<sup>5</sup> *Notes CA 9*

<sup>6</sup> *Notes CA 16*

<sup>7</sup> *Notes CA 11*

<sup>8</sup> *Notes CA 7*

<sup>9</sup> *Notes CA 20 et 33*

<sup>10</sup> *Notes CA 3 et 31*

<sup>11</sup> *Notes CA 14*

<sup>12</sup> *Notes CA 6*

<sup>13</sup> *Notes CA 23*

<sup>14</sup> *Notes CA 8*

<sup>15</sup> *Notes CA 38*

## 4. Le savoir local des femmes

### *Établir des passerelles entre le traditionnel et le moderne*

*Mamphela Ramphela*

*Dr. Mamphela Ramphela est  
Managing Director à la  
Banque mondiale*

Dans la plupart des sociétés du monde, les femmes, en tant que mères, grands-mères, épouses, sœurs ou filles représentent le premier front en matière de santé, d'alimentation des familles, de transmission des valeurs, et de modèles de comportement. Dans de nombreuses sociétés rurales des pays en développement, les femmes portent le poids du travail agricole et du transport des cultures; elles alimentent le ménage en énergie (surtout en bois de chauffe) et en eau. Pendant les périodes de famine, les femmes connaissent les plantes qui peuvent servir de nourriture d'urgence pour sauver la vie des membres de leurs familles.

Au-delà de leurs contributions au bien-être des communautés locales dans les domaines de la santé familiale, de la culture des produits de base, de la gestion des conflits, et de la conservation de la bio-diversité, les femmes ont aussi trouvé des réponses locales aux questions plus larges telles que le commerce, le tourisme, l'éducation, la santé et l'emploi.

Malgré leurs apports à leurs familles et à leurs communautés, les femmes ont encore beaucoup de difficultés à influencer leurs conditions de vie. Au nombre de ces contraintes on note les charges excessives de travail, les obstacles à l'accès et au contrôle des facteurs clés de production, et le manque d'opportunités de formation et de services adaptés d'information, d'encadrement et de conseil.<sup>1</sup>

Certaines *Notes CA* dans cette compilation présentent des cas spécifiques où le savoir et les pratiques des femmes les aident, ainsi que leurs familles et leurs communautés, à relever les défis locaux du développement. Cet article fait ressortir certains de ces cas et demande une reconnaissance accrue du savoir des femmes et de leur contribution au processus de développement. Dans le passé, le savoir local lié à la santé familiale ou à l'agriculture de subsistance, a reçu peu d'attention ou de recherche. Les contraintes existantes sont renforcées, ce qui perpétue l'inégalité, en partie parce que le savoir technique et institutionnel associé au travail des femmes est rarement apprécié et généralement sous-estimé.<sup>2</sup> Alors que, dans de nombreuses sociétés, les traditions patriarcales ont contribué à ces perceptions, nous avons de plus en plus de preuves de femmes qui font la promotion de leurs propres priorités, y compris dans les manières de défier de telles traditions.

## Relever les défis locaux

D'après les analyses présentées dans les Notes CA, nous savons qu'au Sénégal, les femmes de Malicounda ont lancé une campagne pour mettre fin aux pratiques de mutilation génitale féminine.<sup>3</sup> Pendant des années, des agents externes tels que les organisations de développement et les groupes militants ont demandé l'abolition de cette pratique au Sénégal. Toutefois le changement final n'a été possible que lorsque les femmes de Malicounda décidèrent d'utiliser les structures locales pour abolir la pratique à partir de leurs communautés plutôt que comme une réponse aux appels de l'extérieur.

Il s'agit ici d'une histoire puissante de responsabilisation et de transformation sociale, avec d'importantes leçons. Brièvement, les femmes de Malicounda ont convaincu le conseil du village d'abolir la pratique dans le village. Cependant, estimant ce résultat insuffisant, les femmes ont créé une équipe (comprenant certains époux) pour rendre visite aux villages voisins. Elles y ont bavardé avec les femmes et les ont aidées avec l'appui de leurs communautés. Elles ont aussi réussi à convaincre les chefs traditionnels, y compris l'Imam religieux de Malicounda d'appuyer le programme des femmes et de s'impliquer eux-mêmes activement comme agents du changement. Cette approche a renforcé l'appropriation du processus de changement dans ces communautés et au-delà. Dans le cas présent, ce mouvement de la base a conduit à la «Déclaration de Malicounda» faite par une assemblée de 18 chefs villageois de la région qui se sont engagés à abandonner la pratique dans leurs communautés. Un an plus tard, le Président du Sénégal a proposé le «Serment de Malicounda» comme un modèle à adopter au niveau national. En moins de trois ans, ce mouvement parti de la base s'était répandu à plus de 200 communautés sur l'ensemble du territoire et à plusieurs communautés en dehors du pays.<sup>4</sup>

Les chercheurs ont aussi réalisé que les femmes ont pris les devants pour la préservation des forêts naturelles et la biodiversité dans les régions à haut risque et marginalisées. Dans la région de Pependine, sur la Côte ouest du Sénégal, par exemple, les femmes locales ont formé une association pour la protection de l'environnement<sup>5</sup> qui s'attaque aux questions qui les inquiètent le plus. Ce sont, entre autres, la perte de la bio-diversité, la réduction des stocks de légumes, la stratégie inappropriée du tourisme, le chômage des jeunes, et le manque de capital. L'association a impliqué les chefs traditionnels, les femmes urbaines, et les jeunes, ce qui a encouragé des communautés entières sur toute l'étendue de la région à participer. El-

les ont planté des brise-feux à partir de plantes locales autour de tout le périmètre de leurs forêts, ont créé une coopérative de distribution, par réseau, du bois, du charbon et du pétrole pour réglementer la consommation des combustibles, ce qui appuie les efforts locaux de lutte contre la déforestation. Elles ont recueilli les ordures ménagères pour fabriquer l'engrais nécessaire aux pépinières qui produisent les jeunes plants, et ont formé des groupes d'épargne et de crédit ainsi qu'un réseau régional d'associations féminines.<sup>6</sup>

D'autres *IK Notes*<sup>7</sup> relèvent les importantes contributions des femmes à la préservation de la biodiversité agricole. Les sécheresses affectent périodiquement de nombreuses régions de l'Afrique et causent souvent des famines. En tant que pourvoyeuses principales de l'alimentation en cas de pénurie, les femmes ont développé des stratégies pour préserver la sécurité alimentaire au niveau du ménage. Elles s'appuient souvent sur des cultures mineures ou des plantes semi-domestiquées qui supportent mieux les sécheresses et les insectes nuisibles, constituant une réserve sur de longues périodes en cas de difficultés économiques.<sup>8</sup> Les femmes utilisent beaucoup de plantes qui ont une valeur médicinale.<sup>9</sup> Cependant, les technologies locales des femmes pour l'après récolte, telles que l'entreposage et les modes de traitement des plantes sous-utilisées risquent de disparaître.<sup>10</sup> Aujourd'hui, les projets portant sur la conservation et l'utilisation durable des plantes médicinales collaborent de plus en plus avec les femmes pour les efforts de conservation in-situ et ex-situ, tels que la culture de plantes médicinales dans les jardins potagers.<sup>11</sup>

Le rôle du SL des femmes par rapport aux animaux de ferme est aussi sous-estimé. Bien que, dans la plupart des sociétés, la propriété des animaux revient aux hommes, ce sont les femmes qui rassemblent le fourrage pour le bétail, s'occupent de leur santé, les traitent, et ramassent et font sécher leurs déchets pour l'utiliser comme combustible.<sup>12</sup> En conséquence, la recherche différenciée selon le genre dans ce domaine commence à découvrir que les femmes ont acquis un stock substantiel de savoir-faire et de connaissances ethnologiques et vétérinaires qui viennent en complément du savoir scientifique existant.

## Contribuer aux objectifs mondiaux

La recherche sur le savoir local a fait ressortir les manières dont les femmes ont développé des stratégies efficaces pour tenter d'atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM.) Dans la région de Tanga, en Tanzanie, par exemple, une ONG locale, animée princi-

palement par des femmes, apporte aux patients locaux du SIDA des possibilités de prévention, de dépistage, de conseil, de soins à domicile, et d'activités génératrices de revenus. Le traitement fourni par les guérisseurs traditionnels permet aux patients de reprendre leur vie et de vivre plus longtemps. L'ONG appuie les femmes qui fournissent les soins à domicile aux patients du VIH/SIDA.. Elle a aussi créé des centres pour les orphelins du VIH/SIDA, assure l'éducation des enfants scolarisés, et implique les sages-femmes traditionnelles (SFT) dans la sensibilisation sur le VIH/SIDA<sup>13</sup> Le travail de l'ONG a eu un impact direct sur les personnes vivant avec le VIH/SIDA (PPVS) en leur permettant de mener à nouveau des vies productives. En organisant des soins à base communautaire pour les PPVS, l'ONG a également permis une meilleure gestion de la charge totale de travail des femmes, ce qui les libère pour leurs autres tâches essentielles telles que la production des aliments et les soins de santé pour la famille.

En Afrique, les femmes ont redéfini les programmes d'éducation pour adultes en ce qui concerne l'alphabetisation fonctionnelle et le développement des compétences. Après leur participation aux programmes d'alphabetisation, les femmes sont retournées dans leurs communautés, armées non seulement de leurs nouvelles aptitudes mais aussi de la réalisation que leurs compétences et leur savoir traditionnels combinés à des connaissances externes pourraient être utilisés pour répondre aux problèmes de la communauté locale. Leur prise de conscience leur a permis d'affronter les pratiques locales nuisibles, telles que la MGF, comme cela a été discuté plus haut.<sup>14</sup> En formant des associations régionales et en soutenant les programmes d'alphabetisation pour adultes, elles ont encouragé d'autres femmes à reproduire leurs expériences.<sup>15</sup> Un autre projet innovant en éducation au Mali a utilisé les symboles culturels et des pratiques locales pour lancer un dialogue sur la grossesse et les risques sanitaires au sein de la famille et de la communauté. Les participants au projet ont aussi appris à utiliser les médias modernes tels que les vidéos, les tableaux à feuilles mobiles, et les badges pour accroître la sensibilisation de la communauté sur les risques sanitaires spécifiques aux femmes.<sup>16</sup>

Les cas portant sur l'éducation révèlent la complexité du savoir local et soulignent le rôle des femmes dans ce contexte. Bien que les femmes soient sans aucun doute une source précieuse de savoir local, certains obstacles mentionnés ci-dessus sont le résultat de traditions culturelles réelles ou perçues. Les *Notes CA* sur l'éducation mènent à une conclusion intéressante: Les pratiques pro-

fondément enracinées mais nuisibles, telles que la MGF, ont montré une grande résistance aux efforts externes pour les abolir, alors que les approches internes ou locales pour s'y attaquer et les éliminer de manière durable semblent avoir eu beaucoup plus de succès. Cependant, ces approches ont eu besoin d'une stimulation externe – le programme d'alphabetisation pour adultes – qui a donné aux femmes la confiance en elles-mêmes pour aborder la question, en parler avec leurs chefs traditionnels et les convaincre d'adopter leur proposition. Le résultat de ces deux processus – le programme d'alphabetisation et la lutte contre la MGF – a permis aux femmes d'être reconnues comme un groupe responsabilisé dans leurs communautés et au-delà.

Dans un autre cas, la coopération entre le secteur moderne de la santé publique et les sages-femmes traditionnelles dans le District de l'Iganga en Ouganda démontre la manière dont les connaissances locales et modernes peuvent être associées pour tenter d'atteindre un des ODMs. Le projet a réussi à rapprocher les systèmes locaux et modernes de savoir et a donné des résultats impressionnants: une réduction officielle de la mortalité maternelle de 50 pour cent en trois ans!<sup>17</sup>

En dehors de l'alphabetisation, les femmes peuvent trouver d'autres opportunités de se responsabiliser par le biais des activités génératrices de revenu. Par exemple, des groupes se sont formés pour aider les femmes à développer leurs compétences et à trouver des activités génératrices de revenu. Il arrive souvent que, lorsque les activités des femmes commencent à rapporter de l'argent liquide, elles soient reprises par les hommes (par exemple, lorsque les cultures de subsistance deviennent des cultures commerciales), surtout dans la production alimentaire. Par conséquent, les efforts d'appui aux activités génératrices de revenu pour les femmes devraient tenir compte de cette dimension pour garantir qu'elles puissent pleinement utiliser ces opportunités. Combiner de tels efforts avec des plans d'épargne augmente la probabilité que les femmes gardent le contrôle des recettes.

En Inde, par exemple, les femmes ont formé 175 groupes de soutien, tels que le Groupe de soutien de Kaveri Mahela, dans le district rural de Prataghar dans le nord de l'Inde. Le groupe Mavéri a été formé en 1995 et était initialement composé de 15 membres. Au départ, les membres ont économisé l'équivalent de 10 centimes par mois, puis ils ont augmenté ce montant quatre à huit fois durant les six mois suivants. Aujourd'hui, chaque membre économise jusqu'à 6 dollars par mois. L'argent est placé à la banque locale dans un fonds commun dénommé le Fonds de soutien de Kaveri. Après avoir économisé un montant

raisonnable, les femmes ont commencé un système de crédit interne au sein du groupe. Elles ont aussi fait des emprunts individuels d'une valeur de 200-300 \$ auprès de la banque locale pour investir dans les technologies modernes, telles que la transformation du sucre de canne. Ces groupes de soutien sont également devenus des agents efficaces de changement social dans le monde rural et ont abordé plusieurs sujets sensibles tels que le système de la dot. Aujourd'hui, un grand nombre de femmes dans ce district peuvent lire, écrire, et comprendre les complexités de leurs transactions commerciales.<sup>18</sup>

Sur la base de ces expériences, dans la petite ville d'Embalam dans le sud de l'Inde, les femmes entretiennent des «Centres villageois du savoir» au sein de leurs villages et dans le voisinage. Cela leur permet d'aller plus loin dans leur éducation, non seulement par le biais des services offerts par le gouvernement ou les ONG, mais également à travers des sujets de leur propre choix tels que les maladies et les traitements locaux pour les êtres humains et pour les animaux de ferme.<sup>19</sup> Comme au Sénégal, la responsabilisation des femmes par le biais de l'éducation en Inde leur a permis de surmonter les obstacles culturels à leur propre développement.

### Utiliser le savoir local des femmes: un défi pour les agents du développement

La série de rapports factuels contenue dans les *Notes CA* fournit des vues fascinantes des domaines divers où le savoir des femmes peut avoir un impact sur le développement. Que ce soit la production locale ou l'expression politique par le biais du plaidoyer, les femmes ont réussi à influencer les dirigeants communautaires, les politiciens et les partenaires au développement. Elles ont soulevé et affronté des sujets sérieux tels que la mutilation génitale féminine, le VIH/SIDA, la sécurité alimentaire, et la disparition des pratiques de production durable tout en encourageant les institutions communautaires innovantes, telles que les groupes d'épargne et de crédit, les coopératives de gestion des ressources naturelles, et les comités de gestion des sécheresses.

Une recherche plus systématique est nécessaire pour compléter les études sur les rôles socio-économiques des femmes dans leurs sociétés et sur les relations de pouvoir, et se concentrant sur leurs connaissances locales et leur sagesse. Cette recherche aiderait les praticiens du développement à mieux comprendre, apprécier et, enfin, valider de telles contributions au développement. Ignorer le SL des femmes en dehors des domaines de leurs connaissances «traditionnelles», domestiques, pourrait mener à

la perte finale d'un corps important de savoir. Cela constitue un défi spécifique pour les agents du développement: ils doivent aider à développer plus d'espace et d'opportunités qui permettent aux femmes de s'exprimer, d'appliquer et de partager leur savoir pour résoudre les problèmes de développement.

En tant que détentrices du savoir local, les femmes peuvent – peut-être mieux que les hommes – agir comme intermédiaires entre les représentants des divers systèmes de savoir. Par exemple, comme le montre l'expérience d'Iganga, des possibilités d'intégration et d'instruction mutuelle existent dans le domaine de la santé familiale, où les femmes ont l'avantage distinct d'être généralement considérées comme les praticiennes principales.<sup>20</sup> Comme l'exemple de Malicounda<sup>21</sup> le suggère, les femmes locales sont également en meilleure position que les approches exogènes pour surmonter les obstacles imposés par les pratiques traditionnelles nuisibles. Ces cas font ressortir des possibilités qui permettraient aux gouvernements, aux partenaires au développement, et à la Banque mondiale de tenter de faciliter l'intégration de systèmes divers de savoir pour le bien-être des communautés locales.

### Conclusion

Un des messages centraux des *Notes CA* est que le SL des femmes peut faire d'importantes contributions à la réalisation de résultats durables en matière de développement. En conséquence, des efforts soutenus et concentrés sont nécessaires pour faciliter l'incorporation du savoir des femmes dans les activités plus élargies du développement.

Pour permettre aux femmes de maximiser leur contribution en SL au processus du développement, les gouvernements nationaux et les partenaires doivent aller au-delà d'une participation féminine équilibrée dans les activités de développement. Ils doivent développer des approches qui leur offrent:

Un *espace*, sous la forme de fora où les femmes peuvent présenter leurs expériences, apprendre de leurs pairs, et rencontrer les représentants de systèmes établis de savoir pour un échange et un apprentissage justes et équitables;

Des *opportunités*, sous la forme d'un accès beaucoup plus amélioré des femmes aux systèmes et à l'infrastructure du savoir dans leurs pays d'une manière qui ne prescrit ni les méthodes, ni les résultats. De l'école primaire aux programmes d'alphabétisation des adultes, l'éducation est une pièce centrale d'une telle approche: son efficacité dépend d'un niveau adéquat de participation et d'inclusion



non seulement en termes de nombre de participants, mais aussi en termes de contribution à la solution de développement; et

La *reconnaissance*, par le biais d'un engagement, de la part des gouvernements et des partenaires au développement à entreprendre une recherche spécifique sur le SL des femmes; à identifier, documenter, et disséminer de manière appropriée, le SL des femmes; à aider à renforcer les réseaux existants de savoir féminin; et à fournir les fora pour l'échange de connaissances entre les femmes et les sciences formelles. La reconnaissance, bien entendu, inclut également la possibilité, pour les praticiennes traditionnelles, d'obtenir un revenu de leur SL et de ne pas faire l'objet de termes défavorables qui les priveraient d'utiliser leurs compétences. La «reconnaissance» dépend surtout d'un processus inclusif et participatif entre les acteurs privés et publics du développement. En leur offrant des opportunités comme celles décrites dans les *Notes CA*, les femmes peuvent devenir des agents du changement enracinés dans leurs propres traditions et être malgré tout capables d'utiliser l'apprentissage externe à leurs communautés.

- <sup>1</sup> Austria Development Corporation, CTA, Hellenic Development Corporation; 1999: "The economic role of women in agricultural and rural development: promoting income-generating activities." Seminar Report. ([http://www.cta.int/pubs/erw/english\\_intro.pdf](http://www.cta.int/pubs/erw/english_intro.pdf))
- <sup>2</sup> Madge, Clare; 1994: Collected food and domestic knowledge in the Gambia, West Africa: *The Geographical Journal*, Volume 160. Issue: 3.
- <sup>3</sup> *Notes CA 3*
- <sup>4</sup> *Notes CA 31*.
- <sup>5</sup> Regroupement des femmes de Pependine pour la protection de la nature ou RFPPN
- <sup>6</sup> *Notes CA 8*
- <sup>7</sup> *Notes CA 8, 23*
- <sup>8</sup> Une telle plante est la moustache de chat (*Cleome gynandra L./Gynandropsis gynandra (L.) Briq.*) qui a fait l'objet de recherches approfondies exceptionnelles (<http://www.ipgri.cgiar.org/publications/pdf/350.pdf>)
- <sup>9</sup> *Notes CA 44, 58*.
- <sup>10</sup> Au Kenya, les jeunes pourraient rejeter certains légumes verts traditionnels parce que, d'après eux, ils ont un goût amer. Les femmes plus âgées notent que ce goût amer est sans doute dû à une préparation inadéquate. ([http://www.ijprgi.cgiar.org/Institute/fact\\_gender.htm](http://www.ijprgi.cgiar.org/Institute/fact_gender.htm))
- <sup>11</sup> *Notes CA 35*
- <sup>12</sup> *Notes CA 58*
- <sup>13</sup> *Notes CA 51*
- <sup>14</sup> *Notes CA 31, 58*
- <sup>15</sup> *Notes CA 3, 8*
- <sup>16</sup> *Notes CA 12*
- <sup>17</sup> *Notes CA 40*; ce cas est également résumé dans l'article principal de conclusion: "Le savoir local: aller de l'avant"
- <sup>18</sup> *Notes CA 45*.
- <sup>19</sup> *Notes CA 63*, ne fait pas partie de cette compilation; peut être obtenu sur <http://www.worldbank.org/afr/ik/iknt63.pdf>
- <sup>20</sup> *Notes CA 40*.
- <sup>21</sup> *Notes CA 3, 31*.

## 5. Réponses locales au problème du SIDA en Afrique

*Edward C. Green*

*Edward C. Green est Scientifique principal de recherche au Centre Harvard pour la population et le développement*

Les *Notes CA* dans ce volume montrent clairement que de nombreuses solutions aux problèmes de la pauvreté se trouvent au sein des communautés et des populations pauvres. Une discussion des réponses à l'épidémie du VIH/SIDA démontre que les solutions locales à l'expansion de la maladie sont également ou plus valides, efficaces et efficaces que celles qui sont conçues à partir de modèles externes.

Les preuves démontrant que le modèle mondial de prévention du SIDA a été inefficace en Afrique s'accumulent. Le modèle est fondé sur la réduction du risque ou les interventions «remèdes» (préservatifs, traitement des infections sexuellement transmissibles (IST) avec des médicaments), plutôt que sur les moyens d'éviter les risques (monogamie mutuelle, abstinence ou recul de l'âge de la première expérience sexuelle.)<sup>1</sup> Le modèle de prévention fondé sur les remèdes n'encourage pas activement à la réduction du nombre de partenaires, ou va jusqu'à ignorer la sexualité à partenaires multiples.

Lorsque le VIH/SIDA est apparu en Afrique, la plupart des gouvernements ont préféré ne pas s'en préoccuper. Le continent s'est indigné de l'accusation selon laquelle une si dangereuse pandémie aurait trouvé son origine en Afrique. Une autre inquiétude était liée au risque de perte de revenus touristiques et d'investissements étrangers. Pourtant au moins deux gouvernements africains ont répondu très rapidement au SIDA: l'Ouganda et le Sénégal. Ces deux pays sont maintenant reconnus comme les deux premiers succès en matière de SIDA; et il est important d'examiner soigneusement ces programmes qui ont été en grande partie développés par les pays eux-mêmes, et ce avant que les organisations occidentales du SIDA se soient organisées pour intervenir en Afrique.

L'Ouganda et le Sénégal ont développé des programmes de prévention du SIDA qui encourageaient principalement le changement des comportements<sup>2</sup>, ainsi que les interventions de réduction des risques. En d'autres termes, ils ont traité le SIDA comme une question de comportement nécessitant des solutions de comportement. Les deux pays ont réussi à réduire de manière dramatique la prévalence du VIH (Ouganda) ou à prévenir sa pénétration dans la population générale (à risque non élevé) au Sénégal. Aucun pays au monde n'a égalé la baisse totale de 66 pour cent des taux d'infection dans ces deux pays.

Il faut noter que ces gouvernements africains, assistés ensuite par leurs ONG, se sont appuyés sur le savoir local pour concevoir des programmes efficaces.

Cela ne devrait pas surprendre. Influencer le comportement ou changer profondément des habitudes de comportement ou sociales enracinées est différent de la promotion d'un médicament ou d'un vaccin.

### Le modèle de réduction des risques

Le paradigme de prévention du SIDA qui a été exporté vers l'Afrique à la fin des années 1980 a été développé pour des groupes à risque élevé, tels que les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes dans des villes américaines comme San Francisco. Une partie du modèle de la réduction du risque consistait à *ne pas* traiter le comportement sexuel. L'argument était que cela reviendrait à porter des jugements de valeur, ce qui ne serait pas scientifique et ne ferait que repousser ceux qu'il fallait atteindre. Les experts en SIDA se sont donc contentés d'approches de réduction du risque ou des conséquences, ce qui suppose que le comportement est difficile ou impossible à changer, et que les efforts devraient porter sur la mitigation des conséquences des comportements à risque. Ainsi, les préservatifs et les seringues (lorsqu'elles sont légales) ont été fournis pour réduire le risque des infections VIH transmises sexuellement et par la voie sanguine respectivement. Aucune forme de comportement sexuel n'est découragée, pas plus que l'utilisation des drogues par injection. Les experts en SIDA se sont félicités de leur ouverture d'esprit et de leur réalisme.

Cette approche a peut-être été adéquate pour San Francisco, ou même São Paulo ou Bangkok. Mais lorsqu'elle fut exportée en Afrique, peu d'efforts ont été faits pour adapter le modèle aux contextes culturels ou aux types épidémiologiques locaux, malgré les protestations contraires. Aux États Unis, en Europe et dans la majeure partie de l'Asie, les infections du VIH sont concentrées au sein de quelques groupes à haut risque bien définis. En Afrique (sub-saharienne), les infections ont lieu, en majorité, dans la population générale. En fait, cette distinction est souvent combattue sous prétexte qu'«il ne faut pas isoler de groupes particuliers à risque. Cela constituerait une stigmatisation pour eux – une accusation des victimes – et ferait penser au grand public qu'il n'est pas exposé au risque.» Notre message devrait donc être que «nous sommes *tous* exposés au SIDA.» Le ton est gentil et a des connotations égalitaires; nous sommes ensemble dans cette crise. Cependant, les différences dans les types épidémiologiques et les contextes culturels sont réelles et exigent des approches différentes de prévention dans des environnements différents.

### La prévention du SIDA en Afrique

Quel a été l'effet du modèle de réduction du risque en Afrique? Les efforts ont été principalement concentrés sur la fourniture de préservatifs et leur promotion. À ce jour, il n'a pas été démontré que la promotion massive des préservatifs a eu les résultats attendus en matière de déclin des taux d'infection par le VIH au sein de la population. L'étude de l'ONUSIDA, publiée dans un numéro spécial de *SIDA* en 2001, a établi que les niveaux d'utilisation des préservatifs ne faisaient pas de différence significative dans la détermination des taux de prévalence du VIH (Buve et al. 2001). Et une très récente revue, préparée par l'ONUSIDA, de l'efficacité des préservatifs (Hearst et Chen 2003) conclut qu'«il n'y pas encore d'exemples définitifs d'épidémies généralisées qui aient été freinées par des programmes de prévention fondés principalement sur la promotion des préservatifs.»

Certains avancent que les préservatifs ne sont pas encore utilisés en nombre suffisant en Afrique pour avoir un effet, et que les préservatifs n'auraient un impact que s'ils sont aisément disponibles et si leur nombre passe de dizaines de millions à des milliards. C'est possible, mais les données récentes de l'USAID montrent que, après plus de 15 ans de commercialisation sociale intense des préservatifs (un domaine où j'ai travaillé) en Afrique, le résultat est une moyenne de seulement 4,6 préservatifs disponibles (pas nécessairement utilisés) par homme et par an en Afrique ces dernières années (Shelton et Johnston 2001). Ce nombre était en fait un peu plus élevé au milieu des années 1990; il a quelque peu baissé depuis malgré l'explosion du SIDA en Afrique australe. Le problème semble être plus dû à une faible demande qu'à l'offre.

### L'approche locale en Ouganda

Outre les préservatifs, les autres programmes de prévention du SIDA dont le coût est relativement élevé et actuellement financés par les principaux bailleurs sont le traitement de masse des MST, l'orientation et l'assistance volontaires et le dépistage, et la prévention de la transmission mère-enfant par la Nevirapine. Tout comme pour la commercialisation des préservatifs, il s'agit d'utilisation de remèdes médicaux plutôt que de promotion d'un changement de comportement. Ces programmes, ainsi que la commercialisation des préservatifs, n'étaient pas encore en place en Ouganda lorsque les taux d'infection y ont commencé à baisser à la fin des années 1980. Pourtant, par rapport à l'ensemble des autres pays, l'Ouganda a connu la plus grande baisse des taux d'infection par le

VIH. Son programme local de prévention était basé en grande partie sur un message exprimé par une métaphore locale: «pâturage zéro.» Cela signifie que l'on ne peut faire pâturer son animal que sur son propre terrain; il ne faut pas pâturer ailleurs (c-à-d. il ne faut pas avoir de rapports sexuels en dehors du mariage ou de relations stables.) Répondant aux conseils des experts étrangers sur le SIDA, le Président Museveni faisait observer en 1991 «On nous offre maintenant le préservatif pour la protection sexuelle, tout comme on nous a offert la «boule magique» au début des années 1940. On nous dit qu'un fin morceau de caoutchouc se place entre nous et la mort de notre continent. Je pense que les préservatifs ont un rôle à jouer comme moyen de protection, spécialement pour les couples qui sont positifs du VIH, mais ils ne peuvent pas devenir le moyen principal de lutte contre le SIDA.»

En moins de trois à quatre années après le début du programme de prévention en Ouganda, les enquêtes de comportement (corroborées par des données biologiques) ont commencé à montrer des niveaux beaucoup plus bas de rapports sexuels de rencontre, un retardement de l'âge du premier rapport, et des taux relativement élevés d'utilisation des préservatifs parmi ceux qui avaient encore des rapports de rencontre. L'Ouganda a également été un pionnier pour les approches de réduction de la stigmatisation, d'ouverture de la discussion sur le comportement sexuel, de l'implication des personnes infectées du VIH dans l'éducation du public, de persuasion des couples et des individus par rapport au dépistage et à l'orientation et l'assistance volontaires, et d'amélioration du statut de la femme. Le génie du programme ABC (*Abstain, Be faithful, or use Condoms* – Abstinence, fidélité et utilisation des préservatifs) est dû au fait qu'il se concentre sur les «déterminants rapprochés» ou les causes immédiates de l'infection par le VIH, ainsi que sur ce que les *individus* eux-mêmes peuvent faire pour changer (ou maintenir) leur comportement et donc éviter ou réduire le risque d'infection. Mais il a aussi affronté les difficiles problèmes sociaux et institutionnels que seuls les gouvernements engagés peuvent traiter à court et moyen terme. Ces programmes ont été dirigés par le gouvernement (spécialement le Ministère de la santé), mais ont également impliqué de nombreuses ONG et organisations locales à base communautaire.

### Les solutions locales du Sénégal

Comme l'Ouganda, le Sénégal a été l'un des premiers pays en Afrique à admettre l'existence du VIH/SIDA sur son

territoire et à commencer à exécuter d'importants programmes de prévention et de contrôle. Selon le *US Bureau of the Census* (BUCEN) [Agence des États Unis pour les recensements de la population], comme l'Ouganda, «l'expérience du Sénégal a été un succès, puisque le gouvernement a réussi à contenir l'épidémie» (BUCEN 2000:1). Selon l'ONUSIDA, les taux de séroprévalence du VIH/SIDA au Sénégal sont parmi les plus bas de l'Afrique sub-saharienne, et semblent se maintenir à moins de 1 pour cent de la population générale (BUCEN 2000).

Une évaluation par l'ONUSIDA de la réaction du Sénégal à son épidémie du VIH/SIDA (Sittitrai 2001 :9) fait ressortir les différents éléments suivants:

- Comme en Ouganda, les politiciens du Sénégal se sont rapidement mobilisés contre l'épidémie dès que les premiers cas sont apparus pendant la seconde moitié des années 1980.
- Puisque 93 pour cent des sénégalais sont musulmans, le gouvernement a fait des efforts pour impliquer les chefs religieux; le VIH/SIDA devint un thème habituel dans les sermons du vendredi dans les mosquées, et des personnalités religieuses importantes en ont parlé à la télévision et à la radio.
- Beaucoup d'autres niveaux de la société sénégalaise se sont joints au mouvement. En 1995, 200 ONG et les groupes de femmes, avec leur demi million de membres, participaient activement à la réaction.
- La prévention du VIH était incluse lorsque l'éducation sexuelle a été introduite dans les écoles. Des efforts parallèles étaient réalisés pour atteindre les jeunes non scolarisés (Sittitrai 2001 :9).

Encore une fois comme en Ouganda, il a été démontré qu'un changement de comportement a eu lieu au Sénégal, c'est à dire que le nombre de partenaires a baissé et l'âge du premier rapport sexuel s'est élevé. Selon le site web de DHS<sup>3</sup>, l'âge médian du premier acte sexuel s'est élevé plus que dans tout autre pays africain pour lequel des données DHS existent, passant de 16,6 à 17,4 ans. Et l'auteur de l'ONUSIDA note que, sur la base d'une revue des données démographiques et des comportements:

Les femmes sénégalaises âgées d'environ 20 ans n'ont pas eu de relations sexuelles avant l'âge de 19 ans ou plus. Pour la génération de leurs mères – les femmes âgées de 40 à 49 ans en 1997 – l'âge médian était plus près de 16 (Sittitrai 2001:11).

Une étude de 2001 sur les femmes célibataires âgées de 15 à 23 ans à Dakar a été menée par Family Health International, avec un financement de l'USAID et le DCD, par

le biais du Ministère de la santé du Sénégal. Sur un échantillon aléatoire de 699, seules 29 femmes ont déclaré avoir eu des rapports sexuels. Cela signifie que 95,9 pour cent retardaient leur activité sexuelle (Hyegea/FHI 2001:31). Ce chiffre représente une très faible proportion des jeunes filles et femmes ayant des relations précoces, quelle que soit la norme dans presque tous les pays, surtout compte tenu du fait qu'environ 11 pour cent de l'échantillon étaient âgées de 20 à 23 ans. La majorité (55 pour cent) des 29 jeunes femmes de l'étude de FHI qui ont déclaré avoir eu un nombre *quelconque* de partenaires dans l'étude de 2001, n'avait eu qu'un seul partenaire (Hyegea/FHI 2001 :35).

Comme l'Ouganda, le Sénégal a obtenu l'appui des organisations religieuses pour la prévention du SIDA, a lancé l'éducation sur le SIDA dans les écoles primaires et a délibérément utilisé la provocation de la peur comme stratégie de prévention. Cette approche ne correspond pas au modèle occidental de prévention du SIDA. Les réponses de l'Ouganda et du Sénégal ont été locales et africaines, et elles ont réussi.

### Le paradigme africain a le mieux réussi

Du point de vue de l'intervention, des similarités existent entre les deux réussites africaines, à commencer par le fait que les deux programmes furent en grande partie locaux. En réalité, le Sénégal fut encore plus franc que l'Ouganda lorsqu'il a informé les principaux bailleurs que, bien que leur appui soit souhaité et nécessaire, ils ne devraient pas dicter aux africains la meilleure manière de prévenir le SIDA. Selon les enquêtes démographiques et sanitaires, le Sénégal et l'Ouganda sont les 2 pays où de fortes proportions de personnes enquêtées déclarent avoir pris connaissance du SIDA à partir de contacts locaux et directs plutôt que par la radio, des informations imprimées ou de la part d'employés officiels de la santé. Le Sénégal émerge comme un pays où les femmes se sentent personnellement exposées au risque d'être infectées par le SIDA (bien que sa prévalence en VIH soit la plus faible de l'Afrique sub-saharienne continentale, soit environ 0,50 pour cent), et l'Ouganda comme un pays où les femmes peuvent refuser des rapports sexuels non désirés ou insister sur l'utilisation de préservatifs.

Ces deux pays ont également mobilisé à la fois leurs chefs religieux et leurs guérisseurs traditionnels au début de leurs épidémies respectives. THETA (*Traditional Healers and Modern Practitioners Together Against AIDS* – Guérisseurs traditionnels et praticiens modernes ensemble contre le SIDA), une ONG ougandaise, encourage la

collaboration entre les praticiens traditionnels et modernes de la santé dans la lutte contre le SIDA.<sup>4</sup> En s'appuyant sur les milliers de guérisseurs traditionnels de l'Ouganda, cette ONG a développé un modèle pour la collaboration en matière de prévention et de traitement du SIDA. PROMETRA, qui est une ONG basée au Sénégal et couvrant l'ensemble de l'Afrique, coordonne les programmes SIDA qui impliquent les guérisseurs africains sur tout le continent.<sup>5</sup>

Les gouvernements de l'Ouganda et du Sénégal ont reconnu, en grande partie, que les responsables communautaires sont la source de leur capacité à transmettre les messages respectant la culture au grand public. Dans une étude de la Banque mondiale de 1998, l'auteur a pu estimer qu'entre 4 500 et 6 750 membres du clergé ont été formés annuellement en Ouganda à la prévention du VIH/SIDA au niveau des districts entre 1995 et 1998. Les guérisseurs traditionnels ont également été formés dans un tiers de tous les districts de l'Ouganda, ce qui signifie que plus de 1 800 guérisseurs ont été formés chaque année, pendant quatre ans. Bien entendu, cette estimation est fondée sur des documents écrits. Même en tenant compte d'une surestimation importante, le chiffre reste supérieur au nombre de guérisseurs locaux impliqués officiellement dans la prévention du VIH/SIDA dans la majorité – si ce n'est l'ensemble – des autres pays d'Afrique. L'ONG ougandaise THETA fut le modèle pour la formation des guérisseurs traditionnels.

En résumé, deux pays africains se sont appuyés sur leurs cultures respectives, ainsi que sur ce qu'ils considéraient comme leur bon sens, et ont pris les mesures nécessaires pour prévenir le SIDA de manière efficace. Et ils l'ont fait pratiquement seuls. Malheureusement, la plupart des pays africains ont fait très peu ou rien jusqu'à ce que des experts avec de bonnes intentions arrivent, et ont donc développé des programmes qui tendent à refléter des notions externes des actions nécessaires. D'un point de vue entièrement objectif, il est difficile de conclure que les programmes de prévention du VIH/SIDA aient réussi aussi bien ailleurs puisque les taux d'infection semblent augmenter (de nouveau) parmi les groupes clés aux États Unis et en Europe (par ex., Gross 2003; MAP 2000).

### Offrir plus d'options

Il a été difficile pour les agences de financement et les sociétés de consultation impliquées dans la prévention du SIDA d'accepter les preuves qui suggèrent que leurs approches n'aient pas été très efficaces en Afrique; dans le même temps, quelque chose qu'ils n'ont pas appuyé direc-

tement a mieux réussi. Certains ont rejeté l'approche ABC comme étant simpliste, étroite ou réductionniste. Elle ajoute pourtant un changement primordial des comportements (le A et B de ABC – *Abstain, Be faithful* - abstinence et fidélité) aux programmes qui, pour la plupart, ne vont pas au-delà du «C» (*Condoms* -les préservatifs) et «D» (utilisation des médicaments) mais sont préférés par les bailleurs. Ajouter le changement primordial des comportements donne aux gens *plus* d'options pour la prévention de l'infection par le VIH que celles qui sont actuellement disponibles dans la plupart des programmes, et il s'agit d'options durables qui ne dépendent pas de coûts relativement élevés d'importations.

### Les soins, le soutien et le traitement

Au-delà de la prévention, d'autres questions associées aux soins, au soutien et au traitement des PVVS (Personnes vivant avec le VIH/SIDA) et de leurs familles sont posées. Actuellement, la question du traitement qui domine le discours mondial est liée aux médicaments anti-rétroviraux (ARV) et à la manière de réduire leur prix pour les rendre plus disponibles aux pauvres par le biais de systèmes complexes de soins professionnels de santé opérant dans des laboratoires biomédicaux. Certainement, les médicaments efficaces (même s'ils sont onéreux) devraient être disponibles pour ceux qui en ont le plus besoin, même s'ils sont pauvres et difficiles à atteindre. Mais il faut également admettre qu'il faudra de nombreuses années pour résoudre les problèmes liés à la fourniture des ARV de manière équitable en Afrique. Entre-temps, des programmes peu onéreux de soins à domicile et de soutien fonctionnent déjà en Afrique et devraient recevoir plus d'appui de la part des bailleurs étrangers. Le Groupe de travail SIDA de Tanga (GTST) est un excellent exemple d'un programme à coût faible et durable fondé sur le savoir local.<sup>6</sup>

«Le travail du GTST est un exemple exceptionnel de la manière d'atteindre des résultats positifs dans la lutte contre le SIDA en combinant, en synergie, l'expertise et le savoir locaux avec les agents de la santé moderne pour fournir des traitements efficaces, au coût faible, aux personnes vivant avec le SIDA»<sup>7</sup>

Le GTST en Tanzanie et THETA en Ouganda sont tous deux des programmes à base communautaire qui fournissent des plantes médicinales pour le traitement des infections opportunistes du VIH/SIDA. En plus des anecdotes, les données des essais cliniques (qui sont toujours diffici-

les à financer lorsqu'ils impliquent des produits qui ne peuvent pas être patentés) montrent qu'au moins certaines de ces plantes médicinales sont efficaces. Par exemple, les essais cliniques ont confirmé l'efficacité d'une des plantes médicinales disponibles localement de THETA pour le Herpes Zoster et la diarrhée liée au SIDA (Homsy et al. 1999.) Du fait des questions de coût et d'accès, il est probable qu'un nombre croissant d'africains dépendront principalement ou exclusivement de médicaments à base végétale et de thérapies locales pour les infections associées au SIDA. L'industrie pharmaceutique a commencé à reconnaître la valeur de l'«ethnomédecine» pour la prospection biologique en vue de médicaments nouveaux et commercialisables, c'est à dire pour commencer des recherches sur des produits médicinaux naturels déjà utilisés par les guérisseurs traditionnels et/ou des populations locales entières.<sup>8</sup> Et la Banque mondiale a reconnu la valeur pour le développement économique, de la conservation des plantes médicinales in situ, et de leur culture commerciale ex situ.<sup>9</sup>

«Étant donné le rôle culturel central des guérisseurs traditionnels dans les communautés, ceux-ci offrent un des meilleurs espoirs pour le traitement et le ralentissement de l'expansion du SIDA. Mais les guérisseurs dépendent des plantes médicinales et de nombreuses espèces d'importantes plantes médicinales sont beaucoup moins abondantes au fur et à mesure que leurs habitats disparaissent à cause de la déforestation, des cultures, du surpâturage, des feux de brousse, des sécheresses et de la désertification, etc.<sup>10</sup>»

Certains programmes à base communautaire en faveur des personnes infectées et affectées par le SIDA fournissent des informations et des conseils sur les questions nutritionnelles, psychosociales et spirituelles, sur la participation aux groupes de soutien, la façon d'éviter le stress, la promotion d'une bonne santé immunitaire générale, les aspects nocifs de la cigarette et de l'alcool, le développement d'attitudes positives, entre autres. En ce qui concerne la nutrition, il a été établi que la déficience en vitamine A cause une augmentation des concentrations du VIH dans l'appareil génital (Mostad et al. 1997), ce qui signifie que les compléments de cette vitamine pourraient, à eux seuls, jouer un rôle dans la prévention du VIH ainsi que son traitement. Et la vitamine A peut venir des fruits et légumes locaux. En fait, les meilleurs programmes communautaires ne dépendent pas des technologies, des produits ou des idées externes.

«Le gouvernement éthiopien, avec l'assistance de la Banque mondiale, commencera bientôt à exécuter le premier projet de conservation et d'utilisation durable des plantes médicinales en Afrique au sud du Sahara. L'objectif général du projet est d'initier l'appui à la conservation, à la gestion et à l'utilisation durable des plantes médicinales pour les soins de santé des êtres humains et du bétail.»<sup>11</sup>

Les programmes à base communautaire liés au SIDA peuvent donner espoir à ceux qui sont ou pensent être, séropositifs. Le message de ces programmes est que les personnes infectées peuvent vivre plus longtemps et mener des vies plus productives si certaines mesures de soins personnels sont prises. Cette approche et ce message contredisent la croyance, répandue en Afrique, que le SIDA est l'équivalent d'une sentence de mort. Ils contredisent la peur, la stigmatisation sociale et l'attitude défaitiste. La peur et la stigmatisation conduisent au fait que les PVVS cachent leur statut VIH (et, en fait, ne se font pas dépister), perdent espoir, et affaiblissent leur système immunitaire et leur santé encore plus avec la peur et l'anxiété, un cercle vicieux dangereux; et, bien entendu, ne participent pas aux activités d'éducation sur le SIDA comme ce fut le cas en Ouganda.

Certains avancent l'argument que les programmes qui dépendent des produits naturels et des ressources locales ne font que refléter «différents niveaux de soins de santé» avec «une médecine de seconde classe pour les masses rurales» alors que la meilleure médecine orthodoxe est réservée aux pays riches et aux élites urbaines locales. Ces arguments ont été utilisés pendant longtemps pour freiner toute sorte de collaboration entre les praticiens biomédicaux et locaux de la santé en Afrique (réf. Green 1994.) En effet, pourquoi ne pas insister sur des médicaments onéreux pour les pauvres aussi? La réponse, certainement, est que nous devons insister sur les *meilleurs* médicaments pour les pauvres, *si* nous pouvons trouver le moyen de les acheter. Il faut cependant rappeler que le coût des ARV est très élevé, même lorsqu'il s'agit de versions génériques, et nous parlons de pays qui dépensent moins de 10 dollars US par an par personne sur l'ensemble des soins de santé de toute la population, du début à la fin de la vie. De plus, nous ne devrions pas dévaluer ou rejeter les médicaments et les thérapies locales sans con-

sidération objective des preuves disponibles de leur efficacité.

Il serait bien entendu optimal de trouver les moyens d'acheter les ARV, de les distribuer équitablement, *et* d'appuyer des programmes autosuffisants à base communautaire qui dépendent du savoir, des technologies et des structures en place. La majorité des principales organisations d'appui financier semblent se concentrer uniquement sur la première partie de l'équation. Le Programme Savoirs locaux au service du développement de la Banque mondiale est une exception et offre donc plusieurs indices sur les nombreux et importants éléments nécessaires en plus des ARV. Même lorsque les ARV sont répandus, les programmes communautaires et durables de soins, de soutien et de traitement, basés sur les produits naturels, les thérapies et les organisations locales et sur des systèmes flexibles de paiement des financements de la santé, resteront nécessaires.

«Dans beaucoup de pays en développement, l'inadaptation des accords actuels de financement de la santé, se manifestant par des allocations budgétaires en baisse progressive et plus de mécanismes de partage des coûts ont conduit à l'exploration d'approches additionnelles et alternatives pour améliorer la situation des financements. Une des alternatives suggérées consiste à développer des mécanismes de partage du risque qui incluent des modalités à base communautaire qui utilisent le potentiel des structures sociales traditionnelles.»<sup>12</sup>

<sup>1</sup> Cette dichotomie est imparfaite parce qu'il serait nécessaire que la réduction du nombre de partenaires sexuels soit classifiée comme réduction du risque et non comme son absence.

<sup>2</sup> John Richens a proposé le terme de changement primordial de comportement pour dénoter les transformations fondamentales du comportement sexuel, telles que la réduction du nombre de partenaires ou l'abstinence qui ne dépend pas des appareils ou des médicaments.

<sup>3</sup> <http://www.measuredhs.com>

<sup>4</sup> Notes CA 26, 54

<sup>5</sup> Notes CA 26

<sup>6</sup> Notes CA 51

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> Notes CA 15

<sup>9</sup> Notes CA 35

<sup>10</sup> Notes CA 30

<sup>11</sup> Notes CA 35; le projet a déjà commencé et se trouve actuellement à la moitié de son terme.

<sup>12</sup> Notes CA 48

## 6. L'agriculture durable et les sources rurales de revenus: les innovations en savoir local dans le développement

*John Aluma*

*John Aluma est Directeur général adjoint de l'Organisation nationale de la recherche agricole (ONRA), en Ouganda*

L'agriculture comprend probablement la plus grande collection de pratiques locales du monde. Les cultivateurs et les communautés pastorales cultivaient et gardaient leur bétail dans des endroits humides, boréaux, arides ou tempérés, en développant des systèmes de production qui étaient bien adaptés à ces lieux et au développement progressif de ces systèmes pour répondre aux changements de l'environnement. Beaucoup de ces systèmes ne pouvaient être durables que sous le régime «intrants faibles, résultats faibles». L'introduction de la mécanisation, des engrais et des médicaments végétaux a transformé certains de ces systèmes en régimes «intrants élevés, résultats élevés» dont la majorité ne peut être maintenue sans appuis externes.<sup>1</sup> Cependant, un nombre considérable de ces systèmes à intrants élevés n'étaient pas durables et ne produisaient pas les résultats élevés attendus.

Alors que l'environnement politique<sup>2</sup> empêchait souvent les producteurs primaires de tirer profit de ces nouveaux systèmes, le plus souvent par le biais des restrictions commerciales et des droits d'utilisation de la terre, une autre contrainte habituelle provenait des transferts inadéquats de technologie. Quelques exemples sont (a) l'utilisation de variétés cultivées dans des environnements différents; (b) l'introduction du labourage développé pour les lieux tempérés résultant souvent en perte de matières organiques et érosion des sols humides et tropicaux; (c) des espèces végétales et animales infectées de maladies et d'insectes nuisibles qui n'avaient pas développé d'immunité ou de résistance.

La modernisation de l'agriculture et les autres changements dans l'utilisation des terres ont également provoqué une réduction de la variabilité génétique. Les chercheurs et les producteurs neutralisent cette tendance en réintroduisant les espèces locales dans l'ensemble génétique des cultures et du bétail national. Bien que ce type d'efforts soit en croissance, le financement disponible pour la recherche est minimal étant donné l'absence de ressources pour la recherche publique en agriculture en général.<sup>3</sup> Cependant, un nombre croissant d'institutions nationales de recherche agricole dans les pays en développement incluent l'étude, le développement et la commercialisation des pratiques de production basées sur le savoir local, spécialement les produits végétaux qui ont un avenir prometteur pour l'utilisation médicinale, nutritive, pharmaceutique ou industrielle.<sup>4</sup>

De toute évidence, les avantages de l'agriculture modernisée et de la révolution verte sont indiscutables – et, sans ces avantages, le monde ne pourrait pas



nourrir plus de six milliards de personnes. Cependant, il a été démontré que, dans des situations de pénurie grave des principaux aliments de base, beaucoup de communautés en Afrique se tournent, comme mesure d'urgence de survie, vers les plantes et les cultures « traditionnelles » qui n'ont reçu qu'une fraction – ou aucune – de l'attention de la recherche accordée aux cultures principales. Cela indique un potentiel sous-utilisé qui mérite d'être exploré pour élever la compréhension des réponses communautaires aux défis des revenus. Dans ce contexte, trois questions principales se posent:

Comment le savoir, les pratiques et les innovations locaux ont-ils amélioré les sources de revenus d'une manière qui soit durable d'un point de vue écologique et économique, et acceptable au niveau social? Plus spécifiquement, comment le SL a-t-il contribué aux trois plus importants facteurs de sécurité alimentaire: disponibilité, accès et utilisation?

Qui mène l'innovation et l'adaptation du SL?

Quelles sont les circonstances qui les encouragent ou les limitent, qui appuient ou sont des défis pour l'expansion des pratiques réussies?

Les *Notes CA* contenues dans cette collection démontrent des approches locales qui pourraient apporter quelques réponses à ces questions. Un principe primordial des réponses locales aux défis de la vie rurale semble résider dans une approche holistique qui va au-delà de l'aspect « purement technique. » En effet, l'approche communautaire est intégrée à une réponse générale aux questions liées à la pauvreté, à l'alimentation et à la sécurité nutritionnelle des ménages, à la santé, à l'agriculture durable, au travail en dehors de la ferme, à la participation, à la formation du capital humain, à l'accès aux institutions et aux réseaux sociaux, parmi d'autres.

### **Redonner vie à une pratique traditionnelle d'amélioration des revenus au Mali**

Le Projet de la plante *Jatropha Curcas*<sup>5</sup> au Mali encourage la production et la transformation de la *Jatropha* (Noix physique; famille des Euphorbiaceæ). Cultiver la plante aide à lutter contre l'érosion et à améliorer la qualité des sols dans un environnement semi-aride. La transformation (extraction des graines) de la *Jatropha* produit des revenus (surtout pour les femmes), de l'énergie renouvelable et contribue à la réduction de la pauvreté. Initialement, la *Jatropha*, originaire d'Amérique latine, a été introduite pour produire de l'huile lubrifiante. C'est une plante vivace qui résiste à la sécheresse et peut être utilisée comme clôture naturelle. Les haies de *Jatropha*

protègent les cultures et les pâturages du bétail et réduisent l'érosion des sols. Les haies réduisent également les sources de conflit entre cultivateurs et propriétaires de bétail à propos des dégâts causés par les animaux aux cultures.<sup>6</sup> La reprise de cette pratique traditionnelle par les femmes qui ont cultivé les graines pour des utilisations médicales et pour la production locale de savon a conduit à la création d'entreprises rentables de production de savon gérées par des femmes et à la réduction de la pauvreté. Le tourteau récupéré après l'extraction de l'huile est un engrais biologique de haute teneur. L'huile de *Jatropha* peut aussi être utilisée comme substitut du combustible diesel pour les petites machines qui font fonctionner les moulins et les pompes à eau.

Initialement, l'Assistance technique allemande (GTZ) a appuyé les activités de culture de la *Jatropha* dans le cadre d'un programme d'énergie renouvelable, mais après avoir bénéficié du savoir des communautés, le projet s'est élargi en d'une approche holistique du développement agricole, de la protection de l'environnement, des activités génératrices de revenu, et de la cohésion sociale. L'équipe a appris les leçons suivantes.

L'approche:

- S'appuie sur une pratique locale et utile du savoir
- Démontre les utilisations multiples du produit (plante, huile des graines, contrôle de l'érosion, délimitation des propriétés)
- Répond à des préoccupations communautaires immédiates
- Encourage l'implication des femmes dans les initiatives économiques et encourage les industries artisanales
- Relie la préservation de l'environnement au développement économique
- Encourage l'utilisation de produits bruts disponibles localement.

Il est rare qu'une culture ait, à elle seule, une telle multiplicité d'applications<sup>7</sup>, mais l'utilisation de la *Jatropha* a eu un impact considérable sur les possibilités de revenu pour la communauté en question; elle a été une source de revenu pour les femmes et a aidé à responsabiliser les communautés.

### **Mener l'innovation**

En 1999 au Honduras, l'Association des conseillers pour une agriculture durable, écologique et dans l'intérêt des populations (COSECHA) a décidé d'étudier les innovations

des cultivateurs. Elle a fini par documenter 82 technologies développées par 52 cultivateurs<sup>8</sup>. Celles qui ont été identifiées comme méritant une validation et une diffusion plus large sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Les chiffres reflètent les contraintes typiques, primaires et biophysiques auxquelles sont confrontés les petits cultivateurs dans les pays en développement: les insectes nuisibles, les maladies et les mauvaises herbes. Par conséquent, les pratiques de contrôle contribuent à plus de la moitié des innovations. L'étude a aussi montré qu'aucune innovation n'avait eu lieu dans les domaines que les chercheurs et les scientifiques auraient considérés comme étant également importants, à cet endroit particulier: la collecte de l'eau et la gestion de la culture arboricole. L'étude conclut que les cultivateurs n'ont fait aucun effort pour innover dans les technologies qu'ils considéraient comme étant hors de leurs moyens (collecte de l'eau) ou sans résultats immédiats (gestion des arbres).

Innovations des cultivateurs dans les technologies locales au Honduras (1999)	
Catégorie technologique	Nombre de technologies
Contrôle des insectes	15
Engrais	10
Contrôle des maladies végétales	8
Contrôle des mauvaises herbes	2
Préparation des aliments	2
Gestion du bétail	2
Diffusion de plantes	1
Fumier vert	1
Conservation des sols	1
Autres	3
Total	45

### Soutenir les cultivateurs qui font des expériences et innove

Le Gouvernement de l'Etat d'Uttar Pradesh au nord de l'Inde a intégré le savoir local au Projet de récupération des terres sodiques financé par la Banque mondiale. Le projet a commencé en 1993 et a aidé les cultivateurs à récupérer plus de 68 000 hectares de sols sodiques.<sup>9</sup> Les cultivateurs de la région d'Uttar Pradesh ont créé des comités d'exploitation des sites locaux et des groupes d'as-

sistance mutuelle qui ont travaillé en collaboration avec les gestionnaires du projet et les organisations non-gouvernementales pour adapter le savoir local et constamment innover de manière à développer des stratégies appropriées au contexte local. Le projet a renforcé les institutions locales, responsabilisé les bénéficiaires et développé un modèle pour le transfert de la prestation des services aux communautés.

Des pratiques modernes, telles que l'utilisation d'engrais chimiques, de pesticides et de nouvelles technologies promues par le gouvernement ont été combinées avec des technologies locales développées par les cultivateurs telles que l'application du gypse pour la récupération des terres, la construction des délimitations, le filtrage des sols, les cultures multiples, le fumier vert, les rotations des cultures, l'engrais naturel et le labourage. Ces pratiques locales sont efficaces par rapport au coût et respectueuses de l'environnement.

En conséquence, les cultivateurs ont récupéré des terres appartenant à 247 000 familles, l'intensité des cultures est passée de 37 pour cent à 200 pour cent, les cultures et les revenus des cultivateurs ont augmenté de 60 pour cent en cinq ans, et la valeur des terres a quadruplé. Les résultats indirects ont inclus des activités diversifiées génératrices de revenu pour les groupes d'assistance mutuelle des femmes telles que la volaille et l'horticulture. Les salaires de la main d'œuvre ont doublé du fait de l'augmentation des activités économiques dans la région. L'impact le plus important sur la généralisation et l'expansion des activités provient d'une école de cultivateurs où ces derniers enseignent eux-mêmes et développent le programme avec les instructeurs pour maintenir et continuer à développer les innovations du savoir local.

### Le développement rural, la sécurité alimentaire et le savoir local

Ces exemples, parmi d'autres dans les *IK Notes*<sup>10</sup> qui portent sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural, répondent aux trois questions soulevées dans l'introduction de l'article: la contribution du SL à la sécurité alimentaire et aux revenus ruraux, les éléments qui mènent le processus d'innovation rurale et les conditions qui le permettent.

La contribution du savoir local et des innovations des cultivateurs dans le contexte de la sécurité alimentaire ne peut pas être sous-estimée. Le tableau ci-dessous présente les principales questions relatives à la sécurité alimentaire – disponibilité, accès et utilisation – et leurs principales composantes auxquelles le SL pourrait contribuer.

Question relative à la sécurité alimentaire	Rôle/contribution possible du SL
Disponibilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production croissante/durable<sup>11</sup></li> <li>• Technologie<sup>12</sup></li> <li>• Meilleures installations d'entreposage et réduction des pertes<sup>13</sup></li> </ul>
Accès	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stabilité de la production (production écologique)<sup>14</sup></li> <li>• Marchés, services, information, droits, avantages sociaux<sup>15</sup></li> <li>• Pouvoir d'achat<sup>16</sup></li> </ul>
Utilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consommation<sup>17</sup></li> <li>• Hygiène, eau, services sanitaires, sécurité alimentaire, qualité<sup>18</sup></li> <li>• Soins aux enfants, pratiques alimentaires, préparation, habitudes, distribution au sein du ménage<sup>19</sup></li> </ul>
Conditions du cadre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recherche<sup>20</sup></li> <li>• Réponse aux urgences alimentaires<sup>21</sup></li> <li>• Santé physique des consommateurs et des producteurs<sup>22</sup></li> </ul>

Les discussions des *Notes CA* sur la sécurité agricole et alimentaire – ou les revenus ruraux en général – révèlent que les principaux éléments qui mènent le changement local sont: une base de ressources naturelles en détérioration (perte de l'habitat naturel, déforestation, dégradation des sols), une productivité agricole en baisse, l'abandon des pratiques locales de culture, et les conflits relatifs à l'accès aux ressources naturelles et à leur utilisation. La durabilité écologique des pratiques améliorées a été au centre de nombreuses innovations.

Bien que les exemples cités ne permettent pas une évaluation de l'impact à long-terme du SL sur les revenus, les effets immédiats et à moyen terme sont évidents dans tous les cas. Les meneurs des innovations et du changement sont surtout des individus, souvent agissant au sein ou par le biais d'un groupe (femmes, jeunes, cultivateurs, participants à une formation en alphabétisation des adultes, etc.) créé sur la base d'une préoccupation ou d'un intérêt commun, plutôt qu'une structure formelle. Dans la plupart des cas, les innovateurs ont eu un contact avec le «savoir universel» dans la mesure où ils pouvaient aussi mieux apprécier le savoir et l'expérience disponibles au sein de leur propre environnement et réaliser le potentiel de changement de l'intérieur. Cette conclusion est importante pour le rôle des agents externes, tels que les

bailleurs, la recherche agricole, et l'encadrement, et les autres acteurs de l'espace rural qui ont pour mandat d'aider les communautés à améliorer leurs revenus. Bien que nombre de ces institutions soient devenues des partenaires des communautés après avoir été des systèmes de transmission de recommandations formulées au niveau central, comprendre et accorder de la valeur au savoir local fait rarement partie de leur mandat.

Un environnement qui accorde de la valeur aux pratiques tirées du savoir local et les encourage, non seulement permet aux institutions d'utiliser le SL d'une manière plus rationnelle et efficace, mais indique également aux communautés que leurs contributions à la science et à la technologie ont de la valeur, ce qui pourrait conduire à plus de créativité et d'innovation. Par exemple, l'Organisation nationale pour la recherche agricole (NARO – *National Agricultural Research Organization*) en Ouganda a récemment développé une approche pour incorporer le savoir local à ses activités en appui au Programme national de modernisation de l'agri-

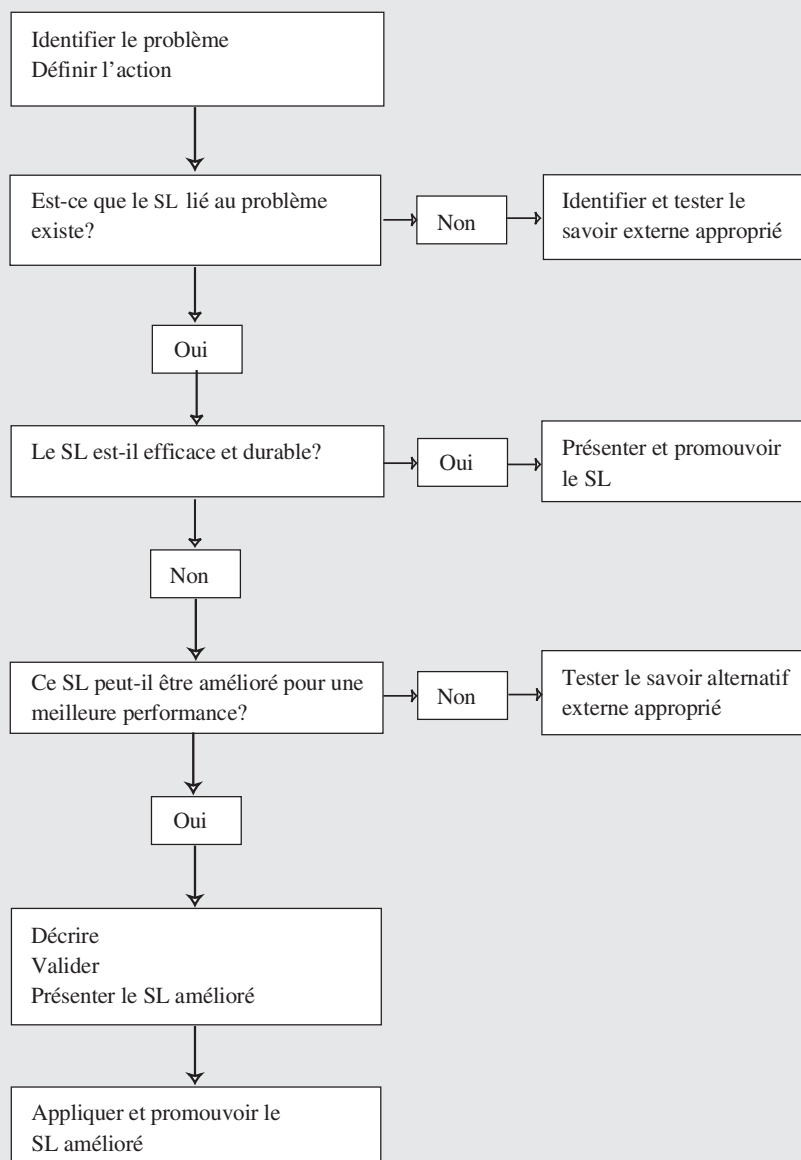
culture. En adaptant une matrice simple mais efficace des flux décisionnels, les pratiques indigènes sont filtrées puis diffusées, soumises à des études supplémentaires ou rejetées. Sur la base de cette matrice, l'organisation peut décider rapidement où allouer ses ressources, où prendre contact avec l'extérieur et où conseiller le rejet des pratiques locales indésirables.

L'approche de la NARO (conjointement avec d'autres acteurs en Ouganda) a initié un processus en Ouganda qui encourage l'étude et l'utilisation du savoir et des innovations locales ainsi que leur expansion finale. Dans le contexte d'une stratégie de développement durable du SL et de son intégration au processus national d'éradication de la pauvreté, l'Ouganda fournit un cadre qui encourage les praticiens et les chercheurs à promouvoir l'utilisation et la diffusion des pratiques locales. Simultanément, la législation a été préparée pour examiner les moyens de protéger les innovateurs du savoir local.

### Les défis

Alors que la biotechnologie avance vers de nouvelles frontières, promettant des rendements plus élevés sur des sols plus pauvres avec moins d'insectes nuisibles, les communautés et les prestataires de services dans l'espace rural,

### Matrice de la NARO pour l'intégration du SL



spécialement en Afrique, continueront à dépendre dans l'avenir proche des technologies conventionnelles. Les chercheurs et les praticiens affinent en permanence ces technologies. Pour explorer et utiliser le savoir local pour améliorer ces technologies, les chercheurs et autres acteurs doivent faire un pas de plus vers le savoir local. Il est nécessaire que les chercheurs et les dirigeants politiques comprennent mieux que les pratiques visant des revenus ne sont pas simplement la manifestation de la culture. En effet, il faut admettre que les pratiques locales sont le résultat de tentatives de recherche entreprises (ou

en cours) par des générations de praticiens dans un environnement qui n'est pas uniformisé. Ces praticiens locaux ont en grande partie choisi de ne pas donner de protocole à leurs résultats, et ont, pour des raisons diverses, omis de les diffuser auprès des communautés et à l'extérieur d'une manière systématique.

Lorsqu'ils se trouvent confrontés au défi d'incorporer le savoir local, la recherche agricole et le développement rural sont placés devant deux exigences essentiellement contradictoires. Les générations des anciens sont le plus souvent les détenteurs du savoir local et l'emporteront avec elles lors de leur disparition. Parallèlement, les exigences de la contribution à la réduction de la pauvreté et de la prévention des urgences alimentaires appellent souvent des solutions de grande échelle. Beaucoup de pratiques de SL sont localisées et ne peuvent pas être facilement diffusées avant que l'on ne soit raisonnablement sûr qu'elles marchent. Par conséquent, la recherche devra décider de documenter autant de pratiques que possible ou de choisir, au risque de manquer la «meilleure», un nombre limité de pratiques, d'espèces ou de bétail pour la diffusion et l'expansion. Une expansion réussie reste toutefois possible (par exemple, le Kenya développe quelques plantes médicinales et aromatiques pour une utilisation commerciale et industrielle), particulièrement là où le secteur privé peut jouer un rôle en fournissant les investissements nécessaires. Cependant, pour de nombreuses cultures et légumes rarement ou sous utilisés<sup>23</sup>, cela pourrait ne pas être suffisant pour les empêcher de disparaître du menu.

### Les communautés élargissent leur base de savoir

Le transport et l'infrastructure des communications atteignent progressivement les communautés éloignées de l'Afrique rurale. Cela crée des occasions où elles peuvent commencer à partager leurs problèmes, leurs expériences et leurs solutions avec d'autres communautés et, ensemble, développer leur propre base de savoir. En Afrique du Sud, un groupe de cultivateurs de thé de Rooibos a rendu visite à une autre communauté pour apprendre les méthodes de commercialisation. Après l'échange, le groupe a

formé une association de cultivateurs, amélioré son système de commercialisation et exporte actuellement du thé vers l'Europe, multipliant ainsi ses revenus. Des praticiens d'Afrique de l'Est et d'Asie du Sud se sont rencontrés lors d'un échange régional pour s'instruire mutuellement sur les questions relatives à la conservation et à la production de plantes médicinales<sup>24</sup>. Les chercheurs, agents d'encadrement et autres prestataires de services ruraux peuvent aider les communautés à trouver des interlocuteurs pour les échanges; la recherche peut négocier la collaboration entre praticiens, accompagner les expérimentations menées par les cultivateurs et appuyer les communications au-delà de l'échange physique.

L'exemple suivant démontre la manière dont les communautés documentent leur propre savoir et comment les technologies de l'information ont aidé les communautés à partager leurs expériences. Le projet de développement agricole des Montagnes Uluguru (UMADEP – *Uluguru Mountains Agricultural Development Project*) en Tanzanie est conçu pour impliquer les cultivateurs locaux dans la Protection des cultures naturelles (NCP – *Natural Crop Protection*). Les cultivateurs diffusent ensuite ce savoir auprès de leurs pairs dans la région en utilisant des moyens éducationnels et des ateliers de formation qui sont attrayants et qui traitent de sujets locaux.<sup>25</sup> Cette approche implique la communauté locale sur l'ensemble du processus de collecte, de documentation et de diffusion du savoir.

## Conclusion

Les exemples des *Notes CA* discutés ci-dessus suggèrent que les communautés rurales sont intensément conscientes des questions qui concernent leurs revenus. Elles adaptent le savoir local pour transformer les institutions traditionnelles et produire les ressources nécessaires pour répondre aux problèmes spécifiques des communautés. Les gouvernements et les partenaires au développement peuvent jouer un rôle vital en aidant à mettre en place les mécanismes de documentation, de validation, de diffusion, d'échange et d'intégration au processus national de développement. Enfin, un tel appui institutionnel et financier fourni par le gouvernement et les agences de développe-

ment qui encourage les efforts communautaires de génération de revenus définis localement conduira probablement à une multitude de résultats positifs.

<sup>1</sup> Externe, non pas dans le sens de l'assistance étrangère au développement, mais externe au système local de production, par ex., les engrais minéraux plutôt que l'engrais biologique produit sur la ferme.

<sup>2</sup> Les politiques permissives portent sur plus que les aspects technologiques et économiques de la production alimentaire – que ce soit au niveau de la subsistance ou du commerce. D'autres questions incluent les stocks de sécurité, l'aide alimentaire et les prix des aliments, la recherche, la vulgarisation et la réponse aux défis de la mondialisation de la technologie alimentaire, du commerce et de la concurrence, ainsi que les distorsions des marchés créées par les subventions dans les pays industrialisés.

<sup>3</sup> «Il faut noter, par exemple, que le budget de recherche et développement de Monsanto, une multinationale des sciences de la vie basée à St Louis, Missouri, s'élève à plus du double du budget de R&D de l'ensemble du réseau mondial des instituts de recherche tropicale du secteur public» J. Sachs, 1999, <http://www.cid.harvard.edu/cidintnews/articles/sf9108.html>

<sup>4</sup> GFAR (*Global Forum on Agricultural Research*) a récemment lancé un site web relatif aux espèces sous utilisées <http://www.underutilizedspecies.org/>

<sup>5</sup> *Notes CA 47*

<sup>6</sup> *Jatropha* est une plante aux «utilisations multiples»; les cultivateurs ougandais l'utilisent pour soutenir les vignes de vanille. Les communautés locales ont adapté la plante pour toute une variété d'utilisations, y compris pour les décorations.

<sup>7</sup> D'après les rapports, le cocotier est l'arbre qui a le plus grand nombre d'utilisations puisqu'il peut servir à la nutrition, à la santé, d'abri, pour le transport, pour l'art, pour les fibres, entre autres. Pourtant, comme c'est le cas pour de nombreuses autres cultures, la recherche sur le cocotier s'est concentrée sur ses produits primaires, c'est à dire son huile; de toutes ces autres utilisations, c'est là que le cocotier connaît la plus forte concurrence des autres cultures.

<sup>8</sup> *Notes CA 49*

<sup>9</sup> *Notes CA 48*

<sup>10</sup> *Notes CA 2, 4, 24, 43, 44, 44, 45, 49*

<sup>11</sup> *Notes CA 2, 4, 44, 45, 58*

<sup>12</sup> *Notes CA 23, 24, 43, 47, 58*

<sup>13</sup> *Notes CA 47*

<sup>14</sup> *Notes CA 2,8*

<sup>15</sup> *Notes CA 9, 15, 19, 23, 27, 28, 34, 43, 57, 58*

<sup>16</sup> *Notes CA 6*

<sup>17</sup> *Notes CA 47*

<sup>18</sup> *Notes CA 44, 47, 52*

<sup>19</sup> *Notes CA 36*

<sup>20</sup> *Notes CA 14, 36, 39, 49, 54*

<sup>21</sup> *Notes CA 39, 44*

<sup>22</sup> *Notes CA 15, 26, 30, 32, 35, 37, 41, 51, 52, 54*<sup>23</sup> Comme décrit dans *Notes CA 44*, une grande variété de plantes qui sont rarement utilisées, souvent sauvages, est consommée dans des situations d'urgence. Ces plantes sont sous utilisées et bénéficient de recherches insuffisantes. Bien que pendant les périodes «normales», les gens préfèrent clairement les principales cultures de base, ces plantes de «réserve» peuvent avoir des propriétés qui pourraient être plus exploitées.

<sup>24</sup> *Notes CA 55*

<sup>25</sup> *Notes CA 34*

## 7. Le savoir local et la gestion des ressources naturelles

*Achim Steiner  
Gonzalo Aviedo*

*Achim Steiner est Directeur général de l'UICN – L'Union mondiale pour la conservation de la Nature, Gland, Suisse*

*Gonzalo Oviedo est Conseiller principal pour la politique sociale de l'UICN. Le Bureau régional de l'Afrique australe (ROSA) a contribué l'information contenue dans cet article.*

Étant donné l'ampleur des questions traitées dans les *Notes CA*, l'importance du savoir local pour le développement et l'environnement est maintenant de plus en plus reconnue par les chercheurs et les praticiens. La recherche et l'expérience pratique du monde entier, et peut-être de manière plus remarquable de l'Afrique, montrent que le savoir local a non seulement été un facteur clé dans le développement des cultures en place et leur adaptation continue aux modifications de leurs environnements, mais également une contribution d'importance croissante aux actions menées en dehors des limites de la communauté immédiate.

Le lancement du Programme Savoir local par la Banque mondiale en 1998 a été le bienvenu pour l'UICN – l'Union mondiale pour la conservation de la nature qui a commencé à travailler sur le savoir local en Afrique australe au début des années 1990. Aujourd'hui, l'UICN continue de travailler sur les questions de savoir écologique local dans cette région, par le biais de son Bureau régional pour l'Afrique australe et mondialement, et a fermement intégré les thèmes portant sur le savoir des populations et des communautés locales dans son programme mondial.

L'Afrique est un continent riche en ressources naturelles telles que les forêts, les marécages, la faune, les minéraux, les pêches, et beaucoup d'autres. Des systèmes efficaces de gestion peuvent garantir que ces ressources non seulement survivent, mais en fait augmentent tout en étant utilisées rationnellement, offrant ainsi la base pour le développement durable et pour une économie nationale stable.

Les ressources naturelles ont pendant des siècles été une partie importante de l'alimentation, de l'économie et de la culture des gens. Pour les populations qui vivent dans ou près des forêts, les plantes et les animaux fournissaient l'alimentation, les médicaments, les fourrures, les matériaux de construction, les revenus et une source d'inspiration. Les rivières fournissaient le transport et le poisson, l'eau et les sols apportaient une source permanente de nourriture.

Il est bien documenté que les communautés traditionnelles tirent leur identité socioculturelle et spirituelle de la terre. Le respect de la terre a été intégré à l'utilisation de la terre. La pratique locale était fondée sur un sens d'harmonie avec l'environnement naturel, qui avait pour conséquence une pratique et une utilisation rationnelles. L'utilisation traditionnelle des ressources naturelles était fondée sur des valeurs traditionnelles.

Dans beaucoup de pays en développement, l'utilisation des ressources naturelles telles que la faune, est nécessaire pour le bien-être des populations. Pendant des siècles, le mode de vie de ces populations a toujours comporté des mécanismes pour conserver et garantir l'utilisation durable de telles ressources par le biais d'un système de valeurs et de tabous. (Voir encadré)

### Gestion durable de la faune

Au Barotseland dans la Haute vallée du Zambèze au centre de l'Afrique australe, tuer une femelle féconde d'un animal constituait un grave délit. L'autorisation de tuer les animaux était limitée aux mâles et aux animaux plus âgés. On ne pouvait pas chasser certaines espèces animales pendant certaines saisons (telles que la saison de reproduction), évitant ainsi le risque d'épuiser les ressources. Ce système est similaire à la pratique du prélèvement pour la «collecte» durable de la faune. Les communautés étaient en mesure de garantir une croissance ininterrompue de la population de leurs ressources en faune, tout en bénéficiant des protéines qui manquaient habituellement dans les environnements où l'élevage du bétail était rendu difficile par la mouche tsé-tsé.

Les populations Barotse et Bemba de la Province de Luapula en Zambie avaient pour tradition d'éviter d'attraper les très petits poissons. Les communautés observaient habituellement les saisons de la pêche par le biais de cérémonies traditionnelles. Une telle cérémonie annonçait traditionnellement l'ouverture de la saison de la pêche pour une période donnée. Ces pratiques garantissaient une exploitation durable des ressources.

Dans ces sociétés, une distribution plus juste des revenus était possible, aussi bien au sein des générations qu'entre les générations, parce que les communautés elles-mêmes respectaient les dimensions temporelles de l'exploitation des ressources. Ces ressources appartenaient aux communautés, et elles les exploitaient tout en pensant aux générations futures. Selon les régimes traditionnels de gestion des ressources, la redistribution était une pratique acceptable.

Les communautés transmettaient habituellement leur savoir local en gestion des ressources à la génération suivante par le biais de la transmission orale. L'existence

continue de tels systèmes dépendait fortement du transfert de ce savoir. En conséquence, la continuité et la transmission de ce savoir et de la culture y associée d'une génération à l'autre, et leur distillation en des applications pratiques socialement et économiquement avantageuses, sont des facteurs critiques pour la survie et le dynamisme de la culture.

En l'absence d'avantages et de motivations économiques associés aux pratiques traditionnelles, certaines formes de développement et d'exploitation mèneront à une perte de savoir et des pratiques durables. Le système «chitemene» d'agriculture est un exemple de système de savoir qui risque de disparaître. Cela est dû au fait que les communautés des Provinces du Nord, de Luapula, du Nord-Ouest et du Centre de la Zambie qui pratiquent la tradition «chitemene» ne sont plus motivées pour continuer cette pratique. Le Décret sur les forêts a mis de côté de grandes surfaces de terres comme zones forestières réservées et fermées aux communautés locales. Il a également mis en place des mesures pour arrêter ou décourager les cultures chitemene que les spécialistes du gouvernement considéraient comme étant une simple technique de culture sur brûlis. Cependant, le chitemene était essentiel à l'agriculture traditionnelle de subsistance qui a été viable pendant des siècles.

Aujourd'hui, la pression démographique combinée à la réduction des surfaces agricoles disponibles due aux restrictions publiques sur l'utilisation des terres affaiblit l'efficacité du système chitemene en réduisant la durée des cycles de jachère. Les villages avaient pour habitude de ne défricher que la végétation mûre avant de planter; maintenant, la végétation de succession sera défrichée après seulement cinq ou dix ans. Auparavant, la diversité des cultures réduisait le risque de leur échec total et la grande variété de produits alimentaires enrichissait l'alimentation. Les croisements de plantes et les rotations des cultures évitaient la dégradation des sols et augmentaient la productivité. Aujourd'hui, les cultures de rente, encouragées par certaines politiques du gouvernement, dominent et provoquent l'effondrement des systèmes traditionnels. Cela entraîne l'érosion et la perte du savoir local dans la région.

### Le SL et l'élément spirituel

La moitié environ des *Notes CA* qui portent sur les ressources naturelles indiquent que la spiritualité a une forte influence sur leur gestion.<sup>1</sup> Ce fait est illustré par la pratique traditionnelle de conservation de l'eau à Forikrom, au Ghana, où l'accès à l'eau et son utilisation sont régle-

mentés sur une base spirituelle.<sup>2</sup> Pour de nombreuses communautés, la planète et ses ressources sont sacrées et méritent le plus grand respect. Cette croyance mène souvent à des systèmes de gestion des ressources naturelles cruciales et fragiles qui sont fondées sur des normes et des institutions spirituelles.

Une des plus intéressantes institutions dérivées du savoir et des pratiques locaux est l'établissement de sites naturels sacrés. Les tabous et les codes de gestion locale limitent souvent l'accès à ces sites à des activités particulières et aux membres de la communauté. De nombreux sites sacrés ont survécu pendant des centaines d'années et sont donc des réservoirs importants de biodiversité. Les sites naturels sacrés contribuent également à la formation d'une identité ethnique et jouent un rôle clé dans la culture et le mode de vie des communautés locales.

Cependant, les agences, les politiques et les lois de l'État et de la conservation ont négligé et sous-estimé la contribution des sites sacrés à la conservation. Alors que dans le passé les contrôles communautaires protégeaient les sites naturels sacrés, les communautés rurales actuelles sont de plus en plus vulnérables aux pressions politiques et économiques qui sont hors de leur contrôle. Sans la sécurité de la propriété des terres et une participation active aux décisions qui les affectent elles et leur utilisation de la terre, il est impossible aux communautés locales de protéger efficacement leurs ressources.

### Intégrer le SL aux environnements évolutifs

Un des aspects les plus intéressants relevé par les *Notes CA* dans plusieurs domaines liés à la gestion des ressources naturelles est l'application du SL aux conditions du changement social, économique et culturel. Les expériences réussies concernant l'application du savoir local pour résoudre des défis environnementaux concrets font ressortir les facteurs suivants qui caractérisent le rôle du SL:

- Certains éléments de savoir local préservés par les anciens et les institutions traditionnelles, parfois en relation avec la spiritualité, ont fonctionné avec succès pendant de longues périodes.<sup>3</sup>
- Des facteurs externes et internes ont progressivement conduit à l'érosion des savoirs et des pratiques en place; de nouveaux besoins ont émergé qui font pression sur les systèmes de gestion; la dynamique démographique et la concurrence ont réduit la disponibilité des terres et des ressources<sup>4</sup>, ce qui a souvent conduit à la réduction du rôle de soutien de l'environne-

ment naturel pour les communautés. Dans de nombreux cas, cela a placé les communautés dans des situations conflictuelles et a conduit à la déstabilisation des institutions traditionnelles.<sup>5</sup>

- Les forces émergentes – telles que les jeunes et les groupes de femmes responsabilisées, avec l'appui de catalyseurs externes – apportent de nouveaux savoirs et pratiques par le biais d'approches organisationnelles qui dépassent les institutions traditionnelles.<sup>6</sup>
- Ces forces émergentes cherchent à atteindre un objectif fondamental: transformer le savoir local et les règles traditionnelles en institutions légales que le gouvernement et la société acceptent.<sup>7</sup>

Les *Notes CA* communiquent ainsi une leçon qui mérite réflexion. Pour que le savoir local survive comme élément vital de la vie communautaire et des stratégies de revenus, il doit être placé dans le contexte du changement social, économique et culturel contemporain et doit parvenir à s'adapter à des conditions nouvelles. Pour que cela réussisse, deux approches semblent être essentielles:

- La combinaison du savoir local avec la science formelle, en interaction égale au niveau communautaire et agissant sur un principe d'appui mutuel.
- La conciliation des pratiques et des institutions traditionnelles avec les réglementations et les structures officielles, pour fournir des bases rénovées et plus solides au savoir local tout en sensibilisant la société sur ses valeurs et ses contributions. «Le défi...est comment concilier les systèmes traditionnels de réglementation, les mythes et les rituels avec l'armature administrative nécessaire pour établir de nouvelles significations partagées par la communauté et une nouvelle culture de gestion des ressources naturelles.»<sup>8</sup>

### Le SL en perspective

L'histoire du savoir local dans le monde contemporain contient beaucoup d'ironies. L'une d'entre elles est que, il y a des siècles, les communautés ont créé des zones protégées ou naturelles sujettes à des réglementations strictes pour les préserver parce qu'elles étaient sacrées ou avaient une valeur spirituelle. Dans les temps modernes, les zones protégées créées selon le modèle laïque du Parc Yellowstone aux États Unis ont souvent couvert des terres et des ressources de communautés traditionnelles. Pourtant, les réglementations déniaient souvent aux communautés qui y vivent le droit d'utiliser ou d'accéder aux terres et aux ressources, et parfois vont jusqu'à les expulser. Heu-



reusement, de nos jours, le monde reconnaît le besoin de changer les politiques et les pratiques des zones protégées pour tenir compte des besoins et des droits des communautés locales qui y vivent. Cela inclut la réévaluation de leur savoir local et son intégration dans la gestion des zones protégées.<sup>9</sup>

Une autre ironie, avec des conséquences équivalentes ou plus graves, est le fait que le savoir local – souvent stigmatisé comme ignorance ou superstition – ait contribué aux grands succès de l'industrie biotechnologique. L'industrie pharmaceutique, par exemple, a produit des médicaments pour les marchés mondiaux à partir de plantes et d'animaux qui avaient une valeur médicinale traditionnelle pour les communautés locales. C'est le cas également de l'industrie alimentaire. Les guérisseurs traditionnels et les communautés locales qui fournissent ce savoir n'ont pratiquement jamais reçu de compensation adéquate de ces industries. Pendant ce temps, ces mêmes communautés se sont appauvries.

La Convention sur la biodiversité a initié un débat et des actions sur les questions portant sur l'application élargie du savoir local et traditionnel au-delà des communautés concernées. Les gouvernements et les sociétés civiles sont appelés à réfléchir sur les questions telles que: qui devrait en profiter principalement? Les utilisations commerciales et non commerciales devraient-elles être distinguées? Quel est le rôle des gouvernements? L'intention de cet article n'est pas de débattre de ces questions en détail. Nous croyons en l'utilité et en la valeur du savoir local pour la gestion des ressources naturelles, et maintenons donc que l'expansion de ses applications serait avantageuse pour le monde entier; mais l'équité et la justice sont essentielles lorsque l'on traite de ces questions.

Un élément final de cet article est le grand défi de la préservation du savoir local. En présence des forces massives et de plus en plus agressives du changement culturel, le savoir local est confronté à des risques énormes. Comme l'indiquent la définition fournie par le Programme Savoirs locaux au service du développement et les expériences enregistrées dans les *Notes CA*, ce savoir est en grande partie non codifié, tacite, et transmis oralement ou par l'exemple. De nos jours, il n'est pas garanti que le savoir fondé exclusivement sur ces caractéristiques survive. À moins qu'il ne soit renforcé d'une manière qui lui permette d'endurer les défis du changement culturel, la

majeure partie du savoir local du monde pourrait être perdue dans quelques décennies. Cela exige de grandes innovations, et des mesures créatives qui tiennent compte des besoins et des droits des communautés, ainsi qu'un engagement fort de la part de toutes les institutions concernées – dans les secteurs de l'éducation, de l'environnement, de la coopération en développement, et des finances.

Guidée par ses propres politiques, sa perspective et sa mission, et comme le mandate son Congrès, l'UICN est fermement engagée à appuyer la préservation, la revitalisation et l'application du savoir local à la conservation de la biodiversité, et son utilisation durable, dans un cadre d'équité et de respect de la diversité culturelle. À cet effet, l'UICN travaille avec les communautés locales et leurs institutions et établit des partenariats avec les acteurs mondiaux et nationaux concernés.

Nous pouvons encore sauvegarder un des plus grands corps de la production intellectuelle de l'humanité – un corps qui contient, en son sein, les solutions de nombreux problèmes actuels et futurs de la planète. Nous devons tous nous engager à le faire.

<sup>1</sup> *Notes CA 4, 46, 48*

<sup>2</sup> *Notes CA 4*

<sup>3</sup> *Notes CA 4, 46, 48*

<sup>4</sup> *Notes CA 23, 46, 48*

<sup>5</sup> *Notes CA 23, 45*

<sup>6</sup> Il pourrait s'agir d'associations de jeunes travaillant sur les questions de l'environnement, telles que les «Mobisquad» au Forikrom, (*Notes CA 4*) ou de groupes de femmes telles que l'Association des femmes de Popenguine pour la protection de l'environnement au Sénégal (*Notes CA 8*), ou de comités de producteurs tels que le *Mussel Rocks Management Committee of Zimelene*, Mozambique (*Notes CA 46*)

<sup>7</sup> Cela implique souvent des relations et des négociations longues, compliquées et parfois douloureuses avec les autorités qui, malheureusement, ne sont pas toujours disposées à écouter les voix des communautés.

<sup>8</sup> *Notes CA 46*

<sup>9</sup> Ce message fort a été transmis par le V<sup>ème</sup> Congrès mondial des zones protégées organisé par l'UICN en 2003 à Durban, en Afrique du Sud. Ce Congrès, qui se tient tous les dix ans, réunit les organisations et les experts pour partager leurs expériences et recommander des approches et des actions pour renforcer le rôle des zones protégées dans la conservation de la biodiversité.

## 8. Le savoir local, la science et la technologie: conflit, contradiction ou convergence?

*Sibusiso Sibisi*

*Le Dr. Sibusiso Sibisi est Président et PDG du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR – Council for Scientific and Industrial Research), Afrique du Sud.*

Le savoir local est désormais considéré comme pertinent dans les domaines du développement social et humain. Sa contribution à la science et à la technologie est souvent inconnue ou sous-estimée. Par exemple, les communautés pastorales Maasai vaccinaient activement leurs troupeaux en inoculant les animaux en bonne santé avec de la mousse de la salive de ceux morts récemment. La pratique des sages-femmes anglaises qui conservaient du pain moisi avec leurs ustensiles et tissus était semblable. Pourtant, Pasteur a été reconnu comme le pionnier du vaccin et Fleming pour la découverte de la pénicilline.

Pendant des siècles, les communautés se sont fiées à leur propre savoir et à leur expérience pour affronter les défis posés par des environnements rudes ou hostiles tels que: des sécheresses prolongées, des inondations soudaines, des infestations d'insectes nuisibles ou des sols stériles. Les cultivateurs ont développé leurs propres systèmes de prévisions météorologiques en observant la formation des nuages, les mouvements migratoires des oiseaux, les cycles des vents, et les facteurs saisonniers ou a-saisonniers ou ont élaboré des systèmes complexes d'utilisation durable des terres. Vu de cette manière, le SL a évolué en une science et une technologie qui lui sont propres, avec pour scientifiques et innovateurs les cultivateurs et les communautés – observant, tirant des conclusions, et agissant. Au Burkina Faso, les météorologues et les cultivateurs agissent de concert pour prévoir le temps.<sup>1</sup>

Les sciences et les technologies modernes ont contribué à accroître la sécurité alimentaire et la production agricole au plan mondial par la propagation de variétés à haut rendement (VHR.) Parfois, ces VHR étaient décrites de manière plus appropriée comme des variétés de haute réponse: c-à-d. que leur performance n'atteint son plein potentiel que lorsque les éléments nutritifs et l'eau sont suffisamment disponibles et que les insectes nuisibles, les maladies et les mauvaises herbes sont maîtrisés. Dans beaucoup d'endroits, cela exigeait la mise en place de systèmes efficaces pour la fourniture d'intrants, l'irrigation, les services d'encadrement, et les étapes en aval telles que la transformation et la commercialisation. Le fait que la Révolution verte n'ait pas créé d'institutions a contribué à la faiblesse de sa réussite en Afrique par rapport à l'Asie. L'utilisation non discriminatoire d'engrais et de pesticides a aussi provoqué des dangers pour l'environnement et la santé. La recherche agricole et l'industrie ont réagi en développant des variétés moins exigeantes, s'appuyant souvent

sur le stock génétique développé par des générations de cultivateurs en « espèces du terroir ».

Cependant, de nombreux cultivateurs ont aussi réagi. Ils sont retournés vers leur savoir et leurs pratiques ancestraux. Pour prévenir l'érosion des sols au Burkina Faso, ils ont utilisé l'ancienne technologie du Zai (demi-lunes) ou construit des ponts. Dans le nord de la Tanzanie et au Kenya, les petits propriétaires sont revenus à l'agriculture forestière, un système complexe qui est un mélange entrecroisé et interdépendant de plantes annuelles et pérennes que la recherche internationale commence à peine à comprendre tout à fait. Malgré le fait que ces systèmes ne donnaient pas les mêmes rendements qu'une seule culture des régimes de haut rendement, ils étaient bien moins risqués, mieux adaptés aux conditions locales, et habituellement plus durables. Au Malawi, les vieilles et les nouvelles technologies liées aux services d'hygiène, à la fertilité des sols, et à l'éducation sont combinées pour le développement d'un programme à l'intention des chercheurs et des communautés.<sup>2</sup> En Amérique latine, les cultivateurs ont démontré leur capacité à innover dans le contexte des activités participatives de développement de la technologie.<sup>3</sup> Le réseau Honey Bee en Inde appuie les innovateurs locaux et fait la promotion de leurs inventions.

La santé est un autre domaine où le savoir local remplace les médicaments ou les soins modernes mais inaccessibles. En Afrique, la plupart des gens n'ont qu'un accès limité aux médicaments modernes et le ratio des guérisseurs traditionnels par rapport aux docteurs modernes est de plus de quatre-vingt pour un. En conséquence, la médecine traditionnelle contribue encore de manière significative aux soins de santé primaires et de nombreux guérisseurs traditionnels ont développé des traitements pour beaucoup de maladies courantes.

Le monde est au courant de l'incidence élevée du VIH/SIDA en Afrique. La manière dont les guérisseurs traditionnels ont développé des traitements pour les infections opportunistes du VIH/SIDA est cependant moins connue.<sup>4</sup> Le Groupe de travail SIDA de Tanga (TAWG – *Tanga AIDS Working Group*) en Tanzanie – un consortium de guérisseurs traditionnels, de médecins modernes, d'infirmiers, et de personnes vivant avec le SIDA – a traité plus de 4 000 patients avec des plantes prescrites par les guérisseurs locaux. Le traitement a permis aux patients de reprendre leur vie normale, qui a été prolongée de cinq à dix ans. Le TAWG a développé un trésor d'informations sur la collecte et la préparation des plantes, les méthodes de préparation, les traitements, et les indicateurs d'efficacité.

## Les défis de la science moderne

Les exemples ci-dessus illustrent la richesse des systèmes de savoir et leur contribution à la science et à la technologie. Les fondements de l'astronomie, la pharmacologie, et même les mathématiques, la technologie alimentaire et la métallurgie sont dérivés des savoirs et pratiques locaux. Mais le progrès sans précédent de la science et de la technologie depuis 100 ans a créé un préjugé implicite selon lequel toute pratique qui n'a pas été développée dans un laboratoire scientifique ou un département de recherche et développement (R&D) d'entreprise est de valeur ou de qualité moindre, et qui attribue les succès ou inventions technologiques aux chercheurs et ingénieurs de l'éducation formelle. S'instruire auprès du savoir local reste une exception plutôt que la règle.

## La validation scientifique

Comme il a été démontré pour l'agriculture et la santé, le savoir local et la science moderne peuvent se compléter mutuellement de nombreuses manières. Cependant, la validation scientifique demeure un défi critique pour les praticiens du savoir local. Les réglementations sanitaires et les protocoles de recherche exigent que les traitements médicaux ou les processus d'autres disciplines soient clairement décrits, soumis à une analyse critique et qu'ils produisent des résultats qui peuvent être reproduits. On attend d'eux qu'ils fournissent des preuves documentées de l'efficacité de leurs revendications dans les journaux de recherche. Cependant, le savoir local trouve son origine en grande partie dans les traditions orales et n'est pas systématiquement consigné par écrit (à l'exception notable de la médecine traditionnelle en Inde et en Chine.) Le savoir local est généralement détenu par les plus anciens membres de la communauté et n'est pas habituellement partagé avec les autres communautés. Il est possible qu'avec la disparition progressive d'un nombre croissant de langues locales, un vaste corps de savoirs et de cultures disparaissent également. Par conséquent, le défi pour les scientifiques modernes et les praticiens traditionnels est de réduire l'écart entre leurs différentes méthodologies par l'échange du savoir, la vérification et la validation et, enfin, les applications.

Pour y parvenir, il faut que les communautés de la science et de la recherche (ainsi que les industries y associées) développent des partenariats stratégiques entre les scientifiques et les praticiens du SL. Cela nécessite un esprit ouvert et une volonté de la part des deux secteurs de s'instruire mutuellement. Les scientifiques doivent

comprendre et accepter la spécificité du contexte du SL, et les praticiens du SL doivent comprendre et accepter le fait que le partage et l'analyse critique sont des conditions essentielles pour le maintien et le développement du savoir.

Des efforts sont également nécessaires pour améliorer la capacité des praticiens du SL à documenter leur travail systématiquement pour leur permettre de le confronter à la science moderne. Cela nécessite des ressources et une assistance technique de la part de la communauté scientifique et des organisations internationales. Dans ce cadre, le Programme Savoir local de la Banque mondiale a organisé un atelier réunissant les praticiens du développement d'Afrique de l'Est, des scientifiques des Instituts nationaux de la santé des États Unis, de l'Hôpital de l'Université George Washington, et des employés de la Banque. L'apprentissage des pratiques traditionnelles en matière de santé en Afrique en était le thème. Le principal résultat a été un accord entre les participants de travailler ensemble sur la validation des traitements phytothérapeutiques des infections opportunistes liées au VIH/SIDA.

En Afrique du Sud, les organisations de recherche telles que le Centre pour la recherche médicale (MRC – *Medical Research Center*) et le Conseil pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR – *Council for Scientific and Industrial Research*) font des avancées, avec l'appui du gouvernement, dans la validation scientifique des médicaments traditionnels. Mis en place en 1988, le Programme de prospection biologique du CSIR concentre ses efforts sur la transformation des médicaments traditionnels africains en des médicaments phytothérapeutiques de transformation minimale et qui sont validés scientifiquement; sur la découverte de nouveaux ingrédients pharmaceutiques actifs; et sur la création d'entreprises agricoles à base communautaire pour la production de cultures à vocation médicale et aromatique.

### Les droits de propriété intellectuelle

La science fonctionne selon un cycle de vérification, de réfutation, de modèles améliorés et de vérification expérimentale, dans un environnement de partage et de critique au niveau mondial, ce qui permet des progrès considérables du savoir, y compris les changements de paradigmes. Aujourd'hui, la technologie (et l'innovation) fonctionnent sur la base de la protection des droits de propriété, du moins pendant les années initiales de production. Les praticiens traditionnels, particulièrement dans le secteur de la santé, préfèrent partager leurs connais-

sances avec leurs familles, apportant seulement des améliorations graduelles du savoir et des pratiques. Lorsque les praticiens traditionnels seront invités au partage et à l'échange du savoir au niveau mondial, il leur faudra également une protection qui les empêche d'être privés de leurs sources de revenus.

L'Organisation mondiale pour la propriété intellectuelle, OMPI (en anglais WIPO – *World Intellectual Property Organization*) a collaboré avec d'autres agences des Nations Unies pour répondre au défi des droits de propriété intellectuelle (DPI) pour les détenteurs de savoir local.<sup>5</sup> En 1992, la Convention sur la diversité biologique (CDB) a cherché à répondre à ces questions en reconnaissant la valeur des savoirs et des ressources locaux. Elle a établi un cadre pour donner accès aux ressources génétiques et un moyen de partager les bénéfices d'une manière juste et équitable.<sup>6</sup> Deux ans plus tard, l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPILC) de l'OMC est entré en vigueur, créant ainsi une norme internationale pour une protection minimum des DPI.

L'OMPI a commencé à donner des formations aux bureaux de PI, aux gouvernements, aux ONG, et aux communautés à la base pour les sensibiliser sur le rôle des DPI dans la protection du savoir local. La création de nouvelles normes pour la documentation fournirait un cadre permettant de gérer les implications en matière de DPI dans le processus de documentation du SL. Cela permettra aux bureaux nationaux de PI d'intégrer la documentation du SL à leurs procédures existantes pour mener des recherches sur l'état de la technique en vue de l'examen des demandes de patentes portant sur des inventions fondées sur le SL.<sup>7</sup>

Des approches innovantes pour protéger le SL sont nécessaires parce que les accords en place pourraient ne pas s'appliquer aux circonstances spécifiques du SL. Les critères habituellement utilisés pour accorder une patente à un processus n'existent pas pour le SL: le savoir traditionnel est préservé par le biais de traditions orales et de démonstrations plutôt que par la documentation. Certaines initiatives, telles que celles qui encouragent les communautés locales à enregistrer les pratiques traditionnelles, peuvent être utiles. D'autres formes de protection du SL sont en évolution et comprennent les Accords sur le transfert de matériels (ATM) qui impliquent la fourniture de matériel (ressources ou information) en échange d'avantages monétaires et non monétaires. Des exemples de partage juste et équitable entre les utilisateurs et les détenteurs de savoir traditionnel existent actuellement dans plusieurs pays.<sup>8</sup>

Selon un rapport récent de l'OMPI,<sup>9</sup> «les populations locales disposent de leurs propres systèmes de jurisprudence locale pour la classification de différents types de savoir, les procédures adéquates pour l'acquisition et le partage du savoir, et les droits et responsabilités liés à la possession du savoir, le tout intégré de manière unique à chaque culture et ses langues». Par conséquent, la communauté scientifique doit étudier et comprendre ces protocoles locaux qui gouvernent leurs systèmes de savoir, et leur accorder la reconnaissance et le respect qui leur sont dus.

Cependant, bien que la protection des DPI soit une condition nécessaire pour mesurer la valeur et la validation du SL, elle n'est pas suffisante. La majeure partie des savoirs et des pratiques locaux sont du domaine public (par exemple, en agriculture). L'établissement des DPI n'empêchera pas les infractions, et les praticiens traditionnels et les communautés locales ne disposent habituellement pas de moyens de recours légal. Comme pour la médecine moderne, seul l'établissement de leurs propres normes d'efficacité et d'efficience (et, dans le cas de la médecine, de sécurité) et les protocoles convenus pour la pratique et l'éthique professionnelle permettront de valider et de donner de la valeur aux praticiens traditionnels. Il n'est pas nécessaire que ces normes soient en opposition – ou en conformité totale – avec la science moderne.

Tout en développant ces normes, les praticiens traditionnels devraient être encouragés (et appuyés) pour mener leur propre recherche systématique. Souvent, les communautés locales n'ont pas accès aux laboratoires et à l'expertise technique pour mener la recherche. Les institutions qui existent dans les pays en développement manquent fréquemment de fonds et de ressources. Pour encourager la découverte de nouveaux médicaments dérivés du SL et récompenser ses détenteurs, les institutions de recherche des pays industrialisés devraient former des jumelages avec les institutions de recherche dans les pays en développement. Cela devrait aider à renforcer les capacités de recherche des praticiens traditionnels ainsi que celles de recherche et développement (R&D) des laboratoires médicaux nationaux pour entreprendre les essais cliniques des traitements phytothérapeutiques dérivés du SL. Un partenariat pourrait se développer entre les guérisseurs locaux et les scientifiques pour partager leur savoir sur les plantes médicinales et les gains économiques qui résultent de la commercialisation des produits. Plusieurs facultés de recherche dans les pays industrialisés offrent des programmes et des bourses d'échange aux experts des pays en développement pour s'informer sur leurs

technologies avancées et, en retour, partager leurs savoirs et expertises locaux.

Pour appuyer ces efforts d'expansion de la science du SL, il est également essentiel que les gouvernements développent des stratégies nationales d'appui au SL et à son développement. Les ministères de la santé et de l'agriculture, par exemple, pourraient prendre les devants dans l'évaluation du rôle du SL dans la poursuite de leurs objectifs de développement. En Ouganda, par exemple, la Commission nationale pour la science et la technologie (UNCST – *Uganda National Commission for Science and Technology*) a commencé à mettre en avant le SL dans ses priorités de recherche. Au niveau politique, elle a intégré le SL au Programme d'action pour l'éradication de la pauvreté (PAEP).

Une étude de cas, qui représente une approche impressionnante qui pourrait servir de modèle pour des partenariats similaires construits pour l'expansion et la protection des systèmes de SL et pour enrichir le processus de développement, a vu le jour en Afrique du Sud ces dernières années.

Une formule pharmaceutique brevetée par le CSIR pour le contrôle de l'obésité a récemment reçu l'attention mondiale. L'histoire du P57 – nom donné à cet agent naturel contre l'obésité – et son invention ont trouvé leurs racines dans les plantes locales, qui ont fait partie de l'alimentation des communautés d'Afrique du Sud pendant des siècles.

Au début des années 1960, une étude a été lancée pour déterminer la valeur nutritionnelle et tout effet toxique possible à long-terme de «la nourriture du veld». Un des instituts qui sont actuellement incorporés au CSIR Bio/Chemtek, l'Institut national pour la recherche alimentaire du CSIR, a mené cette étude.

Le genre *hoodia* a été étudié parce qu'on savait que les San consommaient certaines espèces de cette plante succulente comme substituts pour l'alimentation et l'eau. Après six ans de tentatives d'isolation et d'identification de la substance chimique responsable de l'effet anorexique de la plante de *hoodia*, le projet a été abandonné parce que le répertoire des techniques de chromatographie et spectroscopiques disponibles pour les chimistes et les biochimistes était simplement insuffisant.

En 1983, vingt ans après que la recherche sur le P57 ait commencé au CSIR, l'organisation a acquis un spectromètre nucléaire à résonance magnétique de pointe pour l'identification des structures chimiques des produits naturels complexes et l'étude a repris. En conséquence, une nouvelle entité chimique a été découverte, représentant une famille de molécules dont on ignorait les propriétés

anorexiques auparavant.

D'autres étapes importantes ont suivi: le CSIR a patenté le P57 en 1996, et a accordé en 1997 une licence à Phytopharm plc, une compagnie britannique, pour poursuivre le développement et la commercialisation de la découverte patentée. Ces efforts de commercialisation du P57 ont amené Phytopharm à signer un accord de licence avec Pfizer Inc. en 1998. Une fois que la commercialisation était devenue une possibilité réelle, le CSIR a engagé la discussion avec les populations San en 2002, reconnaissant publiquement l'importance du savoir traditionnel des San dans cette étude de cas. Un Protocole d'accord portant sur le partage des bénéfices potentiels a été signé par le CSIR et le Conseil des San d'Afrique du Sud en mars 2003, le CSIR s'engageant à payer aux San 8 pour cent de tous les paiements d'étape qu'il recevrait de Phytopharm, qui détient la licence et est basé à Londres, ainsi que 6 pour cent de toutes les redevances que le CSIR recevrait une fois que le médicament serait disponible commercialement. Ce modèle de partage des bénéfices garantit que les San recevront des bénéfices équitables si la commercialisation du médicament réussit.

Bien que, depuis lors, Pfizer ait rétrocédé ses droits à Phytopharm et que les efforts de commercialisation du P57 se poursuivent, l'Afrique du Sud a déjà bénéficié en termes de transfert, d'une technologie de pointe au niveau mondial pour le développement des médicaments. Le CSIR est équipé pour collecter, extraire et procéder au criblage des échantillons végétaux des 24 000 espèces de plantes locales que compte le pays. Des relations de travail et des accords officiels avec les guérisseurs traditionnels et les communautés sont en place et seront essentiels pour les réussites futures de la coopération entre la science moderne et le savoir local.

Le CSIR, en Afrique du Sud, est le principal centre d'excellence en science et technologie d'Afrique. Pendant les trois décennies passées, il a travaillé avec les populations San pour développer un cadre modèle pour relever le double défi de la validation scientifique et des DPI identifiés plus haut. Cette étude de cas représente une approche impressionnante qui pourrait servir de modèle pour des

partenariats similaires établis sur la base de l'expansion et de la protection des systèmes de SL pour nourrir le processus du développement.

## Conclusion

On peut répondre à la question soulevée dans le titre de cet article avec un appel vigoureux à la convergence. Le savoir ne s'accroît que lorsqu'il est partagé, appliqué et mis à l'épreuve. Aujourd'hui, le monde ne peut pas se permettre de négliger le corps considérable du savoir local pour affronter ses problèmes tels qu'ils sont exprimés dans les Objectifs de développement pour le millénaire. Les conflits et les contradictions entre les différents «mondes du savoir» disparaîtront une fois que l'écart entre les scientifiques et les praticiens traditionnels et modernes pourra être comblé en acceptant leurs normes respectives et par le biais d'échanges continus, de protection des droits, et la reconnaissance et la récompense des contributeurs. Cela fournira également la base d'une abolition intrinsèque des pratiques locales nuisibles qui ont contribué au discrédit des cultures et des praticiens traditionnels.

<sup>1</sup> Notes CA 39

<sup>2</sup> Notes CA 25

<sup>3</sup> Notes CA 49

<sup>4</sup> Notes CA 51

<sup>5</sup> Notes CA 19

<sup>6</sup> Notes CA 15

<sup>7</sup> Notes CA 61

<sup>8</sup> Notes CA 19

<sup>9</sup> WIPP, 2001: "Rapport sur les missions d'étude des besoins et des attentes des détenteurs de savoir traditionnel en matière de propriété intellectuelle" Genève.

## 9. Approches locales à la résolution des conflits en Afrique

*Ben Fred-Mensah*

*Ben Fred-Mensah est professeur assistant en Relations internationales, Université Howard, Washington*

Les thèmes de cette compilation de soixante *Notes CA* sont la validité, la place, l'efficacité, l'efficacité et la durabilité des solutions locales<sup>1</sup> aux problèmes locaux. La validité démontrée dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles, reste vraie pour les systèmes de résolution des conflits en Afrique.<sup>2</sup> La futilité des efforts pour résoudre les conflits en Afrique au niveau national a été la raison principale de l'implication extensive – quoique peu réussie – des organisations régionales, des compagnies militaires privées, des organisations non gouvernementales et des Nations Unies. Les principes et les méthodes modernes de résolution des conflits ne sont généralement pas des continuations et des adaptations de ceux des populations locales.<sup>3</sup> Il existe un écart de perception ou une «déconnexion» entre les philosophies et les pratiques modernes et locales de résolution des conflits. Les possibilités de résolution pacifique des conflits en Afrique peuvent être considérablement améliorées si les principes, les compétences et les méthodes de la région en matière de résolution des conflits sont compris et harmonisés avec ceux de l'Etat nation moderne.

Les *Notes CA* contenues dans cette publication portent sur un aspect crucial des systèmes africains locaux de résolution des conflits, leurs principes et leurs procédures, leurs modes de réintégration des anciens combattants, et la réhabilitation des victimes de la guerre.

  l'exception des conflits célèbres tels que les guerres civiles survenues en Somalie, en République Démocratique du Congo, au Liberia, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau, et au Sénégal, la majorité des conflits en Afrique sont d'ordre communautaire. Ils ont lieu dans le pays profond et sont rarement rapportés par la presse, quoiqu'ils contiennent des germes d'intensification. Ils emportent des milliers de vie, provoquent le déplacement des populations et créent des réfugiés, et ils entravent l'activité économique, ce qui empêche une nation ou une communauté de repousser les frontières de son potentiel productif.<sup>4</sup>

Certaines questions clés doivent être posées: Quelle était la nature des conflits en Afrique pré-coloniale? Quels systèmes de résolution des conflits ont-ils existé? Quelles comparaisons peut-on faire entre les conflits de l'Afrique traditionnelle et ceux d'aujourd'hui dans la région? De quelle manière la compréhension des approches de résolution des conflits peut-elle réduire les conflits actuels? Les formes et l'esprit ordinaires de la résolution locale des conflits

peuvent-ils être élargis pour développer un cadre plus large pour leur résolution? Les méthodes locales peuvent-elles être combinées aux méthodes modernes et étrangères?<sup>5</sup> La région peut-elle développer un système de résolution alternative des différends (RAD)<sup>6</sup> qui lui permette de faire face à ses conflits qui semblent en croissance permanente et insolubles?

### Les conflits dans l'Afrique traditionnelle

Une partie significative de la recherche anthropologique en Afrique met l'accent sur le modèle du consensus où les communautés sont considérées comme formant des systèmes cohérents et cloisonnés où les pratiques économiques, politiques, sociales et religieuses se complètent et se renforcent mutuellement d'une manière bien organisée et harmonieuse. Les intérêts qui pourraient se développer sur la base, par exemple, du mariage ou de la coopération économique entre différentes ethnies ou groupes familiaux, auraient tendance à se transformer en certaines normes institutionnelles qui imposent des contraintes aux membres de la communauté qui auraient autrement choisi l'option de la violence dans des situations de conflits d'intérêts.<sup>7</sup> Selon ce modèle de contrôle social, les conflits étaient neutralisés par les institutions sociales, les conventions, les normes, les valeurs, les croyances et les principes moraux, qui sous-tendaient principalement les tendances vers un équilibre social.<sup>8</sup> Par conséquent, la fonction principale des institutions était de mettre l'accent sur les domaines d'avantages mutuels plutôt que sur les motivations pour faire du mal aux autres.

On peut également vérifier empiriquement que, comme dans toute société humaine, les conflits faisaient partie intégrante des communautés locales africaines. Les différends pouvaient provenir d'une rupture de contrat, d'un vol, d'une médisance, et d'accusations d'envoûtement et de sorcellerie. Ils pouvaient aussi être la conséquence d'un désaccord conjugal, de blessures sur des personnes, et de dommages à la propriété d'autrui. Des désaccords sur l'héritage et la difficulté à déterminer les délimitations des terrains, ainsi que l'accession aux fonctions politiques pouvaient conduire à des disputes. Les conflits pouvaient également survenir entre personnes appartenant à des communautés ou groupes ethniques différents, le plus souvent au sujet de la détermination des droits de propriété des ressources naturelles et des attaques contre le bétail.

Ainsi, pour qu'une recherche sérieuse de systèmes de résolution alternative des conflits en Afrique puisse réussir, elle doit commencer par réconcilier cette contradic-

tion. La majorité des sociétés africaines mettent l'accent sur l'harmonie sociale comme idéologie primordiale pour le contrôle social. Cela a été bien démontré dans la conception et l'application des philosophies *ubuntu* parmi les communautés locales de l'Afrique australe et *kanye ndu bowi*<sup>9</sup> parmi les Buem de la région frontalière entre le Ghana et le Togo.

### Les systèmes traditionnels africains de résolution des conflits

Les principaux fora utilisés pour gérer les conflits locaux identifiés en Afrique sont résumés ci-dessous:

La *médiation*, qui est le forum le plus populaire de résolution des conflits dans l'Afrique traditionnelle. Les gestionnaires de la médiation sont habituellement les lignées des anciens, des prêtres, et des notables qui sont connus pour leur sagesse, leurs compétences, et leur honnêteté dans leur vie professionnelle et privée. Ces individus, qu'on appelle ailleurs<sup>10</sup> les *du nkuwo*, (ou les yeux de la ville ou de la communauté) ont une excellente réputation au sein de leurs communautés et ont la capacité de persuader les individus qui ont été convoqués aux auditions. Il arrive souvent que les chefs de lignée ou les notables qui ont démontré l'excellence de leurs capacités de négociation, de persuasion, de conciliation et de conseil soient souvent invités à intervenir comme médiateurs dans des conflits en dehors de leurs groupes familiaux ou de leurs communautés. Normalement, la médiation évite les démonstrations ouvertes de pouvoir, la mentalité de perdant-gagnant, les cicatrices sociales, et l'amertume, qui sont habituellement associées au jugement. En général, les opposants recherchent la médiation parce qu'elle est peu onéreuse, flexible et adaptable. En tant que méthode de résolution des conflits, la médiation aide à parvenir à un accord par le biais de la négociation, de la conciliation, de la persuasion, de la motivation et du compromis. Il est logique et ordinaire que les gens recherchent la médiation parce que c'est un moyen moins agressif de résoudre les conflits et qui permet de maintenir des relations amicales.

Le *jugement*, qui est un processus plus compliqué que la médiation. Il procède habituellement par étape et implique des contre-interrogatoires intenses, l'audition de témoins et, lorsque nécessaire, des éléments de preuve.<sup>11</sup> En général, la médiation est préférée au jugement, principalement parce qu'elle demande moins de temps, est moins onéreuse, et elle évite un résultat de perdant-gagnant qui rend la réconciliation après un accord plus difficile. D'ailleurs, les cas soumis au jugement sont norma-



lement ceux qui n'ont pas pu être résolus par la médiation et l'arbitrage ou étaient définis constitutionnellement comme criminels.<sup>12</sup>

Le recours aux *pouvoirs mystiques* pour résoudre les conflits a été une pratique courante en Afrique pré-coloniale. La pratique du jugement par l'épreuve voulait que recours soit fait aux corps mystiques, tels qu'un fétiche, pour déterminer la culpabilité et/ou l'innocence. Si les preuves étaient si contradictoires que les juges ou les médiateurs avaient des difficultés à arriver à une décision, ils pouvaient recourir au jugement par l'épreuve. Il s'agissait habituellement de cas où les faits étaient difficiles à établir par des moyens laïques.<sup>13</sup> Le recours à l'envoûtement et/ou à la sorcellerie pour résoudre les conflits en Afrique était également courant. Le recours au mysticisme remplaçait le jugement et la médiation lorsque les gens ne voulaient pas déposer leurs plaintes en public. En général, dans la pensée africaine, l'envoûtement se rapporte à l'utilisation de moyens invisibles mystiques pour attaquer son adversaire, alors que la sorcellerie implique l'utilisation de moyens mystiques visibles et invisibles, ainsi que d'objets physiques. Dans la plupart des communautés africaines, on croit fermement et on craint l'efficacité et les pouvoirs destructifs de l'envoûtement et de la sorcellerie.

Les sociétés et les communautés africaines traditionnelles ont également utilisé la *diplomatie* pour faire face aux défis du maintien de la paix avec les groupes ethniques voisins. Un échec diplomatique mènerait à la guerre ou à la reprise ou à l'intensification d'un conflit. Les anciens des clans ou, dans le cas de systèmes politiques centralisés, les délégués du souverain régnant étaient au centre des efforts diplomatiques. Ces diplomates – qu'on appelle souvent des «messagers», des «linguistes» ou des «hérauts» – étaient, comme les médiateurs, des individus qui avaient acquis des compétences exceptionnelles dans le maniement de la langue et s'étaient distingués dans l'art de la négociation, de la persuasion et de la conciliation.<sup>14</sup>

D'autres méthodes de résolution des conflits en Afrique traditionnelle comprenaient la scission, une «fausse bagarre» et des plaisanteries. La pratique de la *scission*, qu'on appelle aussi «rupture» ou «sécession», faisait en sorte qu'une des deux factions ou parties en conflit déménageait pour s'installer ailleurs.<sup>15</sup> Les communautés avaient recours aux «invectives» pour les situations où les opposants souhaitaient atténuer l'intensité des différends et éviter la violence. Les deux parties procédaient alors à un échange d'insultes. Les échanges de plaisanteries avaient le même effet cathartique. La société ou la communauté

au sens large exigeait des parties en conflit qui s'insultaient en plaisantant de ne pas réagir agressivement ou dans un esprit de revanche pendant de tels échanges. En principe, on était sensé être plus tolérant avec les personnes avec lesquelles on avait échangé des plaisanteries. Cela se pratiquait au sein même des sociétés ou des communautés (comme c'est le cas des Fulbe du Nigeria, du Sénégal et du Niger), mais également entre les membres de différentes sociétés ou communautés (comme c'est le cas des Fulbe et des Tiv du Nigeria).<sup>16</sup>

**L'individu vis à vis de la communauté et la résolution des conflits.** Les liens entre les individus et leurs groupes familiaux et/ou la communauté au sens large sont très forts dans le cadre de la résolution des conflits. En tant que membre d'une lignée ou détenteur d'un nom communautaire, les individus étaient sensés maintenir leur réputation par leur comportement social. Les membres de la lignée et de la communauté devaient aussi soutenir sans faille un autre membre impliqué dans un différend quelconque. Les chefs de lignée, en particulier, devaient s'assurer que tout membre du groupe convoqué pour un méfait quelconque se rendrait aux audiences de la cour et paierait les amendes qui seraient imposées. En conséquence, les actes récidivistes étaient sévèrement punis par les anciens de la lignée et la communauté toute entière, leur obligation étant d'apporter leur appui aux autorités publiques pour le maintien de l'ordre normatif au sein de la communauté.<sup>17</sup>

Dans sa contribution, Wolff a élargi le rôle des structures familiales et des idéologies sous-jacentes à la résolution des conflits en décrivant les efforts faits par l'Érythrée pour protéger les milliers d'enfants victimes des trente-trois années de guerre dans le pays.<sup>18</sup> Ce programme recherchait les familles élargies des enfants pour leur en confier la responsabilité. Par ailleurs, un plan alternatif a été conçu selon lequel, sur la base des valeurs et des structures des familles, on a créé des maisons pour les enfants dont la famille biologique ne pouvait pas être retrouvée.

Dans la majorité des sociétés et/ou des communautés africaines, l'ordre social pouvait être maintenu par l'imposition de «sanctions intrinsèques.» Il s'agissait de moyens subtils mais répandus qui permettaient de façonner la communauté pour l'amener à respecter les règles de l'ordre social. Ces sanctions intrinsèques sont à la fois positives – les récompenses que l'on ne peut recevoir qu'en se conformant au mode de comportement approuvé – et négatives – le sentiment d'inconfort moral ressenti lorsqu'on y déroge. Ainsi, comme dans le cas du *kanye ndu bowi* chez les Buem<sup>19</sup> ou de l'*ubuntu* en Afrique australe

(expliqué plus bas), l'idéologie de l'harmonie est entretenue par le renforcement des mythes, des croyances, des valeurs et des motifs communautaires.

**Application des décisions judiciaires.** La fragilité de l'ordre politique et les capacités limitées des mécanismes d'application ont influencé l'exécution des décisions judiciaires dans le contexte pré-colonial. Contrairement aux États nations modernes, la plupart des sociétés africaines pré-coloniales ne disposaient pas de forces organisées de police et d'institutions pénitentiaires.<sup>20</sup> Comment ces sociétés appliquaient-elles les décisions judiciaires pour maintenir l'ordre public? La recherche d'une explication à cet énigme apparent mène aux éléments socioculturels suivants:

**Honnêteté institutionnelle et personnelle.** La réussite de la résolution d'un conflit en Afrique pré-coloniale signifiait que les autorités judiciaires avaient non seulement répondu à l'attente des opposants que leur conflit soit résolu, mais également, elle renforçait la conviction chez leurs sujets que les autorités politiques et judiciaires étaient en mesure de résoudre d'autres conflits à l'avenir. Dans la plupart des sociétés pré-coloniales africaines, les autorités politiques – chefs, prêtres gardiens des fétiches, chefs de lignée, et notables – étaient également des responsables judiciaires tels que les juges, les médiateurs et les arbitres.<sup>21</sup> Contrairement aux expériences modernes où une telle concentration de pouvoir sociétal peut être une recette pour l'autocratie et le despotisme, les dirigeants politiques de l'Afrique pré-coloniale utilisaient leurs rôles dans la gestion des conflits pour démontrer leurs compétences, leurs capacités, et leur honnêteté, et, ce faisant, amélioraient leur légitimité et leur statut politique devant leurs sujets.

**Le contexte idéal.** Dans l'Afrique pré-coloniale, l'orientation philosophique qui a sous-tendu la résolution des conflits était aussi importante que les compétences et l'intégrité morale des autorités responsables de la résolution des conflits. Par exemple, dans la plupart des communautés africaines, les parties opposées devaient être d'accord avec les décisions des cours de justice pour que le conflit soit considéré comme résolu<sup>22</sup>. Par exemple, les Tiv du Nigeria croient qu'«un bon juge n'impose pas de décision aux parties mais les amène à un accord, s'il le peut».<sup>23</sup> Les implications de ce principe local pour les négociations contemporaines de paix dans la région sont énormes.<sup>24</sup>

**L'utilisation ou la menace de sanctions surnaturelles** à l'égard des parties intransigeantes dans l'application d'accords de paix était cruciale. Si une personne refusait de se conformer à la décision de la cour, le chef et ses anciens pouvaient, par des imprécations, l'y obliger<sup>25</sup>.

En tant que mécanisme de mise en application d'un verdict, les malédictions étaient des sanctions puissantes utilisées pour garantir l'obéissance aux décisions de la cour. Puisque les entités religieuses traditionnelles dominantes en Afrique étaient principalement des vénération ancestrales, le rôle des forces mystiques dans l'application des décisions judiciaires dans la région ne peut pas être séparé du rôle d'appui que jouaient les groupes familiaux ou les membres de la communauté. Les rituels religieux et la solidarité communautaire ont été des éléments centraux de la reconstruction post-conflit dans certaines communautés du Mozambique et de l'Angola, dans la réhabilitation et la réintégration économiques, politiques, et psychologiques des anciens combattants et victimes de la guerre.<sup>26</sup>

**La mise au ban de la société** est une procédure judiciaire appliquée à certains membres récidivistes de la communauté. Ces individus - que l'on appelle «les mauvais éléments<sup>27</sup>» - ont commis plusieurs crimes, semblent incorrigibles, volent, violent et tuent constamment mais refusent de se soumettre aux ordres des cours. Les Buem du Ghana pensaient que l'ostracisme était pire que la prison à vie. Cela était dû au fait que, une fois ostracisé, l'individu est rejeté de tous les événements sociaux, lui donnant le statut d'«intolérable définitif<sup>28</sup>», un paria, désavoué par son groupe familial. Leur «âme a été arrachée».<sup>29</sup> Ainsi, la peur de l'ostracisme était si grande en Afrique traditionnelle qu'il permettait aux dirigeants des communautés où il était pratiqué de mettre une pression sur les parties intransigeantes pour qu'elles se soumettent à l'audition de la cour lorsqu'elles sont convoquées et pour qu'elles obéissent aux décisions judiciaires.

Immédiatement après les indépendances, les pères fondateurs de l'Afrique ont reconnu la «déconnexion» entre les traditions et les pratiques traditionnelles africaines et celles qui ont été transplantées par les colons. Ils ont également vu la nécessité d'utiliser les principes, valeurs et symboles idéologiques ainsi que les modèles locaux comme base de la modernisation politique, de la construction de la nation, et de la création d'une gouvernance démocratique. Dans cet esprit, Leopold Senghor a formulé le concept de la «Négritude», Kwame Nkrumah celui du «Consciensisme», Julius Nyerere celui de la «Ujamaa» et Kenneth Kaunda celui de l'«Humanisme».<sup>30</sup> Une tentative similaire se retrouve dans l'adoption, par les dirigeants africains post-coloniaux, de l'idéologie africaine locale des liens familiaux pour renforcer leur légitimité. Du conservateur Houghouet-Boigny de Côte d'Ivoire au radical Nkrumah du Ghana, la plupart de ces dirigeants ont, d'une manière ou d'une autre, invoqué l'idéologie des

liens familiaux comme base de création d'une gouvernance légitime. Cela a pris la forme de «la métaphore du père et de la famille» qui était une vision de la gouvernance dérivée d'une notion idéaliste de l'autorité et du comportement dans les systèmes familiaux en Afrique.<sup>31</sup>

Les systèmes judiciaires nationaux en Afrique reconnaissent l'existence des systèmes traditionnels de résolution des conflits pour leur compétence relative en matière de traditions et coutumes locales. Certains pays les ont incorporés dans leurs systèmes judiciaires nationaux.<sup>32</sup> Ainsi, les cas que l'on estimait recevables selon les lois locales pertinentes sont souvent renvoyés des cours nationales aux cours traditionnelles. Par exemple, les différends relatifs aux contrats immobiliers ou aux mariages coutumiers, mais portés devant le système judiciaire national, sont souvent renvoyés aux cours traditionnelles pour recours. Les cours traditionnelles sont considérées comme étant plus compétentes pour les cas qui demandent une connaissance des coutumes et de l'histoire locale puisque ces dernières n'ont en grande partie pas été consignées par écrit et seuls les chefs et leurs conseils d'anciens sont des sources sérieuses de telles connaissances.<sup>33</sup>

Il y a cependant eu des problèmes dans la mise en application de cette initiative de juxtaposition judiciaire. Cela est dû au fait que certains principes des systèmes judiciaires des entités ethniques sont en conflit apparemment irréconciliable avec ceux des Etats nations modernes qui ont mis en place des juridictions supérieures aux leurs. Certains auteurs pensent que l'exécution d'une loi nationale sur la terre parallèlement aux lois locales existantes, peut provoquer une «ambiguïté inter code», une situation où deux personnes ou plus ou deux groupes peuvent réclamer, séparément et de manière légitime, le même terrain en même temps. Cette situation a largement contribué aux causes des conflits inter-communautaires dans lesquels ont sombré la majorité des communautés agraires en Afrique. Étant donné le caractère central de la terre dans la vie économique, politique et socioculturelle de ces communautés, les conflits découlant des problèmes de détermination des droits fonciers peuvent être considérés comme la source majeure des conflits dans la région.

## Conclusion

Les observations et les recommandations suivantes pourraient être utiles aux gouvernements africains, à leurs partenaires au développement et aux chercheurs africanistes qui s'intéressent à la résolution des conflits en Afrique:

1. On ne veut pas suggérer ici qu'une application systématique de l'ensemble des principes et des méthodes africains résoudrait les conflits contemporains de la région. Cependant, les politiciens africains et leurs partenaires au développement devraient chercher la manière dont les principes et les pratiques locaux peuvent être intégrés et harmonisés avec ceux des Etats nations modernes de la région ainsi qu'au sein des différents systèmes locaux eux-mêmes.<sup>34</sup>
2. Les philosophies locales qui ont un rôle de conciliation telles que l'*ubuntu* dans les travaux de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) en Afrique du Sud après la fin de l'apartheid et l'adoption proposée du «gacaca» au Rwanda, doivent être reconnues, explorées de manière sélective, et incorporées, dans leur esprit, dans les cultures judiciaires, politiques et civiques. Par exemple, dans le cas des travaux de la CVR d'Afrique du Sud, l'application de l'esprit de l'*ubuntu* – qui exprime l'«identité collective» qui se nourrit de valeurs telles que le soutien du groupe, le compromis, les soins, la compassion, la coopération et la solidarité – était en harmonie avec l'objectif principal de la CVR, créant une relation de non-confrontation entre les coupables et leurs victimes.<sup>35</sup>
3. Les politiciens africains peuvent également explorer certaines qualités persistantes des principaux processus africains de résolution des conflits et chercher des moyens de les appliquer aux pratiques contemporaines de résolution des conflits dans la région. Ces moyens pourraient comprendre:
  - L'inviolabilité des médiateurs et des juges impliqués en raison de leur comportement moral démontré, leur neutralité et leur honnêteté en public et en privé;
  - Une discussion complète et libre des plaintes des opposants, menant à un grand degré d'accord entre toutes les personnes présentes; et
  - La reconnaissance, par le perdant, du caractère juste du cas du gagnant et son acceptation de l'équité du processus.
4. L'adoption des principes et des valeurs africains comme base du développement politique, y compris la résolution des conflits, ne signifie pas une réussite automatique. Cela a été démontré par la profondeur des problèmes de gouvernance dans la plupart des pays africains. Bien que la majorité des dirigeants post-coloniaux de ces pays ait, d'une manière ou d'une autre, adopté les principes et les valeurs locaux, ils ont déçu au niveau des obligations de comportement

inscrites dans les principes locaux et les normes et valeurs qui les sous-tendent.

5. Pour adopter, restaurer et maintenir les principes africains de résolution des conflits, il faut tenir compte de trois éléments clés. Premièrement, des exemples modèles sont nécessaires; dans ce cas, il s'agit d'utiliser activement les hommes et les femmes de la région dans la médiation. Ces individus doivent être les *du nkuwo* (les yeux de la communauté) qui ont été reconnus, non seulement pour leur efficacité dans des domaines particuliers tels que la politique, l'administration civile, la recherche, l'armée, la lutte pour la libération et l'entreprise, mais aussi pour leur moralité démontrée. Deuxièmement, une résolution efficace des conflits dépend de la bonne gouvernance. Troisièmement, les gouvernements africains et les diverses agences de socialisation politique dans la région doivent éduquer le public en général, et les jeunes générations en particulier, sur les principes vitaux locaux de la région qui ont été transmis pendant des générations.

Les gouvernements et les organisations régionales de l'Afrique doivent développer la volonté et les moyens politiques nécessaires pour résoudre les horribles conflits qui retardent la croissance de la région. Après tout, la capacité d'un Etat ou d'une communauté à mettre en place et à appliquer des lois qui gouvernent le comportement, y compris la résolution des conflits, est une mesure incomparable de sa capacité en matière de développement.<sup>36</sup>

- <sup>1</sup> Dans le contexte de cet article, le terme "local" est utilisé de manière interchangeable avec les termes «traditionnel», «coutumier», et «pré-colonial.»
- <sup>2</sup> Le terme «résolution des conflits» est utilisé dans cet article dans un sens plus large et inclut toutes les formes de gestion qui préviennent, réduisent ou même résolvent les conflits. Il inclut également les activités post-conflit qui sont sensées réinsérer, réintégrer et réhabiliter les anciens combattants et les personnes affectées par la guerre.
- <sup>3</sup> Woodman et Morse, 1987
- <sup>4</sup> Fred-Mensah (1999)
- <sup>5</sup> Zartman, 2000, p. 9
- <sup>6</sup> Nader, 1994, p. 64
- <sup>7</sup> Voir Gluckman, 1965
- <sup>8</sup> Bates, 1993
- <sup>9</sup> *Notes CA 56*
- <sup>10</sup> Kouassi, 2000, p. 74
- <sup>11</sup> Swartz, 1966 Fred-Mensah, 2000, *Notes CA 56*
- <sup>12</sup> Fred-Mensah, 2000
- <sup>13</sup> Radcliffe-Brown 1940, p. xviii. 1985, p. 225
- <sup>14</sup> Schraeder, 2000, p. 74-77. Smith (1976), Adjaye, 1996, et Kouassi (2000)
- <sup>15</sup> Merry, 1989
- <sup>16</sup> Wilson-Fall, 2000, pp. 55-56
- <sup>17</sup> R.D. Cooter, op. cit., p.22
- <sup>18</sup> *Notes CA 50*
- <sup>19</sup> *Notes CA 56*
- <sup>20</sup> Cooter (1996) citant *Le second traité du gouvernement civil* de J. Locke
- <sup>21</sup> J.F. Holleman (1974) pp. 16-17
- <sup>22</sup> Voir Bohannan, 1957
- <sup>23</sup> Voir aussi Fred-Mensah, 2000, 2001, *Notes CA*, 56, 59
- <sup>24</sup> Voir Stedman et al., 2002
- <sup>25</sup> Voir A.R. Radcliffe-Brown, 1940, p. xviii
- <sup>26</sup> *Notes CA 10*
- <sup>27</sup> Radcliffe-Brown, cité par Gluckman, 1965
- <sup>28</sup> Llewellyn et Hoebel, cité également par Gluckman, 1965
- <sup>29</sup> Fred-Mensah, 2000, p. 43
- <sup>30</sup> Voir Deng et Zartman, 1991, p. 14
- <sup>31</sup> Voir Schatzberg, 1986, pp. 14-15
- <sup>32</sup> Woodman et Morse, 1987
- <sup>33</sup> Ghana, 1960, p. 8
- <sup>34</sup> Easton et Belloncle, 2001, p. 4
- <sup>35</sup> Voir Massina, 2000, pp. 170-179
- <sup>36</sup> Voir Brautigam, 1996

# 10. Le savoir local: Aller de l'avant

*Nicolas Gorjestani*

*Nicolas Gorjestani est Conseiller principal et Directeur pour le Savoir et l'apprentissage de la Région Afrique de la Banque mondiale.*

Cet article de conclusion examine le contexte et les réalisations du Programme Savoirs locaux au service du développement de la Banque mondiale. Il discute les principales leçons apprises à ce jour, et décrit une voie possible pour la promotion future du SL dans le contexte des Objectifs de développement pour le millénaire (ODM.) Pour ce faire, l'article s'appuie sur les leçons qui émergent des 60 *Notes CA*, ainsi que sur les recommandations des auteurs qui ont contribué aux principaux articles thématiques précédents, et enfin, sur les expériences des cinq premières années du Programme SL. Dans leur ensemble, celles-ci font ressortir les éléments suivants: les pratiques locales réussies ont un potentiel considérable pour améliorer la durabilité et l'impact des efforts de développement; et la communauté du développement devrait accroître son appui aux programmes qui aident les communautés locales à renforcer leurs capacités de partage du SL et à l'appliquer pour obtenir de meilleurs résultats en matière de développement.

## **Le Contexte**

Comme l'indique l'avant-propos de cette publication, la Banque mondiale a initié le Programme Savoirs locaux au service du développement en 1998 en réponse au défi lancé par les dirigeants des gouvernements et de la société civile lors de la Conférence sur le savoir universel qui s'est tenue à Toronto, au Canada en 1997. Le début du programme coïncidait également avec une vision reformulée d'une Banque du savoir. Dans le cadre de cette vision, et tout en reconnaissant qu'il ne s'agit pas ici d'un simple entrepôt de savoir que l'on peut appliquer et transférer universellement, la Banque chercherait à:

- Responsabiliser ses clients pour la recherche d'une variété de sources du savoir, y compris les systèmes de savoir local qui font partie intégrante des communautés locales,
- Aider à connecter les clients les uns aux autres ainsi qu'aux autres sources d'expérience,
- S'instruire auprès des clients et avec eux au sujet de ce qui réussit dans des circonstances données et pourquoi.

L'«argument rentabilité» pour l'utilisation du SL s'appuie sur les prémisses

suivantes: la compréhension du contexte local permet une meilleure adaptation du savoir universel; l'utilisation des sources locales du savoir augmente l'appropriation et finit par produire de meilleurs résultats sur le terrain et de manière plus durable;<sup>1</sup> l'apprentissage auprès des communautés locales et le développement des systèmes de savoir dont elles disposent les aident à se responsabiliser et encouragent un sentiment d'équité dans leurs relations avec les gouvernements et les partenaires externes au développement; développer le SL ne peut être réalisé qu'en partenariat avec les communautés elles-mêmes, les gouvernements et la société civile, ainsi qu'avec les partenaires au développement et le milieu universitaire, et ce, dans le but de tirer profit de ressources rares et maximiser les avantages comparatifs des partenaires respectifs;<sup>2</sup> et, le plus important, investir dans l'échange du SL et son intégration aux programmes de développement appuyés par la Banque et ses partenaires au développement aiderait à atteindre l'objectif principal du développement, à savoir la réduction de la pauvreté.

### Les réalisations

Lors du lancement du Programme SL, la Banque mondiale a publié un «Cadre d'action».<sup>3</sup> Celui-ci faisait partie intégrante d'une stratégie pour l'amélioration de la qualité des programmes de développement et la responsabilisation des communautés locales par le biais d'activités dans trois domaines clés: (a) sensibilisation sur l'importance du SL; (b) renforcer les capacités locales pour la documentation et l'échange du SL; et (c) appliquer le SL dans les programmes de développement. Les résultats intermédiaires, que le Programme SL a contribué à promouvoir jusqu'ici<sup>4</sup>, sont résumés ci-dessous:

#### *Sensibilisation*

L'importance du SL dans le processus du développement est de plus en plus reconnue comme le montrent les éléments ci-dessous:<sup>5</sup> le volume des publications du SL portant sur le développement a augmenté de manière significative;<sup>6</sup> le nombre concomitant d'acteurs, d'ONGs, et même d'institutions de recherche engagées dans des sujets liés au SL augmente rapidement; les praticiens du développement et les décideurs reconnaissent de plus en plus le SL comme une ressource importante et sous-utilisée du savoir<sup>7</sup>; le SL trouve une place plus préminente dans le dialogue mondial sur le développement<sup>8</sup>; le SL fait l'objet de moins de controverse et ses promoteurs représentent aujourd'hui un mélange de praticiens du développement, de chercheurs, et d'experts des sciences

humaines et naturelles;<sup>9</sup> et la communauté du développement commence à traiter les questions des droits de propriété intellectuelle liés au SL.<sup>10</sup>

Cette évolution peut aussi s'observer clairement au sein de la Banque mondiale. Alors que dans le passé, les publications de la Banque mondiale et son dialogue avec ses clients se concentraient surtout sur le «savoir local», les termes «savoir autochtone» ou «local» sont de plus en plus mentionnés.<sup>11</sup> Pour souligner l'importance des systèmes locaux de savoir, la direction de la Banque a distribué, lors des Réunions annuelles de 2001, à son Conseil d'Administration, une brochure intitulée «S'instruire auprès des communautés locales: Défis et opportunités» dans laquelle plusieurs réussites en matière de SL étaient mises en exergue. Enfin, la demande, de la part des clients, de documentation portant sur le SL à la Banque a augmenté régulièrement: le site du SL est en seconde place des sites les plus visités de la Banque, après le portail externe de la Région Afrique de la Banque;<sup>12</sup> et les versions Swahili et Wolof des sites du SL reçoivent près du double des visiteurs de la version française, ce qui suggère une forte réponse des clients par rapport au contenu du SL en langues locales.

#### *Renforcer les capacités locales*

Les capacités des communautés locales et des centres du SL à échanger les pratiques locales et à s'instruire mutuellement se sont améliorées de manière remarquable, comme le démontrent les éléments suivants: L'accès à l'information documentée et publiée est devenu beaucoup plus facile, y compris dans les pays africains, grâce en partie à l'expansion croissante de l'Internet; les réseaux de praticiens du SL se multiplient au niveau des pays et des régions (p. ex. les associations de guérisseurs traditionnels en Ouganda, en Tanzanie et dans d'autres pays; les associations régionales des chasseurs traditionnels en Afrique de l'Ouest, etc.); des centres communautaires de documentation et de diffusion sont en cours de création (ex. l'Ouganda); les échanges régionaux d'apprentissage en SL ont fourni une plate-forme pour la reproduction réussie des pratiques locales;<sup>13</sup> et un nombre croissant d'échanges de savoir et d'apprentissage de communauté à communauté (dénommés C2C – *Community-to-community*) dans les pays et entre les pays ont renforcé les capacités locales d'apprentissage sur la base d'expériences équivalentes dans d'autres sociétés.

Les C2C représentent une des approches les plus efficaces pour le partage des pratiques locales qui contiennent un savoir tacite important. Par exemple, un C2C en Afrique du Sud a produit un résultat quantifiable à l'égard du

bien-être de la communauté participante. Le C2C a permis à cette communauté d'améliorer sa stratégie de commercialisation et d'obtenir un contrat substantiel d'exportation de cultures locales.<sup>14</sup> Les revenus des exportations sont bien plus élevés que le coût de l'organisation de l'échange. Des leçons de l'expérience de plusieurs C2C, y compris les descriptions d'approches réussies de préparation, de gestion et d'évaluation des C2C, ont été préparées pour aider les praticiens à organiser de tels échanges.<sup>15</sup>

### *Appliquer le SL au développement*

Comme l'indiquent les éléments suivants, le mouvement pour l'intégration du SL aux programmes de réduction de la pauvreté pour obtenir de meilleurs résultats se renforce: Plusieurs pays ont commencé le processus de préparation de stratégies d'utilisation du SL par le biais d'ateliers nationaux et d'autres activités (p. ex., l'Ouganda a achevé une stratégie nationale d'utilisation du SL; et le Burkina Faso, le Malawi, le Mali, le Kenya, le Sri Lanka et la Tanzanie ont tenu des ateliers pour aider à lancer le

**Tableau 1. Exemples d'intégration du SL aux projets appuyés par la Banque mondiale**

Projet	Pays	Composante SL
Projet intégré pour le développement de la petite enfance	Érythrée	Collecter et diffuser les pratiques traditionnelles particulièrement en ce qui concerne les situations post conflit
Projet nutrition et développement de la petite enfance (DPE)	Ouganda	Échange d'apprentissage sur les pratiques du SL dans les projets DPE en Inde et au Sri Lanka et utilisation des TIC
Projet de développement de la petite enfance (DPE)	Kenya	Échange d'apprentissage sur les pratiques du SL dans les projets DPE en Inde et au Sri Lanka et utilisation des TIC
Projet initiative de développement des femmes	Éthiopie	Collecte et synthèse des pratiques locales des femmes; transfert à l'Éthiopie de l'expérience SEWA de micro-entreprises en Inde.
Projet Recherche et formation agricole II	Ouganda	Intégration des pratiques agricoles locales aux programmes d'expansion et de diffusion
Projet national de services conseils en agriculture	Ouganda	Appui aux services de vulgarisation menés par les cultivateurs
Projet national de recherche agricole	Kenya	Pratiques agricoles du SL pour l'expansion, la vérification et la diffusion
Fonds d'action sociale du Malawi (MASAF 3)	Malawi	Le SL est un outil de responsabilisation de la communauté et de communication du développement
Fonds d'action sociale du nord de l'Ouganda (NUSAF)	Ouganda	Utiliser le SL pour promouvoir l'apaisement post-conflit des communautés affectées par la guerre
Projet national de services conseils en agriculture	Ouganda	Établissement d'indicateurs à base de SL pour mesurer la satisfaction des cultivateurs au sujet des services de vulgarisation menés par les agriculteurs
Processus DSRP/CAS	Kenya	Identifier le rôle potentiel des institutions du niveau local pour l'augmentation de la transparence et de la participation
PPS – Programme plurinational VIH-SIDA	Burundi	Utilisation du SL pour aider les communautés locales à combattre le VIH/SIDA, en travaillant avec les guérisseurs locaux
PPS – Programme plurinational VIH-SIDA	Guinée	Utilisation des guérisseurs traditionnels pour aider à réduire les infections opportunistes en rapport avec le VIH/SIDA
Projet Conservation et utilisation durable des plantes médicinales	Éthiopie	La composante SL permettra de collecter et d'analyser les données sur les avantages tirés des plantes médicinales
Projet Conservation de la biodiversité des savanes du nord	Ghana	Encourage la conservation et l'utilisation durable des plantes médicinales

processus); quelques pays ont déjà incorporé le SL dans leurs programmes de réduction de la pauvreté (ex., le Programme d'action pour l'éradication de la pauvreté (PAEP) de l'Ouganda a intégré une composante de SL en science et en technologie; l'État de Kerala en Inde incorpore le SL à son 10<sup>ème</sup> Plan quinquennal, etc.); et des directives pour l'intégration du SL à la planification et à la préparation des projets ont été préparées en partenariat avec l'ACDI, le BIT et le Programme SL.<sup>16</sup> Certaines organisations régionales incorporent également le SL dans leurs stratégies, p.ex. la SADC a inclus le SL comme composante de la catégorie sciences et technologie dans son Plan régional indicatif de développement stratégique).<sup>17</sup>

Les progrès réalisés dans l'intégration du SL dans les efforts de développement ont également été observés dans les projets appuyés par la Banque mondiale. Il y a cinq ans, les projets qui contenaient des composantes spécifiques liées au SL étaient rares. Aujourd'hui, plus de deux douzaines de projets en cours ou en préparation contiennent de tels éléments. Le Tableau 1 met en exergue certains de ces projets en Afrique.

### Les leçons de l'expérience et les défis

#### **S'instruire au sujet du SL permet l'existence d'une approche interdisciplinaire<sup>18</sup> au développement qui aide à responsabiliser les communautés locales et développe leur capacité à opérer le changement.**

Cette approche implique l'apprentissage de l'environnement bio-physique, du tissu social, de l'économie locale, de la culture et de l'histoire, ainsi que du savoir qui fait partie intégrante d'une communauté. Une telle approche holistique peut aider à: mieux comprendre la situation locale dans son ensemble; concevoir des programmes plus efficaces et plus durables; s'instruire auprès des communautés et les aider à apprendre à s'adapter aux pratiques exogènes de manière appropriée. Cela pourrait ensuite aider à enrichir le processus du développement, et à promouvoir une perspective plus équilibrée entre les concepts «exogènes» et «endogènes» du développement.<sup>19</sup>

Étant donné la nature holistique du SL, l'apprentissage à partir des échanges de SL peut produire de la valeur qui dépasse une pratique spécifique. Par exemple, les échanges communauté-à-communauté (C2C) mentionnés plus haut ont démontré que les participants non seulement apprennent les compétences et les pratiques mais, plus important, ils observent des approches différentes de résolution des problèmes et sont encouragés à réfléchir à leurs propres stratégies de résolution des problèmes dans le contexte d'une pratique spécifique. Par conséquent, et

au-delà de l'apprentissage immédiat d'une technologie spécifique, les C2C ont le potentiel de responsabiliser les communautés locales et d'aider à améliorer leurs capacités à opérer le changement. Puisque le développement concerne essentiellement un processus de changement souhaité, l'approche ci-dessus pourrait contribuer efficacement à la réalisation des objectifs fondamentaux d'une communauté.

**Le savoir local est fortement lié à son contexte et peut, par conséquent, être difficile à reproduire à moins qu'il ne soit adapté ou complété par d'autres systèmes de savoir.** Par définition, le SL est lié à son contexte.<sup>20</sup> Il établit donc ses propres limites en ce qui concerne les possibilités de transfert et d'expansion: ce qui réussit à un endroit ou pour une communauté, pourrait échouer ailleurs.<sup>21</sup> Néanmoins, certaines pratiques locales peuvent donner des résultats impressionnants si elles sont adaptées à d'autres contextes institutionnels ou socioculturels ou complétées par d'autres systèmes de savoir. L'encadré ci-dessous montre comment, dans le District d'Iganga en Ouganda, une initiative communau-

#### **Les sages-femmes et agents de santé traditionnels s'associent pour sauver des vies en Ouganda rural**

Dans le District d'Iganga en Ouganda, un projet appuyé par le FNUAP (RESCUER) visant à réduire la mortalité maternelle a fourni une technologie moderne de communication aux Sages-femmes traditionnelles (SFT). Il s'agit de l'installation d'une radio VHF alimentée par l'énergie solaire qui comprenait des stations fixes au Centre de santé primaire, des «talkie walkies» pour les SFT, des ambulances et des réserves fiables de sang. L'amélioration de la communication et des moyens de transport a conduit à une augmentation du nombre de références réalisées en temps opportun ainsi qu'à une meilleure prestation des services de santé à un nombre plus grand de femmes enceintes. La connexion entre les sages-femmes traditionnelles et les centres de santé a aidé à activer les systèmes traditionnels et modernes de savoir. L'impact remarquable du projet a été la baisse nette de la mortalité maternelle, qui a décliné de plus de 50 pour cent sur une période de 3 ans c-à-d. environ trois-quarts des Objectifs de développement pour le millénaire pour 2015!<sup>22</sup>



taire à apparemment réussi à réduire les taux de mortalité maternelle d'environ 50 pour cent en trois ans, en utilisant une technologie simple qui combine les systèmes locaux et modernes du savoir. De tels cas pourraient éventuellement être reproduits et étendus à d'autres communautés (en Ouganda ainsi que dans d'autres pays) avec des caractéristiques socioculturelles similaires (p. ex., la prédominance des guérisseurs et des sages-femmes traditionnelles dans les zones rurales).

**La validation du SL est nécessaire pour confirmer l'impact et la valeur potentielle de sa reproductibilité, mais elle exige des protocoles qui répondent à la nature spécifique du SL et responsabilisent ses praticiens.** Les scientifiques qui mettent en doute la validité des expériences des praticiens locaux ont tendance à déclarer que «la multiplicité des anecdotes ne constitue pas la preuve.» Ce défi peut être relevé de deux manières. La première (et la plus populaire) des deux approches, consiste à soumettre les pratiques de SL à la recherche et à l'analyse méthodologique. Par exemple, certains pays ont investi dans des laboratoires pharmaceutiques nationaux qui analysent les plantes médicinales pour trouver les éléments actifs; d'autres ont investi dans la recherche sur les systèmes de culture, cherchant à comprendre les systèmes locaux de culture.<sup>23</sup> Cependant, le résultat de ces investissements a été limité. Les recommandations concrètes issues de telles recherches qui pourraient être utiles aux praticiens traditionnels sont très rares. Par exemple, la majorité des agents d'encadrement agricole continue à se concentrer sur les messages liés aux cultures «principales» sous des régimes relativement simples d'intrants et de production.

Pourtant, il reste encore à documenter et à confirmer les revendications d'impact du SL, surtout dans un domaine tel que la médecine traditionnelle dont dépendent des vies entières – comment sait-on que la guérison a vraiment lieu et que les plantes en question sont sans danger? Des protocoles adéquats doivent être développés qui répondent spécifiquement au SL. Quelques progrès ont récemment été réalisés dans ce domaine. Par exemple, le Programme SL a négocié un partenariat initial entre le Groupe de travail SIDA de Tanga, en Tanzanie, et les Instituts nationaux de la santé des États Unis (NIH – *National Institutes of Health*) pour une collaboration sur la validation de l'efficacité des traitements phytothérapeutiques utilisés par les guérisseurs traditionnels dans le District de Pangani pour traiter les maladies opportunistes de milliers de patients du VIH/SIDA. Un autre exemple est le développement, par l'OMS, de directives pour des approches adéquates dans la détermination

de l'innocuité, de l'efficacité et de la qualité des plantes médicinales.<sup>24</sup>

La seconde option est de développer des normes professionnelles et de déontologie nationales, puis internationales, le cas échéant, pour les praticiens du SL. Cette dernière approche pourrait être potentiellement plus efficace pour la responsabilisation des praticiens locaux. Par exemple, le succès de la médecine moderne s'appuie sur des institutions professionnelles solides avec des réglementations adéquates de la part du secteur et des agences gouvernementales. Ces corps professionnels et communautés de pratique ont conçu leurs propres normes et éthiques qui permettent de contrôler les abus, la fraude et la négligence.

Cependant, dans le cas des praticiens traditionnels, une telle représentation est habituellement l'exception plutôt que la règle, (p. ex., des associations de guérisseurs traditionnels existent). Néanmoins, le progrès continue. Un réseau mondial de centres de documentation en SL est en train d'émerger progressivement. Il est composé d'institutions universitaires, d'ONG, d'OBC, et d'individus engagés dans l'étude, la documentation, la diffusion et le plaidoyer en faveur du SL. Lentement, des réseaux régionaux émergent aussi, tels que le PELUM (*Participatory Land Use Management*) qui a été créé dans certains pays d'Afrique australe pour partager et combiner les expériences, les compétences et le savoir dans la petite agriculture.

Des réseaux actifs et dirigés par leurs membres peuvent être des éléments efficaces de diffusion et de promotion du SL. Cependant, les communautés de praticiens locaux sont encore fragmentées, chacune travaillant généralement isolément, souvent en concurrence mutuelle ou en «protégeant» leur savoir par des accords secrets ou de transmission exclusivement familiale. En conséquence, les praticiens du SL ont tendance à jouer un rôle marginal dans le débat sur le savoir et n'ont pas encore développé des mécanismes efficaces d'instruction mutuelle pour faire avancer leur savoir. C'est pourquoi les bons praticiens traditionnels sont rarement reconnus (ou récompensés) comme ils le méritent au-delà de leur contexte local, et par ailleurs, ceux qui réussissent moins ou utilisent des méthodes traditionnelles nuisibles ne sont pas éliminés, ce qui donne une mauvaise réputation à l'ensemble de la profession.

Les deux approches mentionnées ci-dessus ne sont pas mutuellement exclusives et la recherche est aussi indispensable que le plaidoyer. Cependant, sans ce dernier, les bons praticiens traditionnels pourraient ne pas atteindre ce qu'ils souhaitent le plus: une reconnaissance générale

en tant que professionnels responsables et crédibles. Ces praticiens responsabilisés pourraient alors engager la communauté de la recherche, promouvoir leurs propres agendas pour protéger leur propriété intellectuelle, et agir sur un pied d'égalité avec les politiciens et les représentants des sciences conventionnelles. Les partenaires au développement peuvent jouer un rôle important dans la facilitation de ce processus.

**Le développement d'approches innovantes pour la protection de la propriété intellectuelle associée au SL est un défi essentiel pour la communauté mondiale du développement.** Des approches innovantes sont nécessaires parce que les accords actuels pourraient ne pas s'appliquer à la nature spécifique du SL. Par exemple, le SL est typiquement préservé par le biais de la tradition orale et la démonstration plutôt que par la documentation. Le plus souvent, il émerge graduellement. Un processus industriel est rarement utilisé. Et un inventeur isolé est difficile à identifier. Il s'agit là de critères essentiels pour breveter un processus ou une technologie selon les règles en vigueur qui gouvernent les droits de la propriété intellectuelle (DPI.) L'OMPI, qui est un partenaire du Programme SL, a pris les devants dans la promotion d'un dialogue mondial et de partenariats pour la recherche d'approches innovantes aux DPI à appliquer au savoir local, ce qui reste un grand défi.

Plusieurs domaines d'action peuvent traiter de cette question. Dans le domaine de la documentation, les communautés locales pourraient être encouragées à promouvoir et à enregistrer les pratiques traditionnelles. Des exemples locaux, pratiques et à faible coût de documentation existent également.<sup>25</sup> Les Accords sur le transfert de matériels (ATM) constituent une autre approche intéressante pour la protection du SL. Ces accords concernent la fourniture de matériel (échantillons ou information) en échange d'avantages monétaires ou non-monétaires. Des exemples de partage juste et équitable des profits entre les utilisateurs et les détenteurs de SL existent dans de nombreux pays aujourd'hui. Par exemple, au Cameroun, après la découverte d'une espèce de plante forestière, l'Institut national du cancer des États Unis a semble-t-il signé un contrat avec le gouvernement. En échange d'échantillons végétaux, le Cameroun reçoit des paiements qui sont utilisés pour des projets de développement communautaire.<sup>26</sup>

Les accords régionaux pourraient aussi conduire à des formes efficaces et peu onéreuses de protection pour les communautés locales. Par exemple, le Pacte des Andes adopté par la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et

le Venezuela, autorise l'autorité nationale et les communautés locales de chaque pays en tant que détenteurs de savoirs et de ressources locaux, à accorder leur consentement préalable en échange de revenus équitables.

La nécessité d'affronter la question des DPI pour le SL ne devrait pas empêcher le développement et l'exécution d'initiatives de SL qui sont avantageuses pour les communautés et le processus de développement dans son ensemble. Cependant, certaines organisations à base communautaire et ONG restent prudentes quant aux motifs ultimes, tels qu'ils sont perçus, de l'intérêt que les partenaires au développement portent au SL. Elles pourraient craindre, par exemple, que les communautés soient privées de leur savoir (et de ses produits, processus, droits et avantages associés.) La pertinence et l'importance des DPI ne font pas de doute, mais les partenaires au développement et les gouvernements ne doivent pas perdre de vue le fait que le SL est une ressource en voie de disparition. S'il n'est pas enregistré, documenté, étudié, vérifié, diffusé et adapté, il disparaîtra vraisemblablement.<sup>27</sup> Le défi pour la communauté du développement est donc de développer une approche équilibrée qui garantisse la préservation des systèmes de SL tout en protégeant en même temps ses détenteurs.

### Aller de l'avant

L'information contenue dans cette publication démontre qu'au cours de ces quelques dernières années, de sérieux progrès ont été réalisés en ce qui concerne la place du SL dans l'agenda du développement: La prise de conscience de la valeur du SL dans le processus de développement augmente; toutefois, l'échange de SL au-delà des frontières et des communautés est encore dominé par les cercles universitaires plutôt que par les praticiens. Cela est en train de changer progressivement et l'intégration du SL dans les projets de développement commence aussi à avoir lieu. Cependant, il reste beaucoup à faire pour maintenir les progrès réalisés jusqu'ici et pour l'expansion en ampleur et en profondeur de ces progrès. À l'évidence, les acteurs principaux sont les communautés et les praticiens. Cependant, les gouvernements et leurs partenaires au développement peuvent jouer un rôle important d'appui aux communautés en soutenant des politiques, des programmes, des recherches et des interventions ciblées qui soient adéquats.

Est-il réaliste d'imaginer qu'au cours des cinq années prochaines, l'apprentissage sur la base du SL et l'intégration de pratiques réussies aux programmes de développement deviendront la règle plutôt que l'exception comme

c'est actuellement le cas? Un plan d'action en six points est suggéré ci-dessous, qui aidera les gouvernements et les partenaires à réaliser cette vision. Le Programme SL de la Banque mondiale est engagé à appuyer cet agenda en partenariat avec tous les autres acteurs impliqués. Les modalités spécifiques de coopération devront être fondées sur les principes de l'avantage comparatif et un partage adéquat des tâches.

#### 1. Expansion des pratiques réussies de SL en vue de contribuer à la réalisation des ODM

Il a été amplement démontré qu'un des meilleurs moyens de responsabiliser les communautés locales est de leur permettre d'appliquer leurs propres pratiques dans les activités de développement qui les affectent directement. Les institutions et les gouvernements locaux montrent de

plus en plus d'intérêt, à des niveaux variables, pour l'incorporation du SL dans les programmes et les projets. Cela est dû en partie au fait que certains gouvernements doutent encore de l'engagement des partenaires externes qui, eux-mêmes, pourraient ne pas croire en l'efficacité d'une telle approche. Le Tableau 2 fait ressortir la contribution potentielle du SL pour aider à atteindre les ODM. Ces cas démontrent qu'avec une adaptation adéquate et en complément d'autres ressources du savoir, le SL peut faire une contribution significative pour sauver des vies, éduquer les enfants, augmenter la production agricole, renforcer la gouvernance, etc. Il serait donc logique, du point de vue du développement, que les partenaires augmentent leur appui aux activités communautaires qui dépendent du SL.

**Tableau 2. Contribution potentielle du SL à la réalisation des ODM**

ODM	Exemple de SL	Source
<b>Éliminer la pauvreté et la faim</b>	Dans l'État d'Uttar Pradesh, les cultivateurs ont utilisé leurs savoirs et leur expertise locaux pour augmenter la productivité agricole et leurs revenus de 60 pour cent en cinq ans.	<i>Notes CA 45</i>
<b>Atteindre l'éducation primaire pour tous</b>	En <i>Afrique de l'Ouest</i> , l'utilisation des langues locales comme moyen d'instruction a aidé à augmenter les taux d'alphabétisation parmi les populations rurales et a fourni des emplois aux enseignants et aux jeunes filles	<i>Notes CA 5</i>
<b>Promouvoir l'égalité des sexes et responsabiliser les femmes</b>	Dans l'ensemble de l'Afrique, les femmes jouent un rôle actif en tant qu'agents du changement social. Au <i>Sénégal</i> , les femmes de Malicounda se sont elles-mêmes responsabilisées pour mettre fin à la pratique locale de la mutilation génitale féminine.	<i>Notes CA 35</i>
<b>Réduire la mortalité infantile</b>	Dans l'ensemble de l'Afrique, les communautés locales utilisent des pratiques traditionnelles d'éducation des enfants pour compléter la nutrition des nourrissons. En <i>Éthiopie</i> , la médecine traditionnelle est utilisée pour traiter les maladies infantiles courantes.	<i>Notes CA 35</i>
<b>Améliorer la santé maternelle</b>	En <i>Ouganda</i> , en utilisant les TIC modernes, les sages-femmes traditionnelles ont collaboré avec les centres de santé de district pour aider à réduire la mortalité maternelle de plus de 50 pour cent en trois ans.	<i>Notes CA 40</i>
<b>Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies</b>	En <i>Tanzanie</i> , les guérisseurs traditionnels ont soigné, avec succès, les infections opportunistes de 4 000 patients du SIDA, ce qui a prolongé leurs vies.	<i>Notes CA 51</i>
<b>Garantir la durabilité environnementale</b>	Les communautés rurales du <i>Mozambique</i> maintiennent le contrôle de l'exploitation forestière sur les côtes du pays par le biais de mythes et de rites traditionnels, préservant ces ressources pour les générations suivantes	<i>Notes CA 46</i>
<b>Construire un partenariat mondial pour le développement</b>	Une équipe d'experts en SL d' <i>Afrique de l'Est</i> visite leurs collègues d' <i>Asie du Sud</i> pour développer un partenariat pour une coopération <i>Sud-Sud</i> sur les activités liées au SL	<i>Notes CA 55</i>

## 2. Améliorer les capacités des communautés locales à développer, partager et appliquer leur SL

Une des manières les plus efficaces de responsabiliser les communautés locales est de les aider à améliorer leurs capacités à échanger et à appliquer les pratiques locales (directement ou en combinaison avec d'autres pratiques). En particulier, l'expérience suggère que la négociation du savoir et le rassemblement des chercheurs et des détenteurs de SL sont particulièrement utiles pour augmenter les capacités participatives à la recherche de solution aux problèmes de la part des communautés locales. Une action spécifique dans ce domaine pourrait inclure l'appui aux activités suivantes:

- Développement de stratégies nationales en matière de SL et incorporation de celles-ci aux programmes de réduction de la pauvreté
- Négociations Sud-Sud d'échanges du savoir et d'apprentissage
- Facilitation des échanges entre les communautés
- Développement d'associations professionnelles, de normes et d'éthiques du SL
- Soutien des communautés pour le développement d'entreprises liées au SL

Les gouvernements pourraient prendre les devants en créant l'environnement politique adéquat pour que ces activités se développent. Les partenaires pourraient appuyer le processus en fournissant des ressources pour les fonctions de négociation et de facilitation ainsi que pour la diffusion des leçons de l'expérience (p. ex. sous forme d'ensembles d'outils et de directives, dont certains prototypes sont déjà prêts). Les projets, les intermédiaires et les agences du gouvernement pourraient être appuyés en créant des opportunités d'exposition des praticiens traditionnels à la communauté de la recherche scientifique et à d'autres associations professionnelles. Simultanément, le secteur privé pourrait être encouragé, par le biais de politiques adéquates, à investir dans le développement de produits dérivés de pratiques locales ou à développer les partenariats appropriés entre les communautés et le secteur privé.<sup>28</sup>

## 3. Développer des protocoles innovants pour la validation et la protection du SL

Comme indiqué dans la section précédente de cet article, les protocoles internationaux actuels qui gouvernent les droits de propriété intellectuelle (DPI) sont fondés essentiellement sur le concept des patentes. De même, les protocoles pour la validation de la médecine traditionnelle

sont surtout fondés sur la recherche de l'effet de substances uniques sur une maladie spécifique. Étant donné les ingrédients multiples contenus dans les traitements phytothérapeutiques, cette approche rend leur application problématique dans le cas de la médecine traditionnelle. C'est pourquoi des approches plus adéquates doivent être développées pour traiter les questions de DPI et la validation scientifique dans le cas du SL. Comme il a été indiqué plus haut, un mouvement a commencé dans cette direction, mais une action plus concertée est nécessaire. Les gouvernements peuvent aider à concevoir des politiques adéquates et des conventions juridiques. Les partenaires, sous la conduite de l'OMPI dans le cas des questions de DPI et de l'OMS dans le cas de la médecine traditionnelle, pourraient contribuer à l'utilisation de protocoles internationaux adéquats et les diffuser par le biais d'une campagne d'information qui atteindrait les praticiens et les communautés locales, les associations, les chercheurs, etc.

## 4. Développer un cadre de résultats pour suivre le SL et mesurer son impact

Étant donné le nombre croissant de projets et d'activités qui incorporent le SL, un ensemble de preuves s'accumulent qui seront utiles pour l'expansion des applications du SL au-delà des frontières nationales. Il est donc important d'identifier les approches efficaces de suivi et d'évaluation des résultats dans les projets qui incorporent le SL, et d'établir une meilleure compréhension et une plus grande base de données des résultats quantifiables des activités menées par le SL. Des ensembles d'indicateurs spécifiques à des secteurs donnés devraient être développés qui démontrent la manière dont l'incorporation d'un SL utile (ou la lutte contre des pratiques nuisibles) dans le développement a fait une différence. Ce cadre pourrait aussi aider à distiller les approches réussies pour leur reproduction et leur expansion. Le cadre devrait se rapporter aux ODM et indiquer la manière dont le SL peut contribuer à leur réalisation. Cela contribuerait également à traiter les questions liées à la validation et aux DPI associés au SL. Les gouvernements pourraient garantir que les stratégies nationales en matière de SL contiennent des mécanismes adéquats permettant d'en mesurer les résultats. Les partenaires pourraient contribuer en développant des méthodologies communes fondées sur les pratiques réussies des pays et en les diffusant auprès des communautés de pratique.

### 5. *Créer un Fonds de l'innovation pour promouvoir les pratiques réussies de SL*

Le SL est typiquement transmis de génération en génération, mais n'est pas statique dans le sens que chaque génération peut adapter et améliorer les pratiques précédentes. Les communautés locales ont un potentiel de créativité et d'innovation. Il a été démontré que, lorsqu'elles en ont les moyens, les communautés et les praticiens traditionnels sont capables de développer de nouvelles approches aux problèmes qui s'appuient sur leurs systèmes de SL. Il a également été démontré qu'un Fonds de l'innovation pour appuyer de telles activités pourrait grandement contribuer à la stimulation de plus de réflexion créative au sein des communautés. Par exemple, la GTZ a évalué une série de projets innovants à petite échelle, financés par l'Allemagne et les a trouvés particulièrement utiles dans la promotion des initiatives à base communautaire, le développement de la micro-entreprise et les innovations locales. De même, le Marché du développement de la Banque mondiale a stimulé plusieurs solutions très créatives à base communautaire, dont certaines ont impliqué le SL.<sup>29</sup> Un Fonds de l'innovation consacré au SL pourrait être créé sur ce modèle et fournir une plateforme qui permette aux partenaires de contribuer des ressources sous forme de «capital d'entreprise» pour l'innovation liée au SL.

### 6. *Organiser une conférence mondiale sur le SL en vue de promouvoir le programme ci-dessus*

Malgré ces progrès récents, la prise de conscience du rôle que le SL peut jouer dans le développement est encore généralement limitée. Pourtant, l'accumulation des preuves montre que les pratiques locales réussies peuvent contribuer de manière efficace au développement. Dans ce contexte, il serait opportun d'organiser une conférence mondiale qui réunirait les politiciens, les représentants des communautés de pratique du SL et d'autres organisations à base communautaire, les partenaires au développement, etc., dans le but de provoquer un engagement plus sérieux pour l'exécution d'un tel programme. La conférence pourrait, de manière réaliste, se tenir en 2005 et constituerait une plate-forme pour mettre en exergue le rôle du SL dans la réalisation des ODM avant la date butoir de 2015. Le Programme SL de la Banque mondiale est disposé à collaborer avec d'autres partenaires, les autorités nationales ainsi que les organisations à base communautaire pour la préparation et l'organisation d'une telle conférence. Une conférence internationale soulignerait l'engagement des partenaires au développement à promouvoir l'utilisation du SL dans le processus du développement.

## Conclusion

La présente publication a tenté de rassembler les éléments qui soutiennent le rôle important que le SL pourrait jouer dans le processus du développement. Elle commémore les cinq ans du Programme Savoir Local qui fait partie de plusieurs initiatives que la Banque mondiale a entreprises ces cinq dernières années. Ces initiatives ont cherché à provoquer des changements fondamentaux dans l'approche de la Banque mondiale par rapport aux défis du développement. Il est à espérer que, grâce au Programme SL et à d'autres initiatives, la Banque mondiale répond mieux aux besoins de ses clients, se concentre davantage sur la responsabilisation des communautés locales et est déterminée à s'instruire auprès d'autres pour enrichir son propre savoir sur le développement, qui devient de plus en plus la deuxième «devise» de la Banque.

Comme Son Excellence, le Président de la Tanzanie, a conclu dans son introduction à cette publication: les seuls qui réussissent sont ceux qui s'instruisent. Nous avons appris que le SL est un facteur critique pour le développement durable et la responsabilisation des communautés. L'intégration du SL au processus de développement contribuera à l'enrichir et à le rendre plus équitable. Comme tout autre savoir, le SL doit être utilisé constamment, mis à l'épreuve, et adapté aux contextes qui évoluent sans cesse. Appuyer les réseaux locaux et régionaux de praticiens du SL et faciliter les échanges de savoir et d'apprentissage entre les communautés permettra aux communautés de participer plus activement au processus du développement en tant que protagonistes de leur propre développement. Bien que des mécanismes innovants pour la validation et la protection du SL soient encore à développer, de nombreuses pratiques locales peuvent être simultanément adaptées et étendues dans le cadre des efforts de développement local, national et régional. Pour avancer à cet égard, un engagement plus ferme est nécessaire de la part des gouvernements, des partenaires, des organisations à base communautaire et d'autres acteurs souhaitant travailler ensemble dans le cadre d'un partenariat pour mobiliser le SL au service du développement dans un processus qui permette de s'instruire auprès des communautés et d'aider leur propre apprentissage.

- <sup>1</sup> Avant la création du Programme SL, la Banque avait initié, dans les années 1980, des activités liées au savoir local dans le secteur de l'agriculture. Il s'agissait d'un effort pour améliorer la conception des projets de développement (Warren, D.M. 1991)
- <sup>2</sup> Par exemple, l'OMPI se concentrerait sur les questions de DPI, l'IFAD sur les thèmes agricoles, les ONG assureraient la liaison avec les communautés, etc. Les partenaires initiaux qui ont aidé à lancer le Programme SL étaient la CEA, le CISDA, le CRDI, l'ITU, l'UNESCO, le PNUD et l'OMS, dans le contexte du PICTA (*Partnership for ICT in Africa* – Partenariat pour les TIC en Afrique). Par la suite, se sont joints au Programme : le CIRAN à NUFFIC (*Netherlands Organization for International Cooperation in Higher Education* – Organisation néerlandaise pour la coopération en enseignement supérieur), la FAO, le GM/CCD (*Global Mechanism of the Convention to Combat Desertification* – Mécanisme mondial de la convention de lutte contre la désertification), la GTZ, l'IFAD, le BIT, la Coopération néerlandaise pour le développement, l'UNCED, la CNUCED, l'OMPI, NORAD, la Coopération suisse pour le développement, et de nombreux ONG, OBC et centres d'excellence, principalement en Afrique et en Asie du Sud.
- <sup>3</sup> Voir «*Indigenous Knowledge for Development: a Framework for Action*», Novembre 1998, <http://www.worldbank.org/afr/ik/ikrept.pdf>. Pour une des premières discussions de la raison d'être du programme, voir aussi *Notes CA 1*, et pour les progrès intermédiaires, voir *Notes CA 21*.
- <sup>4</sup> Voir la matrice résumant les activités et les réalisations du Programme SL à la fin de cet article.
- <sup>5</sup> Le Programme SL ne prétend pas que la prise de conscience s'est accrue uniquement du fait de ses activités. D'autres acteurs ont joué un rôle important.
- <sup>6</sup> Les recherches web pour «savoir local» ont enregistré près de 10 000 accès en 1998 et dépassaient 120 000 à la fin de 2003.
- <sup>7</sup> Par exemple, les participants à des conférences récentes organisées par diverses agences des Nations Unies (FAO, CNUCED, OMS, OMPI, OMC) ont commencé à partager l'information et les expériences liées à la promotion, à l'application et à la protection du SL dans le processus du développement.
- <sup>8</sup> Par exemple, un des sites web les plus visités du *Development Gateway* est consacré au SL. Voir <http://www.developmentgateway.org/node/130646/>
- <sup>9</sup> Cela montre une amélioration qualitative significative par rapport au lieu et à la fin des années 1990 lorsque (i) les anthropologues sociaux dominaient la discussion de substance sur le SL, avec quelques exceptions notables comme feu l'expert en agriculture Michael Warren; et (ii) l'opinion publique favorable partageait en grande partie la vision romantique du SL alors que l'opinion opposée considérait le SL comme pratiquement semblable à la sorcellerie («voodoo») ou à des «racontars de vieilles femmes».
- <sup>10</sup> L'OMPI a créé une unité pour traiter des questions de SL et fournit un forum pour un dialogue mondial sur la propriété intellectuelle (PI) et le SL. Elle développe actuellement une gamme d'outils pour améliorer les intérêts des détenteurs de SL en matière de PI.
- <sup>11</sup> Par exemple, les résultats de recherche des termes «savoir local» dans les documents de la Banque montrent une augmentation importante de 13 en 1998 à 237 en 2003.
- <sup>12</sup> La plupart des moyennes annuelles récentes montrent: ~120 000 visites, ~500 000 accès aux sujets de SL, et l'équivalent d'environ 25 000 livres d'information obtenues. De plus, le sous-site *Notes CA* a un taux élevé d'intensité d'utilisation (c-à-d. chaque visiteur consulte en moyenne environ 20 *Notes CA*.)
- <sup>13</sup> Un groupe d'environ 20 politiciens, guérisseurs traditionnels et responsables de projets d'Éthiopie, du Kenya et d'Ouganda et leurs collègues de la Banque mondiale ont visité le Sri Lanka et l'Inde en septembre 2002 pour s'instruire sur l'intégration réussie du SL dans la médecine traditionnelle et les projets de la petite enfance. Cela a conduit à des échanges Sud-Sud supplémentaires entre l'Asie du Sud et l'Afrique de l'Est. (p.ex. les groupes de femmes éthiopiennes ont adopté les directives de SEWA – Self Employment Women's Association en Inde – pour les aider à mieux commercialiser leurs produits artisanaux).
- <sup>14</sup> Pour plus de détails, voir le site web de la coopérative Heiveld: <http://www.indigo-dc.org/history.html>
- <sup>15</sup> Le Mécanisme mondial localisé à l'IFAD (GM/CCD) et le Programme SL ont développé ensemble l'initiative C2C qui a été généreusement appuyée par les gouvernements néerlandais et suisse. Un ensemble d'outils pour la préparation, l'exécution et l'évaluation des échanges du savoir et de l'apprentissage de communauté à communauté est disponible en ligne: [http://www.worldbank.org/afr/ik/commun\\_toolkit/starthere.htm](http://www.worldbank.org/afr/ik/commun_toolkit/starthere.htm).
- <sup>16</sup> Ces directives sont disponibles en ligne: <http://www.worldbank.org/afr/ik/guidelines/>
- <sup>17</sup> Voir URL (URL <http://www.sadc.int/index.php?lang=english&path=about/risdp&page=risdp4>)
- <sup>18</sup> L'utilisation du terme «interdisciplinaire» dans ce contexte est délicate: Il fait référence à l'interaction entre les diverses disciplines (ex. économie, sociologie, médecine, pédagogie etc.), à l'opposé de «multisectoriel» qui fait référence à l'interaction entre différentes pratiques sectorielles (ex. éducation, santé, transport, etc.)
- <sup>19</sup> Une thèse récente de doctorat sur le développement à l'Université de Toulouse, France, discute la tension qui existe entre les notions «externes» et «endogènes» du développement. En analysant le Programme SL, l'auteur soutient la nature interdisciplinaire de l'approche du SL au développement. Voir Virginie Escudie, «Du 'développement' et la 'technologie': impasses des représentations exogènes et émergence de programmes alternatifs», janvier 2004.
- <sup>20</sup> Pour des objectifs «opérationnels», le Programme SL de la Banque mondiale utilise la définition suivante: le SL de chaque culture et de chaque société est unique, est intégré dans les pratiques, les institutions, les relations et les rituels communautaires, et est la base des prises de décisions locales; le SL fournit des stratégies de résolution des problèmes aux communautés, en utilisant les ressources locales disponibles. Le Programme SL fait la distinction entre le SL «local» et «traditionnel» dans le sens où le SL (i) n'est pas généralement enseigné dans le système formel d'éducation (bien qu'il puisse être développé par son intégration à ce système), (ii) continue à être utilisé, et (iii) est en développement constant. Bien qu'il soit encore utilisé, le «savoir traditionnel» n'est plus généralement développé de manière exclusive. Le savoir (et l'expertise) local incluent *tout* le savoir disponible dans un pays ou un endroit spécifique, y compris le savoir local, traditionnel et moderne. Voir <http://www.worldbank.org/afr/ik/what.htm>.
- <sup>21</sup> Au début de la coopération en développement, les technologies étaient transférées directement des pays industriels dans l'espoir qu'elles aideraient les économies en développement à réaliser un saut qualitatif. Les promoteurs des «technologies appropriées» ont répété la même approche sur une échelle réduite lorsqu'ils émirent l'hypothèse que ce qui avait réussi en Inde, par exemple, réussirait également en Tanzanie. Certains de ces premiers efforts de transfert de technologie se sont même transformés en «mouvements» - surtout la technologie appropriée – mélangeant la fin et les moyens, ce que les personnes en faveur du SL devraient éviter.

<sup>22</sup> Notes CA 40

<sup>23</sup> Les investissements dans ce type de recherche sont, cependant, limités par les contraintes budgétaires et sont certainement minimes par rapport aux budgets des secteurs public et privé disponibles pour la recherche «conventionnelle». Cependant, il est à espérer que le niveau de ressources consacrées à la recherche du SL augmentera au fur et à mesure que la prise de conscience du SL se répandra. Le fait que, en Ouganda, le SL ait récemment été intégré au programme national de réduction de la pauvreté par le biais du secteur de la science et de la technologie implique que le SL est reconnu comme étant un domaine de concentration légitime pour la recherche scientifique.

<sup>24</sup> Voir la Stratégie sur la médecine traditionnelle de l'OMS 2002-2005, OMS, 2002.

<sup>25</sup> Par exemple, l'IIRR (*International Institute for Rural Reconstruction* – Institut international pour la reconstruction rurale) a produit un manuel: «Enregistrer et utiliser le savoir local». Il fournit l'information et les outils nécessaires pour l'intégration du SL aux agents du développement rural et décrit plus de 30 méthodes d'enregistrement et de documentation du SL. Voir <http://www.panasia.org.sg/iirr/ikmanual/>.

<sup>26</sup> Posey, D. et Dutfield G.: (1996) *Beyond intellectual property: Toward traditional resource rights for indigenous peoples and local communities*. CRDI, Ottawa.

<sup>27</sup> Une autre conséquence du débat public dominé par les DPI vient du fait que les organisations nationales et locales dévouées à la promotion du SL développent une approche de gardiens sur cette question, créant ainsi une atmosphère d'exclusivité plutôt que de coopération. Certaines organisations par exemple sont en compétition pour de rares financements ou pour être considérées comme les représentants du SL «véritable». C'est pourquoi, les investissements dans le développement des stratégies ou plans d'action du SL pourraient être confrontés à des coûts substantiels de transaction nécessaires pour réunir les divers acteurs et développer une coopération entre eux.

<sup>28</sup> Il y a quelques bons exemples: en Afrique du Sud, les cultivateurs de thé de Suid Bokkeveld ont utilisé les pratiques locales (inspirées des cultivateurs de Wupperthal dans la Province de West Cape) pour améliorer le traitement après les récoltes et monter une coopérative qui a réussi à obtenir des commandes d'exportation vers l'Europe. En Ouganda, les autorités appuient la commercialisation d'un dentifrice à base de plantes locales.

<sup>29</sup> En fait, le Programme SL de la Banque a été lancé avec une bourse du Marché de l'innovation qui a précédé le concept du Marché du développement et qui était limité aux soumissions du personnel de la Banque. Le Marché du développement a élargi le concept pour inclure les soumissions des groupes de la société civile des pays participants. Lors de chaque Marché, qui a normalement lieu tous les deux ans (il s'est tenu à trois reprises à ce jour), la Banque fournit des bourses de l'innovation (100 000 \$ US en moyenne) à plusieurs projets innovants sélectionnés à partir de milliers de soumissions. Le dernier marché tenu en décembre 2003 a accordé environ 6 millions de \$ US à 47 soumissions en provenance de 27 pays.

Revue du Programme Savoir local de 1998 à 2003		
Objectifs	Activités	Réalisations
<b>Sensibilisation sur l'importance du SL</b>	Développer une base de données des pratiques, leçons tirées de l'expérience, sources, partenaires, etc. du SL	Base de données de 260 articles <a href="http://www.worldbank.org/afr/ik/datab.htm">http://www.worldbank.org/afr/ik/datab.htm</a> ; contact avec plus de 20 centres de SL partout dans le monde; base de données reliée au portail de l'OMPI sur les bases de données du SL en vue d'aider les bureaux de brevets dans leurs recherches sur l'état de la technique.
	Identifier et tester les instruments de saisie et de diffusion du SL	Établi le format des rapports sans révéler les détails de la pratique pour saisie dans la base de données; testé la technologie des rapports, l'enregistrement vidéo et les entretiens audio; CD ROMs (paquets de savoir pour l'utilisation du SL pour contribuer à la réalisation des ODM)
	Publier les cas sélectionnés en version imprimée et électronique	60+ <i>Notes CA</i> publiées mensuellement <a href="http://www.worldbank.org/afr/ik/iknotes.htm">http://www.worldbank.org/afr/ik/iknotes.htm</a>
	Sensibilisation sur l'importance du SL parmi les partenaires au développement	La majorité des partenaires au développement disposent maintenant d'initiatives pour incorporer et s'appuyer sur le SL dans les programmes de développement*
<b>Renforcement des capacités locales de documentation et d'échange du SL</b>	Aider à améliorer les capacités locales pour le partage du SL, particulièrement au niveau des centres locaux de SL	Appuyé la formation de réseaux régionaux; aidé cinq centres à établir la connectivité; appuyé le musée du village pour la culture traditionnelle Masai
	Identifier les méthodes appropriées de collecte et de diffusion du SL parmi les communautés	Appuyé le Conseil National pour la science et la technologie de l'Ouganda pour développer les centres villageois de communication et de diffusion.
	Faciliter les échanges de savoir et d'apprentissage entre les communautés	Appuyé plus d'une douzaine d'échanges locaux, régionaux et inter régionaux de SL pour les communautés et produit des ensembles d'outils pour les échanges et l'apprentissage communautaires de savoir.
<b>Intégrer le SL dans le processus du développement</b>	Aider les pays à préparer des stratégies nationales pour intégrer le SL aux programmes de réduction de la pauvreté	Appuyé l'Ouganda pour la formulation de la stratégie nationale du SL; aidé Kerala à incorporer le SL au 10 <sup>ème</sup> Plan quinquennal de l'État; aidé le Malawi, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Burkina Faso, le Mali et le Sri Lanka à organiser des ateliers nationaux d'orientation en SL, menant à des activités de suivi pour la soumission d'éléments pour les stratégies nationales.
	Intégrer les pratiques locales aux programmes/projets appuyés par la Banque mondiale et d'autres partenaires	Plus d'une douzaine de projets appuyés par la Banque mondiale, dont certains, en coopération avec d'autres partenaires au développement, ont un des éléments ou composantes consacré au SL. Ceux-ci comprennent des projets de développement de la petite enfance, de santé, de lutte contre le VIH/SIDA, d'agriculture, de plantes médicinales et de gestion des ressources naturelles.

\* L'attribution directe d'activités de programme et de l'engagement des partenaires au développement au SL n'est pas possible. Cependant, une enquête des sites de divers bailleurs révèle que l'ensemble des efforts dans ce domaine a augmenté de manière significative depuis 1998.



# Références

## Renforcement des capacités locales: Développer le savoir communautaire pour la responsabilisation

- Allen, Tim & Thomas, Alan (2000). *Poverty and Development: Into the 21st Century*. Oxford University Press, UK.
- Ashman, Davey (2001). «Civil Society Collaboration with Business: Bringing Empowerment Back in.» *World Development*, Vol. 29(7): 1097-1113
- Brinkerhoff, Derick W. (1996). «Enhancing Capacity for Strategic Management of Policy Implementation in Developing Countries.» *IPC Monograph No:1*, United States Agency for International Development.
- Defilippis, James (2004). *Unmaking Goliath: Community Control in the Face of Global Capital*. Routledge, New York.
- Desart, Michel & Ubogu, Roland E. (2001) *Capacity Building, Governance and Economic Reform in Africa* International Monetary Fund.
- Eade, Deborah (1997) *Capacity-building: An Approach to People-Centered Development*. Oxfam, UK
- Grindle, Merilee S. (Ed.) (1997) *Getting Good Government: Capacity Building in the Public Sectors of Developing Countries* (Harvard Studies in International Development). Harvard University Press.
- Iverson, D., Patton, P. and Sanders, W. (Eds). *Political Theory and the Rights of the Indigenous Peoples*. Cambridge University Press.
- Siri, Gabriel (2002). The World Bank and Civil Society Development: Exploring Two Courses of Action for Capacity Building. WBI Working Papers. World Bank Institute.
- Stern, Nicholas (2002). *A Strategy for Development*. The World Bank, Washington, DC.

## Éducation et savoir local

- Bunyi, Grace (1999). «Rethinking the place of African indigenous languages in African education.» *International Journal of Educational Development*. Vol. 19: 337-350
- Coombs, Philip and Manzoor Ahmed (1974). *Attacking Rural Development: How Nonformal Education Can Help*. Baltimore: John Hopkins Press.

- Dyer, C. (2001) «Nomads and Education for All: Education for Development or Domestication?» *Comparative Education*, Vol. 37 (3):315-327
- May, S. and Aikman, S. (2003). «Indigenous Education: Addressing Current Issues and Developments.» *Comparative Education*, Vol. 39 (2): 139-145.
- Monteil, Vincent (1964). *L'Islam noir*. Paris: Éditions du Seuil.
- Mugambi, J.N. Kanyua (2002). *Christianity and African Culture*. Nairobi, Kenya: Acton Publishers.
- Sembène, Ousmane. (2001). *Ceddo* [enregistrement vidéo], New York : New Yorker Films (Sortie originale en 1997 par Filmi Doomi Reew à Dakar, Sénégal)
- Vergas, C. (2000). «Sustainable Development Education: Averting or Mitigating Cultural Collision. » *International Journal of Education Development*, Vol. 20 :377-396.
- Smith, J. and Eterovic, I. (2000). « From Altruism to a New Transnationalism? A Look at Transnational Social Movements » In Giugani, M. and Passy, F. (Eds.). *Political Altruism?: Solidarity Movements in International Perspective* 197-218. Rowman & Littlefield Publishers, Inc. New York.

## Le savoir local des femmes – Une source de responsabilisation

- Benavides, M. (2000). «New Challenges for Alternative Ways of Development Among Indigenous Peoples of the Amazon» In Peters, P (Ed.) *Development Encounters*. 61-75. Harvard Institute for International Development.
- Howitt, Richard (2001). *Rethinking Resource Management: Justice, Sustainability and Indigenous Peoples*. Routledge, New York.
- Nussbaum, Devon Abbott (2003). *Indigenous American Women: Decolonization, Empowerment, Activism*. University of Nebraska Press, London.
- Murdoch, J. (1994) «Sustainable Knowledge», *Geoforum*, Vol. 25 (2): 115-132

## Réponses locales au problème du SIDA en Afrique

- Bessinger, Ruth, Priscilla Akwara & Daniel, Halperin (2000). «Sexual Behavior, HIV and Fertility Trends: A Comparative Analysis of Six Countries. Phase I of the ABC Study. Calverton, MD: ORCBUCEN (U.S. Bureau of the Census). *HIV/AIDS profile Senegal*. Washington, DC: U.S. Bureau of the Census.
- Buve, A., Carael, M., Hayes, R., Auvert, B., Ferry, B., Robinson, N., et al. (2001). «Multicentre study on factors determining differences in rate of spread of HIV in sub-Saharan Africa: Methods and prevalence of HIV infection. »*AIDS*, 15(Suppl.), S5-S14
- Green, E.C. (1994) *AIDS and STDs in Africa: Bridging the Gap Between Traditional Healers and Modern Medicine*. Boulder, Co. And Oxford, U.K.: Westview Press.
- Green, E.C., V. Nantulya, R. Stoneburner, J. Stover, (Hogle, J. editor) (2002) *What happened in Ouganda? Declining HIV Prevalence, Behavior Change and the National Response*. USAID/Washington and The Synergy Project, TvT Associates, Washington, D.C.
- Green, Edward C., (2003) *Vinand Nantulya, Yaa Opong, Teresa Harrisson, «Literature Review and Preliminary Analysis of 'ABC' factors in six developing countries.»* Cambridge: Harvard Center for Population and Development Studies.
- Gross, Michael, (2003) *The Second Wave will Drown Us*. *AJPH* 93(6): 872-882
- Hearst, N., and Chen. (2003). *Condoms for AIDS prevention in the developing world: A review of the scientific literature*. Geneva: UNAIDS
- Homsy, J. Katabira, E., Kabatesi, D., Mubiru, F., Kwamya, L., Tusaba, C., et al. (1999). *Evaluating herbal medicine for the management of Herpes zoster in human immunodeficiency virus-infected patients in Kampala, Uganda*. *Journal of Alternative and Complementary Medicine*, 5, 553-65.
- Hygea/FHI. (2001). *Enquête de surveillance du comportement ESC 2001*. Ministère de la santé. République du Sénégal, Ministère de la santé et de la prévention, Comité national de prévention du SIDA CNPS, FHI/USAID Sénégal, Élèves filles – Dakar
- MAP (Monitoring the AIDS Pandemic) Network Symposium (2000, July). *The status and trends of the HIV/AIDS in the World*, Durban, South Africa.
- Mostad, S.B., Overbaugh, J., DeVange, D.M., et al. (1997). *Hormonal contraception, vitamin A deficiency, and other risk factors for shedding of HIV-1 infected cells from the cervix and vagina*. *Lancet*, 350, 922-927.

- Shelton, J. & Johnston, B. (2001) *Condom gap in Africa: evidence from donor agencies and key informants*. *BMJ*, 323, 139
- Sittitrai, W. (2001). *HIV prevention needs and success: A tale of three countries*. Geneva: UNAIDS.

## Agriculture durable et revenus ruraux: Innovations du savoir local dans le développement

- Ellis, Frank (2000). *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*. Oxford University Press, Oxford.
- Ellis, Frank & Bahiigwa, Godfrey (2003). "Livelihoods and Rural Poverty in Uganda." *World Development*, Vol. 31 (6): 997-1013.
- Francis, Elizabeth (2000) *Making a Living: Changing Livelihoods in Rural Africa*. Routledge, New York.
- Tripp, Robert (1993). "Invisible Hands, Indigenous knowledge, and Inevitable Fads: Challenge to Public Sector Agriculture Research in Ghana." *World Development*, Vol. 21 (12): 2003-2016
- World Bank (2003). *World Development Report 2003: Sustainable Development in a Dynamic World: Transforming Institutions, Growth and Quality of Life*

## Savoir local et gestion des ressources naturelles

- Fabricius, Christo (Ed.) (2004). *Rights, Resources and Rural Development: Community Based Natural Resource Management in Southern Africa*. Earthscan Publishers Ltd., Londres
- Knight, Richard L. & Bates, Sarah F. (Eds.) (1995). *A New Century for Natural Resources management*. Island Press
- Matowanyika Joseph Z. Z (1995). "The Missing Links: Reviving Indigenous Knowledge Systems in Promoting Sustainable Natural Resource Management in Southern Africa: Proceedings of a Regional Workshop Held in Midmar, KwaZulu-Natal Province." UICN, Southern African Research & Documentation Centre, Zimbabwe.
- Warren, D. Michael, Slikkerveer, L. Jain & Brokensha (1999) (Eds.). *The Cultural Dimensions of Development: Indigenous Knowledge systems*. Intermediate Technology Publications. UK.
- Savoir local, science et technologie: Conflit, contradiction ou convergence?

- Gupta, Anil K. et al. (2003). "Mobilizing Grassroots" Technological Innovations and Traditional Knowledge, Values and Institutions: Articulating Social and Ethical Capital". *Futures*, Vol. 35: 975-987.
- Jagged, O. (1999). "Science Education in Non-Western Cultures: Towards A Theory of Collateral Learning." In Samali, L. and Kincheloe, J. (Eds). *What Is Indigenous Knowledge?: Voices from the Academy*. PP. 119-142. Falmer Press, New York.
- Nader, L. (1996). *Naked Science: Anthropological Inquiry into Boundaries, Power, and Knowledge*. Routledge, London.
- Iamir, M. (1999). "Indigenous Systems of Natural Resource Management among Pastoralists of Arid and Semi-Arid Africa." In Warren D. Slikkerveer, L., et Brokkensha, D. (Eds.) *The Cultural Dimensions of Development: Indigenous Knowledge Systems*. PP. 245-257. Intermediate Technology Publication, Londres.
- Approches locales de résolution des conflits en Afrique**
- Adjaye, J.K. (1996), *Diplomats and Diplomacy in 19th Century Asante*, Trenton: Africa World. R. H. Bates, 1983. "The Preservation of Order in Stateless Societies: A Reinterpretation of Evans-Pritchard,"[in his book], *Essays on Political Economy of Rural Africa*, New York: Cambridge University Press.
- Bentsi-Enchill, K. (1964), *Ghana Land Law: An Exposition, Analysis, and Critique*, Londres: Sweet& Maxwell.
- Bercovitch, J. (1989). "International Mediation: A Comparative Empirical Analysis," D.G. Pruitt and K. Kressel, (eds.), *Mediation Research: The Process of Effectiveness of Third Party Intervention*, San Francisco: Jossey-Bass Publishers.
- Bohannan, P.J. (1957). *Justice and Judgement among the Tiv*, Londres: Oxford University Press.
- Brautigam, D. (1991), *Governance and Economy: A Review, Policy and Review Department*, WPS 818, Washington, DC: World Bank, 1991.
- Brautigam, D. (1996), "State Capacity and Effective Governance," B. Ndulu and N. van Walle, eds., *Agenda for Africa's Economic Renewal*, New Brunswick: Transaction Publishers.
- Cohen, A. (1974), *Two-Dimensional Man: An Essay on the Anthropology of Power and Symbolism in Complex Society*, Berkeley: University of California Press.
- Cohen R. (2001), "Language and Conflict Resolution: The Limits of English," *International Studies Review*, Vol. 3, Issue 1, Spring.
- Cooter R. D. (1996) *The rule of State Law Versus the Rule-of-Law State: Economic Analysis of the Legal Foundations of Development*, Washington, DC: World Bank, April.
- Deng, F.M. Zartman, I.W. (1991) "Introduction", *Conflict Resolution in Africa*, ed. by F.M. Deng and I.W. Zartman (Brookings Institute, Washington, D.C.
- Dia, M. (1996), *Africa's Management in the 1990s and Beyond: Reconciling Indigenous and Transplanted Institutions*, Washington, D.C.: The World Bank.
- Downs, R.E. Reyna, S. eds., (1988). *Land and Society in Contemporary Africa*, Hanover: University Press of New England.
- Englebert, P. (2000), *State legitimacy and Development in Arica*, Boulder: Lynne Reinner publishers.
- Evans-Pritchard, E.E. (1940), *The Nuer: The Destruction of the Modes of Livelihood and Political Institutions of a Nilotic People*, Chapter IV, "The Political System," Oxford: The Clarendon Press.
- Fukuda-Parr, S. Lopes, C. Malik, K. (2002), eds. "Institutional Innovations for Capacity Development," *Capacity for Development: New Solutions to Old Problems*. Sterling, VA: Earthscan.
- Fred-Mensah, B.K. (2000), "Bases of Traditional Conflict Management among the Buems of the Ghana-Togo Border," I. William Zartman, ed., *Traditional Cures for Modern Conflicts: African Conflict "Medicine"*, Lynne Reinner Publishers.
- Fred-Mensah, B.K. (2001), "Indigenous African Conflict Management Schemes: Analyses and References," *A Current Bibliography on African Affairs*. Vol. 32, No1.
- Fred-Mensah, B.K. (2003)a, "Ghana: 'Kanye Ndu Bowi,' An Indigenous Philosophical Context for Conflict Management," *Notes CA*, No. 56, May.
- Fred-Mensah, B.K. (2003)b, "Adzina:" An Indigenous Trial by Jury on the Ghana-Togo Border, *Notes CA*, Washington, DC: World Bank, No 59, August.
- Ghana, (1960). *Interpretation Act, (1960)*, Accra: Assembly Press.
- Gluckman, M. (1965), *Politics and Ritual in Tribal Society*, Chapter Chicago: Aldine Publishing Company.
- Green and A. Honwana, E. C. (1999). "Indigenous Healing of War-Affected Children in Africa," *Notes CA*, No 10, July.
- Kenyatta, J. (1985) *Facing Mountain Kenya: The Traditional Life of the Kikuyu*, London: Heinemann.

- Khadiagal, G. M. (1994), *Allies in Diversity: The Frontline States in Southern Africa Security, 1975-1993*, Athens: Ohio University Press.
- Kouassi, E. K. I. William Zartman, ed. (2000), "West Coast Diplomacy among the Akan and their Neighbors," *Traditional Cures for Modern Conflicts: African Conflict "Medicine"*, Lynne Rienner Publishers.
- Magistro, J. (1997), "An Emerging Role for Applied Anthropology: Conflict Management and Dispute Resolution", *Practicing Anthropology*, Winter, Vol. 19, No. 1.
- Masina, N. (2000) "Xhosa Practices of *Ubuntu* for South Africa" *Traditional Cures for Modern Conflicts: African Conflict "Medicine"*, I. William Zartman, ed., Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Merry, S.E. "Mediation in Nonindustrial Societies" In *Mediation Research: The Process of Effectiveness of Third-party Intervention*, San Francisco: Jossey-Bass Publishers.
- Nader, L., (1995), "Civilization and its Negotiations", P. Caplan, ed., *Understanding Disputes: The Politics of Argument*, Providence: Berg Publishers.
- Nukunya, G.K. (1992), *Tradition and Change in Ghana: An Introduction to Sociology*, Accra: Ghana University Press.
- Osaghae, E.E. (2000), "Applying Traditional Methods to Modern Conflicts: Possibilities and Limits," I.W. Zartman, ed. *Traditional Cures for More Conflicts: African Conflict "Medicine"*, Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Radcliffe-Brown, A.R. (1940), "Preface" M Fortes and E.E. Evans-Pritchard, eds., *African Political Systems*, London Oxford University, for the International African Institute.
- Roehl and R.F. Cook, J.A. (1989). "Mediation in Interpersonal Disputes: Effectiveness and Limitations" D.G. Pruitt and K. Kressel, (eds.), *Mediation Research: The Process of Effectiveness of Third Party Intervention*, San Francisco: Jossey-Bass Publishers.
- Rose, L.L. (1992). *The Politics of Harmony: Land Dispute Strategies in Swaziland*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Schatzberg, M. G. (1986), "The Metaphor of Father and Family", M.G. Schatzberg and I. William Zartman, eds. *The Political Economy of Cameroon*, New York: Praeger.
- Smith, R.S. (1976), *Warfare and Diplomacy in Precolonial West Africa*, Madison: University of Wisconsin Press.
- Stedman, D. Rothchild, And E.M. Cousens, eds., S.J.(2002), *Ending Civil Wars, The Implementation of Peace Agreements*, Boulder: Lynne Rienner.
- Swartz, M.J. Turner, V.W. and tuden, A. eds. (1966), "Bases for Political Compliance among Bena Villages," *Political Anthropology*, Chicago: Aldine Publishing Company.
- Wilson-Fall, W. Zartman, I.W. ed. (2000), 'Conflict Prevention and Resolution among the Fulbe,'" *Traditional Cures for More Conflicts: African Conflict "Medicine,"* Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- World Bank, ed., (1989), *The Long-term Perspective Study of Sub-Saharan Africa: Volume 3. Institutional and Sociopolitical issues*, Washington DC: World Bank.
- Zartman, I.W. (2000), "Introduction: African Traditional Conflict "Medicine", *Traditional Cures for More Conflicts: African Conflict "Medicine"*, Boulder: Lynne Rienner Publishers.

### Savoir local: aller de l'avant

- Escudie, Virgine. "Du développement et la technologie: impasses des représentations exogènes et émergences de programmes alternatifs." Université de Toulouse, Janvier 2004
- Southern African Development Community, (2003) *Regional Indicative Strategic Development Plan*
- Warren, D.M. (1991). "Using Indigenous Knowledge in Agricultural Development; World Bank Discussion paper No. 127. Washington, DC: The World Bank
- World Bank (1998). *Indigenous Knowledge for Development – A Framework for Action*, Washington, DC: The World Bank.

## Auteurs des articles principaux

(En ordre alphabétique, avec les titres de leurs articles entre parenthèses)

**John Aluma** (Agriculture rurale et revenus ruraux: innovations du savoir local dans le développement), un citoyen de l'Ouganda, est le Directeur Général Adjoint de l'Organisation nationale de la recherche agricole (ONRA) de l'Ouganda. J. Aluma est un scientifique et un enseignant distingué en sylviculture. Il a étudié à l'Université de Makerere en Ouganda, en Norvège et en Hollande et est devenu un représentant distingué de l'Ouganda auprès de nombreux conseils, organisations de recherche, conférences et associations internationales. Il a contribué à l'intégration du savoir local dans la recherche agricole dans un projet appuyé par la Banque mondiale, Recherche et formation agricole, Phase II. Il a dirigé les efforts de son pays et au-delà sur le rôle du développement communautaire, de l'innovation des cultivateurs et du savoir local.

Contact: [ddgr@infocom.co.ug](mailto:ddgr@infocom.co.ug)

**Peter Easton** (Éducation et savoir local), un citoyen des États Unis, est professeur d'Éducation pour adultes et développement des ressources humaines au Département des fondations éducationnelles et études politiques de (à) l'Université d'Etat de Floride. Il se spécialise dans l'économie de la formation et de l'éducation pour adultes, la méthodologie d'évaluation, les mouvements participatifs, et l'éducation comparative internationale pour adultes. Il a plus de trente ans d'expérience en éducation pour adultes et domaines y associés aux États Unis, en Afrique, aux Caraïbes et en Asie du Sud-Est. Il a été chargé d'un certain nombre de grands projets liés à l'éducation pour adultes, y compris un projet d'alphabétisation fonctionnelle en République du Niger, un projet d'amélioration de l'éducation de base en République de Haïti, un projet de responsabilisation communautaire et de formation des adultes dans les secteurs à faibles revenus en Floride, et une étude de recherche comparative financée par l'OCDE en Afrique de l'Ouest. Le Professeur Easton a également été formateur en méthodes d'évaluation de l'éducation pour adultes pour l'Institut pour l'éducation de l'UNESCO.

Contact : [easton@coe.fsu.edu](mailto:easton@coe.fsu.edu)

**Nicolas Gorjestani** (Savoir local: Aller de l'avant), un citoyen de l'Iran, est Conseiller principal et Directeur pour le Savoir et l'apprentissage de la Région Afrique de la Banque mondiale. Économiste de formation, M. Gorjestani a tenu une variété de fonctions de direction à la Banque. Il y a dix ans, il a été un des pionniers de la gestion du savoir à la Banque et est, depuis, devenu une autorité dans l'application du partage du savoir dans le contexte du développement. Il est Directeur du Programme Savoirs locaux au service du développement qu'il a conçu en collaboration avec d'autres partenaires au développement. En tant que dirigeant du Groupe du Savoir et apprentissage de la Région Afrique de la Banque mondiale, il est responsable d'un certain nombre d'activités qui encouragent le partage du savoir et l'apprentissage au sein du personnel de la Banque et entre les employés de la Banque et les pays clients pour aider à mobiliser les expériences de tous les acteurs en vue de la réalisation des Objectifs du développement pour le millénaire. M. Gorjestani a publié de nombreux écrits sur les questions du savoir et du développement.

Contact : [ngorjestani@worldbank.org](mailto:ngorjestani@worldbank.org)

**Edward Green** (Réponses locales au problème du SIDA en Afrique), un citoyen des États Unis, est Scientifique principal de recherche au Centre pour les études sur la population et le développement à l'Université de Harvard. Il a travaillé plus de 25 ans en Afrique, en Asie, en Amérique latine, et en Europe de l'Est dans les domaines du SIDA et des maladies sexuellement transmissibles, des soins de santé primaires, des enfants affectés par la guerre, de la santé environnementale, de la biodiversité et de la conservation. Il a été Conseiller auprès des ministères de la santé du Mozambique et du Swaziland. M. Green est une autorité sur l'intégration des systèmes et pratiques africains et biomédicaux de la santé pour atteindre les objectifs de la santé publique. Il a publié trois livres sur les guérisseurs et les systèmes de croyance africains en matière de santé. Il a étudié les cas de l'Ouganda et du Sénégal, et démontré la preuve qu'un simple changement de comportement a conduit à une réduction significative des taux d'infection par le VIH.

Contact : [egreendc@aol.com](mailto:egreendc@aol.com)

**Frannie Léautier** (Renforcement des capacités locales: développer le savoir communautaire pour la responsabilisation), une citoyenne de Tanzanie, est Vice Présidente de l'Institut de la Banque mondiale. Avant d'assumer cette fonction, elle était Directrice de cabinet du Président du Groupe de la Banque mondiale. Mme. Léautier est une experte reconnue en formulation de stratégies d'infrastructure. Elle a enseigné au Centre pour la recherche et l'éducation en construction et au Département de planification urbaine, au *Massachusetts Institute of Technology*. Elle est Éditeur associé pour le *Journal of Infrastructure Systems* et est membre de nombreux comités internationaux sur le développement de l'infrastructure.

Contact : fleautier@worldbank.org

**Callisto E. Madavo** (Préface), un citoyen du Zimbabwe, est actuellement Vice Président pour la Région Afrique à la Banque mondiale. M. Madavo a reçu ses diplômes de B.A, M.A., et Ph. D. en Économie de l'Université Notre Dame. Avant sa nomination en tant que Vice Président pour la Région Afrique, il a occupé diverses fonctions de direction dans les départements sectoriels et régionaux de la Banque mondiale. M. Madavo a été un mentor pour le Programme Savoirs locaux au service du développement et a encouragé l'intégration du SL utile dans le contexte plus élargi de la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire.

Contact : cmadavo@worldbank.org

**Ben K. Fred-Mensah** (Approches locales à la résolution des conflits en Afrique), un citoyen du Ghana, est professeur assistant en relations internationales et consultant en développement international à l'Université Howard à Washington, DC. Diplômé des Universités de Johns Hopkins, Cambridge et Cape Coast, le Professeur Fred-Mensah a suivi des études post-doctorales à l'Université Brown. Il a travaillé comme consultant pour la Banque mondiale, l'Institut international pour la recherche en politiques alimentaires, et le Programme des Nations Unies pour le développement, entre autres. Il a publié dans les domaines des conflits, de la propriété foncière, et des questions de développement en Afrique. Il travaille actuellement sur les questions de direction régionale, de sécurité africaine et de capital social en rapport avec la reconstruction post-conflit.

Contact : bmens@earthlink.net

**Son Excellence Benjamin W. Mkapa** (Introduction: les voies locales du développement durable) est Président de la République Unie de Tanzanie et Membre du Parlement. Il a été responsable de divers portefeuilles ministériels, y compris Ministre des affaires étrangères; de l'information et de la culture; de l'information et de la radiodiffusion, et de la science, technologie et enseignement supérieur. Il a également été Haut Commissaire pour son pays au Canada et Ambassadeur aux États Unis. Il a été Éditeur en chef des journaux nationaux «The Daily News», «The Nationalist» et «Uhuru» et est un des Directeurs fondateurs de l'agence nationale d'information SHIHATA.

**Prasad C. Mohan** (Éditeur), un citoyen de l'Inde, est Spécialiste principal en communications dans l'unité du Savoir et apprentissage de la Région Afrique de la Banque mondiale. Il a plus de 20 ans d'expérience opérationnelle d'assistance auprès des gouvernements pour la conception de stratégies de communication pour le développement. Avant d'intégrer la Banque mondiale en 1991, il a travaillé à la FAO à Rome et au Centre des Nations Unies pour l'habitat humain à Nairobi et à Bangkok.

Contact : pmohan@worldbank.org

**Gonzalo Oviedo** (Gestion du savoir local et des ressources naturelles), un citoyen de l'Équateur, est Conseiller principal pour la politique sociale à l'UICN. Ayant reçu une formation en anthropologie sociale, science de l'environnement et gestion des zones protégées, il a travaillé dans les domaines des aspects sociaux de la conservation de la nature, des politiques des populations locales, de l'implication des communautés dans la conservation et le développement, les politiques des zones protégées, et de l'éducation environnementale et rurale. Avant d'intégrer le Secrétariat de l'UICN à Gland, Suisse, il a travaillé pour le WWF International en Suisse en tant que Responsable pour la politique de conservation et Chef de la section Populations et conservation. Il a travaillé en Amérique latine pour plusieurs ONG de l'environnement et du développement, le *Charles Darwin Research Station of the Galapagos Islands*, l'UNESCO, et d'autres organisations internationales et équatoriennes.

Contact: gonzalo.oviedo@iucn.org

**Mamphela Ramphele** (Le savoir local des femmes – Une source de responsabilisation), citoyenne de l’Afrique du Sud, est *Managing Director* à la Banque mondiale. Elle est principalement impliquée dans la gestion de l’implication de la Banque dans le savoir et le développement socioéconomique, le suivi d’importantes questions et préoccupations mondiales, et l’amélioration des partenariats existants avec la société civile et d’autres acteurs. Le Dr. Ramphele dirige la formulation des politiques de la Banque en matière de santé et d’éducation, et est responsable de l’intégration, du suivi et de l’évaluation des progrès réalisés en ce qui concerne l’atteinte des Objectifs du développement pour le millénaire. Mme. Ramphele a été Vice Présidente de l’Université de Cape Town. Lorsqu’elle était étudiante, elle a joué un rôle clé dans le *Black Consciousness Movement* en Afrique du Sud. Elle a écrit plusieurs livres et articles sur l’éducation, la santé et le développement social.

Contact : [mramphele@worldbank.org](mailto:mramphele@worldbank.org)

**Preeti Shroff-Mehta** (Éditeur), une citoyenne de l’Inde, dirige l’Initiative d’action globale pour l’apprentissage local et enseigne dans le domaine de l’Éducation internationale et le développement au Département de la politique de l’éducation et du leadership à l’Université du Maryland, USA. Elle a quinze ans d’expérience en gestion de projets d’éducation formelle et non formelle, formation en organisation à l’intention de la société civile, renforcement des capacités locales et recherche en développement international en Asie du Sud, en Europe et en Amérique du Nord. Elle a reçu une formation universitaire et de nombreux prix dans les domaines de l’économie, des études du développement, de l’éducation internationale et de la planification urbaine auprès d’institutions universitaires importantes en Inde, en Angleterre et aux USA.

Contact : [prtshroff@aol.com](mailto:prtshroff@aol.com)

**Sibusiso Sibisi** (Le savoir local, la science et la technologie: conflit, contradiction ou convergence?), un citoyen de l’Afrique du Sud, est Président et PDG du CSIR en Afrique du Sud. Avant sa nomination, il était Vice Président Adjoint pour la Recherche et l’innovation à l’Université de Cape Town où il a ajouté l’«innovation» au portefeuille des programmes pour mettre l’accent sur les avantages sociaux et économiques de la recherche universitaire. Le Dr. Sibisi a intégré Plessey Ltd., en 1997, pour gérer et diriger la recherche et le développement dans les technologies des télécommunications. Il a été Président

du Conseil consultatif national pour l’innovation (NACI - *National Advisory Council on Innovation*). Le Dr. Sibisi a complété ses compétences en science et en technologie (*B. Sc. Sciences physiques, Londres; Ph.D. Mathématiques appliquées et physique théorique, Université de Cambridge; Bourse Fullbright à l’Institut de technologie de Californie*) avec la gestion exécutive et l’entreprise commerciale. Il a initié la formation d’entreprises nouvelles fondées sur le savoir à Cambridge et à Cape Town.

Contact: [ssibisi@csir.co.za](mailto:ssibisi@csir.co.za)

**Achim Steiner** (Savoir local et gestion des ressources naturelles), un citoyen allemand d’origine brésilienne, est Directeur général de l’UICN, l’Union mondiale pour la conservation de la nature. Il détient un *BA* de l’Université d’Oxford, un *MA* de l’Université de Londres et a fréquenté l’Institut allemand pour le développement et la *Harvard Business School*. Avant sa nomination comme Directeur de l’UICN, M. Steiner était Secrétaire général de la Commission mondiale sur les barrages. En tant que Conseiller technique principal auprès de la GTZ et de la Commission du fleuve Mékong, et Conseiller politique principal de l’Unité de politique globale de l’UICN, il a développé de nouveaux partenariats entre la communauté de la conservation, la Banque mondiale et les Nations Unies. Il a également travaillé en Afrique et en Asie. M. Steiner est membre de nombreux corps nationaux et internationaux, y compris le Conseil consultatif du Secrétaire général pour le compact global, le Conseil consultatif de la BERD pour l’environnement, et le Conseil pour la coopération internationale sur l’environnement et le développement de la Chine.

Contact: [achim.steiner@iucn.org](mailto:achim.steiner@iucn.org)

**James D. Wolfensohn** (Avant-propos), un citoyen des États Unis d’origine australienne, est le neuvième Président du Groupe de la Banque mondiale où il sert actuellement son second mandat. Il a mis en place une entreprise internationale d’investissements financiers avec une implication complémentaire dans les questions de développement et les arts. Il a placé la réduction durable de la pauvreté au centre de la mission de la Banque et a concentré le travail de l’institution sur l’appui des efforts de la communauté internationale pour atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire. M. Wolfensohn a appuyé le Programme Savoirs locaux au service du développement, y compris l’inauguration du site web du programme en Swahili et en Wolof. Il a également lancé

d'autres initiatives de la Banque en reconnaissance du rôle de la culture et de la tradition dans le développement.

Contact : [jwolfensohn@worldbank.org](mailto:jwolfensohn@worldbank.org)

**Reinhard Woytek** (Éditeur), un citoyen allemand, dirige le Programme Savoirs locaux au service du développement de la Région Afrique de la Banque mondiale. Auparavant, il dirigeait le Service d'information et de conseil pour la technologie appropriée de la GTZ/GATE, assistant les ONG locales pour l'établissement de réseaux du savoir

sur le développement rural. Il a travaillé pendant dix ans, pour le compte de la GTZ et de l'UE, en Tanzanie dans les secteurs agricoles et de l'environnement. Son expérience opérationnelle comprend les systèmes communautaires et est fondée sur le SL en matière d'aménagement et d'utilisation des terroirs. En tant que Conseiller auprès du Secrétaire Principal du Ministère des finances, il a été impliqué dans les réformes des secteurs du café, de la sécurité alimentaire et des coopératives.

Contact: [rwoytek@worldbank.org](mailto:rwoytek@worldbank.org)



**Deuxième partie**

**Notes CA**



## Résumés des Notes CA

No	Titre des Notes CA	Auteur(s)	Résumé	Cité en référence dans les articles principaux suivants :
1.	Des systèmes de savoir local en Afrique sub-Saharienne – une revue, Octobre 1998	P. Donnelly-Roark	La première <i>Note CA</i> d'introduction lie le développement économique et social aux approches participatives. Les efforts de renforcement des capacités et du développement institutionnel sont significatifs et pertinents pour combiner les interventions locales et modernes. Les éléments clés de l'approche SL en matière de développement sont: la participation communautaire pour définir le processus et les résultats du développement; le développement d'approches locales pour la gestion des projets; et se concentrer sur les réalisations de projets qui reflètent les demandes de la communauté.	2, 10
2.	Systèmes durables du savoir local en agriculture dans les zones rurales des Provinces du nord et du sud des terres Matabele au Zimbabwe; novembre 1998	J. Larson; H. Sibana	Cette étude de cas explore les implications sociales, politiques, environnementales, économiques et religieuses du SL dans l'agriculture; identifie et analyse les approches de gestion des ressources naturelles et évalue la valeur et les limites des systèmes de SL. L'étude avance l'argument que les technologies locales devraient être reconnues et intégrées aux efforts de développement. Une stratégie clé devrait inclure le renforcement des capacités communautaires pour la documentation, l'échange et la dissémination du SL.	6
3.	Les femmes sénégalaises réinventent leur culture; décembre 1998	P. Easton	Après avoir reçu une formation en alphabétisation pour adultes, les femmes de Malicounda affrontent la mutilation génitale des femmes. En convainquant les chefs traditionnels et religieux, elles réussissent à abolir la pratique dans leur propre communauté et beaucoup d'autres sur l'ensemble du pays.	2,3,4
4.	Du «sacrilège» à la durabilité : La reforestation et l'agriculture biologique à Forikrom, Ghana ; janvier 1999	P. Easton	De jeunes ghanéens réunissent divers groupes communautaires pour traiter de la déforestation et d'autres problèmes locaux. Une nouvelle association de jeunes réussit dans les activités de reboisement, la sylviculture, les cultures biologiques, l'éducation pour adultes et la formation en travaillant avec les chefs locaux et en établissant des liens avec l'institut pour l'éducation des adultes, le département des forêts et les agences internationales de développement.	3,6,7
5.	Burkina Faso: «Alphabétisation pour les petits» à Nomgana; février 1999	P. Easton	L'association Manegbzanga au Burkina Faso a initié une approche alternative de la scolarisation primaire et de l'éducation des adultes en enseignant en Moore, qui est la langue écrite locale; ils ont développé un programme d'enseignement articulé autour de l'agriculture et de la recherche dans les dimensions culturelles locales, ont impliqué les parents dans la gestion de l'école et des «personnes ressources locales» dans l'apprentissage en classe. Les résultats suggèrent un taux de réussite des élèves plus élevé que celui des écoles qui utilisent le français comme langue unique d'instruction.	3

6.	Banquiers villageois: L'expérience de Fandène, Sénégal; mars 1999	P. Easton	L'Association des jeunes de Fandène (AJF) au Sénégal appuie les efforts communautaires pour traiter de la question de la migration des jeunes vers les zones urbaines, des périodes cycliques d'insécurité alimentaire, du manque d'accès aux réseaux institutionnels et du manque de participation locale aux initiatives de développement. Le développement d'un réseau d'épargne et de crédit conçu et géré localement s'étend rapidement aux autres communautés de la région et encourage le développement économique, la responsabilisation des femmes, les programmes de formation en agriculture et en compétences techniques.	3,6
7.	Alphabétisation et gouvernance locale dans une communauté rurale : L'expérience de Nwodua, Ghana, avril 1999	P. Easton et al.	L'initiative du Comité de développement du Nwodua au Ghana instaure des formes nouvelles et améliorées de gouvernance locale. L'association travaille par le biais de comités sectoriels qui traitent respectivement de l'alphabétisation pour adultes, des soins de santé primaires, de la transformation des aliments, de la sylviculture, de la formation professionnelle et agricole, et de la gestion de la construction des routes.	2,3
8.	Prendre soin de l'environnement sur la Côte ouest du Sénégal; mai 1999	P. Easton et al.	Les sécheresses, les réserves excessives, les feux de forêt et les cultures intensives sont un danger pour la flore et la faune qui entourent la réserve naturelle de Ker Cupaam, qui se trouve dans la région de la «Petite Côte» au Sénégal. L'initiative lancée par les femmes locales en 1988 est un effort local pour préserver l'environnement et favoriser l'industrie touristique. Les activités clés portent sur un réseau coopératif de distribution de bois et de fourrage, de sources alternatives d'énergie, de serres et l'autosuffisance en combustible de cuisson.	3,4,6
9.	Le développement du Syndicat de l'agriculture au Mali: Augmenter les niveaux de la responsabilisation locale; juin 1999	P. Easton et al.	Une coopérative syndicale émerge au Mali à partir des associations villageoises avec une structure institutionnelle «traditionnelle» et des fonctions «modernes». Le Syndicat des producteurs de coton et de produits alimentaires fonctionne de manière bilingue en bambara et en français, améliore les capacités locales et la participation des organisations villageoises. Il coordonne les activités financières, de gestion et de formation liées à la production de l'alimentation et à la commercialisation pour ses membres.	2,3,6
10.	Apaisement local des enfants affectés par la guerre en Afrique ; juillet 1999	E.C. Green; A. Honwana	Les guérisseurs locaux et les chefs communautaires aident les enfants affectés par la guerre à surmonter les traumatismes qu'ils ont subi par le biais de rituels d'apaisement. Des approches communautaires réussies d'apaisement pour les enfants en Angola et au Mozambique démontrent la nécessité de s'appuyer sur les pratiques d'apaisement locales lorsqu'on aide les enfants à réintégrer la société et suggère des partenariats entre les approches locales d'apaisement et les interventions psychologiques étrangères financées par les bailleurs. Du fait que les efforts pour traiter les besoins émotionnels, mentaux et sociaux des enfants affectés par la guerre sont encore dans leur phase préliminaire, une étude des pratiques locales d'apaisement peut aider à développer les approches adéquates du point de vue de la culture pour aider les victimes.	9
11.	Éducation et alphabétisation coranique en Afrique de l'Ouest ; août 1999	P. Easton et al.	Les écoles coraniques sont un ancien système parallèle d'éducation non formelle en Afrique. La scolarisation coranique comprend l'«alphabétisation pratique», la «science islamique», des systèmes à niveaux multiples d'apprentissage informel, quelques composantes de l'éducation formelle et des liens avec les institutions d'enseignement supérieur en Afrique ainsi que de forts liens avec les réseaux sociaux et économiques islamiques sur l'ensemble du continent.	3

12.	Ressources culturelles et santé maternelle au Mali ; septembre 1999	L. Clemmons; Y. Coukibaly	Le Projet Survie de l'enfant d'Africare dans le District de Dioro dans la région de Ségou au sud du Mali a entrepris une recherche action pour examiner le savoir, les attitudes et les pratiques portant sur la santé maternelle, la maternité et la naissance, faisant ressortir le besoin de dialogues ouverts au sein de la communauté sur la santé maternelle, l'utilisation de méthodes pertinentes du point de vue culturel pour éduquer au sujet de la maternité, et la reconnaissance du rôle de médias adéquats (histoires, chansons populaires, etc.)	4
13.	Langues sahéliennes, savoir local et autogestion; octobre 1999	P. Easton	Les programmes d'alphabétisation au Burkina Faso reconnaissent de plus en plus l'éducation primaire multilingue fondée sur le savoir local et le rôle des réseaux communautaires d'alphabétisation. L'utilisation de programmes d'alphabétisation orientés vers les langues locales a produit des niveaux de réussite supérieurs chez les élèves, des initiatives économiques de la part des femmes, des publications en langues locales et régionales et une alphabétisation adulte supérieure.	3
14.	Dissémination à la base de la recherche en Afrique: Collecter et connecter; novembre 1999	P. Easton	Le Projet Atteinte de l'éducation primaire et alphabétisation et l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique décrivent leurs expériences en conception, dissémination et décentralisation de la recherche en développement, et ce, dans le but de développer les capacités locales. Les initiatives spécifiques du projet traitent les questions telles que: à quelle fréquence est-ce que les travaux des chercheurs africains parviennent au public ? Qui peut en fait en bénéficier et s'en instruire? Quels sont les voies de communication et quels sont les moyens requis pour maximiser l'impact de la recherche et son efficacité?	2,3,6
15.	Santé: Savoir local, avantages équitables; décembre 1999	K. Moran	Shaman Pharmaceuticals, Inc. a établi une relation de partage des profits avec les institutions scientifiques, les communautés villageoises et les guérisseurs traditionnels du Nigeria. La compagnie se concentre sur des découvertes pharmaceutiques et des processus de développement plus efficaces tout en garantissant des avantages (liés aux DPI et commerciaux) aux pays, aux cultures et aux communautés participantes. Ce cas démontre la manière dont les profits peuvent provenir de liens établis entre les systèmes de médecine traditionnelle et les institutions médicales modernes	5, 6, 6
16.	Sénégal: Démocratie à la base en action; janvier 2000	P. Easton	L'ONG sénégalaise TOSTAN fournit des services locaux d'éducation en démocratie et droits de la personne, impliquant les femmes, les hommes, les enfants et les anciens au sein de la communauté locale. Les modules de formation sont développés conjointement par les ONG et les communautés se concentrent sur l'éducation non-formelle des femmes rurales, les activités génératrices de revenu et l'éducation sanitaire. Du fait de cette initiative, les femmes ont pris les devants dans la résolution des conflits, les communautés locales ont développé de nouveaux critères pour évaluer les candidats politiques; les femmes suivent de près la législation sur les droits de la femme; les communautés ont commencé des projets de jardins potagers et de coopératives fruitières.	3
17.	Planification régionale, visions locales:Préparer l'avenir de manière participative en Afrique de l'ouest; février 2000	P. Easton	Les cultivateurs, les femmes, et les autres membres de la communauté locale ont participé au développement d'une «Perspective de système» pour la planification régionale, identifiant les tendances à long-terme qui vont probablement affecter les communautés locales. Une série de prévisions effectuées dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest a identifié les questions suivantes: les changements écologiques et économiques;	3

		les liens entre zones urbaines et zones rurales; la nécessité de s'appuyer sur les ressources et l'ingénuité locales; le renforcement des structures familiales; la traduction des documents et manuels gouvernementaux en langues locales; le développement des coopératives villageoises, la création de fédérations inter villages pour la participation politique.		
18.	Gestion participative et culture locale: Proverbes et paradigmes; mars 2000	P. Easton	Les proverbes locaux qui renferment les attitudes et les connaissances locales concernant les thèmes tels que la prise de responsabilité, la performance et le respect des règles sociales peuvent constituer un guide utile pour comprendre les perceptions, les préférences et les expériences locales par rapport à ces thèmes et pour évaluer la performance, à cet égard, des programmes et projets publics	3
19.	Le savoir local et les droits de propriété intellectuelle; avril 2000	S. Prakash	Cette <i>Notes CA</i> fait ressortir certains des débats actuels sur les avantages et les inconvénients des régimes de DPI. Les recommandations faites comprennent l'intégration des lois coutumières indigènes dans les droits de propriété intellectuelle par le biais de systèmes <i>sui generis</i> , de la documentation du savoir local relevant du domaine public, et du développement de cadres pour la répartition institutionnelle des profits.	6,8
20.	Réinventer l'apprentissage et les rites de passage: Une entrée dans l'économie urbaine en Afrique sub-Saharienne; mai 2000	P. Easton	L'initiation des jeunes aux routines et aux compétences de la vie adulte est une pratique commune dans la majorité des communautés rurales en Afrique. Ces systèmes traditionnels de soutien social n'existent pas dans la vie des enfants de la rue en milieu urbain. Trois initiatives essaient d'adapter les institutions traditionnelles aux besoins de la jeunesse urbaine : le réseau d'«écoles informelles» dans les communautés des bidonvilles urbains à Nairobi et autour; les efforts de l'organisation <i>Street Kids International</i> qui s'appuie sur le savoir et les forces des enfants de la rue au Soudan; et les initiatives innovantes d'appui aux artisans du secteur informel au Sénégal.	3
21.	Les savoirs locaux au service du développement: Deux années plus tard; juin 2000	S. Prakash	Cette <i>Notes CA</i> examine les activités, les réalisations et les défis du «Programme des savoirs locaux au service du développement» après deux années d'existence. Les étapes suivantes identifiées sont: l'intensification des efforts actuels pour l'intégration du SL dans le développement; l'établissement de communautés de pratique; et le renforcement des alliances locales pour s'instruire mutuellement.	10
22.	Le SL va l'école. Potentiels et dangers de l'éducation communautaire dans le Sahel occidental; juillet 2000	P. Easton; C. Capacci ; L. Kane	L'incorporation du SL dans les systèmes formels d'éducation et la liaison entre les initiatives d'alphabétisation et les besoins des communautés en Afrique avancent lentement. Quelques gouvernements nationaux ont commencé à tester des approches communautaires non formelles de l'éducation avec un contenu en langues locales. Certaines de ces initiatives encouragent la participation communautaire dans les domaines de la planification financière, administrative et programmatique de l'éducation primaire et secondaire.	3
23.	Graines de la vie: Les femmes et la biodiversité agricole en Afrique; août 2000	P. Easton ; M. Ronald	Les femmes qui cultivent les semences au Kenya jouent un rôle critique dans la préservation des variétés génétiques et de la biodiversité agricole. Comparées aux pratiques agricoles traditionnelles du Kenya, les mono-cultures réduisent la diversité des stocks de graines et de la sécurité alimentaire. Reconnaître et comprendre le savoir des femmes dans ce domaines pourrait aider à renverser ces tendances.	3, 4, 6, 7

24.	Renforcer le savoir technique traditionnel: L'exemple du vin de canne à sucre	L. Ngula; B. Khonde; P. Charles; J.-J. Bazabana	En R.D. du Congo, les communautés transfèrent le savoir concernant le processus de production du vin de canne à sucre par le biais de l'apprentissage sélectif et informel et le partage du savoir. Seuls les anciens de la communauté et les femmes sont autorisés à participer au traitement final. L'analyse suggère que ce SL soit renforcé en le liant au savoir moderne de manière à obtenir une fourniture efficace et régulière de matériau brut, le développement et la commercialisation des produits.	6
25.	Mali: Savoir local – Mélanger l'ancien et le nouveau; octobre 2000	P. Easton; G. Belloncle	Une équipe de recherche au Mali qui évalue un programme permanent d'alphabétisation suggère l'implication des chefs traditionnels et des anciens de la communauté dans la promotion de l'alphabétisation. Le Ministère de l'éducation appuie l'utilisation des modules de formation-alphabétisation villageois qui mettent l'accent sur le contenu technique, l'évaluation des besoins, et la sensibilisation aux approches de résolution des problèmes fondées sur les SL.	3,8
26.	Médecine traditionnelle et SIDA ; novembre 2000	G. Bodekar; D. Kabatesi; R. King; J. Homsey	En proposant une «Solution africaine» pour lutter contre le SIDA en Afrique, cet article présente la nécessité d'intégrer la médecine traditionnelle aux efforts d'ensemble pour la prévention du VIH/SIDA et discute des manières dont le réseau de participants peut être amélioré en Afrique australe.	5,6
27.	Uganda: Technologie de l'information et développement rural; décembre 2000	S. Prakash	Le télécentre communautaire à objectifs multiples de Nakaseke a introduit de nouvelles technologies de l'information et des communications pour stimuler le développement rural en facilitant l'accès à l'information, aux ressources d'apprentissage, aux formations en logiciels, et en technologies de la communication, documenter les pratiques de cultures locales et améliorer les services de santé.	3,6
28.	Savoir et pouvoir locaux: Négocier le changement en Afrique de l'ouest; janvier 2001	P. Easton	Une étude d'évaluation des initiatives actuelles d'alphabétisation au Mali suggère que les projets d'alphabétisation échouent souvent à cause des facteurs suivants: Les participants ruraux avaient rarement l'occasion d'appliquer le savoir du Bambara écrit dans l'environnement rural; le gouvernement local et les services agricoles n'utilisent pas toujours la langue locale; les écoles dépendaient du français comme moyen d'instruction; et les opportunités de crédit ou d'investissement pour créer des entreprises locales sont rares.	6
29.	Les langues d'Afrique de l'ouest: Moyen et message; février 2001	P. Easton	Une analyse de la structure et du lexique de la langue Hausa suggère que la compréhension d'une langue locale peut être utile pour le processus de développement parce qu'elle reflète des expériences culturelles spécifiques.	3
30.	Le savoir local et le VIH/SIDA: Le Ghana et la Zambie; mars 2001	M. Naur	Une comparaison entre le Ghana et la Zambie identifie la responsabilité des gouvernements nationaux dans le développement des approches de formation en langues locales pour les guérisseurs traditionnels et des stratégies de communication et d'éducation spécifiques à la communauté pour répondre à la crise du VIH/SIDA.	3,6
31.	Malicounda-Bambara: La séquelle, le voyage d'une révolution locale; mars 2001	P. Easton	Après avoir établi des liens avec les anciens et d'autres membres de la communauté, les femmes Bambara ont réussi à abolir la pratique locale nuisible de la MGF dans leur communauté. Les femmes ont également réussi à faire de même dans d'autres communautés et d'autres pays par le biais des réseaux régionaux et d'initiatives locales.	3,4

32.	Guérisseurs traditionnels africains: l'économie de l'apaisement; mai 2001	K.L. Leonard	Malgré l'expansion de la médecine moderne, les guérisseurs traditionnels sont encore populaires en Afrique et reçoivent des honoraires comparables ou parfois supérieurs à ceux des praticiens modernes. Le contrat des guérisseurs traditionnels dépend du résultat et stipule qu'ils ne seront payés que s'il y a guérison», ce qui leur donne de la crédibilité et des motivations adéquates pour attirer un éventail de patients.	6
33.	Mozambique: Réparer les ravages de la guerre : Sociétés d'initiation et scolarisation communautaire; juin 2001	P. Easton; A. Mahade; Z. Ahmed	Au Mozambique, l'ONG «Enfants, famille et développement» a démontré que les efforts à base communautaire pour faire la fusion entre le contenu scolaire et le modèle traditionnel d'initiation, exécutés localement par les jeunes déracinés par le conflit armé, ont conduit à un taux plus élevé d'inscriptions dans l'enseignement secondaire et une plus grande participation des membres de la communauté à la réforme des programmes.	3
34.	Tanzanie: Communiquer le savoir local en agriculture; juillet 2001	A.H. Mgumia	Le Projet de développement agricole des montagnes Uluguru travaille avec les cultivateurs pour documenter et diffuser leur savoir auprès des autres cultivateurs de la région. La recherche multidisciplinaire dépend de la production d'informations adéquates pour l'éducation et la communication ainsi que pour le partage du savoir de cultivateur à cultivateur.	6
35.	Éthiopie: Médecine traditionnelle et la voie vers une meilleure santé; août 2001	J. Lambert	La déforestation, les cultures, le surpâturage, les incendies, l'érosion, etc., menacent les plantes médicinales et alimentaires ainsi que d'autres ressources naturelles qui nourrissent les populations de l'Afrique sub-saharienne depuis longtemps. La rareté croissante des espèces de plantes médicinales exige une reconnaissance immédiate de leur contribution vitale à la santé humaine et animale en Afrique. Les recommandations clés sont de fusionner les sciences modernes et le SL et de renforcer les capacités institutionnelles à préserver les pratiques de culture des plantes médicinales	6
36.	Érythrée: Le processus de saisie du savoir local; septembre 2001	K. Pidatala	Cette <i>Notes CA</i> décrit les efforts systématiques faits pour la documentation et la validation du savoir local sur l'ensemble des régions de l'Érythrée et recommande des formations individuelles et de groupe pour documenter et analyser le SL, avec la participation des institutions universitaires locales d'Érythrée.	6
37.	VIH/SIDA: Guérisseurs traditionnels, auto-évaluation communautaire, et responsabilisation; octobre 2001	M. Naur	Les guérisseurs traditionnels et le savoir local peuvent responsabiliser les communautés pour affronter les conséquences sociales du VIH/SIDA, et contribuer à l'affectation des ressources gouvernementales à l'utilisation la plus efficace. Par exemple, les efforts de mobilisation sociale en Afrique du Sud font ressortir l'importance des approches à base communautaire en matière de droits de la personne sur la base des principes d'éducation de Paulo Freire.	6
38.	Sénégal: La langue et la littérature locales comme entreprises à but non lucratif – L'histoire de ARED; novembre 2001	P. Easton; S. Faberberg-Diallo	Le manque de littérature locale est une contrainte majeure pour la réussite des programmes d'alphabétisation. Le mouvement Pullar de sensibilisation littéraire et culturelle démontre que la demande pour des textes en langue Pullar s'accroît. La documentation produite en langues locales comprend des manuels d'alphabétisation et d'apprentissage du calcul; des romans et d'autres types de littérature; des traités sur le SL et les pratiques religieuses et des textes de formation en gestion.	3
39.	Burkina Faso: Intégrer les prévisions pluviométriques traditionnelles et scientifiques; décembre 2001	C. Roncoli; K. Ingram; C. Jost	Cette <i>Notes CA</i> compare les méthodes traditionnelles et scientifiques de prévision pluviométrique et démontre que les cultivateurs s'appuient sur les deux approches, locales et modernes.	6,8



40.	Soins de santé maternelle en Ouganda rural: Mobiliser les systèmes de savoir traditionnel et moderne.	M.G.N. Musoke	Le Projet Services élargis ruraux et soins de soutien aux urgences extrêmes appuyé par le FNUAP a amélioré les services de référence pour les femmes enceintes en formant des sages-femmes traditionnelles, les équipant de talkie-walkies et en leur fournissant le transport et une source régulière de sang. Les taux de mortalité ont baissé de 50 pour cent en trois ans.	3, 4, 10
41.	Érythrée: Éliminer une pratique traditionnelle nuisible, février 2002	P. H. Wolff	La pratique de la mutilation génitale féminine est courante dans de nombreuses communautés africaines et, historiquement, les femmes qui l'ont subie la soutenaient souvent pour diverses raisons. L'expérience des forces de libération en Érythrée suggère qu'il est inefficace d'imposer des sanctions contre la pratique parce que cette approche a tendance à aliéner les communautés et à les forcer à continuer de manière clandestine. Il a été plus adéquat et plus efficace de travailler avec les sages-femmes traditionnelles et de les instruire des risques encourus pour la santé.	6
42.	Développer le savoir local en Afrique francophone – Examen de quatre nations; mars 2002	P. Easton ; E. Nikiema ; S. Essama	L'intégration du SL au développement est déterminée par la diversité ethnique, les politiques nationales et leur exécution, ainsi que par le rôle des ONGs. Les institutions locales (ex.. écoles) devraient jouer un plus grand rôle dans l'inclusion des activités de SL dans le contexte des efforts de participation et de décentralisation des gouvernements pour encourager l'intégration du SL pour de meilleurs résultats du développement.	4
43.	Les foires semencières rurales dans le sud de la Tanzanie – Pourquoi des foires semencières rurales dans la zone sud? avril 2002	O.K.K. Mponda; E.M. Kafiriti	Les foires semencières rurales en Tanzanie aident à établir un réseau de chercheurs, d'agents d'encadrement, de petits cultivateurs, d'éleveurs et de producteurs nationaux de semences. Les avantages à court, moyen et long termes sont l'augmentation de la disponibilité des variétés de cultures, une meilleure coopération régionale, une augmentation de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire, un revenu plus élevé et plus d'échange du savoir local.	2,6
44.	Ouganda: La contribution des légumes locaux à la sécurité alimentaire des ménages; mai 2002	Rubaihayo, E.B.	Dans de nombreux pays africains, les légumes traditionnels produits surtout par les femmes dans les jardins potagers ou cueillis font partie de l'alimentation de base des ménages ruraux. Cependant, les politiques de sécurité alimentaire des ménages ne font pas ressortir leur culture. Les consommateurs urbains et ruraux bénéficieraient de la compréhension de leur impact sur la santé, l'économie locale et l'environnement.	4,6
45.	Utiliser le savoir local pour augmenter la productivité agricole: un exemple de l'Inde; juin 2002	S. Prakash	Les cultivateurs ont collaboré pour accroître la productivité agricole dans le Projet de Récupération des terres sodiques qu'ils ont lancé en Uttar Pradesh. S'appuyant sur leurs propres expériences, ils ont récupéré les terres sodiques pour les cultiver de nouveau. En conséquence, l'intensité des cultures a été multipliée, les activités économiques se sont élargies, les taux de salaires ont doublé, l'émigration a baissé et la valeur des terres a augmenté.	4,6,7
46.	Gérer les ressources naturelles sur la côte du Mozambique: Le rôle des mythes et des rites; juillet 2002	P. Easton ; F. Dava ; Z. Ahmed	Le Mozambique est riche en ressources naturelles mais l'urbanisation, la chute des prix agricoles, la récession économique et les changements climatiques sévères affectent la durabilité des ressources naturelles. Les institutions locales, les réglementations informelles, les mythes et les rituels ainsi que le système collectif de gestion ont été critiqués pour la gestion des ressources naturelles. Un cas réussi est celui de la gestion des colonies denses de moules par le biais d'une combinaison de supervision familiale et de suivi de la part du conseil communautaire. Ce cas fait ressortir	3,7

		des différences significatives entre les approches locales et «modernes» à la GRN.		
47.	Utiliser le savoir local sur le (de) <i>Jatropha</i> : Utilisation de l'huile de curcas <i>Jatropha</i> comme matériau brut et comme combustible; août 2002	R.K. Henning	L'initiative de la plante « <i>Jatropha Curcas</i> » encourage le développement économique, écologique et énergétique. L'initiative propose de préserver le savoir local et la pratique des utilisations multiples de <i>Jatropha</i> pour la lutte contre l'érosion, l'amélioration des sols, la réduction de la pauvreté et la promotion des énergies renouvelables en appuyant les femmes en tant que détentrices de savoir.	6
48.	Éthiopie: Le potentiel de l'assurance sociale traditionnelle pour financer les soins de santé; septembre 2002	D. Haile	L'« <i>Eder</i> » est une institution communautaire établie qui sert de «mécanisme de financement social» en Éthiopie. Dans de nombreuses zones rurales, l' <i>Eder</i> fournit l'assistance médicale aux familles locales. Ces institutions à but non lucratif s'appuient sur les principes de solidarités, d'amitié et d'assistance mutuelle, fournissent des motivations pour y participer et assurent le respect de certaines normes communautaires.	6,7
49.	Expérimentations de cultivateurs: Une technologie auto-développée ; octobre 2002	R. Bunch; M. Canas	L'Association des conseillers pour une agriculture durable, écologique et fondée sur les populations documente le nombre important et significatif d'innovations technologiques de la part des cultivateurs. Cette <i>Notes CA</i> décrit le type de technologies que les cultivateurs expérimentent; celles qui réussissent; et quelle sorte de réseau de cultivateurs et d'appui en matière de commercialisation est nécessaire.	6,8
50.	Érythrée: Responsabilité collective pour les orphelins de la guerre ; novembre 2002	P.H. Wolff	Les réseaux communautaires locaux qui peuvent se charger des orphelins et des enfants démunis ont été détruits durant les années de conflit en Érythrée. Cette <i>Notes CA</i> discute de l'importance des «filets de sécurité à la base» pour les enfants et l'initiative sur l'ensemble du pays de l'Agence des services sociaux. L'initiative fait ressortir les réunifications des orphelins de la guerre avec leurs familles élargies. Le plan appuie la création de maisons de groupe pour les enfants dont les familles ne peuvent pas être localisées.	9
51.	La médecine traditionnelle à Tanga aujourd'hui – Les mondes ancien et nouveau se rencontrent; décembre 2002	D. Scheinman	Les guérisseurs traditionnels, les médecins modernes, et les agents de santé ont créé le groupe de travail de Tanga sur le SIDA. L'ONG s'appuie sur le savoir médicinal local et moderne pour affronter le VIH/SIDA. Les herboristes locaux ont développé des traitements abordables et efficaces pour les maladies opportunistes du VIH/SIDA. Le TAWG recherche la collaboration internationale pour la validation scientifique des plantes médicinales.	4,5,6,8
52.	Éthiopie: Une compréhension qualitative du savoir traditionnel et de l'utilisation des plantes médicinales locales; janvier 2003	H. Fassil	Une étude menée en Éthiopie a cherché à comprendre la répartition traditionnelle locale du savoir lié à la santé et aux utilisations de diverses plantes médicinales parmi les hommes et les femmes dans les communautés rurales. Le SL réside non seulement auprès des guérisseurs professionnels traditionnels mais aussi auprès des femmes qui sont les premières à fournir les soins de santé à leurs familles. L'étude appelle à une approche communautaire et multidisciplinaire de recherche sur ce sujet.	6
53.	L'économie du savoir local africain; février 2003	H. Nwokeabia	Le manque de motivations pour les guérisseurs individuels et les traditions ont conduit à un faible niveau de partage du savoir au sein des communautés locales et, donc, à des processus d'innovation lents. Le coût d'opportunité, la rupture de secrets, la rente tirée du monopole, l'innovation et la découverte déterminent les décisions des guérisseurs traditionnels lorsqu'ils pensent à partager leur savoir.	2

54.	Pratique de la médecine traditionnelle en Ouganda contemporain; mars 2003	A. Weisheit ; M. Moses	Les auteurs proposent une intégration plus accentuée de la médecine traditionnelle au système public de santé primaire et un appui pour son développement. Les stratégies clés proposées sont: la conservation des plantes médicinales rares et l'échange d'informations; le développement de cadres juridiques et institutionnels pour l'intégration des pratiques traditionnelles aux pratiques conventionnelles de santé; la standardisation des produits; la transformation et l'emballage; et la formation des guérisseurs traditionnels comme éducateurs communautaires.	5,6
55.	Savoir local: L'échange d'apprentissage Afrique de l'est -Asie du sud – Un exemple de coopération Sud-Sud; avril 2003	S. Prakash	Un partenariat Afrique-Asie soutenu par la Région Afrique de la Banque mondiale dans un effort pour documenter et diffuser le savoir local sur l'ensemble des communautés et des régions. Les leçons tirées sont intégrées aux projets des participants.	6
56.	Ghana: kanye Ndu Bowi – Un contexte philosophique local pour la gestion des conflits; mai 2003	B.K. Fred- Mensah	Malgré les conflits permanents, la communauté «Buem» maintient l'harmonie au sein de son système social par le biais d'un système de résolution des conflits qui impose des récompenses et des sanctions intrinsèques. La recommandation principale est de synthétiser les aspects pertinents des interventions modernes et locales de gestion des conflits.	9
57.	Droits culturels pour la législation sui generis du Zimbabwe; juin 2003	C. Frommer	L'étude des ressources génétiques des plantes et du savoir médicinal traditionnel fait ressortir le rôle du savoir local et la manière d'y accéder, de le préserver, de l'utiliser, de le partager et de l'évaluer de manière coutumière et non coutumière en Afrique.	6
58.	L'approche des femmes à la base pour le renforcement des capacités; juillet 2003	P. Shroff- Mehta	Une femme cultivatrice et éleveuse de bétail contribue à la transformation des activités économiques et des stratégies génératrices de revenu pour son village et ses environs à Gujarat, en Inde. L'exemple de son entreprise florissante locale d'élevage du bétail démontre sa compréhension du contexte communautaire, des besoins et des contraintes, ainsi que son aptitude à trouver des solutions uniques et durables; et le renforcement des capacités communautaires en faisant la liaison entre les savoirs local et externe.	2, 4, 6
59.	Adzina: Un système local de jugement par jury à la frontière entre le Ghana et le Togo; août 2003	B.K. Fred- Mensah	<i>Bate Kate</i> et <i>Adzina</i> sont des mécanismes institutionnels développés par les communautés locales dans la zone traditionnelle des Buem au Ghana. Ils représentent un système local de jugement par jury à la frontière entre le Ghana et le Togo avec ses propres dimensions procéduriers, institutionnelles et communautaires de règlement des différends et de résolution des conflits. La présence et les interventions des anciens membres de la communauté avec leur « sagesse surnaturelle» et les opinions des membres de la communauté sont essentielles pour l'arbitrage et la résolution des différends civils et criminels.	9
60.	Contraintes institutionnelles pour la promotion du SL: Accès communautaire aux réseaux sociaux et aux institutions formelles; septembre 2003	P. Shroff- Mehta	L'analyse de seize études de cas d'innovateurs communautaires montre la manière dont ils surmontent la famille/la communauté, les contraintes saisonnières et institutionnelles, et présente leur stratégie principale: collaboration avec les réseaux sociaux que représentent les ONG, les agences du gouvernement, les institutions universitaires et les autres communautés de la région.	2

# Systemes de connaissances autochtones en Afrique subsaharienne

*Cet article est une version considérablement modifiée par Paula Donnelly-Roark, ancienne expert en développement social, Région Afrique, Banque mondiale.*

**Notes CA 1**  
**Octobre 1998**

Les populations rurales d'Afrique ont toujours su sauvegarder les institutions et systèmes de connaissances autochtones, réussissant ainsi à maintenir un certain degré d'autosuffisance. Ce pouvoir mesurable, est basé sur leur capacité à résister à ce qui ne leur donne pas voix au chapitre. De récents rapports de bailleurs de fonds, analysant l'échec de projets des vingt dernières années, afin de pouvoir entreprendre des actions soutenues pour changer les choses de manière positive, en réduisant les niveaux de pauvreté en Afrique, ont tendance à corroborer cette thèse. Ces échecs ne se sont pas produits parce que les bailleurs de fonds manquaient d'engagement ou parce que les communautés africaines manquaient d'intérêt, mais plutôt parce que la prise en compte de l'avis de ces dernières, ainsi que leur implication et leur contrôle, étaient considérés comme faisant partie des objectifs, plutôt que du processus du développement.

Ce pouvoir des populations rurales à résister les projets de développement qui les considèrent de cette manière, c'est à dire qui les y inclue uniquement en tant que "bénéficiaires" et non en tant "qu'acteurs", est considéré comme n'ayant pas permis l'expansion de leur base de ressources, laquelle est devenue de plus en plus fragile et s'est détériorée en termes d'économie et d'environnement. En dépit de ces problèmes presque paralysants, de nombreux groupes et personnes partout en Afrique, croient que des développements positifs peuvent se produire, mais seulement si les gens eux-mêmes *gardent le contrôle* de leurs ressources, économies et culture. Cette capacité au contrôle local se manifeste seulement lorsqu'on permet aux gens de travailler, et de développer et changer leurs propres institutions et systèmes de connaissances, à partir de l'intérieur. Ainsi, les opportunités d'allier systèmes de connaissances autochtones et conservation des ressources naturelles sont multiples ó mais les dangers aussi.

L'opportunité est constituée par la possibilité de travailler de l'intérieur et de développer ainsi des initiatives en matière de ressources naturelles susceptibles d'être étendues, qui soient congruentes avec les institutions et systèmes existants, et donc durables. Le danger est que les composants, ou extrants, des systèmes de connaissances autochtones óidentification de plans, ou de méthodes de plantation par exempleó puissent être identifiés sans prendre en considération d'autres composants que sont les règles et les rôles, qui ne sont pas moins importants, même s'ils ne sont pas visibles aux personnes extérieures. Lorsque cette incorporation se produit, les facteurs d'appropriation óessentiels

pour à la fois la durabilité et l'autosuffisance commencent à disparaître et les populations locales se trouvent alors encore plus dépouillées de leur héritage en matière d'autosuffisance.

C'est le propos de cet article que de tenter de définir brièvement quelques-uns de ces dangers pour qu'ils puissent être évités ; ainsi que quelques-unes des opportunités pour qu'elles puissent être mieux développées.

### **Définir jusqu'où nous sommes arrivés**

Durant les 40 dernières années, la communauté du développement international a d'abord opéré sur la base de modèles entrée-sortie ("input-output"), qui devaient permettre un transfert rapide et efficace des biens et des entités structurelles, considérés comme les éléments clés du développement économique et social d'un pays. Cependant, l'échec de ces programmes et institutions pour atteindre la durabilité et l'efficacité que l'on considérait comme étant les conséquences de l'application du modèle entrée-sortie, a sérieusement remis en question l'efficacité de cette approche. Cette réalité nouvelle a donné la possibilité de changer de paradigme : on est passé des approches mécanistes du sommet vers la base, concernées en premier lieu par le développement économique, à des approches participatives dynamiques, concernées par toutes les facettes du développement humain. L'intérêt de ce changement de paradigme est que non seulement il fournit de nouvelles solutions, mais il permet aussi une perception nouvelle de ce que sont les problèmes.

L'élément clé qui permet de comprendre jusqu'où nous sommes arrivés en adoptant ces nouvelles perceptions, est de déterminer le degré de changement pour ce qui concerne la définition même des problèmes. Ici, la "nécessité de la durabilité" a accompli ce que les concepts "d'équité" et de "besoins humains de base", malgré les efforts de plusieurs dizaines d'années, ont été incapables de produire. C'est à dire, convaincre que le développement participatif axé sur l'humain, est non seulement préférable du point de vue de la justice sociale, mais aussi nécessaire dans une perspective d'efficacité. Cependant, le consensus qui est en train de se former, concernant la définition de la nature des problèmes, ne signifie pas qu'il y ait accord sur ce qu'il faut faire pour résoudre ces problèmes. En fait, un tel accord n'existe pas.

Le danger est ici de deux types. Premièrement, ceux qui depuis des dizaines d'années ont demandé que ces changements soient effectués, pourraient continuer à assumer qu'il n'y a pas eu de succès parce qu'il n'a pas été

total, ne réalisant pas que si les politiques liées aux modèles entrée-sortie n'ont sans doute pas encore changé, des "voix" ont cependant réussi à se faire entendre en faveur de l'adoption d'approches alternatives. L'autre danger est d'assumer que parce qu'un consensus est en train de se former sur ce qu'est la nature des problèmes, il y aura un accord similaire sur la manière de les résoudre. Ainsi, il semble qu'aller de l'avant soit tributaire de deux choses qu'il faut bien garder à l'esprit : d'une part, puisque des "voix" ont réussi à se faire entendre et que les gens écoutent et sont prêts à collaborer, des efforts accrus doivent être faits pour déterminer comment faire les choses; d'autre part, les modalités pour des "comment faire" pilotes, ne peuvent assumer que les gens qui à présent sont d'accord sur ce qui a besoin d'être changé ont des vues similaires sur la manière de le faire. Ainsi, ces initiatives pilotes impliquant systèmes de connaissances et institutions autochtones, devront définir clairement le cadre conceptuel ainsi que les implications en termes de pouvoir/contrôle, pour que les différences de perceptions et d'approches puissent être reconnues, examinées et discutées, plutôt que d'être ensevelies sous une montagne d'arguments rhétoriques.

### **Les présomptions font la différence**

Concernant la manière d'aborder le changement, ce qui fait la différence est la manière dont on considère le développement économique et social ; c'est à dire, essentiellement, comme pouvant être initié soit de l'intérieur, soit de l'extérieur. La communauté internationale du développement et les gouvernements africains, avec leur préférence de longue date en faveur des modèles entrée-sortie, ont évidemment opté pour les modes et modèles initiés de l'extérieur. Lorsque la notion de durabilité a commencé à conduire à l'appropriation par les participants et à la responsabilité qui en découle, les initiatives en matière de participation sont devenues de plus en plus populaires. Ici, il faut noter pourtant que les organisations des bailleurs de fonds ont souvent assumé que les processus de participation devaient être utilisés pour amener des groupes marginalisés à intégrer les systèmes économique et culturel de type occidental. Ceci, essentiellement, ne remet pas en question les présomptions concernant la nécessité de provoquer le changement à partir de l'extérieur, et n'incite pas à la réflexion sur le sujet.

La possibilité que les institutions autochtones soient qualifiées de "coutumières" ou "informelles" puissent constituer une base pour un changement initié de l'inté-

rieur, a été rarement exploré. Cependant, l'attention particulière récemment accordée par la communauté du développement aux notions de renforcement des capacités et des institutions, a entraîné une réévaluation de l'efficacité de ces institutions. Mamadou Dia par exemple, dans une étude intitulée "Why culture matters" (1991), (pourquoi la culture est importante) considère que la reconnaissance et l'utilisation des institutions mêmes de l'Afrique, sont essentielles au progrès futurs du continent. Une autre étude régionale du même auteur ; "La Gestion en Afrique dans les années 90 (GALA90)" avait été conçue pour analyser l'efficacité de l'utilisation des institutions et pratiques autochtones, en particulier en matière de gestion et d'organisation. Les résultats de ce travail de recherche démontrent effectivement combien la culture et les institutions autochtones sont importantes, car elles peuvent avoir une influence positive sur la gouvernance, en mettant l'accent sur les processus participatifs, permettant d'augmenter la productivité de manière culturellement congruente et de mettre en œuvre des stratégies de croissance plus équitables. L'étude montre aussi qu'il existe une déconnexion croissante entre les institutions formelles et les sociétés civiles africaines.

Le danger qui se présente ici, est de rendre involontairement plus complexe le degré actuel de déconnexion. Ceci est une réelle possibilité si des tentatives sont faites d'utilisation des systèmes de ressources naturelles autochtones, sans éviter explicitement les modèles extérieurs de changement, aux niveaux micro et macro. Par ailleurs, bien qu'il existe de nombreuses opportunités pour les nécessaires activités de reconnection et d'expansion des systèmes de connaissances indigènes, il faut, pour que cela réussisse, un changement des cadres conceptuels. Ce travail sera, dans une large mesure, un travail complexe de pionnier.

### **Distinguer entre les différentes stratégies de participation**

Les approches utilisées pour réaliser la participation à la base sont multiples et diverses, en ce qui concerne leurs objectifs, stratégies opérationnelles et résultats. L'évaluation des niveaux de contrôle et de la durabilité qui en résulte, fournit des critères de participation permettant de distinguer l'action du discours. Cette catégorisation fournit à son tour une typologie aux organisations qui facilitent ces activités, permettant de mesurer honnêtement les initiatives de participation et les résultats. Cette capacité s'avère être de première importance lorsque les groupes décident de mettre de côté les modèles de déve-

loppement prescrits de l'extérieur et commencent à travailler à partir d'initiatives et d'institutions internes.

Pour créer des critères de base, les stratégies de participation sont divisées en quatre catégories principales. Elles sont ensuite classifiées en fonction du degré de pouvoir de contrôle que possèdent les acteurs/participants. Cette classification basée sur la mesure du transfert du pouvoir de contrôle, explique comment les différentes stratégies participatives fonctionnent et ce qu'elle peuvent accomplir des points de vue de l'acteur/participant et de "l'agent extérieur". Les stratégies et contrôles mettent l'accent sur :

#### *Stratégie de mobilisation*

Le projet d'action de développement est choisi et conçu par des éléments extérieurs, habituellement par des spécialistes de l'organisme de financement ou du gouvernement, avant que les personnes concernées ne s'impliquent. Ensuite, les responsables du programme "mobilisent" les "bénéficiaires ciblés", pour qu'ils appuient, collaborent avec, et adoptent les décisions prises. Cette stratégie laisse tout le contrôle à l'agent extérieur.

#### *Stratégie de développement des communautés / institutions*

Des enquêtes sociales sont faites ou des réunions sont tenues afin de mieux appréhender les perceptions communautaires/institutionnelles, concernant un problème spécifique qui a été identifié comme une contrainte au développement. Les groupes locaux peuvent alors être impliqués, en utilisant des techniques participatives pour planifier et mettre en œuvre des solutions à un problème. Les acteurs/participants partagent certaines tâches de contrôle avec l'agent extérieur. Les décisions concernant la nature de ces tâches sont prises à l'extérieur.

#### *Stratégies de responsabilisation*

Les groupes créés à partir des communautés, souvent assistés d'un facilitateur extérieur, initient un processus d'apprentissage/responsabilisation qui leur permet de définir leurs propres buts et objectifs. Ils évaluent aussi les implications des options existantes, et décident des actions à entreprendre pour réaliser ces objectifs et en assument la responsabilité. La stratégie de responsabilisation place le contrôle entre les mains des acteurs/participants, qui revendiquent leurs droits et responsabilités.

Pour obtenir des résultats durables, la question critique est : *Qui assume le contrôle ?* La stratégie de "mobilisation" donne le contrôle uniquement aux gestionnaires de projets, et est ainsi facile à initier et à gérer. Mais,

comme le contrôle local est minimal, cette approche engendre rarement la durabilité. Le “développement communautaire” et les stratégies d’organisation”, laissent un certain degré de contrôle aux participants et sont par là même capables de générer des niveaux adéquats de durabilité. Ceci est possible seulement si (a) les processus de gestion des projets sont en accord avec les styles autochtones, et (b) si les résultats du projet répondent à un besoin pressant de la communauté, tel que par exemple l’amélioration du système d’adduction d’eau. Les stratégies de “responsabilisation” permettent aux participants de créer et concevoir leurs propres initiatives et de les réaliser, mettant ainsi un maximum de contrôle et de responsabilité entre les mains des participants, avec en conséquence des niveaux élevés de durabilité locale. Mais, un contrôle maximum peut aussi accroître la marginalisation.

Chacune de ces stratégies de participation, outre leur quotient de contrôle, possède ce qu’on pourrait appeler une “intention d’action”. En sélectionnant une stratégie, il est essentiel de clarifier cette intention d’action de base. L’élément essentiel pour le succès d’un projet est de comprendre comment l’intention d’action est préservée ou dénaturée durant la phase de réalisation. Les stratégies de mobilisation utilisent seulement certains éléments spécifiques du processus participatif pour *consulter* ; la communauté et les stratégies d’organisation l’utilisent pour *négocier* ; et les stratégies de responsabilisation pour *créer l’autonomie*. Comprendre l’intention d’action des diverses stratégies de participation, ainsi que les subtiles mais cri-

tiques différences entre elles, peut aider à décider où le locus de régulation doit être placé pour une durabilité maximum, et comment l’y maintenir.

Le danger ici est que pour travailler effectivement avec les systèmes de connaissances indigènes, les stratégies de négociation et de responsabilisation doivent être utilisées et soutenues pendant de longues périodes, non seulement au niveau de la base, mais également à celui des politiques. Soutenir l’un ou l’autre de ces modes, sans revenir aux niveaux de consultation est des plus difficile. Par ailleurs, l’opportunité est constituée par le fait que la nécessité de cet objectif engendrera une bien meilleure connaissance du “savoir comment”, ce qui facilitera beaucoup les tâches à accomplir dans ce domaine.

## Conclusion

En résumé, les approches participatives nécessaires pour travailler effectivement avec, plutôt que contre les systèmes de connaissances autochtones, ne rendent pas l’analyse plus facile, ou conduisent automatiquement à des solutions simples. Cependant, ces processus participatifs saisissent la complexité et l’interdépendance des problèmes. Ils fournissent une esquisse des processus de résolution des problèmes nécessaires pour des solutions durables. Plus important encore, c’est un bon premier pas que de remettre en charge du développement africain les forces intérieures plutôt qu’extérieures.

## *Étude de cas du Zimbabwe*

# **Les systèmes de connaissances autochtones durables en agriculture dans les zones rurales de Matabele et des Provinces du Nord et du Sud du Zimbabwe**

*Cet article a été écrit par Harold Sibanda, responsable de la planification à l'Organization of Rural Associations for Progress in Bulwayo, Zimbabwe.*

**Notes CA 2**  
**Novembre 1998**

Cette étude est une recherche sur les systèmes de connaissances en agriculture dans les zones rurales du Zimbabwe, concernant en particulier les méthodes de culture pratiquées à Tonga dans le district de Binga dans le Matabeleland de la Province du Nord, et l'élevage dans la tribu Kalanga du district Plumtree dans le Matabeleland de la Province du Sud. L'étude visait à découvrir quelques-unes des connaissances que les peuples autochtones utilisaient pour survivre dans les dures conditions physiques et climatiques de la région. Les objectifs spécifiques dans les districts de Binga et Plumtree étaient : (i) connaître les implications socio-politiques, religieuses, économiques et en matière d'environnement des systèmes de connaissances autochtones (SCA) en agriculture ; (ii) identifier et analyser les méthodes de gestion des ressources naturelles ; et (iii) évaluer la valeur et les limites des SCA en agriculture.

### **Méthodologie**

L'information fut collectée après un examen de la littérature sur le sujet, des interviews des fermiers, des visites sur le terrain, des discussions de groupe et l'utilisation de chercheurs basés dans les villages. Ces derniers ont préparé les communautés pour les études de terrain et ont agi en tant que facilitateurs durant les discussions. L'étude sur le terrain dans le district de Binga à Kamaziyo a permis de visiter 40 maisons, et à Plumtree, à peu près une centaine.

### **Utilisation des ressources**

Dans le district de Binga, les hommes contrôlent les ressources familiales et ils doivent faire en sorte que ces ressources soient bien distribuées et utilisées. Ces ressources comprennent la terre, l'eau, la végétation, le bétail et le travail familial. La terre est distribuée aux nouvelles familles par le chef de la zone qui, en consultation avec d'autres anciens, distribue la terre pour s'y installer et pratiquer l'agriculture. La gestion des ressources en terres dans le district de Binga est faite par les comités de développement de villages, mis en place par les pouvoirs publics dans les années 1980.

Les résidents du district de Plumtree pratiquent surtout l'agriculture de subsistance et l'élevage. Bien que le bois soit abondant, ils considèrent que cette ressource n'est pas utilisée plus effectivement pour générer des emplois et des



revenus. Ce bois est utilisé principalement pour la construction de maisons et de barrières.

### Pratiques SCA

Les SCA existent dans les deux domaines et permettent toujours aux gens de pratiquer l'agriculture où compris la préparation de la terre, la sélection des grains, la plantation, la récolte, ainsi que le stockage des grains et la gestion du bétail. Une des caractéristiques des pratiques SCA au Kalanga était le savoir en matière d'herbages et de sols pour l'allocation des terres de pâturage. C'est ainsi que les chefs de famille se retrouvaient chaque printemps chez le chef pour discuter des arrangements concernant les pâturages pour la saison. Le commencement et la fin des périodes de pâturage sur des terres spécifiques étaient aussi établis. Les chefs des pasteurs et les chefs de kraal assurent ensuite le contrôle de l'observation de ces règles. Les communautés Binga autant que Plumtree valorisaient trois éléments du SCA. Premièrement, le savoir constitue un pouvoir. Les gens qui étaient restés à Plumtree pendant un certain nombre d'années, connaissaient le rythme des pluies et quand il fallait planter pour obtenir de meilleures récoltes. La deuxième valeur du SCA était celle d'une base de connaissances qui détermine l'offre et la distribution de la nourriture, ainsi que la division du travail. La troisième importance du SCA était attribuée à l'offre continue de ressources pour la survivance.

### Conclusions

Au cours de ses recherches sur le terrain, l'auteur a découvert la valeur que les communautés autochtones accordent aux SCA. Les Tongas aussi bien que les Kalangas accordent de la valeur aux SCA en tant que base du savoir, pour déterminer la production de nourriture et la division du travail entre les sexes et les groupes d'âge, et en tant que facteur de survie de la communauté. Il recommande que les SCA soient en complément, plutôt qu'en compétition avec les systèmes de connaissances occidentaux dans la mise en œuvre des projets. Les enseignements pour les organisations de développement devraient être de procéder d'abord à des enquêtes sur ce que les autochtones savent et possèdent, puis qu'elles développent et améliorent les technologies autochtones.

Dans le district de Plumtree, les gens ont indiqué que les sécheresses périodiques et le manque d'herbes dans

les zones de pâturage, ont rendu difficile la rotation des pâturages telle que pratiquée traditionnellement. L'occidentalisation est aussi considérée comme posant un danger aux SCA. Les habitants du district de Binga ont fait remarquer que les méthodes de culture autochtones ont été remplacé par des méthodes occidentales ; les cultures traditionnelles ont été remplacé par des cultures de rapport.

Un des facteurs qui jouent contre les SCA est le manque de documentation. Les connaissances africaines concernant les plants locaux et leurs noms africains sont en train de disparaître rapidement. Les SCA sont aussi limités par leur manque d'explications en termes de procédures scientifiques ayant fait leurs preuves. On entend seulement dire qu'il est tabou de faire certaines choses. Les SCA sont aussi dans une position précaire parce qu'ils dépendent de ceux qui possèdent les connaissances de bien vouloir les partager avec d'autres. Ils sont aussi considérés par les jeunes comme étant obsolètes et dépassés, comparés aux connaissances et pratiques culturelles occidentales.

L'étude recommande de :

- Créer des programmes permettant d'apprécier les SCA et leur rôle dans la gestion de l'utilisation des ressources.
- Faire des recherches, documenter, disséminer des informations détaillées sur les SCA.
- Promouvoir et transférer les SCA à d'autres domaines ayant des caractéristiques similaires. Organiser des visites d'échanges entre groupes travaillant sur des projets similaires, est une manière de réaliser cela ; ainsi que la tenue d'atelier de travail sur des questions importantes concernant les SCA.
- Publier la littérature sur les SCA, en particulier dans les langues locales des communautés ciblées.
- Former les employés des organismes du développement, en particulier ceux qui travaillent directement avec les communautés locales.
- Renforcement des capacités et dotations de pouvoirs des communautés locales pour une reconnaissance de la valeur des SCA. Promouvoir ces systèmes en utilisant les réunions traditionnelles des communautés ; par la formation en recherche, documentation et dissémination des SCA ; et grâce à l'appui du secteur formel pour que les communautés locales développent elles-mêmes les SCA.

# Les femmes sénégalaises refont leur culture

*Cet article est basé sur un travail de recherche effectué par des chercheurs sénégalais avec l'appui et la supervision technique de Peter Easton.*

## **Notes CA 3** **Décembre 1998**

Bien qu'ayant abrité la capitale de l'Afrique occidentale française, le Sénégal, comme d'autres pays du Sahel, reste à prédominance rurale. Tandis que 62 % des habitants résident dans les zones rurales, plus de 85% des richesses sont concentrées dans les centres urbains. Comme dans de nombreux pays, les personnes désavantagées sont surtout les femmes et les filles. En 1995, le taux d'alphabétisation des femmes pour tout le pays, était à peine plus de la moitié de celui des hommes (23% comparé à 44%), et la différence était encore plus accentuée dans les zones rurales. OSTAN, signifie littéralement "sortir de l'úuf" en wolof, langue parlée par la majorité des 7,9 millions de sénégalais. C'est aussi le nom d'une des nombreuses initiatives novatrices de développement rural et d'éducation des femmes, qui s'attaquent à la source de ce problème. Cette initiative est un programme d'apprentissage de 18 mois, qui combine l'éducation de base dans les langues nationales, avec les questions pratiques du développement, et offre aux populations rurales les ressources permettant d'améliorer leur niveau de vie, tout en les mettant plus en confiance quant au mode de vie qui est le leur. En plus de l'alphabétisation, ce programme offre aux participants les outils pour s'attaquer à des problèmes touchant la communauté, tels que la santé, l'hygiène et l'environnement. Le programme utilise six modules qui lient alphabétisation aux compétences nécessaires à la vie, en un processus hautement participatif de résolution des problèmes. TOSTAN maintient le lien entre éducation de base et développement rural, offrant aux adultes en apprentissage non seulement la possibilité d'apprendre à lire et à écrire dans leurs langues nationales, mais aussi les moyens de comprendre et de résoudre les problèmes locaux.

Il y a plusieurs années, l'organisation non-gouvernementale TOTSAN a répondu aux sollicitations des autorités de village à Malicounda, qui avait pu apprécier l'impact de ses programmes de formation des femmes dans les communautés voisines, et a aidé cette communauté Bambara du centre-ouest du Sénégal à créer son propre centre. Le programme a mis plus spécialement l'accent sur l'identification et la résolution des problèmes communs, et l'un des derniers modules de formation de la série, concernait les questions de santé et de sexualité des femmes. Sa popularité parmi les participantes rurales a brisé tous les records. Peu de temps après avoir terminé leur formation, les femmes nouvellement alphabétisées de Malicounda ont décidé que le problème auquel elles souhaitaient s'attaquer étaient la coutume de la circoncision féminine,

pratiquée depuis longtemps dans les communautés Bambara/ Mandigue et Pulaar. En s'informant sur les pratiques dans d'autres lieux et sur les effets de la circoncision sur la santé et la vie sexuelle des filles, elles ont développé tout un arsenal d'arguments qui a permis de convaincre le conseil du village d'abolir officiellement la pratique. Durant la période de mai à juillet 1997, période traditionnelle d'ablation génitale des jeunes filles, aucune opération de ce genre ne fut pratiquée à Malicounda pour la première fois dans l'histoire connue de la communauté.

TOTSAN et l'UNICEF ont appuyé les femmes en organisant la visite de vingt journalistes sénégalais pour les interviewer à propos de leur prise de position. Les femmes ont joué une pièce de théâtre pour les visiteurs, offrant une illustration des raisons pour lesquelles elles avaient pris cette décision, et indiquant les arguments qu'elles avaient utilisées avec d'autres villageois. La visite a fait de la publicité à cette question, mais a aussi attiré des critiques et quelques commentaires menaçants, émanant de communautés voisines du même groupe ethnique. Attristés, mais n'ayant pas renoncé, les membres du groupe de Malicounda décidèrent d'envoyer une délégation à deux villages voisins, pour y convaincre les femmes de l'importance de la décision locale d'abolir la mutilation génitale.

Dans l'un de ceux-ci óla communauté de Ngerin Bambaraó les femmes qui venaient de terminer le programme Tostan, ont décidé de prêter le "serment de Malicounda". La présidente de leur association de femmes, elle-même la fille d'un des "circonciseur" traditionnel, avait fait savoir que sa propre fille avait subi une sérieuse hémorragie pendant l'opération et qu'il était temps de changer.

Les habitants de la seconde communauté, Ker Simbara, ont décidé qu'ils ne pouvaient mettre un terme à la pratique sans consulter les proches des villages voisins. Ainsi, pendant huit semaines, deux hommes qui avaient pris part au programme TOSTAN óun facilitateur du programme et un Imam de 66 ans (chef religieux musulman)ó ont voyagé de village en village pour discuter avec les habitants des effets négatifs de la circoncision féminine. Au début, ils craignaient d'être chassé de nombreuses communautés. Au lieu de cela, ils ont découvert que les nouvelles de Malicounda ouvraient les portes et les cœurs, et ils prirent connaissance d'histoires choquantes de la part de femmes, parlant pour la première fois de ce qu'elles avaient enduré.

Les hommes retournèrent convaincus de l'importance de ce qu'ils avaient entendu et de ce qu'ils étaient en train de faire. Ils assistèrent les femmes de Malincounda, Ngerin

et Ker Simbara à organiser une conférence inter-villages à Diabougou pour tous ceux qui étaient intéressés. En février 1998, trois représentants óle chef du village et deux représentantes des femmesó de treize villages différents se sont rencontrés pendant deux jours pour discuter du problème et élaborer la "Déclaration de Diabougou", un engagement de la part de 8 000 villageois de cesser désormais la circoncision des filles.

Des échos de cette initiative atteignirent la région de la Casamance au sud du Sénégal, où les habitants d'un autre groupe de villages óappartenant tous au lignage Pulaar, un groupe ethnique pratiquant la circoncision génitale sur 88% des fillesó se sont réunis pour une conférence et une déclaration similaire. Des représentants de 18 communautés, des travailleurs de santé et des Imams très respectés de Medina Cherif ont assisté à leur conférence. Ils ont assuré que la religion musulmane ne demande pas la circoncision féminine et garantie aux femmes des droits à la santé et à la dignité humaine. De nombreuses femmes ont parlé du mal que cette pratique occasionne. L'une d'entre elles s'est lamentée sur la mort de ses deux filles après l'opération, et une femme qui pratique la circoncision traditionnelle a admis qu'une fille était morte dans son village à la suite de cette pratique. D'autres femmes ont parlé de problèmes rencontrés lors d'accouchements et de relations sexuelles douloureuses. Le groupe a conclu sa réunion en faisant sa propre déclaration de renonciation à la pratique. L'initiative a continué à se divulguer. Au commencement du processus, le président Abdou Diouf du Sénégal luimême a proposé "le serment de Malincounda", en tant que modèle à adopter par la nation. Une conséquence de la réunion de la Casamance est que les femmes de la région de St. Louis du Sénégal se sont aussi mises à la préparation de leur propre réunion inter-villages, qui doit se tenir en février 1999. Le type "d'apprentissage actif" promu auprès des femmes par le programme au Sénégal, semble avoir suscité un changement culturel d'envergure. Des éléments qui contribuent au succès de TOSTAN en matière d'éducation et de développement durable sont examinés plus bas.

## Problèmes

*Racines culturelles.* Avec l'utilisation des langues nationales, la grande importance accordée à la culture africaine, constitue la fondation du programme d'éducation TOSTAN, démontrant la profonde et concrète relation existant entre culture et éducation.

*Langues nationales.* Bien que le français soit la langue nationale du Sénégal, le gouvernement encourage de plus

en plus l'utilisation des langues locales dans les programmes d'alphabétisation, reconnaissant le fait qu'apprendre est plus facile et plus effectif dans le domaine affectif de sa propre langue et est plus à même de faciliter la transition vers les langues internationales. Apprendre dans la langue maternelle inspire la fierté, permet aux femmes de s'exprimer chez elle et dans leurs communautés, encourage les hommes à investir dans leur communauté plutôt qu'à émigrer dans les villes. Cela permet également d'éliminer les tiraillements souvent ressentis dans leur foyer par les enfants instruits uniquement en français, facilitant par là même la communication et la solidarité entre les générations.

*Résolution des problèmes.* Il s'agit d'une composante fondamentale du programme qui fournit une forte motivation pour l'alphabétisation. Les compétences enseignées durant ce processus à cinq étapes sont (i) identifier et analyser le problème ; (ii) étudier les solutions adaptées basées sur la disponibilité de ressources financières, matérielles et humaines, ainsi que sur le facteur temps ; (iii) planifier la solution : qu'est ce qui doit être accompli ? quand les diverses phases doivent-elles être achevées ? qui est responsable ? quelles sont les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires ? quels sont les obstacles possibles ? (iv) mettre en œuvre les solutions retenues ; (v) évaluer les résultats : Est-ce que le problème a été résolu ?

*Participation.* TOSTAN a été développé avec des villages, dans le cadre d'un processus hautement participatif d'une durée de dix ans. Les modules étaient basés sur les récits, proverbes, chansons et traditions culturelles de chaque lieu, rassemblés en voyageant d'un village à l'autre, en écoutant et enregistrant la tradition orale. Les méthodes d'enseignement maintiennent une approche participative et les apprenants impliquent souvent leur famille ainsi que la communauté dans le processus de résolution des problèmes.

*Femmes.* Avec un taux d'analphabétisme féminin de 74,9% en 1990, les femmes sont le groupe le moins instruit au Sénégal. Elles ont plus particulièrement bénéficié de l'approche TOSTAN, utilisant des expériences concrètes, pertinentes, tirées de la vie de tous les jours, plutôt que des abstractions. TOSTAN a constitué un terrain favorable à la formation en matière de leadership, au fur et à mesure que les femmes devenaient plus confiantes, commençaient à identifier des problèmes tels que la recherche de l'eau et commençaient à changer les choses dans leurs communautés. Les hommes ne sont pourtant pas exclus : près d'un tiers des participants sont des hommes et, comme l'histoire de Ker Simbara l'illustre, ils

ont été à l'origine de nombreuses initiatives permettant d'alléger le fardeau porté par les femmes.

### **Processus pour le développement d'approches**

Outre le processus participatif mentionné, les apprenants étaient aussi impliqués dans l'élaboration du contenu du programme, grâce à une méthode utilisant les tests, le dialogue et les réactions en retour (feed-back). Ceci était onéreux au départ, mais s'est avéré en fin de compte efficace par rapport au coût, grâce au taux de succès de son adaptation par d'autres ONG. L'éducation de base, indique une brochure de l'UNESCO à propos de TOSTAN, "fait vibrer la corde sensible pour ce qui concerne la vie des gens, et bien plus qu'un projet déalphabétisation classique... Comprendre comment chaque module contribuera à changer leur vie et le milieu dans lequel ils vivent, sont des facteurs de motivation puissants pour les apprenants". Le processus de résolution des problèmes est à la base de l'approche TOSTAN et facilement adaptable à des milieux différents.

### **Problèmes rencontrés**

En 1987, il n'y avait pas de programme d'éducation de base dans les langues nationales au Sénégal, et deux ministères partageaient la responsabilité des programmes d'alphabétisation qui étaient souvent mal coordonnés. Les programmes existants avaient peu de rapports avec les aspects pratiques de la vie et fonctionnaient dans un contexte non-alphabétisé, où les compétences acquises mais non utilisées étaient rapidement perdues. Le programme TOSTAN d'éducation de base a traité également d'un autre problème essentiel : l'ennui, en établissant un lien entre alphabétisation et vie personnelle et communautaire, et en développant une documentation attrayante dont le contenu exprime les préoccupations locales. Trouver des facilitateurs qualifiés n'a pas été facile au départ, et il y avait une certaine réticence de la part des participants à l'idée de payer les facilitateurs en utilisant les ressources locales. Ils préféraient utiliser cet argent pour la documentation, ou pour la construction d'une salle de classe. Les diplômés de TOSTAN sont à présent eux-mêmes formés en tant que facilitateurs, et fournissent le gros du personnel.

### **Solutions et conclusions**

Les compétences en matière de résolution des problèmes présentées dans le premier module, sont utilisées dans les modules suivants, qui traitent avec succès des activités d'hygiène, du traitement de réhydratation par voie orale

et de la vaccination, des compétences en matière de gestion financière et du matériel ainsi que des ressources humaines, des études de faisabilité, et des projets permettant de générer des revenus. Utilisant ces compétences, les participantes ont pu créer de nombreuses petites affaires. La méthodologie TOSTAN a aussi été utilisée pour les enfants hors de l'école, avec un programme d'études couvrant lecture, écriture, mathématiques, résolution des problèmes, santé, hygiène, nutrition, gestion de la famille, droits des enfants, histoire, géographie, éducation pour la paix, développement de compétences en matière de leadership, et dynamique de groupe. En outre, utilisant l'approche participative, des adolescents apprennent à produire leurs propres textes.

La brochure de l'UNESCO sur TOSTAN fournit une conclusion toute à fait fondée : " L'existence d'un programme complet, qui offre aux participants des outils de résolution des problèmes et traite des questions cruciales de la santé, de l'hygiène et de l'environnement, constitue un avantage pour beaucoup de régions en Afrique, confrontées à un taux élevé d'analphabétisme, en particulier parmi les femmes. Plus d'attention est nécessaire pour la bonne réalisation de ces programmes bien étudiés, plutôt que pour en développer de nouveaux... TOSTAN a montré que des individus sans aucune instruction formelle, provenant de villages avec un minimum de ressources, peuvent améliorer leur vie et leur milieu, grâce à un bon programme menant à une plus grande autonomie et autosuffisance."

# De “sacrilège” à durabilité : régénération des forêts et agriculture biologique à Forikrom au Ghana

*Cet article a été écrit en se basant sur des recherches faites par des chercheurs ghanéens, canadiens et américains, avec l'appui et la supervision de Peter Easton.*

**Notes CA 4**  
**Janvier 1999**

Forikrom, une communauté de 6 000 personnes dans le district de Techiman (région de Brong Ahafo) au Ghana, est située dans une prairie dont les habitants disent qu'elle était autrefois une forêt dense. L'agriculture, occupation principale, porte surtout sur le maïs, l'igname, la banane plantain et le manioc, pour la consommation personnelle et pour la vente au marché de Techiman ; ainsi que sur des cultures de rapport tel que le tabac, l'huile de palme et plus récemment la noix de cajou. La région produisait dans le temps du cacao, mais cette pratique a connu un terme en 1983, après qu'un incendie ait détruit la plupart des plantations de cacao. Une intensification de la déforestation a résulté de l'utilisation de techniques agricoles inadaptées, en particulier la mécanisation intensive pratiquée dans les années 1960 et aujourd'hui abandonnée, mais qui a résulté en la réduction de la fertilité des sols. Les habitants de Forikrom maintiennent et assèchent les rivières et les courants.

Forikrom s'est à présent tourné vers le reboisement, mais l'initiative n'a réussi qu'après un conflit culturel significatif et n'aurait atteint son niveau actuel sans la dynamique déclenchée par ce conflit, qui fut à l'origine de l'adoption de solutions nouvelles.

## **Une dispute religieuse à propos de l'eau**

Le problème a commencé avec des disputes concernant l'accès à “l'Asukantia”, le courant qui a toujours fourni de l'eau à la ville, mais qui commençait à s'assécher. Il fut désigné comme lieu sacré par une longue tradition et les tabous locaux interdisaient de s'y rendre les mardis. La restriction était observée religieusement jusqu'en 1989, année particulièrement sèche pour cette région du Ghana. Cet été, une secte religieuse nouvelle dans la communauté déclara la pratique anachronique et conseilla à ses membres de ne pas respecter la règle. Ce “sacrilège” a immédiatement conduit à un conflit entre la nouvelle secte et les autorités traditionnelles de la communauté, qui étaient chargées de faire respecter les règles incarnées dans les traditions locales. Les autorités ont accusé la secte d'offenser les dieux et de provoquer le dessèchement de la source d'eau, et cette dernière dénonça les pratiques païennes des autorités villageoises.

La situation devint explosive lorsqu'un groupe de jeunes gens se présenta en voulant restaurer la paix. Ils étaient aussi plus savant que leurs aînés en ma-

tière d'environnement et comprenaient la relation entre déforestation, sécheresse et déclin de la fertilité des sols. Dirigés par l'*Organizing Secretary* (OS) (le secrétaire organisateur) du "Mobisquad" local (une association de jeunes gens créée en 1963 dans le cadre du *National Mobilization Program* (programme de mobilisation nationale), pour aider les communautés à réaliser des programmes de réformes au niveau local et répondre aux catastrophes naturelles) le groupe proposa à la communauté d'essayer de faire pousser des arbres autour de la source du courant, comme moyen de rétablissement de son état antérieur. L'idée ne fut cependant pas accueillie favorablement par le chef et les anciens, qui continuaient à se sentir méprisés par la secte et résolus à trouver réparation auprès des tribunaux.

Toujours convaincu que la solution consiste à planter des arbres autour de la source, le groupe décida de mettre en pratique ses idées. Un avantage était qu'il bénéficiait d'une direction dynamique. Ainsi, un mélange d'instruction et d'expérience pratique, permettait à l'OS d'avoir une perspective novatrice concernant les problèmes locaux. Il avait eu une formation primaire, secondaire et professionnelle et avait occupé des postes aussi variés qu'enseignant, trésorier de l'administration dans de nombreuses parties du Ghana, et avait été commerçant au Nigeria. En outre, il avait lui-même des "références" évangéliques, en tant que spécialiste en littérature pour une organisation missionnaire. Il devint cependant bientôt apparent que ni lui ni les autres membres du groupe n'avaient de compétences suffisantes concernant les défis spécifiques de la plantation d'arbres, pour réussir dans leurs efforts. Leur manque d'expérience ne leur permit pas également de convaincre les autorités traditionnelles.

### Acquérir le savoir pour faire un nouveau départ

Conscient de son handicap, l'OS persuada ses collègues d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires. Ils s'adressèrent d'abord à un cadre supérieur du bureau régional de l'*Institute of Adult Education* (institut d'éducation des adultes) à Sunyani, responsable d'un travail d'extension dans la région de Brong Ahafo. Celui-ci se rendit au village puis décida d'aider le groupe à aller visiter la *Forestry School* (école des forêts) et le *Department of Forestry* (service des forêts) à Suunyani, à 100 km environ de Forikrom. A chaque fois qu'ils rentraient chez eux, les membres du groupe discutaient avec la communauté de ce qu'ils avaient appris, particulièrement avec le chef et les anciens. A la fin de 1989, le groupe avait convaincu les autorités traditionnelles qu'entrer en litige n'était pas

la solution aux problèmes de la communauté. Il s'était aussi assuré du soutien de la *Forestry School* et du *Department of Forestry* pour commencer un projet de boisement. Le projet fut formellement lancé en 1990, durant une réunion communautaire organisée par le groupe en collaboration avec le bureau de Sunyani de l'*Institute of Adult Education*. Lors de cette rencontre, des spécialistes de la *Forestry School* à Sunyani et du *Department of Forestry* à Sunyani et Kumasi avec qui le groupe avait travaillé, expliquèrent l'importance du boisement. Ils mirent en exergue son utilité, offrant une protection pour les sources d'eau et contre les excès du climat, ainsi que pour le village contre le vent et les incendies, et aidant à préserver la fertilité des sols et fournissant du bois à brûler.

Convaincu par cette présentation, les adultes de la communauté approuvèrent l'idée de lancement d'un projet de boisement, puis ils prirent part à des cours d'initiation en arboriculture, offerts par deux fonctionnaires du *Department of Forestry* de Sunyani qui servaient en tant que personnes-ressources. Durant toute une série de formation et visite sur le terrain de 6 heures, que les experts fournirent pendant une période de six mois, des groupes de 30 individus étaient formés à préparer la terre et les semis, transplanter, et entretenir les jeunes plantes. Un total de 2 000 personnes, presque tous les adultes de Forikrom, ont participé à la formation.

Avec l'appui technique des personnes-ressources, et financier d'organisations comme le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'*Adventist Development and Relief Agency*, le groupe créa une pépinière où on fit pousser des arbres, initialement pour le reboisement, mais de plus en plus à usage commercial également. Noix de cajou, palmiers, tecks, étaient offerts aux membres de la communauté pour être plantés dans leurs fermes. En octobre 1993, le projet avait distribué 15 000 jeunes plants gratuitement à d'autres groupes venus d'autres lieux pour visiter la ferme. Durant le processus, l'OS et une dizaine d'autres acquirent suffisamment de savoir pour devenir des personnes-ressources. Le projet devint peu à peu un centre majeur d'extension forestière pour la région environnante.

Fin 1995, ayant réussi à créer un marché pour le teck, le palmier et l'anacardier (cajou) qui possèdent un bon potentiel commercial, le projet décida de faire de la production de plantules une activité commerciale. En outre, au début de 1996, les premiers palmiers étaient également commercialisés. La demande pour le teck connaissait une expansion, d'autant que les fermiers continuaient à planter des arbres pour servir de pare-feu, et pour pouvoir

répondre à la demande grandissante en matière de poteaux électriques et télégraphiques. Pour ce qui concerne l'anacardier, sa culture a généré un intérêt considérable au sein et autour de Forikrom. Au sein de la communauté, les fermiers ont planté ces dernières années plus de 100 acres d'anacardier, et les ventes augmentent au fur et à mesure que les arbres atteignent leur maturité.

### **Elargir l'impact : protection de l'environnement et agriculture biologique.**

L'initiative qui a émergé du conflit au sujet de l'eau a eu d'autres conséquences positives. En effet, une conséquence du projet de boisement fut la création de l'Association de protection de l'environnement de Forikrom, qui attira l'attention lorsque l'agence de protection de l'environnement du Ghana a utilisé la branche de Forikrom, en tant que base à partir de laquelle elle divulguait aux communautés situées entre Techiman et Nkoranza, son message pour des pratiques environnementales saines. À partir de 1994, la branche Forikrom de l'agence de protection de l'environnement du Ghana, était invitée à une série d'ateliers de travail sur les pépinières et l'entretien des arbres, organisés par cette agence à Kumasi. Ces ateliers ont ensuite été reproduits pour la clientèle locale. Forikrom est ainsi progressivement devenu le lieu où s'effectue toute une série d'activités de formation en matière de gestion des ressources naturelles et des pépinières, parrainées par divers bailleurs de fonds.

Une deuxième conséquence du conflit au sujet de l'eau, a été la création de l'*Abrono Organic Farming Project* (ABOFAP). Conçu en 1992 par l'OS et ses collègues, le projet a été créé pour répondre aux préoccupations concernant le déclin de la fertilité des sols, à la base du conflit de "l'Asukantia". Ses objectifs spécifiques étaient de former les jeunes fermiers à la production agricole biologique, de promouvoir l'usage des engrais composites pour améliorer la qualité des sols (et décourager l'usage des produits chimiques), ainsi que les méthodes de culture maraîchère en saison sèche et la production de champignons.

Durant la période de la fin de l'année 1990, l'OS, accompagné d'une femme au chômage (sortant de l'école moyenne) de Forikrom, a assisté à une session de formation de cinq jours à Kumasi, organisée par l'*Africa 2000 Program*. Combinant 12 heures d'études en salle de classe et 16 heures de travaux pratiques et d'observation sur le terrain, leur apprentissage concernait les méthodes utilisées en arboriculture, l'agro-foresterie et la préparation des engrais composites. Cette activité était complétée par

la participation à de nombreux autres ateliers de travail et par des visites sur le terrain, qui ont permis d'améliorer leurs connaissances déjà avancées en matière d'agriculture biologique.

l'OS créa à la même époque des fermes modèles sur ses terres à Forikrom afin de stimuler l'intérêt des jeunes pour l'agriculture biologique. Il commença avec 20 stagiaires, 10 hommes et 10 femmes, tous sortant de l'école, au chômage et âgés de 17 à 25 ans. Il les divisa en groupes de quatre et mis chaque groupe en charge de travailler un lopin de terre près de l'Asukantia.

En 1996, l'ABOFAP avait formé 130 jeunes (75 hommes et 55 femmes, pour la plupart au chômage, sortant de l'école moyenne et habitant chez leurs parents) en culture maraîchère biologique et de saison sèche. Les trois mois de formation qu'ils reçurent leur ont offert l'occasion de pouvoir travailler à leur compte. Durant le premier cycle de trois mois par exemple, les premiers 20 stagiaires ont généré un revenu brut équivalent à 355 dollars, provenant de la vente de légumes, partageant de manière égale un revenu brut équivalent à 308 dollars (taux de change de décembre 1992).

Mis à part approximativement 10% des stagiaires, qui trouvèrent l'agriculture trop difficile et abandonnèrent, tous les participants sont à présent à leur compte et réussissent bien. Les premiers stagiaires se sont mis à la plantation de cajou et sont très confiants pour le futur. Près de 200 d'entre eux se sont organisés en coopératives de 6 à 10 personnes, chacune pour faire de l'agriculture sur des lopins de 1 à 2 acres, le long du cours d'eau.

Il est intéressant de noter que l'OS n'a assumé une fonction de direction dans aucune des organisations qu'il a formé et aidé à fonctionner. Il a plutôt encouragé les autres à assumer ce type de fonction. En guise d'exemple, un vieux fermier analphabète est le président du Projet de boisement de Forikrom, pour lequel l'OS sert de secrétaire, et, au même titre que trois autres personnes, de membre du comité exécutif. De même, un fermier de 60 ans, titulaire d'un certificat de fin d'études du cycle moyen, est président de l'Association de protection de l'environnement de Forikrom ; et un jeune de 23 ans, diplômé de l'enseignement secondaire, est secrétaire de l'ABOFAP, composée d'une vingtaine de membres.

### **Faire la paix avec la communauté et le milieu**

Des progrès majeurs ont été faits à Forikrom en moins de dix ans. De nouvelles sources de richesses ont été développées. Mais les conséquences les plus importantes de l'initiative de Forikrom ont été en fait d'ordre qualitatif. La



première est la civilité. Les divisions au sein de la communauté qui sont apparues lors de la dispute entre la secte et les autorités traditionnelles ont été dépassées, lorsque ses membres ont décidé de joindre leurs efforts pour développer une ceinture de protection autour de l'Asukantia. L'excitation générée au sein de la communauté par la plantation d'arbres, de nouvelles cultures commerciales, l'amélioration des outils, et la reconnaissance par des institutions extérieures de la qualité de leur dur labeur, a aidé chacun à oublier l'événement initial source de division, qui a tout déclenché.

Tout aussi important a été l'émergence d'une communauté écologiquement consciente, qui sert de modèle à

d'autres villes de la région. Durant les six dernières années, une ceinture de protection efficace de 4 âres de teck et 3 âres de leucenea, se sont développés autour de la source de l'Asukantia et de son cours. Il y a maintenant de l'eau en abondance dans le lit du cours d'eau, au point où les gens se sont sentis suffisamment confiants pour en utiliser pour l'irrigation en saison sèche. En outre, les autorités locales ont rapporté que les gens ne brûlent plus les broussailles négligemment. Le résultat en est qu'il n'y a plus eu de feu de brousse depuis 1990.

*Burkina Faso*

## “Alphabétisation des tout petits” à Nomgana

*Cet article a été écrit sur la base de recherches qui ont été faites par des enquêteurs burkinabé, congolais et américains, avec l'appui et la supervision technique de Peter Easton, professeur associé.*

**Notes CA 5**  
**Février 1999**

La communauté de Nomgana est le centre d'une fédération inter-villages très active dans le district de Loumbila, située à 30 km à l'Est de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Une association locale appelée Manegbzanga (“développement pour tous” dans la langue Mooré) a été créée dans la région il y a plus de 10 ans, par des immigrants de retour de Côte d'Ivoire et d'une personne originaire de cette communauté, qui a été travailler pour une ONG suisse, l'Organisation suisse d'entraide ouvrière (OSAO). Ces dernières années, l'association a lancé un programme expérimental utilisant la langue Mooré comme base d'apprentissage du Français. Cette approche s'est consolidée durant les dernières années, et s'est progressivement transformée en une stratégie alternative en matière d'éducation primaire.

### **De l'alphabétisation des adultes à l'éducation alternative**

L'initiative avait cependant commencé avec les adultes. L'association Manegbzanga fut assez tôt confrontée au problème d'équiper ses membres dont un bon nombre n'avait été que peu ou pas scolarisé afin qu'ils puissent gérer leurs affaires en expansion et traiter avec leurs fournisseurs et leurs clients dans les environs de Ouagadougou. Une personne originaire de la communauté qui était devenue fonctionnaire et plus tard un directeur au sein du ONG suisse, commença à travailler avec les villageois en 1988, pour créer un système d'enseignement qui permettrait aux adultes formés dans les centres d'alphabétisation, d'avancer du Mooré écrit à l'apprentissage du Français parlé et écrit.

Le programme eut du succès et eut à faire face à une demande croissante d'inscription émanant des jeunes (enfants et adolescents) qui avaient manqué l'école primaire ont avaient été forcé d'abandonner. Le comité d'alphabétisation du village décida en fin de compte d'accepter le défi de création d'un “programme d'alphabétisation des tout petits”. La stratégie d'éducation fut développée avec l'assistance de linguistes de l'université de Ouagadougou. Elle se base sur l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique en Mooré pour apprendre le Français et tout le programme du cycle primaire. Les enfants inscrits terminent l'équivalent du programme d'études primaires en quatre ans au lieu des six habituels (et quelque fois plus, à cause des redoublements). En outre, ils acquièrent la maîtrise de la forme écrite de leur propre langue.

“Notre hypothèse de travail”, explique le professeur de linguistique de l'uni-

versité de Ouagadougou, qui aida à développer le programme, “est que la connaissance d’une langue africaine et l’utilisation de la capacité de savoir lire et écrire dans cette langue, facilitent de manière significative l’acquisition de compétences que l’éducation est censée transmettre”. Deux indicateurs furent adoptés pour mesurer la productivité de la méthode : une réduction du temps requis pour achever les études primaires, et une augmentation du taux de succès concernant l’obtention des certificats de fin d’études secondaires. Mais le programme des centres Nomgana fut aussi développé avec un œil sur plusieurs autres aspects de la qualité de l’éducation. Pour ce qui concerne le programme, on a tenté d’inclure systématiquement dans la culture locale, à la fois les activités de production agricoles et la recherche. On a aussi donné aux parents un rôle très actif dans la gestion de l’école, et des “personnes-ressources” locales (artisans et griots (historiens et conteurs traditionnels) en particulier, ont été invités à enseigner quelques classes.

### S’occuper des enfants laissés-pour-compte

Les tâches d’enseignement étaient assumées par des jeunes gens de la localité, auparavant au chômage, qui avaient reçu au moins une éducation secondaire partielle, même s’il n’avait pas d’expérience en matière d’enseignement. Ils furent formés à la méthode par le personnel en charge de la supervision de l’université de Ouagadougou. Les élèves étaient essentiellement des enfants de Nomgana et du village voisin de Goué, qui n’avaient jamais été inscrits à l’école secondaire locale, généralement parce que leurs parents avaient choisi un autre enfant pour aller à l’école. Ils étaient donc bien plus âgés que l’âge limite théorique d’admission à l’école primaire (7 ans). Ils avaient en moyenne plus de 10 ans. Sociologiquement parlant, ils avaient été catégorisés comme “peu susceptible de réussir”. Les organisateurs ont fait en sorte qu’un nombre exactement égal de filles et de garçons puissent s’inscrire. En gros, il y eut 55 enfants qui firent partie de la première vague, divisée en deux classes, avec un ratio élève-enseignant de 28,1. Ils leur fut tous demandé de prendre un cours d’alphabétisation accéléré (6 mois) en langue Mooré.

Les deux premières années d’études étaient faites en Mooré, même si la langue française était enseignée comme sujet. Lors de la troisième année, les élèves utilisaient les mêmes textes français que leurs pairs, du système d’éducation primaire formel. En outre, ils s’occupaient d’un élevage animal qui réalisa, durant l’année scolaire 1997-98, un profit brut de 233 000 francs CFA (approximativement

425 dollars), et ont cultivé de l’arachide et du niébé, ce qui faisait partie du programme. Il n’y eut pas d’abandon ou de renvoi, alors que le taux des élèves qui ne terminent pas les études primaires au Burkina Faso est de 40%.

### Résultats surprenants

Les tests administrés en décembre 1996, dans l’école utilisant la langue Mooré et dans les écoles primaires voisines, ont démontré que les élèves fréquentant le centre étaient en avance sur ces derniers, en Français et en mathématiques. En outre, ils possédaient évidemment une bonne maîtrise de la forme écrite de leur langue maternelle. Il est également intéressant de remarquer que le niveau de succès des filles du groupe (qui étaient légèrement majoritaires) étaient bien supérieur à celui des garçons de l’école primaire formelle, quoique plus bas que celui des garçons du centre expérimental. Ces résultats furent confirmés l’année suivante, lorsque la première vague de l’école utilisant la langue Mooré, se présenta à l’examen pour obtenir le certificat de fin d’études primaires. Le taux de réussite pour 53 élèves fut de 53% (62% pour les garçons et 44% pour les filles), comparé à une moyenne nationale de 42% pour toutes les écoles primaires formelles du Burkina (47% dans la province de Oubritenga), et un niveau plus élevé d’inégalité en ce qui concerne le genre.

Alors que les organisateurs et les dirigeants de la communauté sont très satisfaits des résultats actuels du programme, ils mentionnent plusieurs handicaps causés en quelque sorte par leurs efforts faits pour se conformer au régime de l’école primaire formelle, et assurer une équivalence pleine et entière avec les diplômés qu’il décerne.

- La rigidité des emplois du temps pré-établis et le temps alloué aux différentes matières requis pour obtenir des équivalences du système formel, se sont avérés incompatibles avec certaines pratiques considérées comme particulièrement importantes au centre Nomgana. Il s’agit de l’inclusion dans le programme d’enseignement de matériel d’instruction et de personnes-ressources locales, ainsi que du travail à la ferme.
- Les contenus de certains livres de Français se sont avérés inadaptés une fois traduits en Mooré.
- Pour respecter le rythme et les exigences du programme officiel (et l’achever dans le temps imparti, qui est plus court que pour les écoles du système formel) le personnel enseignant devait abandonner l’enseignement en Mooré après la seconde année,

malgré le fait que certains des résultats les plus encourageants apparaissaient dans les classes où l'on utilisait la langue maternelle. En fait, dans de nombreux cas, les étudiants qui eurent les moins bons résultats concernant le Français dans les tests pour l'obtention du diplôme, étaient également ceux qui étaient le moins "enracinés" dans la langue Mooré.

### Approbation locale

Sur un autre plan, les dépositaires d'enjeux étaient pratiquement unanimes pour considérer que l'effort fait a été couronné de succès, au moins pour ce qui compte le plus, c'est à dire permettre aux enfants "laissé-pour-compte" d'obtenir un diplôme formel, tout en renforçant leur capacité dans leur propre langue et culture, et en démontrant la viabilité et la valeur de la méthode d'éducation d'utilisation des langues africaines, pour apprendre Français et maîtriser le programme de l'école primaire. Les circonstances relativement favorables à l'expérience doivent bien sûr être gardées à l'esprit lorsqu'on compare les résultats des deux classes (en particulier la fourniture adéquate de matériel scolaire et le fait qu'aucun des enfants qui s'inscrivirent ne vinrent, comme beaucoup de ceux qui fréquentent les écoles primaires rurales, d'autres communautés, où étaient forcés de faire un long

trajet à pied pour s'y rendre. Mais la différence dans les deux séries de données, qui en fait ne prend pas en compte le programme localement orienté dans lequel l'école alternative excellait, indique que de telles méthodes peuvent produire des résultats d'un niveau au moins égal à ceux du système formel.

Le professeur de linguistique mentionné plus haut décrit la situation d'une manière succincte : "Nous espérons que cette expérience contribuera à surmonter les obstacles à l'utilisation des langues africaines dans notre système éducatif, à la fois comme moyen pour réduire la durée et élargir l'accès à l'éducation primaire, et en tant que nouveau pont entre éducation formelle et informelle.

"Au même moment", ajoute-t-il, "l'expérience peut nous aider à repenser les moyens de gérer notre multilinguisme, une des réalités incontournables de l'environnement africain. Raccourcir le cycle primaire laisse du temps pour pouvoir maîtriser et utiliser une langue nationale écrite dans le programme de l'école... Nos langues ont tout simplement été les victimes d'idées reçues liées à l'expérience coloniale, car l'opposition entre langues africaines et françaises sur laquelle certains insistent, est en fin de compte sans fondement".

*Sénégal*

## **Banquiers de village : L'expérience de Fandène**

*Cet article est basé sur les recherches effectuées par des chercheurs sénégalais, avec l'appui et la supervision technique de Peter Easton, professeur associé, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University.*

**Notes CA 6**  
**Mars 1999**

Fandène, un village Sérère et Wolof situé à six kilomètres de Thiès au Sénégal, dans la région de culture de l'arachide, est le siège d'une institution d'épargne et de crédit créée localement qui a particulièrement bien réussi. Cette institution, présente dans 34 villages de la région, a amassé plus de trente millions de francs CFA de capital (\$60 000 environ) et a fourni plus de 1 500 prêts aux membres des communautés locales. Pourtant, au départ, la structure s'était développée essentiellement comme réponse aux problèmes locaux liés à la sécheresse et à la diminution de la fertilité des terres agricoles, situation caractérisant tout le centre du Sénégal.

Le village de Fandène lui-même est le produit de l'interaction historique entre les groupes ethniques Serere et Wolof. Le village est dans sa majorité chrétien et fut pendant des années le siège d'une mission et d'un centre communautaire catholiques (la Maison Familiale Rurale). Il partage les ressources en diminution de la vallée et des rivières saisonnières avoisinantes avec des communautés musulmanes et animistes appartenant à plusieurs groupes ethniques différents. Les récentes initiatives locales de développement sont en partie le résultat de la réaction d'émigrés originaires de Fandène, au traumatisme créé par la grande sécheresse sahélienne du début des années 1970. Animé de la volonté d'aider leur communauté d'origine à trouver des solutions à la crise et d'éviter la désertion complète de la zone par ses habitants, des jeunes gens qui étaient partis pour raisons d'études ou de travail, créèrent en 1972 l'Association des Jeunes de Fandène» (AJF).

### **De culture à agriculture**

Durant les quinze premières années de son existence, l'AJF s'est consacrée au parrainage d'événements culturels dont la fonction était censée inciter les jeunes à rester ou à retourner dans leur communauté d'origine, tout en réaffirmant l'identité culturelle. Durant cette période, peu de projets de développement virent le jour, mais les activités de l'AJF conduisirent plusieurs jeunes adultes dotés d'une bonne instruction à se réinstaller dans le village et à y assumer en quelque sorte le rôle de «paysans critiques et modernes». Cependant, ce groupe finit par se lasser du programme de l'AJF, car trop limité aux activités culturelles et avec une direction exercée principalement par des éléments extérieurs. C'est ainsi que l'association commença dès 1987 à s'engager

sur une nouvelle voie. Préoccupés par la pénurie cyclique de produits alimentaires, des membres de l'association entamèrent toute une série d'activités de recherches auprès des autres groupes vivant dans les environs, afin de mieux comprendre la nature du problème et y trouver des solutions. Trois conclusions en furent tirées :

- Le groupe remarqua qu'il y avait en fait plusieurs petites initiatives en cours, prises par les paysans eux-mêmes. Initiatives très prometteuses pour ce qui concerne la diversification de l'économie locale et l'amélioration de la base des ressources naturelles, mais dont la réalisation avaient été gênée à cause de la difficulté d'accès aux crédits et à d'autres ressources.
- Le manque de crédits était surtout dû à celui de garanties et de structure institutionnelle, qui auraient permis aux membres de la communauté locale d'avoir crédibilité et influence.
- Parallèlement, les membres de l'AJF étudièrent les résultats de projets parrainés par des ONG dans la région. Ils en conclurent que si la plupart furent des échecs, c'est qu'ils étaient conçus ailleurs et n'étaient pas basés sur les efforts existants développés par la population locale.

### Résoudre le problème du crédit

Pour résoudre le problème du crédit, il fut décidé de créer une institution informelle d'épargne et de crédit, dont les débuts furent pour les moins modestes. Chaque membre de l'association ne contribua que 250 francs CFA (à peu près \$ 1, à l'époque) à un fond commun. L'association commença ses activités en fournissant de petits prêts aux villageois pour le financement de projets viables, avec un taux d'intérêt annuel de 15%, tout en cherchant d'autres moyens d'augmenter sa dotation en capital. Un de ces moyens fut d'accroître le nombre de membres provenant d'autres communautés de la région. Il ne fut pas nécessaire de faire de la promotion pour les inciter à rejoindre l'association, car il y avait un tel besoin pour une telle institution d'épargne et de crédit, que les habitants eux-mêmes s'enquéraient spontanément de la façon d'y adhérer. Ainsi, le réseau de l'association s'étendit à toutes les 34 communautés de la région de Fandène et devint de mieux en mieux structuré. Chaque succursale faisant partie de l'institution (19 en tout) fut dotée d'une section femmes et d'une autre pour les hommes, dont les dirigeants furent formés à la comptabilité de base, à l'évaluation du mérite (du crédit) et à la gestion des prêts. Les membres des communautés impliquées furent encouragés à soumet-

tre des demandes de crédits par écrit par le biais des responsables de section. Les dirigeants de l'institution se formèrent à effectuer des études de faisabilité formelles et à fournir aux emprunteurs potentiels l'assistance technique nécessaire afin qu'ils puissent s'assurer de la viabilité de leur projet du point de vue du prêteur. Une équipe chargée des évaluations fut éventuellement créée pour aider les comités d'épargne et de crédit au niveau local à évaluer les demandes de prêts, à identifier les besoins en matière d'assistance technique des petits entrepreneurs et à y répondre.

### Appuyer l'innovation économique au niveau local

L'association d'épargne et de crédit aux activités élargies a cherché tout particulièrement à appuyer les petits agriculteurs ainsi que les petites entreprises qui possédaient des approches novatrices en matière de revitalisation de l'agriculture et de commercialisation des produits locaux, tel que l'illustrent les exemples suivants :

- Des groupes de femmes producteurs furent assistés pour développer des approches marketing permettant de se passer d'intermédiaires pour vendre des fruits (bissap) récoltés dans les forêts voisines et des paniers faits avec des plantes locales, directement sur le marché de Dakar, ainsi qu'à d'autres associations de la région. C'est ainsi qu'en 1995, un millier de paniers par semaine furent produits.
- L'association a fourni des prêts aux agriculteurs intéressés par la réintroduction de la culture (et la vente) du manioc dans la région et à accroître la production du pois à vache.
- Un crédit fut accordé à un groupe de femmes pour l'établissement d'une coopérative ayant pour but la fabrication et la commercialisation du savon.
- De nombreux prêts furent accordés pour creuser des puits, développer le maraîchage en irrigué et la vente de la production.

Alors que les activités se développaient et que les dotations en capital augmentaient, le montant et le volume des prêts augmentaient également. Durant les cinq premières années, les investissements annuels se répartissaient comme suit :

Développement et commercialisation du cheptel :	5 600 000 francs CFA
Petit commerce et petite industrie :	2 800 000 francs CFA
Amélioration des cultures :	500 000 francs CFA

### Forage de puits.

Les profits annuels tirés des prêts octroyés augmentèrent également. C'est ainsi qu'ils passèrent de moins de 100 000 francs CFA en 1991 à plus de 700 000 en 1994. En 1998 les dotations en capital de l'association intervillageoise d'épargne et de crédit s'élevaient à plus de 30 millions de francs CFA (près de \$60 000).

### Tisser une nouvelle toile économique et sociale

Le plus impressionnant a été cependant le résultat en matière de renforcement des institutions, ainsi que les nouveaux liens horizontaux qui furent établis entre les communautés sénégalaises et les divers groupes de population, que ces activités ont suscité. Les trente-quatre villages de la région de Fandène sont chrétiens, musulmans

et animistes et de composition ethnique variée (serere, wolof, bambara, fulani). Ils ont cependant travaillé ensemble avec beaucoup de succès à la création de nouvelles institutions d'épargne et de crédit, et la conduite de leurs activités et la gestion de leurs ressources furent effectuées en commun. Les sections femmes et hommes ont eu un poids similaire dans l'entreprise. En outre, l'association a conçu des accords avec les fédérations de paysans d'autres régions du Sénégal ou bon nombre de leurs produits sont vendus et beaucoup de leurs intrants sont acquis grâce à cette sorte d'échange latéral. Le plus intéressant peut-être fut que l'association de Fandène a créé des équipes techniques pour fournir un appui aux groupes nouveaux des quartiers pauvres de la ville de Thiès et de la capitale Dakar, qui souhaitent établir leur propre programme d'épargne et de crédit. Ceci présente un cas d'assistance technique à rebours : de zone rurale à zone urbaine !

Ghana

# Alphabétisation et gouvernance locale dans une communauté rurale : L'expérience de Nwodua

*Cet article est basé sur les recherches effectuées par des chercheurs ghanéens, canadiens et américains, avec l'appui et la supervision technique de Peter Easton, professeur associé, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University.*

**Notes CA 7**  
**Avril 1999**

Nwodua est une petite agglomération de 640 habitants, située à 20 km de la ville de Tamale au Nord du Ghana et à 3 km de ce qui était auparavant un sentier poussiéreux, la grand-route Tamale-Kmungu. Jusqu'au début des années 1980, Nwodua était restée largement coupée du commerce régional et possédait peu de services communautaires et n'avait pas d'école. La voie qui lie Nwodua à la grand-route est à présent pavée et le village possède un système de distribution d'eau formé par des canalisations. La communauté possède également une pépinière forestière, deux moulins à meules qui produisent de l'alimentation de sevrage (pour bébés), une école primaire et un centre de formation professionnelle pour adultes. D'autre part, la production agricole a augmenté et un mode de gouvernance communautaire novateur a été instauré. Cette dernière réalisation mentionnée est sans doute celle qui a permis d'accomplir toutes les autres.

En 1979, un fermier analphabète de Nwodua décida qu'il était temps que l'instruction, comme pour le reste du Ghana moderne, atteigne également sa communauté. Il commença par convaincre un élève ayant quitté l'école moyenne avant terme d'un village voisin, de venir alphabétiser à Nwodua. L'instruction était offerte dans la langue maternelle, ce qui n'a pas satisfait la plupart des jeunes qui s'étaient inscrits. Ils voulaient en effet que ce soit en langue anglaise et abandonnèrent les études. Mais le fermier responsable de la mise en place du programme d'alphabétisation, aidé d'un ami, persista. Tous deux rémunéraient l'enseignant en travaillant gratuitement sur son champ, lorsqu'ils ne pouvaient lui offrir un salaire.

## **Faire en sorte que le programme d'alphabétisation fonctionne**

Ce premier enseignant abandonna bientôt pour aller à l'école de formation des maîtres, afin de pouvoir obtenir par la suite un meilleur emploi. Ses deux étudiants recrutèrent alors tout simplement un autre à sa place, et firent en sorte que certains de ceux qui avaient abandonné les études y reviennent. Ils utilisèrent par la suite ce petit succès pour convaincre l'évêché de l'église catholique d'établir une école primaire à Nwodua (1984). Deux années plus tard, tous deux furent en mesure de réussir aux examens et chacun pu ouvrir son propre centre d'alphabétisation dans les environs immédiats. Leur succès conduisit à plus de responsabilités et d'opportunités. Ils furent tous deux choisis comme responsa-



bles de secteur par le nouveau projet d'alphabétisation : « Dagbani Functional Literacy Project », dont la mise en oeuvre venait de commencer et qui a rapidement permis d'offrir soixante-seize classes à travers la région. En 1989, grâce à son rôle de siège des projets d'alphabétisation de la région, Nwodua fut en mesure d'ouvrir une école primaire pour adultes où, durant l'année qui suivit, plus de cinquante résidents réussirent à obtenir leur certificat d'études primaires. Certains poursuivirent même des études secondaires. Au même moment, l'effort d'alphabétisation devint le pivot autour duquel devait s'articuler toute une série d'activités de développement local.

La première de ces activités consista en l'établissement d'un « Primary Health care Committee » (Comité de soins de santé primaire), qui envoya une équipe constituée de résidents au « National Health Service » (Service de santé nationale), afin qu'elle y soit formée, et qui par la suite parraina des campagnes d'élimination de la malnutrition et des crises convulsives infantiles. Ces efforts attirèrent l'attention de l'Unicef, qui a fourni son aide au comité pour l'installation d'un moulin à meules produisant de l'alimentation de sevrage (pour bébés) . Le comité s'assura dans l'intervalle que les recettes de la location du moulin ainsi que celles provenant de la vente de ce qui y fut produit, puissent financer la construction d'un second moulin, permettant ainsi à la communauté de se lancer dans la création d'une industrie agro-alimentaire en mesure d'être autonome.

### Restaurer l'environnement naturel

L'initiative suivante fut entreprise dans le domaine de l'agroforesterie et, de la même manière, s'est trouvée être l'émanation des enseignements tirés de l'expérience et des thèmes explorés dans les centres d'alphabétisation et d'enseignement primaire pour adultes. Cinq participants suivirent un séminaire à Tamale, parrainé par le PNUD, concernant les problèmes de désertification au Nord du Ghana et sur ce que les communautés locales pourraient faire en matière de reboisement. À leur retour à Nwodua, ces participants ont pu convaincre un nombre suffisant de résidents pour pouvoir établir une pépinière de jeunes plants d'arbres. Bien que tout le travail de préparation ait été mené à bien en 1991 et 1992, il devint bientôt évident que l'initiative échouerait à cause du manque d'eau, si un moyen n'était pas trouvé pour en amener en plus grande quantité.

Le Club des jeunes agriculteurs de Nwodua a pu obtenir le parrainage du « Dagbani Literacy Program » (Programme d'alphabétisation Dagbani), en approchant le

PNUD avec une proposition d'extension du système de canalisations servant à la distribution d'eau, de Tamale à Nwodua, d'une distance d'environ 5 Km. Le PNUD fut d'accord pour appuyer l'initiative et les villageois entreprirent de creuser 5 Km de tranchées en guise de préparation pour l'extension. Ainsi, cette extension put être réalisée. Depuis, le « Nwodua water Committee » (Comité de l'eau de Nwodua) verse une contribution mensuelle à la « Sewerage Commission » (Commission d'assainissement), produit de la collecte des contributions de chaque ménage villageois utilisant l'eau. Cependant, la disponibilité de l'eau restait le handicap principal au développement de la pépinière ainsi que pour mener à bien l'effort de reboisement. La pépinière commença à distribuer gratuitement aux résidents de Nwodua de jeunes plants d'arbres pour divers usages commerciaux, ainsi que pour produire de l'ombre, et à en vendre aux non-résidents. En 1995 par exemple, plus de 2000 plants greffés de manguiers et 4000 d'anacardiens, furent placés chez des groupes ou des individus dans les environs immédiats, y compris dans des institutions telles que la « Kumbungu Sub-district Assembly ». La pépinière possède à présent des capitaux d'investissement permettant d'initier de nouveaux projets.

L'expansion du commerce avec l'extérieur a rendu nécessaire l'amélioration de la piste menant de Nwodua à la route de Tamale. Un Comité de la route fut formé en 1991 et l'année suivante la Banque mondiale fut approchée et convaincue d'appuyer la construction d'une route carrossable sur une distance de 3Km, à la condition que le village fournisse la main-d'œuvre, ainsi que le logement et la nourriture aux ouvriers spécialisés et techniciens qui viendraient travailler à la réalisation du projet. La construction de la route fut achevée avec succès l'année suivante et le Comité de la route fut chargé de son entretien ainsi que de la planification des améliorations des routes d'accès.

### Commencer avec les adultes

Faciliter l'exportation des produits de Nwodua signifiait également faciliter l'accès à l'agglomération. La communauté commença, de diverses manières, à jouer le rôle de centre des activités de formation dans la région immédiate. En 1999, une autre activité de ce type vint s'ajouter, il s'agissait d'un centre de formation technique financé par la coopération danoise. C'est ainsi que le village s'est trouvé particulièrement bien doté en établissements d'éducation ñtrois pour adultes (le centre d'alphabétisation, l'école primaire pour adultes et le centre de formation tech-

nique) et plus modestement, d'une école publique élémentaire pour enfants.

On demande souvent aux Comités de développement de Nwodua pourquoi cette importance donnée à la formation des adultes plus qu'à l'éducation des enfants. Leur réponse est simple : c'est la meilleure façon de faire dans une communauté pauvre telle que la leur; si les adultes trouvent des opportunités nouvelles grâce à l'instruction, ils seront bien plus enclins à envoyer leurs enfants à l'école.

### **Gouvernance renouvelée à la base**

Aussi remarquable que soient ces divers efforts, il faut noter que l'innovation fondamentale consiste dans le renouvellement de la gouvernance communautaire, effectuée graduellement par les autorités du village et les jeunes participants aux initiatives, afin d'offrir une base pour gérer et étendre leurs activités. Les initiateurs du mouvement d'alphabétisation ont cherché à obtenir le concours du chef traditionnel de Nwodua et de son conseil pour mettre en place le « Général Development Committee » (GDP), (Comité général du développement) avec pour responsabilité globale d'assurer la réalisation ordonnée des projets et la préservation des intérêts de la communauté. À son tour, ce groupe a établi les comités de travail qui s'occupent de chacun des secteurs de développement local et à qui ils rendent compte. Le GDC est présidé par un fermier analphabète de soixante six ans bien respecté dans la communauté, tandis que pour les autres huit membres, un seulement est âgé de plus de quarante cinq ans et sept sont diplômés des centres d'alphabétisation ou de l'école primaire pour adultes.

Le GDC opère par le biais de huit comités sectoriels : alphabétisation des adultes, soins de santé primaire, agro-

industrie, agroforesterie, formation professionnelle, formation agricole et construction et entretien des routes. Dans le processus de développement de la structure de ce réseau de contrôle, deux événements importants se sont produits. Le premier est que la durabilité des initiatives a été assurée pratiquement par le mécanisme de monitoring et de parrainage. La deuxième est que, par étapes successives, le GDC est devenu le gouvernement opérationnel du village, quoique non celui qui remplit les tâches à caractère cérémonial. Il a également réussi à créer un environnement qui d'une part facilite la réalisation des initiatives locales, et d'autre part est favorable à l'amélioration de la fourniture des services publiques.

Cependant, le succès du GDC doit être considéré en tenant compte de deux facteurs : d'une part la stimulation pour le changement créée par la succession des sessions de formation pour adultes et d'instruction non formelle tenues dans et autour du village et, d'autre part, la force motrice constituée par les deux initiateurs (au départ analphabètes) de tout le processus, quelques vingt ans auparavant et qui refusèrent de renoncer, même lorsque confrontés à de gros obstacles. L'initiative individuelle, avec la disponibilité en continu de formations nouvelles et d'opportunités pour les mettre en pratique, a fourni l'énergie nécessaire qui a permis le succès des initiatives de développement local, lesquelles semblaient impossible à réaliser il y a vingt ans.

Cependant, c'est l'invention de ces nouvelles formes de gouvernement local qui a fourni le cadre, sans lequel rien de tout cela n'aurait pu être réalisé.

# Protection de l'environnement sur la côte ouest du Sénégal

Cet article est basé sur les recherches effectuées par des chercheurs ghanéens, canadiens et américains, avec l'appui et la supervision technique de Peter Easton, professeur associé, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University.

## Notes CA 8 Mai 1999

La réserve naturelle de Ker Cupaam est située dans la région de la «Petite Côte» au Sénégal, à 45 kilomètres au sud de Dakar sur la côte atlantique. Faisant partie d'une ancienne forêt nationale et couvrant approximativement 100 hectares, elle avait été créée réserve naturelle par décret gouvernemental, afin de protéger le lieu d'hivernage de deux espèces menacées d'extinction, le troupiale noir et le troupiale des rochers, et pour offrir un abri aux oiseaux migratoires qui suivent la côte atlantique de l'Afrique de l'Ouest. Les falaises en bordure de la côte sont des zones de nitrification prisées ainsi que d'alimentation, pour de nombreuses espèces.

La flore et la faune dans cette zone avaient été sérieusement endommagées durant les dernières années par les effets de la sécheresse, l'augmentation des pâturages et du ramassage du bois à brûler. La côte près de Popenguine est cependant une destination touristique favorite des habitants de Dakar et est également un centre de pèlerinage célèbre pour les catholiques. Mais ces activités n'ont pas beaucoup profité aux habitants de la région. D'autre part, la population en augmentation a été à l'origine d'une pression accrue sur la base des ressources, qui s'est détériorée.

### Faire face au défi

Bien que la constitution d'une réserve naturelle ait aidé à mettre un terme à la dégradation de l'environnement, la végétation de la région avait été si sévèrement endommagée que des efforts plus intensifs étaient devenus nécessaires pour en restaurer l'écologie et, éventuellement, permettre d'attirer le type d'activité touristique dont pourrait bénéficier la population locale. Ceci était en tout cas la conclusion à laquelle était parvenu un groupe de femmes du village de Popenguine, qui décidèrent de créer le *Regroupement des Femmes de Popenguine pour la Protection de la Nature* (RFPPN). Celui-ci était composé initialement de 119 femmes et d'un homme, qui simplement s'était trouvé présent lors de la réunion inaugurale. Elles désignèrent *Mame Cumba Cupaam*, « l'esprit qui guide les pêcheurs côtiers », en tant que sainte protectrice. Durant les huit années qui suivirent, le RFPPN utilisa tout d'abord ses propres ressources puis d'autres, fournies par des bailleurs de fonds intéressés par cette forme nouvelle de gestion des ressources naturelles, utilisée pour restaurer la végétation de la réserve et des environs.

Les mesures prises et réalisées par l'association comprenaient la constitution de pare-feux végétaux tout autour du périmètre de la réserve, la plantation d'espèces locales fournies par une pépinière que les femmes établirent à la même époque et l'organisation d'ateliers de travail, où de jeunes volontaires des zones urbaines et rurales environnantes furent amenés afin d'apprendre la préservation de la nature et, d'autre part, pour effectuer la plupart des travaux physiques nécessaires.

### Aller au fond du problème

Les membres du RFPN mirent en outre le doigt sur ce qui menaçait le plus la restauration et la préservation de l'environnement, c'est à dire la déforestation due à la collecte de bois à brûler par les habitants des villages de la région. C'est ainsi que les femmes prirent une série de mesures qui permettraient de fournir des sources alternatives d'énergie, et pour faire en sorte que leurs communautés deviennent auto-suffisantes en matière de combustible nécessaire à la cuisson.

- Premièrement, elle établirent un réseau de coopératives de distribution pour le bois, le charbon de bois et le kérozène, afin de réguler la consommation et aider les membres à pourvoir aux besoins du ménage.
- Deuxièmement, elles créèrent une pépinière de village et une forêt pour la communauté, afin de répondre aux besoins en combustibles.
- Finalement, elles organisèrent la collecte des ordures ménagères pour en faire du compost, à la fois pour parer aux dangers en matière de santé publique liés au traitement inadéquat de ces déchets et ordures, et pour produire l'engrais nécessaire à la pépinière.

Ainsi, les femmes ont réussi non seulement à reconstituer la biodiversité locale et à restaurer la végétation naturelle de la zone, mais leurs efforts contribuèrent apparemment aussi à la réapparition d'espèces animales que l'on n'avait plus vu dans ces parages depuis des années, tels que divers types d'oiseaux, mais aussi le porc-épic, la mangouste, le singe pata, le chacal, la civette et même l'antilope.

### Former un réseau

Leurs efforts atteignirent rapidement un niveau où la restauration de l'environnement régional ne pouvait être garantie sans la participation active des villages environ-

nants. En fait, le programme et l'exemple du RFPPN avaient suscité un intérêt croissant parmi les membres des communautés voisines. Plutôt que de simplement étendre les activités du RFPPN à ces communautés, les membres du regroupement décidèrent d'encourager les femmes des villages voisins à créer leurs propres organisations et pépinières, ainsi que les réseaux de distribution d'énergie. Huit communautés s'affilièrent éventuellement avec Popenguine, avec à la tête, un comité de coordination élu en commun, et ainsi le nombre des membres passa de 119 à plus de 1 500. Des dizaines de milliers de plants d'arbres sont à présent produits chaque année par ce réseau associatif. Durant cette même période, le groupe de femmes ajouta de nouvelles dimensions à ses activités. Trois activités complémentaires se sont développées, en partie grâce à l'appui de l'Union Européenne (UE) :

- *Crédit et opérations de banque* : Pour aider à atténuer la pauvreté rampante qui a conduit à la dégradation répétée de l'environnement, les associations créèrent des banques de céréales, des mutuelles de crédit et des petites entreprises de cultures maraîchères irriguées dans chaque village. Cette dernière activité a fourni une motivation supplémentaire en faveur de la collecte des ordures et de la production du compost.
- *Infrastructure touristique et formation* : Étant donné l'intérêt croissant à travers tout le Sénégal et même à l'étranger, pour l'expérience de Popenguine, les femmes décidèrent de bâtir une infrastructure d'accueil simple, afin de pouvoir recevoir les délégations et visiteurs, qui fut ensuite suivie par le développement d'un « Centre pour la Formation en Gestion Écologique ». Elles ont depuis lors reçu des groupes de visiteurs de plusieurs pays étrangers, intrigués par cette exemple réussi « d'écodéveloppement ».
- *Emploi des jeunes* : Pour lutter contre l'exode des jeunes ayant quitté l'école et remédier au manque d'emplois productifs pour eux à travers la région, les associations s'employèrent à les intéresser aux diverses fonctions et activités économiques créées autour de la nouvelle réserve. Des volontaires venant des villages voisins et des zones urbaines environnantes ont été recrutés pour aider à la restauration de la réserve et pour apprendre les principes d'une bonne gestion de l'environnement, ce qui, dans de nombreux cas, a conduit à des emplois nouveaux permanents. La plupart des recrutements sont faits par des clubs de jeunes sénégalais liés à la Fondation Nicolas Hulot, une ONG française qui se dédie à la protection de l'environnement.

### Un modèle à suivre

La réserve et les zones environnantes protégées couvrent à présent une superficie d'environ 130 kilomètres carrés et fournissent plus d'opportunités économiques pour toutes les communautés de la région. Cette co-existence entre une réserve africaine et ses voisins est aussi emblé-

matique d'un style nouveau et porteur d'espoir, de préservation de l'environnement. Le RFFPN a offert au Sénégal ainsi qu'aux groupes intéressés dans d'autres pays africains, un modèle de gestion de l'environnement développé avec et par la population locale. Modèle qui offre des bénéfices à court terme tant au plan écologique qu'au plan humain.

*Mali*

## **Le développement d'un syndicat agricole**

*Accroître la responsabilisation au niveau local*

*Cet article est basé sur les données rassemblées par Peter Easton, Guy Belloncle, Cheibane Coulibaly, Simon Fass, Laouali Malam Moussa et cinq équipes de recherches nationales, durant «l'Etude PADLOS-Education», une enquête sur la «Décentralisation et formation des capacités locales en Afrique de l'Ouest»; financée par le Club du Sahel/OCDE et le CLISS.*

### **Notes CA 9 Juin 1999**

Au début des années 1990, les membres des *associations villageoises* (AV) de la région de Koutiala au sud du Mali connurent un problème avec la *Compagnie malienne des textiles* (CMDT). Une rumeur insinuant que la CMDT avait l'intention d'augmenter les salaires de ses employés (c'est à dire leur part des profits sur le coton) s'était répandue. Cette augmentation devait se faire sans être accompagnée de celle du prix payé aux producteurs. En 1989, les représentants des différentes associations régionales avaient déjà fait l'expérience de l'action menée en commun. Il s'agissait à l'époque d'obtenir l'annulation d'une mesure adoptée par la CMDT, concernant la responsabilité financière des associations de producteurs, une cause que ces derniers avaient fini par gagner.

C'est ainsi qu'encouragés par ce succès, les membres des AV joignirent à nouveau leurs forces pour faire face au problème du prix et créèrent le Comité de coordination des associations de villages (basé à Koutiala), comprenant des représentants des diverses associations locales.

Les membres du comité de coordination étaient des agriculteurs ayant suivi des cours d'alphabétisation et possédant une expérience acquise au sein du mouvement de prise de contrôle des marchés, en cours au Mali depuis les années 1970. Il y avait en outre au sein de ce comité quelques représentants d'une nouvelle couche sociale apparue durant la dernière décennie, celle des diplômés de l'enseignement secondaire et postsecondaire qui étaient retournés dans leur communauté d'origine afin de créer leur propre exploitation agricole.

#### **Changer le paysage institutionnel dans les zones rurales**

Une série de réunions et d'auditions conduites localement ont incité le groupe à constituer une liste officielle de griefs et de revendications. Les événements politiques qui agitaient le Mali à cette époque, eurent des répercussions au sein des associations de villages. Elles se sont traduites par une diminution des marges de profit (déjà plutôt étroites) faites sur la vente des récoltes. Cette situation força le comité à agir. En 1991, le groupe décida donc de déléguer le plus instruit de ces membres, un diplômé de l'institut d'enseignement agricole post-secondaire qui s'étaient remis à l'agriculture, afin qu'il entre en contact avec les membres des associations de village pour tenter de calmer leurs appréhensions et pour qu'il fasse part de leurs questions et revendications à la CMDT.

L'initiative eut beaucoup de succès, les représentants de l'association donnèrent leur appui total au comité de coordination. Cependant, la direction de la CMDT, qui s'inquiétait de l'instabilité politique dans le pays, refusa toute négociation avec le mouvement paysan. En guise de réponse, le comité appela à une grève des producteurs de coton et mobilisa ses membres afin qu'ils rallient à leur cause les associations de villages. Pendant deux mois, les associations refusèrent de livrer leur coton à la CMDT, jusqu'à ce que le ministre du Développement rural vienne en personne à Koutiala pour offrir sa médiation afin de résoudre le conflit. Le résultat fut que la CMDT accepta le principe des négociations collectives avec une organisation nongouvernementale représentant les producteurs de coton, ainsi que la présence de cette dernière à la Direction nationale de fixation des prix agricoles.

Ainsi naissait le *Syndicat des Producteurs du Coton et du Vivrier* (SYCOV), qui n'eut d'existence légale qu'une année plus tard, à cause des longues formalités administratives à satisfaire. Les nouveaux dirigeants du syndicat s'engagèrent immédiatement à y intégrer toutes les associations villageoises du sud du Mali et décidèrent même de retirer, avec son consentement, la candidature à la présidence de la nouvelle organisation du principal leader du mouvement de 1991, en faveur d'un représentant de l'une de ces associations nouvellement membres. Le syndicat qui fonctionne en utilisant les deux langues, bambara et française, a continué à prendre de l'importance malgré quelques résistances de la part de la CMDT, des difficultés internes causées par l'évolution incertaine des AV elles-mêmes et par certaines décisions pour le moins discutables, prises par les dirigeants. A cela il faut ajouter les désaccords apparus entre les niveaux local et central de l'organisation. Cependant, aujourd'hui, le SYCOV fait partie du paysage institutionnel et politique du Mali, incarnant au niveau national le droit légalement établi des paysans de participer à toutes les décisions les concernant. En outre, le SYCOV organise des cours de français oral et écrit pour les représentants des AV ne pratiquant que le bambara, et exige que les deux langues soient utilisées dans tous les documents qu'il utilise ainsi que dans les réunions auxquelles il prend part.

### **A l'origine du changement : le transfert au niveau local du pouvoir économique**

Avec ses succès et ses échecs, l'expérience du SYCOV est en fait celle de la création d'un second niveau de responsabilisation au niveau local, dans les zones rurales du sud du Mali. Cette expérience offre aussi une illustra-

tion des bénéfices possibles du transfert de l'autorité économique vers les associations d'agriculteurs. En effet, bien que le coton ait été cultivé et commercialisé dans ces régions pendant plus de trente ans, la situation a bien évolué ces quinze dernières années. En effet, on est passé d'une situation où la CMDT et ses filiales contrôlaient l'achat de la production locale et son transport vers les centres de transformation, à un système où ces fonctions sont presque entièrement assumées par les organisations de villages.

Les représentants de ces associations locales (ou bien leurs fédérations) sont à présent responsables du pesage des récoltes, du paiement des producteurs, du stockage des produits, de leur transport vers les centres de transformation et de leur revente aux entreprises de transformation des produits alimentaires, ainsi que des tâches d'organisation, de comptabilité et d'établissement des politiques en la matière. Ces performances furent accomplies en grande partie grâce aux programmes d'alphabétisation et d'éducation nonformels mis en place avec l'appui des compagnies de coton elles-mêmes (se sont quelque fois aussi les résultats d'efforts déployés dans le passé par le gouvernement ou par des ONG). Ces programmes ont permis à quelques adolescents et adultes possédant peu d'éducation formelle d'apprendre à lire et à écrire, la comptabilité dans leur propre langue et la maîtrise des systèmes de gestion dans les deux langues.

Il n'est pas exagéré de considérer que de tels efforts ont permis aux compagnies de coton de faire l'économie de milliards de francs CFA (approximativement ,500 Frs CFA = 1 US). Une bonne partie de ces montants a été retournée aux organisations de la communauté et répartie entre les agriculteurs sous la forme de ristournes faites à titre individuel et d'investissements collectifs. Ces investissements ont été à l'origine d'autres investissements, tels que pour l'établissement de coopératives d'épargne et de crédit, l'achat d'équipement agricole, le forage de nouveaux puits, la construction de cliniques et d'écoles communautaires, etc. Ce phénomène de prise de contrôle au niveau local n'est pas sans lien avec l'augmentation de la production de coton en Afrique sub-saharienne durant la dernière décennie, permettant à la région de passer au quatrième rang des producteurs mondiaux et, dans de nombreux cas, de renflouer les caisses d'États devant faire face aux exigences des plans d'ajustements structurels.

Le coton peut difficilement être considéré comme la force motrice idéale pour le développement durable, étant donné l'effet dévastateur qu'il a eu sur la fertilité des sols, tout au moins sous le régime déficient de la rotation des cultures et de la conservation des sols pratiqué en Afrique de

l'Ouest. L'expérience du coton a cependant servi à démontrer sur une grande échelle, la capacité des producteurs locaux à gérer eux-mêmes leurs affaires et à organiser des opérations commerciales — dans la mesure où existe la possibilité d'une formation appropriée. Elle a en outre donné naissance à toute une série d'institutions rurales qui sont devenues des références en matière de développement local dans bien d'autres domaines.

### **Un contexte favorable : l'interaction entre défi économique et capital social**

Les associations de village ont émergé de la convergence de deux facteurs, l'un d'essence traditionnel et l'autre moderne. Les communautés du sud du Mali sont généralement organisées en « tòn » (selon l'appellation Bambara-Malinké) ou en structures équivalentes regroupant des groupes ethniques voisins. Ces groupes d'initiation structurés par classe d'âge sont souvent très fortement liés entre eux et dotés d'un règlement intérieur très précis. Les « tòn » étaient les associations qui sont devenues directement ou indirectement responsables des activités de commercialisation et de réinvestissement lorsque la CMDT a commencé son expérience. Leurs nouvelles fonctions les ont conduits à s'orienter vers de nouvelles activités, développant les processus de responsabilisation et de formation bien avant ceux des groupes d'initiation traditionnels. Ainsi, dans un sens, les succès, les échecs, et les tentatives d'innovation des SYCOV représentent simplement un niveau intermédiaire dans le développement des capacités locales et le renforcement de la responsabilisation des organisations villageoises. En outre, les SYCOV ont permis à d'autres initiatives de voir le jour.

### **Le développement local porté à un niveau intermédiaire**

Pour améliorer leur performance de gestion, les associations de villages du sud du Mali avec l'appui de la CMDT et celle de l'assistance étrangère, ont créé en 1993 une institution chargée de l'audit de leurs comptes et de la fourniture de l'assistance technique aux responsables locaux en matière financière. L'institution fut appelée « Centre de gestion de Koutiala » et plusieurs branches locales furent établies depuis lors. Le personnel de ce centre provient des associations de villages. Le centre est responsable, en tant que tierce partie, de l'audit des comptes des AV, et bénéficie d'une assistance technique extérieure, qui joue actuellement un rôle en diminution. La supervision des politiques menées par le centre est assurée par un Conseil administratif, lié à la Fédération des associations de villages du sud du Mali. En principe, le centre est supposé fonctionner grâce à un budget généré par la vente de ses services aux associations de villages. Il se trouve donc dans une position intermédiaire, entre société d'audit privé et filiale entièrement subventionnée.

En réalité, le centre a été créé grâce à des financements extérieurs et en dépend encore partiellement. Il semble avoir survécu à la première phase d'établissement, de mise en opération et d'institutionnalisation préliminaire, et fournit en fait des services pour lesquels il existe une demande et génère des revenus. Le Centre de gestion démontre ainsi la capacité des institutions locales de passer au niveau supérieur dans la séquence d'activités, nécessaire pour devenir financièrement indépendant. Il révèle également l'existence d'un créneau important pour les organisations intermédiaires capables de fournir un appui technique essentiel aux nouvelles entreprises de la société civile. L'oeuvre de transfert des ressources et des responsabilités de commercialisation vers les structures villageoises a commencé à donner de multiples résultats particulièrement appréciables.



# Utilisation de thérapeutiques autochtones pour soigner les enfants victimes de la guerre en Afrique

Edward C. Green, Ph.D. et Alcinda Honwana, Ph.D.

**Notes CA 10**  
**Juillet 1999**

Les enfants des pays déchirés par la guerre en Afrique et ailleurs sont souvent les victimes directes ou indirectes de la violence, et/ou les témoins de diverses horreurs associées à la guerre. Dans plusieurs pays africains, des enfants âgés de sept et huit ans sont endoctrinés et enrôlés de force comme soldats ou porteurs. Les filles souffrent de cette situation autant et plus que les garçons, certaines sont forcées à avoir des relations sexuelles à un âge très précoce. Dans des conflits où terroriser les civils est devenu un moyen courant de réalisation d'objectifs politiques et militaires, les femmes et les enfants sont la cible fréquente d'actes délibérés de terreur et de mort. Il y a au moins un million d'enfants séparés de leurs parents pour cause de guerre dans le monde, et plusieurs milliers qui ont été traumatisés plus directement par elle. Ces enfants-victimes présentent des symptômes de troubles psychologiques post-traumatiques (TSPT), pour utiliser l'appellation psychiatrique occidentale. Les symptômes des TSPT et les réactions au stress qui leur sont habituellement associées comprennent: la suppression des sentiments et l'évitement de situations qui pourraient rappeler des événements traumatisants, l'insomnie, l'incapacité de se concentrer, la « réexpérimentation intrusive » se manifestant par des cauchemars et des flash backs, la léthargie, la confusion, la peur, le comportement agressif, l'isolement sociale, le manque d'espoir concernant le futur, ainsi qu'un état d'hyper-éveil qui se manifeste par une hyper-vigilance et une inclinaison à s'alarmer de façon exagérée.

Ces dernières années, l'UNICEF, l'USAID et diverses organisations bénévoles privées, telles que *Save the Children* et *Christian Children's Fund* ont développé ce qu'on a appelé des programmes psycho-sociaux, pour aider les enfants victimes de la guerre. Cependant, les thérapeutiques conçues à cet effet restent à un stade de développement préliminaire. On ne sait pas jusqu'à quel point les techniques de psycho-thérapie concernant le TSPT –à l'origine développées pour traiter les vétérans américains de la guerre du Viet-Nam— sont appropriées et efficaces dans le cas d'enfants d'Afrique ou d'autres régions en développement. Un des problèmes des TSPT est la notion même de troubles psychologiques **post**-traumatiques. En effet, dans ces contextes, si l'on considère la notion de violence dans un sens plus large que celle impliquant seulement le contact direct avec des situations de guerre (attaques militaires, champs de mines, etc.), et en y incluant des sphères telles que pauvreté, faim, déplacement et autres situations similaires, parler des traumatismes au passé (**post**) pose problème.

Un autre sujet de préoccupation concerne les techniques thérapeutiques du TSPT, qui sont centrées sur le patient en tant qu'individu, ignorant les croyances locales concernant le rôle que les forces ancestrales et malveillantes peuvent jouer dans le déclenchement et la guérison de la maladie. En outre, ces techniques ne prennent pas réellement en considération l'implication et la participation active de la famille et de la communauté dans le processus de guérison.

Lors de la réalisation des premiers programmes psychosociaux pour les enfants victimes de la guerre au Mozambique et en Angola, les responsables communautaires, les guérisseurs traditionnels et les familles ont montré qu'ils possédaient de nombreuses connaissances en matière de traitement des « blessures sociales » dues à la guerre, dont souffrent les enfants autant que les adultes. De telles blessures sont en effet traitables par les guérisseurs traditionnels, dont les interventions sont basés sur une appréhension autochtone de la manière dont la guerre affecte les esprits et les comportements des individus, ainsi que sur des croyances communes concernant la façon dont les forces spirituelles interviennent dans de tels cas. Lors de la réalisation de ces programmes, les gens n'ont pas demandé d'aide pour traiter certaines manifestations spécifiques mentales ou comportementales des traumatismes sur les enfants. Ce dont ils ont besoin, avaient-ils dit, étaient d'aide pour retrouver des membres de la famille disparus, ainsi que d'établissements scolaires et pré-scolaires, d'opportunités d'emplois pour les jeunes et d'un environnement social stable dans lequel fonctionner.

Il existe des informations probantes provenant d'un peu partout en Afrique indiquant que l'assistance médicale moderne ou occidentale pour le traitement des troubles mentaux, n'est pas particulièrement recherchée par les africains, qui ont généralement recours aux techniques thérapeutiques locales. Des études empiriques concernant l'efficacité relative des différentes formes de psychotérapies occidentales montrent qu'en fait, pratiquement toutes les psychotérapies possèdent quelques effets positifs sur le patient, et toutes sont potentiellement efficaces lorsqu'elles s'insèrent dans les spécificités sociales et culturelles locales. Ceci peut indiquer qu'en tant que psychotérapeutes, les guérisseurs africains autochtones peuvent être au moins aussi efficaces que les spécialistes de la médecine moderne, particulièrement dans le traitement de malades partageant une même culture africaine.

La recherche anthropologique effectuée au Mozambique et en Angola, montre que les traumatismes liés à la guerre sont directement associés au pouvoir et à la colère des esprits des morts. L'impossibilité de funérailles appropriées

en temps de guerre ne permet pas à ces esprits de trouver leur place dans le monde des ancêtres, ils sont donc considérés comme étant amers et potentiellement dangereux pour ceux qui les ont tués ainsi que pour de simples passants. Les individus qui ont fait la guerre, qui ont tués ou ont été témoins de tueries, sont considérés comme pouvant «contaminer» le corps social. Ainsi, les rituels de purification sont-ils essentiels pour leur réintégration au sein des communautés.

En 1994, lors de la réalisation du premier projet en Angola destiné à aider les enfants traumatisés par la guerre, on a découvert que les enfants étaient déjà aidés par la psychotérapie autochtone des guérisseurs traditionnels, sous la forme de cérémonies rituelles de purification. Ces rituels sont utilisés pour les ex-combattants ainsi que pour les enfants qui ont participé aux effusions de sang ou en ont été témoins. Le projet 'Enfants et Guerre au Mozambique' a relevé que les enfants bénéficiaient des mêmes traitements qu'en Angola. Dans ces deux pays, les thérapies semblent avoir été efficaces, tout au moins pour le court terme. Le traitement par des méthodes traditionnelles des enfants victimes de la guerre en Angola et au Mozambique semblent consister principalement en des rituels de purification, auxquels assistent des membres de la famille ainsi que la communauté au sens large. Lors de ces rituels, l'enfant est purgé en quelque sorte et purifié de la «contamination» de la guerre et de la mort, ainsi que du péché, du sentiment de culpabilité et du désir de vengeance de ceux qui furent tués par un enfant-soldat. Ces cérémonies comprennent donc des rituels et des symbolismes divers, dont les détails sont particuliers à chaque groupe socio-linguistique, mais dont les thèmes généraux sont communs à tous les groupes.

*Le jour de son arrivée, des membres de sa famille l'emmenèrent à la ndumba (la maison des esprits) où il fut présenté aux esprits des ancêtres de la famille. Le grand-père du garçon s'adressa aux esprits pour les informer que son petit fils était de retour et les remercier de leur protection, car l'enfant étaient revenu en vie (...) Quelques jours plus tard, un esprit médium fut invité par la famille pour les aider à pratiquer les rituels de purification du jeune garçon. Le praticien emmena l'enfant dans la brousse où une petite hutte couverte d'herbes sèches fut construite. Le garçon, portant les vêtements sales qu'il a rapporté du camp de la RENAMO, pénétra dans la hutte et se déshabilla. Par la suite le feu fut mis à la hutte et un adulte de la famille du garçon l'aida à en sortir. La hutte, les vêtements et tout ce que l'enfant avait rapporté du camp*

*devaient être brûlés. Un poulet fut sacrifié aux esprits des morts et son sang répandu tout autour du lieu où le rituel s'était tenu. Après cela, le garçon a aspiré la fumée de quelques herbes remèdes et s'est lavé avec de l'eau contenant des médicaments traditionnels (Notes de terrain, Mozambique).*

Ce rituel de guérison rassemble toute une série de significations symboliques dont le but est de rompre le lien que l'enfant possède avec le passé (la guerre). Alors que les pratiques modernes en matière de psychothérapie mettent plutôt l'accent sur l'extériorisation verbale des problèmes, ici le passé est expurgé. Ceci se manifeste par le fait qu'on brûle la hutte et les vêtements et par le nettoyage du corps. Se rappeler et parler du passé n'est pas nécessairement perçu comme un prélude à la guérison ou à la réduction des souffrances. En fait, on croit souvent que cette pratique ouvre plutôt la voie à l'intervention des forces malfaisantes. Ceci apparaît également dans le cas suivant, celui de Uige en Angola.

*Lorsque l'enfant ou le jeune homme retourne chez lui, on le fait attendre aux environs du village. La plus vieille femme du village jette de la farine de maïs sur le garçon et lui frotte tout le corps avec un poulet. Il ne peut entrer au village qu'après l'accomplissement de ce rituel. Il est alors autorisé à saluer sa famille dans le village. Après les salutations, il doit tuer un poulet qui est cuit et servi à la famille. Durant les huit premiers jours après son arrivée, il ne lui est pas permis de dormir dans son propre lit, il dort sur une natte à même le sol. Pendant ce temps, il est emmené à la rivière, de l'eau est versée sur sa tête et on lui donne du manioc à manger. En quittant le site du rituel il ne doit pas regarder derrière lui.*

Ce cas met l'accent sur le fait qu'il n'y a pas d'interaction avec la famille et les amis avant le rituel de purification. L'enfant est gardé hors du village et ne peut saluer les gens ni dormir dans son lit jusqu'à ce que le rituel soit accompli. Tel que mentionné ci-dessus, bien que les enfants puissent être questionnés sur leur expérience de la guerre dans le cadre du traitement, ceci n'est pas une condition fondamentale pour la guérison. Le but de la cérémonie est de purifier symboliquement l'enfant «pollué», de passer sur l'expérience de la guerre, d'oublier... (il faut noter ici le symbolisme de l'interdiction de regarder derrière soi). Des tabous en matière de nourriture et d'autres types de restrictions rituelles sont appliqués. Dans l'exemple de Uige, la personne qui accomplit le rituel de purifi-

cation doit éviter le poisson et la volaille pendant un à deux mois; après quoi, c'est le guérisseur traditionnel qui a pratiqué le dit rituel qui devra l'autoriser à consommer à nouveau ce type de nourriture.

Le rituel *okupiolissa* de Huila en Angola montre clairement la participation active de la communauté à ces rituels et met l'accent sur l'idée de purification.

*La communauté et les membres de la famille sont habituellement heureux de la rentrée de l'enfant. Les femmes se préparent à la cérémonie d'accueil... Une partie de la farine utilisée par les femmes pour se peindre le front est jetée sur l'enfant, tandis qu'une vieille femme respectée lance une gourde pleine de cendres à ces pieds. Au même moment de l'eau propre est versée sur lui aux fins de purification... les femmes du village dansent autour de l'enfant, faisant des gestes avec les mains et les bras pour écarter les esprits et les influences indésirables... Chacune d'entre elles le touche avec les deux mains de la tête aux pieds pour le débarrasser des impuretés. La danse est appelée : *Ululando-w-w-w*. Quand le rituel est terminé, l'enfant est emmené à son village et les villageois célèbrent son retour. Une fête est organisée dans sa maison, où des boissons traditionnelles seulement sont servies... L'enfant doit être formellement présenté aux chefs de ses parents... il s'assoit près des chefs, boit et bavarde avec eux, et cet acte marque son changement de statut dans le village.*

*Ces rituels de purification impliquant les enfants possèdent l'apparence de ce que les anthropologues appellent rites de transition. C'est à dire que l'enfant connaît un changement symbolique de statut, passant de quelqu'un qui a existé dans un cadre caractérisé par la violation sanctionnée de la norme ou de suspension de la norme (ex : meurtres, guerres), à celui de quelqu'un qui doit à présent vivre dans un cadre défini par des normes sociales et des comportements pacifiques. Dans le cas de Huila présenté plus haut, l'enfant purifié acquiert un nouveau statut qui lui permet de s'asseoir près des chefs et d'entretenir des rapports avec eux. Jusqu'à ce que la transition soit complète (grâce à l'exécution du rituel), l'enfant est considéré comme étant dans un état dangereux, un marginal, à cheval entre deux situations, dans un état liminal, dans une position ambiguë... Pour ces raisons, un garçon ne peut retourner au sein de sa famille ou dans sa maison, ou dormir dans son lit, ou peut-être même entrer dans son village, avant que les rituels ne soient terminés.*

*On rapporte que les symptômes manifestes des TSPT et d'autres troubles mentaux qui leur sont associés, disparaissent peu de temps après ces cérémonies; après quoi, la famille, les guérisseurs et les chefs locaux, s'emploient à ce que des relations de confiance durables s'établissent entre l'enfant traumatisé, les membres de la famille et des adultes de bon caractère. Ces interventions rituelles ont aussi pour but le rétablissement de l'harmonie spirituelle, notamment entre l'enfant et l'esprit de ses ancêtres. Le rétablissement de relations et activités normales avec d'autres enfants n'est pas un des objectifs spécifiques des rituels, mais les guérisseurs, les anciens du village, les enseignants et d'autres personnes s'occupant d'enfants le comprennent bien, lorsqu'on leur en a fait mention durant des séminaires de formation dans le cadre de projets, en Angola comme au Mozambique. Les thérapies par le théâtre et le dessin, ainsi que raconter des histoires et des contes, sont quelques unes des techniques introduites lors de ces séminaires.*

Il ne fait pas de doute que ces rituels sont essentiels dans la formation de la cohésion et de la solidarité familiales, et pour traiter les aspects psychosociaux et émotionnels des problèmes vécus par ces enfants. Le fait est, cependant, qu'ils retournent dans un milieu appauvri, se battant pour la satisfaction de besoins essentiels de base, en l'absence, dans de nombreux cas, d'écoles, d'hôpitaux, de possibilités de formation professionnelle ou d'opportunités d'emplois, ce qui leur aurait permis d'envisager un futur meilleur. Ainsi, même si ces rituels sont importants, ils doivent être complétés par des programmes de développement communautaire afin de préserver les acquis obtenus dans les sphères psychosociale et émotionnelle, qui ne peuvent être dissociées du reste.

Ainsi, l'approche des bailleurs de fonds, des ONG et d'autres organisations impliquées dans l'aide humanitaire pour les enfants victimes de la guerre devraient tenir compte de la manière dont sont appréhendés localement les traumatismes nés des guerres, ainsi que les stratégies autochtones adoptées pour les traiter. Ils devraient oeuvrer à la promotion d'environnements/contextes stables, sûrs, culturellement familiers, dans lesquels les enfants peuvent développer un sentiment de compétence et de sécurité dans un monde plus prévisible, en encourageant l'auto-suffisance grâce à des projets de développement communautaire fiables, au sein de leur famille ou, si nécessaire, de familles adoptives.

Le projet du *Christian Children Fund* en Angola essaie de s'appuyer sur les pratiques et les forces locales en matière de traitement des traumatismes, en les complétant de ses propres interventions psycho-sociales, telles que celles que nous venons de décrire. L'évaluation de ce projet ainsi que celui du « Children and War » (enfants et guerre) au Mozambique ont montré qu'un tel partenariat informel entre guérisseurs traditionnels avec leurs thérapies rituelles, et les programmes soutenus par les bailleurs de fonds, mettant l'accent sur la famille et l'ajustement social de l'enfant, pourraient fournir un modèle concernant la manière dont les approches autochtones et « occidentales-scientifiques » se combinent pour offrir une aide maximum aux enfants qui en ont besoin. En outre, un tel modèle de coopération et de partage des responsabilités sert à valider les traitements et croyances autochtones, qui ont tendance à stimuler et mobiliser les populations locales, qui, en fin de compte, ont besoin de développer des solutions durables, culturellement acceptables, afin de s'aider eux-mêmes.

# Education et alphabétisation en Afrique de l'ouest grâce à l'enseignement coranique

*Cet article est basé sur des recherches effectuées par des chercheurs locaux avec l'assistance et la supervision de Peter Easton, Associate Professor, Graduates Studies in Adult Education, Florida State University, et avec la collaboration active des communautés africaines concernées. Ce travail de recherche a été fait sous les auspices du Club du Sahel/OCDE, du CLISS et de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA).*

**Notes CA 11**  
**Août 1999**

Quels sont les aptitudes « pratiques » acquises par les étudiants à différents niveaux de l'enseignement coranique en Afrique de l'ouest ? Quels sont les différentes utilisations de ces connaissances, ainsi que les réseaux grâce auxquels elles sont développées et appliquées. L'enseignement coranique dans ces nombreuses formes constitue un système d'enseignement parallèle, en place depuis longtemps dans pratiquement toute l'Afrique. Il s'agit d'un enseignement qui fonctionne depuis des siècles, mais qui reste relativement inconnu des planificateurs du développement et rarement pris explicitement en compte dans leurs politiques et stratégies. L'Islam possède une longue histoire en Afrique de l'ouest et les systèmes d'éducation islamiques y ont opéré depuis bien plus longtemps que les systèmes occidentaux. L'Islam s'est d'abord propagé à travers l'Afrique du Nord au 7<sup>ème</sup> siècle. Au 10<sup>ème</sup> siècle, des communautés de marchands et de lettrés musulmans s'établissaient dans plusieurs centres commerciaux du Sahara occidental et du Sahel. Aux 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> siècles, les chefs de royaumes tels que ceux de Takrur, de l'ancien Ghana et de Gao se convertissaient à l'Islam et nommaient comme conseillers des musulmans qui étaient alphabétisés en langue arabe.

Le commerce trans-saharien était prospère à l'époque pré-coloniale et concernait une grande partie du flot important de marchandises qui étaient échangées entre l'Afrique et l'Europe. Ceci fut le cas du 11<sup>ème</sup> au 16<sup>ème</sup> siècle, c'est à dire jusqu'à l'arrivée des vaisseaux européens sur les côtes d'Afrique de l'ouest, de l'institution de la traite des esclaves à l'échelle transatlantique et du commerce triangulaire entre l'Afrique, l'Europe et le Nouveau Monde qui en a résulté. La colonne vertébrale de ce commerce transatlantique consistait initialement en des réseaux constitués de villes établies le long des routes commerciales par des marchands itinérants d'Afrique du Nord, qui se sont progressivement installés dans la région et/ou qui furent remplacés par des groupes locaux. Une bonne partie du produit de ce commerce fut utilisée dans le cadre du processus de construction de l'État.

## **Structure du système**

Le système d'éducation islamique existant un peu partout en Afrique de l'ouest possède une structure à plusieurs niveaux, moins rigide que son équivalent occidental. Il comprend aujourd'hui une filière traditionnelle (les études cora-

niques en tant que telles), une filière école formelle ou son équivalent « moderne » (écoles franco-arabes, quelques fois appelées médersas) et des formes intermédiaires ou hybrides, souvent appelées : « enseignement coranique amélioré ». À la base du réseau traditionnel on trouve le maktab ou école coranique, qui est le premier niveau du système, où les enfants entre l'âge de 3 et 10 ans commencent à apprendre le coran ainsi que les devoirs de base dont doit s'acquitter tout musulman. Ensuite vient la medersa ou école secondaire, où ceux qui ont essentiellement mémorisé et transcrit de longs passages (au moins) du coran s'engagent dans l'étude de ce qui est appelé « science islamique » (ilm), comprenant les traditions religieuses écrites et d'autres types de matériaux didactiques. Quelques étudiants choisis vont au delà de ce niveau pour entreprendre des études supérieures avec des imams et des marabouts bien connus (dans la région), ou dans des universités islamiques d'Afrique du Nord ou d'autres pays musulmans.

Au moins dans ces formes élémentaires, représentées par les écoles coraniques locales, l'enseignement islamique est bien répandu à travers l'Afrique de l'ouest. Une estimation du nombre de ces écoles au Niger seulement effectuée en 1990, indique le chiffre de 40 000. Cette forme d'enseignement constitue en réalité une alternative (aux idées officielles et occidentales) et une culture de la connaissance cachée, rivalisant avec la culture officielle – qui croise en quelque sorte cette culture officielle et qui en intègre souvent certains éléments— même si, dans la plupart des écoles africaines, l'institution de base du système constituée par le maktab, n'a pas du tout été considérée comme une école. Cependant, les élèves des écoles coraniques, les enseignants et les croyants en général sont bien au fait de la longue histoire de l'islam en Afrique de l'ouest et de l'existence de ses grands théologiens et enseignants, dont certains exercent de grands pouvoirs politiques et économiques, en particulier dans les régions sahéliennes. Ceux qui sont impliqués depuis des années dans le commerce des cultures de vente au Niger, Mali et Sénégal par exemple, ont développé des réseaux commerciaux avec des ramifications dans l'immobilier urbain et l'industrie, et de plus en plus à l'étranger également. Ceci rend l'enseignement coranique plus attractif, en tant que lien avec un système alternatif économique prospère et même politique viable. Il y a en fait à l'oeuvre une forte culture transnationale.

### Qualité variable et vaste couverture

Malgré ces tendances à l'uniformité dans l'importance accordée à l'enseignement religieux et l'orientation de

base, la nature et la qualité de l'instruction dans les écoles coraniques ainsi que le système dans son ensemble, varient de manière notable d'une région à l'autre. Dans les régions à prédominance musulmane, la grande majorité des enfants fréquentent les écoles coraniques. Ils apprennent principalement (en les mémorisant) les textes sacrés. Les garçons sont les plus nombreux parmi les élèves, mais souvent dans des proportions ne dépassant pas 2 pour 3 ou 2 pour 1, dans les premières classes. Dans quelques régions, comme celle de Futa Jalon, le nombre de filles par rapport à celui des garçons est pratiquement le même.

Le degré de « profondeur » de l'enseignement coranique dans ces régions est variable. En général cependant, une proportion importante d'étudiants mâles qui sont allés au delà de l'enseignement de base, poursuivent leurs études au niveau supérieur. La compréhension de l'arabe classique ou moderne qui va au delà des textes coraniques étant assez rare (exceptés pour ceux qui ont poursuivi leurs études dans des pays d'expression arabe), un plus haut niveau d'alphabétisation, c'est à dire l'aptitude à lire et à écrire, à tenir les livres et plus généralement à communiquer par écrit, existent le plus souvent dans des régions telles que les terres hautes de Guinée, le Sine Saloum du Sénégal et les zones de langue Hausa du Niger. C'est à dire là où il y a un système développé de transcription de la langue africaine utilisant les lettres de l'alphabet arabe (appelé ajami dans les cas hausa et fulani). En Guinée, 93 pour cent d'un échantillon de 77 anciens étudiants mâles interviewés déclaraient savoir lire et écrire en « ajami », tandis qu'au Sénégal, entre 25 et 75 pour cent des mâles adultes et 10 à 25 pour cent des femmes des villages contactés, déclaraient posséder ce même niveau d'apprentissage. Dans tous les cas, les niveaux étaient bien plus élevés que ceux concernant l'alphabétisation en langue française pour ces mêmes communautés rurales. D'autre part, 26 pour cent seulement de l'échantillon guinéen d'anciens élèves d'écoles coraniques se considéraient comme sachant lire et écrire, par rapport à 93 pour cent qui se disaient capables d'écrire en « ajami ». Une majorité de marabouts et d'imams semblaient néanmoins avoir acquis des aptitudes en matière de calcul, ce qui explique qu'on les retrouve souvent tenant les comptes des affaires des communautés.

Bien que la formation professionnelle ne soit pas explicitement partie prenante de l'enseignement coranique, la plupart des étudiants qui poursuivent leurs études au delà du niveau élémentaire finissent par travailler en tant qu'apprenti chez un marabout, un artisan ou un commerçant affiliés, si ce n'est que pour pouvoir payer les frais de

scolarité. L'enseignement coranique comprend des éléments pratiques et les étudiants sont imbus de l'idée qu'il faudra se prendre en charge. Ceci a conduit un chercheur sénégalais à faire la constatation suivante : « l'école coranique forme des créateurs d'activités, alors que le système formel forme des demandeurs d'emplois ».

### Applications de l'enseignement coranique

Hormis les applications religieuses de l'enseignement coranique, être en mesure d'écrire et de correspondre par écrit sont les aptitudes le plus souvent développées. En outre, la carrière la plus distinguée à laquelle peuvent prétendre les bons étudiants est celle de marabout ou d'imam. Il existe en effet une demande considérable pour des enseignants ou des hommes de religion en mesure de dispenser les services religieux nécessaires, étant donné l'expansion rapide de l'Islam en Afrique de l'ouest ces dernières années. Cependant, plus d'un quart des personnes interrogées guinéennes ont cité la possibilité d'exercer une fonction publique locale comme résultat pratique de l'enseignement qu'ils ont reçu, et on rapporte que des appréciations similaires ont été faites un peu partout ailleurs dans la région.

Cependant, les applications collectives et communales sont non moins fréquentes. En effet, la moralité, la jurisprudence et l'autorité (de type) musulmanes ont été utilisées comme base de la gouvernance traditionnelle durant des siècles à travers tout le Sahel. En fait, la plupart des mots de vocabulaire des principales langues sahéliennes qui ont trait non seulement à la religion mais aussi à la loi, à l'administration locale, à la diplomatie, à l'enseignement supérieur sont dérivés de ou empruntés à l'arabe.

### Conclusion : les résultats de l'acquisition du savoir

Ainsi, les résultats en termes pratiques de l'enseignement coranique dispensé dans les écoles coraniques locales en Afrique de l'Ouest aujourd'hui, sont de trois sortes :

- Introduction à l'écriture 3/4 et à un moindre degré au calcul-3/4 pour une partie importante de la population, hommes et femmes, dont un bon nombre n'aurait eu sans cela aucun accès à l'instruction. Ceux qui vont assez loin pour apprendre à bien lire, écrire et compter pour des utilisations pratiques quotidiennes (généralement dans une langue africaine, car une connaissance fonctionnelle de la langue arabe elle-même est encore plus restreinte) constitue une minorité, plutôt importante dans certains cas. En outre, l'alphabétisation en langue arabe est devenue un point de référence dans de nombreuses petites villes et zones rurales considérées comme largement analphabètes selon les critères occidentaux.
- Formation pour les dirigeants locaux, puisque une solide instruction musulmane est généralement acceptée en tant qu'indication de moralité, d'honnêteté et de discipline, c'est à dire comme étant la qualification de base permettant d'assumer les fonctions de responsabilité.
- Promotion économique et sociale, qui fut toujours le cas, mais plus encore récemment, étant donné le manque d'intérêt pour l'enseignement formel. Elle est possible grâce au rapport étroit existant entre réseaux islamiques et réseaux commerciaux traditionnels de la région. Les élèves diplômés des écoles coraniques sont le plus à même de trouver un emploi ou de pouvoir faire leur apprentissage auprès des commerçants traditionnels et dans le cadre du secteur commercial informel.

*Mali*

## Ressources culturelles et santé maternelle

*Cet article est basé sur des recherches effectuées par des chercheurs locaux avec l'assistance et la supervision de Peter Easton, Associate Professor, Graduates Studies in Adult Education, Florida State University, et avec la collaboration active des communautés africaines concernées. Ce travail de recherche a été fait sous les auspices du Club du Sahel/OCDE, du CLISS et de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA).*

**Notes CA 12**  
**Septembre 1999**

Dans une culture où traditionnellement la grossesse est considéré comme un sujet de discussion tabou, rarement abordé au sein des ménages, le projet « Africare's Child Survival Project » du district de Dioro, dans la région de Segou au sud du Mali (1989-1998), a réussi à améliorer la communication et le comportement de santé durant la grossesse.

L'objectif général du projet était la réduction des taux de morbidité et de mortalité chez les enfants, ainsi que chez les femmes en état de procréer. La stratégie du projet, qui a intégré les *connaissances et les ressources culturelles locales*, est largement utilisée dans tout le district de Dioro, s'est étendue à d'autres régions du pays et a été reconnue internationalement. Un élément novateur notable faisant partie de cette stratégie a consisté en l'utilisation du *pendelu*, une lingerie que porte les femmes au Mali qui, lorsque peinte en vert, prend une signification symbolique nouvelle, indiquant la grossesse.

Les interventions spécifiques faisant partie du projet furent : la santé maternelle, la surveillance de l'alimentation et de la croissance, le contrôle de la diarrhée, l'immunisation, le planning familial et l'éducation en matière de SIDA et de maladies sexuellement transmissibles.

En 1992, Africare, une organisation bénévole privée américaine travaillant dans le cadre du développement communautaire avait créé un service d'accouchement dans le district de Dioro (secteur de Koila, à 17 Kms de Dioro). Les communautés de Koila avaient exprimé le besoin d'une maternité avec service d'accouchement, et les responsables de la santé publique souhaitaient en faire un centre de fourniture de services de santé. Avant la construction de cette maternité, trois centres de santé seulement servaient tout le district de Dioro, avec une population d'à peu près 90 000 personnes.

Néanmoins, le taux d'utilisation de la maternité n'a été que de 20 à 30 pour cent seulement.

### **Ne discutons pas de grossesse**

Pour mieux comprendre les raisons de la sous-utilisation de la maternité, le personnel attaché au projet Dioro a conçu un système de recherche qualitative orienté vers l'action, afin d'étudier les connaissances, les attitudes et les pratiques en matière de santé maternelle (Clemmons et Coulibaly, 1994). Cette recherche devait permettre d'appréhender le contexte général des grossesses et



naissances dans la région, et d'identifier les ressources et les obstacles existants en matière d'amélioration de la santé maternelle.

- Les femmes et les hommes n'étaient pas seulement bien au courant des risques et des dangers associés à la grossesse et à la naissance, mais étaient également concernés par leurs conséquences (en termes de santé) :
  - « Lorsqu'une femme tombe enceinte, elle s'inquiète de sa santé tout au long de la grossesse ainsi que des conditions dans lesquelles elle devra accoucher » (une femme du groupe cible).
  - « Chaque fois que ma femme est tombée enceinte, j'ai appréhendé avec crainte ce qui pourrait se passer lors de l'accouchement » (un homme du groupe cible).
- La culture locale accorde une valeur importante au soutien offert par les maris à leurs femmes enceintes. Les hommes ainsi que les femmes ont déclaré que le mari d'une femme enceinte devait agir comme son principal conseiller et protecteur. Bien que les hommes ne possédaient pas les informations de base en matière de soins à offrir à une femme enceinte, ils ont montré un grand intérêt quant au développement de la grossesse et ont dit qu'ils se sentaient responsables de ce que leurs épouses passent saines et sauvées l'épreuve de l'accouchement. Un des obstacles d'origine culturelle les plus importants qui explique les comportements de santé maternelle des femmes, est l'absence de discussion concernant la grossesse au niveau du ménage, particulièrement entre maris et femmes. Hommes et femmes ont tous deux cité les sentiments de gêne et de honte comme étant les raisons premières du manque de communication verbale sur ce sujet:
- En général, une femme éprouve un sentiment de honte dès le début, lorsque les gens autour d'elle découvrent qu'elle est enceinte.
- Une femme éprouve de la gêne à informer son mari de sa grossesse, en particulier lorsqu'il s'agit de la première fois.
- Durant toute la durée de sa grossesse, une femme n'en parlera qu'en dernier recours, c'est à dire lorsqu'elle aura à faire face à un problème qu'elle ne peut résoudre seule, qu'il soit d'ordre matériel, financier ou de santé.
- Un homme ne parlerait de grossesse et d'autres problèmes ayant trait aux relations sexuelles, qu'avec un ami ou une autre personne, plutôt qu'avec sa femme.

Maris et femmes éprouvent non seulement de la gêne à discuter de grossesse entre eux, mais aussi les femmes avec d'autres femmes, y compris avec leurs belles-mères, les autres épouses et les amies. L'absence de discussion au niveau du ménage sur cette question ne permet pas à l'information sur les grossesses à hauts risques et concernant les signes d'alerte en la matière d'être partagée. Ce manque de communication peut également inhiber le processus de prise de décision concernant l'allocation des ressources de la famille, ainsi que l'adoption de comportements favorables à la santé maternelle. Bien que les femmes du secteur de Koila souhaitaient qu'il y ait des services de santé maternelle, une des raisons pour lesquelles elles n'ont pu les utiliser est qu'elles ne pouvaient pas initier des discussions sur ce sujet ni solliciter le consentement et le soutien financier de leurs maris, qui sont considérés les chefs de ménages et les principaux preneurs de décisions pour les affaires de famille, au sein de la culture malienne. Comment alors est-ce que le projet pouvait espérer communiquer avec les communautés et promouvoir l'adoption de comportements favorables à la bonne santé maternelle lorsque la grossesse elle-même est un sujet qui suscite le silence embarrassé et la honte, à la fois chez les femmes et chez les hommes ?

### **Commençons par discuter de grossesse en exploitant les ressources culturelles**

En général, les éducateurs de santé essaient de faire en sorte que les gens changent leur comportement de santé en faisant appel à la raison, utilisant des arguments logiques et évoquant des aspects pratiques. Cependant, comme le montre l'impact limité de nombreuses stratégies de santé IEC (Information, Education et Communication), ce type de stratégie a manqué d'efficacité. Les canaux traditionnels de communication tels que les chants, les contes, les poèmes de louanges ou épiques, les proverbes, offrent des alternatives efficaces aux stratégies de santé IEC. Ces ressources culturelles fournissent le moyen le plus direct d'approcher les sujets sensibles et les questions d'ordre personnel en s'appuyant sur les valeurs, attitudes et motivations des personnes concernées (Hale et Stoller, 1985; Mutasa, 1994). Elles permettent de promouvoir les changements de comportements aux niveaux individuel et social, en faisant appel aux sentiments, tout en informant et éduquant les personnes concernées. Pour ces raisons et dans le cadre du contexte socioculturel décrit plus haut, le personnel du projet a conçu une campagne de promotion de la santé maternelle qui a utilisé trois canaux de communication tradition-

nels : (i) un vêtement traditionnel féminin ; (ii) un *griot*, (iii) une chanson.

### Le pendelu vert

Le petit pagne appelé *pendelu* en bambara est un sous-vêtement de femme qui ressemble à une combinaison. D'après les normes sociales en vigueur, seules les femmes mariées peuvent porter le *pendelu*, car outre le fait qu'il s'agit d'un vêtement intime, il est également utilisé par le couple pour s'essuyer le corps après l'acte sexuel. Bien que considéré comme vêtement érotique (comme peut l'être un déshabillé noir dans la culture occidentale), le *pendelu*, traditionnellement fait de coton blanc, possède une signification culturelle bien plus profonde. Il est à la fois perçu comme symbole des rôles, devoirs et privilèges conjugaux et est interprété comme *signe non-verbal ou indication* d'attitudes et de comportements se manifestant dans le cadre des rapports entre maris et femmes. Lorsqu'une épouse s'entoure la taille du *pendelu*, cela signifie qu'elle se sent femme et attirante, mais aussi qu'elle est en mesure de *contrôler une situation qu'elle a créé*.

Une femme portera le *pendelu* en présence de son mari dans le cadre de l'intimité de la chambre à coucher, discrètement mais de manière suggestive; elle le porte pour attirer son attention, pour susciter le désir et pour initier une interaction qui va audelà du domaine sexuel. Lorsque un mari remarque que sa femme porte un *pendelu*, cela lui rappelle non seulement son rôle de partenaire sexuel mais aussi de conseiller, de protecteur et de pourvoyeur aux besoins de son épouse. C'est ainsi que la vue de sa femme portant un *pendelu*, suscite chez l'homme les sentiments de virilité, de sagesse, de force; il se sent en outre concerné et responsable. Les femmes disent que c'est là, dans l'intimité de la chambre à coucher, avec le *pendelu* à la taille où déposé à portée de la main, qu'elles sont le plus à même d'exprimer leurs soucis et requêtes spéciales, et que les hommes sont le plus à même d'écouter. Le *pendelu*, un symbole subtile et pourtant fort, est en conséquence un moyen de communication traditionnel non-verbal efficace, utilisé par les couples mariés. Il suscite intimité physique et émotionnelle, et signale chez les hommes et les femmes des rôles et des responsabilités spécifiques à leur culture et à leur genre. Chiwome (1994) a démontré ailleurs que souvent en Afrique, *l'utilisation délibérée de gestes et d'autres moyens de communication non-verbaux est un substitut efficace aux mots, en particulier dans un cadre où les mots seraient inappropriés*.

Le personnel du projet a fait fabriquer chez les tailleurs locaux trois cent *pendelus*, afin de les distribuer dans le cadre d'une campagne de santé maternelle pilote. Une modification importante fut toutefois apportée à la couleur, qui de blanche devint verte, pour symboliser la grossesse et signaler les rôles de protecteur, conseiller et défenseur du mari. Comme Camaroff (1985) l'a remarqué ; « le bleu et le vert, les diverses couleurs de la pluie, l'eau, la fraîcheur et la croissance... sont liés au pouvoir... (et) indiquent la fécondité... Le vert plus spécifiquement signifie l'origine ou les divers degrés de la croissance ».

### Le griot

Dans la culture malienne, les *griots* sont des bardes qui chantent les louanges et font oeuvre d'historien oral et de médiateur social. Bakary Koita est un griot qui a vécu dans Dioro-ville toute sa vie et qui est bien connu à travers tout le district de Dioro. Il fait partie d'une des principales familles de *griots* du Mali, dont la profession lui a été transmise par son père. S'accompagnant d'une guitare traditionnelle, il est aussi à l'aise pour chanter des louanges et dire des histoires, que pour composer des chansons qu'il chante lui-même. Bakary a ainsi été recruté pour la campagne de santé maternelle. Il faut ajouter que les *griots* sont connus comme psychologues sociaux, médiateurs/conciliateurs, historiens, artistes, diplomates, possesseurs de pouvoirs surnaturels, éducateurs et artistes. A travers l'histoire, les griots ont toujours démontré leur efficacité en tant que catalyseurs sociaux, utilisant le pouvoir des mots pour influencer le comportement des gens en agissant sur leurs émotions et sentiments (Conrad et Frank; Hale et Stoller; Finnegan; Johnson; Okpewho; Peek ; Sienaert et Cowper-Lewis).

Connaissant les noms, l'histoire des familles, les personnalités et même les affaires mondaines des communautés, les *griots* bénéficient du privilège, sanctionné par la société, d'être en mesure de dire directement à n'importe qui ce que personne d'autre au sein d'une communauté n'oserait dire. Ceci sans que l'âge d'un individu, son genre ou son origine ethnique ou sociale ne constituent des obstacles. Les griots utilisent leur charisme personnel, ainsi que le pouvoir des mots, pour offrir leur médiation dans des affaires impliquant des membres d'une même famille, des voisins et même des communautés. Au Mali, dans les communautés rurales, seul un *griot* peut effectivement promouvoir la discussion de sujets sensibles comme la grossesse et le *pendelu*, autant dans les sphères publique que privée, sans que cela soit considéré comme obscène ou mal à propos.

## La chanson

Durant deux semaines, Mr. Koita a travaillé avec le personnel du projet pour composer une chanson destinée à éduquer les gens en matière de santé maternelle et aussi à promouvoir l'utilisation du *pendelu* vert. Le personnel lui ayant fourni pour ce faire les informations techniques nécessaires et les messages clés à transmettre. C'est ainsi que la promotion du *pendelu* vert fut introduite en tant que symbole de grossesse et de communication au sein du couple et que maris, épouses et belles-mères furent identifiées comme constituant l'audience cible de la chanson. Pour contrer la honte, la peur et l'impuissance décrites par les femmes et les hommes lors des discussions au sein des groupes cibles, le personnel du projet demanda à Mr. Koita d'associer l'apparition du *pendelu* aux sentiments de bonheur, de fierté, de responsabilité et de confiance. Les principaux objectifs de la chanson étaient : (i) d'informer les femmes et les hommes mariés, ainsi que les belles-mères des épouses, sur les grossesses à hauts risques, les signes d'avertissement durant la grossesse, et les comportements à adopter permettant de réduire les risques;

(ii) d'accroître la communication concernant la grossesse et la santé maternelle au sein des ménages, particulièrement entre maris et femmes; (iii) d'augmenter l'utilisation par les femmes enceintes des installations et services de santé maternelle offerts par les fournisseurs qualifiés.

## La campagne de santé maternelle IEC

Africare a mené une campagne de santé maternelle IEC dans sept villages du secteur de Koila dans le district de Dioro, afin de tester l'efficacité des médias traditionnels. Un total de 600 adultes (300 femmes et 300 hommes) participèrent à la campagne, qui incluait la tenue d'assemblées d'hommes et de femmes, durant lesquelles des informations relatives à la santé maternelle étaient communiquées par le personnel, utilisant des moyens de communication "modernes", tels que vidéos, tableaux à feuilles mobiles, badges, ainsi que les trois autres "ressources culturelles" identifiées. Lors des assemblées tenues par les femmes, le personnel du projet distribua un total de trois cent *pendelus* verts à des femmes mariées en état de procréer, dans chacun des sept villages.

## Impact

Trois mois après la campagne, le personnel du projet a effectué une évaluation afin de mesurer l'impact du

*pendelu* vert et des autres moyens de communication utilisés, destinés à permettre un changement des comportements; y compris la chanson écrite par le griot ainsi qu'une vidéo et un badge faisant la promotion des activités communautaires du projet. L'évaluation finale du projet dite Enquête-Couverture-Connaissances-Pratiques (*Knowledge-Practice-Coverage-Survey*) a permis de mesurer plus encore l'impact de la campagne IEC.

L'évaluation de l'impact a consisté en une enquête auprès de 320 personnes, dont 205 avaient participé directement aux diverses activités de la campagne et 115 qui par contre, n'y avaient pas participé. L'échantillon comprenait 130 femmes mariées en mesure de procréer (épouses), 127 hommes mariés (époux) et 63 femmes plus âgées ayant des garçons mariés (belles-mères). L'âge moyen des personnes interviewées était de 36,5 ans.

D'après les résultats de l'enquête, la campagne a permis d'augmenter très nettement le niveau de communication entre maris et femmes concernant la santé maternelle. En effet, 65,5% des participants à l'enquête ont dit qu'ils ont discuté des questions de grossesse et de santé maternelle, après la campagne. Avant cette campagne, 3% à peu près de la population avaient discuté santé maternelle avec leur époux ou épouse.

Parmi les moyens de communication utilisés durant la campagne, le *pendelu* vert a été l'élément que les participants ont trouvé le plus intéressant (83,9%). En outre, 94,4% des personnes interrogées en avait entendu parler. Il est remarquable de constater que 85% des personnes interrogées qui *n'avaient pas participé* à la campagne avaient entendu parler du *pendelu* vert, ce qui indique une diffusion rapide et effective de ce concept novateur. En effet, l'évaluation d'impact permet de constater que bien que 600 personnes seulement (10% de la population de plus de 15 ans d'âge) avaient participé à la campagne IEC, près de 5000 personnes (89% de la population) avaient vu ou entendu parler du *pendelu* vert trois mois après. Presque toutes les personnes interrogées savaient que le *pendelu* vert représentait la grossesse : 89% des époux, 79% des épouses et 76,9% des belles-mères.

La campagne IEC a conduit à l'adoption d'attitudes et de comportements plus positifs vis-à-vis de la grossesse au niveau du ménage, les maris commençant à aider leurs épouses dans les travaux, à améliorer leur nutrition et à les inciter à effectuer un suivi médical et à avoir recours à d'autres services de santé.

Les résultats de l'enquête d'évaluation indiquent que l'utilisation innovante de moyens de communication traditionnels a été non seulement efficace en assurant la promotion de la communication *verbale et non verbale*

entre maris et femmes et avec les belles-mères, mais a également facilité le changement social. Le sujet de la grossesse n'est plus tabou dans le secteur de Koila. En effet, la grossesse et la santé maternelle sont à présent des sujets de discussion courants aux niveaux des ménages et de la communauté. Durant et après l'année de la campagne de sensibilisation, le projet a dépassé son objectif d'assurer que 60% des naissances s'opèrent avec l'assistance d'une accoucheuse formée ou d'un(e) professionnel(le) de la santé, alors que ce taux n'était que de 20% au début du dit projet. 77% environ des naissances ont bénéficié d'une assistance et plus de la moitié des femmes enceintes ont demandé des consultations prénatales.

### Conclusion

Le *pendelu* vert a été une innovation en quelque sorte idéale dans le cadre d'un système de connaissances autochtones, car sa signification culturelle et son utilisation étaient déjà bien comprises au niveau du projet. Tout ce qui devait être expliqué était la signification de la couleur verte (grossesse) et de l'associer à des actions spécifiques bénéfiques à la santé maternelle. Bien que la signification du *pendelu* vert soit nouvelle, le cadre (la chambre à coucher), les circonstances (l'intimité physique et émotionnelle), les utilisatrices (les épouses) et l'audience cible (les époux), sont restés les mêmes que ceux du *pendelu* traditionnel. Ainsi, les femmes du secteur de Koila se sont aisément adaptées au port du *pendelu* vert durant la grossesse parcequ'elle utilisent une « technique corporelle » familière.

En outre, le rôle du griot a été essentiel : ...*c'est précisé-ment parce que le barde...communique une tradition an-*

*cienne de plusieurs siècles qu'il est capable de contribuer d'une manière plutôt unique aux changements sociaux les plus nécessaires pour la survie de nombreux peuples africains d'aujourd'hui.* (Hale et Stoller, 1995)

Parmi les diverses méthodes et médias utilisés pour informer, éduquer et communiquer à propos de grossesse et de santé maternelle, l'enquête d'évaluation de l'impact du DCSP a montré que les trois médias traditionnels ont été de loin ceux dont les communautés se sont le plus souvenues. Presque toutes les personnes interrogées se sont rappelées du *pendelu* vert, du griot et de la chanson. Ainsi, bien que *pendelu*, griots et chansons sont des moyens de communication traditionnels au Mali, leur utilisation peut être effectivement adaptée à des besoins nouveaux. Mutasa (1994) présente des conclusions similaires dans sa discussion de l'utilisation moderne de proverbes anciens en Afrique du Sud: *Comme les temps et les situations changent il faut de nouvelles solutions que les formes traditionnelles ne peuvent plus fournir. Cependant, il est souvent suffisant d'adapter une pratique ancienne à un contexte moderne. Ce processus d'innovation devient une preuve vivante de la continuité de formes traditionnelles.*

De nombreux projets de développement ont tendance à ignorer ou à sous-estimer la valeur des ressources culturelles, se tournant plutôt vers les technologies nouvelles et les ressources « modernes ». La campagne IEC de santé maternelle d'Africare a Diaro au Mali offre une illustration du potentiel que les connaissances autochtones et d'autres ressources culturelles possèdent, et qui permettent de contribuer à la santé et au bien-être des communautés rurales d'Afrique.

# Langues sahéliennes, savoirs locaux et autogestion

*Cet article est basé sur des recherches effectuées par des chercheurs locaux avec l'assistance et la supervision de Peter Easton, Associate Professor, Graduates Studies in Adult Education, Florida State University, et avec la collaboration active des communautés africaines concernées. Ce travail de recherche a été fait sous les auspices du Club du Sahel/OCDE, du CLISS et de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA).*

**Notes CA 13**  
**Octobre 1999**

L'Afrique est un continent de plus de 2 000 langues. Cependant, beaucoup d'entre elles sont apparentées et un bon nombre sont plus ou moins bien comprises par ceux dont elles ne sont pas les langues maternelles. L'Afrique est donc aussi un continent de multilinguisme, où une proportion relativement élevée de la population parle ou comprend plus d'une langue. En outre, la distribution des langues est loin d'être uniforme. L'Afrique de l'Ouest en est un bon exemple. Les régions côtières sont pour la plupart caractérisées par l'existence de nombreuses langues locales, dont beaucoup ne bénéficient que d'une distribution limitée. Les régions de l'intérieur, en particulier le Sahel, sont par contre caractérisées par la présence d'un nombre de langues plus restreint, mais qui bénéficient d'une diffusion plus large.

Les raisons sont à la fois d'ordre topographique et politique. Des forêts denses, de nombreuses rivières et la toute présente mouche tsé-tsé ont rendu la communication latérale et le transport à dos de cheval très difficiles dans les régions côtières, et ont favorisé l'apparition d'une multitude de groupes ethniques et de petites communautés linguistiques.

Cependant, à l'intérieur, dans la région des savannes et des plaines en bordure du désert, voyager était plus facile sur de longues distances. Des empires se sont ainsi constitués qui entreprirent de réglementer et taxer le commerce trans-saharien florissant et en même temps, diffuser sur de grands territoires des langues véhiculaires africaines telles que le bambara, le wolof et le mooré. C'est ainsi qu'on dit qu'il est possible de se rendre par voie terrestre de Dakar jusqu'au lac Tchad, en ayant recours à seulement trois langues africaines : le wolof, le bambara et le hausa, tandis qu'un voyage d'une distance similaire le long de la côte jusqu'au Nigeria en nécessiterait plus de 300.

En 1985, dans la région de Gulmu au Burkina Faso, située dans les zones peu développées de l'est, à la frontière du Bénin, une ONG appelée Tin Tua fut créée par des membres de la communauté. L'objectif de cette ONG était de ressusciter une campagne d'alphabétisation qui avait été menée sans grand succès par l'État. Tin Tua constitua dans 31 villages de la région un réseau de centres d'alphabétisation dans la langue gulmancéma, une langue minoritaire mais néanmoins parlée par plus de 500 000 personnes. Tous ces villages (à l'exception de ceux du district de la capitale) manquaient d'écoles primaires lors du démarrage du programme. Aujourd'hui, ce programme permet de servir 15 000 personnes (adultes et adolescents) annuellement, dont 41% sont des femmes.

Tin Tua a aussi lancé le journal mensuel de Gulmancéma "Labaali", qui a 3 000 abonnés et emploie des journalistes équipés de vélocycle et de magnétophones dans tous les villages couverts.

Fort du succès de cette expérience, l'association a entrepris de créer il y a plusieurs années des écoles primaires communautaires, où la langue d'enseignement utilisée est le gulmancéma pour les classes préparatoires et où le français n'est introduit que progressivement. Il y a deux ans, la première vague d'étudiants passait les examens de fin d'études primaires, qui doivent l'être dans la langue française. Les enfants qui avaient commencé leur études en utilisant leur langue maternelle connurent en général un taux de réussite plus élevé que ceux des écoles formelles. Le responsable des programmes d'enseignement de Tin Tua explique ainsi leur succès : "Lorsque vous considérez le contexte dans lequel tout cela se passe et le fait qu'il n'existe qu'un seul instructeur par école qui parle le français, ce qui est surprenant est la vitesse avec laquelle se fait l'apprentissage. Est-ce parce que la langue maternelle sert de base pour apprendre le français, ou est-ce la motivation de ces étudiants, la méthode active d'enseignement utilisée ou le degré de dévotion de l'instructeur?"

### **Langues africaines utilisées dans divers domaines, y compris en comptabilité.**

À plusieurs centaines de kilomètres de là, au sud du Mali, dans une région de culture du coton où les taux de scolarisation sont d'un peu plus de 20%, un ensemble d'associations de villages centrés autour de Koutiala et de Bougouni a, durant les deux dernières décennies, progressivement assumé la responsabilité de la commercialisation des récoltes agricoles, de la gestion des crédits agricoles et du ré-investissement des bénéfices de ces opérations. Ceci fut fait en grande partie grâce à la maîtrise des systèmes administratif et de comptabilité développés directement dans la langue bambara. On retrouve une situation similaire dans le delta du Niger, à l'intérieur des terres, où la culture commerciale pratiquée est le riz. Dans le village de Niono Coloni de cette région, les responsables locaux organisent des examens pour s'assurer que les responsables de la coopérative agricole élus démocratiquement, possèdent une connaissance de base du bambara écrit, même si les formulaires de tenue des comptabilités sont écrits dans les deux langues : française et bambara. C'est ainsi que les élèves des écoles coraniques et ceux ayant quitté l'école primaire formelle qui souhaitent occuper ces postes, s'inscrivent généralement dans des centres d'al-

phabétisation pour adultes, pour apprendre la transcription phonétique du bambara.

Ces cas ne sont pas des exemples isolés. À travers toute la région sahélienne d'Afrique de l'Ouest (pays situés au sud du désert du Sahara), les formes écrites des langues africaines sont de plus en plus utilisées en tant que véhicule de communication, au niveau local mais aussi national, en tant que moyen d'expression de la culture autochtone. Ce phénomène est de plus en plus prononcé dans les pays d'Afrique francophone, où les langues africaines ont pendant longtemps été peu reconnues, ayant été considérées comme des dialectes menaçant l'unité nationale et ne permettant pas la communication internationale.

### **Changement lent mais sûr**

Plusieurs facteurs ont contribué à ce changement, y compris l'arrivée de gouvernements plus représentatifs et plus tolérants vis-à-vis de la société civile, la dissémination des langues africaines provoquée par les migrations internes, les contacts inter-ethniques, ainsi que la reconnaissance progressive de la valeur des connaissances autochtones et de la culture africaine. En même temps, l'expérience et la recherche ont démontré que les enfants qui utilisent leur langue maternelle au début de leurs études ou une autre langue déjà bien connue par eux, ont plus de chances de succès, y compris de pouvoir maîtriser une seconde langue de communication écrite comme le français ou l'anglais, que ceux qui sont forcés d'assimiler une langue totalement étrangère dès le départ. Les adultes aussi semblent être en mesure d'acquérir plus facilement une seconde langue, lorsqu'ils ont d'abord appris à écrire dans leur propre langue.

Le changement fut lent, en particulier au niveau central, où l'on a plus parlé qu'agit. L'introduction de langues africaines dans l'éducation primaire est restée pendant des années au niveau "expérimental" dans des pays tels que le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal, et il y a eu peu de rapports entre établissements éducatifs non-formels (qui utilisent les langues locales) et formels.

Cependant, durant les années 1990, un certain élan en faveur des langues locales s'est manifesté. Ceci peut s'expliquer par le développement de nouvelles entreprises génératrices de revenus, telles que coopératives, associations non-gouvernementales, affaires commerciales de divers types, ainsi que de gouvernements communautaires locaux qui se constituèrent lors de la période de démocratisation et de privatisation économique

relative. Il était en effet nécessaire pour gérer ces associations et entreprises, d'avoir un personnel qui sache lire et écrire de préférence dans les langues locales, plutôt qu'en anglais, français, arabe ou portugais, si l'on souhaitait assurer un minimum de responsabilité démocratique.

### Bénéfices de l'alphabétisation au Burkina Faso

On trouve de nombreux exemples au Burkina Faso, un pays dont le nom lui-même est un amalgame de deux langues africaines proéminentes : «Burkina » étant le terme en langue *mooré* pour «personne honnête» et « Faso » signifiant « nation » en langues *jula* et *fulfulde*—une nation de personnes honnêtes. A Boulboulou, un petit village non loin d'Ouahigouya, dans le nord du pays, un grand nombre de femmes ont pu fréquenté un centre d'alphabétisation ouvert pour elles à la demande de leur association de développement. Dans la capitale même Ouagadougou, un autre groupe de femmes nouvellement alphabétisées du district de Goughin se sont regroupées pour créer une coopérative : «Song Tabà», vouée à la fabrication et à la vente du savon et du beurre d'arachide. Après avoir essayé sans succès de confier la gestion de la coopérative aux quelques femmes qui possédaient une formation scolaire formelle rudimentaire, elles ont fini par développer des systèmes de gestion en langue *mooré* et ont créé un réseau d'entreprises de femmes au niveau local.

En fait, à travers le pays, le nombre de ceux et celles qui ont bénéficié des programmes d'alphabétisation a commencé à égaler celui des élèves ayant achevé le cycle d'études primaires du système formel, qui reste restreint à cause du nombre insuffisant d'enseignants formés dans la langue française et du manque de moyens financiers. En 1996, il y avait près de 4 000 centres d'alphabétisation par rapport à 3 000 écoles primaires. Cette même année, 46 000 sur 72 000 élèves inscrits dans les centres d'alphabétisation avaient été déclarés comme sachant lire et écrire dans l'une des langues du pays, tandis que, dans le système formel, 11 000 seulement des 86 000 élèves admis en sixième année sont passés à l'école moyenne. Il est intéressant de noter que 52% des élèves qui ont réussi aux tests d'alphabétisation étaient des femmes, tandis que, dans le système formel, 40% seulement des inscrits en sixième année et 8,5 % seulement des inscrits à l'école moyenne étaient des filles. Neuf sur dix des femmes nouvellement alphabétisées étaient, selon le Centre national d'alphabétisation, des membres actives d'associations de femmes et de coopératives locales.

### Exprimer les connaissances autochtones

Il y a vingt cinq ans, après la première vague des campagnes nationales d'alphabétisation dans les pays sahéliers et l'apparition des premiers centres d'alphabétisation locaux, une enquête sur les conséquences de l'alphabétisation dans l'ouest du Mali étaient réalisées. L'enquête comprenait des études de cas. C'est ainsi qu'une équipe d'enquêteurs a été amenée à passer plusieurs jours dans un village appelé Sirakoro, au sud de Kita où, bien que l'aide de l'État y ait été plutôt irrégulière, ils y ont cependant constaté des résultats pour le moins remarquables.

Le premier groupe composé de jeunes gens du village qui avaient appris à lire et à écrire et qui par la suite occupèrent des postes de contrôle des transactions commerciales locales (d'arachides principalement), avaient eux-mêmes formé un deuxième groupe d'étudiants. C'est ainsi que peu de temps après, la majorité des adultes du village avait appris à lire et à écrire dans la langue bamabara/malinké et que les autorités villageoises décidèrent qu'il fallait s'occuper de l'instruction des enfants. Ils décidèrent donc qu'aucun enfant ne devait atteindre l'âge de vingt ans sans avoir appris à lire et à écrire dans sa langue maternelle. Comme il n'y avait pas d'école formelle primaire dans les environs, les gens du village décidèrent de créer de manière indépendante leur propre école ainsi qu'un programme d'enseignement. Les jeunes qui avaient appris à lire et à écrire décidèrent par eux-mêmes d'écrire l'histoire du village et de sa région et de l'enseigner aux écoliers.

Cette approche a été reprise dans plusieurs autres régions du Sahel. Les langues africaines devenant des langues écrites, utilisées dans l'activité de gestion des entreprises locales ainsi que pour enregistrer les connaissances autochtones. Ainsi, après près de vingt à trente ans d'un succès pour le moins mitigé des « campagnes nationales » dirigées par le haut, les classes d'alphabétisation commencèrent à prendre de l'ampleur dans les années 1980, même lorsqu'elles étaient offertes par des associations et organisations non-gouvernementales locales pour surtout répondre d'abord à leur propres besoins. Ceci a aussi conduit dans de nombreux cas à ce que la culture locale puisse mieux s'exprimer.

### Trilinguisme fonctionnel

Une des différences principales entre les premières activités d'alphabétisation et celles plus récentes est l'appropriation au niveau local. L'acquisition d'une langue africaine n'est plus présentée comme une alternative à celle

des autres langues internationales comme l'anglais et le français, comme une forme de « formation rurale », ou « d'instruction bantoue », pour ceux qui ne peuvent y avoir accès, mais plutôt comme un avantage culturel et politique et un moyen qui facilite l'acquisition d'une seconde langue.

En outre, une nouvelle complémentarité entre différentes langues est en train d'émerger progressivement, qu'on appelle quelque fois « trilinguisme fonctionnel », où l'on apprend d'abord à lire et à écrire dans sa langue maternelle, puis dans une deuxième langue africaine plus largement utilisée et enfin dans une langue internationale comme le français, l'anglais ou l'arabe. Cette approche semble logique dans un continent où 50% de la population parle déjà au moins deux langues.

### **Permettre à la culture minoritaire de s'exprimer**

Dans ce cas également le Burkina Faso offre un bon exemple, qui situé entre les régions sahéniennes et côtières ne compte pas moins de 70 langues, quoique 75% de la population parle aussi l'une ou l'autre des langues les plus usitées (mooré, jula et fulani). Presque toutes les langues du Burkina sont à présent utilisées dans leur forme écrite. C'est ainsi qu'une personne de langue gourmancéma apprendra le mooré ou le fulani plus le français, au cours de son éducation, qu'elle soit scolaire formelle, ou non-formelle d'alphabétisation. Pour cette raison, la revendication d'utilisation des langues sahéniennes est devenue en quelque sorte le point de ralliement des cultures minoritaires d'Afrique de L'Ouest, qui souhaitent affirmer leur identité propre tout en étant partie prenante de celle de la nation, et préserver les traditions tout en établissant des ponts avec la société au sens large. L'association Tin Tua en est une illustration. C'est aussi le cas d'une autre expérience pour le moins remarquable, qui s'est faite dans la région Podor, au nord-ouest du Sénégal.

Depuis 1986 l'organisation ARED (Association pour la Recherche en Education) s'est dédiée à la publication de

textes de lecture dans la langue pulaar pour les apprenants des départements sénégalais situés en bordure de mer entre Dakar et Saint Louis. Le pulaar est la version régionale des langues fulani, peulh, ou fulfudé, qui sont utilisées un peu partout dans les pays sahéniens, mais nulle part de manière majoritaire, mis à part certaines sections du Nord du Cameroun et dans les montagnes Futa Djallon de Guinée. Le programme ARED fait en fait partie de toutes une série d'autres, y compris celui coordonné par l'APESS (Association Peuhl pour l'Education et la Science) au Burkina Faso, qui, ces dernières années, ont été consacrés à la promotion de l'utilisation des variantes régionales du fulfudé.

Les activités d'ARED ont été appuyées avec énergie par les associations d'utilisateurs de la langue pulaar qui ont émigré en Arabie Saoudite, Egypte, Maghreb et Europe. Cet appui a permis à l'ARED de produire toute une série de livres et de journaux dans la langue pulaar, ce qui a donné une impulsion nouvelle aux cours d'alphabétisation pour adultes. L'association a en même temps publié toute une série de manuels sur des sujets concernant le développement, l'agriculture et la recherche au niveau local. Savoir lire et écrire en pulaar est devenu un point d'honneur pour les habitants des villages de cette partie du Sénégal, et les campagnes d'alphabétisation ont grandement contribué au renouveau culturel à travers la région.

Cette expérience représente précisément le type d'effort « autochtone » pour la formation du savoir, qui se manifeste à présent de plus en plus fréquemment dans la région. Quelle forme ce savoir prendra dans l'avenir reste pour le moment une inconnue. Mais, il semble que la manifestation de l'effort durera bien plus longtemps que les campagnes culturelles et d'alphabétisation des premières décennies d'après les indépendances, précisément parce que les acteurs locaux se le sont « appropriés » et qu'il est fondé sur les nécessités économiques et sociales locales.



# Dissémination en Afrique au niveau local des résultats de la recherche: collecter et connecter

*Cet article est basé sur des recherches effectuées par des chercheurs locaux avec l'assistance et la supervision de Peter Easton, Associate Professor, Graduates Studies in Adult Education, Florida State University, et avec la collaboration active des communautés africaines concernées. Ce travail de recherche a été fait sous les auspices du Club du Sahel/OCDE, du CLISS et de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA).*

**Notes CA 14**  
**Novembre 1999**

Est-ce que la recherche africaine effectuée par les chercheurs africains, en quantité encore limitée, est connue du public africain ? Celui-ci est-il prêt et capable d'en utiliser les résultats ? Par quels canaux se fait la communication des résultats de cette recherche et quels sont les moyens qui permettraient de l'améliorer ?

Un projet financé par l'USAID, le projet ABEL : « Achieving Basic Education and Literacy » (Réaliser l'alphabétisation et l'éducation de base) a entrepris de déterminer les méthodes de dissémination des résultats de la recherche africaine au niveau local. Il s'agit de la dissémination au niveau de la base d'études effectuées par des chercheurs africains sur le thème « décentralisation et renforcement des capacités au niveau local ». Ce travail devait tenir compte à la fois des 'disséminateurs' et du public cible pour ce qui concerne la critique de ces études, la documentation et l'analyse de leurs expériences personnelles à ce sujet, et pour en tirer les conclusions pratiques en termes de politiques.

## **Faire des recherches qui valent la peine d'être disséminées**

Les premières études effectuées dans le cadre de cette expérience l'ont été entre 1996 et 1998 par des équipes de chercheurs africains de différents pays, grâce à des financements ABEL. L'approche adoptée a été novatrice concernant bon nombre d'aspects, en particulier en ce qu'elle impliquait un type de sous-traitance novateur. En effet, plutôt que d'engager des chercheurs au coup par coup pour effectuer des études dirigées par une institution du nord, l'entité qui a obtenu le contrat ABEL (Florida State University), a passé à son tour des accords avec des équipes de recherches sur la base de rémunérations fixes pour mener des études sur toute une série de sujets. Ces sujets provenaient d'une liste de thèmes prioritaires établi par le « Working Group on Nonformal Education (WG/NFE) » (Groupe de travail sur l'éducation non-formelle), de l'« Association for the Development of Education in Africa (ADEA) » (Association pour le développement de l'éducation en Afrique). L'ADEA est un consortium comprenant les ministres africains de l'éducation et des représentants des principaux organismes donateurs. Le fonctionnement de l'association est assuré pour les différents sous-secteurs de l'éducation par des groupes de travail dirigés par des équipes formées d'éducateurs africains et de représentants des donateurs. Le « Working Group on Nonformal Education and Training » (Groupe de travail sur

l'éducation non-formelle et la formation) —créé après la réunion bisannuelle de 1995, parrainée conjointement par l'Agence suisse de coopération internationale et les ministres de l'éducation du Ghana, du Mali et du Sénégal— avait tenu sa première séance plénière durant le printemps 1996 à Dakar, et avait adopté une liste de sujets prioritaires pour les recherches.

L'approche adoptée a été d'inviter des équipes de recherche africaines à soumettre des propositions concernant un ou plusieurs des sujets choisis, et à passer des accords avec celles en mesure d'effectuer ces recherches telles que spécifiées dans des contrats spéciaux de rendement. Cette approche exigeait des chercheurs de faire leur travail en une période de temps définie. Ce travail devant être d'un niveau de qualité sur lequel les parties devaient se mettre préalablement d'accord. Étant donné les conditions incertaines de la recherche en Afrique, les termes du contrat permettaient aux équipes de recherche une grande souplesse quant à l'allocation des ressources financières pour la réalisation des objectifs. En outre, l'obligation de rendre des comptes concernant les dépenses, devaient se faire après-coup (ex post), et les équipes n'avaient pas à adhérer à une ventilation du budget alloué strictement définie.

Un nombre d'études très intéressantes ont été faites, plusieurs d'entre elles couvrant plus d'un pays et dont plusieurs parties furent effectuées par des équipes de recherches différentes, qui ont pu par la suite comparer leurs résultats. Les sujets qui ont fait l'objet d'études sont : (a) utilisation pratique de l'enseignement coranique, (b) moyens de formation des compétences dans les coopératives féminines, (d) nouvelles formes de coopération ONG-gouvernement, et (e) expériences en matière d'éducation primaire non-formelle.

### Faire connaître les résultats de la recherche

Une fois les recherches effectuées, le problème qui s'est posé fut de déterminer comment en disséminer les résultats au niveau local, auprès de ceux qui pourraient les utiliser ?

En 1996-1997, grâce à un financement ABEL, toute une série d'études portant sur l'acquisition des compétences dans les coopératives de femmes et sur les problèmes rencontrés par elles dans leurs activités de gestion, furent effectuées en milieu rural au Mali et au Ghana. Les résultats de ces recherches furent compilés, mis à jour, communiqués dans les conférences et diffusés sous forme écrite (pour les deux pays) et par Internet. Le personnel souhaitant innover en matière de dissémination des résultats, il

fut décidé d'impliquer les chercheurs d'autres pays africains potentiellement intéressés en :

- faisant le tri des études,
- identifiant les plus pertinentes d'entre elles pour ce qui concerne les problèmes locaux de chaque pays,
- proposant un public cible qui pourrait bénéficier du résultat des recherches, et en
- développant une méthodologie de sensibilisation à l'adresse de ce public, concernant les résultats de ces recherches, et en l'aidant à comparer les expériences ghanéennes et maliennes et à en tirer les conclusions.

La structure institutionnelle destinée à accomplir cette tâche était le « National Working Group on Nonformal Education » (Groupe de Travail National sur l'Education non-formelle) nouvellement créé. Ce groupe est un consortium d'agences publiques et privées (ONG), impliquées dans l'éducation non-formelle et affiliées à l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA).

### Résultats au Bénin

Au Bénin le Groupe de travail sur l'éducation non-formelle, bien qu'à l'état embryonnaire, a pu passer en revue la totalité des études faites par les chercheurs africains dans le cadre de la phase I du projet ABEL et en a retenu trois possédant un intérêt pour les éducateurs locaux : (a) formation des compétences dans les coopératives de femmes, (b) utilisation pratique de l'instruction coranique (voir Notes CA11 du mois d'août 1999), et (c) acquisition du savoir dans le secteur informel de l'économie urbaine. Le groupe de travail a invité par la suite ces propres groupes constituants et d'autres équipes de chercheurs du Bénin à proposer des méthodes de dissémination de ces études sur le terrain. L'ONG béninoise 'RAMPE' proposa de faire connaître les études maliennes et ghanéennes sur les coopératives de femmes aux membres d'institutions similaires présentes dans la région de Toviklin au nord du Bénin qui, malgré quelques succès initiaux, avaient des difficultés à développer leur mouvement.

Les chercheurs donnèrent un résumé des résultats de l'étude aux responsables des différentes coopératives et découvrirent que sur plus de 100 entités faisant partie du réseau, 21 seulement étaient des entreprises dirigées par des femmes. Sur ces 21 entreprises, l'équipe de chercheurs en identifia une dizaine comme pouvant être intéressées par le projet et disponibles pour le réaliser, et développa une méthodologie de présentation des résultats des études maliennes et ghanéennes aux membres de chacune

des 10 coopératives. Par la suite, ces derniers se réunirent avec leurs responsables pour examiner comparative-ment l'expérience des deux pays avec celle de Tovuklin, et pour en tirer les conclusions pratiques.

Cet effort eut pour conséquence une auto-évaluation et une analyse de leur propre situation de la part des groupes béninois. Ils ont été si impressionnés par les progrès faits par des groupes similaires dans les deux pays voisins, qu'ils entreprirent d'identifier les zones de blocage qui, dans leur cas, les ont empêché de parvenir à réaliser une véritable autonomie. Ils remarquèrent ainsi plus particulièrement l'existence d'une déficience en matière de formation qui ne leur a pas permis de gérer les aspects fiscaux de leurs nouvelles entreprises. Ils décidèrent en conséquence de faire bénéficier leurs responsables élus de la campagne d'alphabétisation en cours au nord du Bénin. Les aspects organisationnels des coopératives de femmes du Mali et du Ghana —ainsi que le rôle que les hommes y jouent—furent également discutés et comparés avec les situations existantes au Bénin.

### **Le marketing social, un couteau à double tranchant**

Cette approche a évolué de deux manières, comme moyen de marketing social et de recherche pour l'action, et comme stratégie de dissémination des innovations. L'intérêt de l'approche réside dans l'implication active des groupes cibles et dans leur appropriation de l'objet des recherches, dans l'effet de cascade qui en a résulté ainsi que dans les conséquences en termes d'apprentissage. L'expérience des deux phases du projet ABEL démontrent qu'il y eut un impact à deux niveaux : au sein des communautés impliquées et parmi les chercheurs responsable de l'activité de facilitation de l'exercice.

Cette recherche est différente de celles habituellement enseignées et pratiquées, en ce qu'elle constitue en fait une sorte de 'conversation' sur les connaissances autochtones; elle est aussi singulière dans son raffinement et dans ses applications pratiques. Les responsables du travail devaient lutter pour que les études existantes soient bien comprises (en termes pratiques), ainsi que pour aider leurs 'clients' à reconnaître le produit de leur propre ex-

périence comme étant valable et digne d'être comparé avec ce qui est fait ailleurs. En outre, un aspect novateur (et difficile) dans la réalisation du projet a été le degré de responsabilité en matière de gestion des chercheurs concernés, y compris pour le budget. Assigner des objectifs aussi complexes et intégrés dans le contexte local, comme ce fut le cas, constituait en soi une aventure, puisque peu de chercheurs possédaient l'expérience nécessaire pour gérer ce type d'intervention. Cependant la responsabilité était motivante et le défi instructif.

Le type de dissémination qui a prévalu au Bénin n'a pas été le seul à être développé. Au Botswana, le « National Working Group » a effectué des activités similaires — sélectionnant toute une série d'études à faire par des chercheurs africains concernant des questions d'intérêt local — mais a eu cependant recours à une stratégie qui consistait à réunir les responsables d'ONG, pour traiter de chaque sujet en rassemblant les diverses expériences et les comparer avec les données et conclusions des études. Cette approche a été bénéfique en ce qu'elle créa un cadre favorable à la décision en matière de politiques et de nouvelles formes de collaboration entre les acteurs impliqués.

### **L'étape suivante**

D'autres activités similaires sont en train d'être réalisées (septembre/octobre 1999) en Gambie et au Tchad, ainsi que des études dans cinq autres pays d'Afrique de l'Ouest autour des thèmes de décentralisation et de renforcement des capacités —c'est à dire, comment les communautés locales ont acquis les compétences qui permettent d'assumer de nouvelles fonctions de développement dans une ère de décentralisation de l'Etat. Les chercheurs gambiens et tchadiens —qui provenaient cette fois des groupes de travail sur l'éducation non-formelle et des ministères de l'Agriculture et du développement rural—ont commencé leur travail en dressant un inventaire des nombreux sites où les groupes locaux avaient identifiés ceux qui pourraient participer aux activités de dissémination et de comparaison. Les résultats devraient être disponibles en fin d'année.

*Santé*

# Connaissances autochtones et répartition équitable des bénéfices

*Par Katy Moran*

**Notes CA 15**  
**Décembre 1999**

Depuis que la Convention sur la diversité biologique (CDB) a été adoptée à Rio de Janeiro au mois de juin 1992, des rapports d'un type nouveau se sont développés entre les diverses parties. Les pays riches en termes de diversité biologique, les cultures dites indigènes avec leurs connaissances concernant l'utilisation des ressources biologiques en pharmacie, et les companies qui cherchent à développer de nouvelles thérapeutiques grâce aux plantes médicinales et aux connaissances autochtones, possèdent tous à présent des intérêts communs. Les propriétés médicinales de certaines plantes sont plus amplement reconnues et la question du "Droit de la propriété intellectuelle" (DPI) qui les concerne, a été débattue un peu partout dans le monde. Le DPI est devenu une métaphore utilisée pour décrire la propriété autochtone des savoirs traditionnels, et le débat les concernant a permis de générer des options pour des mécanismes contractuels permettant d'assurer que les bénéfices aillent aux cultures et pays sources (Mays, et al., 1997). Mais, au fur et à mesure que le temps passe, les taux d'extinction des espèces et des cultures continuent d'augmenter et la santé humaine de se détériorer à cause de maladies pour lesquels il n'existe pas encore de remèdes. Comment appliquer la Convention sur la diversité biologique et déterminer plus rapidement des méthodes pour le faire? Les pays peuvent-ils faciliter l'accès et encourager la recherche et l'investissement par les companies, qui, en toute équité, devrait leur offrir en retour une part des bénéfices provenant de la commercialisation des produits? En outre, y-a-t-il des cas où cela s'est produit, et quelles sont les autres questions qui méritent d'être abordées?

## **Les plantes en tant que médicaments**

Le débat sur le DPI met en relief l'importance de la biodiversité pour la santé humaine. Depuis les temps les plus reculés, les plantes ont toujours été utilisées en pharmacie. Les espèces provenant des pays tropicaux possèdent une valeur attachée à leur diversité biologique et chimique qui est due en partie aux conditions climatiques. Dans les climats tempérés, l'hiver tue beaucoup de prédateurs de plantes qui fleurissent au printemps, avant que la population de ces derniers n'augmente. Mais puisque les espèces tropicales ont un répit saisonnier minimal de la part des prédateurs, bon nombre d'entre elles ont développé une protection chimique contre eux. Ces éléments chimiques ayant évo-

lué de manière à accroître la résistance de la plante aux bactéries et autres agents infectieux, peuvent également offrir une protection et être thérapeutiquement utiles en matière de santé humaine. De nos jours, un quart de nos médicaments sont basés sur, ou dérivent des plantes. Dans bon nombre de pays en développement, 80% de la population dépend des plantes pour leurs soins de santé primaire.

### Les pays

La plupart des pays riches en termes de biodiversité sont des pays tropicaux, tandis que les pays technologiquement avancés, possédant les ressources nécessaires pour développer la biodiversité de manière durable, sont situés dans le nord tempéré. Avant la codification de la souveraineté des nations concernant leur biodiversité par la CDB, celle-ci était considérée comme «héritage commun à toute l'humanité». Le libre accès aux ressources biotiques était possible pour tous, avec un minimum de procédures légales, afin que les pays sources puissent tirer quelques bénéfices de la commercialisation des produits. La CDB essaie à présent de faire en sorte que tous les groupes d'intérêts impliqués puissent gagner à l'utilisation de manière durable de la biodiversité et de ces composants. Les pays du nord peuvent accéder à la biodiversité des pays du sud en partageant la technologie et les bénéfices qui proviennent de leur utilisation commerciale. C'est la responsabilité des membres de la CDB (169 pays à ce jour) de concevoir une politique nationale de la biodiversité dans leur pays, y compris un cadre légal pour son application. En guise d'exemple, on peut citer l'Inde, qui s'est dotée d'un Conseil pour la recherche scientifique et industrielle, financé par l'Etat, qui a récemment mis sur pied un programme de brevetage afin de protéger son savoir en matière d'herbes médicinales.

### Les compagnies

Depuis l'introduction de l'ADB, aucun produit pharmaceutique en provenance des pays tropicaux utilisant les connaissances autochtones, n'a été commercialisé et des profits réalisés. Le développement de médicaments requièrent généralement des études longues et coûteuses afin de pouvoir, en premier lieu, satisfaire aux exigences réglementaires, avant de passer à la phase de commercialisation. Aux Etats-Unis par exemple, il faut compter en moyenne 10 à 15 ans pour qu'un médicament puisse être commercialisé, avec un investissement de plus de 300 millions de dollars de la part d'une compagnie et d'investisseurs qui prennent le risque financier de développer, tes-

ter et mettre sur le marché un produit. Les compagnies doivent d'abord pouvoir payer pour leur infrastructure et les salaires de leurs chercheurs, avant de pouvoir développer des produits qui génèrent des profits. Pour réunir ces fonds très importants permettant de financer la recherche et le développement (R&D), les compagnies pharmaceutiques ont recours aux capitaux à risques, aux participations sous formes de prises d'actions, etc. Les investisseurs étant des individus et des organisations, leurs investissements doivent bénéficier d'une certaine assurance, sous la forme de brevets d'invention. Ces brevets d'invention fournissent une protection en termes de propriété intellectuelle pour les nouveaux produits, et permettent aux investisseurs de récupérer les fonds investis dans la R&D, après que les produits en question soient commercialisés. Il est très peu probable qu'une compagnie ou un investisseur prennent le risque d'investir pour développer un médicament, à moins que leur investissement ne soit protégé des autres compagnies concurrentes par un brevet.

### Les cultures

74% des 121 types de plantes dont dérivent les médicaments, sont utilisés de manière similaire ou identique par les cultures dites indigènes. Plutôt que de cueillir des plantes au hasard et de les étudier toutes, il est plus efficace pour les compagnies pharmaceutiques d'utiliser les connaissances autochtones comme point de départ pour le développement de nouveaux médicaments. Cependant, peu de stratégies sont conçues pour traiter directement de la question concernant la manière dont les connaissances autochtones peuvent être évaluées et les bénéfices—qui doivent être culturellement congruents—répartis équitablement, afin de pouvoir soutenir les systèmes sociaux qui leur ont permis de se développer. Il faut ainsi prendre en compte les différences entre une économie de marché, basée sur la propriété individuelle et une économie communautaire, dans laquelle les ressources biologiques et culturelles sont partagées au sein du groupe. Peu de groupes indigènes ont été inclus dans les discussions sur ces questions tenues au niveau national, ou concernant l'interprétation et l'application de la CDB dans leur pays respectifs.

### Une étude de cas : le Nigéria

Une étude de cas concernant la manière dont les pays, les compagnies et les cultures peuvent coopérer est celle de la Shaman Pharmaceuticals, Inc. au Nigéria. D'après

le docteur Tom Carlson, directeur des recherches ethnobiomédicales, "dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, riche en diversité biologique et culturelle, les systèmes médicaux autochtones co-existent avec la médecine occidentale. En 1995, le gouvernement nigérian a officiellement intégré les guérisseurs traditionnels dans le service national de santé, en tant que fournisseurs de soins de santé, lesquels constituent aujourd'hui deux tiers des praticiens dans le secteur de la santé»(Carlson et al., 1997).

Le professeur Maurice Iwu, un scientifique, directeur de Bioresources Development and Conservation Programme (BDCP), une ONG nigérienne, explique :»BDCP a été créée en 1991 pour constituer un point focal pour la recherche collaborative pouvant également contribuer à la formation des aptitudes techniques au Nigeria, afin que les ressources biologiques deviennent un véhicule viable pour le développement durable. L'amélioration des compétences contribue au développement de produits pharmaceutiques visant au traitement de maladies tropicales dont on souffre au Nigéria, comme la malaria, la leishmaniose et la trypanosomose (Iwu, 1996).»

#### *Shaman Pharmaceuticals, Inc.*

Cette compagnie grâce à BDCP a pu, à partir de 1990, établir des relations de coopération en matière de recherche avec des institutions scientifiques nigériennes, des communautés villageoises, ainsi que des guérisseurs traditionnels et leurs organisations. La petite compagnie basée en Californie a commencé ses opérations en se concentrant sur la découverte et le développement de nouveaux produits pharmaceutiques provenant de plantes ayant déjà été utilisées de la même manière par les populations locales. Lisa Conte, présidente et fondatrice de l'entreprise la décrit de la manière suivante : "comme indiquée par son nom, la compagnie Shaman utilise la science ethnobotanique, ainsi que l'isolation et la chimie des produits naturels, la médecine et la pharmacologie pour un processus de découverte des médicaments plus efficace. Lors de sa transformation en une entreprise à but lucratif, Shaman a fondé la Healing Forest Conservancy, une fondation à but non-lucratif créée spécialement pour développer et appliquer des méthodes permettant de payer en retour les pays et cultures qui ont permis le développement de produits pharmaceutiques commercialisés. Bien que la jeune compagnie n'ait pas encore commercialisé de produits, l'utilisation de l'ethnobotanique a permis à des produits pharmaceutiques potentiels d'atteindre le stade de l'essai clinique, en une période de temps record (King, et al., 1996).

*Bénéfices immédiats et à moyen terme distribués au Nigéria*  
 Bien avant l'introduction de la CDB à Rio en 1992, le professeur Iwu et un autre scientifique nigérian, Mr. Cosmos Obialor, avaient déjà proposé de discuter avec les guérisseurs et les chefs traditionnels des possibilités de collaboration avec Shaman. "Nous avons visité des communautés où nous avons déjà travaillé pendant plusieurs années, y compris les villages où nous sommes nés. La plupart de ces communautés villageoises sont autonomes, avec leurs chefs et gouvernements, et le processus de prise de décision y implique le chef du village et ces conseillers, ainsi que les guérisseurs traditionnels et les anciens», a indiqué Mr. Iwu. Après de longues discussions, les groupes se sont rendus compte que Shaman avait le même objectif qu'eux, lequel était compatible avec leurs valeurs culturelles en matière de santé humaine. C'est ainsi que furent précisées les politiques de compensation de la compagnie. Les discussions ont également porté sur les buts du projet, le lieu et la manière dont les plantes seront analysées, leur potentiel commercial et le partage des bénéfices.

Depuis lors, "quatre 'expéditions ethnobotaniques' ont été menées», a précisé Steven King, un des vice-présidents de Shaman, en ajoutant que "les collaborateurs nigériens ont préféré que les bénéfices prennent la forme d'ateliers et programmes de formation en matière de santé publique, de botanique, de conservation et d'ethnobotanique; d'une aide pour la constitution d'une réserve de plantes médicinales ainsi que pour un herbier; de fournitures pour les écoles du village; d'équipements de laboratoire pour la recherche scientifique sur les plantes permettant de traiter les maladies parasitaires, et d'une assistance aux scientifiques nigériens pour l'application de techniques analytiques modernes. Ces bénéfices, équivalent à la somme de 200.000 dollars US ont donc été offerts par la compagnie". "En outre», a ajouté Mr. Iwu, "la compagnie rend compte de manière régulière aux communautés participantes des résultats obtenus en laboratoire. Des documents sur les plantes médicinales du Nigéria sont également publiés, permettant au public de pouvoir reconnaître les bénéfices des connaissances autochtones pour le pays et pour la santé humaine».

#### *Bénéfices à long terme*

Après la commercialisation d'un produit, Shaman devra donner un pourcentage sur les profits au Nigéria et à tous les collaborateurs de la compagnie, par le biais de la Healing Forest Conservancy (pour aussi longtemps que des profits sont générés). Cette dernière distribuera les dits profits de manière égale à tous les collaborateurs de

Shaman (pays et groupes culturels), sans considération du lieu d'origine de la plante où des connaissances traditionnelles, ayant permis la commercialisation du produit. Dans un secteur caractérisé par l'imprévisibilité financière tel que celui des produits pharmaceutiques, répartir les risques entre tous les collaborateurs de Shaman, augmente les possibilités de compensation (Moran, 1997).

Shaman et la Healing Forest Conservancy suivent les principes de la CDB, selon lesquels lorsque les cultures locales bénéficient de la commercialisation des produits, la conservation de la biodiversité s'améliore. Cependant, l'application de ces principes n'a pas encore pu être testée. Pour le faire la 'Conservancy' a consacré \$40.000 comme contribution à un fonds de financement d'un projet pilote en la matière.

Le Fund for Integrated Rural Development and Traditional Medicine (FIRD-TM) (Fonds pour le développement rural intégré et la médecine traditionnelle) est un fonds fiduciaire indépendant établi par le BCDB pour le développement durable des zones rurales et la distribution des bénéfices entre les parties prenantes. La composition du conseil d'administration est à l'image des groupes d'intérêts. Il s'agit de responsables d'associations de guérisseurs traditionnels, de hauts cadres du gouvernement, de représentants des conseils de villages des divers groupes ethniques, et d'experts techniques des institutions scientifiques, avec comme président (du conseil) son altesse royale Eze E. Njemanze d'Oweri qui bénéficie localement d'un grand respect. La prédominance de systèmes de solidarité traditionnels (exprimés par les associations tribales, de guérisseurs, etc.) permet une participation effective des communautés. Ces divers groupes représentatifs qui recevront des fonds, ont l'autorité de prendre des décisions concernant les projets au niveau de leurs communautés, afin de promouvoir la biodiversité et le développement de médicaments, ainsi que le bien-être socio-économique des communautés locales. Au niveau local, les compétences techniques acquises grâce au partage des bénéfices vont contribuer à standardiser et à promouvoir les produits phytopharmaceutiques, ainsi qu'à disséminer les informations dont bénéficient les guérisseurs traditionnels, pour la bonne santé de leurs communautés. Lors d'un atelier de travail sur les plantes médicinales, organisé à l'occasion de l'inauguration du FIRD-TM (30 sept. 1997), qui a rassemblé cinq ministres nigériens et d'autres responsables administratifs, l'un d'entre eux a déclaré qu'enfin «les compétences des praticiens médicaux traditionnels bénéficient à présent de la place qu'il méritent, au sein de la société». Le concept de fonds fiduciaire permet d'attirer et de gérer des financements provenant

d'autres ONG, de fondations ou de compagnies, tels que ceux de l'Association of Indigenous Pharmaceutical Manufacturers et de la Orange Drug Company of Nigeria. Dans un an, le projet sera évalué pour permettre à la Conservancy d'établir un autre fonds qui sera utilisé par tous les collaborateurs de Shaman, d'autres compagnies et des fondations.

#### *Les questions qui restent à traiter*

L'étude du cas Shaman au Nigéria offre un exemple de la manière dont les groupes culturels et les compagnies peuvent coopérer pour le bénéfice de toutes les parties prenantes, en faveur du développement durable de la biodiversité pour la santé humaine. Il s'agit cependant là d'une des voies possibles d'accomplissement des objectifs, il faudra donc que chaque participant continue à identifier d'autres techniques et paradigmes qui soient adaptés à chaque condition spécifique. Les pays, groupes culturels et compagnies étant en effet très divers aux plans culturel, économique et de l'environnement. Les problèmes qui restent à résoudre sont les suivants :

- Le Nigéria a permis à Shaman d'établir une alliance stratégique, avec des capacités institutionnelles intactes, particulièrement au niveau du village. Ces systèmes autonomes, avec leurs chefs et gouvernements, ont choisi d'utiliser leurs connaissances traditionnelles (dans le secteur formel) afin de réaliser des objectifs, qu'eux-mêmes en tant que groupes, ont considéré importants. Ces groupes autochtones diffèrent entre eux concernant par exemple l'esprit d'entreprise ou pour définir ce qu'est un marché. Ces différences ne devraient jamais constituer une excuse pour exclure les groupes autochtones de l'utilisation de manière durable de la biodiversité, car c'est à eux et à eux seuls de prendre les décisions et non aux ONG nonindigènes qui souvent prétendent les représenter.
- L'article 8 (j) de la CDB concerne la maintenance et le respect des connaissances autochtones, mais il n'offre qu'une faible protection aux groupes culturels et lie législations nationales et soumission aux obligations de la CDB. Se sont les parties contractantes de la CDB (les pays) et non les compagnies, qui légalement possèdent l'autorité souveraine pour décider si le développement durable de la biodiversité doit se faire, ainsi que la manière dont cela doit se faire, dans leurs territoires. Le climat politique des Etats dans lesquels les groupes indigènes vivent est essentiel au succès de la CDB. Etant donné que ces groupes sont de très importantes parties prenantes de la CDB, ils doivent

être inclus dans les discussions tenues au plan national concernant l'interprétation et l'application des termes de la convention. Pour assurer la pérennité de leur systèmes culturels, ils doivent en effet pleinement participer aux discussions et décisions et être les avocats actifs de leur propre cause et intérêts. Si les Etats veulent être efficaces dans la conservation des espèces, leurs stratégies à cet effet doivent être basées sur la participation des gardiens de la biodiversité, et non imposées du sommet à la base.

- L'affiliation des peuples indigènes à leurs territoires traditionnels sanctionne et oriente leurs pratiques écologiques. La reconnaissance légale de leurs droits sur leurs territoires par les gouvernements leur fournit l'autorité nécessaire pour permettre ou refuser leur accès aux étrangers —premier pas vers la conservation biologique par le biais de la gestion des terres traditionnelles et des ressources. Cependant, cette question prioritaire n'a reçu qu'une attention minimale lors d'une récente réunion de travail à Madrid à laquelle ont participé des membres de gouvernements et des groupes dits indigènes. Certains l'ont considéré comme une occasion perdue, d'autres y ont vu un pre-

mier pas, où une recommandation progressiste en faveur de la conservation de la biodiversité par les droits territoriaux, telle que la loi no. 8371 récemment passée aux Philippines, a pu être annoncée. Il reste cependant à voir si lors du prochain forum, la question de la conservation de la biodiversité par le biais de l'attribution de droits territoriaux sera encore éclipsée, parce que les agendas des uns et des autres ne correspondent pas (Burgiel, et al., 1997).

- Une information précise est essentielle. Il appartient à toutes les parties prenantes de la CDB de se mettre clairement d'accord sur ce qu'est le DPI et sur ce qu'il n'est pas. Ce n'est certainement pas un substitut aux droits de propriété de la terre ou aux droits de la personne, et les frustrations apparaissent lorsqu'on essaie d'utiliser le DPI pour des raisons qui n'étaient pas envisagées à l'origine. Ce qui réussira est le partage des expériences et la coopération entre les pays, les cultures et les compagnies, puisqu'aucun paradigme unique ne peut fonctionner pour tous. La conservation et le développement durable de la biodiversité requiert une diversité d'approches.



*Sénégal*

## Fonctionnement de la démocratie à la base

*Cet article est basé sur une recherche conduite par des chercheurs locaux avec l'appui et la supervision technique de Peter Easton, Associate Professor, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University, et la collaboration active des communautés concernées. Ces recherches ont été effectuées sous les auspices du Club du Sahel/OCDE, du Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse (CILSS) et de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique.*

**Notes CA 16**  
**Janvier 2000**

Au Sénégal, dans les villages d'expression wolof du bassin arachidier, ainsi que fulani de Fouta Toro, le terme «démocratie» est rapidement devenu un terme très familier. L'ONG «Tostan» (qui veut dire 'sortir de l'oeuf', en wolof) en charge depuis une dizaine d'années d'éducation non-formelle des populations du centre du Sénégal, a développé ces deux dernières années un programme de formation dans les principes et comportements démocratiques. Le programme, ouvert à tous, ciblait plus particulièrement les femmes et comprenait des formations d'alphabétisation dans les langues locales, dans le domaine de la santé infantile, les techniques de résolution des problèmes, ainsi que pour apprendre à générer des revenus. Des modules ont été développés avec les bénéficiaires au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux besoins. Un de ces modules de formation fut consacré à la santé des femmes et comprenait la discussion d'un sujet longtemps resté tabou : la sexualité féminine, qui eut beaucoup de succès dans les zones rurales. Le personnel de Tostan découvrit que les participants portaient un intérêt tout particulier à la composante droits humains, plus spécifiquement aux droits des femmes et des enfants en matière de discrimination et de violence exercées à leur encontre.

### **Démocratie: de la famille à l'Etat**

Avant de développer de nouveaux modules, le personnel de l'ONG a décidé de faire des recherches afin de déterminer ce qui préoccupait le plus les gens et ce qu'ils avaient le plus besoin d'apprendre. Les résultats furent surprenant. Les personnes interrogées souhaitaient approfondir la question des droits de l'homme et en examiner les conditions, et même le type de société dans laquelle ils pourraient le mieux être assurés. Le terme «démocratie» a été évoqué en de nombreuses occasions, et bien qu'il soit souvent utilisé au plan national dans les discours politiques, personne n'était vraiment sûr de ce qu'il voulait dire. Le personnel de Tostan entreprit ainsi de concevoir des sessions de formation utilisant le terme «démocratie» pour exprimer le type de société où les droits de l'homme pourraient effectivement être garantis, et où les personnes de tous les groupes d'âges pourraient déterminer leur propre destin. Le module qui fut conçu après plusieurs mois d'efforts incluait des activités d'information, de discussion, et d'interprétation de rôles («role-playing»). Ces activités portaient sur les droits de l'homme que la société devrait protéger, sur la façon dont les

valeurs individuelles et de groupe devraient pouvoir s'équilibrer, sur la manière dont ceux qui ont été privés de leurs droits pourraient les retrouver, sur ce qu'il faut faire pour résoudre les conflits, et sur le type de stratégies à adopter en matière de gouvernance pour réaliser ces objectifs. Les organisateurs après avoir rappelé la définition du terme «démocratie» (en grec : 'gouvernement par le peuple'), ont facilité la tenue de discussions sur ce que cette notion implique et sur son rapport avec les questions des droits de l'homme et de résolution des conflits. La démocratie a été interprétée et discutée en tant que système touchant la vie familiale, les associations locales et les organisations villageoises, autant que la politique au niveau régional ou national. Le débat et les échanges sur ces sujets ont été très animés et ont rapidement dépassé le cadre d'un simple cours de formation non-formel. De nombreux dialogues se sont ainsi tenus entre hommes et femmes, jeunes et vieux, et même entre groupes ethniques.

### Garder la foi

Les organisateurs prirent bien soin d'associer au processus les autorités de villages ainsi que les leaders religieux. En fait, la relation entre démocratie et valeurs religieuses, surtout musulmanes, a été abordée, ce qui a contribué à augmenter l'intérêt des uns et des autres pour le débat. La réaction générale parmi les croyants fut que les droits et principes démocratiques en question étaient bien plus une expression des véritables valeurs musulmanes, que celles des pratiques et coutumes sociales contemporaines.

Des résultats concrets apparurent bientôt sur bon nombre de fronts. On a ainsi pu mettre en avant la contradiction entre valeurs et comportements dans le cas par exemple de la violence domestique s'exerçant à l'encontre des femmes et des enfants. Les participants au programme Tostan d'éducation en matière de démocratie dénoncèrent ces pratiques. Des cas furent évoqués et discutés dans les communautés. Comme un homme chef de famille du village de Ngaparou l'a exprimé : «nous savions tous que battre une femme n'était pas juste, mais c'est qu'on pouvait tout simplement le faire en toute impunité. Mais il faut changer maintenant, parce que cette affaire est à présent devenue publique.» Susciter un débat public sur les divers problèmes, sans agressivité, a été l'approche adoptée par le mouvement.

Les droits des enfants ont constitué un autre thème d'intérêt important. Les groupes de la ville de Thies qui ont étudié la question, ont pu constater que l'absence de certificats de naissance pour la majorité des enfants nés dans

leur communauté, constituait un abus en matière de droits de l'homme auquel il fallait porter remède. En effet, cette situation conduisait à l'exclusion de ces enfants de l'enseignement et de toute une série d'opportunités dans leur vie. C'est ainsi que les participants au programme ont mené des actions pour l'instauration de nouvelles procédures et pour obtenir l'inscription au registre d'état civil de nombreux jeunes gens. Dans bon nombre de régions, le problème du mariage des filles en bas âge et sans leur consentement a été très clairement posé et largement débattu. L'attention portée aux droits des filles a donné une nouvelle impulsion au mouvement de base, qui s'était formé pour mettre un terme à l'infibulation (mutilation génitale), objet de l'article paru dans Notes CA no.3 sur 'Le serment de Malicounda'.

### Les habitudes de responsabilité

Le débat sur la démocratie semble aussi avoir eu un impact majeur sur les pratiques au sein des associations et communautés locales. Les notions de responsabilité, de transparence, de qualifications en matière de leadership, de représentation des intérêts et de gouvernance efficace, ont été très discutées dans le programme de formation. Il en fut de même pour les méthodes de résolution des conflits, que des demandes de reconnaissance sociale et d'égalité n'ont pas manqué de produire. Les principaux intéressés considèrent à présent qu'il y a eu des changements majeurs en termes de procédures et même de personnel concernant les associations des communautés, en tant que résultats du programme de formation. «Nous savons mieux à présent ce qu'un responsable devrait être», ont-ils dit. Il faut également remarquer qu'il y eut une augmentation notable du nombre de femmes occupant des fonctions de responsabilité. Les femmes ont aussi parlé de ne plus tolérer des pratiques coutumières, où le responsable—qu'il soit homme ou femme— prend seul des décisions pour tous les membres.

D'autres ramifications politiques ne peuvent être exclues. Les participants ont indiqué que plus que jamais une plus forte proportion de femmes est intéressée à voter. En outre, peu de participants considéraient encore pouvoir accepter la pratique très fréquente, où l'homme chef de famille dicte à tous les membres de la famille comment ils doivent voter. (En fait, dans bon nombre de villages c'était le chef qui décidait de la manière dont les résidents devaient voter). La discussion concernant les qualifications des responsables a conduit à définir de nouveaux critères pour l'évaluation des candidatures politiques. C'est ainsi que fut établi une « liste de contrôle » locale

basée sur les caractéristiques souhaitées, et que fut développé une sorte de "test autochtone" d'évaluation des intentions démocratiques. En outre, les femmes de la région de Fouta Toro ont décidé de contrôler plus étroitement la législation nationale en matière de droit des femmes.

### **Une industrie en croissance**

La demande pour des modules de formation en matière de démocratie a augmenté, en particulier concernant la question des droits des femmes. Des participants des Iles Sine Saloum se sont rendus par canoë de communauté en communauté afin d'organiser les femmes en un front régional contre l'infibulation (circoncision féminine). De leur propre initiative, plus de quatre vingt villages, couvrant approximativement tout l'arrondissement de Dabo, se sont joints au mouvement. Dans les régions toucouleur de Fouta Toro, des participants au programme de formation ont organisé leur propre "show", qu'ils présentent de village en village dans les zones rurales voisines.

Les résultats sont aussi apparus dans des régions éloignées. Des participantes de la région de Ngirin Bamba

ont mis sur pied un projet maraîcher en demandant des parcelles de terrains aux hommes selon le principe de "la terre à celui/celle qui la cultive", et ont ensuite placé, à l'entrée de leur coopérative de production de fruits et légumes, une pancarte sur laquelle était écrit : "le droit à la terre".

La notion de "démocratie" adaptée aux conditions locales sénégalaises est donc interprétée comme faisant partie prenante des droits de l'homme. Le mot lui-même a été assimilé dans les langues wolof et fulani/pulaar, et apparaît à présent dans des discussions et débats, des proclamations et des plaisanteries, dans les villages impliqués. Comme une femme l'expliqua à des membres du personnel de formation, lors d'une visite de suivi, "nous avons dû changer la manière dont nous gérons les réunions des membres de notre coopérative, parce que cela ne se faisait pas de manière compatible avec les principes de la démocratie !»

A une époque où l'avenir du principe de représentation nationale n'a pas encore été vraiment décidé dans la sous-région, une interprétation de cette notion développée localement, semble de manière inattendue, avoir jeté les bases des changements à venir.

# Planification régionale et anticipations locales: Préparer l'avenir de manière participative en Afrique de l'Ouest

*Cet article est basé sur les recherches conduites par des chercheurs locaux, avec l'appui et la supervision de Peter Easton, Associate Professor, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University, avec la collaboration active des communautés concernées. Les recherches ont été effectuées sous les auspices du Club du Sahel, de l'OCDE, du Comité Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique.*

**Notes CA 17**  
**Février 2000**

En 1990, le Club du Sahel, créé par l'Organisation de la Coopération et du Développement Economique (OCDE) afin d'assurer la coordination des activités des divers bailleurs de fonds des pays du Nord pour la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles des régions situées en confin de désert en Afrique de l'ouest, a entrepris de mettre à jour son programme de planification à long terme pour ces régions. Cet effort a été mené en coopération avec le Comité Inter-Etats de Lutte Contre la Sècheresse au Sahel (CILSS), dont le siège est a Ouagadougou et dont font partie 9 pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Gambie, îles du Cap-Vert et Guinée-Bissau).

Ce travail a été effectué par des économistes et des politologues employés par le Club du Sahel, qui utilisèrent les études et données existantes sur les tendances régionales, en vue de concevoir divers scénarios possibles concernant le développement de l'Afrique de l'Ouest pour les trente années à venir. Le document qui en a résulté, intitulé : Etude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest ("West African Long-Term perspectives Study, WALTPS"), a suscité bon nombre de controverses. C'est ainsi que des désaccords se manifestèrent entre les européens qui favorisaient des scénarios orientés vers l'urbain et les nord-américains qui favorisaient plutôt ceux orientés vers le rural, et entre chercheurs du Nord qui effectuèrent la plupart des analyses et chercheurs africains qui se se sont sentis quelque peu laissés pour compte. L'ensemble du projet a semblé pendant un temps bloqué à cause des désaccords, ce qui d'autre part n'a pas permis d'utiliser les données rassemblées.

## **Aller sur le terrain**

L'impasse a été surmontée en partie grâce au recours à l'arbitrage des agriculteurs ouest-africains. A la même époque, il se trouvait que le Club du Sahel en collaboration avec le CILSS, conduisait une étude participative sur la décentralization et le renforcement des capacités au niveau local, concernant cinq pays de la région : Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger et Sénégal. L'étude participative comprenait des études de cas de communautés locales et d'associations qui avaient connu des développements majeurs et assumé des responsabilités de gestion par elles-mêmes. Les organisateurs du travail de recherche des cinq pays suggérèrent qu'un moyen de surmonter l'impasse concernant l'étude CILSS serait de demander au membres de ces communautés ce qu'ils

pensaient des questions, observations, conclusions, incluses dans la dite étude, puisqu'ils représentaient indéniablement les principaux intéressés par un tel effort de planification à long terme. Les spécialistes exprimèrent quelque scepticisme par rapport à une approche qualifiée de « populiste » : est-ce que les populations locales possèdent la vision à long terme et cette distance par rapport aux préoccupations quotidiennes nécessaires pour pouvoir s'exprimer sur l'avenir ? Ceux qui étaient en faveur de cette concertation avancèrent que dans presque chaque village, il y avait des gens qui avaient soit beaucoup voyagé dans la région, soit étaient partis travailler dans les villes côtières, ou à l'étranger, et que la combinaison de ce type d'expérience avec la connaissance intime des conditions locales en faisant des partenaires essentiels. En fin de compte, il fut décidé d'entreprendre des consultations locales sur les questions de planification à long terme dans les cinq pays. Les chercheurs africains et internationaux impliqués développèrent une méthodologie permettant l'analyse et le débat concernant l'avenir des communautés et des régions dans chaque zone visitée. Ceci signifiait l'enrôlement des représentants de divers groupes sociaux dans la collecte de données, les discussions et le processus de prévision.

### Les conditions pour un débat au niveau local

Le travail en question comprenait cinq étapes successives :

1. Examen des changements les plus importants qui se sont produits dans la communauté immédiate, le pays voisin et la région ouest africaine en général durant les dernières trente années, en se concentrant sur cinq dimensions liées entre elles de la vie quotidienne :

- environnement
- démographie
- économie
- culture et société
- politique

Les chercheurs préparèrent un condensé des conclusions de l'étude WALTPS, mais prirent également soin de solliciter les points de vues locaux. Ainsi, la question essentielle posée fut simplement : « comment est-ce que les choses ont changé dans votre communauté et ses environs, à partir de ces cinq points de vue, depuis le temps où les adultes d'aujourd'hui étaient des bébés? »

2. Considérer les facteurs sous-jacents qui semblent déterminer ou expliquer ces changements, leur rapport

entre eux, et les tendances à long terme qu'elle révèle.

3. Imaginer la situation dans trente ans — dans les cinq domaines mentionnés — si les mêmes tendances et facteurs continuent à se manifester de la même manière ?

4. Discuter les divers scénarios possibles pour l'avenir, pour déterminer celui que le groupe souhaiterait se réaliser pour ses enfants.

5. Présenter ce qui devrait être fait aux niveaux local, national et international, afin de pouvoir faire évoluer la situation dans le sens choisi.

La méthodologie utilisée pour lancer le processus et guider le débat a varié de manière significative d'un pays à l'autre.

- Au Ghana par exemple, l'équipe de recherche a pris la peine d'élargir l'échantillon des associations et entreprises locales visitées pour y inclure quelques écoles secondaires et instituts de formation supérieurs, afin d'obtenir les perspectives de la génération à venir de leaders ouest africains.
- Au Niger et au Mali, l'équipe de recherche a préparé les manuels des facilitateurs et les guides de discussion dans les langues locales.
- Au Burkina Faso, les chercheurs décidèrent de demander à chaque communauté de désigner un « panel » de participants, établis par âge et genre, et travailla exclusivement avec ce groupe test réuni pour l'étude.
- Au Sénégal, les chercheurs nationaux donnèrent à chaque équipe de recherche locale toute une série d'articles destinés à aider le travail de facilitant, tel qu'une carte de l'Afrique, une carte du Sénégal, du papier, des stylos feutre. On a également insisté sur la dimension participative, en ce sens que l'équipe de recherche nationale a invité les associations locales intéressées à organiser les débats elles-mêmes, a formé le personnel qu'elle a sélectionné et a établi des contrats avec ces institutions locales pour diriger le travail.

### Anticipations locales

Le projet a suscité un grand intérêt de la part de toutes les communautés qui y ont participé — cinquante six au total pour les cinq pays. Les résultats de l'expérience peuvent être résumés comme suit:

1. les responsables et les membres des associations locales concernés (hommes et femmes) s'avèrent très in-

téressés par l'idée de prévision et de discussion de l'avenir de leurs communautés, pays et région, ainsi que d'être en mesure de jouer un rôle actif dans le cadre du projet. Ils apprécièrent tout particulièrement :

- d'avoir pour la première fois eu l'opportunité de participer aux délibérations politiques concernant les stratégies de développement et l'avenir du contexte général dans lequel ils évoluent;
- la chance d'avoir une « vision en termes de systèmes » de l'évolution de ce contexte, et de pouvoir questionner les pratiques locales qui semblaient incompatibles avec le développement durable;
- le test pilote d'une procédure qui pourrait permettre aux associations locales de faire plus en matière de planification à long terme, et de pouvoir avoir une idée plus précise de leur relation avec leur environnement social au sens large.

2. Leurs analyses des changements qui se sont produits au niveau local et des tendances sous-jacentes qui les caractérisent, ainsi que des scénarios futurs possibles, coïncident souvent, mais pas entièrement, avec ceux des auteurs des différentes études de référence. Les thèmes suivants apparurent au sein des débats :

- Les changements les plus importants et les tendances les plus préoccupantes identifiées, avaient trait au domaine économique, plus particulièrement à l'agriculture. La conscience générale de la détérioration de l'environnement et du rôle que l'activité humaine (augmentation de la population, méthodes agricoles, utilisation des ressources naturelles) y joue, étaient également évidents partout.
- Bien qu'il ait été reconnu que la population soit presque partout en augmentation et qu'en même temps l'interaction entre groupes ethniques et sociaux se soit intensifiée, aucun de ces faits ne fut interprété comme un problème ou une source de conflit.

Les opinions concernant le planning familial diffèrent de manière notable, particulièrement entre d'une part les hommes d'âge mûr et les vieux, et, d'autre part, entre les jeunes et les femmes. Ce dernier groupe est généralement en faveur du planning familial, tandis que le premier tend à le rejeter. Une paysanne du Sénégal insiste : « nous ne sommes pas des machines à produire des enfants ». Cependant, un *pater familias* d'une communauté voisine, a rappelé que « la densité de population est bien supérieure en Europe », et qu'avec « des ressources adéquates il n'y aurait pas

de problèmes à faire face à la croissance de population ».

- Les participants locaux ont mis l'accent sur les relations entre communautés urbaines et rurales en termes de complémentarité. Ils ont même évoqué la possibilité de renverser la tendance en matière d'exode rural bien plus souvent que ne le font les auteurs des études de référence. Certains ont mentionné la nécessité d'augmenter les investissements dans les zones rurales.
- Une reconnaissance générale, plus prononcée dans les pays enclavés comme le Mali et le Niger, s'est exprimée concernant la nécessité de baser le développement sur les ressources et l'effort créateur locaux. Il fut aussi indiqué qu'étant donné la montée de la xénophobie, le recours à l'immigration ne constituait plus une bonne solution. Un désaccord général s'est exprimé, concernant le fait que les études de référence n'ont pas accordé assez d'attention à la détérioration des valeurs sociales ainsi qu'aux aspects éthique et moral des tendances actuelles. La dissolution de la structure familiale traditionnelle et le renforcement de l'individualisme ont été mentionnés aussi bien dans les zones urbaines que rurales.

3. Une certaine tendance à idéaliser le passé s'est manifestée: la terre était plus fertile, la faune sauvage plus abondante, les gens étaient satisfaits, etc... D'autre part la situation actuelle est perçue comme particulièrement critique et tous parlent de la nécessité d'y trouver des remèdes.

4. Au plan politique, les participants ont noté positivement le développement du processus démocratique de ces dernières années mais reprochèrent aux partis politiques de créer des dissensions. Leurs prescriptions pour le futur comprenaient le besoin de donner plus d'importance à la gouvernance locale, avec un accent particulier pour la gestion (locale) des associations, coopératives et fédérations interville. Le problème de la liaison entre ces mouvements se manifestant à la base et les programmes de décentralisation en cours, a été également fréquemment mentionné.

5. Les chercheurs qui assuraient la coordination ont attiré l'attention sur certaines résistances majeures à la décentralisation émanant de groupes locaux qui bénéficient de la situation actuelle. Ils demandèrent ainsi que des politiques plus claires concernant les procédures à suivre soient définies. Ils ajoutèrent que la résistance à la décentralisation pourrait être évitée et une fondation solide pour son développement constituée, si les efforts dé-

ployés dans ce sens émanant du centre et de la base étaient coordonnés.

6. Une meilleure intégration et coopération régionale parmi les pays sahéliens a souvent été mentionnée par tous les participants. Cependant, il reconnurent que le terme “sahel” même, et son appartenance au CILSS, signifient que le problème a atteint un seuil critique mais non pas qu’une solution a été trouvée. Le développement économique en Afrique de l’Ouest dépend dans une bonne mesure d’une meilleure coordination entre pays enclavés et pays côtiers le long d’un axe commercial pré-colonial nord-sud qui avait permis le développement des régions constituant les grands empires historiques, auxquels la colonisation avait mit un terme. C’est ainsi que des solutions à long terme ne peuvent être trouvées que dans le cadre de la coopération entre pays sahéliens et pays côtiers comme le Nigeria, le Bénin, le Ghana, la Côte d’Ivoire, la Guinée et le Libéria et, entre pays francophones et anglophones, que le cadre offert par le CILSS ne peut permettre de réaliser.

### Leçons méthodologiques

L’étude de planification à long terme a été, en quelque sorte, autant une expérience méthodologique, qu’une enquête menée pour déterminer les perceptions de citoyens ouest-africains concernant leur avenir. Les participants au dernier atelier de travail ont considéré que les bénéfices à long terme de l’étude et de la méthodologie utilisée résidaient dans sa transformation en stratégie dotée de toute une série d’outils permettant *l’auto-évaluation et la pla-*

*nification stratégique des différents types d’associations et d’entreprises* qui y prirent part. Ceci semble malheureusement faire défaut dans le cas de nombreuses associations, qui possèdent rarement des moyens d’auto-évaluation, de stockage et recherche d’information, ou de planification.

Les résultats montre un autre élément d’importance majeure, il s’agit du besoin pressant d’outils (et de pratiques) de “scannage horizontal”, de planification stratégique et d’utilisation de l’information *au sein* de ces organisations. Paradoxalement, à une époque où les méthodologies de planification de projets sont de moins en moins utilisées où sont devenues la cible de critiques justifiées dans les agences de développement elles-mêmes, quel-ques-uns de ces outils les plus rudimentaires et les plus utilisés s’avèrent être ceux que les associations, communautés et entreprises locales semblent apprécier.

Une des équipes de recherche à qui une association locale a demandé de suggérer une méthodologie de planification simple, n’a pu que proposer l’ancienne matrice (“logframe matrix”). A la surprise des chercheurs, la proposition fut très bien accueillie, car elle offrait au moins un modèle pour de possibles investissements rentables. Ses points faibles étaient peut-être liés autant à son utilisation à un niveau très centralisé plutôt que local, qu’ils étaient fonction de son insuffisance inhérente. On peut se demander combien de pratiques gouvernementales ou d’organisations de donateurs, aujourd’hui critiquées, seront considérées comme appropriées lorsque transposées dans des organisations locales?

# Gestion participative et culture locale: Proverbes et paradigmes

*Cet article est basé sur les recherches conduites par des chercheurs locaux, avec l'appui et la supervision de Peter Easton, Associate Professor, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University, avec la collaboration active des communautés concernées. Les recherches ont été effectuées sous les auspices du Club du Sahel, de l'OCDE, du Comité Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique.*

**Notes CA 18**  
**Mars 2000**

L'évaluation de programme est souvent considérée comme une exigence des donateurs, mais qui reste cependant fondamentalement étrangère à certaines cultures locales —impliquant une expérience et une manière de pensée toutes aussi étrangères. Elle peut même être perçue comme une véritable menace, tant par les bénéficiaires des programmes que par le personnel en charge de leur exécution.

On a beaucoup oeuvré ces dernières années à développer des modes d'évaluation de programme participatives et responsabilisantes, qui fournissent aux membres du personnel et aux principaux intéressés locaux un rôle actif et la possibilité d'avoir le dernier mot concernant la manière dont les dites évaluations sont réalisées ainsi que l'interprétation des résultats. Des moyens créatifs ont été trouvés pour permettre de réconcilier cette participation populaire avec un degré raisonnable de rigueur concernant les résultats, et même pour accroître la fiabilité, la validité ainsi que la nature représentative des découvertes, en ayant recours à une contribution plus substantielle de la part des dépositaires d'enjeux. En outre, il est de plus en plus reconnu que des évaluations d'impact de bonnes qualités dépendent des contrôles exercés au jour le jour et de la bonne connaissance des processus de la part de ceux qui sont concernés, et que la signification des résultats quantitatifs reste dans le meilleur des cas assez équivoque, jusqu'à ce qu'ils soient interprétés — quelque fois de manière contradictoire—par les différents groupes de dépositaires d'enjeux.

## **Evaluation : Mandat extérieur où réflexe local ?**

Toutes ces tendances donnent une importance accrue à la participation locale aux activités d'évaluation ainsi qu'à leur "appropriation". Elles peuvent pourtant ne pas permettre de toucher au cœur des problèmes. Est-ce que les notions de responsabilité, d'évaluation des performances et de prise de décision basée sur des données, sont des impositions de l'extérieur, ou est-ce qu'elles possèdent des analogies avec les préoccupations des populations locales ? Et, si tel est le cas, quels sont les rapports existants et comment pourraient-ils être le mieux utilisés pour faire de l'évaluation un "outil local", une technologie appropriée ? La question n'est pas de peu d'importance à une époque de "décentralisation" croissante de l'administration et des systèmes d'éduca-



tion, où les approches en matière de véritable auto-gestion qui ont eu du succès sont particulièrement recherchées.

En fait, un des résultats inattendus de la pratique de l'évaluation participative en Afrique de l'Ouest a été d'avoir mis en exergue les attitudes et approches locales en la matière, créant ainsi une base pour le développement d'une méthodologie d'évaluation appropriée. Un des moyens de cette découverte a été l'utilisation de proverbes qui expriment à la fois les attitudes et la perspicacité locales concernant les questions liées à l'évaluation, tels que le devoir de rendre des comptes, les performances et la responsabilité sociale.

### Les proverbes : La tradition en mouvement

A travers la région, les proverbes offrent un condensé, exprimé souvent de manière poétique, de l'expérience humaine et de la vision du monde locale. Dans de nombreuses traditions culturelles, le terme "proverbe" lui-même en est l'illustration. Dans la langue *hausa* par exemple, le terme est "karin magana", qui littéralement veut dire "parole, (discours) enveloppé". Les proverbes africains sont en fait des formes d'expression délicatement forgées, dont les significations sont en quelque sorte étroitement intercalées, créant des associations entre des domaines d'expression apparemment disparates, jetant une lumière nouvelle sur les événements et les perceptions. C'est ainsi que ces expressions nécessitent souvent pour les non-initiés ce que la critique moderne appellerait un "déballage". Elles peuvent être succintes et évocatrices comme un poème, et aussi importantes pour une même appréhension de phénomènes collectifs que n'importe quelle assemblée politique.

Les proverbes africains sont à la fois nouveaux et anciens. Ils constituent à peine un critère fixe de sagesse. De nouveaux proverbes sont inventés constamment et d'anciens tombent en désuétude, un processus que les linguistes appelleraient "créativité lexicale".

En même temps ce ne sont pas des oracles : on dit que pour chaque proverbe exprimant un point de vue, il en existe un autre qui soutient le contraire. Les proverbes sont plus comme une "langue de la pensée". Ils lient les préoccupations actuelles à l'expérience historique du groupe et aident à assurer la continuité et la cohérence du système de valeurs et des motivations qui sont la base des initiatives nouvelles. Comme le dit une maxime *ewe* du sud du Ghana : *Ka xoxoa nu wogbia yeyea •o* – "Une nouvelle corde est tressée au bout de l'ancienne".

### Evaluation et performance

Imaginer qu'il n'y avait pas de responsabilité pour ce qui concerne les ressources au niveau local avant l'introduction des programmes de développement officiels est comme considérer que personne n'a rien appris avant que les écoles formelles aient été établies, ou que l'agriculture n'existait pas avant l'arrivée des agents de vulgarisation agricole. Comme nous le rapelle un proverbe nigérian : *Kunkuru ya san makamar matarshi* : "La tortue sait comment êtreindre sa femme".

En somme, certaines choses peuvent sembler incompréhensible à l'observateur extérieur, mais pour ce qui concerne les préoccupations essentielles des gens en matière de santé et de bien-être, on peut être sûr que ceux qui sont impliqués ont trouvé des solutions relativement satisfaisantes il y a déjà longtemps.

En considérant une évaluation d'un programme d'alphabétiation en République du Mali d'il y a une vingtaine d'années, et frustré par les difficultés rencontrées dans ce cadre, où les résultats semblaient très loin des réalités constatées sur le terrain, un des membres de l'équipe évoqua un poème provenant du Niger voisin, résumant la situation avec un humour tranchant : *Da an ce da kare tuwo ya yi yawa a gidan biki, ya ce 'Ma gani a Kas !* : « Quand on a dit au chien qu'il y avait de la nourriture pour tout le monde à la fête du mariage, il répondit : « nous le vérifierons au niveau du sol ! »

En fait, il peut y avoir toutes sortes de nourritures à une table de fête, mais à moins que et jusqu'à ce qu'elle atteigne le sol, le chien ne peut y avoir accès. Il en est ainsi de nombreux programmes de développement : les longs discours ne valent pas les bénéfices concrets pour les participants locaux, et c'est cette réalité et cette disparité que l'exercice d'évaluation devrait aider à examiner. Ce qui est à relever ici n'est pas seulement la pertinence du proverbe lorsqu'appliqué à l'évaluation, mais également le fait que cette pertinence et son caractère poignant furent immédiatement compris et appréciés par des gens appartenant à un groupe ethnique voisin. L'expression devint en quelque sorte le proverbe caractérisant l'évaluation.

### Responsabilité et efficacité

Le devoir de responsabilité peut aussi apparaître comme une autre notion importée. Mais une ancienne expression *hausa* résume les perspectives familières à la plupart des cultures ouest-africaines : *In ba k'ira, me ya ci gawai ?* : « Si rien n'a été forgé, alors qu'est-il advenu du charbon ? »

Les forgerons existent encore en bon nombre dans beaucoup de régions d'Afrique de l'ouest, mais si le charbon, leur principal source d'énergie est consommé sans que rien ne soit produit, il y a alors de bonnes raisons de s'inquiéter.

On retrouve la même situation avec la notion d'efficacité. Les *beti* du Cameroun exprime la situation simplement : *Fà è tèbé nèbài è dùgàn à àbam* : « Si la machette ne veut pas couper les épineux, elle ferait mieux de retourner discrètement dans le fourreau ».

« L'efficacité elle-même n'est guère une notion étrangère. De nombreuses expressions locales mettent en relief le problème des processus sociaux qui donnent de mauvais ou pas de résultats du tout; des opérations où le ratio des intrants par rapport aux extrants est "plus qu'optimal", pour utiliser le jargon des planificateurs. Ce qui est bien illustré par une expression wolof du Sénégal des plus colorées: « dix tranchées, dix remplissages – beaucoup de poussière, pas de trous ». Sans commentaires !

### Prise de décision collective

L'évaluation est au mieux, une forme de prise de décision collective concernant l'utilisation des ressources et les objectifs de la communauté. L'évaluation participative fait de ces objectifs un thème central. La culture ouest-africaine est très riche en termes de sagesse et perspicacité concernant à la fois la nécessité de coopération dans la prise de décision et la manière de l'obtenir. La langue *hausa* exprime cela en quelques mots : *Shawara d'awkar d'aki*. « Prendre une décision est comme placer un toit sur une hutte »

C'est à dire que tous doivent s'entraider pour soulever ensemble le toit ! Une expression *ewe* y ajoute un élément critique, particulièrement pertinent quant à la question de l'évaluation : « *Nunya avemexevie ame òka* : La connaissance est comme l'oiseau dans la forêt, une personne seule ne peut jamais l'attraper ».

En même temps, les proverbes expriment souvent clairement que différents points de vue sont des composants essentiels de la prise de décision et que rien n'est sujet à une seule et unique interprétation. *Sira kelen sira tè*, dit-on en *malinké* : « une seule voie n'est pas une voie du tout ». Le *hausa* possède deux manières merveilleuses pour exprimer la diplomatie et la gentillesse à utiliser pour atteindre le consensus : *Girma da arziki kan sa jan sa da abawa* : « Ce sont le respect et la gentillesse qui permettent de mener un taureau avec un petit morceau de fil ». *Maykiyayen kwad'i ya yi hankali da sandarshi* ! : « Le gar-

dien d'un troupeau de crapauds doit être très patient dans l'utilisation de son bâton ». Les crapauds n'avancent pas très vite, ou tous ensemble, dans la même direction, mais se sont également des créatures vulnérables, et si celui qui a la responsabilité de les conduire se met en colère et commence à agiter vigoureusement son bâton, on peut être sûr qu'il en écrasera quelques uns.

### Empirisme et analyse causale

La notion de preuve n'est guère moins importante dans les cultures locales d'Afrique de l'Ouest que dans la tradition occidentale, bien qu'elle ne soit pas toujours organisée de la même manière. En fait, comme Levi Strauss l'indique dans son ouvrage classique : *La science du concret*, la culture dite « traditionnelle » est plus dépendante des "données vérifiables" liées à l'expérience que l'approche « académique ». Les pratiques locales sont, de manière caractéristique, les résultats de générations d'observation, d'essais et d'expérimentations.

Ces réflexes sont évidemment importants pour l'évaluation et sont exprimés dans toute une série de proverbes et de paraboles à travers la région. En réaction par exemple aux options en matière de politique et aux demandes souvent extravagantes faites par les politiciens, le peuple *hausa* fait le simple commentaire suivant : *Ba a gardamar noma ga damana* : « Il n'y a pas de nécessité à débattre de compétences agricoles lors de la saison des pluies (période de croissance) ! ». C'est à dire, laissons chacun utiliser ses propres méthodes pour cultiver son champ, et nous verrons bien assez tôt quels sont les résultats.

Un proverbe *ewe* met l'accent sur l'importance de la comparaison de l'information par delà les contextes : « L'agriculteur qui ne s'est jamais aventuré au delà de son champ dit que ces propres méthodes sont les meilleures ». Une autre proverbe *hausa* met l'accent lui sur le contexte dont les circonstances doivent être comprises pour expliquer même le comportement le moins prévisible : *Abin da ya ka'da kusu wuta, ya hi wuta zahi* : « Ce qui a conduit la souris à sauter dans le feu doit être plus chaud que le feu lui-même ».

En même temps, la relativisation des explications des événements et la catégorisation des interprétations —y compris celles des événements les moins bien représentés— sont évoqués de manière fort éloquente par un autre proverbe africain, celui-ci provenant du Zimbabwe : « Les histoires de chasse seront des histoires de gloire jusqu'au jour où les animaux auront leurs propres histoires ! »

### Auto-gouvernance et auto-évaluation

L'auto-évaluation est une composante clé de la véritable autogouvernance et les proverbes africains en offrent de nombreux exemples. Un proverbe *moré* du Burkina Faso utilise une image assez singulière pour nous rappeler que nous ne sommes jamais indépendant sans nos propres outils et ressources : « Celui qui s'endort sur une natte empruntée doit réaliser qu'il dort sur le sol froid, bien froid... »

Les *wolofs* expriment la même idée un peu différemment, mais avec pas moins d'effet : *Ka la abal i t ànk, nga dem fa ko neex* : « Emprunte la jambe d'un homme et tu iras là où il voudra que tu ailles ».

Mais, prendre son destin en main nécessite de la compétence : *Barawon kakaki ba ya da iko ya busa shi*, dit-on en langue *hausa* : Celui qui vole la trompette du chef ne possède pas la force pour souffler dedans. » L'aptitude et la volonté sont nécessaires pour pouvoir mesurer et corriger ses propres fautes.

En *bambara* on dit : *Sa kògòlen be dogo* : « Le serpent caché devient plus grand ». Ce qui signifie que les défauts et les faiblesses que nous ne corrigeons pas empirent. En *hausa*, il est ajouté : *Ranar wanka ba a b'oyon cibiya*. « Le jour du bain, il n'a y a pas de raison de se cacher le nombril ! ».

### Un langage exprimant la perspicacité des populations locales

L'utilisation des proverbes locaux dans l'exercice d'évaluation possède habituellement deux objectifs. Premièrement ceux-ci peuvent éclairer d'une lumière nouvelle la dynamique sociale qui influence les opérations des programmes, tant que ces éléments de la culture locale illustrent des facteurs qui affectent les comportements individuel et collectif. Ces éléments pré-cités sont souvent similaires pour différents groupes ethniques.

Plus important encore, ces proverbes et maximes offrent un moyen permettant de démontrer que l'évaluation, le devoir de rendre des comptes et toute une série de notions similaires de plus en plus importantes étant donné les tendances actuelles vers la décentralisation et le développement local, sont des activités familières et font partie de préoccupations aussi anciennes que la culture elle-même. Et ceci crée la base qui permet d'aider les bénéficiaires à développer par eux-mêmes une technologie culturellement appropriée d'auto-gouvernement démocratique.

Gyorgy Szèll a fait remarquer qu'un dénominateur commun des mouvements de gestion participative de l'industrie moderne a été la notion que « le véritable expert par rapport au travail de l'ouvrier est finalement l'ouvrier lui-même ». Un proverbe *hausa* l'exprime quelque peu différemment mais avec le même signification : *Kome ya ke cilkin aikin d'an tsako, shaho ya dade da saninsh* : « Quoi que puissent être les habitudes des poussins, [vous pouvez être quasiment sûr que] le faucon a entrepris de les apprendre il y a longtemps ».

# *Les connaissances autochtones et le droit de la propriété intellectuelle*

*Cet article est de Siddhartha Prakash, consultant, Région Afrique, Banque mondiale. L'article est d'abord paru sous le titre: « Towards a synergy between biodiversity and intellectual property rights », dans World Intellectual Property, Vol.2, No.5. Il est reproduit ici dans une version abrégée avec la permission de l'éditeur de cette publication.*

**Notes CA 19**  
**Avril 2000**

Le commerce international des ressources génétiques, également appelé commerce biologique, implique des enjeux économiques considérables. Le commerce de médicaments élaborés sur la base des médecines traditionnelles représente à lui seul plus de 32 millions de dollars US par an. On a estimé qu'en consultant les peuples autochtones on peut accroître le taux de succès des essais d'un pour 1000 échantillons, à un pour deux. D'après un autre expert, les connaissances traditionnelles facilitent le triage des plantes à usage médicinal de plus de 400 pour cent. Sans l'apport des connaissances autochtones, de nombreux médicaments très utilisés de nos jours n'existeraient pas.

Biologique (CDB), qui, pour la première fois reconnaissait la valeur des connaissances et ressources autochtones. Elle établissait un cadre d'accès aux ressources génétiques et un moyen de partage des bénéfices considéré comme juste et équitable.

La propriété intellectuelle est un moyen d'acquisition de la propriété d'une ressource particulière qui est intangible par nature. Elle implique habituellement la protection d'une invention conçue par l'homme. Ceci comprend une grande variété de créations allant de la musique aux romans, en passant par les médicaments, les logiciels, et les produits obtenus à partir des connaissances autochtones.

La CDB introduit la notion de propriété intellectuelle en tant que stratégie de conservation de la biodiversité en garantissant aux pays des droits souverains sur leurs

## **Banque mondiale**

Avant 1992, les connaissances et ressources traditionnelles étaient considérées comme patrimoine commun de toute l'humanité. Il n'existait pas de règlements internationaux (et, pour la plupart des pays : nationaux aussi) permettant de réguler l'accès aux ressources génétiques. Une conséquence en fut l'augmentation de l'utilisation des connaissances et des ressources biologiques des populations autochtones. D'autre part, la

dégradation rapide des ressources de l'environnement et la nécessité de récompenser les utilisateurs et les fournisseurs ont été à l'origine de la Convention sur la Diversité ressources. En outre, l'accord : Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) vient compléter la

convention. L'inclusion de l'ADPIC dans le système de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a établi de nouvelles disciplines pour de nombreux pays en matière de brevets d'invention, de droits d'auteur, d'indications géographiques, de marques de fabrique, de commerce ou de service, et de dessin et modèle industriels. Le principal objectif de l'accord étant la création de normes internationales pour une protection minimum du droit de la propriété intellectuelle (DPI).

### **Droit de la propriété intellectuelle: conflit ou synergie**

Est-ce que la protection des connaissances et ressources autochtones grâce à l'établissement du DPI assure la promotion, ou gêne plutôt la distribution équitable des bénéfices aux dépositaires ? Les critiques avancent que le DPI est une menace pour la biodiversité par la limitation qu'il impose à l'accès aux ressources et aux produits qui en dérivent. Il encourage les entreprises à breveter les inventions dérivées des connaissances et ressources autochtones, sans qu'elles doivent partager (équitablement) les bénéfices commerciaux avec ces communautés. Les partisans de l'accord ADPIC prétendent par contre qu'il encourage le transfert de technologie, ce qui pourrait constituer une stratégie de partage équitable des bénéfices. Il y a cependant plusieurs autres problèmes qui se posent par rapport à ce débat qu'il faudra traiter et résoudre en examinant les stratégies qui permettent de travailler dans le cadre des régimes DPI existants, et en en élargissant la portée lorsque nécessaire, afin de conserver les connaissances autochtones et la biodiversité.

### **Problèmes d'applicabilité**

La nature individualiste du DPI crée plusieurs complications lorsque appliqué aux communautés locales. Ils ne réussissent pas à prendre en compte le fait que ces communautés ont une approche holiste de leur environnement. De telles communautés trouvent difficile de considérer les ressources dont leur subsistance dépend en tant que biens économiques et sociaux distincts.

Le DPI pose un autre problème critique. En effet, comment peut-on définir une innovation et un bénéficiaire dans les communautés locales, étant donné le besoin où on se trouve de prouver la nouveauté et la "non-évidence" ? Dans la plupart des communautés traditionnelles, les connaissances sont acquises avec le temps, transmises de génération en génération. Grâce à ce processus, elles continuent à évoluer et leur caractère peut changer. Ainsi, il est difficile d'établir quand de telles connaissances ont été

pour ainsi dire découvertes et quand elles ont commencé à faire partie du domaine public.

Le second aspect du dilemme concerne l'aspect communautaire des connaissances autochtones. Elles sont développées en étant diffusées parmi les membres des communautés, en particulier par les anciens, ce qui en augmente la valeur. En ce sens, elles ont toujours fait partie du domaine public communautaire et donc ne peuvent répondre au critère de "non-évidence" des brevets. Lorsqu'une communauté entière est impliquée dans l'évolution des connaissances traditionnelles, comment en identifier l'inventeur ? Le problème se complique dans les cas où les mêmes connaissances sont utilisées par des communautés différentes à travers le monde. Par exemple, si une herbe particulière est utilisée par les *massais* du Kenya ainsi que par les indiens d'Amazonie pour un même usage, comment en identifier l'inventeur légitime ?

### **Vers une synergie**

Les problèmes soulevés peuvent être résolus en travaillant dans le cadre de l'ADPIC en utilisant les différents aspects du droit de la propriété intellectuelle. Ceci comprend les indications géographiques qui sont mieux applicables aux inventions communautaires. Une autre possibilité est d'élargir le domaine du DPI pour y inclure la notion de droits communautaires. Ceci peut comprendre des droits *sui generis* (qui constituent une catégorie en soi) qui permettent des approches plus novatrices que le brevetage.

Certains proposent que le droit des brevets soient modifiés pour s'assurer qu'ils révèlent bien le pays d'origine du matériau biologique et les connaissances traditionnelles utilisées pour développer l'invention. Un autre problème lié au brevetage des pratiques autochtones est la nécessité qu'il y a de les documenter. Le problème avec la plupart des pratiques autochtones est qu'elles sont transmises d'une génération à l'autre oralement, sans les enregistrer par écrit. Afin d'éviter que les connaissances traditionnelles qui sont déjà dans le domaine public d'être brevetées en tant qu'invention nouvelle dans un autre pays, il est essentiel de fournir une documentation écrite sur ces pratiques. Ainsi, les communautés autochtones peuvent mettre en question le bien fondé de brevets fournis à d'autres pour des pratiques qui sont traditionnellement leurs. La base de données du programme Connaissances Autochtones de la Banque mondiale et une initiative similaire de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) pour enregistrer les pratiques traditionnelles sont des initiatives allant dans ce sens. En outre, la création de registres nationaux, régionaux et

internationaux des connaissances traditionnelles pourraient appuyer le partage des bénéfices entre les entreprises et les communautés locales.

Au delà du brevetage, il y a d'autres mécanismes possibles d'établissement du DPI des connaissances et ressources autochtones. Ceux-ci comprennent les indications géographiques (noms de lieux, ou mots associés avec un lieu pour identifier l'origine, le type et la qualité du produit, par exemple le « Darjeeling tea »). Elles sont uniques car elles donnent la possibilité pour ainsi dire de récompenser les traditions collectives tout en permettant l'évolution. Elles permettent également de mettre en avant les rapports entre les cultures et leur contexte local et elles peuvent être maintenues aussi longtemps que les traditions collectives survivent. Il est de peu d'importance que l'inventeur soit un individu, une famille ou une grande entreprise. Les communautés indigènes disent que leurs connaissances ne devraient pas être librement achetées ou vendues. De manière similaire, une indication géographique ne possède pas le caractère de propriété privée qui pourrait permettre à ces connaissances d'être transférées librement.

D'autres formes de protection comprennent les droits d'auteur et le secret commercial. Les droits d'auteur sont souvent utilisés pour protéger le folklore traditionnel pour qu'il ne soit pas copié sans autorisation. L'OMPI a protégé le folklore de différentes parties du monde grâce aux droits d'auteur. Le secret commercial constitue un moyen de protéger des informations d'ordre confidentiel, qui pourraient donner à des entreprises par exemple un avantage comparatif. Ils pourraient être un moyen efficace de protection des connaissances autochtones. Les communautés locales pourraient restreindre l'accès à leurs territoires et à l'information aux personnes extérieures, grâce à des accords qui assurent la confidentialité et les bénéfices économiques. De telles pratiques ont été initiées dans des pays tels que l'Équateur avec l'appui de la Banque inter-américaine de développement.

### **Sui generis: accès et partage équitable des bénéfices**

Certaines des questions les plus controversées du DPI, concernent la protection des espèces de plantes locales. L'accord ADPIC établit que peuvent faire exception à la brevetabilité « les plantes et animaux autres que les micro-organismes et les processus essentiellement biologiques de production de plantes et animaux autres que les processus non-biologiques et micro-biologiques. Cependant, les membres doivent assurer la protection des variétés de plantes par le brevetage ou par un système *sui*

*generis* ou par toute combinaison possible. » -(Article 27.3b)

*Sui generis* fait référence aux méthodes de protection autres que le brevetage. La forme la plus commune de protection de nouvelles variétés de plantes implique ce qu'on a appelé des « droits d'obtention végétale ». Au niveau international, un certain nombre de pays se sont mis d'accord pour adopter une 'Convention pour la protection des obtentions végétales' : la convention UPOV, selon ses initiales en langue anglaise. Cette convention établit un minimum de normes de protection que les systèmes nationaux doivent accorder. Ceux-ci devant permettre aux « obtenteurs végétaux » de bénéficier des « privilèges des obtenteurs », qui leur donnent la possibilité d'utiliser des variétés de plantes protégées dans leurs programmes d'obtention végétale pour générer d'autres variétés (dérivées).

Ces formes de protection ont suscité quelques inquiétudes chez les pays en développement, qui pour la plupart semble infondées. La crainte par exemple que les agriculteurs ne soient plus autorisés à utiliser leurs techniques traditionnelles, comme résultat du brevetage *sui generis*, de produits utilisés par eux depuis longtemps, est sans fondement. Un produit ou un processus qui a été utilisé publiquement n'est pas nouveau et ne peut donc être breveté. Seules de nouvelles variétés de plantes seront éligibles et même dans ce cas c'est l'obtenteur qui doit demander la protection. Ainsi les fermiers pourront garder les semences provenant des récoltes pour les planter dans leurs champs. C'est ce qu'on appelé « le privilège de l'agriculteur ».

Le brevetage *sui generis* permet d'aller au delà des formes habituelles du DPI en incluant la possibilité d'établir des contrats entre les utilisateurs et les conservateurs des ressources, tels que les dits 'Accords de transfert de matériel'. Un exemple en est l'accord entre le Cameroun et le National Cancer Institute américain, où le Cameroun fournit à ce dernier une plante aux propriétés anti-Sida, et reçoit en échange une compensation utilisée pour des projets de développement communautaire permettant de conserver les forêts où cette plante pousse. D'autres, tel que l'ONG « Third World Network » (Réseau tiers-monde) se font les avocats d'un régime légal alternatif qui soit le reflet de la culture et du système de valeurs des communautés locales. Ils considèrent que pour prendre en compte la nature dynamique des connaissances traditionnelles, le concept « d'innovation » doit être redéfini au delà de ce qui caractérise l'innovation industrielle. Ceci pourrait être incorporé dans les droits communautaires.

Des universitaires ont proposé une approche plus holiste qui intègre le droit de la propriété dans le droit et les pra-

tiques coutumiers. Ils considèrent que les droits concernant les connaissances autochtones ne peuvent être séparés d'autres droits tels que les droits de la personne, le droit à la terre et celui garantissant l'autonomie de gestion de leurs affaires. Une solution possible pourrait être une intégration de ces droits dans un cadre légal qui comprendrait le droit des ressources traditionnels de ces communautés. Ceci pouvant servir de ligne directrice pour d'autres droits tels que les droits de la propriété *sui generis*.

### **Conclusion**

Le droit de la propriété intellectuelle peut fournir un moyen efficace de protection des systèmes de connaissances autochtones et de nombreuses variétés de plantes. Cet article met l'accent sur l'importance critique qu'il y a à

documenter les connaissances autochtones par écrit, ce qui peut ensuite être utilisé pour remettre en question une demande de brevetage concernant une connaissance faisant déjà partie du domaine public. En outre, l'article met aussi en relief l'utilité d'autres formes du droit de la propriété intellectuelle que le brevetage, telles que les indications géographiques. Celles-ci peuvent être plus utiles aux communautés autochtones qui cherchent à réglementer l'accès à leurs ressources, qui peuvent évoluer avec le temps (avec aussi la contribution de toute la communauté). Ceci nous conduit à la possibilité d'approfondissement de l'accord ADPIC pour assurer que les brevets divulguent l'origine des ressources génétiques et leur utilisation ainsi que celle des connaissances autochtones et considère les formes *sui generis* du droit de la propriété intellectuelle, tels que les droits communautaires, pour assurer un partage équitable des bénéfices

# Réinventer l'apprentissage et les rites de passage

## *Accès à l'économie urbaine en Afrique sub-saharienne*

*Cet article est basé sur les recherches conduites par des chercheurs locaux, avec l'appui et la supervision de Peter Easton, Associate Professor, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University, et avec la collaboration active des communautés concernées. Les recherches ont été effectuées sous les auspices du Club du Sahel, de l'OCDE, du Comité Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique.*

**Notes CA 20**  
**Mai 2000**

La plupart des sociétés d'Afrique sub-saharienne ont développé de bons systèmes d'initiation des jeunes aux différents aspects de la vie d'adulte. Ceci se manifeste par l'existence d'organisations par groupes d'âge, par des initiations aux rites de passages et par l'apprentissage des caractéristiques du commerce.

Les pratiques traditionnelles d'apprentissage et d'initiation restent très présentes dans les communautés rurales, mais sont moins évidentes dans les périphéries urbaines chez ceux que la faim, le chômage, ou simplement le désir d'une vie meilleure ont poussé à s'y installer. Cependant, de nombreux liens entre les deux demeurent et les associations regroupant des migrants originaires d'un même village existent.

### **Une génération abandonnée à elle-même**

En général cependant, depuis l'indépendance, l'exode rural a contribué à considérablement réduire la pertinence et la force de ces coutumes d'apprentissage. L'exemple le plus extrême de la dissolution de la « garantie » sociale de ces rites de passages semble être celui de la situation des enfants des rues. Ces jeunes enfants sans instruction, occupation et souvent résidence fixe, qui hantent les routes et chemins d'Afrique.

Les organisations des Nations Unies et les nombreuses ONG qui s'occupent du problème, considèrent ces enfants comme une sous-catégorie de l'ensemble : « enfants travailleurs », pour définir ces jeunes en dessous de l'âge légal où celui de la maturité sociale dans le cadre de leur culture, qui travaillent dans des conditions contraires à leur croissance et à leur développement. Il est vrai toutefois que la plupart des enfants des sociétés en développement travaillent ou travailleront. La question est moins la prohibition de toute forme de travail des enfants que d'assurer qu'ils ne sont pas forcés à effectuer des travaux inappropriés et nuisibles à cause des nécessités de survie, et qu'ils possèdent les opportunités requises pour une bonne transition vers l'âge adulte.

Mais le destin des enfants des rues met en exergue un aspect important de la situation existante dans les périphéries urbaines qui est plus que d'ordre économique, même si elle reste bien enracinée dans un contexte de déprivation en termes de ressources. En effet, c'est le manque de possibilités offertes par la société aux enfants déplacés, afin qu'ils puissent développer une identité adulte qui semble être le problème essentiel. Ici, des répliques exactes des associa-



tions traditionnelles ne peuvent fonctionner. Comme le dit un proverbe hausa : « In rawa ta sake, ki'di ita ma sai ta sake » : Lorsque les battements de tambour changent, le pas doit changer aussi. Ainsi, quels sont les nouveaux battements qui ont un sens en termes de capital et rythmes culturels, auxquels les nouvelles conditions posent un défi ? Trois exemples d'Afrique et un des Caraïbes offrent quelques solutions.

### **Contenir l'afflux des enfants des rues: la société Undungu du Kenya**

La société Undungu a été établie grâce aux efforts d'un prêtre hollandais qui s'est installé à Nairobi pour travailler avec les jeunes en zone urbaine, après 17 ans d'expérience passés en Tanzanie rurale. Peu de jeunes s'intéressaient aux programmes parrainés par l'église. Le prêtre constata que les rues de la capitale kenyanne étaient inondées de jeunes qui essayaient de gagner quelques sous en lavant ou en gardant des véhicules en centre-ville. Dès 1973, il entrepris de passer beaucoup de temps dans les rues en essayant de développer des rapports avec ces jeunes, et parlant avec eux de leur vie quotidienne et de leurs aspirations. Il découvrit que bon nombre d'entre eux étaient des jeunes qui avaient abandonné l'école parce que leurs parents ne pouvaient pas payer les frais de scolarité ou acheter l'uniforme et le matériel scolaires. La plupart répondaient aux questions posées sur leur situation par, entre autre : « nayaka kusoma », qui signifie je veux une éducation, en kiswahili.

Pour ces raisons le prêtre décida qu'initialement les efforts pour aider les enfants des rues devaient se concentrer sur leur retour à l'école, et ils s'appliqua à trouver les fonds pour payer les frais de scolarité et le matériel scolaire. Il découvrit rapidement cependant que les directeurs d'école ne pouvaient — ou ne voulaient — pas reprendre ces enfants. Ils pensaient que les mêmes raisons qui avaient poussé ces enfants à quitter l'école pouvaient très bien se représenter, ou qu'ils avaient trop changé lors de leur séjour dans les rues pour pouvoir se conformer aux exigences de la vie scolaire.

### **Un processus d'apprentissage**

Ce premier renversement de situation a été suivi par une série de départs, d'initiatives ayant échoué et d'expériences d'apprentissage qui ont conduit la société Undungu à développer progressivement une approche qui, finalement, fut couronnée de succès. Cette approche était constituée de quatre phases distinctes. La première comprenait un

réseau « d'écoles informelles » situées dans des bidonvilles dans et autour de Nairobi. Ces écoles ciblaient les enfants âgés de 15 à 16 ans qui n'avaient pu entrer ou rester dans les écoles primaires et qui ainsi risquaient de devenir des enfants des rues, ou des enfants travailleurs, si ce n'était pas déjà le cas. Le programme était conçu pour durer trois ans; pour fournir aux participants une alphabétisation de base, des aptitudes à la survivance, plus un sens plus élevé de leur propre valeur, et permettre à ceux qui le souhaitaient de retourner à l'école pour obtenir une éducation formelle, ou acquérir une formation professionnelle.

Cette initiation à l'éducation formelle ou à la formation professionnelle a constitué la phase deux du processus et a nécessité une année. Ceux qui sont restés dans le programme, ou qui y retournèrent après une certaine période de scolarité formelle, eurent une opportunité de se familiariser avec certaines pratiques commerciales importantes de l'économie dite informelle de Nairobi et pour lesquelles Undugu offrait des ateliers de formation, principalement en menuiserie, couture, mécanique auto et métallurgie.

### **Trouver une place dans la société**

La troisième phase impliquait une transition vers l'emploi et les rôles économiques adultes. Les jeunes qui avaient montré une préférence pour un certain type d'activité ont bénéficié d'une assistance pour identifier un artisan du secteur informel chez qui effectuer un apprentissage d'une année. La société Undugu développa ainsi certains critères pour la sélection de ces artisans ainsi qu'une procédure pour une inspection périodique de leurs établissements qui permette de s'assurer que les apprentis sont bien formés et qu'ils ne sont pas exploités. Durant cette année d'apprentissage, les jeunes impliqués devaient participer à un atelier de travail hebdomadaire au siège de la société, afin d'améliorer certaines de leurs compétences et aptitudes que la plupart des artisans ne pouvaient les aider à le faire. Cette formation comprenait également une préparation aux tests d'Etat dans leur domaine professionnel respectif, qui se déroulent généralement en fin d'année.

Trouver un emploi aux jeunes ayant acquis un métier et réussi les tests, ou, le plus souvent, les aider à créer leur propre emploi dans le secteur informel, constituent la quatrième et dernière phase. L'Unité de Conseil en Entreprise d'Undungu offre des formations en création et gestion d'entreprises, ainsi que des prêts à ces jeunes "diplômés", afin qu'ils puissent s'installer à leur compte. La

société a aussi établi un département de création industrielle pour l'amélioration de la conception et du marketing des biens et services produits par le secteur informel, plus spécifiquement ceux des secteurs bénéficiant d'un appui d'Undugu ainsi que les artisans chez qui les apprentis ont été placés. Le personnel de ce département organise des ateliers de travail destinés aux artisans du secteur informel qui collaborent avec Undugu dans la conception et le marketing de leur produit, utilisant les apprentis comme vecteur permettant d'améliorer la production du secteur informel.

### D'autres approches

Le Service Courrier SKI de Khartoum constitue une approche différente mais du même type, qui a été mis en place par l'ONG Street Kids International à Khartoum au Soudan. Il s'agissait d'assurer l'insertion de jeunes des rues dans l'économie urbaine en jouant sur un « avantage comparatif » que ces enfants possèdent. En effet, un avantage qu'ils ont est leur connaissance des routes, voies et chemins de Khartoum, ou il est particulièrement difficile de s'y retrouver. C'est ainsi que le personnel de l'association et les jeunes des rues, exploitant la difficulté qu'il y a à distribuer d'importants paquets et matériels dans Khartoum, aux rues souvent bloquées par des embouteillages, décidèrent de créer le Service Courrier des Enfants des Rues (« Street Children Courier Service »). L'initiative impliquait de:

- se procurer des bicyclettes dont le coût devait être remboursé par les enfants grâce aux gains faits dans le cadre de leur travail, Ce projet a eu beaucoup de succès et fut répliqué quelques années plus tard (avec succès) par SKI à Bangalore en Inde.
- former les enfants dans la distribution du courrier et à prendre les mesures de sécurité appropriées, et à
- les aider à établir l'organisation nécessaire à ce type de services ainsi que les méthodes comptables appropriées.

Les Associations d'Artisans du Sénégal (ENDA/GRAF) sont des initiatives appuyées par ENDA (Environnement et Développement) Tiers Monde, dans la ville de Dakar au Sénégal. Dans ce cas, le personnel d'ENDA a assisté des artisans des secteurs informels de la menuiserie, du travail du cuir et de la fabrication de boissons, à former leur propres associations pour améliorer la technologie qu'ils utilisent et résoudre les problèmes communs d'approvisionnement et de marketing. Chaque activité com-

mence par une reconnaissance du contexte local. C'est en effet une pratique habituelle pour l'ENDA et particulièrement pour son unité de recherche : le Groupe recherche-action-formation, ou GRAF, de baser tout travail de développement local dans les bidonvilles sur une recherche effectuée avec les bénéficiaires. Un des principaux problèmes identifié par les artisans étaient celui des jeunes ayant quitté l'école et qui traînent dans le quartier.

Pour faire face à cette situation, les associations se sont résolues à créer leur propre système d'apprentissage pour offrir aux jeunes une formation professionnelle et également pour les familiariser avec la vie adulte. La coopérative des menuisiers a été la plus active dans ce sens. Elle a développé un système de formation professionnelle par rotation, permettant aux jeunes d'être placés comme apprentis successivement chez différents artisans afin d'apprendre les divers aspects de leur métier ; et, avec l'assistance d'ENDA/GRAF, de les initier à la comptabilité et à la gestion des petites entreprises.

SERVOL de Trinidad, constitue le dernier exemple. Même si il ne s'agit plus ici du contexte africain l'exemple de Trinidad (dans les îles Caraïbes) reste lié aux autres concernant bon nombre d'aspects historiques et culturels. En effet les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes en transition vers l'âge adulte en milieu urbain sont relativement similaires, ainsi que le type de programme, SERVOL (Service Volunteered for All), mis sur pied pour traiter le problème. Celui-ci aussi a été fondé par un prêtre catholique et s'est également développé pour devenir une organisation qui non seulement permet d'accéder à des emplois mais aussi de se familiariser avec les exigences de la vie adulte. SERVOL a ainsi créé les « Life Centers ».

Comme le nom l'indique ces centres sont plus que des centres de formation professionnelle. Ils sont construits par des membres adolescents pour abriter les ateliers de travail, les salles de classe et les installations communautaires. Ils servent également de centres préscolaires, et tous les participants doivent assumer quelques responsabilités pour ce qui concerne les jeunes enfants. Ici, l'emphase est mise sur les conseils et l'assistance offerts par les pairs (peer counseling) et pour donner aux jeunes l'opportunité de parler des diverses questions d'ordre affectif et social auxquelles ils sont confrontés, dans un contexte imbu des valeurs des trois religions présentes dans l'île : musulmane chrétienne et hindou. D'autre part, les jeunes participent au développement de leur propre programme « SPICES » : « Spiritual, Physical, Intellectual, Cultural Emotional sawy ». Par la suite, les participants peuvent s'attacher à acquérir une formation profession-

nelle, ou à obtenir un emploi, ou essayer d'obtenir par eux-même un prêt pour démarrer leur propre affaire. Le pourcentage des jeunes qui abandonnent le programme en cours de route n'est que de 5%, alors que le taux de ceux qui trouvent à s'employer ou qui créent leur propre emploi est de plus de 75%.

### **Les ingrédients essentiels: emploi, donner un sens, et auto-orientation**

Les exemples donnés représentent les efforts faits pour combler le vide en matière d'apprentissage du métier d'adulte, par des jeunes appauvris, se trouvant en dehors du cadre traditionnel et précipités dans les villes d'Afrique.

Ces efforts semblent réussir lorsqu'ils parviennent à « recréer la tradition », en combinant pour ainsi dire des catégories coutumières d'apprentissage et de regroupement par classe d'âge avec des orientations économiques nouvelles, tout en préconisant une auto-orientation accrue de la part des participants. Quelques autres leçons émergent de ce bref aperçu des efforts développés pour assister certains jeunes d'Afrique à se forger de nouvelles identités.

- Une approche de type « éducation des adultes » marche mieux, tant qu'elle s'appuie sur l'expérience et les compétences que les jeunes possèdent déjà, en leur donnant un rôle déterminant dans la direction du projet.
- Un emploi qui rapporte et qui intéresse est la pierre angulaire de la nouvelle identité, mais pas son ciment, qui est par contre offert par une vision de l'avenir, qu'elle soit religieuse, culturelle ou politique, et par la possibilité de l'appliquer à sa propre vie. C'est ainsi que le conseil fourni par les pairs (peer counseling) est souvent un élément important du succès des programmes.
- Les formes traditionnelles d'apprentissage et les associations de jeunes devraient être utilisées comme répertoire et comme ressources, mais devraient pouvoir être critiquées aussi. De tels programmes sont des exemples pour les autres cultures voisines.
- La découverte de son propre environnement et les demandes de changement sont des compléments essentiels à tous ces efforts.

# Le programme savoirs locaux pour le développement après deux années d'existence

*L'auteur de cette Note CA est Siddhartha Prakash, Consultant, Région Afrique, Banque Mondiale.*

**Notes CA 21**  
**Juin 2000**

DANS LE PASSÉ, LA PLUPART DES PAYS AFRICAINS AVAIENT adopté des politiques devant permettre la modernisation de leur société et la transformation des secteurs productifs de leurs économies. Les savoirs locaux qui auraient pu être utilisés pour appuyer ce processus, ou dans certains cas constituer une alternative, ont souvent été relégués aux oubliettes. Cependant, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 a fait en sorte, grâce à la notion de développement durable, que les pratiques dites autochtones (ou savoirs locaux) deviennent partie intégrante du discours sur le développement. Un peu partout dans le monde, lors des conférences et rencontres interprofessionnelles, les responsables des politiques ont commencé à mettre en avant le rôle critique des connaissances autochtones dans le processus du développement. La première rencontre internationale d'importance concernant ce sujet, fut la conférence 'Le Savoir Mondial 97: Le Savoir au Service du Développement à l'Ere de l'Information', tenue en Juin 1997 à Toronto, au Canada. Dans le cadre de ce qu'on a appelé le 'Partenariat pour l'information et la technologie en Afrique', la Banque mondiale s'est engagée dans la réalisation de l'initiative 'Savoirs Locaux pour le Développement' en collaboration avec des organisations telles que l'UNESCO, l'UIT et l'OMPI. Les objectifs de l'initiative étant de faciliter le dialogue multilatéral entre les communautés locales, les gouvernements, les ONG, le secteur privé et la société civile au sens large, et d'intégrer les savoirs locaux dans les activités de développement et optimiser les bénéfices de l'aide au développement, particulièrement celle en faveur des pauvres. La Banque a ainsi adopté un cadre d'action définissant des activités qu'elle a commencé à réaliser en collaboration avec ses organisations partenaires.

Après deux années de ces activités, il est temps d'examiner les progrès effectués dans la réalisation des objectifs fixés. Est-ce que l'initiative Savoirs Locaux, ou Connaissances Autochtones (CA), a été efficace dans la diffusion de l'information et pour en faciliter l'échange parmi les communautés en développement, ainsi que pour appliquer les CA dans le processus du développement et pour constituer des partenariats ?

## **Diffuser l'information**

Dès le début de ses activités, ce qu'on a appelé l'initiative CA a développé une base de données sur internet concernant les connaissances et pratiques autoch-

**Pratique CA No. : 12****Pays :** Nigeria**Domaine :** Finances rurales**Technologie :** Epargne et crédit**Détenteurs des Connaissances:** Fermiers Igalas dans l'Etat de Kogi**Application: *Pratiques financières des communautés d'agriculteurs autochtones***

Les communautés agricoles du Nigéria ont développé divers systèmes d'épargne et de crédit. Les fermiers forment généralement des associations de ce type en accordant une importance particulière aux aspects épargne et accès aux ressources sur une base rotative. Certaines de ces associations fonctionnent avec des règles et des statuts. La majorité d'entre elles sont, de fait, fortement réglementées, mais opèrent sur la base de règles formelles non écrites. Pour les membres, l'épargne est obligatoire et doit se pratiquer sur une base régulière, habituellement en fonction des jours de marchés. Les emprunts ne sont pas utilisés pour l'acquisition de produits consommables. Ils sont utilisés pour des usages tels que par exemple le paiement des frais de scolarité ou des travaux effectués dans les fermes. Le remboursement des emprunts est assuré grâce au contrôle social existant au sein de ces sociétés. Les membres ne reçoivent habituellement pas d'intérêts sur les dépôts et les conditions des prêts sont favorables. Il n'est pas fait mention de la manière dont on traite les cas de non remboursement des prêts. On suppose que le contrôle social suffit à assurer la pérennité d'une association d'épargne et de crédit. Cependant, la base de l'épargne est trop réduite pour l'accumulation ou pour des crédits nécessaires à des investissements majeurs. Jusqu'à présent, il semble qu'il y ait eu peu de reconnaissance des pratiques financières autochtones existantes par les institutions formelles de crédit.

**Enseignement :** *Les associations autochtones rurales d'épargne et de crédit existantes ne sont pas encore reconnues par le secteur financier formel. La collaboration sur une base équitable augmenterait l'impact des institutions formelles, ainsi que le potentiel d'investissement dans les zones rurales*

**Source :** Nweze, N.J. *IK Monitor* 2(2) August 1994

tones, comprenant plus de 200 cas. Chacun de ces cas relate les enseignements tirés de l'expérience d'une communauté particulière concernant un aspect du développement. L'objectif n'étant pas d'en faire un répertoire de cas de CA, mais plutôt une base de données de référence par clés ("referral database"). Les cas de CA concernent une gamme variée d'activités, telles que par exemple les pratiques financières chez certaines communautés du Nigéria, ou l'implication des guérisseurs traditionnels dans les campagnes de prévention du VIH-SIDA, la gestion de l'eau au Burkina Faso, ou encore le traitement traditionnel des enfants victimes du syndrome post traumatique dans le Mozambique d'après-guerre.

Des cas de connaissances autochtones concernant une grande variété de sujets sont exposés en détail dans la publication mensuelle Notes CA, paraissant sous formes écrite et électronique et touchant plus de 20 000 lecteurs. La question sensible de la circoncision féminine et les réponses qui y furent apportées localement est un des sujets abordés dans cette publication, qui à ce jour, compte plus d'une vingtaine de numéros déjà parus. Chaque cas

présenté dans cette publication concerne des approches diverses du développement couronnées de succès, conçues et adoptées au niveau de la base. Dans les cas où des organisations internationales ont fourni une certaine assistance, ce ne fut que sous la forme d'aide financière et pour apporter une reconnaissance internationale. Dans chaque cas, l'initiative est "venue de la base", localement, ce qui a permis le renforcement des institutions locales et la réalisation de projets de développement couronnés de succès dans des secteurs tels que l'éducation et l'alphabétisation (cas des écoles coraniques en Afrique de l'Ouest, par exemple). D'autre part, sont relatés dans la publication Notes CA, des cas où "des individus sans instruction formelle, provenant de villages avec des ressources minimales ont été capables d'améliorer leur vie grâce à un programme qui leur a permis d'atteindre une plus grande autonomie ainsi que l'autosuffisance". Ces histoires de succès mettent en exergue l'universalité des savoirs locaux, qui peuvent jouer un rôle clé dans le processus de responsabilisation des communautés locales, aux niveaux régional, national et international.

## Faciliter les échanges

La Banque mondiale a apporté son assistance à huit Centres CA en Afrique, afin d'améliorer leur capacité de diffusion de l'information. Ceci a pris plusieurs formes. Au Cameroun, en Tanzanie, en Ethiopie et au Zimbabwe le programme CA de la Banque a apporté son appui aux centres CA locaux dans leur travail de recherche et de saisie de cas de connaissances autochtones. Au Burkina Faso et en Ouganda, le programme a apporté son assistance afin d'améliorer la connectivité et la capacité de réseau des systèmes de télécommunication locaux. Le résultat en a été que les télécentres communautaires ruraux sont à présent utilisés pour obtenir des informations émanant des communautés locales et pour diffuser le savoir généré dans d'autres régions.

## Appliquer les savoirs locaux

Un des résultats les plus remarquables de l'initiative CA a été son succès dans la promotion de leur utilisation dans les programmes et projets de développement. L'initiative a appuyé l'Ouganda dans la formulation d'une politique nationale concernant les CA, le Ghana dans l'utilisation de ces CA pour améliorer les pratiques agricoles et le Burkina Faso à prendre en compte le rôle des chasseurs traditionnels dans la gestion des ressources naturelles. Au mois de Juillet 1999, La Banque a initié une étude en collaboration avec l'UNCST pour explorer la possibilité d'utilisation des CA en Ouganda dans le secteur agricole et celui des sciences et technologies de la santé. Ceci a constitué la base d'une stratégie nationale qui devrait inclure tous les dépositaires d'enjeux, la société civile, les guérisseurs traditionnels ainsi que les responsables de politiques.

Six mois plus tard, une rencontre interprofessionnelle avec des représentants de ces acteurs clés eut lieu afin de concevoir une stratégie nationale et un cadre d'action. Ceci a constitué la genèse de la Déclaration de Kampala concernant les CA et le développement durable. La déclaration fait demande au gouvernement d'appuyer le développement des CA et aux planificateurs de les inclure dans le processus de planification nationale. Ceci est appliqué de plusieurs manières, tel que l'inclusion des CA dans le Cadre général du développement de l'Ouganda (CGD), dirigé par le Ministère de la planification. Ces types de projets sont généralement des partenariats entre donateurs et gouvernements visant à accélérer le rythme de la croissance en Afrique. Dans le cas de l'Ouganda, un des objectifs est l'accroissement de la productivité agricole. Ici, le

programme CA de la Banque a joué le rôle de facilitateur en établissant un Comité d'organisation pour le contrôle du processus d'exécution et un Secrétariat pour coordonner les activités spécifiquement liées aux CA.

L'initiative CA de la Banque est en train d'aller au delà des fonctions de supervision et de définition des politiques, en effectuant de la gestion de projets. La Banque conseille le *Ugandan National Agricultural Research Organization (NARO)* sur l'utilisation des CA dans les projets appuyés par elle qui ont trait à la formation et la recherche en agriculture. Ces projets comprennent une composante soutien au développement technologique à long terme et à la diffusion de la technologie. L'initiative CA fournit un appui méthodologique pour le transfert des technologies et CA appropriées et des pratiques agricoles améliorées en faveur des agriculteurs, ainsi que pour promouvoir leur adoption. Un exemple à citer est l'amélioration de la technique *Matoke* de réduction des effets néfastes de la maladie *Sigatoka* sur le bétail, ainsi que celle de la charrue ougandaise. Bien que ce projet soit à ses débuts, on considère que son succès pourrait être utilisé pour faciliter l'intégration des CA dans les projets de développement.

## Etablir des partenariats

Le programme Savoirs Locaux pour le développement a constitué des partenariats avec plusieurs organisations de développement, des ONG et des centres CA. Plus de 75% des pratiques couronnées de succès diffusées sur le site web ont été communiquées par ces partenaires. L'initiative CA se développe pour inclure d'autres membres que ceux qui faisaient partie au départ du Partenariat pour les Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Afrique (PTICA). Ainsi, le programme a commencé à collaborer avec l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) concernant la question de la propriété intellectuelle des CA. Au niveau de la base, le programme a établi des relations avec certaines communautés locales et profite de leurs expériences. En appuyant les ONG et des institutions telles que le *Uganda National Council for Science and technology (UNCST)*, la Banque a joué le rôle de facilitateur en rassemblant guérisseurs traditionnels, universitaires, ministres, divers éléments de la société civile et l'église. Un des résultats en fut que des organisations autochtones telles que les associations des herboristes traditionnels sont en mesure de poursuivre un dialogue équilibré avec des institutions d'Etat. D'autre part, en créant des canaux appropriés permettant aux communautés locales d'exprimer leurs préoccupations aux

niveaux régional et international le programme a fait des progrès significatifs vers l'intégration des CA dans le processus du développement en Afrique.

### **Les prochaines étapes**

Les défis qui restent à relever concernent entre autres :

- l'intensification des efforts pour l'intégration des CA dans le processus du développement,
- une plus grande implication des donateurs et leur participation active,
- la multiplication des échanges interactifs grâce au partage des pratiques et connaissances entre communautés (*communities of practice*), en utilisant des forums tels que le "Marché du Développement" (*Development Marketplace*),
- la formation d'alliances au niveau local concernant des sujets tels que les IPRs pour faciliter le renforcement de pouvoir et la responsabilisation.

# Les savoirs locaux et l'école :

## *Le potentiel et les dangers de l'enseignement communautaire dans les régions de l'ouest du Sahel*

*Cet article a été écrit conjointement par Peter Easton (Florida State University), Cris Capacci (Ecoles Communautaires, Kolondiéba, Mali) et Lamine Kane (ANAF, Sénégal). Les recherches ont été effectuées sous les auspices du Club du Sahel/OCDE, le Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse (CILSS) et l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique.*

**Notes CA 22**  
**Juillet 2000**

Pour que les savoirs locaux puissent avoir une influence significative sur le futur des sociétés africaines, elles devraient être accréditées par l'institution scolaire, officiellement chargée d'organiser la diffusion du savoir, de le certifier et de former la prochaine génération de citoyens. Pourtant, à travers la région, l'éducation a été le secteur le moins enclin à intégrer les savoirs locaux ou à considérer la science autochtone comme source légitime d'inspiration. Les exceptions à cette règle se sont surtout produites dans le cadre de programmes d'enseignement et d'alphabétisation non-formels, qui utilisent assez souvent les langues africaines et se concentrent sur les besoins des communautés.

### **Les nouvelles formes de scolarité**

Pour ce qui concerne l'enseignement primaire formel, les changements qui se sont opérés durant les vingt dernières années en Afrique de l'Ouest ont commencé à lézarder le mur qui sépare l'école des sociétés locales. Ces changements ont même permis de créer des opportunités pour de nouveaux programmes. En voici quelques exemples :

L'enseignement primaire universel reste un objectif à réaliser. En réduisant les ressources disponibles pour l'éducation et en apportant des restrictions à l'emploi dans le secteur public, les politiques d'ajustement structurels appliquées dans les pays d'Afrique de l'Ouest au début des années 1980, ont conduit à une réduction de la motivation populaire pour l'instruction ainsi qu'à celle des capacités des Etats à la fournir. Les inscriptions dans les écoles primaires qui étaient de l'ordre de 30% dans les pays sahéliens en 1980, ont très peu progressé durant les dix années qui suivirent -taux de croissance négatif pour le Mali (-3%), à peine 4% pour le Niger, et entre 1 et 2% par an pour le Burkina Faso, la Mauritanie et le Sénégal. Ce taux a d'autre part été presque partout en diminution dans les zones rurales.

Face à cette situation les gouvernements ont commencé à envisager des formules et mécanismes alternatifs pour renverser cette tendance. Il s'agit de l'établissement d'écoles communautaires, de l'appui accru à l'instruction non-formelle et de la création de toute une série de programmes expérimentaux.

L'éducation formelle a été sujette à de nombreuses critiques et des défis lui ont été adressés émanant d'autres modèles : certains centrés autour de la notion de "développement approprié", d'autres sur l'instruction religieuse, ou sur des



approches de formation des adultes dans les langues africaines. La réforme de l'éducation primaire et secondaire est presque partout au programme.

La société civile joue un rôle de plus en plus important dans la fourniture des services d'enseignement. Les organisations non-gouvernementales (ONG), les fondations privées et les associations locales sont de plus en plus autorisées et encouragées à ouvrir leurs propres écoles. Les gouvernements sont de moins en moins intéressés à exercer un monopole dans le domaine de l'éducation, bien qu'ils conservent les fonctions de régulation clés.

Le système éducatif formel lui-même est en train d'être décentralisé à un degré jamais atteint auparavant, avec plus de pouvoirs discrétionnaires donnés aux inspecteurs régionaux et aux conseils pédagogiques locaux.

Cette diversification combinée à la recherche de l'identité culturelle ont ouvert la voie, bien que de manière hésitante, aux nouveaux programmes et à de nouvelles sources d'inspiration, et ont fourni de nouvelles opportunités pour une reconnaissance des savoirs locaux.

#### Une histoire faite d'expériences

La recherche de formes alternatives en matière d'éducation n'est pas nouvelle en Afrique de l'Ouest. En fait, la notion même de "programme autochtone" est très empreinte de souvenirs de l'époque coloniale, lorsque ce terme désignait le type d'instruction jugé appropriée aux populations rurales ou dites "autochtones", différente de celle réservée à l'élite urbaine. Cependant, une demande excessive en matière d'éducation formelle, où ce qui a été perçu comme ses insuffisances, ont conduit à une grande variété de modèles éducatifs dans l'Afrique d'après les indépendances. Le mouvement Harambee au Kenya en est un exemple qui a été à l'origine de la création d'écoles par les communautés pour palier à la carence de l'Etat, même si assez souvent ce dernier finissait par en prendre le contrôle. Les Brigades Serowe au Botswana et l'Enseignement moyen pratique du Sénégal sont des exemples des tentatives de rendre les programmes d'enseignement compatibles avec les exigences du développement en y intégrant la formation technologique appropriée, les expériences pratiques en matière de gestion d'entreprise et les références à la culture locale.

Il existe cependant des différences qualitatives et quantitatives importantes concernant les différentes expériences en matière de programmes d'enseignement alternatifs entre la période d'après les indépendances et l'époque actuelle en Afrique de l'Ouest. En termes quantitatifs, les programmes d'enseignement alternatifs et l'enseignement communautaire sont devenus une partie importante du système éducatif national de pays tels que le

Mali, le Sénégal, le Burkina-Faso. Les projets d'enseignement alternatif et communautaire étaient traditionnellement des projets dits "pilotes" qui semblaient devoir le rester. Cependant, ils occupent à présent près du quart des écoles élémentaires existantes en milieu rural au Mali et devraient, dans les prochaines années, constituer 20% de celles du Sénégal. Qualitativement, l'enseignement alternatif n'est plus considéré comme étant nécessairement un enseignement de seconde classe, bien que persistent des problèmes d'équivalence avec le système formel. L'instruction dans les langues locales gagnant de plus en plus de légitimité, la décentralisation qui permet de dévoluer de plus en plus de pouvoirs aux acteurs locaux et les changements en matière de perspectives d'emploi pour les jeunes sortant de l'école, ont tous contribué à la réduction de l'hégémonie exercée par le programme classique d'enseignement de type occidental, et à ouvrir la voie à des approches différentes et complémentaires.

La recherche pour des solutions alternatives a pris diverses formes : écoles communautaires parrainées par l'Etat ou par des ONG, écoles pilotes ou d'éducation surveillée parrainées par l'Etat (généralement des écoles élémentaires traditionnelles choisies pour adopter des méthodes novatrices d'enseignement communautaire et pour les appliquer dans le cadre de l'éducation formelle), accroissement de l'intérêt pour l'instruction coranique ou pour des formes hybrides combinant instruction musulmane et occidentale, et des écoles privées créées par des individus ou des entrepreneurs indépendants, en particulier dans des zones urbaines.

#### Le modèle communautaire

Au Sahel comme ailleurs sur le continent africain, on considère que les parents ou les communautés doivent s'impliquer dans la gouvernance des systèmes éducatifs communautaires ainsi que dans la fourniture de ce type de service. C'est ainsi que "l'appropriation" locale de l'éducation est développée et exprimée de diverses manières:

- *Participation financière* : Contributions à la construction, à l'équipement et au fonctionnement des écoles ainsi qu'aux salaires des enseignants.
- *Participation administrative* : Implication dans le processus de prise de décisions concernant l'administration de l'école et la réglementation.
- *Participation à l'élaboration des programmes* : Un rôle accru pour les parents et les membres des commu-

nautés dans le choix et la spécification des programmes, dans l'enseignement et dans l'évaluation des élèves.

La participation à l'élaboration des programmes offre bien sûr la possibilité d'incorporer les savoirs locaux, bien que la participation financière et administrative soient nécessaires pour la rendre effective. Parmi les mesures proposées figurent l'utilisation des langues locales, le recours ponctuel aux artisans locaux pour l'instruction en tant qu'enseignants ou en organisant des visites dans leurs ateliers pour les écoliers, écriture et enseignement de l'histoire locale, et inclusion de l'instruction religieuse ou morale d'inspiration locale.

En outre, quelques unes des ONG et des institutions de la société civile impliquées dans le parrainage des écoles communautaires sont animées d'un désir explicite de création d'un programme nouveau plus approprié pour faire face aux défis du développement local de l'Afrique du 21<sup>ème</sup> siècle. L'*Institut d'Education Populaire* de Kati au Mali par exemple, a longtemps oeuvré à l'élaboration d'un programme d'enseignement élémentaire "Ciwara" (terme bambara désignant le totem à tête d'antilope, symbole de l'identité malienne), avec une concentration sur l'acquisition des compétences de "leadership", c'est à dire au développement d'aptitudes qui permettraient aux jeunes de jouer un rôle décisif dans le développement de leur communauté.

Au Sénégal comme au Mali, les partenaires de la société civile impliqués (associations) tendent à l'être également dans d'autres secteurs du développement local, comme la gestion des ressources naturelles, la santé ou l'agriculture. CEWIGAP au Nord du Mali, Tostan et ANAFA dans la région Djourbel du Sénégal par exemple, combinent le parrainage d'école avec différents autres projets. Cette situation crée des opportunités d'introduction dans les programmes d'enseignement primaires et secondaires de sujets ayant trait au développement local et aux savoirs locaux.

### Difficultés dans la réalisation

Malheureusement on a beaucoup plus parlé qu'agit dans ce domaine. En fait, les éléments ayant trait aux savoirs locaux ne sont que rarement intégrés dans les programmes communautaires, car ils requièrent imagination et énergie, sans parler de la volonté de se départir des normes existantes. En outre, les contraintes en matière de ressources favorisent une tendance à la baisse de la qualité de l'enseignement dans ces écoles.

*Contraintes en ressources humaines* : Les enseignants possèdent généralement une formation minimale et peuvent n'avoir reçu qu'une instruction limitée. Quelque fois se sont des villageois ou des parents d'élèves qui savent lire et écrire qui sont choisis par la communauté elle-même pour suivre une formation de quelques jours. Dans d'autres cas des volontaires payés avec des fonds en provenance de dons sont recrutés parmi les jeunes ayant quitté l'école.

*Contraintes financières* : Les enseignements communautaires sont conçus pour être bon marché et sont dispensés en s'appuyant sur les fonds et matériels locaux.

*Contraintes techniques* : Concevoir un programme d'enseignement alternatif requiert de l'expérience et de la perspicacité, ce qui quelque fois fait défaut. Le défi le plus important consiste à concilier un contenu à base de savoirs locaux avec la nécessité, pour certains tout au moins, de pouvoir continuer leur formation dans les institutions formelles. Cette synthèse appelée "pédagogie convergente" au Mali, dépend en fait de la possibilité de trouver un moyen d'enseignement de la langue internationale (telle que la langue française) à partir d'une alphabétisation qui est faite dans les langues locales, par des enseignants qui eux-mêmes ne la maîtrisent pas.

*Contraintes politiques* : Le succès des écoles communautaires dépend de la possibilité de construire ce que l'on a pu appeler des "passerelles" avec le système d'enseignement formel, ce qui est difficile étant donné une certaine opposition des tenants (et produits) de ce système. Paradoxalement, le fait que la fourniture du service d'éducation alternative est de plus en plus dévolue aux associations et ONG locales. Ces dernières sont peu à même de disposer du pouvoir nécessaire pour s'imposer au système traditionnel comme par exemple pourraient le faire les représentations des ministères ou des organisations internationales.

### Inquiétudes concernant la qualité

"Qualité" et "équité" sont des mots clés dans le débat concernant le futur des écoles communautaires en Afrique de l'Ouest sahélienne. La critique que l'on entend souvent est que l'éducation est mise à la portée des communautés qui n'y avaient pas accès auparavant. Mais de quelle éducation s'agit-il ? Est-ce que des enseignants mal formés et très peu contrôlés peuvent fournir une instruction digne de ce nom ? Et cette sorte d'enseignement ne pose-t-il pas autant de problèmes qu'il en résout, en créant un système double, où les pauvres et les habitants des zones urbaines reçoivent une caricature "d'enseignement véritable" ?

De nos jours, ceux qui sont en faveur des écoles communautaires sont bien au courant des difficultés et les évaluations internes au sein des organisations qui parrainent ces écoles tendent à se focaliser sur les questions de qualité. D'autre part, certains posent aussi les questions suivantes : « tout d'abord qu'entend-on par "qualité"? Est-ce que l'implication des communautés, l'alphabétisation dans les langues locales, l'incorporation d'éléments culturels dans les programmes ainsi que les questions de développement figurent dans la définition ou dans les tests standardisés de passage à l'enseignement secondaire, et constituent-ils les seuls critères d'évaluation? » En outre, pour ce qui concerne "l'équité", « est-ce que l'élément féminin en tire bénéfice? » En fait, il apparaît que les écoles communautaires ont un taux de participation féminin supérieur à l'enseignement du secteur formel.

### L'éducation "par tous" ?

Le mouvement des écoles communautaires ainsi que les tentatives d'intégrer les savoirs locaux dans l'éducation scolaire sont tous deux confrontés à des obstacles formidables. Les écoles communautaires constituent cependant une des meilleures opportunités pour une plus grande reconnaissance des savoirs locaux qui se soient présentées depuis longtemps dans les régions du Sahel, et ont déjà plusieurs réalisations à leur crédit. Comme les éva-

luations conduites au Mali et au Sénégal le montrent, ces écoles sont généralement bien appréciées des consommateurs—c'est à dire des parents et des autorités locales—principalement à cause de leur utilisation des langues africaines et leur adéquation potentielle avec la culture locale.

L'orientation récente consistant à obtenir le parrainage d'ONG et d'associations locales a aussi signifié l'établissement de liens avec d'autres projets de développement, où il existe en même temps un besoin pour et une utilisation des savoirs locaux. Ce mouvement a été pour beaucoup dans les intentions de réformes de l'éducation en général—comme en témoigne le nombre de fois où il a été mentionné lors des "Etats Généraux de l'Education", tenus par les pays sahéliens ces dernières années pour discuter de la question de la réforme de l'enseignement. L'enseignement communautaire incarne en fait une forme possible de cet "Enseignement *Par Tous*", une stratégie dont on a besoin de manière critique pour compléter "l'Education Pour Tous", considéré comme un objectif à atteindre impérativement. Ceci offre une possibilité aux savoirs locaux d'être pris effectivement en considération.

En même temps, les dangers et les potentiels du mouvement d'enseignement communautaire illustrent le type de changements en matière de politique qu'il faudra faire pour réaliser la promotion systématique des savoirs locaux dans l'Afrique de l'Ouest contemporaine.

# Les femmes et la biodiversité végétale en Afrique

*Cet article a été écrit par Peter Easton et Margaret Ronald, de Florida State University. Les recherches ont été effectuées sous les auspices du Club du Sahel/OCDE, du Comité Inter-Etat de lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique. Le développement agricole au niveau mondial a eu des effets quelque fois négatifs lorsque les cultures commerciales ont remplacé bon nombre d'espèces végétales locales. Ceci a provoqué une réduction de la diversité du stock de semences. La disparation de plantes médicinales, particulièrement dans les régions dotée d'une grande biodiversité comme les forêts tropicales humides, est une des conséquences négatives qui a été souvent évoqué. La disparation de variétés comestibles naturelles, remplacées par des cultures standards commercialisables, quelquefois génétiquement modifiées, constitue un autre problème sérieux.*

## Notes CA 23 Août 2000

Des efforts sont à présent développés pour constituer des réserves et des pools de variétés de cultures vivrières en voie de disparition. Les savoirs locaux en matière de plantes comestibles sont critiques pour la biodiversité en Afrique, et les femmes y jouent un rôle vital.

### La culture des haricots au Kenya

La culture des haricots chez les kikuyus du Kenya constitue une bonne illustration du problème. Des informations probantes indiquent qu'à l'époque pré-coloniale une grande variété de haricots étaient cultivés dans la région des hautes terres du Kenya. Ces haricots en tant que source complémentaire de protéines constituaient, en outre du maïs, un élément essentiel du régime alimentaire des habitants des zones rurales. Les variétés locales de haricots noirs appelées "njahe" en langue kikuyu (*lablab niger* et *dolichos lablab* pour l'appellation scientifique) et "lablab beans" en anglais, cultivés par les femmes étaient parmi les plus consommées. En outre le haricot "njahe" avait une signification spéciale pour les femmes, car on considérait qu'il favorisait la fertilité et possédait des vertus curatives post-partum. C'était en même temps un aliment considéré comme presque sacré qui poussait sur la montagne Donyo Sabuk, le second lieu de résidence le plus important du créateur dans la religion kikuyu, et était très utilisée dans les cérémonies divinatoires.

La culture des haricots au Kenya est pratiquée de manière prédominante par les petits propriétaires terriens, surtout par les femmes pour nourrir leurs familles. Traditionnellement, ces femmes cultivaient des variétés différentes dans un même champ et conservaient de multiples stocks de graines pour pouvoir faire face aux maladies et aux incertitudes climatiques. La base de plats locaux comme le "githeri" et l'"irio" était également constituée de plusieurs types de haricots. Ces caractéristiques commencèrent cependant à changer durant la période coloniale. L'administration britannique était principalement intéressée par la culture du maïs, qui offrait la possibilité de nourrir les travailleurs du rail à moindre frais, et par l'introduction d'autres cultures commerciales telles que le coton et le sisal pour des raisons fiscales. Pour ce faire, les autorités coloniales offrirent des incitations financières et des prix favorables à la culture du maïs. En outre, des variétés nouvelles de haricots blancs et rouges avec un potentiel à l'exportation (vers l'Europe en particulier) furent

introduites, afin de remplacer les espèces “autochtones”. Bien que de nombreuses variétés de haricots furent cultivées à titre d’expérience aux cours des ans dans le cadre des programmes de vulgarisation agricole britanniques, très peu se sont adaptés aux conditions locales ou furent intégrés dans les régimes alimentaires locaux. Ceux qui le furent— le haricot canadien et le *phaseolus vulgaris* en particulier— commencèrent à remplacer le *njahe* dans la production locale. Les services de vulgarisation agricole britanniques développèrent également des campagnes d’élimination de la culture de plusieurs variétés différentes sur une même surface agricole, au profit d’une variété dite “par lieu”, généralement une variété exportable. Les haricots d’une seule variété pouvaient être vendus à un prix deux à trois fois supérieur à celui des haricots de plusieurs types mélangés.

### Le coût de la monoculture

Le phénomène a eu des conséquences réelles sur la nutrition, la biodiversité agricole des hautes terres du Kenya, la fertilité du sol, ainsi que pour les agricultrices elles-mêmes. Le remplacement des haricots par le maïs dans les régimes alimentaires locaux a eu un effet négatif pour ce qui concerne l’apport alimentaire global. D’autre part, l’élimination de nombreuses variétés de haricots cultivés durant la période pré-coloniale a eu pour conséquence l’appauvrissement du stock génétique agricole développé sur des milliers d’années en Afrique de l’Est. La culture intensive du maïs tout en négligeant celle de plantes fixatrices d’azote comme le *njahe*, ont provoqué l’appauvrissement des sols. La monoculture du haricot a conduit à son tour à une plus grande susceptibilité aux maladies. Finalement, les femmes qui auparavant avait pour occupation économique la culture des haricots leur permettant de nourrir leur famille, ont dû émigrer vers les zones urbaines.

Les politiques coloniales ont continué à être appliquées après l’indépendance pour satisfaire les demandes à l’exportation. Elles ont aussi perpétué le fait que ces activités étaient monopolisées par les hommes. En outre, les diverses pressions économiques et les nécessités de l’existence (comme celles de l’acquiescement des droits de scolarité pour les enfants) ont contribué à écarter les femmes de la production de haricots, ce qui les a ainsi empêché de poursuivre la conservation de graines de plusieurs types différents. Ce n’est que dans les années soixante dix que les préjugés contre les haricots traditionnels commencèrent à s’atténuer, lorsque la politique agricole kenyenne commença à se “ré-africaniser”.

### Autres exemples à travers l’Afrique

La situation décrite n’est pas un phénomène isolé. Ailleurs sur le continent africain des situations similaires existent, avec un appauvrissement graduel des stocks de graines dû à la pression de la pratique des cultures commerciales et à la négligence du rôle des femmes dans l’agriculture et de leur fonction clé en tant que gardiennes de la biodiversité. En fait, l’Afrique est une des régions du monde avec le taux le plus élevé de graines importées par rapport à celles d’origine locale — ce qui est une caractéristique des pays de colonisation comme l’Amérique du nord et l’Australie. Les stocks de graines et le plasmogénétique (patrimoine génétique) constituent une sorte de dépôt botanique des savoirs locaux. Parcequ’elles étaient responsables de la nourriture des familles, les femmes ont été pendant des siècles l’élément central de la surrégénération des graines des cultures vivrières, de leur préservation et domestication et de l’utilisation des plantes sauvages comestibles. Les préoccupations concernant la sensibilité à certaines maladies et l’assurance contre les récoltes déficitaires pour raisons climatiques ont conduit à la diversification des stocks de graines et des méthodes de culture.

- Au Burkina Faso et à travers le Sahel d’Afrique de l’Ouest par exemple, les femmes des zones rurales cueillent les fruits, les feuilles et les racines de plantes locales comme l’arbre baobab (*Adansonia digitata*), les feuilles d’oseille (*Hibiscus sabbarifa*), de kapok (*Ceiba pentandra*) et de « tigernut tubers » (*Cyperus esculentus*), pour les incorporer dans le régime alimentaire de leurs familles, en supplément des produits agricoles comme le millet et le sorgho. Plus de 800 espèces de plantes comestibles ont été cataloguées dans le Sahel.
- Au sud du Soudan, les femmes sont directement responsables de la sélection des graines de sorgho cultivées chaque année.

### Le rôle des femmes dans l’agriculture au plan mondial

Les femmes ailleurs dans le monde ont aussi assumé ce rôle de gardiennes de la biodiversité.

- Des chercheurs de l’université d’agronomie de Wageningen aux Pays-Bas ont trouvé que les femmes de la région Kalasin dans le nord de la Thaïlande jouaient un rôle critique dans l’interface entre espè-

ces comestibles sauvages et espèces domestiquées. Elles avaient entamé la culture de plantes nouvelles d'origine sauvage et avaient incité leurs communautés confrontées à une commercialisation croissante à revendiquer leurs droits de ramassage.

- Les femmes des communautés Dalwangan et Mammbong de la province de Buidnon, Mindano, aux Philippines, jouent également un rôle actif dans la constitution d'une « banque de la mémoire », ou banque de plasmate germinatif local, en coopération avec des chercheurs en agronomie, parcequ'elles partagent la même préoccupation concernant la diversité. « Autant que possible, je cultive différentes espèces de plantes [patates douces] », a dit un agriculteur, « parce que chacune a sa propre utilité, et aucune ne peut être vraiment privilégiée par rapport aux autres... »
- Au nord de l'Inde, une vieille agricultrice évoque la question succinctement, alors qu'elle sélectionne des graines pour les conserver : « il faut un oeil vif, une main sensible et beaucoup de patience pour faire la différence entre ces graines. Mais ces pratiques ne sont plus honorées comme elles l'étaient autrefois. »
- Aux Etats Unis, la modification génétique des tomates par l'industrie agro-alimentaire a conduit au développement de variétés dotée d'un cycle de vie long, qui leur permet d'être cueillies alors qu'elles sont encore vertes et de pouvoir murir sur les rayons des supermarchés. Elles possèdent même une forme carrée qui en facilite l'emballage. Ces caractéristiques font que leur culture est devenue une activité plus lucrative, mais cela s'est fait au détriment du goût et de la diversité génétique. Cependant, des variétés dites biologiques, sont à présent produites pour beaucoup par des femmes, pour un marché restreint mais en croissance, constitués de consommateurs friands de ce type de produit.

### Renverser la tendance

Est-il encore possible pour des pays comme le Kenya de renverser la tendance ? Oui, mais il reste très peu de temps. Le stock des graines en diminution constitue un risque pour la sécurité alimentaire étant donné une plus grande vulnérabilité aux changements climatiques et autres problèmes d'ordre écologique. Pour y faire face, il semble qu'il faudra tenir compte des pratiques traditionnelles en la matière, plus spécialement celles des femmes. Le haricot njaha a regagné le terrain qu'il avait perdu au cours du siècle dernier. Avec l'abandon des ambitions exportatrices de haricots blancs, le goût africain pour les variétés rouges et noires semblent se réaffirmer. Cependant, la production de haricots secs, dont les femmes traditionnellement assuraient le maintien du volume et la diversité, restent encore relativement négligeable dans l'économie Kenyane.

Un accroissement de la sensibilité du public aux questions de biodiversité, provoqué par la situation actuelle des forêts tropicales avec la disparition d'espèces médicinales significatives, a suscité de nouveaux espoirs pour l'Afrique et d'autres régions en développement.

Le Centre international pour l'agriculture tropicale a Cali (CIAT) en Colombie effectue la coordination de plusieurs participants d'un programme de recherche participatif sur le rôle des femmes dans l'agriculture et la sélection végétale (Recherche Participative et Analyse de Genre « PRGA » : <http://www.prgaprogram.org>.) Ce centre a aussi ouvert un bureau en Ouganda pour l'« African Highlands Initiative », pour la recherche sur le genre et le rôle des femmes en Afrique de l'Est. En même temps, le « West African Rice Development Association », dont le siège est à Bouaké, en Côte d'Ivoire, a permis qu'une plus grande attention soit donnée à la préservation de la biodiversité par les cultivateurs de riz de la région du Sahel, et a parainé des recherches sur les pratiques en la matière au Mali du sud-ouest. (Voir <http://www.cgiar.org/warda>)

# Utilisation, transmission et amélioration d'un savoir-faire traditionnel : le cas du vin de canne à sucre

Par les docteurs LUZIETOSO Nguala (GREDA<sup>1</sup>), BOM KHONDE Paul Charles (GREDA) et BAZABANA Jean Jacques Magloire (GREDA).

**Notes CA 24**  
**Septembre 2000**

## « Lungwila » : localisation et enjeux

Dans le contexte actuel de la globalisation, les produits des terroirs très recherchés localement, pourraient également être commercialisés avec succès sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux. Les pays africains disposent d'énormes potentialités pour la transformation de différentes parties d'une grande variété de plantes (fruits, feuilles, racines, tubercules, tiges, fleurs) en aliments, boissons (jus de fruit, vins, alcools...). Ces produits traditionnels sont pour la plupart peu connus, même si certains peuvent émerger sur certains marchés. Le vin de canne à sucre semble bien illustrer cette situation.

En Angola, au Congo et en République Démocratique du Congo, la canne à sucre possède trois usages principaux. En premier lieu, elle est consommée comme « canne de bouche », permettant de se désaltérer et/ou de calmer sa faim : les consommateurs l'épluchent à l'aide d'un couteau ou des dents, en mâchent la partie tendre, la sucent, en ingèrent le jus et se débarrassent de la bagasse (résidu fibreux riche en cellulose qui reste après le broyage de la canne à sucre). En deuxième lieu, elle sert de matière première à la production de sucre. Enfin, elle est utilisée comme matière première dans la fabrication du vin de canne, communément appelé « *lungwila* ».

Cet article est consacré à l'étude du savoir-faire utilisé pour la fabrication du vin de canne à sucre, un produit traditionnel mis en valeur dans les trois pays cités. Ce choix est justifié par plusieurs éléments essentiels. En premier lieu, ce procédé traditionnel est hérité de pratiques ancestrales qui perdurent depuis des générations. En second lieu, le vin de canne connaît depuis quelques années une importance croissante dans la consommation des populations rurales et urbaines. Ce produit est connu dans les capitales des trois pays cités, dont la population totale avoisine 9 millions d'habitants (2 millions pour Luanda, 600 mille pour Brazzaville et 6 millions pour Kinshasa). A ces trois capitales s'ajoutent de nombreuses villes intermédiaires. En troisième lieu, le marché du vin de canne est à ce titre potentiellement important et constitue une source de création d'emplois et de revenus pour les petites entreprises agroalimentaires installées essentiellement dans les zones rurales et péri-urbaines. En outre, ce savoir-faire spécifique aux populations du nord de l'Angola, du sud du Congo et de l'ouest de la R. D. du Congo, confère aux opérateurs économiques concernés établis dans ces régions, le bénéfice d'un avantage comparatif. D'autre part,

l'accroissement de la demande en vin de canne à sucre possède un effet d'entraînement sur la production de cannes à sucre et suscite un besoin croissant en équipements (presses, emballage).

Prendre appui sur les connaissances traditionnelles

Les questions qui se posent à propos des savoir-faire traditionnels associés à la transformation de la canne à sucre, concernent la manière dont ceux-ci peuvent être :

- améliorés en vue d'augmenter la productivité du travail, et d'en réduire la pénibilité;
- diffusés auprès des entrepreneurs intéressés par ce type de production;
- enrichis par des savoir-faire additionnels, dont les petits entrepreneurs ont besoin pour conserver et écouler leurs produits sur des marchés éloignés, et pour valoriser les sous-produits (épluchures et bagasse).

Cette étude de cas poursuit ainsi trois objectifs :

- la présentation des savoir-faire associés à la transformation du vin de canne à sucre ;
- l'analyse de la transmission des savoir-faire traditionnels aux petites entreprises ;
- les modalités de développement de ces savoir-faire dans la perspective d'exploitation de marchés éloignés.

### 1. Procédé de transformation de la canne à sucre en vin

La transformation du vin de canne s'effectue en quatre opérations principales : la récolte, la préparation des cannes à sucre, l'extraction et la fermentation du jus.

- (i) La récolte consiste à couper les cannes à sucre à la machette. Les cannes coupées sont ensuite mises en bottes et transportées du champ au lieu d'extraction du jus (abords du village ou de la résidence du transformateur). Le transport des bottes de cannes à sucre se fait à pied. Les porteurs les placent sur la tête ou l'épaule.
- (ii) La préparation comprend l'épluchage des cannes à sucre et leur découpage en morceaux. Ces tâches sont, comme la première, accomplies à l'aide d'une machette.
- (iii) Les morceaux de canne à sucre sont alors écrasés grâce à une presse en bois dont le levier sert de pressoir. Le morceau de bois qui constitue la presse est taillée de façon à ce que la surface interne de la base soit inclinée, pour faciliter l'écoulement du jus. Celui-ci est souvent recueilli dans un bidon à l'ouverture duquel

est placé un entonnoir, dans lequel sont disposées des feuilles végétales qui filtrent le jus. C'est l'extraction.

- (iv) Le transformateur prépare le ferment. Il mélange le jus filtré avec un ferment et laisse le mélange reposer pendant quelques jours. Le vin est ensuite considéré comme prêt. Il est de couleur jaunâtre, d'un goût sucré et dégage un excellent arôme.

Le développement du marché de vin de canne a permis d'innover pour ce qui concerne l'outil de production et l'organisation du travail. A Kimbongo, zone d'intense activité, les transformateurs de vin de canne se sont regroupés ou ont constitué des associations en vue, notamment, d'atténuer la pénibilité du travail individuel. Ils se servent de la bagasse comme substrat thermovinificateur. Ils ont d'autre part inventé une presse manuelle à deux leviers, et par la suite une presse mécanique. Elles ont ainsi remplacé les précédentes qui étaient dotées d'un seul levier. En 1997, la technologie mexicaine qui permet de presser les cannes non épluchées a été introduite dans les villages. Elle a été aisément adoptée puisqu'elle raccourcit le procédé de transformation, réduit la pénibilité du travail et améliore le taux d'extraction du jus. Son usage reste cependant très limité à cause du coût élevé de l'investissement qu'elle représente. Les presses utilisées sont actuellement importées, mais les artisans locaux sont en train d'en développer une version locale.

### 2. Transmission des savoir-faire

Le procédé de fabrication du vin de canne provient de l'ancien royaume du Kongo, où vivaient des communautés dont les descendants peuplent actuellement certaines régions d'Angola, du Congo et de la R. D. du Congo.

*La transformation du « lungwila » est une affaire d'hommes.* Ce savoir-faire est uniquement détenu par des hommes. En général, ils s'auto-provisionnent en matière première. Dans cette filière, les femmes interviennent au niveau de la commercialisation du produit fini.

Historiquement, le savoir-faire est transmis de génération en génération au sein des clans ou familles. Avec l'urbanisation et l'insertion de ce produit sur le marché, d'autres formes de transmission du savoir-faire sont apparues. Il s'agit notamment de la transmission au sein des groupements de producteurs ainsi que des associations et dans les quartiers péri-urbains.

*Détention et transmission de savoir-faire.* En général, le savoir-faire est détenu par les aînés. Au sein des petites entreprises, les détenteurs de savoir-faire assurent la transmission aux employés, qui en règle générale sont des membres de la famille. Dans les organisations de fabri-



cants de vin, le système d'apprentissage du savoir-faire est relativement différent. On y retrouve la coexistence de deux modes d'apprentissage : la transmission aînés/cadets et le partage des connaissances.

- Le premier mode d'apprentissage (aînés/cadets) est celui que l'on retrouve dans l'entreprise familiale, à la seule différence que les principaux bénéficiaires sont les cadets ou bien des personnes non formées qui souhaitent entrer en activité.
- Le second mode d'apprentissage basé sur le partage des connaissances est un système d'échange réciproque. Les membres des organisations échangent les savoir-faire. Un membre de l'organisation, qui possède une meilleure maîtrise d'une opération (la fermentation par exemple) va la diffuser auprès de ses pairs, dont il recevra en contrepartie d'autres savoirs. Ces échanges contribuent à l'amélioration des compétences du groupe de producteurs.

*Un système d'apprentissage gratuit.* A la différence des systèmes d'apprentissage courants, les bénéficiaires de la formation traditionnelle ne paient pas pour la formation qui leur est dispensée. Ils reçoivent la formation sans contrepartie. Il s'agit là d'un régime de solidarité hérité des traditions anciennes. Pour les entrepreneurs, ce régime présente de nombreux avantages :

- Il permet de limiter les coûts de démarrage ou de développement de l'activité. L'entrepreneur qui souhaite entrer en activité a la possibilité de facilement acquérir le savoir-faire qui conditionne la mise en œuvre de l'activité. A Kimbongo par exemple, des centaines de transformateurs démarrent leur activité sans que cela nécessite des démarches, des coûts d'information, des frais de formation auprès des institutions d'appui, comme les écoles professionnelles.
- Deuxièmement, chaque entrepreneur qui intègre un groupe de producteurs en ville comme à la campagne a l'opportunité de renforcer son savoir-faire à partir du partage de son expérience avec celles des autres transformateurs. Il s'agit d'une sorte de formation continue développée par les sociétés locales elles-mêmes. On pourrait l'assimiler à un cadre de gestion collective de l'innovation mené en l'absence des institutions de soutien à l'innovation.

### 3. Perspectives

Les savoir-faire locaux sont souvent sous-estimés par les chercheurs, les décideurs et les praticiens du développe-

ment. Ce manque de crédit s'est répercuté sur la conception et la mise en œuvre des politiques de promotion de ces savoir-faire. On peut citer à cet égard l'exemple des programmes nationaux et internationaux mis en place en RDC dans le secteur agroalimentaire, qui n'ont pas pris en compte ces savoir-faire locaux.

L'étude de cas sur la production de vin de canne à sucre en RDC permet de dégager les enseignements sur les savoir-faire locaux et leurs rôles dans le développement économique et social des pays africains.

La technologie traditionnelle de transformation des cannes à sucre en vin pose quelques problèmes.

- Elle se caractérise par une faible productivité du travail, par l'interruption des activités des petites entreprises, liée à la rupture des approvisionnements en matières premières (saisonnalité de récolte des cannes à sucre), par la difficulté à stocker des quantités importantes de vin. Cela engendre régulièrement des pénuries de vin sur le marché.
- Ensuite, la technologie traditionnelle ne permet pas la valorisation des sous-produits (bagasse et épluchures). Le non recyclage de ces déchets est un facteur d'aggravation de la pollution aux abords des ateliers.
- Enfin, la technologie traditionnelle manque cruellement d'emballage et de techniques de mise en bouteille adaptés aux marchés éloignés.

En ce qui concerne ces limitations, il est urgent que les agents du développement (entrepreneurs, chercheurs, ONG, pouvoirs publics...), s'investissent à la fois dans la compréhension des savoir-faire traditionnels existants et dans les dynamiques concertées de leur renforcement.

*Nécessité d'innover.* Malgré les difficultés techniques qu'elles rencontrent et leur relative exclusion du système productif national, les utilisateurs des savoir-faire locaux sont techniquement capables de répondre aux changements des conditions de production et de trouver des solutions novatrices à leurs problèmes. On constate souvent que plus leur situation est critique, plus leurs solutions sont inventives. Les populations font souvent appel à leurs savoirs pour adapter les techniques de fabrication de manière à assurer la qualité et la commercialisation du produit final.

L'étude de cas sur la transformation de la canne à sucre à Kimbongo (R. D. du Congo) montre que la population locale est capable de s'adapter au changement et de mettre au point ses propres réponses techniques. Cependant, la capacité d'innovation locale mérite d'être systématiquement accompagnée, notamment dans les domaines d'em-

ballages, de recyclage des déchets, d'amélioration des outils de production, etc.

Les innovations provenant de l'extérieur sont nécessaires à l'amélioration des savoir faire et au renforcement des capacités des populations à mieux maîtriser ces savoir-faire. La combinaison des techniques traditionnelles avec celles venues de l'extérieur peut contribuer à améliorer les processus de production.

*Nécessité de promouvoir des programmes de renforcement des savoir-faire locaux.* De nombreux praticiens du développement seront probablement amenés à s'interroger sur les objectifs et les rôles de plus en plus évidents des connaissances scientifiques approfondies que détiennent les autochtones. Cela ne signifie pas que l'assistance extérieure est inutile et indésirable, mais met en évidence comment les praticiens du développement peuvent s'appuyer, comme c'est parfois le cas, sur les savoirs et les compétences des populations locales. Cette façon d'appréhender les choses est loin du modèle selon lequel les agents du développement « savent tout » et constituent le meilleur mécanisme de transfert de la science et de la technologie issues d'instituts de recherche et développement, aux populations locales. Les producteurs et les utilisateurs des savoir-faire locaux sont de véritables « experts » ; les scientifiques et les technologues devraient les écouter et tirer parti de ce savoir et de cette expérience pour mieux situer leur complémentarité.

Les organismes de recherche et de développement ont un rôle à jouer dans la reconnaissance des savoir-faire locaux et la promotion de programmes de développement visant leur valorisation. Ces savoir-faire locaux peuvent être revitalisés par les collectivités locales décentralisées dans le cadre d'une politique de développement local.

Le développement actuel du marché dit de « produits ethniques » ouvre une nouvelle voie de valorisation (l'exportation) des produits issus des activités traditionnelles.

*Promouvoir les savoir-faire locaux par la création d'entreprises.* La globalisation actuelle des échanges exige une réorganisation des économies africaines. Cette exigence qui devient de plus en plus nécessaire pose un problème

que les recettes centralisatrices (keynésiennes) paraissent incapables de résoudre. La décentralisation tant régionale que locale est une opportunité pour y remédier. Elle améliore la possibilité d'appliquer les instruments économiques à des problèmes qui sont forcément mieux connus grâce à la proximité de ceux qui les appliquent et des bénéficiaires. Cette démarche consiste à créer des emplois au niveau local. Elle passe par la création d'entreprises à partir des savoir-faire locaux.

Ainsi, à l'échelle du pays, un dynamisme nouveau peut se manifester à travers la mise en valeur des ressources locales humaines, physiques et financières.

Les initiatives locales peuvent susciter l'émergence d'un tissu local de petites entreprises. Cela, faut-il le souligner, doit faire appel à différents acteurs pouvant jouer un rôle dans le processus d'accompagnement des entrepreneurs. Ce sont ces acteurs qui avec les entreprises confèrent à un environnement donné toute cohérence dans la construction d'un espace d'intervention viable.

En conclusion, les savoir-faire traditionnels locaux hérités des pratiques ancestrales sont à la base d'un produit spécifique à savoir le vin de canne à sucre. Ces savoir-faire rendent possible l'émergence des activités créatrices de revenus et d'emplois pour les ruraux et les urbains. L'exploitation commerciale de ce produit sur des marchés de longue distance rend nécessaire l'apport de savoir-faire complémentaires dans les domaines de l'emballage et du stockage, ainsi que pour l'amélioration des performances des équipements. Les agents du développement, peuvent donner une nouvelle impulsion à ces activités en favorisant les processus d'innovation concertés avec les organisations de producteurs. Ces organisations peuvent également développer des partenariats dans le cadre de la coopération décentralisées. De façon générale, une prise de conscience de l'impact économique et social de ces activités s'impose au niveau des pouvoirs publics qui doivent jouer notamment le rôle d'incitation à la mise en valeur des produits du terroir. Les demandes formulées par les consommateurs en ce qui concerne les produits de qualité peuvent y contribuer.

# Mali : Les savoirs locaux, combiner l'ancien et le nouveau

*Comment les savoirs locaux sont-ils mis en synergie avec les technologies nouvelles et utilisés dans les projets de développement ? Quelles sont les « pédagogies » grâce auxquelles ils sont mis en avant, ré-appris et re-travaillés ? Une expérience faite au Mali il y a plus de deux décennies présente certaines leçons dignes d'intérêt.*

**Notes CA 25**  
**Octobre 2000**

## Structure cachée, savoir non dévoilé

Au Mali, comme dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne, il s'est manifesté une divergence de taille entre d'une part les coutumes et le savoir traditionnel appartenant aux cultures rurales, et d'autre part les systèmes et technologies de la société urbaine officielle.

A la fin des années 1970, une équipe de chercheurs maliens assistée par l'auteur de cet article, a procédé à une évaluation du degré d'alphabétisation fonctionnelle dans les régions de l'ouest du pays où prédomine la culture de l'arachide. La région bénéficiait alors de l'assistance d'une organisation paraétatique : l'*Opération arachides et cultures vivrières* (OACV), en charge du développement de la production et de l'amélioration de la technologie agricole. En fait, l'administration du programme d'alphabétisation lui-même était sous la tutelle de l'OACV. Ce programme avait comme objectif principal, du moins en théorie, le développement des compétences dont les populations rurales ont besoin pour améliorer la production et pour être en mesure d'assumer des responsabilités accrues en matière de crédit et de commercialisation. L'OACV avait cependant fait peu d'efforts pour transférer l'autorité et les ressources concernant les opérations locales, vers les communautés qui pouvaient démontrer un certain degré d'alphabétisation.

Les résultats de l'évaluation pour la première année indiquèrent que si le programme d'alphabétisation avait atteint pleinement ses objectifs qualitatifs dans seulement quelques localités, la grande majorité des communautés qui y participèrent avaient néanmoins produit un "noyau" de personnes capables de lire et écrire – généralement 5 à 8 jeunes adultes. Ces villageois étaient alors chargés par leurs communautés de suivre les employés de l'OACV envoyés acheter les produits des cultures commerciales, afin de se protéger contre la fraude et contrôler les opérations de facturation et de rémission. Les communautés locales avaient déterminé avec précision le bénéfice qu'elles pouvaient tirer de l'alphabétisation. Ainsi, le travail de contrôle pré-cité était considéré important mais comme ne nécessitant pas l'alphabétisation de tous les membres de la communauté; et ceux qui l'ont été, une fois assignés à un petit groupe de résidents d'un village, s'acquittaient généralement efficacement de leur tâches et en tiraient profit.

L'équipe qui avait conduit l'évaluation du programme d'alphabétisation avait pu, en s'appuyant sur ces résultats, convaincre les responsables de l'OACV d'approuver le transfert des fonctions de commercialisation aux villageois, ainsi qu'une partie de la marge bénéficiaire sur les ventes des produits des récoltes. Il existait désormais parmi eux un nombre suffisant de personnes sachant lire et écrire pour pouvoir accomplir ces tâches. Ainsi, l'équipe eut la charge, à la fin de la seconde année de la campagne d'alphabétisation, d'expliquer aux chefs de villages les changements intervenus et leur application.

À l'époque coloniale, les autorités traditionnelles évitaient de rencontrer les administrateurs coloniaux français car il leur semblait indigne de le faire. Lorsque nécessaire, ils dépêchaient des représentants à leur place. Cette pratique se perpétua après l'indépendance en 1960, car ces mêmes autorités traditionnelles considéraient le nouvel Etat malien comme étant tout aussi étranger à la culture traditionnelle et tout aussi peu enclin à sa préservation. Cependant, lorsque l'équipe d'évaluation indiqua qu'un transfert de pouvoirs et de ressources allaient être discutés, les membres des autorités traditionnelles décidèrent de venir eux-mêmes participer aux discussions, au lieu de leurs représentants.

### Initiation d'un processus social

Comment la culture traditionnelle et les savoirs locaux sont-ils intégrés dans les projets de développement? La perception d'un intérêt véritable, tel celui qui s'est manifesté lors des discussions sur le transfert des activités de marketing apparaît de toute évidence comme un élément essentiel. Mais, la science autochtone est plus difficile à débusquer en quelque sorte et à exprimer que la simple perception d'un intérêt. Comme l'exprime un proverbe *Ewe* : "L'oiseau de la connaissance, une personne seule ne peut jamais l'attraper". La connaissance est sociale par nature et transmise culturellement à travers des situations sociales, où des problèmes considérés importants sont résolus et la sagesse est transmise d'une génération à l'autre.

Les méthodes de préparation de ce processus furent développées au Mali par le même groupe de chercheurs, en relation avec la recherche d'autres utilisations possibles de l'alphabétisation. C'est ainsi qu'avec l'aide de la Banque mondiale le Ministère de l'éducation a parrainé dans les mois qui suivirent une étude pour déterminer le type de formations pour compléter l'effort d'alphabétisation. L'équipe de recherche a ainsi conçu trois sessions de formation à l'adresse des jeunes adultes nouvellement alphabétisés: une sur la fertilité des sols, une sur les sys-

tèmes comptables, et une autre sur le diagnostic et la prévention des maladies infectieuses.

### Méthodes pour déterminer les savoirs locaux

Les chercheurs décidèrent d'intégrer dans chaque domaine des éléments appartenant à la culture et aux traditions locales, et de le faire en impliquant ceux qui étaient censés en savoir le plus sur ces sujets, c'est à dire les anciens de chaque communauté. Ils conçurent ainsi une procédure avec plusieurs étapes :

- Tout d'abord les chercheurs demandèrent aux autorités traditionnelles de chaque village de pouvoir discuter avec les anciens des problèmes locaux et si possible des solutions à apporter. Les problèmes étant : la réduction de la fertilité des sols, la cécité des rivières (l'onchocercose), ou les difficultés à mettre sur pied sa propre affaire.
- L'équipe de recherches entreprit d'approfondir les aspects suivants : (a) la nature et l'importance des problèmes, tels que perçus par les communautés elle-même; (b) la disponibilité de nouvelles méthodes techniques qui, si elles étaient adaptées de manière appropriée et appliquées, permettraient de développer des solutions effectives; (c) la présence de jeunes nouvellement alphabétisés en bambara qui possèdent les moyens et l'intérêt pour apprendre de nouvelles approches et en faire part aux autres.
- Les chercheurs proposèrent ensuite l'organisation d'ateliers de formation pour analyser les problèmes et tester les solutions proposées. Ils s'engagèrent à fournir le matériel d'apprentissage, l'information sur les nouvelles technologies et une partie du matériel nécessaire pour les tester. Ils demandèrent que les anciens parrainent l'initiative et qu'ils délèguent des jeunes pour participer aux ateliers qui par la suite leur font un rapport sur l'applicabilité des nouvelles méthodes. Trois villages acceptèrent de participer, chacun devant traiter d'un thème.

### Les approches utilisées

Le défi principal était de faire en sorte que les séminaires soient une occasion pour l'expression des savoirs locaux liés aux thèmes traités. Pour parvenir à cette fin, les sessions de formation qui duraient deux semaines chacune ont intégré les éléments suivants:

*Contenu technique.* Les chercheurs servirent de formateurs mais s'assurèrent qu'un spécialiste compétent soit

associé à la formation, lors de chaque session. L'équipe développa le programme de formation initial utilisant des textes traduits en Bambara.

*Formation en conditions réelles.* Chaque formation comprenait des "travaux en laboratoire", utilisant les outils et les technologies nouvelles appropriés. C'est ainsi que des microscopes furent utilisés dans le cadre du programme sur les maladies infectieuses.

*Recherche sur le terrain ou évaluation des besoins locaux.* Chaque session comprenait aussi une enquête menée par les personnes en formation sur l'étendue et la nature du problème auquel était confrontée la localité en question.

*Comparaison avec les savoirs locaux.* Les chercheurs créaient explicitement et systématiquement des occasions pour que les savoirs locaux soit évoqués en relation avec les problèmes examinés et à faire des comparaisons avec le matériel disséminé.

*Expérimentation et analyse.* Chaque formation était conçue pour identifier les problèmes liés aux nouvelles méthodes que l'on se proposait d'adopter. Cette identification étant basée sur l'observation des résultats des essais.

La question des savoirs locaux était prise en compte de deux manières. Premièrement, durant la phase d'enquêtes sur le terrain concernant les pratiques et les besoins courants, les enquêteurs prirent bien soin de s'informer non seulement sur les problèmes que les gens rencontraient mais également sur leur perception de la cause de ces problèmes ainsi que des moyens de les résoudre. Plus important encore, le soir, après chaque journée de formation, les jeunes se réunissaient avec les anciens qu'ils informaient de ce qu'ils avaient appris et à qui il demandaient quelles étaient leurs réactions et suggestions. Cette réflexion collective s'est avérée être le moyen idéal pour mettre en avant des éléments des connaissances traditionnelles, en les comparant aux notions "scientifiques" introduites dans le cadre de la formation, tout en examinant les possibilités de résolution effective des problèmes.

### **Les connaissances locales concernant les maladies hydriques**

Bien que les trois sessions de formation suivirent cette approche, elles avaient cependant des différences liées au lieu et au contexte social. En outre, chaque expérience a permis d'enrichir la méthodologie adoptée.

La formation sur les maladies infectieuses a été faite dans le village de Fasa, près du bassin de la rivière Baloue. Une plaine fertile mais en grande partie abandonnée durant ces dernières années à cause du taux d'incidence éle-

vée de cécité des rivières (onchocercose) et de schistosomiase. Ces maladies avaient affecté, selon une évaluation effectuée par les personnes en formation, près de 25% des villageois, dont un tiers commençait à atteindre le stade de perte de la vue. C'est ainsi que la communauté a choisi de se concentrer sur ces deux maladies hydriques.

Les savoirs locaux concernant les parasites et les étapes de leur cycle de vie se sont avérés être considérables. Le conseiller technique pour cette formation, un médecin de l'université de Marseille avait été absolument étonné de constater que les anciens du village possédaient des informations sur le cycle de vie du parasite shistosome découvertes dans des laboratoires français, seulement deux années auparavant.

### **Comprendre la fertilité du sol**

La formation sur la fertilité du sol s'est faite dans le village de Suransan Tumoto, au nord de la ville de Kita dans la région de culture des arachides à l'ouest du Mali, où la fertilité des sols se détérioraient à cause des cultures commerciales pratiquées à l'excès.

Après une étude initiale de la chimie des sols, les personnes en formation entreprirent d'interviewer les anciens de la communauté concernant les types de sols que l'on trouve dans les environs et les plantes qui traditionnellement y poussent. Par la suite, ils déterminèrent la topographie et les conditions de la flore existante autour du village, avec l'aide d'un conseiller technique du centre national de la recherche agronomique et, entreprirent d'informer leur communauté des résultats de leurs recherches et d'en discuter avec elle. Le travail comparatif entre les thèmes des programmes de vulgarisation agricole et les savoirs locaux en matière de condition des sols a conduit à la décision de création d'une ferme expérimentale pour tester les différentes méthodes d'amélioration de la production agricole. Malheureusement cette initiative a été opposée par l'OACV, qui a trouvé inadmissible de faire des essais avec les agriculteurs locaux avant que ces propres agents n'aient acquis la maîtrise des problèmes en question.

### **Les systèmes comptables locaux**

La formation en comptabilité et en création d'entreprises de villages s'est tenue dans la région de culture du coton, où la commercialisation de la production agricole par le personnel nouvellement alphabétisé avait ouvert la voie à une certaine diversification économique. Ces efforts

s'étaient cependant heurté à un problème sérieux : l'inexistence de systèmes comptables en langue bambara.

Après avoir étudié les techniques de comptabilité, les personnes en formation interviewèrent les anciens de la communauté à propos des méthodes traditionnelles de comptabilité et mirent sur pied un atelier de travail pour inventorier les termes appropriés et créer une terminologie bambara adéquate en la matière, dont ils firent la présentation à toute la communauté assemblée.

### Une pédagogie d'expression des savoirs locaux

Le dénominateur commun de toutes ces sessions fut la tentative systématique de prise en compte les savoirs locaux dans la conception des nouvelles solutions aux problèmes de développement en question. Ceci fut accompli par le recours aux principes éducatifs suivants :

- se concentrer sur les besoins perçus;
- commencer avec ce que les gens savent déjà;
- les associer en tant qu'enseignants dans l'entreprise d'apprentissage;
- créer un climat favorable à une réflexion collective et rappeler les données pertinentes de l'expérience;
- varier les modes d'instruction; et
- faire le suivi en procédant à l'application des résultats ou en procédant à la résolution des problèmes.

Mais les facteurs clés dans la mobilisation des savoirs locaux a consisté en l'intégration dans les formations des

“dépositaires” de ces savoirs, ainsi que dans la recherche de solutions se faisant dans le cadre “social” de groupes de réflexions. Ainsi, l'approche adoptée a emprunté à la structure africaine traditionnelle, qui assigne un rôle déléguant aux anciens, les tâches de gestion aux ménages, et celles techniques aux jeunes, de manière que l'on a voulu synergétique et complémentaire. Elle a aussi emprunté au procédé participatif qui requiert que l'organisation des sessions d'apprentissage se fasse autour des tâches requises pour résoudre un problème.

Dans ces circonstances, la comparaison et l'interaction avec la “science moderne” ont été un stimulus plutôt qu'une inhibition à l'expression des savoirs locaux.

La plupart des savoirs locaux, comme n'importe quel système scientifique, sont fondamentalement taxonomique (qui opèrent la classification des divers types de phénomènes en différentes catégories). La réserve est riche, mais le manque de moyens pour enregistrer et comparer les variations individuelles, ou tester et analyser des interventions planifiées n'ont pas permis d'aller jusqu'au bout de l'effort.

Cependant, le type de formations organisées au Mali et décrites ici ont créé une opportunité non seulement pour la manifestation des savoirs locaux et leur prise en compte dans les questions de développement, mais leur a permis également de pouvoir exprimer leur potentiel pour l'amélioration de la condition humaine par la comparaison et la collaboration avec une tradition qui est plus systématiquement basée sur l'analyse de la variation naturelle et planifiée.

# Médecine traditionnelle et sida

Cet article est paru dans *Lancet*, du 8 avril 2000, volume 355, page 1284, sous le titre « A Regional Task Force on Traditional Medicine and AIDS ». Il est reproduit dans sa totalité avec la permission de *Lancet*. Les auteurs en sont Gerard Bodeker, Donna Kabatesi, Rachel King et Jacques Homsy. Copyright 2000 The Lancet Ltd. In association with The Gale Group and LoolSmart. Copyright 2000 Gale Group.

## Notes CA 26 Novembre 2000

Un groupe de projet (*task force*) sur la médecine traditionnelle et le SIDA dans les régions du sud et de l'est de l'Afrique sera créé (*sic*) à Kampala en Ouganda le 10 avril 2000. Le groupe de projet effectuera la coordination des activités liées à l'utilisation très répandue de la médecine traditionnelle et au rôle des guérisseurs traditionnels dans la prévention du SIDA. Le groupe de projet composé de neuf membres des organisations nongouvernementales (ONG) d'Afrique de l'est et du sud, des organisations internationales, des délégations d'observateurs d'Afrique de l'ouest, partageront des informations, généreront un inventaire d'activités concernant la médecine traditionnelle, documenteront et distribueront les informations sur les meilleures pratiques, feront la promotion de la recherche en médecine traditionnelle et mobiliseront des ressources. Le groupe de projet reconnaîtra le fait qu'en Afrique le coût élevé et la rareté de nombreux médicaments essentiels, y compris les antirétroviraux, signifie que la plupart des gens utilisent des traitements traditionnels à base de plantes pour les conditions liés au VIH, y compris les infections opportunistes. Il est à remarquer qu'il existe en Ouganda par exemple un guérisseur traditionnel pour 200 à 400 personnes, tandis qu'il y a environ un médecin pour 20 000 personnes.

L'idée d'établir un groupe de projet a fait suite à une conférence parrainée par l'ONUSIDA, tenue à Kampala en février 2000. Ainsi, une centaine de délégués provenant de 17 pays africains se sont rencontrés pour examiner l'impact des guérisseurs traditionnels en matière de prévention et de soins du VIH. La rencontre était organisée par une ONG ougandaise appelée Praticiens de la santé traditionnels et modernes ensemble contre le SIDA (*Traditional and Modern Health Practitioners Together Against AIDS, THETA*). Cette ONG fait la promotion de la collaboration entre guérisseurs traditionnels et travailleurs de la santé du système formel dans la lutte contre le SIDA. Un appui leur avait été offert par l'ONUSIDA et par l'Association pour la promotion de la médecine traditionnelle (PROMETRA), une ONG internationale basée au Sénégal. THETA agit comme chef de file en Afrique de l'est en développant des partenariats entre le secteur biomédical et celui de la santé traditionnelle.

De nombreux délégués à la conférence de Kampala ont indiqué qu'étant donné son utilisation très répandue, la médecine traditionnelle porte en fait le fardeau des soins cliniques concernant l'épidémie du SIDA en Afrique. Un état de fait méconnu pour une large part par les ministères de la santé, les organisations internationales et les donateurs.

Les délégués ont mis l'accent sur la collaboration entre les secteurs de santé traditionnel et moderne. Ils ont identifié des projets qui répondent aux critères de « meilleure pratique » en matière de réponse à l'épidémie du SIDA en Afrique.

La plupart des pays de la région ont fait part de quelques initiatives impliquant la médecine et les guérisseurs traditionnels. Le docteur Sandra Anderson de L'ONUSIDA Afrique du Sud a remarqué que les guérisseurs traditionnels jouent un rôle critique dans les sociétés africaines et contribuent efficacement aux efforts de prévention et de traitement du SIDA. Le directeur de THETA, le docteur Donna Kabatesi a cité des données cliniques concernant des traitements par les plantes efficaces, développés en Ouganda. Il s'agit de traitements de l'herpès zoster, de la diarrhée chronique et de la perte de poids associées au VIH. Le professeur Charles Wambebe, chef de l'Institut national nigérian pour la recherche et le développement pharmaceutique, a présenté des données cliniques primaires sur une herbe médicinale nigérienne qui semble accroître les cellules T CD4 et conduit à une amélioration de l'état de santé des malades infectés par le VIH; il indiqua d'autre part que des essais cliniques étaient en train d'être conduits. Le docteur Mberesero Firmina du Groupe de travail Tanga SIDA a présenté les conclusions de recherches concernant les traitements par les plantes d'infections fongiques liées au VIH.

Bien que les systèmes de santé traditionnels soient accessibles localement et culturellement pertinents, ils doivent d'abord devenir sûrs. Plus important encore, une documentation pauvre, un manque de normalisation et l'absence de mécanismes régulateurs pour les pratiques de soins de santé dans de nombreux pays ont été perçus comme des défis à relever pour que la médecine traditionnelle soit incluse plus systématiquement dans la prévention et les traitements du SIDA. Les malentendus entre praticiens de la médecine traditionnelle et de la médecine moderne, la faiblesse organisationnelle des guérisseurs, ainsi que les reportages à sensation de la presse, tous contribuent au statut marginal de la médecine traditionnelle dans les pays africains.

Malgré le fait que de nombreux gouvernements appellent à la « reconnaissance » de la médecine traditionnelle, le manque d'engagement et d'actions sérieux concernant cette question ont été considéré comme les raisons essentielles pour lesquelles des approches 'autochtones' efficaces n'ont pas encore pu être identifiées en matière de prévention et de traitement du SIDA, et que des partenariats solides n'ont pu encore être formés pour une stratégie intégrée de lutte contre le VIH/SIDA. Comme consé-

quence, de nombreuses plantes médicinales, utilisées de manière quotidienne en Afrique qui sont peut-être efficaces contre les infections opportunistes ou le VIH, restent inconnues ou pas encore étudiées, alors que la plupart des africains atteints du VIH/SIDA ne peuvent se permettre les médicaments modernes avec une efficacité prouvée.

En notant la nécessité d'un réseau qui comprendrait les organisations travaillant actuellement de manière isolée sur la médecine traditionnelle, les participants à la réunion ont proposé la création d'un groupe de projet, pour lequel THETA servirait de secrétariat. Ce groupe de travail comprendrait l'Association des praticiens en santé traditionnelle de Zambie (*Traditional Health Practitioners of Zambia*) et l'Association nationale zimbabwéenne des guérisseurs traditionnels (*Zimbabwean National Traditional Healers Association*). Il y aura des groupes d'observateurs de pays d'Afrique de l'ouest comme le Ghana, le Nigéria et le Cameroun. Les partenaires internationaux sont : l'ONUSIDA, l'OMS-AFR et l'Initiative globale pour les systèmes traditionnels de santé (*Global Initiative for Traditional Systems of Health, GIFTS*), avec le Groupe de travail du Commonwealth sur les systèmes de santé traditionnels et complémentaires (*Commonwealth Working Group on Traditional and Complementary Health Systems*). GIFTS a accepté de travailler à la création d'un réseau d'institutions et de chercheurs qui devra concevoir un programme de recherches pour identifier, évaluer et développer des traitements locaux sûrs et efficaces pour les maladies liées aux VIH. Le programme utilisera des protocoles cliniques simplifiés mais contrôlés, pour pouvoir effectuer rapidement les études et évaluations nécessaires des traitements prometteurs. Il développera des bases de données afin de pouvoir disséminer l'information concernant les succès et les échecs des traitements développés localement. Le programme s'inscrira dans le cadre du droit de la propriété intellectuelle afin de permettre la protection des droits des détenteurs des connaissances locales, et essaiera d'apprendre des expériences des quelques programmes en la matière existants en Afrique. Reconnaisant la pression internationale qui s'exerce sur les plantes-mères médicinales africaines, il a été convenu de promouvoir une horticulture soutenable pour des espèces prioritaires. Une bonne infrastructure de recherche d'Etat, appuyée par des agences internationales devra être développée pour s'assurer que la recherche s'effectue dès que des conclusions préliminaires positives apparaissent. Cette stratégie sera conçue pour guider la recherche sur les traitements par les plantes jusqu'au étapes du développement de médicaments sûrs, efficaces et bon marché. Elle mettra l'accent,



lorsque possible, sur la production locale et la dissémination des plantes utiles, aux niveaux national, communau-

taire et familial, pour une solution africaine de lutte contre le SIDA en Afrique.

# Ouganda : Technologie de l'information et développement rural

## *Le télécentre polyvalent de Nakasake*

*L'auteur de cette Note CA est Siddhartha Prakash, Consultant, Région Afrique, Banque Mondiale.*

**Notes CA 27**  
**Décembre 2000**

On dit souvent que la technologie moderne touche rarement les régions et communautés isolées. Pourtant, il existe des cas où les technologies modernes de communication ont réussi à vaincre la distance géographique et les goulets d'étranglement infrastructurel. Situé dans un village isolé, à 50 kms au nord de Kampala en Ouganda, le télécentre polyvalent communautaire de Nakasake a permis d'introduire des technologies de l'information et de la communication dans cette région rurale. En outre, en trois ans, le télécentre a été le catalyseur d'un bon nombre d'activités de développement dans la région.

Le comté de Nakasake a une population de près de 39 000 personnes, dont 18 617 sont des femmes. Le village de Nakasake lui-même a une population de 3 000 personnes, dont la plupart sont des Bagandas, appartenant à la tribu la plus importante du centre de l'Ouganda. La culture locale y est essentiellement orale. Jusqu'à l'installation du télécentre en 1997, les journaux étaient seulement disponibles dans une ville voisine, éloignée de 16 kms et accessible par une mauvaise route.

Le télécentre de Nakasake fait partie d'un projet global appuyé par plusieurs donateurs (l'UNESCO, le CRDI, l'UIT) dont bénéficient également le Bénin, le Mali, le Mozambique et la Tanzanie. Dans le cas de l'Ouganda, l'objectif général du projet est de stimuler le développement rural en facilitant l'accès des communautés de Nakaseke et de Kasangombe à l'information, aux ressources en matière d'éducation et d'apprentissage et aux technologies de la communication. Le projet a également pour but l'amélioration des services de santé grâce à la télémédecine.

Les activités actuelles comprennent la formation en applications informatiques et à l'utilisation de l'internet. Dans le cadre du projet, des services sont aussi mis à la disposition de la communauté, il s'agit du courrier électronique, du téléphone, du fax et de la télécopie; une bibliothèque est également mise à disposition, de même qu'un Centre d'apprentissage ouvert (*Open Learning Center*), avec un show vidéo topique, des enregistrements audios et des journaux. A cela il faut ajouter des activités de loisirs et de sport pour les jeunes.

Bien que les services du télécentre soient pour les communautés de Nakaseke et Kasangombe dans leur ensemble, la priorité est cependant accordée aux groupes suivants : femmes, jeunes, enfants, travailleurs de la santé, enseignants, agriculteurs et responsables locaux. Ainsi le contenu et le programme du

télécentre sont-ils conçus tout d'abord pour satisfaire les besoins et aspirations de ces groupes.

### Stratégie de réalisation

La participation et l'implication de la communauté sont essentielles à la réalisation des activités du télécentre. Depuis le début, la communauté a été au centre de la planification et de l'exécution de toutes les activités. Un Comité de Pilotage local a été élu par la dite communauté, composé de membres de chacun des groupes ci-dessus mentionnés, afin de :

- superviser les activités quotidiennes du télécentre,
- faire la liaison avec le Comité de gestion,
- mobiliser la communauté pour participer à toutes les activités et programmes, et
- créer des programmes, stimuler la prise en charge de ces programmes par la communauté et l'impliquer dans toutes les activités qui assurent la promotion de la durabilité du télécentre, y compris l'organisation de campagnes d'appel de fonds.

### Impact

La communauté a accès à une librairie moderne/centre de ressources, à la connectivité téléphonique et à une unité centrale de technologie de l'information et des communications (TIC) pour toutes les activités et services qui lui sont liés.

L'aspect polyvalent du télécentre a changé la vie des membres de la communauté. Il a permis l'accès à l'internet, au téléphone et au fax, qui sont utilisés pour mener à bien les affaires locales. La formation en informatique a permis la création d'emploi pour les jeunes, qui ont à présent accès à une bibliothèque avec les principaux journaux et périodiques, et des livres. Les agriculteurs ont commencé à pratiquer le commerce en ligne et à utiliser le télécentre pour saisir et disséminer l'information concernant les techniques agricoles et les prix des produits des récoltes. Le télécentre a commencé à mettre sur pied un programme sur les savoirs locaux en collaboration avec les agriculteurs locaux afin de réaliser des échanges de communauté à communauté. A présent, les agriculteurs expriment des requêtes concernant les tendances générales des marchés des produits agricoles qu'ils cultivent.

L'école communautaire (avec 7 000 écoliers) ainsi que les travailleurs communautaires et ceux de la santé ont pu bénéficier du centre de ressources. La communauté (42 villages et 3 000 ménages) est en train d'apprécier de plus

en plus l'importance de l'information, comme en témoigne le nombre croissant de personnes qui s'informent sur toute une série de questions. Les journaux quotidiens disponibles au télécentre ont aussi contribué à tenir la communauté informée de ce qui se passe dans le reste du pays.

### Un projet agricole utilise les savoirs locaux

Alors que la population de l'Ouganda devrait doubler dans les 30 prochaines années, l'accroissement nécessaire de la production agricole demeure une cause d'inquiétude. Celle-ci a été limitée jusqu'à présent à cause, entre autres, de la faiblesse des liens entre organismes de vulgarisation agricole et monde paysan, du manque d'efficacité des systèmes de fourniture des dits services et de la mauvaise politique de communication.

Le projet agricole vise à :

- accroître la productivité ainsi que les revenus des ménages dans les comtés de Nakaske et Kasangombe,
- appuyer les agents de vulgarisation agricole en fournissant de l'information et des conseils à la communauté des agriculteurs,
- établir une liaison directe entre les chercheurs et les agriculteurs, favorisant ainsi l'échange d'informations dans les deux sens (les institutions nationales et locales seront en outre reliées au télécentre), et
- fournir un forum pour l'expérimentation de l'utilisation de l'ITC pour pouvoir diffuser l'information et disséminer les résultats des recherches en temps opportun.

Depuis le début, le projet a incorporé les savoirs de la communauté locale dans son cadre et sa structure organisationnels. Il a établi une section spéciale au sein de la bibliothèque pour la collecte et la dissémination des informations liées aux savoirs locaux, lesquelles ont été utilisées pour accroître le degré de réactivité des agriculteurs aux changements en matière de politiques gouvernementales visant à augmenter la productivité agricole au niveau régional. D'autre part, une exposition photographique a présenté les approches traditionnelles en matière de gestion des ressources naturelles, d'épargne et de transfert informel, et de pratiques médicales.

Durant les trois dernières années tous les acteurs impliqués ont été formés pour pouvoir s'adapter aux situations nouvelles. Plusieurs ateliers de travail communautaires ont été organisés ainsi que des visites d'études, pour former les agriculteurs à comprendre et à anticiper les changements afin de pouvoir adopter des stratégies appropriées.

Des recherches sur le terrain ont été conduites afin de comprendre et apprécier les pratiques agricoles locales, en étudiant plus particulièrement les plus complexes et les plus diverses parmi elles. Les visites d'études, grâce à une série de discussions formelles et informelles, ont permis de constater le savoir, le professionnalisme, et la rationalité des approches développées par les petits fermiers pauvres.

L'accessibilité, la diversité et la pertinence des informations ont été les éléments clés qui ont permis à toutes les parties de s'adapter et d'effectuer les changements nécessaires.

Les différents modes de communication installés, tels que l'internet, le téléphone et le fax ont permis de renforcer le processus de dialogue, de négociation et de communication entre les parties impliquées. Le télécentre a joué un rôle central en tant que facilitateur, en permettant la connexion entre Nakaseke et d'autres régions du pays et même du monde. Pour la première fois, la communauté locale s'est engagée dans un dialogue continu avec d'autres communautés avec lesquelles leurs expériences respectives ont été partagées.

### Impact

- Agents de vulgarisation, ONG et agriculteurs sont bien formés dans l'utilisation des TCI.
- L'information agricole pertinente est accessible et développée en collaboration avec au moins trois institutions de recherche. La composante 'technologies et cultures' concerne la banane, le café, l'horticulture, les plantes racines et tubercules, et les céréales.
- Les manuels de formation, les brochures d'information et les posters sont développés.
- Au moins 65% des agriculteurs de Nakaseke et de Kasangombe ont pris connaissance de cette approche et 98% des agents de vulgarisation agricole ainsi que ceux travaillant dans le développement communautaire sont impliqués.

En plus de l'agriculture, le télécentre de Nakaseke a développé une série de projets qui utilisent les connaissances et l'expertise des communautés locales, particulièrement dans les domaines de l'éducation, du genre et de la santé. En matière de santé, il s'agit d'un programme novateur de télémédecine développé en collaboration avec l'hôpital de Nakaseke. L'idée étant de parvenir à relier les patients locaux aux praticiens de Kampala et d'autres villes et vice-versa, et constituerait un exemple à suivre ailleurs en Afrique. Ainsi les télécentres pourraient créer

une plate-forme pour la saisie et la documentation des savoirs locaux ainsi que pour leur dissémination d'une communauté à l'autre.

### Les enseignements

Impliquer la communauté dès les premières étapes de la planification et de la réalisation du projet a contribué à l'intégration de ses principales composantes dans les activités de celle-ci. Présenter les applications des TIC aux membres de la communauté de manière à ce qu'ils puissent les comprendre a permis de mieux 'vendre' le concept de télécentre. Ceci a été réalisé en procédant à la traduction des informations en Luganda –la langue dominante au sein de la communauté. Présenter les concepts et les programmes en utilisant des illustrations est essentiel pour une appréciation et une compréhension véritables du projet, surtout s'agissant d'une communauté composée d'analphabètes. Il est vital, de recruter des 'fils et des filles du pays' pour gérer les opérations quotidiennes, car ils connaissent mieux que quiconque leur communauté et la langue de communication locale.

Nakaseke est un exemple couronné de succès concernant le transfert des coûts de maintenance des donateurs aux communautés locales, induisant ainsi la prise en charge du projet par celles-ci. A Nakaseke, la communauté a entrepris par elle-même de trouver des fonds et a entrepris de percevoir des taxes dont le produit a permis de construire un bâtiment pour abriter le télécentre de manière permanente. Elle essaie également d'obtenir du gouvernement qu'il facilite la connexion d'une cinquantaine de nouvelles lignes téléphoniques dans la région. Ceci témoigne du fait que les communautés rurales apprécient la valeur de l'information dans le processus du développement.

### Les défis à relever

Pour une initiative telle que le télécentre, il y a un besoin critique de documentation. L'initiative offre de nombreux outils permettant de documenter les savoirs locaux de la région dans toute leur richesse. Le processus a débuté par la formation des chercheurs en méthodes de recherche ethnographiques et le développement de méthodes documentaires et audiovisuelles de collecte et d'enregistrement des données dans une banque (de données).

L'étape suivante devrait permettre de développer un cadre pour la dissémination, le partage et la mise en réseau de l'information, grâce à la constitution de liens entre les diverses initiatives TCI dans et hors du pays, et en

partageant l'information avec d'autres télécentres en Ouganda.

D'autres programmes sont en train d'être développés pour intégrer les connaissances saisies dans le télécentre, y compris en matière de pratiques commerciales et d'affaires communautaires. Le programme entreprendra de

doter les commerçants locaux des aptitudes à analyser de manière critique leur environnement commercial, avec l'idée de promouvoir une culture d'épargne et de contrôle des dépenses. La concentration se portera sur la documentation et l'intégration des pratiques et applications entrepreneuriales locales.

# Savoirs et pouvoir locaux : Négocier le changement en Afrique de l'ouest

*Cet article a été écrit par Peter Easton (Florida State University).*

**Notes CA 28**  
**Janvier 2001**

Le développement, l'expression et la systématisation des savoirs locaux en Afrique sont souvent perçus comme des questions de culture et d'épistémologie (étude critique de la nature, de l'origine logique, de la valeur et de la portée des connaissances). Pourtant ils possèdent aussi une dimension de pouvoir. Le rapport entre bases de connaissances locales (y compris pour ce qui concerne les praticiens) et centrales ou occidentalisées, est manifestement un rapport de pouvoir, souvent bien appréhendé par les populations locales elles-mêmes. Jusqu'à ce que et à moins que les « termes de l'échange » entre les deux sphères soient altérés de manière significative, ou tout au moins renégociés, il est bien compréhensible que les dépositaires des savoirs locaux veuillent garder les savoirs locaux en quelque sorte « hors du marché ».

## **L'exemple d'un projet d'alphabétisation**

L'évaluation d'un projet d'alphabétisation fonctionnel au Mali d'il y a une vingtaine d'années illustre le problème et offre une base permettant de mieux l'examiner. À la fin des années 1970, une évaluation des résultats d'un programme d'alphabétisation (financé conjointement par les ministères de l'éducation et du développement rural ainsi que par la Banque mondiale) dans les villages de l'ouest du pays a été entreprise. Le programme avait été réalisé par le biais d'un organisme parastatal responsable du développement des cultures commerciales et vivrières dans la région, qui y voyait un moyen de gagner la confiance des agriculteurs locaux tout en leur donnant les moyens de pouvoir éventuellement contrôler les transactions commerciales. Les résultats furent mitigés. Deux problèmes sont apparus, relevés par l'équipe responsable de l'évaluation.

Dans la conception initiale du programme de formation en langue bambara, on avait indiqué que chaque communauté créerait un centre de formation pour alphabétiser, dans le cadre d'une première classe, une vingtaine d'adultes, puis une seconde classe pour un nombre similaire ou plus grand d'apprenants. Au bout de quatre années, entre trente et cinquante participants de chaque communauté concernées devaient avoir appris à lire et à écrire. L'examen des résultats a indiqué que ces objectifs étaient loin d'avoir été atteints et on ne trouva nulle part dans la région une communauté où plus d'une dizaine de personnes avaient été formées. D'autre part, on ne trouva que très peu de villages où personne n'avait rien appris. On s'est alors interrogé sur le pourquoi de ces chiffres.

## L'interprétation des données

Il semble que la réponse réside dans l'utilisation de la langue bambara. Bien que la promotion du programme a été faite en mettant en avant l'importance des études et de la valeur fonctionnelle de l'alphabétisation, il y avait en fait peu d'opportunités d'application du bambara écrit en milieu rural. Les écoles formelles utilisaient toutes le français et il existait très peu de publications en langue africaine disponibles. En outre, le bambara n'était pas utilisé par l'administration locale ni même par l'organisme parastatal agricole.

De plus, il y avait un manque flagrant de crédits disponibles ou d'opportunités d'investissements qui aurait pu faire de la création d'entreprises locales une alternative viable.

Contrôler le processus de taxation par l'administration ainsi que les fonctions de marketing étaient deux questions de grandes importances pour les acteurs locaux, parce qu'ils se considéraient comme régulièrement exploités dans ces deux cas. Cependant, cela ne pouvait justifier à leurs yeux la nécessité pour chaque adulte d'apprendre à lire et à écrire, et, plus important encore, à compter. Pourtant lorsque ces fonctions furent « collectivisées » et confiées à quelques villageois (généralement de jeunes hommes) qui s'acquittèrent au mieux de ces tâches pour lesquelles ils furent parfois rémunérés, toute la communauté considéra que c'était une bonne initiative dont elle profitait. C'est ainsi que dans chaque village se constitua un petit groupe de sept personnes alphabétisées pour assumer ces fonctions, montrant que les membres des communautés locales réalisaient l'importance du savoir ainsi que la nécessité d'une réponse collective.

Les résultats de la première année de l'évaluation participative furent communiqués aux responsables officiels du programme agricole, en mettant en exergue l'existence de ces groupes de personnes ayant appris à lire et à écrire, avec l'espoir qu'on leur confierait une bonne partie des tâches de commercialisation des produits agricoles, et qu'ils recevraient en retour une partie des produits de la vente sous forme de ristourne offerte aux agriculteurs ou d'investissement dans des projets de développement collectifs. Après quelques négociations, un accord fut finalement conclu concernant ce changement important de politique, et l'équipe d'évaluation entrepris d'en informer les autorités locales tout en leur communiquant un résumé du résultat de l'évaluation de la première partie du programme d'alphabétisation.

## Une double attitude

Tout d'abord un peu d'histoire. Durant la période coloniale française, dans les zones rurales de l'ouest du Sahel, les communautés locales s'étaient habituées à traiter avec les représentants du pouvoir central avec circonspection. Chaque village était censé désigner des représentants, en fait plutôt fictifs, qui devaient rencontrer les autorités françaises chaque fois que c'était requis; recueillir des informations et les communiquer lorsque nécessaire au véritable chef de village et à ses conseillers, leur épargnant ainsi d'avoir à traiter directement avec les agents de l'autorité coloniale. Cette pratique fut maintenue après les indépendances parce que les agents de l'État étaient perçus comme tout aussi étrangers aux intérêts des populations locales que leurs prédécesseurs coloniaux.

Cette attitude s'est manifestée également durant l'évaluation. C'est ainsi qu'en outre les autorités locales ont utilisé le terme bambara « ko-farati-tinti » pour désigner les coopératives mises sur pied par le gouvernement, et qui signifie littéralement « enlever la peau du dos et y plonger un poignard ». C'est de cette manière lapidaire et éloquente qu'elles désignaient la politique agricole du gouvernement. C'est ainsi également que l'équipe d'évaluation eut à faire —durant la première année et lors de la phase de dissémination au début de la seconde année— à des autorités non représentatives. Cette situation changea radicalement et les véritables autorités apparurent dès qu'il fut connu qu'un véritable transfert de ressources et de responsabilités en matière de commercialisation en faveur des autorités du village allait s'opérer.

## Quarante ans d'expérience

La leçon est renforcée par l'expérience d'autres pays de la région —Burkina Faso, Cameroun, Niger et République Centre-africaine— dans le cadre de programmes d'alphabétisation et de gestion agricole. On a pu noter d'indéniables succès dans la rapide acquisition des nouvelles compétences et la mobilisation des savoirs locaux dans le cadre d'efforts de développement institutionnel impliquant des transferts durables de ressources et d'autorité aux communautés locales. En fait, des programmes basés sur la conception participative des systèmes de connaissances et l'utilisation des langues locales ont nécessité la gestion de manière effective d'activités économiques nouvelles, ainsi que de juridictions politiques qui ont permis « d'inventorier » et d'articuler les savoirs locaux qui leur sont

liés – car elles créent un contexte dans lequel il est clair (ou tout au moins plus clair) que les trésors culturels exhumés et diffusés devront servir les intérêts locaux et rester sous contrôle local. Dans ces conditions, les formations d’alphabétisation se sont avérées être d’excellents moyens de mobilisation des savoirs locaux car elles offrent une opportunité et un outil permettant de « redéfinir » le terme développement pour en « reconfigurer » les détails de la réalisation.

Ceci a été vrai, par exemple, dans le cas d’une série d’expériences de gestion locale d’entreprises rurales dans lesquels l’auteur a pris part, au centre du Niger à la fin des années 1960, au Burkina Faso dans les années 1970, ainsi qu’au Cameroun en 1980 et avec les éleveurs de bétail de République Centre-africaine au début des années 1990. Le cas camerounais impliquait la création de tout un système comptable dans la langue massa, alors que celui de Centre-Afrique était basé sur la formation des pasteurs fulanis déjà formés à écrire leur langue en utilisant l’alphabet arabe. La session d’alphabétisation elle-même ne dura que trois à quatre semaines, développée et contrôlée par la population locale ; alors qu’il fallu bien plus longtemps pour assumer de nouveaux pouvoirs et des responsabilités en matière de gestion.

### Qui contrôle les connaissances

Des conclusions similaires peuvent être tirées de l’expérience d’un travail participatif de vulgarisation et d’expérimentation agricoles effectué au Mali. Ici les incitations pour la participation locale ont été la chance de prendre en charge l’expérimentation agricole par la communauté elle-même, tout en acquérant les nouvelles compétences et en évaluant le savoir local nécessaire à cette tâche. La communauté locale a pu inverser l’approche habituelle du sommet vers la base, où les ressources, les méthodes et les paradigmes restent sous le strict contrôle des agents de l’administration. Cette dernière a cependant fini par s’opposer à ce type de pratiques de décentralisation et de contestation de ses droits et privilèges.

Articuler et exprimer les savoirs locaux comme l’illustrent ces exemples est bien plus qu’un exercice épistémologique et culturel. Ceci est déterminé en fait par les questions de pouvoir et de « termes de l’échange » entre sociétés locales et centrales, qui sont d’autre part confirmés par les préoccupations en matière de droit d’auteur et de protection des connaissances autochtones pharmaceutiques et botaniques. Élaborer des stratégies qui permettent la médiation de ces conflits ainsi que le transfert de l’autorité et des ressources pour la reconstruction des savoirs locaux constitue le véritable défi.



# Langues d'Afrique de l'ouest: Médium et message

Cet article a été écrit par Peter Easton (Florida State University).

**Notes CA 29**  
**Février 2001**

Les savoirs locaux en Afrique sont exprimés, comme il se doit, dans les langues locales. C'est à dire dans la langue dans laquelle s'expriment les habitants d'une localité, ou dans une *lingua franca* communément utilisée par eux. Est-ce que ces langues constituent simplement un médium neutre, un "véhicule", un instrument permettant l'expression des savoirs locaux ? Ou bien est-ce que les langues elles-mêmes jouent un certain rôle, grâce à leur structure et à leur utilisation mêmes ?

La langue est très importante en Afrique qui en compte plus de 2000. Le nombre varie en fonction des distinctions faites par les différentes communautés ou selon les traditions orales qui leur sont liées. Les cultures africaines ont surtout été orales pendant des siècles, bien que les écritures occidentales, arabes et quelques codes d'origine africaine soient de plus en plus utilisés. Dans de nombreuses régions, le statut et le rôle du « griot » (historien, conteur, chanteur, faiseur de louanges) s'est institutionnalisé au point où les membres d'une caste entière dévouent leur existence à apprendre et à déclamer oralement l'histoire et les traditions d'une localité et de ces habitants les plus importants. Les cultures africaines mettent l'accent sur les relations sociales et sur la communication. La langue se voit ainsi assigner un rôle critique dans l'organisation de la communauté ainsi que du savoir.

Les exemples qui suivent sont tirés principalement du *hausa*, la deuxième langue la plus parlée en Afrique après le *sawhili* et faisant partie du groupe des langues « *chadic* ».

La langue *hausa* est surtout parlée au nord du Nigéria et au centre du Niger bien qu'elle soit également utilisée dans plusieurs autres pays de la région. Ses caractéristiques sont, en gros, celles de plusieurs langues d'Afrique centrale.

## La langue comme « capital »

Comme suggéré plus haut pour toutes les langues africaines, la langue *hausa* donne une grande importance à l'expression orale, à la langue elle-même. *Magenajari* signifie « la langue est un capital ». Dans le lexique *hausa*, le terme *hausa* lui-même signifie plus que mode d'expression mais « langue ». *Me ne ne Hausarka ?* est une expression signifiant « quelle langue parlezvous ? », littéralement « quel est votre Hausa ? ». *Ban gane ba Hausarshi* est une expression commune pour dire « je ne comprends pas ce qu'il veut dire »<sup>1</sup>.

La langue *hausa* comporte au moins trois éléments qui peuvent avoir une influence sur la manière dont la pensée est formulée et les connaissances exprimées : la grammaire de la langue, son lexique et les caractéristiques sociales qui gouvernent son utilisation.

### La structure profonde de la grammaire ?

Ce qui surprend le plus ceux qui ne connaissent pas cette langue est le fait que le système des verbes de la langue *hausa* n'est pas vraiment organisé en temps. C'est ainsi que l'information première que la forme grammaticale du verbe fournit est moins *quand* quelque chose est arrivé ou *va* arriver, que *comment* cette action est perçue par ceux qui sont impliqués et quelle est la nature de leurs intentions à cet égard. Bien que les divisions du verbe soient similaires jusqu'à un certain point aux temps dans bon nombre de langues non africaines, ils sont mieux décrits par le terme « aspect ». Ainsi, les actions sont linguistiquement divisées dans les catégories exprimées plus bas.

L'information fournie par cette organisation conceptuelle du verbe est liée à l'intention et à l'engagement concernant l'action et non au temps, même s'il y a des analogies avec le système des temps. Quelqu'un qui quitte une fête ou une maison dira donc à son hôte *Naa* qui, considéré en tant que déclaration temporelle signifierait « je suis parti ». Cependant, ce que cela veut vraiment dire est que la personne a décidé de partir et donc l'acte est considéré comme réalisé dans le sens de l'intention.

### L'importance accordée à l'intention

Ainsi, la préoccupation principale du locuteur *hausa* concerne souvent la nature de sa résolution ou engagement pour accomplir un acte. Les locuteurs *hausa* expriment quelques fois leur agacement par rapport à l'utilisation qu'ils jugent trop fréquente du terme « peut-être » (*watakila* en langue *hausa*). Une expression populaire exprime ce point succinctement : *Wakatila abin da ya hana ma nasar karyal* : « peut-être est le mot qui permet [littéralement 'qui empêche de'] l'occidental de ne pas mentir ».

De telles caractéristiques de l'expression ne signifient absolument pas qu'on ne prend pas en considération la nécessité de respecter un emploi du temps ou le timing, d'autant que la planification du temps est devenue de plus en plus importante dans la vie sahélienne ces dernières cinquante années. En même temps, cette perspective, ou « paradigme », n'est peut-être pas aussi peu adaptée aux circonstances souvent marquées par l'imprévisibilité, où des engagements fermes sont des plus nécessaires pour que les choses puissent être accomplies, et qui devrait garder sa pertinence considérant les besoins à venir des sociétés africaines.

### Utiliser les mots là où cela compte

La notion que la langue n'exprime pas seulement des pensées mais qu'elle leur donne forme et les influence jusqu'à un certain point est une idée ancienne dans l'histoire de

'Aspect' du verbe	Exemple	Signification en Hausa	Equivalent français	
			Signification	« Temps »
'Complétif'	<i>Yaa tahi</i>	Son départ peut être considéré comme achevé (Engagement accompli)	« Il est parti »	Passé
'Continatif'	<i>Ya naa tahiya</i>	Il est en train de partir L'intention s'accomplit)	« Il part »	Présent
Projeté	<i>Zay tahiya</i>	Il a l'intention de partir	« Il partira »	Future
Potentiel	<i>Yaā tahi</i>	Il peut partir	« Il est très possible qu'il parte » (son engagement est réel)	Future ('faible') Pas d'équivalent
Intentionnel	<i>Yā tahi</i>	Il devrait partir	« qu'il parte »	Subjonctif
Habituel	<i>Ya kan tahi</i>	Il a l'habitude de partir habituellement	« Il part »	Pas d'équivalent

la linguistique occidentale et dans la pensée culturelle, et reste très débattue. Benjamin Lee Whorf et Edward Sapir étaient parmi les premiers à exprimer ces thèses qui continuent à être sources de controverses. Sans entrer dans ces controverses on peut considérer que la langue fait partie prenante des savoirs locaux et devrait être étudiée à ce titre.

Whorf lui-même s'est intéressé non seulement à la structure des langues mais aussi à leurs propriétés lexicales, par exemple le vocabulaire, et, plus spécifiquement les différences entre les domaines d'expérience des différentes langues que montre la richesse de leur lexique. Il a pu remarquer que les langues esquimos par exemple avaient plusieurs mots pour différents types de neige, mais seulement un pour tous les types de moyen de transport motorisé, alors qu'en anglais c'est presque l'opposé. Les critiques ont cependant avancé que les adeptes du ski avaient eux aussi plusieurs termes anglais pour les différentes neiges.

Un examen de la langue *hausa* montre également qu'il y a relativement peu de termes traditionnels pour 'moyen de transport motorisé', quoi qu'il existe des mots d'origine plus récentes pour l'exprimer. Cependant, la terminologie permettant d'exprimer différents types de relations entre les gens (consanguins et contractuels) et de comportements est très développée. Trois exemples :

(a) *nurkurkusa* que l'on peut traduire par « remettre continuellement à plus tard de payer quelqu'un » ; *kwakyara* pour « laisser échapper ce qui ne devrait pas être dit » ; et *santi* (ou *fanya*), signifiant « dire quelque chose d'ordinaire pendant un repas de groupe qui, grâce au plaisir éprouvé par tous dû à la qualité de la nourriture, fait éclater tout le monde de rire ! »

### Créativité lexicale

N'importe quelle langue africaine peut bien sûr permettre d'exprimer ce que l'on souhaite, et l'assimilation de nouveaux termes et idées est tout aussi possible que pour les langues française, anglaise ou chinoise. C'est ce qu'on appelle la créativité lexicale, qui parfois ne manque pas de poésie. C'est ainsi que parmi les nouveaux termes et expressions, pour par exemple désigner les Nations unies, la langue *hausa* a adopté l'expression *majalisar dinkin duniya*, « l'assemblée pour unifier [littéralement 'tisser'] le monde ».

La petite motocyclette solex avec un moteur placé au-dessus de la roue avant a été baptisée *kare ya duako tukunya* en langue *hausa*, traduit par « le chien qui porte une marmite » ; tandis que la mobylette a été appelée *dan*

*bututu* (la lettre « d » étant ce que les linguistes appelle un son « implosif ». Il existe en fait un comité de la langue *hausa* qui fonctionne un peu comme l'académie française, donnant un avis autorisé sur les néologismes et sur la façon la plus appropriée d'exprimer de nouvelles idées. Mais ce que la langue d'une communauté a traditionnellement — si ce n'est implicitement — choisi de représenter par un seul terme spécialisé plutôt que par une longue phrase explicative, en dit long sur les idées et les perspectives qui réapparaissent le plus souvent dans le mode de pensée et les expressions.

### Les comportements et le discours

Si la langue possède quelque influence sur la pensée et l'expression, elle est façonnée par des modalités d'usage : les rôles que les gens jouent en l'employant et les fins qu'ils lui assignent. Ceci est bien sur le domaine de la sociolinguistique. Deborah Tannen, dans des écrits bien connus aux Etats-Unis a bien analysé les comportements au niveau du discours des américains hommes et femmes, y compris les différences de taille qui existent entre les sexes, concernant par exemple la signification des interruptions et des chevauchement, tel que couper la parole ou compléter ce que quelqu'un est en train de dire. Les hommes ayant un comportement qui tend à être compétitif et agressif alors que les femmes auraient plutôt tendance à offrir une assistance de manière aimable.

Un aspect intéressant du comportement au niveau du discours des hausas est la féquence — ainsi que le rôle — de « chevauchements » similaires. C'est ainsi que nous étions une fois occupé à transcrire mot à mot les délibérations en langue *hausa* d'une réunion de village concernant le bétail, ou il est apparu que personne n'avait exprimé une idée complète. Ce qui se passa est que quelqu'un commençait le début d'une phrase ou d'une pensée, un autre y ajoutait quelque chose et un troisième l'exprimait dans son entier ou la reformulait. Cependant, par ce moyen, des idées et des résolutions utiles ont pu prendre forme.

Une autre expérience que nous pourrions relater s'est produite au Niger, ou il nous a fallu utiliser un projecteur qui malheureusement s'était avéré déficient. Nous avons eu alors recours pour le réparer aux seuls experts disponibles dans la région : un groupe de mécaniciens automobiles composé de cinq à six personnes. Ceux-ci après avoir délibéré et quelquefois âprement discuté pendant une quinzaine de minutes, se sont arrangés pour mettre en commun en quelque sorte leurs expériences respectives — grâce au médium de la langue bien sûr — et on pu

résoudre le problème posé par le mauvais fonctionnement du projecteur. Alors qu'on parle (beaucoup) dans les grandes entreprises internationales de « travail d'équipe », « d'apprentissage organisationnel », ces habitudes, faisant partie de la forme et de l'usage de la langue sont, comme on peut le constater, à l'oeuvre dans certaines sociétés africaines.

### **Matière à réflexion**

Ces exemples relèvent bien sûr de l'anecdote, mais pour ceux qui s'intéressent à la question des savoirs locaux, ils servent cependant à rappeler qu'une partie de ces connaissances sont inscrits, ou tout au moins trouvent appui auprès du médium de la langue elle-même.

<sup>1</sup> La transcription du *hausa* utilisée dans cet article est celle prescrite par l'UNESCO. Le tableau présenté ci-dessous ainsi que le paragraphe à suivre sont des exceptions. Les sons longs sont représentés par des voyelles doubles, car il n'y a pas d'autre moyen de marquer les différences entre les verbes. Un accent grave indique un ton bas, et un tel accent placé sur la seconde voyelle dans un groupe de mots indique un ton baissant.

# Les savoirs locaux et le VIH/SIDA : Le Ghana et la Zambie

*L'auteure de cet article est Maja Naur, docteur d'Etat en sociologie et consultante à la Banque mondiale. Les études sociales pour les projets ont été effectuées par l'auteure et financées par le danish Trust Fund (Fonds fiduciaire danois). Pour plus d'information prière de contacter l'auteur, e-mail : [MAJANAUR@msn.com](mailto:MAJANAUR@msn.com)*

**Notes CA 30**  
**Mars 2001**

En matière d'aide au développement, il a toujours été difficile d'atteindre les pauvres, en particulier s'agissant du secteur de la santé, avec des hôpitaux présents principalement dans les zones urbaines et dont profite surtout la classe moyenne. Pour les pauvres des zones rurales et de plus en plus des zones urbaines, les seuls soins de santé accessibles et à un prix abordable sont ceux offerts par les guérisseurs traditionnels. La Zambie, avec un nombre de personnes séropositives estimé entre 20 et 25% de la population, compte seulement 900 médecins (dont 600 étrangers), mais possède 40 000 guérisseurs traditionnels enregistrés pour une population de 20 millions d'habitants. Ainsi, le rapport entre médecins et guérisseurs traditionnels est de 1,44 en Zambie et 1,42 au Ghana. Etant donné le rôle culturel central joué par les guérisseurs traditionnels au sein des communautés, ils constituent un espoir pour le traitement et le contrôle de la propagation du SIDA. Mais les guérisseurs dépendent des plantes médicinales qui sont en train de se raréfier à cause de la dégradation de leur milieu naturel dû à la déforestation, à l'agriculture, au sur-pâturage, au brûlage, à la sécheresse, à la désertification, etc...

Ce problème a été exacerbé par le manque de gestion rationnelle de la demande nationale et internationale de plantes médicinales. En outre, les guérisseurs ont identifié comme problème important la perte des connaissances autochtones concernant la médecine traditionnelle qui font partie de l'héritage culturel des communautés locales et sont habituellement transmises oralement. Ce savoir est souvent sous-évalué par la jeune génération, en partie au moins parce que les savoirs locaux rapportent économiquement peu au praticien.

## **Projet environnement et santé au Ghana et en Zambie**

En reconnaissance de l'importance de la préservation et de la protection de ce savoir ethnomédical ainsi que des plantes sur lesquelles il est basé, les gouvernements de Zambie et du Ghana, avec l'appui de la Banque mondiale, sont en train d'établir un pont entre environnement et santé dans la lutte contre le VIH/SIDA. En Zambie, l'organisme d'exécution est le «Traditional Health Practitioners Association of Zambia (THPZ)» (Association des praticiens de santé traditionnels de Zambie), dans le cadre du «Environmental Support Program (ESP)» (Programme d'appui pour l'environnement), sous les auspices du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles. Au Ghana, le programme envi-

sagé fera partie du «Northern Savanna Biodiversity Conservation Project (NSBCP)» (Projet de conservation de la biodiversité de la savanne du nord), sous l'égide du Ministère de la terre, des forêts et des mines. Les deux projets ont pratiquement la même approche avec quelques différences mineures concernant la conception. En Zambie, l'initiative a été intégrée dans un programme déjà existant et au Ghana dans un projet en cours de conception.

Ce qui suit est premièrement une courte description du projet zambien et deuxièmement une comparaison des résultats socio-culturels, particulièrement pour ce qui concerne les différences entre les sexes liées à la médecine traditionnelle dans les deux pays, et troisièmement quelques unes des difficultés rencontrées durant la réalisation de cette initiative intersectorielle impliquant le développement des secteurs agricole, de l'environnement, de la santé et rural.

Il y a trois composantes principales à l'initiative : « Protection and Sustainability of Biodiversity for Medical Value : An Initiative to Combat HIV/AIDS » (Protection et durabilité de la biodiversité pour usage médical : Une initiative pour combattre le VIH/SIDA). La première : Conservation de la biodiversité pour la prévention et le traitement du VIH/SIDA, comprend la création de jardins botaniques, d'un herbier et de réserves forestières pour plantes médicinales. Certains des plants viendront de « Spiritual Forests » où ils ont été préservés grâce aux règles et normes traditionnelles ainsi qu'aux tabous qui leur sont associés. La seconde composante : Formation et renforcement des capacités concernent les guérisseurs traditionnels, comprend une longue liste de sujets, dont certains concernent les changements de comportements nécessaires liés au VIH/SIDA ; ainsi que la nécessité pour eux grâce à une formation de comprendre les écosystèmes, la nutrition, la toxicologie, les maladies contagieuses, les bases de la virologie et de l'immunologie. En plus des aspects médicaux et environnementaux on procédera également à la formation juridique des guérisseurs afin qu'ils n'enfreignent pas la loi (tel que le « Witchcraft Act » [loi sur la sorcellerie]) et puissent mieux comprendre la question des droits de l'homme.

La troisième activité (ou composante) : Dissémination de l'information/connaissances sur la biodiversité et le VIH/SIDA, mettra en place une stratégie de la communication par le biais de tracts, de lettres d'information, de programmes radio et TV, et de pièces de théâtre. Cette activité inclut aussi la création d'une base de données sur les plantes médicinales et la publication d'un manuel pour les guérisseurs traditionnels. Le matériel, les programmes et les publications pour la formation seront dans les

langues locales et un programme d'alphabétisation de base sera ajouté pour que les guérisseurs (souvent analphabètes) puissent enregistrer leurs patients et documenter leurs connaissances.

### L'aspect genre

L'analyse en termes de genre a été essentielle dans la conception du projet à la fois en Zambie et au Ghana où le rôle des femmes diffère. Généralement, la division du travail en fonction des sexes est apparue plus prononcée au Ghana qu'en Zambie. Ceci a des conséquences sur la position des guérisseuses traditionnelles ainsi que sur leur participation aux activités du projet. Certaines des différences socio-culturelles sont analysées ici. En Zambie, les guérisseurs traditionnels ont reçu l'aide des donateurs pour pouvoir s'organiser sur une base nationale et 60% d'entre eux sont des femmes. On dit même que ce nombre va en augmentant en réponse au nombre croissant de malades atteints par le VIH. Les gens appellent le VIH/SIDA « kalaye noko », ce qui signifie : « va et dit au revoir à ta mère », car la plupart des malades vont mourir chez leur mère. Bien qu'au Ghana se soient les femmes qui s'occupent des malades, le contraste est saisissant lorsqu'il s'agit de la pratique de la médecine traditionnelle. Il n'y a pas dans ce pays d'associations de guérisseurs traditionnels et les trois régions du nord ont moins d'un cinquième du nombre total de guérisseurs enregistrés. Parmi ces derniers, moins de 10 % sont des femmes, sauf dans une sous-région où elle constituent 49%. Cependant, ces chiffres reflètent plus les croyances locales que le nombre véritable de guérisseuses. En outre, l'initiative appuyée par la Banque mondiale a pu, sans que cela soit intentionnel, renforcer les préjugés existants contre les femmes, par exemple en formant seulement les guérisseurs enregistrés qui sont des hommes pour la plupart. D'après une guérisseuse, au Ghana, si les femmes pratiquent ouvertement la médecine traditionnelle, elles sont qualifiées de sorcières et tenues responsables des événements malheureux qui arrivent à la communauté. Dans la plupart des cas ces femmes sont désavouées et exclues de leur société. Seule la reine des sorcières, qui est connue pour pouvoir guérir, échappe à ce sort, car elle est reconnue comme particulièrement puissante, au point qu'on ose pas la défier.

Dans les deux pays il est extrêmement rare de trouver des guérisseurs traditionnels qui cultivent des plantes traditionnelles et lorsque cela se produit, c'est parce que l'activité est financée par des donateurs. En Zambie, les guérisseuses se réfèrent souvent à un esprit qui les guide vers

les plantes médicinales, qu'elles collectent et préparent elles-mêmes. Au Ghana, il existe des préjugés assez forts contre les femmes qui cueillent les plantes et préparent les médicaments. Les guérisseuses mariées sont bien moins nombreuses que les guérisseurs dans la même situation conjugale. Ceci a été expliqué par une guérisseuse qui a dit qu'elle ne pourrait pas exercer avec un mari vivant avec elle. D'autre part, les guérisseurs n'envoient pas leurs filles dans la forêt chercher des plantes à usage médical, car « les gens pourraient penser qu'elles sont des sorcières ». En outre, les guérisseurs ne laissent pas leurs épouses les aider dans la préparation des médicaments car « les remèdes ne seraient pas efficaces ». Une explication à cette situation est le mode de succession de type patrilinéaire qui existe dans les sociétés en question et qui veut qu'une femme lorsque mariée aille vivre dans la maison de son époux. Il faut donc éviter que les secrets médicaux de la famille puissent par là même être divulgués.

### L'aspect économique

Parmi les femmes, les accoucheuses traditionnelles (exclusivement des femmes) reçoivent une rémunération pour leurs services et la plupart des guérisseurs traditionnels tirent en fait l'essentiel de leurs revenus principalement de l'agriculture. En Zambie, le déclin de l'économie a conduit les guérisseurs à renoncer au paiement en nature et à demander un paiement standard pour chaque type d'intervention. Le prix le plus élevé concerne le traitement de l'infertilité, dont on s'acquitte lors de la naissance d'un garçon. La forte division du travail qui existe au Ghana peut constituer une opportunité pour le projet d'apporter un appui aux femmes et aux familles pour la prévention du VIH/SIDA et la réduction de la pauvreté, augmentant ainsi les chances de succès du dit projet dans son ensemble.

D'autre part l'objectif à long terme de conservation de la biodiversité peut sembler plutôt abstrait pour des communautés souffrant de pénuries alimentaires et de famines. Cependant, un des effets indirects du projet pourrait être la génération à court terme de revenus grâce à la culture et à la vente de plantes médicinales conduisant à certaines améliorations, en particulier concernant la santé des enfants.

### Formation, information et rôle des guérisseurs traditionnels

Les guérisseuses et guérisseurs traditionnels ont exprimé leur désir de formation pour améliorer leur prati-

que. Au Ghana le programme de communication de masse sur le VIH/SIDA a connu du succès en ce qui concerne la dissémination de l'information sur la transmission de la maladie par le sang, l'acte sexuel, les aiguilles infectées, etc... Mais les connaissances des communautés en la matière n'étaient pas toujours complètes ou exactes. Certaines d'entre elles considéreraient que manger ou prendre un bain avec une personne infectée, ou même lui serrer la main ou porter les mêmes vêtements pouvaient les contaminer. Aucune des communautés en question n'a admis qu'il y avait des individus infectés par le virus du SIDA en leur sein. D'une manière générale, en Zambie et au Ghana, tout individu infecté était traité comme « un pestiféré ». Ainsi, les gens étaient peu enclins à admettre qu'ils étaient affectés et à traiter le VIH/SIDA comme une maladie commune, mais sérieuse. La pauvreté et les normes culturelles font également en sorte que l'Afrique est le continent avec le taux d'infection le plus élevé de femmes par rapport aux hommes. Dans la lutte contre le SIDA, les guérisseurs traditionnels ont besoin de formation car ils offrent des soins de santé à à peu près 70% de la population. En outre, les accoucheuses traditionnelles mettent au monde, d'après l'Organisation mondiale de la santé, plus de 90% des bébés dans les zones rurales, ce qui en fait des pourvoyeurs de soins de santé très importants mais aussi les rend vulnérables au VIH/SIDA. A long terme, l'infrastructure de santé offerte par les guérisseurs traditionnels et leurs organisations pourraient constituer le réseau de distribution des médicaments de traitement du SIDA lorsqu'ils seront disponibles à un prix raisonnable. Les guérisseurs traditionnels occupent une position unique comme éducateurs et comme distributeurs potentiels du médicament de traitement du SIDA — par exemple pour prendre en main la distribution des doses aux patients, et aucun gouvernement africain n'a les ressources en personnel nécessaire pour faire face à l'épidémie du SIDA.

Les gouvernements du Ghana et de la Zambie n'assistent pas les guérisseurs traditionnels financièrement comme ils le font pour les associations médicales, et la médecine traditionnelle ne fait pas partie des programmes d'enseignement des facultés de médecine dans les deux pays. A cet égard, les pays africains sont loin derrière des pays comme la Chine et l'Inde, où la médecine alternative fait partie intégrante de la médecine traditionnelle pratiquée dans les hôpitaux. Cependant, le Ghana et la Zambie ont tous deux des membres du personnel des ministères de la santé en charge de la coordination des politiques concernant les guérisseurs traditionnels, et les deux pays veulent que ces derniers soient enregistrés. Le Ghana a

montré une attitude positive vis-à-vis de la conservation des plantes médicinales et a reconnu les guérisseurs traditionnels en l'an 2000, en passant une loi appelée «Traditional Medicine Practice Act ». En Zambie, ce n'est que lorsque un cinquième de la population fut affecté par le virus du VIH/SIDA que les guérisseurs traditionnels furent invités à faire partie d'un comité technique sur les remèdes traditionnels et le VIH/SIDA appelé « Technical Committee on Natural Remedies for HIV/AIDS and other Related Diseases », placé directement sous la direction du Chef de l'Etat. Le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles en charge du ESP était au départ défavorable à l'implication de la société civile dans la gestion des ressources naturelles et particulièrement à l'égard de THPAZ, l'ONG la plus importante du pays. Les guéris-

seurs traditionnels étaient considérés comme étranger à la modernité et donc à exclure du développement. Initialement la Banque mondiale était également réticente vis-à-vis de la prise en compte des pratiques de santé traditionnelles considérées non valides scientifiquement, donc sans légitimité. Ce sentiment était également largement partagé par les médecins occidentaux, bien que la médecine et la pharmacopée traditionnelles soient antérieures à la médecine et à la pharmacie modernes. Progressivement cependant cette attitude change et on reconnaît à présent que les pauvres tirent bénéfice directement d'initiatives comme celles de la Zambie et du Ghana et qu'elles possèdent un potentiel considérable pour le traitement de maldies liées au SIDA.



# Malicounda-Bambara : La suite

## *Une révolution locale*

*Cet article a été écrit en commun par Peter Easton, Associate Professor, Graduate Studies in Adult and Continuing Education, EFPS, et le Dr. Karen Monkman, Assistant Professor of International Education ; tous deux de Florida State University. Pour plus d'information contacter Peter Easton, e-mail : [easton@coe.fsu.edu](mailto:easton@coe.fsu.edu)*

**Notes CA 31**  
**Avril 2001**

En l'espace de moins de quatre ans, une initiative locale pour l'abandon de la pratique de l'infibulation (excision) qui émanait d'un seul village du centre du Sénégal, s'est étendue à plus de 200 communautés dans tout le pays ainsi qu'à plusieurs autres pays africains. Le mode et la manière dont cela s'est produit présentent plusieurs enseignements et soulèvent quelque questions concernant la manière dont la culture autochtone se renouvelle.

L'expérience du village de Malicounda-Bambara dans la région de Thies au centre du Sénégal a été relaté dans un numéro de *Notes CA*, intitulé "Les femmes sénégalaises refont leur culture" (Octobre 1998, no.3). Cependant la suite de cette expérience s'est également avérée très instructive.

Un bref rappel des dimensions de l'initiative originale et des principaux événements qui ont suivi, est essentiel.

### **Au départ**

Entre 1995 et 1997, des femmes et quelques hommes du village de Malicounda-Bambara ont pris part à un programme de formation informel parrainé par l'ONG basée à Dakar : "Tostam". Le programme traitait des méthodes de résolution des problèmes (*methods of problem-solving*), de différents thèmes concernant la santé des femmes, et comprenait des cours d'initiation à l'écriture et à la lecture (alphabétisation).

Cependant, les participantes décidèrent qu'elles avaient un objectif prioritaire mis à part le développement d'activités permettant de générer des revenus, la mise en place de programmes de puériculture, le lancement d'initiative d'amélioration de l'hygiène au niveau du village, etc... Cet objectif était de faire en sorte que les habitants du village se débarrassent une fois pour toute de la pratique de la circoncision féminine. Les bambaras sont parmi les groupes ethniques du Sénégal qui observent cette pratique. Au cours de la formation, des femmes ont fait part de leurs douloureuses expériences personnelles concernant ce sujet. Elles l'ont évoqué avec la conscience nouvellement acquise des droits des femmes. Ainsi, elles approchèrent les autorités locales et d'autres villageois afin de gagner leur appui pour une déclaration commune d'intention d'abandon de la pratique. Leur tentative eut du succès. Le 31 Juillet 1997, les villageois de Malicounda firent une déclaration renonçant à jamais à la pratique, face à une vingtaine de journalistes invités pour l'occasion.

L'évènement eut relativement peu de publicité, bien qu'elle se fit certainement plus de bouche à oreille que par le biais des médias écrits ou audiovisuels. Il y eut immédiatement quelques oppositions qui se sont exprimées, autant en réaction au fait que des femmes aient osé parler publiquement de circoncision féminine que de la manifestation de leur opposition à cette pratique. Malgré la controverse, un village voisin (Ngerigne-Bambara) où se déroulait également une formation parrainée par Tostan, décida d'imiter l'exemple de Malikounda; conduit par une femme, elle-même "exiseuse" traditionnelle. D'autre part, un autre village, celui de Kër Simbara n'allait pas tarder à suivre.

### Le tournant

L'imam de Kër Simbara, un chef religieux âgé de 66 ans très respecté dans la région, se préoccupa de la situation et entreprit de s'en entretenir avec les représentants de Tostan et des femmes de Malicounda-Bambara. Il n'était pas contre la suppression de la pratique de l'infibulation, au contraire, il déclara être un grand supporter de la cause des femmes de Malicounda. Il ajouta cependant qu'il y avait deux problèmes qui se posaient concernant la manière dont les choses étaient faites.

Tout d'abord il avança qu'un seul village ne peut agir efficacement. « Nous faisons partie d'une communauté où se pratique le mariage inter-communautaire; et à moins que tous les villages prennent part à l'initiative, vous vous trouverez en train de retirer à des parents la possibilité de marier leurs filles. Deuxièmement, il y a un véritable problème de langue et d'approche ». « Il s'agit de sujets tabous », déclara-t-il. « Il ne faut pas les aborder légèrement. Les gens qui dans le passé ont mené la bataille contre l'infibulation ont utilisé des termes, des images et des photos que les villageois considèrent choquants. Ils ont traité la pratique comme une maladie à éradiquer et ses adeptes comme des parias sociaux. Ceci n'est pas la bonne méthode pour changer certains aspects d'une culture », a ajouté l'Imam. Ces interlocuteurs furent d'accord et considèrent qu'ensemble ils devraient ébaucher une stratégie en la matière, qui consisterait à :

- Se rendre dans tous les villages de la communauté et réaffirmer les liens personnelles.
- Ne pas dire aux villageois ce qu'ils doivent faire. Leur dire plutôt ce qui fut accompli à Malicounda-Bambara et Ngerigne-Bambara et pourquoi ? Les laisser ensuite parler de leur situation et prendre leurs propres décisions.

- Eviter d'utiliser des expressions imagées ou des démonstrations. Evoquer l'infibulation en utilisant des termes tels que « la coutume », et tout le monde saura de quoi il s'agit. En Bambara sénégalais, « coutumes » au pluriel indique toute une série de traditions culturelles, alors qu'au singulier il fait référence à l'infibulation seulement.
- Eviter de condamner les praticiens implicitement ou explicitement. Ils ont été de bonne foi.

Sur la base de ces arguments, l'imam, accompagné des « exiseuses » de Kër Simbara et de son propre neveu, entreprit de visiter une dizaine d'autres villages de la communauté. Ce fut une expérience très instructive. Les femmes s'ouvrirent et racontèrent des récits de filles mortes pour cause d'hémorragie, d'autres qui ont contractés des infections ou subi des traumatismes psychologiques, provoqués par l'infibulation. Ceux qui la pratiquaient ont également parlé de changer les coutumes. Les hommes se joignirent aux conversations en faisant part de leurs réflexions.

C'est ainsi qu'une dizaine de villages décidèrent de rejoindre les rangs de ceux qui s'étaient déclarés contre cette pratique de mutilation. Une cinquantaine de personnes représentant près de 8 000 ruraux de ces villages et de ceux de Malicouda-Bambara, Ngerigne-Bambara et Kër Simbara, se réunirent au village de Diabougou et, le 15 février 1998, déclarèrent officiellement : « plus jamais d'infibulation ! ». La nouvelle se répandit.

Le mouvement s'étendit par la suite au sud du Sénégal au delà de la Gambie en pays Fulani où l'infabulation se pratiquent traditionnellement. Ici, un ensemble de quatorze villages avec quatre autres communautés qui leur sont liées se décidèrent à agir dans leur propre région et, dans le village de Medina Cherif, promulguèrent une déclaration commune le 12 juin 1998 contre la pratique.

### Une stratégie locale de dissémination

Avant de poursuivre, une pause s'impose pour réfléchir sur ce qui s'est passé, afin de mieux comprendre la suite des évènements, c'est à dire les succès et les oppositions rencontrées, ainsi que les enseignements à tirer. La stratégie développée au niveau local possédait trois éléments distincts.

Le premier était la nature collective (plutôt qu'individuelle) de l'approche, car on a explicitement reconnu que les familles ne pouvaient abandonner une pratique bien enracinée dans la culture locale s'il n'existe pas de volonté collective de changer certaines des motivations et

au moins quelques unes des conditions objectives qui contribuent à son maintien. C'est ainsi que treize villages avec des liens existants entre eux se sont affiliés, changèrent les exigences liées au mariage et créèrent les conditions nécessaires pour que les gens puissent exprimer leur solidarité communautaire en renonçant à la pratique.

Le second élément fut son enracinement dans le contexte local avec l'évocation de certaines des valeurs et pratiques les plus importantes, telles que l'amour parental, la piété religieuse (musulmane). C'est ainsi que le mouvement en faveur de l'abandon de l'infibulation apparut comme émanant des communautés elles-mêmes, plutôt que comme une exigence venant de l'extérieur. Personne n'a parlé de l'infibulation comme s'il s'agissait de la peste qu'il s'agirait d'éradiquer, mais plutôt d'une pratique à « abandonner » — un acte conscient de ceux qui sont le plus directement concernés. En outre, la présence d'un imam pour rappeler que l'islam n'a jamais préconisé une telle pratique s'est avéré des plus utiles. D'autre part, les hommes n'étaient en aucune manière exclus, en fait leur appui a été essentiel au succès du mouvement.

Finalement, la méthode utilisée était responsabilisante, en permettant aux membres de chaque communauté de prendre l'initiative. Elle place le problème de l'infibulation dans le cadre général de la santé des femmes, sujet qui concerne également les hommes. Le résultat fut que non seulement les gens agissaient selon leur propre volonté mais qu'ils étaient également prêts à disséminer la bonne parole.

### Agir sur deux fronts

C'est ainsi que l'évolution du mouvement a essentiellement suivi deux axes : l'un vers l'extérieur, les médias et la scène internationale, et l'autre consistant à oeuvrer sur le terrain. Pour une fois le travail sur le terrain a été celui pour lequel on fait le plus d'efforts. L'attention des médias ne s'est cependant pas fait attendre, au Sénégal comme à l'étranger. C'est ainsi qu'en octobre 1997, un article du journal français *Le Monde*, intitulé « Le serment de Malicounda-Bambara », fut publié. Depuis lors les représentants de Tostan ont été invités à de nombreuses conférences, assemblées et autres événements, pour parler de l'histoire du mouvement contre l'infibulation. Dans presque chaque instance, les promoteurs ont fait que les femmes et les hommes s'expriment eux-mêmes — par le biais d'interprètes, lorsque nécessaire. Les champions locaux du mouvement — le vieil imam, les « exciseuses » et les organisateurs — ont fait des présentations devant le parlement britannique, le ministère allemand de la coo-

pération et du développement, l'Union européenne à Bruxelles, la Conférence sur les Droits des Femmes à Washington DC et divers comités des Nations Unies à New York. De manière plus significative encore, ils se sont rendus dans les pays voisins du Burkina Faso et du Mali pour parler à des femmes confrontées au même problème. Mais l'attention extérieure a aussi ces mauvais côtés. Le serment de Malicounda (sur l'abolition de la circoncision féminine) présenté par le président du Sénégal Abdou Diouf — significatif, même si lui-même appartient à l'ethnie wolof qui ne ne connaît pas cette pratique — a été par la suite suivi par l'assemblée nationale qui passa une loi abolissant l'infibulation et instaurant de sévères pénalités pour ceux qui passeraient outre l'interdit. Les alliés de Tostan se précipitèrent alors à Dakar pour s'exprimer contre le passage de la loi, parce qu'ils étaient convaincus qu'une interdiction officielle et des sanctions n'étaient pas les bonnes méthodes à suivre. La loi, ont-ils avancés devrait suivre et modeler les changements de pratiques émanant de la base et non essayer de les dicter. Comme le dit l'imam de Kër Simbara : « Essayer de dire au peuple Bambara ce qu'il doit faire concernant ces propres coutumes et vous faites de la provocation ». Il avait raison, la loi fut passée malgré l'avertissement et une protestation générale s'ensuivit. En guise de désaccord, une exciseuse a promis de faire pas moins de 120 « circoncisions » le jour suivant.

### Garder le mouvement en vie

Sur le terrain les choses suivirent un cours différent. L'imam et d'anciennes exciseuses de Kër Simbara et Nguerigne-Bambara ont pu touché un autre groupe de villages (12) du centre du Sénégal; avec les femmes locales étendant par la suite le mouvement à la région de Kolda, obtenant l'appui religieux de l'imam d'El Medina El Cherifa. Plus tard, le mouvement s'étendit encore, 250 Kms plus loin, à une région peuplée de toucouleurs parlant la même langue que les fulanis.

En outre, un des villages qui avaient participé à la déclaration de Diabougou — Samba Dia — pris une initiative de son propre chef. Samba Dia était en fait un village serere avec des liens historiques avec les madinkas et les bamabaras. Les femmes de Samba Dia décidèrent que le mouvement devrait s'étendre au sein de leur peuple, et jusqu'aux habitants des îles de Sine Saloum et de la côte au sud-est de Dakar. Femmes et hommes obtinrent l'appui de Tostan pour couvrir les coûts de transport d'île en île, visitant ainsi vingt-six communautés à travers l'archipel.

A Futa Toro il y eut une opposition sérieuse de la part de certaines autorités religieuses traditionnelles religieuses et culturelles, et les femmes et leurs alliées découvrirent qu'elles ne pourraient pas faire de déclaration sur l'excision dans ces conditions. Mais une alternative à cette situation se présenta lors d'un meeting qui se tenait à Aere Lao dans la région de Polor (à l'est de St. Louis) le 4 novembre 2000, avec les représentants de quatre vingt sept villages qui signèrent une déclaration dénonçant toutes les pratiques dommageables à la santé et au développement des femmes.

C'est ainsi qu'en se plaçant sur le terrain des droits humains, elles réussirent à circonvenir l'opposition.

Plus au sud, dans les îles Sine Saloum, les représentants des vingt six villages contactés —dont aucun n'avait encore suivi la formation dispensée par Tostan— s'assemblèrent de leur propre initiative sur l'île de Niodior le 7 avril 2000, pour préparer leur propre déclaration d'abandon de la pratique et pour organiser la tenue de séances de formation. Dans la région de Kolda, le nombre de communautés faisant des déclarations et prenant les cours de formation offert par Tostan continuait de croître, passant de dix huit à trente, et à soixante quinze en fin de l'année. D'autre part Tostan a rapporté qu'en février 2001, un autre groupe de femmes de près d'une centaine de villages supplémentaires, qui constituent la communauté rurale de Mampatim, avaient arrêté la date de Mars 2001 pour faire leur propre déclaration d'abandon de la pratique de l'excision.

### Suivre l'exemple local

Personne ne sait quels seront les étapes suivantes que connaîtra le mouvement local. Comme l'a indiqué le directeur de Tostan : « tout cela nous a pris par surprise, nous suivons le mouvement ». Mais des résultats, au delà du simple nombre de villages ayant renoncé à la pratique de l'infibulation, sont apparus :

- Des liens sont en train d'être faits un peu partout entre l'abandon de la pratique de l'excision et les préoccupations en matière de démocratie et de droits humains. En fait les questions clés ont été progressivement posées en ces termes plus larges, incluant : l'examen public de la violence domestique, l'affirmation (au niveau local) du droit des filles à la scolarisation, et l'exigence d'une plus grande obligation redditionnelle (*accountability*) des décideurs en matière de gouvernance locale.
- Les hommes sont devenus partie prenante de l'initiative, à la fois lors des formations et sur le terrain. Même pour les programmes se concentrant surtout sur la santé féminine les hommes constituent près de 30 pour cent de l'audience.
- Le modèle de déclaration publique a été adopté dans un certain nombre d'autres domaines du développement rural endogène, tel que dans le cas de résolutions sur la violence domestique ainsi que d'autres renonçant à la pratique du feu de brousse en tant que technique de défrichage de la terre.
- Avec une adaptation aux différents contextes culturels locaux, l'initiative s'étend à présent à d'autres pays de la région, tel que le Burkina Faso, le Mali, le Soudan ; et l'on a même reçu des demandes d'information provenant de l'Afrique de l'est. Les femmes et les hommes travaillant sur le terrain au Sénégal ont été les principaux ambassadeurs et Tostan est en train de préparer un centre de formation à Thies pour les participants d'autres pays qui voudraient rendre visite, partager leurs expériences et apprendre (sur la question des droits humains) des femmes des villages sénégalais.

Comme le dit un proverbe d'Afrique de l'ouest : « Une fois que le soleil s'est levé, la palme de ta main ne peut le couvrir longtemps ».

# Les guérisseurs traditionnels africains : L'économie de la santé

*Cet article est de Kenneth L. Leonard, Department of Economics, Columbia University, Mail Code 3308, 420 W 118 th Street, New York, NY 10027; e-mail : [KL206@columbia.edu](mailto:KL206@columbia.edu)*

**Notes CA 32**  
**Mai 2001**

Les guérisseurs traditionnels fournissent des soins de santé pour lesquels les africains ont toujours payé. Même avec l'expansion de la médecine moderne, les guérisseurs sont toujours populaires et reçoivent des honoraires qui excèdent ceux perçus par les praticiens modernes. Est ce que les guérisseurs traditionnels sont des faiseurs de miracles ou sont-ils des charlatans ? Il est évident que ces appréciations sont toutes deux exagérées. Les guérisseurs traditionnels ne sont pas parfaits ; et, bien que nous ayons tous entendu parler de guérisons miraculeuses, on ne peut affirmer que l'état de santé de l'africain moyen dépend uniquement de guérisseurs tout-puissants, ou que se sont des charlatans, car les gens ne peuvent ignorer longtemps les compétences véritables de quelqu'un qui vit parmi eux. Cet article présente les guérisseurs traditionnels comme ne s'appuyant ni sur des pouvoirs surnaturels ni sur une ignorance manifeste du public. Il suggère l'idée que ces guérisseurs restent populaires malgré une présence significative de la médecine moderne car ils ont utilisé un contrat économique important pour le bénéfice mutuel de leur pratique et des populations qu'ils servent.

Les différences entre médecine traditionnelle et moderne sont bien sûr nombreuses, et le propos de cet article est d'étudier seulement celles qui ont trait à la manière dont les guérisseurs traditionnels et les médecins modernes sont payés. Un élément important concernant leur pratique a été ignoré : les guérisseurs traditionnels reçoivent la plus grosse partie de leurs honoraires uniquement lorsque le patient est guéri.

## La théorie économique

Lorsque des consommateurs achètent un service dont le niveau de qualité constitue une question importante mais ne peut être directement constatée ou évaluée, la théorie économique parle d'une possible défaillance du marché. Les soins de santé sont un exemple classique de ce type de défaillance. Les patients choisissent d'aller voir des médecins précisément par ce qu'ils savent plus qu'eux. Le patient ne peut évaluer ce que le docteur fait pour lui, ni anticiper les résultats des efforts déployés pour le guérir. Des patients sont souvent guéris malgré des soins de santé de qualité médiocre, ou ne le sont pas malgré des soins de qualité supérieure. Si les patients ne peuvent dire ce que les docteurs font, ces derniers ont alors moins de raisons de faire des efforts particuliers pour eux.

Ainsi, bien que les patients soient prêts à payer pour des soins de santé de haute qualité et les médecins capable de les fournir, le marché peut faillir et ces soins de santé de haute qualité ne pas être fournis.

La solution économique standard est de forcer l'agent (la personne qui fournit le service) de faire face aux conséquences de ces actes, en termes de pertes ou de gains. C'est ainsi que les vendeurs sont payés à la commission et les PDG reçoivent des actions. L'équivalent en termes de santé est le « payez seulement si vous êtes guéris » ou le contrat de type « résultats éventuels (contingents) ». Si les patients payaient leurs médecins seulement s'ils guérissaient, ou mieux encore, s'ils guérissaient plutôt que s'ils ne guérissaient pas, le coût économique en serait réduit.

Bien qu'un patient puisse souffrir d'un mal bien identifié en théorie, l'économie de la santé dans sa totalité rejette la solution économique du problème comme n'étant pas applicable au domaine de la santé. La relation étant non contractuelle est la raison la plus souvent avancée ; alors que si elle était contractuelle, l'accord concernant les paiements aurait force exécutoire. Le contrat de type « résultats éventuels (contingents) » est considéré comme étant non contractuel par ce que les patients pourraient mentir concernant les résultats des soins qu'ils ont reçu et les médecins auraient du mal à établir le bien-fondé de leur cause à une tierce partie. Les définitions de guérison ou de non guérison sont subjectives et sujettes à des assertions délibérément inexactes.

### Les pratiques économiques des guérisseurs traditionnels en Afrique

Ce contrat économique « idéal » mais qui n'a pas été observé auparavant, est exactement la méthode utilisée par les guérisseurs traditionnels en Afrique. Les patients paient un guérisseur plus s'ils sont guéris plutôt que s'il ne le sont pas. Les résultats d'interviews de guérisseurs du Cameroun, de Tanzanie et d'Ethiopie rapportés par l'auteur dans une autre publication sont résumés ici. Ces guérisseurs ont mentionné qu'ils avaient reçu un paiement initial et avaient négocié avec les patients le montant d'un second paiement à recevoir plus tard. Dans tous les cas, s'il n'y a pas d'amélioration de l'état de santé du patient, celui-ci ne verse pas la seconde somme.

A la question concernant la pratique qui consiste « à jeter un sort » aux patients pour non-paiement, de nombreux guérisseurs ont affirmé qu'ils n'y avaient jamais eu recours, bien que la plupart ont admis que par contre leurs ancêtres, ou plus spécifiquement des parents, l'ont fait.

Généralement la pratique est la suivante : lorsqu'un patient refuse de payer, le guérisseurs invoquent un sort ou empêchent la guérison. Cette pratique est très redoutée par les populations rurales qui croient que s'ils ne paient pas un sort leur sera jeté. Tous les guérisseurs ont rapportés des cas où des patients qui étaient partis sans payer sont revenus, quelque fois des années plus tard, suppliant qu'on leur permette de s'acquitter de leur dette. Les patients croient que les guérisseurs n'ont pas abandonné la pratique de jeter des sorts, ce qui leur permet d'attendre la fin du traitement pour collecter un paiement sans craindre que le patient refuse de payer.

Le contrat du type « dépendant (contingents) des résultats » signifie qu'il existe des incitations importantes pour que les guérisseurs fournissent des soins de santé de qualité, même si le patient ne peut l'évaluer et l'observer. Mais qu'en est-il de l'aspect non contractuel ? Comment les guérisseurs traditionnels peuvent-ils accepter l'accord concernant les paiements quand le patient peut mentir sur le résultat et refuser de payer ? Deux raisons sont avancées : premièrement les guérisseurs vivent dans le même village que leurs patients et peuvent donc observer ce que les patients font ; deuxièmement les patients croient que les guérisseurs peuvent savoir s'ils sont guéris.

Par contre, les contrats du type « dépendants (contingents) des résultats » ne sont utilisés nulle part dans le monde lorsqu'il s'agit de médecine moderne. Dans ce cas les patients paient un prix fixe pour tous les services fournis qu'ils soient guéris ou pas. Personne ne s'attend à ce que ce type de paiement garantisse la qualité des prestations fournies. On considère que celle-ci peut l'être grâce aux restrictions concernant les activités des praticiens provenant d'autres sources telles que les associations médicales, les réseaux de références, les hôpitaux (également en mesure de donner des références), ainsi que par la réglementation ayant trait à la profession médicale. En Afrique, les médecins opérant dans les cadres modernes des systèmes de santé à but non lucratif (particulièrement ceux gérés par les églises) sont réglementés par une supervision hiérarchique, où des médecins évaluent la qualité d'autres médecins et où les statuts et les primes dépendent des résultats de ces évaluations. Puisque le salaire (ou le bien-être) du médecin dépend non pas du résultat mais de l'effort qu'il exerce, ceci se réfère à ce qu'on appelle un « contrat proportionnel à l'effort ». Il faut remarquer ici que pour réglementer la pratique d'un autre médecin, il faut être aussi bien formé que lui et que seuls des médecins peuvent réglementer le travail d'autres médecins.

Comparer les contrats du type « dépendants (contingents) des résultats » aux contrats « proportionnels à l'effort »

Les contrats du type « dépendants (contingents) des résultats » des guérisseurs traditionnels leur donne une bonne raison d'exercer un effort particulier pour le traitement des patients, même si ces derniers ne peuvent évaluer ce que ces guérisseurs font. Cependant, si un médecin moderne pratique dans le cadre d'une organisation pour qui la qualité est importante, il aura une bonne raison de fournir des soins de qualité car ses employeurs s'assureront qu'il le fait effectivement. Ainsi, bien qu'il apparaisse que le contrat du guérisseur traditionnel n'offre pas de bénéfice supplémentaire par rapport au contrat du médecin moderne, ceci n'est pas complètement vrai.

Le fait que le contrat des guérisseurs concerne les résultats plutôt que l'effort déployé a des répercussions importantes sur leurs pratiques. Prenons par exemple un patient asthmatique qui fume. Un médecin moderne qui le traite sera évalué par un autre médecin qui sait ce qu'il est supposé faire en pareils circonstances. Il peut l'évaluer sur la base des tests et traitements prescrits, ou les conseils donnés, mais pas sur la base de ce que le patient a été guéri ou pas. Si le patient refuse d'arrêter de fumer, il ne sera pas guéri, mais ceci n'est pas ce qui importe pour la médecine moderne.

Le guérisseur traditionnel quant à lui n'a aucune chance d'être payé si le patient n'arrête pas de fumer, s'il ne peut le faire il peut refuser de s'occuper du cas ou tout au moins refuser d'accepter le contrat du type « dépendant (contingent) des résultats ». La différence entre les deux types de contrats apparaît non dans la somme d'efforts déployés, mais dans la différence concernant la relation entre les efforts des praticiens et ceux des patients. Ce sont les résultats qui comptent (et non les intrants), un guérisseur traditionnel est plus concerné par la manière dont réagit un patient que le médecin moderne.

### Perception de la pratique des guérisseurs par les patients

La théorie économique suggère que le contrat utilisé par les guérisseurs les mènera à mener de grands efforts pour fournir des soins de haute qualité. Les praticiens modernes peuvent également fournir des efforts particuliers, mais ne seront pas aussi bons dans des situations où les efforts des patients sont importants pour les résultats.

Comment les patients utilisent-ils les guérisseurs traditionnels ? Si la théorie est correcte, ils devraient avoir un avantage (considérant les autres facteurs comme cons-

tants) quand les patients souffrent de maladies qui requièrent à la fois un effort médical de leur part et de celui des guérisseurs. Ils ne bénéficieront pas d'avantages quand des équipements spéciaux et des compétences particulières sont requises. Comparons l'exemple de l'asthme avec celui de la malaria et de l'appendicite. La première est plus facile à diagnostiquer et ne nécessite pas d'efforts spéciaux de la part des médecins ou des patients, elle nécessite plutôt la disponibilité de médicaments. Les patients devraient voir le fournisseur de soins de santé le moins cher mais qui possède les médicaments requis, sans se soucier de qualité. L'appendicite quant à elle nécessite une opération chirurgicale, pour laquelle les hôpitaux sont mieux équipés que les guérisseurs traditionnels.

En effet, partout en Afrique on retrouve les mêmes caractéristiques concernant le choix de fournisseurs de soins de santé : certaines conditions tendent à inciter à consulter certains praticiens. L'auteur de ces lignes a testé ces caractéristiques pour voir si elles vont de pair avec celles qui seraient prédites par la théorie. A cette fin, la condition de chaque individu est examinée par des médecins qui ont déterminé jusqu'à quel point le résultat dépendant des efforts des praticiens et des patients.

Dans la province sud-ouest du Cameroun, les patients ont plus tendance à se rendre à un centre de santé géré par une mission religieuse plutôt qu'à celui géré par les pouvoirs publics lorsqu'ils souffrent d'une maladie qui requièrent un effort médical substantiel. Ceux-ci est normal puisque les centres de santé des missionnaires sont mieux gérés (réglementés) que les centres publics ; les patients paient plus cher lorsqu'ils jugent que cela est vraiment nécessaire. Par contre, les patients consultent un guérisseur traditionnel (plutôt que le centre missionnaire en question) lorsque leur condition nécessite des efforts particuliers, de leur part et de celle du fournisseur de soins de santé. Leur comportement suit les caractéristiques prédites par le modèle économique utilisé dans le cas des guérisseurs traditionnels.

### Conclusion

Alors que les guérisseurs traditionnels jouent plusieurs rôles dans leur société, cet article s'est intéressé à un aspect de leurs pratiques : ils utilisent un outil économique rationnel concernant ces dites pratiques et pour ce qui concerne leur comportement, et ce dernier reflète l'utilisation et le bénéfice de cet outil. Le paiement du type « payer seulement si on est guéri » ou le contrat dit « dépendant (contingent) des résultats » offre aux guérisseurs traditionnels les incitations qu'il faut pour des soins de

haute qualité, et les patients se comportent comme s'ils étaient au fait des implications de ce contrat. Plus important encore, les éléments magiques et mystérieux de leurs pratiques sont essentiels au bon fonctionnement de ce contrat. Sans la croyance que les guérisseurs connaissent le résultat des traitements, le contrat « dépendant (contingent) des résultats » ne pourrait se faire. Ainsi, bien que ce type de contrat apparaisse approprié dans le cas des guérisseurs, ils ne peut être adopté partout.

Les guérisseurs traditionnels, loin de tromper une population crédule, se comporte comme s'ils étaient rationnels et servant un public qui l'est également. Aussi longtemps que la médecine traditionnelle est fournie dans un contexte dans lequel la qualité est incertaine, les guérisseurs traditionnels continuerons à attirer des patients.

### Bibliographie sélective

- Leonard, Kenneth L., "African Traditional Healers and Outcome-Contingent Contracts in Health Care," mimeo (available on-line at [www.columbia.edu/~kl206/research.html](http://www.columbia.edu/~kl206/research.html)), Columbia University 2000.
- , "Incentives and Rural Health Care Delivery," in David K. Leonard, ed., *Africa's Changing Markets for Human and Animal Health Services*, London: Macmillan, 2000, chapter 4.
- , "When States and Markets Fail: Asymmetric Information and the Role of NGOs in African Health Care," mimeo (available on-line at [www.columbia.edu/~kl206/research.html](http://www.columbia.edu/~kl206/research.html)), Columbia University 2000.



# Mozambique : Réparation des dommages causés par la guerre

## *Les associations d'initiation et l'éducation communautaire*

*Agoshinho Mamade, Zuber Ahmed et Peter Easton.*

### **Notes CA 33** **Juin 2001**

Banque mondiale et méthodes traditionnelles de rétablissement se sont avérées effectives dans le cas notamment des enfants des pays africains ayant subi des traumatismes causés par la guerre. (Voir Note CA No. 10.) L'expérience récente du Mozambique prouve que d'autres aspects de la culture locale peuvent revêtir une aussi grande importance lorsqu'il s'agit de stabiliser une génération déracinée pour des raisons de guerre et de réparer les dommages que des conflits armés peuvent entraîner.

Les années de guerre civile au Mozambique ont affecté à plusieurs égards les enfants vivant dans les zones rurales ainsi que leurs communautés. Certains de ces enfants ont perdu leurs parents. D'autres ont été séparés de leurs familles dans leur fuite précipitée pour échapper aux combats et se sont retrouvés vivant pour de longues périodes avec des familles adoptives ou dans des camps militaires. Par ailleurs, nombre de ces jeunes furent blessés tandis que d'autres furent victimes d'abus ou encore se sont vus engagés de force dans l'armée rebelle et, donc, obligés de commettre des actes de violence.

Parallèlement, la modeste infrastructure dont disposaient les communautés rurales fut détruite en grande partie. En particulier, les écoles, généralement peu nombreuses, étaient situées dans les régions les plus éloignées du Mozambique. À l'époque coloniale, la plupart des efforts de développement se concentrèrent dans les zones urbaines. Durant les courtes périodes de relative stabilité qui ont suivi l'indépendance durement acquise par le pays en 1975, le nombre d'établissements scolaires et d'étudiants devait se multiplier rapidement. L'offre ne pouvant faire face à la demande, des écoles communautaires commencèrent à faire leur apparition dans les zones rurales à partir des années 1970, comme ce fut le cas dans d'autres régions d'Afrique. Ces écoles étaient pour la plupart dotées d'un personnel jeune, bénéficiant d'un niveau de scolarisation faible s'efforçant de son mieux de respecter le curriculum de cours en vigueur.

Toutefois, les longues années de guerre civile qui fut déclenchée par le mouvement rebelle devaient ravager l'infrastructure naissante du pays. En particulier, les centres de santé et les établissements scolaires dans les campagnes furent presque totalement détruits, l'un des principaux objectifs du mouvement étant précisément d'affaiblir le tissu social et de démanteler les agences gouvernementales. Les taux d'inscription devaient enregistrer un déclin radical durant la décennie suivante. Ce n'est que lorsque les initiatives de paix furent

lancées en 1990 que ces taux commencèrent à se consolider.

### Remise de la situation en ordre

Vers la fin des années 1980, les hostilités devaient graduellement décliner et une multitude d'efforts furent déployés pour réunir les enfants avec leurs familles et promouvoir le recouvrement du pays. La Direction Nationale du Mozambique Chargée de l'Action Sociale (DNAS) parraina, conjointement avec le Projet *Children and War-C&W* (Enfants et Guerre) — chapeauté par l'organisation internationale non-gouvernementale *Save the Children* — une première série de programmes. Ces programmes, néanmoins, en raison de leur lourdeur bureaucratique, ne purent remporter de succès dans les zones rurales. Conséquemment, le C&W entreprit de lui-même de collaborer avec les communautés intéressées. À partir de 1992, le programme réussit à créer un réseau de plus de 14,000 volontaires, et près de 12,000 enfants devaient être réunis avec leurs familles respectives.

Ces résultats sont principalement attribuables aux initiatives des communautés locales elles-mêmes. Cependant après avoir « remis de l'ordre », c'est à dire réunir les familles et instaurer un semblant de vie normale, les agences censées fournir des services sociaux avaient épuisé leurs fonds. Quant à lui, le gouvernement, alourdi par des dettes, fut incapable de procurer une aide substantielle. Par conséquent, les communautés locales se sont mises au travail. Afin de répondre aux besoins des enfants abandonnés et de ceux nouvellement réunis avec leurs familles, certaines communautés ont entrepris de reconstruire les écoles communautaires, de développer des programmes de socialisation sur une base communautaire et de concevoir et d'implanter des initiatives visant à la formation des jeunes. Afin de soutenir cet effort sur le long terme, le C&W fut transformé en une organisation mozambicaine non-gouvernementale sous l'appellation *Children, Family and Development* — *CFD* (Enfants, Famille et Développement).

### Un village prend contrôle

Cet effort a fourni des résultats inattendus au sein de division administrative d'Itoculo, un regroupement éloigné de communautés situé dans la zone nord de la province Nampulo. Les populations d'Itoculo appartiennent à l'un des principaux groupes ethniques du pays, les Macua. L'accès à Itoculo est difficile et les contacts avec le reste du monde sont rares. Cette région attire essentiellement des

travailleurs illégaux, tels les bûcherons qui sont particulièrement intéressés par les riches ressources forestières du pays et des acheteurs de coton, qui, eux, se rendent à Itoculo une fois par an durant la saison de marketing des récoltes.

La région centrale d'Itoculo ne possédait qu'une seule école élémentaire desservant une partie seulement des 30,000 personnes vivant dans les environs. Par contre, les 20,000 autres résidents des villages les plus éloignés, le plus distant se trouvant à 22 km par piste charretière, ne pouvaient y accéder.

Vers le début des années 90, un grand nombre d'enfants vivant à Itoculo, soit parce qu'ils étaient orphelins, soit parce qu'ils n'avaient pas connu une enfance normale, étaient entre temps devenus parents et, donc, chefs de familles. Tous tenaient à éviter par tous les moyens possibles que leurs enfants subissent des expériences similaires aux leurs. Par conséquent, ils étaient déterminés à reconstruire leurs communautés. Parallèlement, le Département d'Action Sociale du Gouvernement devait approcher les chefs des communautés d'Itoculo pour discuter des moyens de répondre aux besoins de développement et d'éducation des enfants en âge d'être inscrits dans les écoles maternelles. Un accord fut obtenu en vertu duquel trois *escolinhas comunitarias* ou écoles maternelles communautaires furent créées. Cependant, après deux années, ces initiatives devaient échouer : le curriculum de cours requis, les conditions strictes d'implantation et la dépendance à l'égard d'agences gouvernementales incapables de tenir leurs promesses finirent par décourager la participation des communautés locales. L'absentéisme des enfants demeure un grave problème et représente l'une des principales préoccupations des communautés qui entament des efforts de reconstruction.

La première chance de réussite se présenta lorsque les habitants d'Itoculo qui avaient participé au programme C&W durant la guerre choisirent comme solution d'emprunter le modèle des sociétés traditionnelles d'initiation et de le greffer au concept des *escolinhas*. Dans la culture Macua, comme dans la plupart des cultures africaines, les jeunes sont initiés à des rites traditionnels qui sanctionnent leur passage à la vie d'adulte. À l'occasion de ces rites, les enfants sont regroupés informellement en fonction des liens d'amitié ou de parenté qui les unissent. Jusqu'à leur adolescence, ces jeunes vivent ensemble au sein de cette structure communautaire. Lorsque le groupe atteint un nombre suffisant d'enfants (entre 10 et 15 jeunes garçons ou filles), il est alors éloigné des communautés. L'aîné du groupe conduit les jeunes dans une région isolée et les introduit au savoir de la vie d'adulte : rôles res-

pectifs des hommes et des femmes ; signification de la puberté ; traditions communautaires et aptitudes requises. Les garçons apprennent à chasser et pêcher, et bâtir des maisons. De même, ils développent les capacités indispensables à l'accomplissement de ces activités. Les filles, quant à elles, apprennent à comprendre leur corps et sont initiées à leurs futurs rôles de mère et femme au foyer. On leur apprend également à se protéger et rompre les contacts avec les garçons.

### Adapter le modèle traditionnel

Le plan initial consistait simplement à revitaliser l'expérience manquée des *escolinhas comunitarias* tout en lui donnant une forme différente et assurant son contrôle par les autorités locales. Il était question que certains des jeunes scolarisés soient responsables des groupes d'enfants plus âgés. Ces enfants seraient alors éloignés du village et conduits dans une hutte au toit de chaume qui servirait de salle de classe et où il leur serait prodigué une éducation rudimentaire. Trois *escolinhas* de ce type furent créées. Bien que l'initiative ait réussi, les membres des communautés ont estimé qu'elle n'était pas allée suffisamment loin. Entre autres, il s'est avéré que les plus jeunes enfants avaient également besoin d'être sous surveillance et que des éléments autres que les trois

Rs auraient dû être inclus dans le curriculum de cours. Conséquemment, la communauté sollicita une assistance du CFD afin d'élargir et de développer le concept. Le personnel du CFD accepta de former les *animadores* pour l'école communautaire et de fournir une assistance au niveau de la gestion et de l'organisation à condition, toutefois, que les résidents d'Itoculo fournissent un soutien matériel et prennent l'opération en charge. Un Comité fut alors formé et cet effort joint lancé.

Le support que procura CFD engendra des alliances et des recouvrements entre l'école communautaire et le modèle d'initiation traditionnel sous le contrôle des autorités locales. Bien que les membres du Comité d'Itoculo approuvèrent l'idée d'enseigner le portugais aux enfants afin de faciliter leur communication avec le monde extérieur, ils remirent en cause l'approche selon laquelle cet enseignement donnerait aux enfants les moyens suffisants pour devenir des membres à part entière de leur communauté. Par conséquent, ils établirent graduellement un curriculum et revitalisèrent l'organisation des *escolinhas*. A cet effet, ils sélectionnèrent parmi les méthodes d'initiations aux rites sociaux les idées et modèles qui leur paraissaient les plus appropriés en créant éventuellement d'autres au fur et à mesure que le projet progressait.

Généralement, les débats sur le curriculum et l'organisation des *escolinhas* ont impliqué des représentants des membres des comités, des parents, des *animadores* et des enfants. Les innovations que l'Itoculo adopta tout au long du processus furent les suivantes :

- Invitation des aînés à raconter des histoires sur les traditions de la communauté et leurs propres expériences ;
- Encouragement du Comité afin que la population contribue jeux, jouets, chansons et poèmes susceptibles d'être partagés avec les enfants. Les chants traditionnels utilisés pour enseigner le calcul furent redécouverts, adaptées et joints au curriculum. De plus, les écoles commencèrent à parrainer ou participer à des événements qui offrirent l'occasion d'échanger leurs ressources culturelles avec les autres *escolinhas* de la région.
- Prise de contact avec des artisans locaux afin qu'ils initient les jeunes à leurs formes d'art. Les femmes enseignèrent aux enfants comment fabriquer des pots en argile pour faire la cuisine ou du jardinage. Les tisserands et les danseurs contribuèrent également leur savoir.
- Le programme de cours fut revu et corrigé prenant en compte la saison fermière et les activités sociales organisées à Itoculo.
- Dans un premier temps, le Comité établit le programme de cours des *escolinhas* sur la base du curriculum pré-scolaire développé par le gouvernement. Cependant, par la suite le Comité décida d'adopter — et d'adapter — des sections principales du curriculum national de cours conçu pour les adultes, car il les considéra plus appropriées aux objectifs de l'opération.

### Diffusion de l'expérience

Les premières années d'expérience des *escolinhas comunitarias* (1995-2000) remportèrent du succès. Itoculo devait voir le nombre de ses écoles s'élever au nombre de huit, et l'initiative suscita un grand intérêt dans la région. A partir de 1998, les autres communautés de Nampulo demandèrent l'assistance du Comité d'Itoculo afin de lancer des projets similaires. De ce fait, les capacités des membres du Comité en tant que consultants et formateurs se sont énormément renforcées. Six autres écoles du même genre sont opérationnelles dans les régions voisines.

Par ailleurs, l'expérience que le Comité a acquise au niveau de la gestion d'initiatives locales telles les

*escolinhas*, a été l'occasion pour ses membres d'acquérir des capacités dans le domaine d'entreprise collective qui s'avèrent vitales et hautement transférables. Cette expertise peut d'ailleurs servir à affronter d'autres défis en matière de développement, tels par exemple dans le domaine de la demande en eau et des services de santé. En fait, le groupe a à présent créé deux écoles publiques prodiguant un enseignement formel. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la revitalisation de l'infrastructure éducationnelle locale, visant à offrir une formation approfondie tout au moins aux enfants ayant suivi des cours dans les écoles communautaires. Dans chaque cas, la formule adoptée par les *escolinhas* – en dehors du support et des ressources assorties et importantes que celles-ci reçoivent de la communauté, de la nette responsabilisation et du contrôle direct assuré au niveau local — s'est avérée efficace. Au cours de l'année 2000, le village créa officiel-

lement l'*Associação dos Amigos da Criança de Itoculo (AMICI)* (Association des Amis des Enfants d'Itoculo), dotée d'un statut juridique, qui a pour mandat de coordonner ce genre d'initiatives. C'est la première fois dans l'histoire de la communauté qu'une telle association est instituée.

L'AMICI offre une occasion unique d'utiliser les expériences acquises pour façonner le futur dans la région de Nampula. Notamment, elle permettra de mobiliser les pratiques traditionnelles les plus performantes, susceptibles de préparer les jeunes à tirer profit des opportunités qu'ils auront de créer un avenir viable dans les régions rurales du Mozambique. L'infusion de pratiques traditionnelles choisies s'est révélée être une démarche salutaire pour la solution des problèmes que confronte une société déchirée par la guerre.

# Tanzanie : Transmettre les connaissances locales sur l'agriculture

Cet article a été écrit par A. H. Mgumia, Coordinateur Assistant du Projet UMADEP. P.O. Box, Morogoro, Tanzania. Pour des informations supplémentaires, veuillez le contacter par e-mail : [Umadep@mail.Suanet.Ac.Tz](mailto:Umadep@mail.Suanet.Ac.Tz)

**Notes CA 34**  
**Juillet 2001**

Le lien entre la documentation<sup>1</sup> des connaissances locales et la diffusion de technologies locales utiles aux agriculteurs, reste généralement faible dans le processus de développement technologique autochtone d'un pays. Une quantité considérable de connaissances locales a été assemblée en une documentation. Toutefois, dans la plupart des cas, cette documentation n'a pas été mise à la disposition des agriculteurs sous une forme qui puisse leur permettre de l'appliquer en vue d'améliorer leur production. Lorsque l'information est renvoyée, elle est souvent trop générale et/ou ne se rapporte pas à l'environnement et à la culture du groupe visé.

Pour combler ce vide, le Projet de développement agricole des montagnes de l'Uluguru (*Uluguru Mountains Agricultural Development Project - UMADEP*) travaille avec les agriculteurs locaux pour les documenter sur des connaissances locales concernant la Protection Naturelle des Récoltes (PNR) (*Natural Crop Protection*). De même, le Projet s'efforce d'étendre ces connaissances à d'autres agriculteurs des montagnes Uluguru, par le biais de manuels pédagogiques intéressants et pertinents ainsi qu'en organisant des ateliers de formation conduits par des fermiers. L'approche suivie par *UMADEP* implique la participation de la communauté locale au processus de collecte de connaissances et de documentation, et de leur diffusion.

Mgeta est une Division du District Rural de Morogoro dans la Région du Morogoro, qui se situe dans la partie orientale de la Tanzanie, sur les pentes des Montagnes Uluguru. Le climat est subtropical et permet la production d'une grande variété de cultures horticoles, de même que de choux, choux-fleurs, petits pois, laitues, persil, poireaux, et de fruits caducs (pêches et prunes).

L'*UMADEP* est opérationnel dans les Divisions Mgeta et Mkuyuni depuis 1995. Il a pour objectif d'ensemble d'améliorer la productivité agricole et les conditions socio-économiques générales des petits exploitants qui se trouvent dans la zone du projet. Ce projet fonctionne en tant que projet intégré de développement agricole, utilisant des approches multidisciplinaires. Il est mis en œuvre dans le cadre d'un effort de collaboration entre le gouvernement et des agences donatrices. Les responsables agricoles chargés des activités relevant du développement des cultures ont déjà entrepris sur des parcelles de démonstration de l'*UMADEP* plusieurs projets de micro-recherche sur la PNR. Ces projets comprennent l'utilisation de pesticides botaniques, de cultures

trappéennes et d'engrais. Par la suite, ces activités ont été reproduites sur des parcelles appartenant aux agriculteurs.

Avant l'introduction des apports industriels, les agriculteurs de Mgeta dépendaient uniquement de la PNR, utilisant des parties de certaines plantes locales, préparées sous diverses formes pour la protection des cultures et la prévention des maladies animales. Après l'introduction des produits chimiques agricoles, les fermiers abandonnèrent rapidement les moyens traditionnels de lutte phytosanitaire et optèrent pour les produits chimiques agricoles, et ce pour les raisons suivantes : a) le gouvernement accordait des subventions pour les investissements agricoles comprenant des produits agro-chimiques ; b) les pesticides chimiques exigent moins de temps pour leur préparation et leur application ; c) les produits chimiques se sont avérés plus efficaces que les pesticides botaniques ; et d) les compagnies fabriquant et commercialisant les produits agro-chimiques ont procédé à une publicité et un marketing agressifs.

Cependant, le gouvernement a maintenant cessé d'accorder des subventions aux investissements agricoles et le coût des produits agro-chimiques est très élevé. En outre, en raison des campagnes en cours sur la préservation de l'environnement, les fermiers du Mgeta, comme ceux d'autres régions de la Tanzanie, prennent davantage conscience des effets hasardeux des produits agro-chimiques industriels.

En collaboration avec le personnel de vulgarisation de la région, l'*UMADEP* a entrepris des actions en vue d'encourager les fermiers à revenir à la PNR. Étant donné que les connaissances locales des communautés agricoles en matière de PNR tendent à disparaître, les plantes de la région qui fournissent les matières premières à la PNR ont perdu de leur valeur et sont également en voie de disparition. La première intervention d'*UMADEP* a consisté à faire campagne pour l'utilisation sans risque des pesticides chimiques tout en encourageant les fermiers à rechercher des pesticides botaniques par le biais d'expérimentations dirigées par les fermiers.

La plupart des fermiers participant à ces sortes de recherche étaient membres de groupes agricoles connus en tant que 'Ujuzi asili' provenant de la circonscription du *Tchenzema*. Ces groupes ont consacré une partie de leurs terres à la production de légumes organiques. Ils ont pu procéder ainsi parce qu'ils possédaient une assez grande superficie de terres, et que d'autre part, soit ils avaient eux-mêmes connaissance de la PNR, soit ils avaient accès par le biais de leurs aînés aux connaissances locales sur l'utilisation des pesticides botaniques.

Utilisant des parcelles de démonstration situées dans le village, l'*UMADEP* a également dirigé des expériences simultanément avec des fermiers. Le personnel de l'*UMADEP* a aussi aidé les fermiers à organiser et assurer le suivi des résultats. Par ailleurs, le projet a fourni aux fermiers les moyens de comparer les nouvelles et anciennes méthodes de gestion *phytosanitaire* et de rassemblement des données.

Dans le Mgeta, comme dans plusieurs autres régions de la Tanzanie, le personnel de vulgarisation est formé en vue d'encourager les fermiers à réduire l'utilisation des produits agro-chimiques industriels, en raison de leurs effets nuisibles sur la santé de l'homme et l'environnement. Cependant, ce personnel a des difficultés à atteindre ses objectifs car d'une part, les connaissances en matière de la PNR sont limitées à quelques membres seulement de la communauté, et d'autre part car les communautés ne disposent pas d'une autre alternative. De plus, la plupart des fermiers estiment que les pesticides botaniques ne sont utilisés que par les vieux et les fermiers qui ne peuvent se permettre les produits chimiques, et non par les populations jeunes et les fermiers aisés. Cette aversion vis-à-vis des pesticides botaniques constitue un facteur essentiel pour réduire l'expansion des pratiques naturelles de protection des cultures.

### Étapes et approches

En vue de transmettre efficacement le message faisant part des avantages que la PNR est susceptible de procurer aux communautés, l'*UMADEP* a conçu des éléments visuels (affiches, brochures et prospectus) contenant des instructions simples sur l'utilisation des produits botaniques, ainsi que des illustrations dans le style des albums humoristiques. Ces moyens de vulgarisation ont été dessinés et créés par un artiste local qui avait pour mandat d'adapter ces outils de communication aux goûts et besoins des habitants de la région tout en les rendant attrayants. Les étapes et approches suivies dans la conception des affiches sur l'utilisation des pesticides botaniques dans la division Mgeta sont les suivantes.

#### 1) Accéder au savoir-faire de l'innovation

Étant donné que l'utilisation d'éléments visuels éducatifs locaux n'est pas très courante dans le Mgeta, l'*UMADEP* a organisé un atelier qui a réuni les fermiers experts en pesticides botaniques, l'artiste choisi, le personnel du projet et les responsables chargés de la vulgarisation. Le but de cet atelier consistait à accroître la compréhension des deux éléments clairement distincts, né-

cessaires aux moyens visuels : la connaissance des locaux en matière de pesticides botaniques et la créativité artistique susceptible de rendre l'information intéressante.

Un atelier de deux jours a ainsi été organisé, auquel ont été invités les fermiers experts de six villages de la Division Mgeta. Au cours de cet atelier, ces fermiers ont fait part de leurs expériences et des découvertes de leurs recherches concernant l'utilisation des produits botaniques pour la préservation des cultures. Sur la base de ces informations, le personnel de l'UMADEP a décidé de concentrer son action sur la diffusion des informations relatives aux deux plantes les plus familières, tout en tenant compte de la plante en laquelle la majorité des fermiers avait le plus confiance quant à son efficacité pour contrôler les maladies causées par les parasites.

### 2) Définir les besoins de communication.

Les questions essentielles qu'il fut proposé de documenter pour utilisation subséquente par la communauté comprennent : description de la plante et de son habitat ; techniques de propagation, de préparation et d'application ; contrôle des maladies phytosanitaires ; et moyens d'utilisation des plantes pour la conservation du sol et la préservation de l'eau ainsi que pour l'amélioration de la fertilité du sol. Les techniques de propagation ont été particulièrement mises en évidence, parce que, par exemple, le 'kibembeni' (espèce de plante locale correspondant aux espèces 'Buddleia' qui ne peut se trouver que dans la réserve forestière qui se situe à 5km environ des zones habitées). C'est pourquoi, pour accroître leur disponibilité, ces plantes doivent être plantées à l'intérieur des champs.

### 3) Cibler l'audience

En vue de partager les informations et de vulgariser l'utilisation des pesticides botaniques, les participants de l'atelier ont recommandé que les moyens éducatifs conçus soient essentiellement mis à la disposition des fermiers les plus jeunes. Les raisons invoquées étant d'une part la réticence marquée des jeunes fermiers à l'égard de l'utilisation de la PNR, et d'autre part les problèmes de communication au niveau du recours à la PNR qui existent entre les vieux et les plus jeunes fermiers. D'autre part, les participants ont suggéré que le projet envisage une visite de l'artiste sur le terrain, afin qu'il puisse visualiser les lieux de travail, les outils et l'équipement utilisés, ainsi que l'habitat des plantes sélectionnées dans les cadres typiques locaux.

### 4) Visualisation et production des éléments artistiques

L'artiste a rendu visite à quelques-uns des fermiers ayant participé à l'atelier. Lors de ces visites, l'artiste a pu obtenir une solide notion des points d'habitats des plantes, prendre connaissance de leurs noms locaux et des maladies causées par les parasites, ainsi que des dommages subis par les cultures. Il a également étudié la manière dont les fermiers préparaient et utilisaient les pesticides botaniques et les outils qu'ils utilisaient afin de pouvoir traduire ces informations dans ses dessins. Une fois son travail sur le terrain achevé, l'artiste a conçu un projet de six affiches décrivant et expliquant l'utilisation de deux plantes sélectionnées.

### 5) Essais sur le terrain

Avant la phase finale de production des affiches, l'artiste, conjointement avec le personnel de l'UMADEP, a conduit sur le terrain des essais d'affiches avec des fermiers représentant la communauté, en vue de s'assurer que les fermiers avaient :

- compris la signification des affiches et de leur contenu ;
- interprété correctement les dessins, identifié la situation, le problème et les solutions, ainsi que les (age et relations entre hommes et femmes).

Cet essai aida à déterminer si la représentation visuelle de l'information et des problèmes était réaliste ou non.

### 6) Diffusion entre fermiers

Etant donné que les affiches ne transmettaient que des informations abstraites sur l'utilisation des pesticides botaniques, les responsables du projet ont considéré que les meilleurs enseignants et agents de diffusion d'information dans cette campagne éducative seraient les fermiers experts eux-mêmes. Les utiliser dans des ateliers de diffusion leur offrirait l'occasion d'expliquer en détail leurs expériences pratiques à d'autres fermiers, contribuerait également à accroître la confiance des fermiers plus jeunes et plus aisés dans l'utilisation des pesticides botaniques. A ces fins, le personnel du PDUMA devait organiser un atelier de planification pour définir les rôles et responsabilités des fermiers ainsi que du personnel de vulgarisation dans le cadre de cette campagne éducative.

Dans le but d'atteindre le plus grand nombre possible de fermiers, il fut convenu que des séminaires seraient organisés dans les arrière-villages et les écoles primaires. Les affiches devront être placées dans des lieux publics, tels que les marchés, les bureaux administratifs du vil-

lage et dans les points de vente de bière. Les experts fermiers ont offert de diriger des séminaires organisés à l'intention des autres fermiers. Ils ont obtenu l'aide du projet pour spécifiquement constituer les groupes de participants et faire face à d'autres besoins logistiques. Les participants fermiers (volontaires) de chaque village, se sont vus assigner des arrière-villages proches de leur lieu d'habitation. Leur mission consistera à former d'autres fermiers, en utilisant en tant que guides les affiches déjà préparées.

### Enseignements tirés

- Les essais menés à l'aide d'affiches ou d'autres moyens de formation permettront d'obtenir un feedback crucial ayant une grande valeur informative. Ce feedback servira à améliorer la qualité des documents avant leur production finale.
- L'implication d'une audience-cible à partir de la phase de planification initiale des moyens éducatifs, donne le sentiment aux communautés concernées d'avoir la maîtrise du projet. L'utilisateur auquel ces moyens sont destinés leur accorde alors plus de prix et, de ce fait, sera mieux disposé à utiliser et partager l'information.
- Les fermiers s'intéressent davantage aux questions qu'ils reconnaissent immédiatement, comme faisant partie de leur situation locale. Ainsi, le recours à des artistes locaux est essentiel. Il en est de même des dessins qui reflètent pleinement les populations concernées, les images, les outils, les activités, les réactions, ainsi que l'environnement propres à chaque groupe.
- La diffusion des connaissances locales sur les plantes de la région en utilisant des méthodes modernes telles que les affiches imprimées, ont donné plus de valeur aux connaissances et aux plantes locales concernées. Conséquemment, cette diffusion encourage la conservation et la multiplication des plantes locales. Elle incite également les fermiers à rechercher et utiliser d'autres connaissances portant sur leur région et liées à la production agricole.
- Le partenariat entre les fermiers et l'UMADEP a permis aux fermiers d'obtenir une preuve quantitative de la viabilité de la mise en application de la PNR. De plus, cette collaboration a contribué à améliorer les capacités des fermiers à entreprendre des expériences destinées à élaborer un système agricole adapté à leurs propres conditions, besoins et objectifs. En outre, les fermiers participant aux ateliers consacrés à la diffusion des informations entre fermiers peuvent développer leurs compétences et capacités en matière de communication.



# L'Éthiopie et la traditionnelle : vers des soins de santé améliorés

*Pour informations supplémentaires, veuillez contacter [Jlambert@worldbank](mailto:Jlambert@worldbank).*

**Notes CA 35**  
**Juillet 2001**

Chaque jour, des milliers de kilogrammes de plantes médicinales et/ou de parties de ces plantes sont utilisées en Afrique Subsaharienne. Les usagers sont soit des mères de famille, des guérisseurs traditionnels,<sup>1</sup> des propriétaires de bétail ou des éleveurs. Ces plantes restent les seuls moyens de traiter cinq cent millions de personnes et des centaines de millions de têtes de bétail, qui soient à la fois immédiatement disponibles et financièrement abordables.

Toutefois, les ressources en plantes médicinales accusent un grave déclin en raison de la perte annuelle de 5,5 millions d'hectares de terres, dûe à la déforestation, aux cultures, au labourage excessif, aux feux et à l'érosion des sols. Médicaments, produits alimentaires et autres produits des ressources naturelles, qui ont constitué les moyens de subsistance des populations rurales pendant des siècles, se trouvent aujourd'hui sérieusement menacés d'extinction. Plus encore, il se pourrait fort bien que le potentiel d'espèces en plantes médicinales soit perdu à jamais. Ainsi, il est important d'examiner de près ce problème de raréfaction.

L'état de santé de la majorité des Ethiopiens dépend de la disponibilité des plantes médicinales. Tel est le cas en particulier pour les populations des régions rurales qui ne peuvent se rendre dans les villages avoisinants où ils pourraient être traités, du fait de l'absence de routes accessibles aux véhicules. Présentement, des mesures comprenant la prestation de soins de santé dits modernes, tels ceux fournis dans de nouveaux hôpitaux ou ceux qui ont été modernisés, l'existence de centres de santé et de postes de santé, l'importation de réserves de médicaments et la formation de médecins et d'infirmiers ont peu d'effets sur la population (plus de 40 millions d'habitants). Les plantes médicinales et le développement des connaissances concernant leur utilisation sont deux facteurs essentiels à assurer les besoins en santé de la population et du bétail du pays. En général, ces plantes sont immédiatement disponibles, ont des effets secondaires limités et restent peu coûteuses. Elles demeurent une composante essentielle des secteurs de l'agriculture et de l'environnement. De plus, leur impact sur la croissance du secteur macroéconomique et économique du pays est potentiellement immense tandis que leur usage pourrait aider à la réduction de la pauvreté du pays. La dégradation de l'environnement, la déforestation, l'expansion de l'agriculture, les récoltes excessives et l'accroissement démographique menacent sérieusement la survie de ces plantes. Les pertes qu'entraînerait leur extinction pourraient avoir des effets négatifs sur la vie socio-

économique de l'Éthiopie, ce qui aurait de graves répercussions sur la scène mondiale.

Pour le moment, les pays de l'Afrique subsaharienne ne possèdent pas de données qui leur permettraient de déterminer l'offre en plantes médicinales ou leur demande. De même, il n'existe pas d'information disponible sur les bénéfices économiques dérivant de leur usage et de leur apport dans le domaine des soins de santé. De la même manière, la plupart des collecteurs/ producteurs et usagers finaux ne réalisent pas que la demande croissante pour ces plantes met en danger un nombre constamment grandissant d'espèces. Il convient de noter que les frais aux collecteurs sont bas et les ressources sont souvent d'accès gratuit ou se trouvent sur des propriétés communes. Par conséquent, les collecteurs de plantes dites commerciales sont davantage enclins à gaspiller ces ressources plutôt qu'à les gérer eux-mêmes.

Les politiques mises en place par le Ministère Ethio-pien de la Santé dans les domaines de la santé et des produits pharmaceutiques reconnaissent l'importance des plantes médicinales et des mécanismes de santé traditionnelle dans le cadre global des systèmes de soins de santé. Malheureusement, au cours des dernières décennies, force est de constater que très peu d'efforts ont été déployés pour renforcer et maximiser les bénéfices associés à la médecine traditionnelle de même que son intégration graduelle à la médecine moderne. En fait, en dépit de son engagement dans le développement du secteur de la santé, l'Éthiopie ne dispose pas des capacités d'augmenter le montant des ressources qui s'avèrent nécessaires à l'étude et l'usage durable des plantes médicinales.

La plupart des pays africains, et l'Éthiopie ne fait pas exception, sont dotés d'un personnel d'encadrement ayant reçu une formation de premier rang. Les talents et qualifications de ce personnel en matière de phytologie, de chimie des plantes, de connaissances sur l'origine des plantes, de pharmacologie, de gestion des ressources naturelles et de l'usage de produits à base de plantes médicinales à des fins industrielles, sont sous utilisés. Ces professionnels, reconnaissant l'importance de l'expérience des guérisseurs traditionnels ainsi que des personnes assistant aux naissances, sont également de collaborer avec ces personnes afin de mettre en place des moyens de gérer la médecine traditionnelle. A présent, les deux niveaux essentiels de connaissances (l'un reposant sur une base scientifique et l'autre sur une base traditionnelle) restent sous utilisés.

Les demandes croissantes en médicaments à base de plantes placent une pression grandissante sur l'offre en matières premières provenant des pays en voie de déve-

loppement. L'Éthiopie, en particulier, réalise en particulier les conséquences que peuvent entraîner les pertes de ses ressources génétiques, notamment lorsque celles-ci représentent le moyen essentiel, sinon unique, de soigner des populations pauvres de zones urbaines et rurales. En développant une Pharmacopée nationale, les gouvernements établiront un mécanisme qui formalisera le processus d'extraction, de standardisation, de fiabilité et d'efficacité, de dosage et de formulation de médicaments à base de plantes. Cette intégration formalisée des systèmes de médecine traditionnels et occidentaux renforcera un héritage culturel ancien et accepté, consolidera la gestion des programmes de préservation de la biodiversité et procurera un niveau de soins de santé à tous les citoyens qui se reflétera dans la future prospérité sociale et économique du pays.

Après des efforts en matière de développement quelque peu hésitants, le Gouvernement Ethio-pien, avec l'assistance de la Banque, devait lancer sous peu l'implantation du premier projet visant à préserver l'usage durable de plantes médicinales en Afrique SubSaharienne. L'objectif global de ce projet est d'initier l'appui pour la conservation, la gestion et le recours à long terme de ce type de plantes dans le cadre des soins de santé procurés aux êtres humains et à l'élevage. Les objectifs spécifiques du projet consistent à : (i) renforcer la capacité institutionnelle du pays ; b) confirmer et procurer des renseignements sur les catégories de plantes médicinales choisies et le plus fréquemment utilisées pour le traitement des trois maladies les plus graves affectant les personnes (infections dues au vers solitaire, bronchite pulmonaire et tension artérielle élevée) ainsi que les trois plus sérieuses affectant l'élevage (infections dues au vers solitaire, mastite et dermatophilosis) évaluer les bénéfices économiques que le pays retire du fait de l'utilisation de ces plantes pour soigner les êtres humains et du bétail ; d) développer à l'échelon national un système de données sur les plantes médicinales ; et e) soutenir *in situ* les efforts en faveur de la conservation et la gestion et initier *ex situ* la culture des plantes médicinales dans la région du Parc National des Montagnes de Bale.

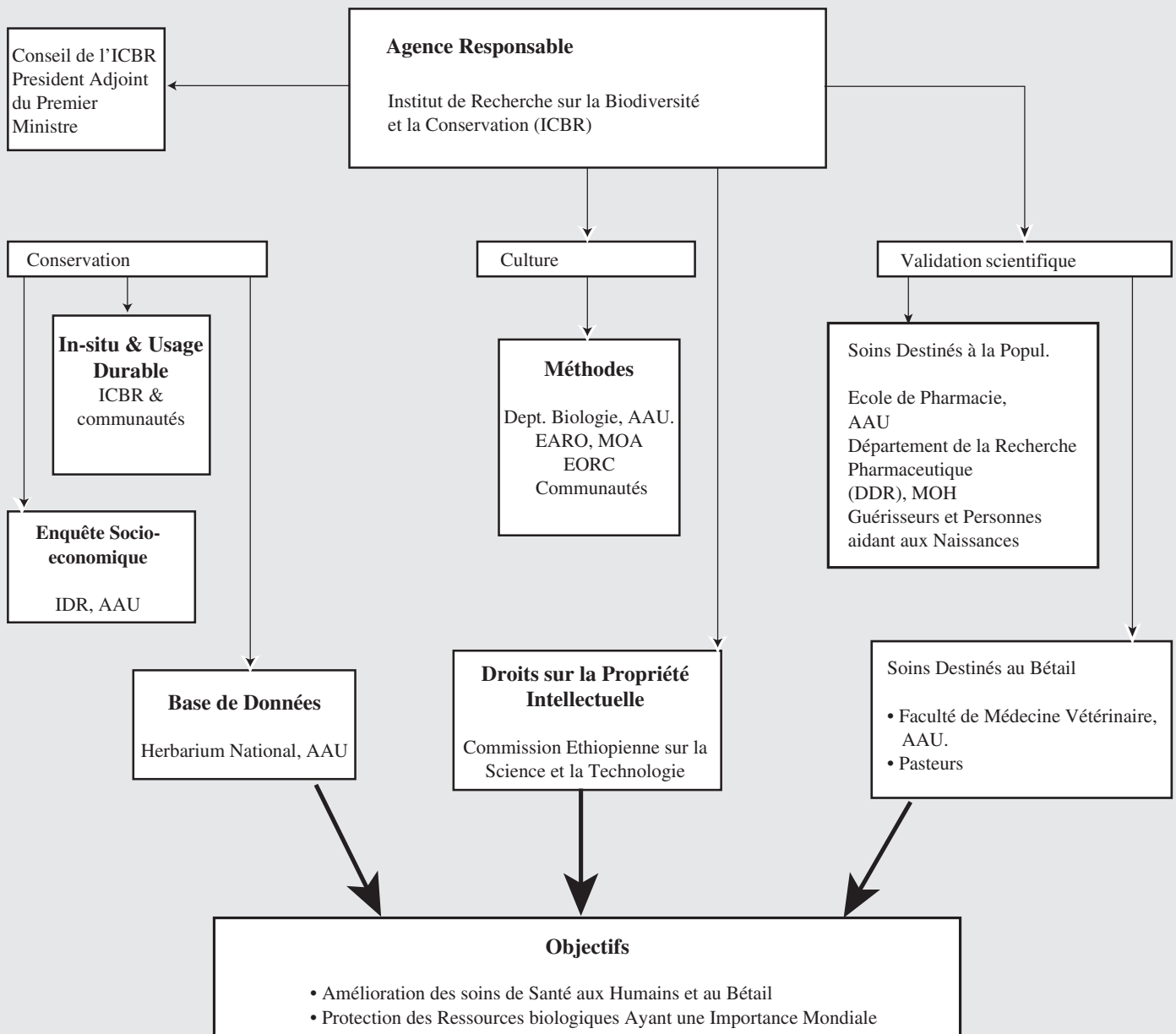
Le financement du projet sera assuré par des prêts et des dons. Les prêts assureront : le développement d'un système national de données sur les plantes médicinales ; la mesure de l'usage des plantes ainsi que des bénéfices économiques que le pays retire de cet usage ; la formation et le renforcement institutionnels ; le développement de directives sur les droits de la Propriété Intellectuelle concernant le partage des connaissances sur la médecine traditionnelle ; la détermination des niveaux de fiabilité et

d'efficacité des remèdes à base de plantes utilisés pour traiter les trois maladies les plus sérieuses touchant les êtres humains et l'élevage. Les fonds fournis par le don seront alloués à la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources en plante médicinales *in situ* dans la région du Parc National des Montagnes de

Bale. Le don couvrira également les coûts relatifs aux campagnes d'éducation et de sensibilisation des masses, à la formation locale et l'organisation d'expériences pilotes menés auprès de fermiers afin de tester la culture de plantes médicinales dans les jardins individuels et communautaires ainsi que dans les zones-tampons avec le parc

### Ethiopie : Conservation et Usage Durable des Plantes Médicinales Agence Responsable, Institutions, Agences et Communautés Participantes

(préparé par John Lambert, AFTR2)



national. L'agence d'exécution qui guidera ce projet et les agences collaboratrices ainsi que les communautés qui participeront à cette entreprise sont identifiées dans la figure 1.

Les recommandations concernant l'utilisation des remèdes à base de plantes médicinales pour les soins de base n'auront un impact que si des études établissant leur crédibilité et démontrant leur fiabilité sont accessibles. Le recours à de tels remèdes sur une longue période pourra fournir des informations importantes sur les effets pharmacologiques que des groupes spécifiques de composants chimiques peuvent avoir sur les êtres humains et le bétail. De telles informations ne sont généralement pas disponibles que lorsque de nouveaux produits pharmaceutiques sont testés. Les critères requis pour ces tests, tels que formulés par les autorités régulatrices afin d'assurer la fiabilité de nouveaux médicaments, ne s'appliquent pas nécessairement aux remèdes traditionnels.

Les plantes médicinales et les connaissances acquises sur leur usage constituent un moyen d'établir des liens entre l'éducation et les institutions chargées de gérer les connaissances, les questions relatives à la santé et aux populations, le développement durable, les questions concernant l'environnement et celles d'ordre culturel, la problématique hommes-femmes et les stratégies des secteurs urbain et privé. Aussi, le suivi de ce projet devrait être soigneusement assuré par les départements concernés au sein de la Banque mondiale et d'autres organisations de développement, afin d'assurer son intégration effective pour le bénéfice des populations pauvres. Bien que ces mesures ne soient pas une panacée, elles demeurent des moyens essentiels de lutter contre la pauvreté et d'atteindre un développement équitable. Ainsi, elles devraient être perçues dans le cadre du programme de travail holistique et stratégique à long terme.

<sup>1</sup> Les guérisseurs traditionnels dans ce contexte incluent seulement: herboristes, guérisseurs d'os ; guérisseurs du mental et personnes qui aident aux naissances. Les guérisseurs du mystique, les devins et les spiritualistes utilisent également des plantes médicinales. Celles-ci, toutefois, ne représentent pas leur moyen essentiel de guérison.

# Erythrée : Cerner le Savoir Local

Krishna Pidatala, e-mail [kpiduala@worldbank.org](mailto:kpiduala@worldbank.org)

**Notes CA 36**  
**Septembre 2001**

Située dans la corne de l'Afrique, l'Erythrée est formée de six régions et comprend plus de neuf groupes ethniques distincts (Tigrigna, Tigre, Tashayda, Saho, Bilen, Hidareb, Kinama, Nara et Afar)—chacun de ces groupes étant caractérisé par sa propre culture locale et ses pratiques traditionnelles.

Tandis que les connaissances locales se reflètent dans les pratiques communautaires, les institutions, les relations entre individus et les rites, il est souvent difficile de les discerner, en raison de leur nature insidieuse. Avec l'expansion du phénomène de globalisation, plusieurs pays et organisations de développement ont récemment pris conscience du risque de voir disparaître ce type de connaissances. Aussi, s'apprêtent-ils à prendre des initiatives visant à préserver et revitaliser ces précieuses ressources.

En 1982, plusieurs organisations érythréennes ont conjointement mis au point un processus qui leur permettrait d'identifier et de documenter leurs connaissances locales. L'objectif de cet effort, qui devait s'étaler sur deux décennies, était de cerner et d'appréhender le savoir local des peuples érythréens dans leur contexte socioéconomique. Par ailleurs, ce projet s'est efforcé d'examiner le contexte socioculturel et les activités économiques de chacune des neuf nationalités et couvre ainsi l'histoire de la société érythréenne de ses origines jusqu'à nos jours, en passant par l'époque coloniale. Parallèlement, ce processus avait pour objet d'étudier les cultures et pratiques traditionnelles de chaque groupe ethnique et de les cerner, classer et documenter en vue de les préserver et de les vulgariser. L'un des points le plus remarquable de cette initiative consacrée uniquement aux connaissances locales est que son financement a été fourni par le Département de l'Administration publique jusqu'en 1990. La relève en est assurée depuis 1995 par le Ministère du Gouvernement Local.

Cette initiative fut conçue pour être menée en deux phases. Jusqu'à présent, seule la première phase a accompli de grands progrès.

- Phase I : Collecte des données sur le savoir local.
- Phase II : Vérification détaillée et analyse.

## **Cadre du travail pour la collecte des données**

La collecte des données a été effectuée dans les étapes suivantes :

1. Groupement des connaissances par catégories, telles l'usage des terres, le fermage, l'astrologie, les rites culturels, la médecine traditionnelle, la famille, etc.
2. Choix d'une culture-cible—par région et/ou groupe ethnique ; identification sur le plan interne des éléments emprunts des cultures indigènes.
3. Rassemblement des connaissances indigènes par le biais d'un questionnaire, de discussions de groupes-témoins, etc.
4. Validation des données—vérification croisée entre les groupes témoins, visites sur le terrain.
5. Archivage et conservation sur ordinateur des données par catégories.
6. Publication des connaissances, tout en établissant une distinction entre celles susceptibles d'être vulgarisées au public et celles qui ne le seront pas ; publication des premières sous forme écrite (encyclopédies).

La méthodologie suivie pour collecter les données s'est concentrée sur l'étude d'une seule nationalité ethnique à la fois. Le processus complet de collecte de données sur une nationalité ethnique a requis entre 18 mois et deux années. Il a été divisé entre quatre étapes.

#### *Première Etape*

La première étape a consisté à déterminer la région dans laquelle se situait la nationalité ethnique. Une étude pilote devait alors être menée dans certaines zones de cette région. Ainsi, des connaissances générales sur cette région, ses populations et traditions ont été rassemblées. L'étape suivante devait consister à organiser une série d'interviews avec les autorités du district et locales, les communautés avoisinantes et les aînés des villages. L'objet de cette phase était d'identifier le point sur lequel le processus de collecte des données devait concentrer ses efforts. Sur la base des discussions qui devaient ainsi avoir lieu, le questionnaire semi-formel fut modifié ou amélioré. Ce questionnaire devait servir d'instrument d'enquête ayant pour objet d'aider à identifier les apports les plus importants procurés par ce savoir ainsi que les principaux éléments porteurs de ces connaissances au sein de chaque nationalité ethnique.

#### *Seconde Etape*

Cette étape a été d'une importance capitale car elle a aidé à identifier le nombre de personnes vivant à l'intérieur de chaque ethnie et détentrices du plus grand nombre d'informations sur la culture et les pratiques traditionnelles. Les résultats de l'enquête (obtenus par le biais du questionnaire) et des interviews qui devaient avoir lieu du-

rant la première étape, ont ainsi permis de déterminer ce groupe de base qui devait regrouper de 20 à trente membres. La plupart des membres de ce groupe sont constitués d'aînés, qui sont les détenteurs traditionnels de cette connaissance autochtone. La phase suivante consista à s'accorder sur un temps et lieu de rencontre avec ces différentes personnes sur une longue période (de 50 à 60 jours) afin de faire avancer le processus.

#### *Troisième Etape*

Les discussions entre les panélistes ont constitué la pierre angulaire de cette étape. Les éléments sélectionnés pour leurs connaissances en savoir local furent divisés en trois ou quatre groupes différents. Des discussions entre panélistes furent ensuite menées au sein de chaque groupe. Ces discussions qui devaient durer environ soixante jours, étaient concentrées sur un thème spécifique. Elles étaient extrêmement intenses. Les participants, en plus de recevoir une allocation journalière nominale en guise d'indemnités pour perte de revenus, furent logés et nourris. Cette phase avait pour objet de vérifier la crédibilité des données, de relever d'éventuelles contradictions et, finalement, de comparer les informations fournies par un groupe avec celles fournies par les autres groupes.

#### *Quatrième Etape*

L'étape finale du processus devait consister à mener des visites sur le terrain afin de vérifier les informations rassemblées durant les étapes antérieures. Ainsi, cette étape devait donner l'occasion à l'équipe de rencontrer dans leur contexte d'origine ceux des membres des communautés qui avaient recours au savoir local, ainsi que l'ensemble de la population ethnique. L'objectif de cette étape était d'immerger chaque membre de l'équipe chargée de collecter des données dans le milieu de chacune des nationalités afin de lui permettre de valider les connaissances accumulées et de les vérifier à nouveau. Si, lors des discussions organisées avec les panélistes, les membres d'un groupe donné ne pouvaient répondre à certaines questions, les membres d'un autre groupe devaient être invités à intervenir.

#### **Contraintes**

Durant ses vingt années d'existence, l'équipe chargée de la collecte des données a traversé plusieurs crises d'ordre social et politique. La guerre d'indépendance, le conflit avec l'Éthiopie, la famine, le problème VIH/SIDA et les contraintes budgétaires ont chacune, dans une certaine

mesure, affecté le processus de collecte et d'analyse des données. Le questionnaire semi-informel (qui constitua le premier instrument de collecte de données) est un document en évolution qui a constamment été modifié. La dernière révision a eu lieu en 1998. Tout au long du processus, la société érythréenne elle-même s'est quelque peu transformée. Il en est de même de l'équipe chargée de l'opération. Le profond désir témoigné par les aînés (détenteurs de connaissances au sein des différents groupes ethniques) de préserver et revitaliser leur culture et traditions, en vue de les transmettre à la jeune génération, constitue l'un des éléments les plus surprenants de cette initiative, qui s'est étalée sur une période de 20 ans. Contrairement à ce à quoi l'on aurait pu s'attendre, ce sont les aînés qui se sont toujours refusés à abandonner le projet. Leur clairvoyance et persévérance ont été instrumentales pour en assurer sa continuité durant ces 20 années.

### Impact

Les connaissances locales recueillies ont été rassemblées dans des volumes, mais ne sont toujours pas organisées.

Cependant, quelques secteurs de la société érythréenne sont parvenus à y avoir accès d'une manière isolée et sporadique. Par conséquent, ce savoir local a déjà eu un impact indirect sur la société. A titre d'illustration de son usage et des bénéfices indirects qui en ont résulté, on peut citer :

- Les étudiants et le corps d'enseignants de l'Université d'Asmara s'y sont référés pour préparer leurs thèses ;
- Le Ministère de l'Éducation y a également fait appel dans le cadre du programme d'enseignement traditionnel et de la préparation de messages d'ordre culturel adressés aux groupes ethniques.
- Le Ministère de la Santé y a eu recours dans le cadre de la mise au point de documents relatifs aux soins et exercices prénataux, aux méthodes d'accouchement et aux soins prodigués aux enfants de un à cinq ans.
- Le Ministère de la Justice a puisé dans les abondantes informations relatives aux domaines suivants: loi coutumière ; contributions des aînés ; et méthodes traditionnelles suivies pour résoudre des conflits au sein de la communauté.
- Le Ministère du Gouvernement Local a utilisé les éléments susceptibles de l'aider à démarquer les frontières régionales et organiser en conséquence les populations concernées.

### Prochains défis

La première phase du projet ayant été achevée, plusieurs défis doivent à présent être remportés, tant au niveau de la consolidation de l'analyse, que du volume de données rassemblées, ainsi que de l'usage des résultats qui en découleront. Les prochains défis concernent :

- La lenteur du processus de transfert des connaissances locales aux jeunes générations pour plusieurs raisons, telles les migrations des jeunes à la recherche d'emplois vers les zones urbaines, l'influence croissante de la société et des valeurs occidentales, ainsi que du phénomène de globalisation.
- Ceux chargés de la collecte des connaissances locales, sont essentiellement des activistes en faveur de la libération. Ces responsables sont dotés d'une vaste expérience, mais ont une formation formelle conventionnelle qui est limitée au niveau notamment de l'analyse et de la présentation des résultats.
- Les études qui ont été planifiées n'ont pas progressé aussi rapidement que prévu pour plusieurs raisons, telles le manque de ressources fiscales, un équipement désuet, le développement de conflits, etc.
- Les données recueillies n'ont pas été adéquatement codées et indexées et se trouvent toujours à l'état brut.
- Certaines des données (particulièrement celles concernant la nationalité Tigriña) se trouvent dans les textes originaux et doivent être traduites en Anglais.

### Étapes suivantes

Sur les neuf personnes associées au projet depuis son lancement il y a vingt ans, seules quatre d'entre elles sont toujours impliquées. Y ayant consacré une grande partie de leur vie active, elles tiennent tout particulièrement à ce que cet exercice soit analysé de façon professionnelle pour le bénéfice du peuple érythréen. L'Érythrée a dépensé environ 1,5 millions de Nakfa (à peu près 190,000 de dollars US, sans prendre compte de l'inflation et sur la base moyenne de 8 Nakfa pour 1 dollar US) à cette opération depuis l'indépendance du pays en 1991 jusqu'à nos jours et plus de 30,000 pages de données ont été rassemblées et doivent être étudiées. Les étapes les plus urgentes sont les suivantes :

- Assistance, y compris financement, pour la création d'un groupe multidisciplinaire (comprenant des anthropologues et autres spécialistes) qui sera chargé

de valider et d'analyser les données brutes réunies jusqu'à présent.

- Formation appropriée (d'environ un an) de l'équipe chargée de la collecte des données dans une université accréditée afin de la doter des moyens de s'exprimer/ comprendre la langue parlée par l'équipe multidisciplinaire (concepts et vocabulaire technique) de façon à promouvoir des échanges substantiels et fructueux.
- Engagement du monde académique érythréen dans cet effort afin de faciliter le transfert des connaissances par les quatre personnes associées à cet exercice. Ceci implique que des dispositions soient prises afin de leur en permettre l'accès, tout en développant les

capacités institutionnelles du pays et menant des actions destinées à susciter l'intérêt de la population dans ce projet.

En dernière analyse, les bénéficiaires de cette initiative seront les populations rurales des neuf groupes ethniques dont le style de vie, les activités de subsistance et les institutions culturelles deviendront plus transparentes auprès des organisations qui leur procurent des services et contribuent à leur développement. Les connaissances et pratiques locales rassemblées grâce à cette initiative ne procurent pas uniquement le contexte nécessaire à la poursuite d'activités, mais elles contribuent également à leur préservation et revitalisation.



# VIH/SID SIDA A : Guérisseurs traditionnels

## *auto-évaluation des communautés et contrôle des moyens d'action*

??

**Notes CA 37**  
**Octobre 2001**

La plupart des pays africains ont ratifié la *Charte Africaine sur les Droits de l'Homme et des Peuples*, qui garantit le droit de tous à la santé et à l'éducation, ainsi qu'à la promotion, la sauvegarde et le renforcement du respect mutuel et de la tolérance. En Afrique subsaharienne seulement, 17,2 millions de personnes sont décédées des suites du VIH/SIDA. Ce chiffre inclut 3,7 millions d'enfants de moins de 15 ans. Jusqu'à présent, les efforts de lutte contre cette épidémie se sont concentrés sur des mesures de prévention. On constate par ailleurs que seule une attention limitée a été accordée aux moyens de la traiter ainsi qu'à ses répercussions sur la société et sur le respect des droits de l'homme. Cette situation met la Charte à l'épreuve. Bien que plusieurs compagnies pharmaceutiques occidentales aient réduit les coûts associés aux traitements contre le virus VIH/ SIDA, ces coûts restent trop élevés pour la majorité des pays africains. Qui plus est, même si ces médicaments étaient gratuits, les pays de l'Afrique Subsaharienne ne disposent pas de l'infrastructure nécessaire pour les distribuer, et, il est fort peu probable qu'ils parviennent à se doter à temps des capacités requises pour la combattre. Par ailleurs, aucun mécanisme garantissant que les ressources

distribuées sont accessibles aux bénéficiaires auxquels elles sont destinées, ne se trouve actuellement en place. Aussi, nous allons concentrer notre attention sur les manières dont les guérisseurs traditionnels et le savoir local peuvent constituer des moyens pour les communautés de faire face aux répercussions sociales de cette épidémie. De plus, nous allons examiner le rôle que les guérisseurs pourront jouer en vue d'assurer que les ressources gouvernementales sont allouées à des activités dont les communautés bénéficieront.

Le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Koffi Annan, a récemment demandé aux nations riches qu'elles contribuent annuellement d'un montant supplémentaire minimum de sept à dix millions de dollars US, qui serait destiné aux pays africains luttant contre le VIH/SIDA. Certains experts de la région ont toutefois fait remarquer que tant que les nations africaines ne seront pas dotées de systèmes de santé capables de distribuer efficacement les traitements contre le VIH/SIDA et surveiller l'état de santé des patients qui les reçoivent, subissent, ces fonds, si importants qu'ils soient, ne pourront avoir qu'un effet mitigé. En effet, 10 à 20 % seulement de la population se rendent dans les centres de santé conventionnels, qui, pour la plupart, se trouvent dans des hôpitaux ou des cliniques situés dans des zones urbaines. Les guérisseurs tradi-

tionnels, quant à eux, procurent des soins de santé de base à 80% de la population et ont l'avantage de vivre au sein même des communautés qui ont besoin de leurs services. Aujourd'hui, ces guérisseurs traitent un grand nombre de patients souffrant de maladies dérivant du VIH/SIDA. Grâce à leurs soins, à base de plantes traditionnelles, qu'ils font eux-mêmes pousser, certains sont parvenus à prolonger la vie de leurs patients. A titre d'exemple, l'on peut citer le travail effectué dans la région proche de Tanga en Tanzanie.

En partant du principe que les coûts des médicaments fabriqués en Occident sont suffisamment bas—ce qui permettrait aux communautés de se les procurer—les guérisseurs traditionnels pourraient alors se charger de les distribuer aux patients et d'assurer que ces derniers suivent les traitements qui leur sont prescrits. Bien entendu, cette démarche implique la formation préalable de guérisseurs, ce qui s'avérera moins onéreux que de renforcer les systèmes traditionnels de santé. Ainsi, il semble que la solution la plus durable consistera à accroître les capacités existantes.

Le VIH/SIDA ne respecte aucune frontière d'ordre social, culturel ou racial. Mais, le manque de connaissances quant au mode de transmission du virus d'une personne à une autre, et les préjugés des populations à cet égard, ont pour conséquence de violer les droits des hommes. En effet, bien souvent, les individus ou familles affectées par cette maladie, se voient exclus de leur propre communauté ou isolés. Les pauvres notamment, sont le plus affectés par les répercussions de cette épidémie sur le plan social. Plusieurs communautés comprennent que le VIH/SIDA est une maladie qui se transmet par le sang et les rapports sexuels. Toutefois, beaucoup continuent de croire qu'il est possible de contracter le virus simplement en se serrant la main, en partageant des repas, en prenant des bains ensemble, en échangeant des vêtements, en utilisant les mêmes outils, ou bien, lorsqu'il s'agit des enfants, en dormant dans un même lit. Jusqu'à présent, les efforts visant à éduquer la population sur cette épidémie se sont concentrés sur les moyens de la combattre. Les informations diffusées se limitent également à cet aspect. Peu d'intérêt a été accordé à la question d'éliminer les préjugés à l'égard de cette épidémie, en dépit du slogan 'nous ne pouvons rien changer à ce dont nous ne parlons pas.' Or, pour relever ce défi, qui dans cette situation particulière se trouve entre les mains des communautés directement touchées, il est indispensable que les individus qui forment ces communautés et que la société en tant qu'entité disposent des mécanismes sociaux qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs. De plus, lorsque les ressources

affectées par la Banque aux initiatives des programmes d'aide multisectorielles commenceront à parvenir aux pays luttant contre le VIH/SIDA, l'accès à ces ressources devra être sous le contrôle des communautés, qui devront également en assurer la distribution. Le mécanisme utilisé en Afrique du Sud pour assurer la transition de ce pays, de l'Apartheid vers un système d'élections libres, illustre justement une situation où les populations directement impliquées devaient détenir le pouvoir. En effet, ce sont les organisations non gouvernementales et les organisations des droits civils, qui ont organisé les communautés à travers tout le pays. A cette époque, cette campagne fut considérée comme la plus vaste en son genre, à savoir qu'elle a été structurée de façon à aider les communautés à créer leur propre Charte des Droits de l'Homme selon des principes démocratique et de respect des droits de l'homme, quelle que soit leur race. Cette campagne s'est en fait inspirée de l'approche démocratique développée par Paulo Freire dont l'objectif était de résoudre les problèmes dans le domaine de l'éducation, secteur qu'il percevait comme offrant aux « hommes et femmes les outils nécessaires pour procéder à une analyse critique de leur mode de vie du monde avec lequel et dans lequel ils vivent » et qui permet à tous « de voir le monde non pas comme étant statique, mais plutôt comme étant constamment en gestation. » (Freire, 2000).

Afin d'appliquer cette expérience de mobilisation sociale à la lutte contre le VIH/SIDA, une étude épidémiologique sommaire devrait être menée par les *membres de la communauté et pour la communauté*. Les guérisseurs traditionnels, en particulier les femmes, pourraient être les éléments moteurs de cet exercice. L'aspect clé des projets de recherche gérés par des communautés repose sur le processus que ses membres adoptent—cette approche diffère totalement des évaluations sociales où, par contre, la collecte des données représente l'élément essentiel.

En plus d'être assistés par les guérisseurs traditionnels, le processus emprunté par les projets de recherche gérés par des communautés pourraient recevoir le concours d'une organisation non-gouvernementale (CBO). Cette démarche permettrait de contrecarrer toute tentative de la part des élites locales de contrôler le processus. Parmi les questions à considérer sont les suivantes :

- D'où la communauté pense-t-elle que le VIH/SIDA provient?
- Comment se transmet cette maladie ?
- Existence-ils des lieux où les risques de contamination sont plus forts ?

- Ces endroits sont-ils fréquentés par un grand nombre des membres des communautés ?
- Des groupes de la population seraient-ils plus à risque que d'autres ?
- Quels sont les membres de la communauté qui sont le plus sévèrement affectés ?
- Quelles étaient les occupations de ces personnes au moment où elles ont été infectées ?
- Ont-elles modifié leurs activités après avoir contracté le virus ?
- Les symptômes évoluent-ils avec le temps ?
- Immédiatement après être tombées malades, qui ces personnes ont-elles contacté ?
- Ont-elles reçu une aide médicale ? Où l'ont-elles reçue ?
- Leur statut au sein de la société a-t-il changé depuis leur maladie et comment ces changements se manifestent-ils ?
- Qu'arrive-t-il aux familles, sur les plans social et économique, dont l'un des membres est affecté par le VIH/SIDA.
- Quelles initiatives la communauté, le gouvernement, ou la municipalité/le district ont-t-ils prises vis-à-vis de cette épidémie ?
- Existe-t-il un responsable au courant des ressources auxquelles les communautés ont droit dans le cadre de leur lutte contre le VIH/SIDA et qui sache quelles sont les démarches à suivre pour les obtenir ?

Entreprendre un projet de recherche au niveau de la communauté devrait avoir pour objectif de :

- Lancer un processus au sein de la communauté qui se concentre sur le VIH/SIDA de façon à permettre à ses membres d'échanger leurs points de vues ;
- Faire mieux comprendre à la population que cette maladie n'est pas un phénomène abstrait, dont seules les chaînes de radio peuvent discuter, mais également un sujet qui concerne l'ensemble de la communauté ;
- Recueillir des expériences personnelles susceptibles d'aider d'autres personnes se trouvant dans des situations similaires ;
- Sensibiliser davantage les personnes les plus à risques aux dangers qu'elles encourent ;
- Faire en sorte que le VIH/SIDA devienne l'affaire de tous afin que tous participent aux efforts de lutte contre l'épidémie (par exemple aux niveaux de la prévention, de l'assistance aux patients et à leurs familles, y compris aux orphelins ;
- et, finalement—élément d'une importance majeure—*guider les communautés dans leurs efforts visant à établir leur propre Déclaration de Droits*, étant entendu que chacun de ces documents aura des caractéristiques uniques qui reflèteront les conditions locales. Les communautés devront détenir les moyens de faire respecter les règlements qu'elles auront établis et d'imposer des sanctions d'ordre social à ceux dont les agissements iront à l'encontre du meilleur intérêt de la communauté en tant qu'entité.

« Etablissement de Chartes et Recherche Participative, » Ellen Doorsey, *Droits de l'Homme en Matière d'Education pour le 21 ème Siècle*, corrigé par George J. Andreopolos et Richard Pierre Claude, Maison de Presse de l'Université de Pennsylvanie, Philadelphie, 1997.

*Pédagogie de l'Opprimé*, Paulo Freire, Maison d'Édition Trentième Anniversaire, Continuum, New York, 2000.

# Sénégal : Savoir local comme mouvement d'une minorité et d'un business non-lucratif : L'histoire 'histoire histoire e de l'ARED

Cet article a été rédigé par Dr Peter Easton de l'Université de l'Etat de Floride, et Dr Sonja Fagerberg-Diallo de l'ARED. Pour de plus amples informations, bien vouloir contacter l'ARED à la Villa 8253, Sacré Cœur 1, Dakar, Sénégal, tél. : (221) 825-7119, ou 824-5098, fax : (221) 824-7097, ou par courrier électronique à [ared@enda.sn](mailto:ared@enda.sn).

## Notes CA 38 Novembre 2001

Le n°13 de *Notes CA* d'octobre 1999 (« Sahelian Languages, Indigenous Knowledge And Self-Management, ») indiquait que l'alphabétisation dans les langues africaines, présentement en pointe dans un certain nombre de pays à travers le continent, constitue un important moyen pour l'expression et le développement du savoir local. Les programmes d'alphabétisation et d'éducation non-formelle à travers toute la région donnent de la « voix » — ne serait-ce qu'au niveau local — aux groupes et associations communautaires qui n'en avaient pas auparavant. Mais ces programmes se heurtent souvent à un grand obstacle : le manque de documents en langues nationales pour les néo-alphabétisés.

Le problème est en passe d'être résolu au Sénégal pour les locuteurs du fulfulde, d'une manière riche d'enseignements. Cet article présente brièvement l'expérience de l'ARED (Associés en Recherche et Education pour le Développement) et du CERFLA (Centre d'Etudes pour la Recherche et la Formation en Langues Africaines), deux organisations non-lucratives très liées opérant dans les régions fulaphones du pays, et qui travaillent depuis les douze dernières années à soutenir l'alphabétisation populaire dans cette langue.

ARED tient actuellement une maison d'édition qui vend entre 30 000 et 50 000 volumes de documents chaque année, avec une prédominance des langues sénégalaises. Les livres sont principalement distribués au Sénégal, et leur publication continue est financée à 75% par les produits de vente des livres-mêmes. ARED est aussi très actif en matière de formation (CERFLA était créé pour développer la vocation de formateur de l'organisation) et dans la culture du savoir local. Comment cette organisation a-t-elle réussi, et quelles sont les leçons de cette expérience à ce jour qui viennent « insuffler de l'énergie au savoir local » ?

### Le contexte culturel

La culture peul représente la communauté minoritaire la plus grande au Sénégal. Près du tiers des 9 millions d'habitants que compte le pays parle fulfulde, deuxième après le Wolof, langue nationale majoritaire du pays. Majoritaires nulle part mais prédominants dans les régions subnationales, les locuteurs du fulfulde et autres variantes de cette langue se dénombrent à plus de 25 millions à travers l'Afrique de l'Ouest, du Sénégal au Cameroun septentrional. Les Peul

sont un groupe ancien de bergers, et donc un peuple essentiellement nomade, peut-être d'origines égyptiennes du temps de la préhistoire, qui se sont dispersés à travers les régions de savane de l'Afrique centrale et occidentale, et se sont ensuite sédentarisés dans certaines zones par le biais de la conversion religieuse et de conquête politique. Ils ont aussi émigré vers un certain nombre de pays d'Afrique et plusieurs villes d'Europe, du Moyen Orient et d'Asie du Sud.

A partir de la fin des années 1950, cette expérience de tradition culturelle forte et de statut de minorité donna naissance à une revitalisation culturelle. En 1958, un sénégalais locuteur du fulfulde qui vivait au Caire depuis vingt ans, publia un roman en langue fulfulde — *Ndikkiri Joom Moolo*, ou « Ndikkiri le fils aîné, un Guitariste » — écrit comme un exercice en souvenir de sa terre natale. C'était l'histoire — à relents nostalgiques, irrévérencieux et exubérants — d'un Peul anti-héros qui abandonna foyer et domicile pour embrasser successivement des carrières d'artiste, de pasteur religieux et finalement de leader charismatique, poursuivi de façon incessante par les autorités politiques, mais triomphant et restauré au bout du compte dans sa culture et sa famille. L'auteur choisit d'écrire dans une transcription latine de la langue plutôt que l'« ajami » habituel ou transcription basée sur l'arabe, déjà en usage restreint depuis plusieurs années parmi l'élite religieux.

Bien que truffé d'erreurs typographiques que les correcteurs de manuscrits égyptiens n'avaient manifestement pas pu détecter, le livre acquit progressivement un culte de lecture à travers la diaspora peul. Un premier lecteur, qui plus tard devint un éditeur de documents en langue fulfulde, décrit l'effet que le livre eut sur lui. Il se retrouvait hors de sa résidence en train de dévorer le roman à 3 heures du matin, pour ne pas déranger le sommeil de ses voisins de chambre.

Je pouvais m'asseoir sur le trottoir en train de lire Ndikkiri. A chaque page, je pouvais à peine m'empêcher de rire à haute voix, assis seul dans la rue. Le lendemain, j'amusais mes amis avec des histoires de Ndikkiri pendant que nous prenions le thé ensemble. A la fin, tous mes amis qui étaient alphabétisés en fulfulde étaient impatients de lire le livre...

### La naissance d'un mouvement

Ce genre d'enthousiasme contribua à donner naissance à un mouvement d'alphabétisation en fulfulde et de renouveau culturel parmi ceux vivant au Proche Orient. De là,

l'initiative s'étendit jusqu'en France, et en 1982 rentra à la maison au Sénégal sous la forme de l'*Association pour la Renaissance du Poular* (ARP), une organisation regroupant des locuteurs du fulfulde d'outre-mer et ceux vivant dans les zones urbaines du Sénégal, qui souhaitaient voir leurs enfants se familiariser davantage avec leur propre culture.

Au cours des années suivantes, l'ARP — stimulée en partie par la propagation des programmes d'alphabétisation en langues africaines et en partie par la menace de l'adoption du Wolof comme langue officielle commune pour le pays — orienta ses énergies à promouvoir des centres d'alphabétisation locaux en fulfulde au Sénégal même. Des centaines de centres de ce genre ont été créés durant les cinq années qui ont suivi — des centres subventionnés par les structures gouvernementales ou des projets officiels de développement, mais aussi créés en grand nombre sur initiative des communautés locales elles-mêmes. En revanche, les normes de qualité étaient typiquement d'un niveau bas ; les systèmes d'écriture utilisés étaient extrêmement variés, et la documentation de post-alphabétisation était très rare. Mais l'enthousiasme était réel, et l'initiative était passionnément un pur produit du pays.

En vue de remédier aux faiblesses perçues de la campagne, un groupe d'auteurs fulfulde créa en 1989 un *Groupe d'initiative pour la Promotion des livres en Langue Nationale* (GIPLLN), afin de tirer ensemble les textes existants et faciliter leur distribution aux centres d'alphabétisation. Le réflexe était louable, mais l'initiative s'était avérée plus ambitieuse qu'un groupe d'auteurs pouvait gérer tout seul. Par conséquent, les activités ont été transférées l'année suivante à une nouvelle association non-lucrative immatriculée aux Etats-Unis, l'ARED. Les membres du GIPLLN composaient l'essentiel du Conseil d'Administration, mais des sénégalais techniquement formés et une chercheuse américaine mariée à un locuteur du fulfulde ont été intégrés comme personnel de l'organe exécutif de l'association. L'ARED entreprit de reproduire en langue fulfulde le stock de textes disponibles et d'en développer d'autres, essentiellement comme une prestation au service des nouveaux centres d'alphabétisation.

### Un succès inattendu

L'entreprise réussit bien au-delà des attentes de ses promoteurs. La combinaison des cours d'alphabétisation, avec une communauté de diaspora de plus en plus consciente, et l'accroissement du nombre d'ONG impliquées dans le développement de meilleurs canaux de dissémination et de contact avec les populations peul, offrirent « un mar-

ché » de plus en plus étendu, même s'il était modeste au départ, pour de telles publications. Le nombre de volumes vendus annuellement augmenta de 6 000 en 1988 à 41 000 en 2000, et celui des titres publiés partit d'une petite poignée à plus de 150. Un total de 95% des ventes venait des clients au Sénégal. Les prix étaient fixés de manière à couvrir les coûts de production et assurer une marge bénéficiaire potentielle de 25% aux revendeurs.

Les « revendeurs » en fait n'incluent aucune des grandes librairies du pays, qui ne s'occupaient pas — et ne s'occupent toujours pas — de documentation en langue africaine. ARED compte plutôt sur de petits commerçants et entrepreneurs qui voient l'intérêt de leurs textes pour les lecteurs locaux et achètent quelques douzaines pour revendre. Leur histoire favorite à cet égard parle d'un jeune homme qui marcha de Kayes (dans le Mali voisin) à Dakar, la capitale du Sénégal, derrière un grand troupeau de bœufs. Il vendit son bétail sur le marché urbain et arriva à l'ARED avec une partie de son butin : plus d'un million de FCFA (soit \$ 1 500 E.U.). L'argent était déjà prévu pour acheter des publications en langue fulfulde afin de les revendre dans la région de Kayes, des volumes commandés à l'avance par des commerçants locaux là-bas. Le jeune homme emporta une petite bibliothèque à la gare du train, confiant de réaliser un bon bénéfice de retour à la maison.

### Une riche palette de publications

Jusqu'en fin 2000, ARED et son prédécesseur, le GIPLLN, avaient disséminé 350 000 exemplaires de leurs publications, représentant 168 titres différents, dont 85 écrits ou traduits en langue fulfulde, et le reste dans d'autres langues sénégalaises, y compris le français. Cette masse de documentation peut être subdivisée de deux manières informatives au moins – par sujet et par source. Les publications couvrent les sujets clés suivants :

- *des manuels d'alphabétisation et de calcul* (sept titres publiés en 2000, dont deux sont nouveaux) ;
- *des romans, contes et autre littérature créative* (un nouveau titre l'année dernière) ;
- *des informations sur le développement et la société civile* (six titres publiés en 2000, dont deux sont nouveaux) ;
- *des traités sur le savoir local et des pratiques traditionnelles ou religieuses* (trois titres, dont deux sont nouveaux) ; et
- *des textes instructifs sur le management et le renforcement des capacités* (une nouvelle publication).

Quatre sources différentes ont été utilisées pour les documents écrits. La première c'est les textes — surtout créatifs ou religieux — dont les auteurs sont les membres fondateurs du GIPLLN et de l'ARED eux-mêmes. En seconde position viennent les documents développés et écrits par le personnel de l'ARED, principalement sa série de manuels d'alphabétisation de base. La troisième catégorie comprend les nouveaux livres développés par le personnel de l'ARED, ou des publications existantes traduites en langue sénégalaise par celui-ci, à la demande d'un donateur extérieur. Des publications de cette nature incluent tout, des manuels d'extension agricole à une version en fulfulde de *L'Aventure Ambiguë*, l'œuvre de renommé du romancier sénégalais Cheikh Amadou Kane, traduite sous sa propre direction. Ce qui est intéressant, c'est que dans tous les deux cas cités, le personnel de l'ARED et les revendeurs ont des témoignages de lecteurs parmi la population de fonctionnaires et d'étudiants qui admettent n'avoir jamais totalement compris le sujet jusqu'à voir la version fulfulde.

La dernière source mais non la moindre, sauf numériquement parlant, concerne des manuscrits non sollicités soumis par des auteurs isolés. De telles soumissions ont été très rares jusqu'à une époque récente, en partie parce que l'ARED n'avait pas arrêté des normes claires de contrat et de rémunération pour des auteurs isolés. Ces problèmes sont à présent réglés, toutefois : les auteurs de publications reçoivent 10% des produits de vente de leurs livres en deux versements. En outre, l'organisation a décidé à sa toute dernière assemblée générale d'encourager systématiquement les soumissions d'auteurs isolés afin de promouvoir une large base locale de publications pour cette catégorie d'auteurs ; et le nombre total de tels travaux écrits qui ont paru s'élève maintenant à six.

### Les politiques fiscales

ARED ne distribue pas gratuitement ses livres, mais essaie plutôt de fixer les prix à un niveau qui couvre les coûts de production plus une commission pour les potentiels revendeurs, tout en restant à la portée des bourses sénégalaises. La plupart des titres coûtent actuellement l'équivalent de \$1,50 E.U. Certains sont subventionnés par des donateurs extérieurs, comme les ONG désirant utiliser des manuels d'alphabétisation ou commander des documents traitant de thèmes de développement, ou des institutions bilatérales souhaitant produire des documents d'extension pour des projets qu'elles financent. D'autres sont assurés par les « fonds d'investissement » propres de l'ARED, ou les économies qu'ils ont réalisées à partir de

leurs efforts multiples de formation et de publication durant des années. Au total, ARED couvre actuellement 75% du coût de ses publications à travers la vente des livres et les autres 25% par le biais des subventions et de ses propres fonds d'investissement, faisant de lui à quelque chose près, la source de publications en langue africaine dans l'Afrique de l'Ouest francophone qui s'autofinance.

Durant les dernières années de cette décennie, les revenus de l'organisation étaient énormément renforcés par deux clients. Le premier, c'était l'aide étrangère en soutien aux programmes d'alphabétisation gouvernementaux et qui

— sous le *faire faire* sénégalais ou stratégie de décentralisation — finançait une multitude d'ONG pour développer leurs propres initiatives d'alphabétisation locale et les autorisait à acheter des manuels et des textes d'entreprises de publication comme ARED, qui avait développé des documents certifiés efficaces. Au sujet du volume de ces commandes, par exemple, le nombre de livres d'alphabétisation de base en fulfulde vendus surgit de moins de 9 000 en 1995 à plus de 40 000 exemplaires. La seconde source était le soutien inestimable de l'organisme mondial de secours d'urgence Lutheran World Relief (LWR) au cours de la moitié de la décennie, pour à la fois former les associations locales, et développer et publier une variété de documents. Au total, 47 de ces publications étaient financées entièrement ou partiellement par LWR. Mais son soutien s'était nettement réduit à partir de 1998, dû à des problèmes que cet organisme rencontrait dans sa propre collecte de fonds. ARED était obligé de réduire la taille de son personnel, consolider ses activités, et concentrer ses efforts dans des domaines d'intérêt susceptibles de créer de nouveaux business. L'effort a apparemment payé. En 2000, ARED produisait 12 nouveaux titres et CERFLA assurait 26 nouvelles sessions de formation, pendant que le nombre total de livres vendus rebondissait de moins de 23 000 dans l'année qui a suivi la réduction de ses souscriptions clés, à 41 000 exemplaires.

### Les leçons apprises

Quelles leçons retenir de l'expérience ARED ? Tout d'abord, l'histoire d'ARED indique clairement — au moins dans les situations auxquelles l'association a eu à faire face au Sénégal au cours des deux dernières décennies — qu'il est possible de développer un business non-lucratif et une entreprise de publication dévolue à l'alphabétisation en langue africaine et à la dissémination du savoir local. Il y a des formules maniables qui reposent essentiellement sur des ventes locales et services payants (bien qu'en par-

tie assurés à travers le réseau des ONG et fonds d'aide), sans une grosse souscription des institutions donatrices. ARED a survécu pendant cette transition et s'est organisé pour continuer de croître. Plusieurs facteurs non-financiers ont pourtant joué un rôle crucial dans la réussite de l'association :

- ARED et CERFLA sont tout aussi bien un « mouvement » qu'un business non-lucratif. Les contributions d'un certain nombre de meneurs politiques au sein même de la communauté fulaphone, à la fois dans la diaspora et localement au Sénégal, ont été déterminantes dans la maturation et la croissance de ces associations.
- Une capacité à déchiffrer les indications de temps et à discerner des « créneaux » de développement pour des publications en langue nationale africaine et le développement de l'alphabétisation a été également essentielle. Beaucoup dans l'esprit actuel de la décentralisation, du renforcement local et de renouveau culturel fait bien marcher la formule, mais un peu d'esprit d'entrepreneuriat et de finesse est requis pour capitaliser là-dessus.
- Un bon appui institutionnel en comptabilité et une bonne gestion se sont avérés aussi déterminants. ARED bénéficie ici d'un système et d'une piste d'enregistrement pour la gestion des ressources, et de son statut d'association immatriculée aussi bien aux États-Unis qu'au Sénégal.
- Ironiquement, peut-être, les aspects de la révolution de l'information ont simplifié et soutenu le travail de publication en langues africaines. Des ordinateurs sont à même d'identifier les origines spécialisées des sonorités spécifiques d'une langue qui causaient de sérieux obstacles à l'âge de la machine à taper, des maisons d'édition modernes rendent relativement aisées la conception et la production de documents locaux, et le courrier électronique resserre les liens entre partenaires éloignés.

### Reconnaître qu'une ressource est en voie de disparition

A ces facteurs on devrait ajouter le statut de minorité tout comme la résistance particulière de la communauté peul, qui ont conféré à cette tentative une certaine aura de « cause sacrée ». Rien ne cadre aussi bien les valeurs du savoir local et la volonté de se perpétuer, nous semble-t-il, qu'une prise de conscience généralisée qu'il s'agit d'une ressource en voie de disparition.

# Burkina Faso : Intégrer les prédictions locales et scientifiques des pluies

*Cet article a été rédigé par Carla Roncoli, Keith Ingram, Paul Kirshen, et Christine Jost du projet de la Prédiction Climatique pour les Ressources Agricoles (CFAR en anglais), une initiative de recherche interdisciplinaire pilotée conjointement par l'Université de Georgia et l'Université de Tufts, et financée par le Bureau du Programme Global de l'Administration Océanique et Atmosphérique Nationale. Une version plus longue est à paraître dans , v.15. Pour plus d'information, bien vouloir contacter Carla Roncoli par téléphone au (404) 524-8833 ou par courrier électronique au [croncoli@gaes.griffin.peachnet.edu](mailto:croncoli@gaes.griffin.peachnet.edu).*

## **Notes CA 39** **Novembre 2001**

Cette étude de cas décrit comment les agriculteurs du Burkina Faso prédisent la saison hivernale et examine comment leurs prédictions se rattachent à celles scientifiques. Ces dernières années, la science météorologique a fait d'énorme progrès en matière de prévision climatique. Le fait de savoir que les températures à la surface de la mer (TSM) influencent le mouvement atmosphérique global permet aux scientifiques de formuler des prédictions de pluies. Celles-ci sont présentées comme la probabilité de la quantité totale d'eau de la saison hivernale étant au-dessus de la normale, en-dessous de la normale, ou normale en comparaison avec une moyenne résultant d'une analyse des séries sur 30 ans. En Afrique de l'Ouest, la saison hivernale se rapporte aux trois mois de juillet, août et septembre, durant lesquels 90% de la pluviométrie totale annuelle se produit.

Plutôt que de concevoir le savoir local et celui scientifique comme absolument incompatibles, notre étude montre que les paysans sont habitués à fonctionner dans de multiples cadres cognitifs et qu'ils désirent recevoir les prédictions scientifiques en raison du peu de fiabilité des prévisions locales dû à la variabilité croissante du climat. Mais afin de bien transmettre les prédictions scientifiques, nous avons besoin de comprendre ce que les gens pensent de la pluie, y compris la manière dont ils perçoivent et prédisent la variabilité. Comprendre les modèles culturels locaux est essentiel pour une transmission effective des produits de la recherche et des technologies de développement.

### **La localité et les moyen**

Bonam est un village situé dans la Province du Namentenga, l'une des plus pauvres des 45 provinces du Burkina Faso. La majorité des habitants de Bonam sont des Mossi, l'ethnie majoritaire du pays, et tirent leur subsistance de la culture de céréales et de légumes, associée à l'élevage, le petit commerce, et la migration de main-d'œuvre vers la Côte d'Ivoire. Quelques Peul se sont aussi installés dans la zone.

Les pluies tombent durant une seule saison de mai à octobre, caractérisée par une distribution inter-annuelle extrême et inégale à l'intérieur des saisons. La pluviométrie moyenne annuelle à long terme est de 674 mm. Au début de la saison hivernale, les paysans décident quoi, quand et où semer. Ils le font selon leurs attentes de la saison hivernale, s'efforçant de minimiser le risque en com-



binant la capacité de rétention d'eau des différents types de sol et les positions des champs, avec la quantité d'eau requise pour les différentes variétés de cultures.

Le savoir paysan en matière de prédiction des pluies comprend des répertoires partagés ou populaires, et des répertoire sélectifs ou spécialisés. Les paysans expérimentés (le plus souvent des vieillards) formulent des hypothèses à propos de la saison hivernale en observant des phénomènes naturels, tandis que les spécialistes de la culture et des rites tirent des prédictions de la divination, des visions ou des rêves.

### Savoir populaire de prédiction des pluies

Les indicateurs environnementaux que les paysans utilisent pour prédire la pluie sont disponibles pour l'observation à différents moments de l'année. Parmi les indicateurs les plus précoces et les plus utilisés figurent la période, l'intensité, et la durée des températures froides au début de la saison sèche (novembre-janvier). Les paysans croient que le froid intense (moins de 15°C) à cette période correspond à des pluies abondantes pendant la saison pluvieuse, et que si cette période de froid commence tôt ou finit tard, les pluies en feront de même. Après la période froide-sèche vient une période chaude-sèche (février-avril) : on croit que la chaleur intense à cette période prédit aussi une bonne pluviométrie.

Le second indicateur de prédiction le plus courant est la production de fruits par certains arbres d'essence locale, qui intervient entre avril et juin. Selon les paysans, beaucoup de fruits de *taanga* (*Butyrospermum parkii*) ou karité et de *sibga* (*Anogeissus leiocarpus*) ou raisins sauvages annoncent une saison favorable. Par contre, les paysans lient la production abondante de fruits d'arbres comme le *nobga* (*Sclerocarya*) ou prunier et le *sabtuluga* (*Lannea acida*) ou variété de raisins sauvages à la sécheresse.

Les arbres sont aussi utilisés comme des signes de l'approche des pluies ou de la présence d'eau. Quand *sibga* commence à donner des fruits et *sabtuluga* perd ses feuilles, les paysans savent qu'ils doivent s'apprêter pour semer. *Kankanga* est un figuier qui pousse là où la nappe d'eau est peu profonde. Donc, il signale aux bergers où creuser pour avoir de l'eau pour les animaux, et aux agriculteurs où ils peuvent produire des cultures exigeant beaucoup d'eau comme le coton.

Un autre indicateur disponible en début d'hivernage est le niveau d'eau dans les ruisseaux et les mares. Si le niveau reste constamment haut après les premières pluies, les paysans croient que la saison sera bonne en ce sens que de grosses averses au tout début sont perçues comme

un signe propice. Les bergers qui font paître leurs animaux en brousse observent la nidation du petit oiseau appelé *koobre* en langue nationale Moré, et pensent que lorsque les nids pendent haut sur les arbres, c'est que les pluies seront abondantes ; quand les nids pendent bas, les pluies seront rares.

Les femmes observent aussi le comportement des insectes aux points d'eau et dans les tas d'ordures derrière les murs des concessions. Par exemple, *bugvaré* sont des insectes noirs de l'espèce des *Orthoptera* qui creusent des nids concaves dans les tas d'ordures hors des concessions. Après les premières pluies, des larves émergent, remplissant les nids avec de la terre. Les femmes disent qu'elles espèrent une bonne saison agricole si *bugvaré* remplissent leurs nids de terre jusqu'au bord, ce qui symbolise un grenier plein.

Mais si les signes sont observés pendant la saison sèche, c'est en début d'hivernage que les paysans consolident leurs attentes de la saison pluvieuse. Un démarrage précoce, avec surtout une succession régulière de pluies qui permettent l'installation de la campagne, est plus couramment considéré comme indicateur d'une bonne saison. Le nombre de fois que les paysans doivent semer est aussi une clé d'évaluation de la nature de la saison et de prédiction de la performance des cultures. Par exemple, quand une sécheresse affecta la région en 1997, les paysans avaient connu une crise alimentaire survenue prématurément dès la fin de la période des semis (début août), six mois avant que les systèmes officiels d'alerte précoce de la famine enregistraient des signaux de détresse.

Certains vieux sont aussi capables d'interpréter les mouvements de la constellation et les phases lunaires. Par exemple, les phases visibles de la lune, surtout la pleine lune, véhiculent plus de probabilité de sécheresse que les phases sombres, parce que le clair de lune exerce une force qui empêche la pluie de tomber. Les étoiles aussi indiquent les périodes appropriées de semis pour différents champs et cultures. L'apparition de *Souci* ou pléiade en début mai indique qu'il est temps de préparer les bas-fonds pour les semis. Des changements dans la position de *Budb Kutoega* ou espèce de grande barbe céleste identifie le début et la fin de la période pour semer le sorgho. L'apparition de *Tatba* ou constellation équatoriale en juillet coïncide avec *sa nyanga* ou fortes pluies qui favorisent les semis du maïs.

### Savoir spécialisé de prédiction des pluies

À la différence de l'observation de signes environnementaux qui s'offrent à la majorité des paysans, la divination

et autres pratiques spirituelles relèvent de la prérogative de groupes ou individus sélects. Le plus autoritaire d'entre eux est le *Tengsoba*, le doyen des descendants du clan qui a été le premier occupant des lieux. Il accomplit les sacrifices pour intercéder entre les vivants et les esprits ancestraux et de la terre qui habitent les lieux de culte, et dont certains influencent la pluie. Les prédictions sont formulées à partir du comportement des animaux sacrifiés, le temps qu'ils mettent avant de tomber, la direction dans laquelle ils tombent, et l'endroit où le sang se répand. Le *Tengsoba* et autres spécialistes traditionnels peuvent aussi recevoir des prédictions de pluies des ancêtres ou divinités sous la forme de rêves ou visions.

Les *Marabouts* sont des spiritualistes qui se situent au sein de la tradition islamique, quoique l'orthodoxie islamique désapprouve leurs pratiques. Ces spiritualistes forment un groupe allant d'ecclésiastiques islamistes (*Limam*) qui sont versés dans le Koran, aux devins qui mélangent l'Islam avec des croyances et pratiques traditionnelles. La cérémonie de *Zambende*, qui marque le début de l'année musulmane, est le moment clé pour les *marabouts* de faire leurs prédictions. Les *Marabouts* basent leurs prédictions sur le jour de la semaine qui marque le premier jour de *Zambende*. Chaque jour est associé à un prophète différent et l'année qui suit est caractérisée par des événements symboliques dans la vie ou le temps de ce prophète. Des prophéties sont écrites en arabe avec des instructions pour les offrandes rituelles et autres mesures pour écarter des événements néfastes.

A la différence du *Tengsoba* et des *marabouts* qui peuvent seulement faire des prédictions et offrir des prières pour intercéder en faveur des populations, il y a d'autres spécialistes appelés *sa tatta*, qui prétendent pouvoir commander directement la pluie. Mais leur pouvoir est craint parce que attirer la pluie est considéré comme mettre en danger à la fois les praticiens et la communauté. Des pluies invoquées sont en général de violentes averses (*sarago*) accompagnées de grands vents, de tonnerres assourdissants, et d'éclairs qui causent des dégâts aux cultures, aux habitations, et aux animaux. Pour cette raison, un projet gouvernemental d'ensemencement des nuages au début de la saison hivernale de 1998 causa plutôt de l'anxiété que le soulagement pour les paysans de Bonam.

Certains spiritualistes avaient prédit la sécheresse de 1997 et leurs réponses ont tout aussi bien des implications pour leur rôle potentiel dans la diffusion de prédictions scientifiques. Le *Tengsoba* reconnut avoir eu des prémonitions horribles durant la saison sèche, mais il ne les avait pas révélées. D'autres spiritualistes confirment

qu'ils tendent à ne pas divulguer de sinistres prémonitions parce que le faire « serait comme lancer une malédiction » contre ceux placés sous leur autorité. Formuler des prédictions négatives les réifierait en un inévitable résultat parce que annulant toute possibilité de supplication et de négociation avec les esprits. L'incapacité de modifier le cours de sinistres prémonitions peut aussi saper la crédibilité des spiritualistes qui ont la charge d'intercéder entre les vivants et les esprits. En outre, une prédiction lugubre peut aussi décourager les gens à aller au champ et les persuader à émigrer, sapant l'ordre social sur lequel repose l'autorité des aînés.

### Intégrer les prédictions locales et scientifiques de pluies

Les paysans de Bonam reconnaissent que la société et le climat ont subi de changements significatifs au cours des dernières décennies. Des leaders traditionnels se lamentent que l'école formelle, les religions monothéistes, et les idéologies de modernisation ont diminué leur autorité, surtout au niveau de la jeunesse. La variabilité du climat a aussi entamé la confiance que le paysan avait du savoir local. Les vieux se rappellent que dans le passé, ils étaient capables de prédire le début des pluies avec une telle précision qu'ils pouvaient mobiliser la main-d'œuvre familiale à semer à sec, sachant que la pluie suivrait bientôt, mais à présent, leurs fils refusent d'aller au champ tant qu'il n'a pas effectivement plu.

Mais cela ne signifie pas que les paysans perçoivent les informations scientifiques comme une menace pour la culture locale. Au contraire, les paysans sont vivement intéressés par des sources alternatives d'informations parce que les prédictions locales sont devenues peu fiables à leurs yeux. Leur panorama cognitif, plutôt que d'être statique et uniforme, incorpore déjà une pluralité de cadres de connaissance. Les prédictions locales combinent des observations empiriques et des intuitions spirituelles qui s'inspirent d'une variété de traditions religieuses. Les paysans mélangent des pratiques locales et introduites et des technologies, et les familles combinent d'une manière pragmatique médecine moderne et traitements locaux quand un de leurs membres est malade. Ce qui froisse et suscite du rejet, c'est l'imposition de l'un ou l'autre système de connaissance comme représentant la totalité du savoir.

En conséquence, les informations scientifiques doivent être présentées d'une manière qui soit conforme aux notions culturelles concernant la nature de la connaissance, sa production et sa validation, et sa relation avec la société. Les systèmes locaux de pensée mettent en exergue

la nature partielle de l'entendement humain, ce qui signifie qu'aucune source d'information ne peut se prévaloir de détenir le tableau d'ensemble. Les systèmes de prédiction locaux reposent sur un éventail d'indicateurs qui s'offrent à différentes personnes et à différents moments. Les paysans ne règlent pas les contradictions entre indicateurs dans un scénario argumentaire convaincant. Les discordances parmi les prédictions ou entre les prédictions et les résultats sont expliqués en termes de diversité des niches écologiques et des systèmes de production. La nature probabiliste de la prédiction peut aussi être expliquée par référence à la nature incertaine du destin comme le résultat des négociations entre les vivants et les esprits et, au bout du compte, de la volonté arbitraire de ces derniers.

Il y a plusieurs aspects de méthode et de contenu autour desquels convergent les prédictions locales et scientifiques. Par exemple, en formulant des prédictions, les spiritualistes utilisent des approches évocatrices de la pratique scientifique. Les prophéties de *Zambende* dérivent de l'exégèse de document textuel et des consultations parmi les spiritualistes, qui ensuite les communiquent officiellement au grand public. Dans le domaine de la connaissance environnementale, les prédictions paysannes ressemblent aux méthodes scientifiques du fait de leur dépendance vis-à-vis de l'observation systématique des phénomènes naturels. La génération de la connaissance à partir de l'observation est cohérente avec les styles culturels d'apprentissage par lesquels les enfants apprennent en regardant les adultes plutôt qu'à travers une instruction verbale ou en posant des questions.

Les météorologistes pourraient s'appuyer sur la compréhension locale de la relation entre les températures et la tombée de pluie pour expliquer les aspects techniques des prédictions scientifiques de pluie basées sur les températures à la surface de la mer. Les interprétations paysannes des mouvements du vent reconnaissent aussi la mer comme l'origine des pluies. Durant la saison sèche, les paysans s'attendent à ce que les vents soufflent vers l'ouest, c'est-à-dire, aller prendre de l'eau à l'océan, et puis revenir en soufflant vers l'est au début de la saison hivernale. Les paysans avaient prédit et expliqué la sécheresse à partir de l'absence de tels vents.

Mais les prédictions paysannes divergent de manière significative d'avec celles scientifiques, en particulier sur l'échelle et les paramètres auxquels elles ont affaire. A la différence des prédictions scientifiques, qui sont formulées en référence aux « zones », la production et l'application des prédictions locales sont fondamentalement localisées. Elles dérivent d'une interaction intime avec un

microenvironnement dont les rythmes sont entrelacés avec les cycles de vie de la famille et de la communauté. Ce n'est pas le *sibga* ou *taanga* génériques que les paysans considèrent habituellement pour prédire la pluie, mais des arbres spécifiques près de leur concession ou de leurs champs qu'ils ont pu avoir observés toute leur vie durant.

Pendant que les prédictions scientifiques se basent sur des estimations de la quantité totale saisonnière, les paysans eux évaluent les saisons en termes de types et de période de pluie. Par exemple, ils reconnaissent que la même quantité de pluie tombée peut aboutir à des résultats de production différents s'il s'agit de *sa nyanga* (longue pluie mais régulière qui laisse le sol humide pendant plusieurs jours) ou de *saraogo* (orage localisé accompagné d'un vent violent). Les périodes de déficit pluviométrique qui interviennent pendant l'installation et la montaison causeront plus de dégâts aux cultures que celles intervenant durant les autres stades de croissance des plantes.

Le temps du début et de la fin indiquant la durée des pluies, est un paramètre si saillant qu'une prédiction d'une pluviométrie au « dessus de la moyenne » est invariablement comprise par les paysans de Bonam comme la prédiction d'une saison plus longue. Présentement, la science est incapable de prédire de façon fiable ni la durée, ni la distribution des pluies saisonnières, mais l'intégration des prédictions scientifiques avec le savoir local pourrait autoriser des inférences à cet égard. Par exemple, les grosses pluies anormales qui tombèrent en juillet et août 1999 auraient pu être prédites en combinant les prédictions paysannes d'un début de saison hivernale différée, avec la prédiction scientifique d'une pluviométrie au-dessus de la normale.

## Conclusions

Nos résultats montrent que ni les expériences d'établissement de ponts entre les systèmes de connaissance, ni les concepts de prédiction des pluies ne sont étrangers aux paysans du Burkina Faso. Les prédictions locales convergent avec celles scientifiques sur certains aspects de contenu et de méthode, mais divergent aussi en termes de la portée pratique et des significations morales. Ces contrastes défient la science sur deux fronts.

D'un côté, la spécificité des paramètres de la prédiction locale exhorte la science à être plus sensible aux besoins d'information des paysans et à être plus compatible aux décisions de survie auxquelles ceux-ci doivent faire face. De l'autre, les systèmes locaux d'expertise et de leadership lient étroitement connaissance et responsabilité sociale, demandant aux scientifiques d'être plus conscients et plus

comptables des impacts de la connaissance qu'ils produisent et offrent aux utilisateurs.

Cette responsabilité nous propulse au-delà du travail d'intégration des prédictions locales et scientifiques tant du point de vue de la forme que du contenu, pour relever le défi qui consiste à s'attaquer aux conséquences et au contexte de leur utilisation. En particulier, la mise à disposition des informations doit être intégrée dans des in-

terventions appropriées qui soutiennent la capacité des paysans à négocier un résultat mitigé des scénarios prédits. Les scientifiques, les décideurs politiques, les donateurs, et les agents de développement doivent ensemble imaginer des approches cohérentes et durables afin d'améliorer la flexibilité des systèmes locaux de production et la résilience de la sécurité alimentaire pour les petits agriculteurs de la région Soudano-Sahélienne.

# Niveler les systèmes des savoirs locaux et modernes : Soins de santé maternelle en Ouganda rural

Cet article a été rédigé par Dr. Maria G.N. Musoke (PHD), Université de Makerere, BP 7062, Kampala, Ouganda, Tél. : 256-41-534149/533475, Fax : 256-41-540374/530024.

**Notes CA 40**  
**Janvier 2002**

L'Ouganda est l'un des pays les<sup>1</sup>moins urbanisés d'Afrique, où 80% de sa population d'environ 20 millions d'âmes vivent dans les zones rurales. L'économie ougandaise repose principalement sur l'agriculture et les femmes participent pour 60 à 80% de la main-d'œuvre. La santé des femmes, de ce fait, a des implications sociales et économiques vitales pour le développement national. Cependant, parmi les femmes ougandaises en âge de procréer, les questions de santé maternelle constituent un problème majeur, comme le prouvent les indicateurs suivants : un taux de mortalité maternelle élevé estimé à 506 pour 100 000 ; un taux de fertilité également élevé d'environ 6,9 ; seulement 38% environ des naissances sont assistées par des agents de santé, le reste (62%) par des Aides Accoucheuses Traditionnelles (AAT)<sup>1</sup> et des parents<sup>2</sup>. Pour s'attaquer à ces problèmes, le Ministère ougandais de la Santé (MS) a identifié plusieurs stratégies et activités. Certaines de ces activités incluaient l'expansion du système de référence et l'amélioration du réseau des AAT aussi bien que de leur formation. Le projet des Services d'Extension Ruraux et d'Assistance pour des Soins d'Extrême Urgence (RESCUER en anglais) avait démarré comme l'une de ces initiatives.

## Description du projet

Le projet RESCUER a été lancé en mars 1996 en tant que projet pilote, dans le District d'Iganga<sup>3</sup> en Ouganda oriental. C'est au fond un projet de référence, conçu pour s'attaquer au problème de la mortalité maternelle élevée. Le projet a été initié par le MS, le FNUAP et le Secrétariat ougandais à la Population. Un comité de pilotage multi-sectoriel du district d'Iganga exécute le projet, tandis que le FNUAP et le MS assurent le contrôle de toute l'opération.

RESCUER a trois composantes : la communication, le transport et la qualité de prestation des services de santé.

### *La communication*

Le type de Technologie de Communication de l'Information (TCI) choisi était dicté par un certain nombre de facteurs dont : l'absence d'électricité dans la plupart des zones rurales, le manque de téléphones fixes, la nécessité pour la TCI d'être accessible 24h/24, la flexibilité, le besoin de réutiliser le système dans d'autres endroits du pays et la viabilité économique du système à la fin du

projet. Pour ces raisons, la radio VHF était le type de TCI utilisé dans le projet. Ceci incluait des stations fixes basées au niveau des postes de santé, des talkie-walkie avec les AAT, et des radios mobiles dans l'ambulance de l'hôpital de référence et dans le véhicule du Médecin Chef de District. La communication radio VHF est alimentée par énergie solaire, évitant ainsi la pénurie courante d'électricité ou des problèmes de variation de tension.

Le projet RESCUER a été conçu pour connecter les pourvoyeurs de soins de santé de la communauté rurale traditionnelle avec le système moderne de santé à un coût moindre de telle manière que lorsqu'il y a une urgence obstétricale dans un village, une AAT utilise son talkie-walkie pour demander de l'assistance au poste de santé le plus proche. Un message indiquant ce qu'il y a à faire est immédiatement retransmis sur le système de radio. Si l'AAT n'est pas à même de gérer le cas, le poste de santé envoie un véhicule avec une sage-femme pour récupérer le patient. Si un cas ne peut pas être géré au niveau du centre de santé, on appelle l'hôpital et une ambulance est envoyée pour transporter le malade à l'hôpital de référence.

#### *Le transport*

Des triporteurs ont été offerts à chacun des postes de santé primaires participants, qui étaient généralement des centres de santé du sous-comté. Une vieille ambulance de l'hôpital principal de référence a été réparée et équipée de communication radio. Les AAT ont été dotées de bicyclettes afin de les aider à se rendre aux postes de santé pour charger la batterie des talkie-walkie et collecter les statistiques du mois.

#### *La qualité de prestation des services de santé*

Ceci implique le renforcement des capacités (par ex., la formation des AAT, des sage-femmes, des techniciens), le recrutement d'au moins deux sage-femmes et d'un infirmier chef de poste dans tous les postes de santé participants, la rénovation des salles de maternité (y compris l'approvisionnement en lits d'accouchement, oxygène, et potences) et la dotation régulière de trousse maternelles d'urgence et autres effets nécessaires.

#### **Mise en oeuvre**

Un comité de pilotage du district comprenant le Directeur des Services Sanitaires du District (DSSD – appelé autrefois Directeur du District Médical), et des fonctionnaires d'autres secteurs dans le district a été constitué pour superviser la planification, le développement et la

mise en oeuvre du projet. Elle répond devant la plus haute hiérarchie du district, à savoir le président du LC5. Le comité de pilotage est dirigé par le DSSD, et comprend des représentants des secteurs clés relevant de la santé dans le district.

#### **Résultats et impact**

En juillet 1999, l'auteur de cet article a conduit une étude pour évaluer l'impact du système de communication sur les soins de santé maternelle, et sa contribution au projet de référence. Elle a identifié des facteurs affectant le projet, aussi bien que les coûts et la viabilité du projet. Des données de sources à la fois primaires et secondaires ont été collectées. Les sources secondaires incluent des rapports d'avancement et autres documents du projet. Des données primaires qualitatives ont été collectées à travers des interviews et sur la base des incidents relatés par les agents de santé et les AAT. L'échantillon d'étude était axé principalement sur le district d'Iganga où le projet était en cours depuis mars 1996.

Le nombre accru d'accouchements par les soins des agents de santé et l'augmentation des références aux postes de santé ont abouti à une réduction d'environ 50% du taux de mortalité maternelle (TMM) en trois ans tel qu'indiqué ci-dessous :

« Une enquête menée tout récemment dans trois districts d'Arua, Iganga et Tororo, qui ont tous fait former leurs AAT, a montré que le TMM d'Iganga a baissé de 500 pour 100 000 en 1996 à 271 pour 100 000 ; même si les taux pour Tororo et Arua ont baissé, ils se situaient néanmoins tous les deux au-dessus de 350 pour 100 000. Ceci indiquait que les facilités de transport et de communication à Iganga ont contribué à une réduction du TMM. Avant le projet, il y avait des problèmes de manque de facilités de communication et de transport qui rendaient les références lentes, et parfois aboutissaient à la mort prématurée de la mère ou du bébé ou des deux » (L'Administrateur).

Six postes de santé et un hôpital de référence ont participé au projet. De cet ensemble, quatre postes de santé et l'hôpital de référence ont été étudiés et leurs sage-femmes interviewés. En outre, dix AAT, trois administrateurs de projet et quatre femmes bénéficiaires ont été interviewés.

Pour les AAT, la technologie des talkie-walkie a été une source de renforcement parce qu'elle valorisait leur image et leur crédibilité, faisait donc mieux accepter les conseils de référence qu'elles donnaient, et augmentait aussi leur revenu à travers le nombre croissant de femmes qu'el-

les ont assistées. Celles qui ne savent pas écrire en plus ont fait remarquer que :

« Puisque je ne sais pas écrire, il m'était difficile de référer les femmes ; je devais aller avec elles au poste de santé et expliquer...mais à présent, le talkie-walkie m'a épargnée de ce problème, parce que j'appelle tout simplement la sage-femme et j'explique l'état de la personne que je lui réfère...Je n'ai pas à escorter toute personne que je réfère » (AAT7).

La technologie de communication a rapproché les sage-femmes des campagnes les unes des autres, et de ce fait a atténué l'isolement et facilité des consultations rapides. Les situations de panique et la gestion aléatoire de complications étaient considérablement réduites.

A l'hôpital de référence, il a été rapporté que la communication a rendu la tâche des sage-femmes plus facile parce que celles-ci pouvaient à l'avance savoir à quoi s'attendre et se préparer pour les urgences. Les femmes bénéficiaires ont dit que ce contact par communication leur donnait de l'espoir dans les situations critiques.

### Leçons apprises

L'étude a mis en exergue un certain nombre d'enseignements :

#### *La complémentarité*

- Une masse critique d'activités complémentaires est nécessaire pour obtenir un maximum d'impact. Par exemple, l'étude a trouvé que la composante communication avait certes beaucoup contribué au succès du projet RESCUER, mais celui-ci ne pouvait pas se maintenir tout seul. Pour que le projet atteigne ses objectifs de références performantes conduisant à un nombre élevé d'accouchements assistés par un personnel formé, les deux autres composantes (transport et qualité de prestation des services de santé) devaient jouer leur rôle complémentaire. Quand le véhicule tombait en panne, toutefois, il a été rapporté que la présence d'une sage-femme et le système de communication avaient joué un grand rôle en sauvant des vies humaines : les AAT appelaient pour consulter les postes de santé, ceux-ci aussi appelaient pour consulter des collègues et des seniors. Cependant, là où l'urgence nécessitait une référence, le besoin d'un véhicule de transport devenait très crucial.

#### *La technologie*

- L'impact de la TCI est renforcé si la technologie est adaptée aux conditions locales. Comme indiqué, le

choix de la TCI a été fait après examen minutieux des problèmes locaux en milieu rural ougandais.

- L'utilisation de l'énergie solaire par le système de communication radio pourrait aussi profiter aux postes de santé qui n'ont pas d'électricité. En particulier, l'étude a recommandé que l'énergie solaire soit étendue afin de pourvoir de la lumière dans les salles de maternité et dans les salles de femmes en travail des postes de santé de référence du premier niveau.
- Selon toutes les personnes interrogées, la simplicité du système de communication radio a facilité son utilisation.
- L'audibilité publique du système de communication radio fait qu'il est difficile d'en abuser ou d'en faire un mauvais usage. Les enquêtés ont indiqué que les appels effectués sont habituellement brefs et vont droit au but, et que la nature de cette TCI la protège du vol.
- Une approche par TCI multi-grade peut apporter les bénéfices de la technologie de pointe aux populations rurales d'Afrique sub-saharienne. Une telle approche sera à même de satisfaire les différentes capacités à divers niveaux en Afrique. Par exemple, la télé-médecine et autres facilités de technologie de pointe (par ex., l'Internet) peuvent être adoptées à l'hôpital du district, tandis que de simples technologies comme la radio peuvent servir les niveaux plus bas (postes de santé ruraux, AAT, etc.). Le fait que les postes de santé du premier niveau s'en réfèrent à l'hôpital du district serait une garantie que la population rurale profite indirectement de la technologie de pointe.

#### *La capacité institutionnelle*

- Le projet s'est bâti sur les infrastructures et capacités locales existantes, y compris les systèmes des savoirs locaux. La connaissance des AAT de la culture locale, des valeurs et leur capacité à agencer des pratiques traditionnelles et modernes ont été déterminantes pour le projet. En vérité, le projet a démarré à la base avec le savoir local détenu par les AAT, et l'a amélioré en organisant des cours de mise à niveau et en équipant les AAT, aussi bien que les agents de santé, avec une TCI simple, des moyens de transport et des dotations régulières.
- Nivelier les systèmes des savoirs locaux et modernes peut accroître l'impact. Par exemple, le projet RESCUER a réuni les praticiens traditionnels et modernes de santé et inculqué la compréhension et la confiance mutuelles qui ont amélioré les soins de santé maternelle.

- <sup>1</sup> Une Aide Accoucheuse Traditionnelle (AAT) est une personne de la communauté qui n'a pas reçu de formation mais qui a une connaissance des pratiques traditionnelles acquises par apprentissage et qui font partie de la culture et du système de valeur de la communauté locale. Elle assiste les femmes pour les accouchements, conseille et traite des questions de santé familiale utilisant habituellement des herbes et/ou autres médecines et pratiques traditionnelles. (Adapté du : Programme National des Aides Accoucheuses Traditionnelles de l'Ouganda. MS / Division de la Santé Maternelle et Infantile et de la Planification Familiale, Kampala).
- <sup>2</sup> *Source* : PNUD (1998), Rapport du Développement Humain en Ouganda.
- <sup>3</sup> Le district d'Iganga avait une population de 706 476 habitants dont 52% étaient des femmes. C'était avant que Mayuge fut séparé d'Iganga en 2000. *Source* : Département de Planification du District d'Iganga.



# Erythrée : Eliminer une pratique traditionnelle dangereuse

*Cet article a été rédigé par Peter H. Wolff, Médecin, Ecole de Médecine de Harvard, Boston, MA, 02115, USA.  
Pour de plus amples informations, bien vouloir s'adresser par courrier électronique à [wolff\\_p@tch.harvard.edu](mailto:wolff_p@tch.harvard.edu).*

**Notes CA 41**  
**Février 2002**

La mutilation génitale de la femme est répandue à travers plusieurs régions d'Afrique et ailleurs. Elle est habituellement perpétrée durant la petite enfance et a de sérieuses conséquences pour le bien-être médical, gynécologique et obstétrical des filles. Ces effets persistent durant toutes les années de maternité et au-delà. Moins reconnues souvent sont les souffrances psychologiques, l'humiliation de la dignité sociale et du concept de soi des filles et femmes assujetties à cette pratique traditionnelle.

L'infibulation qui est habituellement pratiquée durant la petite enfance est la forme la plus radicale et la plus destructive de mutilation génitale de la femme. Elle a aussi les conséquences gynécologiques et obstétricales les plus destructives. La pratique de l'infibulation était traditionnellement très répandue à travers toutes les basses terres de l'Erythrée, et surtout parmi les nomades. Pendant les 30 ans de guerre pour l'indépendance de l'Erythrée, le département médical des forces de libération qui traitait non seulement les combattants mais aussi les populations civiles dans les zones libérées, devait fréquemment traiter des filles et femmes avec des dérèglements gynécologiques et obstétricaux majeurs. La plupart de ces dérèglements étaient liés à la mutilation génitale. La question a été donc discutée dans les détails parmi les combattants pour savoir quelles mesures pourraient être prises pour soulager les femmes de ce fardeau épouvantable, afin d'éviter de sérieuses complications médicales. Au même moment, il était reconnu que cette pratique était totalement incompatible avec les efforts en cours pour améliorer le statut social des femmes dans la société.

Des visiteurs expatriés sur le champ de bataille qui ont été informés au sujet de la pratique de mutilation génitale parmi les nomades érythréens, et d'autres à l'étranger qui apprirent la nouvelle, étaient outragés et insistèrent immédiatement que l'infibulation chirurgicale soit interdite, avec de sévères sanctions à l'encontre de ceux qui continuaient cette pratique traditionnelle dangereuse. Ces expatriés n'avaient compris ni le délicat équilibre entre les forces de libération et la population civile, ni que la politique d'ensemble des forces d'indépendance à unifier le pays dépendait de la coopération et de relations proches de travail parmi tous les secteurs de la population. La majorité des étrangers assumaient de plus qu'en ce moment-là, c'était essentiellement les hommes qui perpétreraient ces mutilations sur les femmes. Historiquement, les pratiques abominables étaient certes instituées par les hommes sur les femmes, mais

après des siècles, les femmes avaient assimilé l'importance culturelle de la pratique, sur la base du postulat que les femmes qui n'étaient pas infibulées ou excisées étaient exposées au danger de la promiscuité sexuelle ou de la prostitution. Pour préserver leur respect au sein de la communauté, les femmes persistèrent donc dans la mutilation, et dans plusieurs pays, cela se pratique jusqu'à nos jours.

Le département médical des forces de l'indépendance érythréenne prit donc la décision de ne pas interdire la pratique dans les basses terres et de ne pas infliger des sanctions à ceux qui continuaient la pratique. Ils reconnuent qu'essayer de l'arrêter par la force aliénerait seulement la population et pousserait la pratique à la clandestinité. Au lieu de cela, des rencontres sous forme d'ateliers répétés ont été organisées pendant un mois et animées par des infirmières et des médecins, rencontres auxquelles étaient invitées, sur la base du volontariat, les Aides Accoucheuses Traditionnelles (AAT), qui étaient les civiles qui pratiquaient les infibulations. A ces ateliers, les AAT recevaient des informations détaillées sur les effets très dangereux et immédiats de l'hémorragie et de l'infection liés à cette pratique, aussi bien que sur les conséquences gynécologiques sérieuses à long terme, l'accroissement de la mortalité infantile et maternelle, et d'autres choses de ce genre. Elles ont aussi subi des cours sur la technique moderne de stérilisation, les pratiques obstétricales, etc. Comme c'est la pratique aux ateliers érythréens, la transmission des informations était suivie de discussions très animées. Après coup, les AAT retournaient dans leurs villages.

Bien qu'il n'y eut pas d'études systématiques de suivi, des rapports anecdotiques ont montré qu'il y avait une

réduction graduelle des conséquences néfastes des mutilations génitales parce que les AAT appliquaient leurs nouvelles connaissances. Toutefois, on ne pouvait pas s'attendre à ce que les pratiques soient abandonnées totalement pendant ou même après la guerre. Depuis l'indépendance, l'Association Nationale des Femmes Erythréennes rend fréquemment visite aux nomades pour poursuivre ces discussions basées sur le respect mutuel et la coopération. L'impression générale est que la pratique est en train de disparaître lentement.

### **L'impact**

La solution la plus rapide pour stopper les pratiques de mutilation génitale de la femme (et celle proposée par les conseillers expatriés officiels) pourrait à première vue être l'interdiction de la pratique et l'application de sanctions à l'encontre de ceux qui continuaient la pratique.

Cependant, au vu de la délicate relation entre les forces indépendantistes et la population civile, il aurait été de toute façon politiquement incorrect d'imposer de telles mesures légales. En outre, les pratiques auraient tout simplement continué dans la clandestinité. Au lieu de cela, les forces indépendantistes s'appuyèrent sur l'intelligence et la bonne volonté propres aux AAT pour modifier graduellement leurs pratiques gynécologiques, une fois qu'elles auraient reçu les informations médicales modernes nécessaires leur indiquant comment les modifier, et éduquer la population civile par la pratique plutôt que par des mesures décrétées. Cette approche jeta aussi les bases pour une formation continue des femmes par les femmes après l'indépendance – un pas de plus vers l'égalité des femmes.

# Développement des Savoirs Locaux en Afrique Francophone

## *Situation dans Quatre Pays*

La mission effectuée vers le milieu de l'année 2001 comprenait les auteurs du présent article, Peter Easton (consultant), Emmanuel Nikiema (membre du Personnel de la Banque mondiale, Représentation au Burkina Faso), et Suzanne Essama, (membre du Personnel de la Banque mondiale, Washington D.C.). Pour plus d'informations, veuillez écrire par E-mail à : [sessama@worldbank.org](mailto:sessama@worldbank.org)

### **Notes CA 42 Mars 2002**

Dans quelle mesure les savoirs locaux (IK) se répandent-ils et sont-ils intégrés dans la politique et la pratique du développement dans les Pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et du Centre? Les résultats d'une mission de la Banque mondiale dans quatre de ces pays —Sénégal, Mali, Burkina Faso et Cameroun — au début de l'été 2001 offrent un bref panorama de la situation actuelle.

Le présent article est basé sur des contacts avec des homologues du secteur public et privé impliqués dans différents aspects de la promotion des savoirs locaux et des interviews qui, dans beaucoup de cas, ont découlé de ces contacts initiaux. La situation dans chaque pays était différente — suivant l'histoire propre du pays et des défis auxquels il est confronté; cependant, il y avait également d'importantes similitudes. Ces deux caractéristiques sont brièvement explorées ci-dessous.

#### **Une abondance d'initiatives**

Beaucoup d'initiatives sont en cours par rapport aux savoirs locaux dans tous les quatre pays, tant dans le secteur public que parmi les organisations non-gouvernementales et à base communautaire. Les activités sont entreprises dans de nombreux domaines du développement: santé, agriculture, éducation, gestion des ressources naturelles, affaires culturelles. En voici quelques exemples:

- Une ONG au Mali engagée à «donner plus de force aux savoirs locaux» (*muscler le savoir local*) recrute des étudiants à travers toute l'Afrique de l'Ouest pour suivre des conférences sur la dynamique des savoirs locaux et pour effectuer des recherches de première main —particulièrement dans la zone agricole de l'Office du Niger — sur la manière dont les fermiers locaux ont adapté les connaissances traditionnelles en matière de fertilité et de production des récoltes aux exigences des opérations commerciales modernes.
- Un centre en zone rurale duSénégal rassemble plus de 400 guérisseurs traditionnels pour échanger sur leurs méthodes et comparer l'efficacité de leurs soins avec les diagnostics de la médecine moderne.
- Le Ministère de la Culture et desArts au Burkina Faso soutient, à travers sa « Direction de l'Héritage culturel,» une série de musées locaux consacrés

à la préservation de l'artisanat indigène et un programme de forum sur les savoirs locaux.

- Un chercheur de la Natural Products Research Foundation au Cameroun a effectué, sous l'égide de l'OUA, une recherche ethno-botanique sur les utilisations traditionnelles du vaste patrimoine des plantes de ce pays. Les savoirs locaux semblent être maintenant un sujet d'un grand intérêt. Il y a des sources de financement, tant privées que d'origine aide étrangère, pour des études et des initiatives dans ce domaine, et il apparaît de plus en plus politiquement correct d'appuyer de tels efforts. Des initiatives transnationales à cet effet ne sont pas rares. Le Ministère de la Culture au Mali a récemment organisé un colloque international de chasseurs traditionnels et de « *chefs de la brousse* » («bush chieftains») de plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest pour discuter des méthodes indigènes de conservation des ressources naturelles; et l'ONG PROMETRA (*promotion des médecines traditionnelles* ou « promotion of traditional medicine ») au Sénégal s'est jointe à d'autres organisations similaires ou a créé des branches de sa propre structure dans douze autres pays africains. Il est évident que tout autre effort maintenant envisagé dans ces pays doit tenir soigneusement compte de ce qui a déjà été fait et des leçons apprises de la pratique jusqu'à ce jour.

### Développement inégal

La popularité même des savoirs locaux comme bannière pour l'action, ainsi que le financement disponible, attirent une telle variété d'aspirants et de contributeurs que la vérification des prétentions par rapport aux résultats sur le terrain est un moyen essentiel pour identifier les meilleures pratiques et séparer le bon grain de l'ivraie. Pourtant une telle vérification est loin d'être la règle.

Il y a néanmoins une quantité croissante de substance dans le domaine des savoirs locaux dans tous les quatre pays visités, mais elle reste inégalement développée à plusieurs égards.

- En dépit de la création de Ministères de la Culture (comme au Mali et au Burkina Faso), la prépondérance des activités reste dans le secteur des ONG et des organisations bénévoles. La promotion des savoirs locaux fait rarement partie de la politique ou des pratiques des agences gouvernementales. Au Sénégal, par exemple, presque toutes les expériences dans le domaine de la médecine traditionnelle ont été effectuées sous des auspices privés, et leurs partisans

ont eu peu de succès dans leur tentative d'intéresser le système médical officiel à de telles initiatives.

- Il y a également une divergence marquée entre ce que l'on pourrait appeler les secteurs « essentiels » et « secondaires » du développement. La plupart des initiatives en matière de promotion des savoirs locaux ont été entreprises dans les domaines des services sociaux tels que la santé, la culture et l'éducation. Il y en a également, quoique moins nombreuses, dans l'agriculture. Plus l'on s'éloigne du domaine du développement social vers celui de la technologie, des finances et des secteurs plus techniques du développement, moins on trouve de gens qui comprennent le rôle des savoirs locaux ou qui sont prêts à les prendre en considération. La gestion des ressources naturelles constitue peut-être l'exception la plus notable.
- L'utilisation des langues africaines dans beaucoup de cas est étroitement liée aux efforts faits pour enregistrer, développer, et incorporer les savoirs locaux; mais les pratiques à cet égard sont conditionnées par tout un tas d'autres préoccupations en matière de politique. Il est en général plus difficile d'adopter des politiques cohérentes en faveur des langues africaines dans les pays côtiers qui comptent des centaines de langues que dans les pays de l'intérieur ou les pays Sahéliens qui ont un nombre plus limité de langues et quelques *lingua franca* prédominantes. Le Cameroun, par exemple, doit à la fois prendre des mesures concernant le bilinguisme (français-anglais) officiel et un certain nombre de différentes langues africaines, et est donc de ce fait toujours en train de chercher quelle politique adopter concernant l'utilisation de ces dernières dans le système éducatif.

Pourquoi cette situation de progrès inégal? Les modèles dominants de développement sont difficiles à changer, il est vrai, et plus le domaine est technique, plus il est lié aux normes internationales de procédure et de performance. Les savoirs locaux constituent donc naturellement un phénomène où la rhétorique et la pratique tendent à être un peu divergentes: il y a souvent un bénéfice politique à les approuver, mais un vrai coût politique à faire quelque chose de concret à leur sujet.

Il y a cependant d'autres raisons valables pour expliquer ce développement inégal.

Le secteur des ONG fournit un bon laboratoire d'expérimentation des approches innovatrices avant d'essayer d'incorporer les plus réussies ou les plus appropriées d'entre elles dans la politique officielle; il n'est donc pas étonnant que de nouvelles initiatives se multiplient dans ce

secteur. Dans un contexte multiculturel, aux savoirs locaux *de qui* va-t-on donner la prééminence devient une question épineuse, tout comme la question de savoir *quelle* langue ou langues africaines recevront un statut officiel. Il y a de bonnes raisons d'avancer lentement lorsqu'il s'agit de prendre de telles décisions.

Une conséquence de ce développement inégal est naturellement un manque de cohérence et de coordination dans « le secteur des savoirs locaux. » Les acteurs qui sont dans une arène donnée ne savent pas ce que font ceux qui sont dans une autre arène, il y a peu de normes communément acceptées pour le travail, et il y a beaucoup de concurrence. Cela n'est pas totalement mauvais, cependant. La multiplicité des efforts favorise au moins l'apparition de nouvelles idées et produit une variété d'approches que l'expérience pourra aider à trier.

### Reconnaître l'existence de différentes variétés d'IK

Un résultat de l'expérience croissante en matière de développement des savoirs locaux dans les quatre pays visités est la sophistication croissante dans la compréhension des différentes significations et applications des savoirs locaux. Un groupe interviewé au Sénégal a offert peut-être l'analyse la plus claire des différentes et potentiellement complémentaires interprétations des savoirs locaux actuellement exprimés sur le terrain. Ce groupe a distingué trois différentes approches :

- *Les savoirs locaux en tant qu'héritage du passé*, à conserver soigneusement et à respecter — une approche qui montre le genre de vénération que l'on devrait avoir pour la sagesse accumulée des générations passées si intensément exprimée dans la célèbre phrase d'Amadou Hampaté Bâ, « chaque fois qu'un vieillard meurt, c'est comme une bibliothèque qui brûle. »
- *Les savoirs locaux comme incarnation d'un mode différent et spécifiquement africain de pensée* — une « épistémologie » africaine et donc un moyen de repenser les méthodes de développement dans des domaines tels que la santé, l'agriculture, et la gestion des ressources naturelles. Les partisans de cette approche soulignent l'échec des méthodologies actuelles de développement comme preuve du besoin de nouveaux concepts enracinés dans l'héritage culturel des populations concernées.
- *Les savoirs locaux en tant que moyen et processus d'expression de ce que les populations indigènes connaissent, et moyen de les impliquer dans l'acquisition des connaissances requises pour le développement*, et ainsi

de transmettre aux futures générations le meilleur que le présent a à offrir. Les partisans de cette approche insistent que promouvoir les savoirs locaux est autant une question de rendre les acteurs locaux capables de produire de *nouvelles* connaissances — basées à la fois sur l'héritage du passé et une évaluation lucide des défis actuels — que de simplement répertoire et stocker les traditions héritées du passé.

La *synthèse* de ces trois perspectives semble avoir le plus grand potentiel pour stimuler un respect généralisé pour les savoirs locaux. Mais les exemples sont rares, bien que le langage que les gens utilisent reflète de plus en plus une perspective complexe. Nos interlocuteurs ont parlé de « se référer à » ou d'avoir régulièrement « recours » aux savoirs locaux dans l'élaboration de nouveaux modèles de développement, plutôt que de se contenter simplement de les sauvegarder. Par ailleurs, beaucoup étaient sensibles aux avantages de la troisième approche, qui fait des savoirs locaux un processus actif, plutôt que purement une question d'anthologies et de musées, et les relie à un programme de participation populaire et de décentralisation.

### Développer les maillons manquants

Où va le mouvement dans ces quatre pays? Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés ses partisans? Le plus gros « maillon manquant » dans tous les sites visités réside dans l'incapacité ou l'opportunité insuffisante « d'injecter » les résultats des initiatives de promotion des savoirs locaux dans les politiques et les procédures qui régissent le développement local, de passer des forum flatteurs aux expériences encourageantes, jusqu'aux changements réels de politique et de pratique généralisée.

Cette situation est reflétée dans les pays visités et dans les organisations de donateurs tels que la Banque mondiale. Les préoccupations au sujet des savoirs locaux, si elles sont à présent plus fréquemment reconnues que dans le passé, tendent à être compartimentées dans des services ou agences spécialisés qui ont cette mission mais ont peu d'effet sur la politique dans les secteurs « fonctionnels » du développement. Au niveau national, il peut y avoir un Ministère ou une agence chargée de la culture, et pourtant travaillant en grande partie dans le vide sans aucune influence sur les questions pratiques du développement économique et social. Dans les organisations de donateurs, des programmes de promotion des savoirs locaux peuvent fleurir mais se croiser peu, si tant est qu'ils se croisent du tout, avec les bureaux traditionnels qui déterminent la politique et la pratique en matière d'aide.

Franchir cette ligne de partage demeure un défi majeur. Quatre domaines d'activité semblent particulièrement importants:

- Promouvoir l'intégration des savoirs locaux dans les projets de développement par *des procédures plus explicites d'implication des acteurs locaux dans la conception des méthodes d'intervention* et dans la prise de décisions tactiques. Dans beaucoup de cas, cela signifie faire de la direction participative et de l'action recherche une procédure opérationnelle habituelle dans les initiatives de développement.
- Développer, préparer et diffuser systématiquement les *outils et méthodes* pour ce genre d'approche participative au développement local.
- Faire des *écoles locales un centre de collecte des savoirs locaux* et un lieu de rencontre entre les agents du développement et les acteurs locaux dans la négociation des investissements et des initiatives qui les prennent en compte.
- Concevoir, expérimenter et mettre en œuvre des *matériels et des méthodes pour la formation professionnelle préalable et en cours d'emploi des agents du développement* qui les initient à une utilisation plus intégrale des savoirs locaux et qui les aident à découvrir des moyens de synthétiser le nouveau et l'ancien.

Les stratégies doivent évidemment être élaborées pays par pays, bien qu'accompagnées de nombreux moyens d'échange transnational. La première étape pourrait être de préférence une sorte d'« évaluation du secteur » ou *état des lieux* effectuée par les chercheurs nationaux en vue de répertorier et comparer les différentes initiatives en cours dans un pays donné et ce qu'on sait de leurs résultats. Cela servirait de prélude et de critères pour donner un ordre de priorité aux futurs efforts. Les ministères du gouvernement et les organisations de donateurs devraient participer à cet examen minutieux, qui impliquera également un « audit » de leurs propres politiques en ce qui concerne la participation locale à la planification du développement et à l'utilisation des savoirs locaux.

Dans tous les quatre pays, les savoirs locaux sont manifestement un domaine d'activité croissante et d'un immense potentiel. Ils sont en même temps un domaine où l'appui des communautés de donateurs peut aider à renforcer considérablement les efforts en cours et « séparer » les initiatives les plus prometteuses des nombreuses actuellement en cours, mais où les décisions de politique du pays d'accueil doivent en dernier ressort régir les normes.

# Foires oires semencières de la Zone Sud de la Tanzanie

*Cet article a été écrit par O.K.K. Mponda (Horticulteur et Enquêteur Principal, Southern Zone Rural Seed Fairs, ARI Naliendele, Mtwara) et E.M. Kafiriti (Agronome, Programme de Recherche sur les Semences Oléagineuses, ARI Naliendele, Mtwara), Naliendele Agricultural Research Institute, P.O. Box 509 Mtwara, Tanzanie, Fax N° 255 023 334023; E-mail NARI@RAHA.COM*

**Notes CA 43**  
**Avril 2002**

La faible productivité des cultures vivrières constitue l'un des facteurs conduisant aux faibles revenus et à l'insécurité alimentaire des habitants de la Zone sud de la Tanzanie. L'utilisation de semences améliorées est un moyen d'accroître la productivité des cultures vivrières. L'on s'est rendu compte que le réseau d'approvisionnement en semences à partir des régions productrices de semences de la Zone sud ne fonctionnait pas librement en partie en raison de la mauvaise infrastructure prévalant dans cette zone. Dans le modèle conventionnel de transfert de technologie (TOT), le réseau d'approvisionnement en semences commence avec la recherche effectuée là où le travail de reproduction se fait et finit avec les agriculteurs qui ont accès à un produit final de semences/variétés améliorées. Le modèle Sources Multiples d'Innovations reconnaît la contribution des systèmes informels d'approvisionnement en semences. C'est pourquoi les experts en matière de développement avancent l'argument que les experts en développement formel et informel de semences/variétés peuvent se compléter pour mieux améliorer l'approvisionnement des agriculteurs en semences des variétés préférées que ne le peuvent les efforts de chaque expert isolément. Les objectifs des foires semencières rurales de la Zone Sud sont donc les suivants:

## **A court terme**

- Créer chez les institutions de re-cherche, les compagnies de semences et les agriculteurs une prise de conscience et l'accessibilité à des semences alternatives et à des matériels de plantation supplémentaires;
- Permettre aux chercheurs, aux agents de vulgarisation et aux agriculteurs de se réunir et d'échanger des idées sur leurs stratégies, les techniques qu'ils utilisent dans le développement des semences et des variétés et de vendre et échanger les matériels de semences; et
- Créer des relations de travail entre les agriculteurs experts en production de semences, les agents de vulgarisation, les reproducteurs/ chercheurs et les producteurs nationaux de semences. Ces relations de travail pourraient conduire à un affinage du contenu de la vulgarisation et à la création de nouveaux programmes et plans de développement de semences/ variétés incorporant plus d'initiatives à base villageoise et de partenariats chercheurs-agriculteurs pour le développement technologique

### A moyen terme

- Accroître significativement le nombre et la disponibilité des variétés de cultures produites par les Instituts Nationaux de Recherche, les compagnies de semences et les propres systèmes de distribution de semences des agriculteurs de la zone sud.
- Promouvoir les systèmes propres de distribution et d'échange de semences des agriculteurs de telle manière que les efforts officiels, ainsi que les canaux commerciaux normaux de vulgarisation, fonctionnent également de plus en plus vers le renforcement des systèmes locaux; et
- Encourager la convergence entre le développement officiel des variétés / production de semences et les agriculteurs dans leur propre développement complémentaire de semences/variétés.

### A long terme

- Accroître la productivité agricole, la disponibilité des denrées alimentaires et le revenu des paysans ruraux de la zone sud. Organisation et tenue des foires semencières au cours des années 1997 –1999, les foires semencières ont été organisées et tenues par l'Institut de Recherche Agricole (ARI), Naliendele et les Conseils de District avec le soutien financier en grande partie du programme Appui aux Projets Ruraux Intégrés (Rural Integrated Project Support) (RIPS) financé par le FINIDA. Cependant, depuis l'année 2000, ce sont les Conseils de District qui financent les foires semencières rurales.

Avant chaque foire semencière, une enquête sur les agriculteurs experts en matière de semences est effectuée et un site pour la foire choisi dans chaque district.

Les agriculteurs experts en matière de semences sont les agriculteurs qui dans leurs communautés sont considérés, sur la base de leur expérience, comme des experts dans certaines cultures et qui approvisionnent les autres agriculteurs en semences. Ces agriculteurs sont invités à exposer leurs produits le jour de la foire semencière. Les autres agriculteurs non identifiés comme experts sont également libres de venir et de participer.

Ils peuvent apporter des semences, des techniques locales et en faire la démonstration aux autres. Les sites des foires semencières sont choisis par district sur la base du potentiel de la zone pour la production agricole, pour la disponibilité de logement, pour leur accessibilité et leur position centrale par rapport aux autres villages de ma-

nière à ce que les agriculteurs des villages voisins puissent facilement assister à la foire.

L'ARI Naliendele était financièrement assisté par le RIPS pour acheter des semences améliorées de différents endroits du pays – particulièrement les institutions de recherche, les compagnies de semences, les magasins de l'Association des Agriculteurs de Tanzanie ainsi que certaines semences difficiles-à-obtenir de certains agriculteurs. De petits échantillons de 5 – 200 grammes de tous les types de semences de différentes cultures comprenant des céréales, des légumineuses, des plantes oléagineuses, des plantes potagères et des arbres fruitiers sont rassemblés et emballés en petits paquets. Ces petits paquets de semences sont vendus ou échangés avec les agriculteurs intéressés à les essayer dans leurs champs.

Pour répandre la nouvelle au sujet des foires semencières, des spots radio sont diffusés 2 – 4 semaines avant l'événement et une couverture en direct est effectuée le jour de la foire.

Les agriculteurs des villages choisis installent des stands pour exposer leurs semences. Ils organisent également des danses traditionnelles la veille des foires semencières pour amuser les participants et faire de la foire semencière un événement animé. Pour coordonner les activités de la foire semencière au niveau du village, divers comités sont formés, par exemple, un comité chargé de la construction des stands (*ujenzi*), un comité chargé de la restauration (*chakula*), un comité chargé des danses traditionnelles (*utamaduni*), et un comité chargé de la sécurité (*ulinzi na usalama*).

Les Conseils de District fournissent aux responsables de la vulgarisation un budget pour assister et participer aux foires semencières. Ils fournissent également aux experts en semences la nourriture et le transport aller-retour jusqu'aux sites des foires semencières.

La foire semencière dure deux jours dans chaque village choisi. Les Commissaires de District sont invités à inaugurer l'événement de la foire semencière. Cet événement commence le soir par des danses traditionnelles. De 19h.00 à 22h.00, des films vidéo sur diverses technologies agricoles sont projetés pour les agriculteurs. La foire semencière elle-même se déroule de 8h.00 du matin à 5h.00 du soir, après quoi l'équipe de la foire semencière se déplace à un autre village choisi dans un autre district.

Le jour de la foire semencière, en plus de l'exposition des semences, des démonstrations sont faites sur l'art du greffage, la fabrication d'outils agricoles, etc. Des chercheurs documentent le savoir-faire des experts en matière de semences en prenant des notes, des photos et des films vidéo. La participation de politiciens, de chercheurs,



d'agents de vulgarisation, d'agriculteurs, et d'entrepreneurs privés en semences crée des contacts de travail et améliore donc les liens entre les différentes parties prenantes.

### Pérennisation des foires semencières

Les Foires Semencières Rurales de la Zone Sud ont commencé en 1997 dans les trois villages de Marambo dans le District de Nachingwea, Mbonde dans le District de Masasi et Kitangari dans le District de Newala. En 1998, les foires semencières ont été élargies pour inclure 9 Conseils de District de la zone sud et en 1999 elles ont été tenues dans 10 Conseils de District.

Afin de pérenniser les foires semencières rurales dans cette zone, à partir de l'année 2000, les Conseils de District ont été encouragés, comme indiqué plus haut, à assumer le rôle principal dans leur organisation sans l'appui du RIPS, avec l'ARI Naliendele jouant un rôle de coordination.

### Réalisations des foires semencières

- Plus grande prise de conscience des semences améliorées et accessibilité de ces semences aux agriculteurs. Les agriculteurs exigent maintenant les semences des variétés préférées.
- Les foires semencières ont démontré que les agriculteurs possèdent des semences, des techniques et des connaissances locales de grande valeur qui peuvent être documentées, diffusées et commercialisées.
- Les foires semencières ont été un précieux outil de transfert de technologie des laboratoires de recherche aux agriculteurs.
- Plus de soixante-dix variétés de céréales, légumineuses, légumes et semences de plantes oléagineuses produites par le système formel de production des semences ont été mises à la disposition des agriculteurs.
- Les foires semencières ont aidé à créer une prise de conscience parmi les chercheurs et les agents de vulgarisation concernant les variétés locales et les ont aidé à avoir accès aux connaissances locales en matière de cultures.
- Les foires ont démontré comment l'on peut protéger les cultures de l'érosion génétique; ainsi, on peut récupérer chez d'autres agriculteurs certains types de semences qui pourraient avoir été perdues dans une zone/village donnés.
- Les foires semencières ont intensifié le débat sur les problèmes de semences dans la zone et aidé

les initiatives de zone dans la production de semences.

- L'ARI Naliendele met maintenant en contact des individus locaux, des groupes de recherche agricole, des institutions locales pour la reproduction de semences des variétés préférées telles que les semences de plantes oléagineuses.
- La culture des haricots a été introduite dans le Département de Chilangala comme culture alternative de rente/vivrière.

La différence entre les foires agricoles et les foires semencières

Quelques questions ont été soulevées par rapport aux raisons pour lesquelles les foires semencières rurales ne devraient pas être combinées avec les foires agricoles nationales Nanenane (un événement annuel dans chaque District et au niveau National) pour minimiser les coûts. Ces raisons sont récapitulés ci-dessous :

#### *Foires agricoles*

- Le personnel de vulgarisation influence ce qui est exposé
- Sapent les savoirs-faire locaux et les cultures traditionnelles
- Démontrent les réalisations de la recherche formelle uniquement
- L'uniformité est une préoccupation majeure
- Mettent l'accent sur l'accroissement de la production
- Encouragent les agriculteurs à adopter les meilleures options
- Exhibition de récoltes et de bétail
- Encouragent la monoculture
- La commercialisation conduit à l'érosion génétique
- Certaines cultures mineures sont négligées
- Se tiennent après la moisson des récoltes en août
- L'objectif principal est de montrer les réalisations scientifiques formelles

#### *Foires semencières rurales*

- Les agriculteurs décident de ce qu'ils veulent exposer
- Encouragent les savoirs-faire locaux et la culture traditionnelle
- Démontrent les réalisations de la recherche et du système de production de semences propre aux agriculteurs
- La diversité des plantes cultivées est une préoccupation majeure
- Met l'accent sur la sécurité alimentaire

- Contrôle la disponibilité des semences de différents types
- L'accent est mis sur les cultures semencières
- Encouragent les agriculteurs à cultiver plusieurs espèces
- Protègent les cultures de l'érosion génétique
- Encouragent l'exposition de cultures mineures qui peuvent avoir des propriétés médicinales
- Favorisent la fertilité des sols par la culture de différentes espèces ayant différents besoins nutritionnels, certains desquelles contribuent à améliorer la fertilité des sols
- Se tiennent au début de la saison des pluies
- L'objectif de ces foires est d'améliorer l'offre des semences produites par la recherche et des semences produites par les agriculteurs eux-mêmes dans les zones rurales.

La compréhension de ces différences est très importante parce que la plupart des agriculteurs en Tanzanie sont des agriculteurs de subsistance, avec des champs de petite taille, qui pourraient ne pas être qualifiés pour participer aux foires agricoles. Les agriculteurs de subsistance cultivent diverses plantes pour la sécurité alimentaire. Les foires agricoles semblent avoir été conçues pour les agriculteurs dits progressistes et commerciaux. Il s'ensuit que même les agriculteurs les plus pauvres peuvent être qualifiés pour participer aux foires semencières. Les Foires Semencières Rurales encouragent la participation des agriculteurs qui n'ont pas beaucoup de ressources en vue de la conservation des ressources génétiques des plantes, ce qui contribue à leur sécurité alimentaire et aux moyens d'existence ruraux. Cela, par conséquent, donne du poids aux pauvres ruraux et renforce leur confiance en leur savoir-faire et dans les ressources génétiques des plantes indigènes.

Ouganda

## Contribution des légumes indigènes à la sécurité alimentaire des ménages

Cet article a été écrit par E.B. Rubaihayo, Kawanda Agricultural Research Institute, P.O. Box 7065, Kampala, et a été publié pour la première fois dans le *African Crop Science Journal*, Africa Crop Science Conference Proceedings, Vol. 3, pp.1337-1340. La présente version a été légèrement modifiée et exclut le texte du résumé en anglais et en français.

**Notes CA 44**  
**Mai 2002**

Beaucoup d'efforts ont été déployés par le gouvernement de l'Ouganda pour produire suffisamment de nourriture pour la population de l'Ouganda et avoir même un excédent pour l'exportation. Cependant, les légumes indigènes, souvent appelés légumes traditionnels, ont été sousestimés en faveur de légumes exotiques introduits dans le pays (Rubaihayo, 1995). Par conséquent, le potentiel des légumes traditionnels n'a pas été exploité.

Les légumes traditionnels sont périssables, ont un faible rendement et leur valeur comme cultures commerciales n'a pas été explorée. Cependant, la majorité des agriculteurs locaux ne peuvent pas toujours produire les légumes exotiques en raison de l'indisponibilité des semences et/ou des coûts élevés de production de ces légumes. Malheureusement, les populations urbaines et rurales sans grandes ressources n'ont pas toujours les moyens d'acheter les légumes exotiques dans les marchés locaux en raison de leurs coûts élevés. Ils dépendent donc des légumes traditionnels comme plat secondaire régulier ou sauce d'accompagnement des mets principaux tels que le maïs, le manioc, les patates douces, la banane, le millet, le sorgho et les ignames (Rubaihayo, 1994).

Les mets principaux fournissent les calories nécessaires pour l'énergie du corps mais sont très pauvres en ce qui concerne les autres nutriments tandis que les légumes traditionnels ont une très haute valeur nutritive. Ils contiennent la vitamine A, B, et C, des protéines et des minéraux tels que le fer, le calcium, le phosphore, l'iode et le fluor en quantités variables mais adéquates pour la croissance normale et la santé. Par exemple, la vitamine A qui est nécessaire pour empêcher la cécité particulièrement chez les enfants est trouvée dans tous les légumes traditionnels feuillus vert-foncé tels que l'*Amarantus* (dodo), le *solanum aethiopicum* (Nakati), le *Manihotesculenta* (les feuilles de manioc) et le *batatas d'Ipomea* (les feuilles de patate douce). D'autre part, des légumes tels que *Solanum indicum* subsp. *distichum* (Katunkuma) sont supposés contrôler l'hypertension artérielle.

Les légumes traditionnels satisfont donc aux principaux besoins nutritionnels en protéines-calories particulièrement chez les enfants, les malades, les vieilles personnes, les femmes enceintes et les mères qui allaitent (FAO, 1988).

Malheureusement, les consommateurs n'ont pas été sensibilisés à apprécier le rôle des légumes traditionnels dans la satisfaction des besoins humains ci-dessus énumérés.

La plupart des légumes traditionnels sont produits partout dans les pays en voie de développement principalement dans les jardins potagers et les jardins familiaux. En raison de l'importance de ces jardins, un Atelier International sur les Projets de Jardins Familiaux s'est tenu à Bangkok, en Thaïlande en mai 1991 en vue de consolider les leçons apprises de l'expérience des projets de jardins familiaux. L'atelier a analysé la pertinence et l'efficacité de la production alimentaire par les ménages comme initiative de développement, ciblée sur les gens les plus nutritionnellement et économiquement désavantagés, et a identifié des stratégies viables d'exploitation des jardins familiaux (Midmore et al., 1991).

Le but du présent article est d'inciter les décideurs en matière de politique et les gestionnaires du développement à réévaluer et donner plus de poids à la production et à la consommation négligées des légumes traditionnels afin d'améliorer la nutrition, la génération de revenus et la sécurité alimentaire pour les ménages de petite taille. Les points de vue exprimés dans le présent article résultent d'interviews effectués auprès de plusieurs personnes dans de nombreux pays parmi lesquels l'Ouganda, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, le Zimbabwe, la Zambie, le Rwanda, le Cameroun, le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Sénégal, etc. bien que l'accent soit davantage mis sur la situation en Ouganda.

### Jardins potagers

Les jardins potagers sont courants dans les centres urbains et leurs banlieues. Ils se composent habituellement de très petites parcelles de terrain contenant habituellement de petites plates-bandes de légumes traditionnels uniquement faisant partie du jardin de la résidence. Les légumes sont produits à bon marché dans ces jardins par l'utilisation de compost plutôt que d'engrais commerciaux (Midmore et al., 1991)

Les légumes traditionnels généralement cultivés comprennent, *inter alia*, les espèces feuillues d'*Amaranthus*, *Basella alba*, *Solanum aethiopicum*, *Solanum gilo*, *Solanum indicum sub sp distchum*, *Cqapsicum species Colocasia esculenta*, *Phaseolus vulgaris*, *Gynendropsis gynandra*, *Vigna unguiculata*, *Bidens pilosa*, *Manihot esculenta*, *Corchorus olitoris*, *Solanum nigrum*, *Abelmoschum esculenta*, *Cucurbita maxima*, et *Acalypha biparlita*. Les légumes exotiques tels que *Brassica oleracea*, *B. oleracea* et *Daucus carota* sont également couramment cultivés. Les rendements de certains légumes frais en Ouganda sont indiqués au Tableau 1 ci-dessous.

### Jardins familiaux

Les jardins familiaux se rencontrent dans les villages. Les parcelles de terrain sont plus grandes que celles des jardins potagers et un nombre indéfini de légumes et d'autres cultures sont cultivés ensemble y compris des arbres fruitiers, des légumes, des plantes médicinales, des cultures vivrières de base et des arbres à ombrage. Les jardins familiaux dans les villages bordant les banlieues des centres urbains sont souvent plantés de choux, de choux-fleurs, de carottes, d'*Amaranthus lividus* (cultivé dans les marais et les sols détremés), de *Solanum gilo*, de *Solanum indicum subsp. dischum* la plupart du temps en monocultures. Ces légumes sont vendus dans les marchés des centres urbains voisins et de leurs banlieues.

**Tableau 1. Rendements en matière sèche des légumes couramment cultivés en Ouganda**

Récolte	Rendement/ha	Référence
Dolique de Chine	11,1 t/ha	Ocaya, unpubl.
Chou	24 t/ha.	Jabber, unpubl.
<i>Amaranthus</i> sp.	20 t/ha.	Rubaihayo, 1994
<i>Solanum aethiopicum</i>	7,5 t/ha	Rubaihayo, 1994

Les jardins familiaux de légumes traditionnels dans les zones rurales sont caractérisés par des systèmes de culture intercalaire et de plantes spontanées durant les saisons de pluies. Dans beaucoup de pays en voie de développement, où ce type de jardins prédominent, la contribution des jardins de légumes traditionnels comme stratégie de production alimentaire été négligée par les décideurs et le personnel de vulgarisation en faveur des légumes exotiques qui sont principalement produit pour des buts commerciaux (Rubaihayo, 1994).

Malheureusement, les ménages ruraux pauvres ne tirent aucun bénéfice de l'augmentation remarquable de la production commerciale des légumes exotiques en raison des coûts élevés des intrants agricoles chimiques nécessaires pour leur production efficace. En conséquence, il est extrêmement important de développer des stratégies de recherche et de production qui permettent directement aux plus pauvres parmi les pauvres de produire non seulement les légumes traditionnels mais également les aliments de base.

Bien que les contributions de ces jardins au bien-être de la famille soient de nature complémentaire, de telles contributions même modestes sont très importantes pour ceux qui ont très peu de ressources dans les zones rurales et urbaines. Ces pauvres gens n'ont souvent accès qu'à des terres marginales sous-utilisées et d'autres n'ont que de très petites parcelles de terrain. Un jardinage familial et potager intensif peut transformer ces terres en source productive de sécurité alimentaire et économique grâce à l'utilisation de pratiques agricoles narratives et des légumes traditionnels qui sont déjà adaptés à ces types de terrains.

### Importance des légumes traditionnels.

Une grande proportion de la population Ougandaise ne consomme pas des quantités adéquates de légumes traditionnels pour satisfaire à leurs besoins journaliers en vitamines, sels minéraux et protéines. Même dans ce qui est consommé, une grande proportion de ces nutriments est détruite ou perdue pendant la préparation et la cuisson. Il y a une efficacité réduite à assurer la sécurité alimentaire toute l'année en raison du fait que très peu des légumes traditionnels sont cultivés, la majorité étant cueillie dans la brousse ou les champs et les plantations. Dans certains des écosystèmes, ils sont considérés comme de mauvaises herbes et sont souvent sarclés et ne sont pas disponibles pendant la saison sèche (Rubaihayo, 1994).

Mais cette situation peut être renversée par des efforts concertés du gouvernement pour éduquer la population en général et les services de vulgarisation à inclure la légumes traditionnels et à accroître les recherches dans le but de produire des cultivars et des méthodes améliorées de traitement, de marketing et de stockage de ces légumes. Cela amènera à une plus grande consommation des légumes traditionnels et leur contribution à la sécurité alimentaire sera renforcée.

Les jardins familiaux sont beaucoup plus communs dans les ménages moins nantis, et constituent la principale ou la seule source de nourriture entre les récoltes ou lorsque celles-ci échouent. Ils fournissent une source essentielle d'énergie et de protéines, particulièrement aux enfants en âge de sevrage, aux malades et aux personnes âgées. Certains des légumes traditionnels peuvent continuer à être productifs même pendant la saison sèche bien qu'à un taux réduit en raison de la diminution de leur croissance. La destruction des habitats et la migration vers les zones urbaines signifient que les aliments sauvages ne sont plus disponibles aux paysans ruraux pauvres et sans ressources. En outre, la commercialisa-

tion de l'agriculture a déplacé de nombreuses cultures indigènes qui avaient l'habitude d'assurer un régime alimentaire équilibré aux populations rurales (Rubaihayo, 1992).

Il est important de noter que les légumes traditionnels, particulièrement les légumes feuillus tels que *Amaranthus*, (dodo, Bugga) *Solanum aethiopicum* (Nakati) etc. peuvent être commodes dans les situations d'urgence et de difficultés découlant de conflits civils et de désordres naturels qui ont comme conséquence le déplacement des communautés. Ces légumes traditionnels commencent à produire peu de temps après le début des premières pluies et peuvent être cueillis trois à quatre semaines après leur plantation. Ces légumes feuillus peuvent être ensuite suivis par des cultures telles que les haricots qui prennent deux à trois mois, comme aliments cultivés de secours, de sorte que les aliments achetés ne sont que des mesures provisoires ou complémentaires (Rubaihayo 1995b).

### Femmes et légumes traditionnels

En Ouganda, bien que les femmes rurales soient responsables de nourrir leurs familles, elles ont pourtant un accès limité aux ressources nécessaires à cet effet. Le jardinage familial offre aux femmes des moyens importants de gagner des revenus sans aller ouvertement à l'encontre des restrictions culturelles et sociales à leurs activités. Les jardins potagers et familiaux peuvent accroître le pouvoir d'achat et la capacité de production alimentaire des femmes qui ont un impact direct sur la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire des ménages.

Là où les légumes traditionnels ont été commercialisés tels que, Malakwang (*Hibiscus* spp.) Nakati (*solanum aethiopicum*), Egobe (*vigna unguiculata*), Entula (*Solanum gilo*), Katunkuma (*Solanum indicum* subsp. *Disticum*), Doodo (*Amaranthus dubious*), Bbugga (*Amaranthus lividus*) particulièrement autour de la ville de Kampala et dans d'autres zones urbaines, c'est principalement les hommes qui les cultivent. Des intermédiaires achètent ces légumes aux agriculteurs (hommes) et les transportent aux marchés, et dans les marchés les femmes les achètent et les revendent en détail au grand public. La vente des légumes traditionnels sur les marchés accessibles aux femmes non seulement assure la sécurité alimentaire à celle qui ont un pouvoir d'achat, mais cela permet aux femmes marchandes d'éduquer leurs enfants, de les habiller et de fournir à leurs familles les articles essentiels au ménage leur évitant ainsi l'extrême pauvreté.

### Jardins familiaux et potagers et environnement

Bien qu'il n'y ait pas d'étude approfondie des effets du jardinage des légumes traditionnels sur l'environnement, on pense généralement que les jardins familiaux correspondent aux systèmes écologiquement sains de gestion des terroirs. La production alimentaire des ménages utilise des pratiques d'agriculture biologique qui ne nuisent pas à l'environnement. Le modèle traditionnel des jardins familiaux est également critique dans la conservation des différentes ressources génétiques végétales (Midmore *et al.*, 1991).

### Conclusion

Les légumes traditionnels constituent un aliment courant pour les ménages et contribuent de manière significative, bien que rarement reconnue, à la sécurité alimentaire des populations rurales dans de nombreux pays africains. C'est pourquoi une éducation de grande envergure au sujet de leur importance comme aliment nutritionnellement équilibré et comme source directe et indirecte de revenu, en particulier pour les familles sans ressources, devrait être entreprise par les gouvernements africains.

### Références

- FAO (Food and Agriculture Organization), 1988. "Traditional Food Plants." FAO Food and Nutrition Paper 42. FAO, Rome.
- Goode, P.M. 1989. "Edible plants of Uganda. The value of wild and cultivated plants as food." FAO Food and Nutrition Paper 42/1. FAO, Rome.
- Midmore, D.J., Vera Nines & Venkataraman, R. 1991. "Household gardening projects in Asia: past experience and future directions." *Technical Bulletin No. 19*. Asian Vegetable Research and Development Center.
- Rubaihayo, E. B. 1992. "The Diversity and potential use of Local Vegetables in Uganda." Pages 109-114. In: *The First National Plant Genetic Resources Workshop: Conservation and Utilization*.
- Rubaihayo, E. B. 1994. "Indigenous vegetables of Uganda." African Crop Science Conference Proceedings 1, 120-124.
- Rubaihayo, E. B. 1996b. "Conservation and use of traditional vegetables in Uganda." In: *Proceedings on Genetic Resources of Traditional Vegetables in Africa: Option for Conservation and Use*, 29-31 August 1995, ICRAF Kenya (en cours d'impression).

# Utiliser les savoirs locaux pour accroître la production agricole

## *Un exemple de l'Inde*

*Cet article a été écrit par Siddhartha Prakash, sur la base d'une visite de terrain à l'école des agriculteurs et sur le site du projet en 2001. Pour de plus amples informations, veuillez écrire par e-mail à: [Sprakash@worldbank.org](mailto:Sprakash@worldbank.org)*

### **Notes CA 45 Juin 2002**

Le savoir est transmis d'une génération à la suivante et d'un pays à l'autre par les liens commerciaux et les interactions sociales entre différentes communautés.

Cet état de fait a donné lieu à un certain nombre d'échanges et d'activités de partage des connaissances transnationaux en Afrique et au-delà. Des agriculteurs et des guérisseurs traditionnels de Mozambique ont échangé des connaissances en matière de meilleures pratiques avec des communautés similaires en Ouganda. Un certain nombre de projets régionaux tel que le Projet de Gestion Environnementale du Lac Victoria ont rassemblé des communautés voisines de pêcheurs du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda.

Ces activités renforcent l'universalité des savoirs locaux, qui sont fixés dans les pratiques traditionnelles des communautés vivant dans différentes régions. En dépit de leurs différences géographiques, les manières dont les communautés en Inde par exemple, font un usage efficace de leurs ressources environnementales et sociales, peuvent fournir des leçons utiles pour des communautés semblables en Afrique.

Le Projet d'Assainissement des Terres Salées en Inde fournit un bon exemple de la manière dont l'intégration des connaissances traditionnelles dans des opérations soutenues par la Banque peuvent aider à transformer des sols stériles en terres arables fertiles. Dans l'Etat d'Uttar Pradesh (UP) au nord de l'Inde, les rendements agricoles déclinaient, tandis que la population continuait à croître durant les années 1980. Des pratiques inadéquates d'irrigation avaient rendu les sols alcalins, tandis que des sauterelles brunes détruisaient 40 – 60 pour cent des cultures de riz paddy et de blé. La plupart de ces terres appartenaient à de pauvres agriculteurs.

Pour accroître la productivité agricole, les services d'encadrement agricole du gouvernement essayèrent de propager de nouvelles technologies et systèmes d'exploitation agricole. Cependant, ces pratiques ne furent pas mises en application par les agriculteurs locaux, qui, de toute façon, regardaient avec méfiance les agents du gouvernement. Egalement, en raison de l'utilisation de méthodes peu participatives, la diffusion de la technologie n'atteignit pas les agriculteurs.

En 1993, le gouvernement de l'UP lança un Projet d'Assainissement des Terres Salées avec l'appui de la Banque mondiale. L'objectif du Projet était de renforcer les institutions locales, d'habiliter les bénéficiaires et de développer un

modèle pour le transfert des prestations de services aux communautés.

Le premier défi consistait à traiter l'accumulation élevée de sel dans les champs. Ces sols contiennent des concentrations élevées de sodium échangeable dans lequel sont dispersées des particules plus fines de terre. En conséquence, l'eau et l'air ne peuvent pas pénétrer dans ces sols, et des conditions fortement alcalines sont créées. Connus sous le nom de terres salées, elles sont toxiques pour les plantes et compromettent l'agriculture, ainsi que la santé humaine et végétale.

### Application des connaissances traditionnelles

Les agriculteurs ont alors créé des comités locaux de récupération des terres et des groupes d'auto-assistance. En appliquant leurs propres connaissances et expériences, ils ont récupéré plus de 68.000 hectares de terres répartis entre 247.000 familles. Ils ont répandu du gypse, construit des remblais, extrait le sel par lessivage, commencé la polyculture, la fumure verte et la rotation des cultures, utilisé le compost et labouré le sol. En maintenant le sol constamment sous couvert végétal par la culture intensive, ils ont protégé le sol du retour des sels de surface.

Depuis le processus de planification à celui d'exécution, les gestionnaires du projet, les ONG et les agriculteurs locaux ont travaillé ensemble pour développer des stratégies endogènes. Celles-ci ont été constamment innovées, modifiées, et adaptées aux conditions locales ou spécifiques. Par exemple, certaines pratiques modernes telles que l'utilisation des engrais chimiques se sont avérées plus nocives que bonnes. Dans ce contexte, les agriculteurs ont développé des technologies indigènes basées sur les savoirs et pratiques traditionnels qui se sont avérées rentables et sans danger pour l'environnement.

Dans certains cas, les agriculteurs se sont inspirés des pratiques agricoles utilisées dans d'autres États. Dans le Maharashtra, un agriculteur local avait mis au point une nouvelle technique de compostage. Le compost Nadep utilise une structure de compostage construite en briques au lieu d'une fosse et a été appliquée dans plus de 100 villages dans la zone du projet.

Les niveaux plus élevés d'oligo-éléments du sol obtenus dans cette forme de compost ont permis de réduire d'un quart le besoin d'utilisation d'engrais et de pesticides, et de réduire également les coûts des intrants agricoles. L'utilisation de moins d'engrais chimiques a amélioré la qualité, le goût et le poids des céréales. La saveur et la couleur des grains parfumés tels que le blé et le riz basmati

ont également été accrues, permettant ainsi aux agriculteurs d'augmenter leurs prix.

Dans le passé, les agriculteurs utilisaient divers pesticides comme la poudre de Melathian. Aujourd'hui, ils appliquent des formes indigènes de pratiques en matière de lutte contre les parasites, telles que la plantation de Daincha (plante de fumure verte) sur les lignes de séparation des rizières. Dans certains villages comme Jively, Devari et Dhanepur, les agriculteurs utilisent les propriétés du neem pour protéger les récoltes des attaques de parasites.

En 1997, il y a eu une attaque massive de sauterelles brunes et plus de 40 pour cent des cultures de riz paddy fut détruite dans l'ensemble de l'Uttar Pradesh. Les agriculteurs locaux savaient que le pétrole éloigne les serpents et peut même tuer certains types de serpents. Un des agriculteurs les mieux informés de la région spécula que si le pétrole pouvait tuer un serpent, il pouvait également tuer la sauterelle brune.

Afin de vérifier cette idée, il pulvérisa du pétrole sur une surface d'un mètre carré de son champ, où l'attaque s'était produite. En quelques minutes, tous les parasites avaient été détruits. Au vu de ces résultats, il pulvérisa du pétrole aux coins du champ et plus tard dans les champs voisins. Au début, 10 litres de pétrole furent pulvérisés sur 0,25 hectares. Avec le temps, l'agriculteur modifia cette technologie en utilisant cinq litres de pétrole, mélangé à 25kg de vannure de riz pour traiter 0,25 hectares de terres récupérées.

### Impact économique

Ces diverses pratiques furent essayées par 600 agriculteurs dans différents districts. Le résultat fut une réduction substantielle des dommages causés par les sauterelles brunes de 49 pour cent à 2 pour cent. L'histoire de ce succès était bientôt répétée, à mesure que les agriculteurs dans tout l'État commencèrent à combattre les attaques de la sauterelle brune avec des extraits de neem, de vannure de riz et de fumure verte. En outre, plusieurs autres pratiques indigènes qui avaient été utilisées par des générations d'agriculteurs étaient de nouveau en vogue. Parmi celles-ci on peut citer certaines pratiques traditionnelles utilisées dans l'élevage pour traiter des maladies communes telles que les vers intestinaux, les maladies des pattes et les douleurs communes aux vaches et aux buffles.

Avec le temps, les connaissances et la sagesse des agriculteurs locaux commencèrent à porter fruit. L'intensité des cultures s'accrut de 37 pour cent à 200 pour cent. Les



rendements du blé et du riz cultivés sur les terres récupérées étaient le double des projections. Après cinq ans, les rendements et les revenus avaient augmenté de 60 pour cent. Dans certaines zones, la valeur des terres avait quadruplé après la récupération. Les salaires ont doublé en raison de l'activité économique accrue. Les groupes d'auto-assistance de femmes génèrent des revenus en diversifiant leurs activités vers l'aviculture et l'horticulture.

Il y a eu également une réduction substantielle de la migration saisonnière de travailleurs hors des villages des projets. Comme le disait un bénéficiaire dans le village de Shobapur, « parce que mes champs *usar* (salés) étaient stériles, j'avais l'habitude d'aller à Bhopal, Bombay et Calcutta pour chercher du travail. Maintenant qu'ils ont été assainis, où est le temps pour toutes ces pérégrinations? »

### L'école des agriculteurs à Pratapgarh, Uttar Pradesh

Cependant, la durabilité de tout projet de récupération de terres dépend de l'efficacité avec laquelle ces terres sont gérées. L'accès régulier à l'information sur de nouvelles pratiques et technologies agricoles est l'un des ingrédients vitaux nécessaires pour soutenir les systèmes de polyculture dans ces zones. Conscients de cela et du fait que l'appui de la Banque ne durera pas pour toujours, un groupe de personnes ressources clé et d'agriculteurs formés s'unirent pour concevoir de nouvelles stratégies innovatrices, en s'inspirant des ressources et des connaissances traditionnelles concernant les pratiques agricoles. Cela conduisit à la création d'une Ecole Rurale d'Agriculteurs à Pratapgarh. Ces pratiques furent institutionnalisées et largement diffusées par l'école. Au début il y avait douze maîtres formateurs dans l'école. Chacun des maîtres devait démontrer dans son propre champ comment certaines pratiques se sont avérées bénéfiques, avant que d'autres commencent à les appliquer.

La formation se faisait dans les dialectes locaux tels que l'Avdi. Les sujets enseignés comprenaient les réseaux améliorés de drainage, l'utilisation de la fumure verte, le compostage, l'utilisation des engrais biologiques, la gestion des crédits, les groupes d'auto-assistance et la polyculture. Chacune de ces techniques s'inspirait des nombreuses années d'expériences indigènes acquises des défis à relever tels que les attaques par les sauterelles brunes.

Une fois que ces résultats montraient des gains positifs, ils étaient diffusés d'un village à l'autre par les formateurs. La formation est en grande partie pratique et se fait par des échanges d'agriculteur à agriculteur. Par

exemple, un groupe d'agriculteurs est emmené dans une zone récupérée plus tôt pour voir les différences de fertilité du sol et de taux de progrès. Les agriculteurs de la zone du projet sont également emmenés en voyages d'étude et visites d'échange dans d'autres parties du pays (Haryana, Andhra Pradesh et Gujarat) pour partager et apprendre les pratiques d'autres agriculteurs. De tels échanges ont élargi leur base de connaissances par l'exposition à différents types de systèmes traditionnels de savoirs locaux. Aujourd'hui, l'Uttar Pradesh a commencé à remettre la formation et les services de vulgarisation aux écoles d'agriculteurs locaux, qui atteignent plus de 7.200 agriculteurs dans 65 villages situés hors de la zone du projet.

### Un de ces villages est Dhanepur

En 1996, au milieu de terres stériles à Narangpur, qui avaient été récupérées, un travailleur du projet planta un arbre à balle. La terre salée était blanche comme de la cendre et complètement abandonnée. Il n'y avait aucun signe de végétation. Lentement, l'arbre commença à fleurir et les agriculteurs des villages voisins commencèrent à cultiver la terre. Bientôt des légumes y étaient cultivés. De petites agglomérations commencèrent à émerger autour de l'arbre de Saroj. Aujourd'hui, un village entier a poussé comme un champignon dans cette zone, connu sous le nom de Dhanepur.

Le village a une pompe d'eau appartenant à la communauté, un processeur de canne à sucre, un moulin à grain, une batteuse de riz et un processeur de fourrage animal. Tous ces équipements sont installés les uns près des autres, pour être conjointement alimentés en électricité ou par un moteur diesel. Les machines ont été adaptées aux conditions locales, en utilisant des innovations locales.

Auparavant, les agriculteurs ne pouvaient moissonner qu'une seule récolte de leurs champs. Aujourd'hui ils plantent quatre cultures, grâce aux techniques de polyculture enseignées par l'école, cultivent des pois de pigeon, du millet et du gramme noir. Ces cultures sont semées ensemble dans les champs qui sont arrosés par l'irrigation par égouttement. Le résultat est un rendement quatre/cinq fois supérieur dans les mêmes champs.

Les revenus ont été multipliés par cinq en raison de ces rendements accrus. Dans le passé, les agriculteurs parvenaient à économiser US\$110 par an. Aujourd'hui leur épargne annuelle atteint US\$555.

Ces économies ont été soigneusement investies dans des logements, l'électricité et des routes pour relier le village

à d'autres zones et marchés. Auparavant, les liaisons et les communications étaient médiocres.

Les revenus plus élevés ont amélioré la qualité de la vie dans le village d'une façon spectaculaire. La plupart des gens étaient illettrés. Aujourd'hui, il y a des programmes d'éducation pour les enfants.

Il y a eu un changement significatif dans les attitudes locales. Au début, les agriculteurs étaient divisés au sujet du projet. Un groupe était prêt à coopérer avec les agences d'exécution du projet et l'autre, qui comportait de plus grands propriétaires fermiers, était opposé au projet. Cependant, lorsque ces derniers virent les terres de ceux qui avaient activement participé au projet verdir, tandis que les leurs restaient stériles et couleur cendre, ils ne tardèrent pas à se raviser. Aujourd'hui, ils ne sont que trop désireux de participer à la deuxième phase du projet.

### **Les groupes d'auto-assistance donnent du pouvoir aux femmes**

La formation fournie aux femmes par l'école des agriculteurs a eu un impact significatif au niveau des ménages, poussant à des changements sociaux et économiques pour améliorer le bien-être de toute la famille. Aujourd'hui plus de 175 groupes d'auto-assistance de femmes ont été formés, tel que le Groupe d'Auto-Assistance Kaveri Mahela.

Formé en 1995, le groupe Kaveri comportait au départ 15 membres. Chaque membre économisait 10 centimes par mois, qui monta ensuite de 40 centimes à 80 centimes durant les six mois suivants. Aujourd'hui, chaque membre économise jusqu'à US\$ 6 par mois. Les fonds sont dé-

posés à la banque locale sous forme de fonds collectif appelé Fonds d'Auto-Assistance Kaveri.

Après avoir épargné un montant assez important, les femmes initièrent un système interne de prêt au sein du groupe. Elles prirent également des prêts individuels d'une valeur de US\$100-200 auprès de la banque locale pour investir dans des technologies modernes telles qu'un processeur de canne à sucre.

Ces groupes d'auto-assistance devinrent également des agents efficaces de changement social dans les campagnes et s'attaquèrent à plusieurs questions sensibles, telles que le système de la dot. Aujourd'hui, un grand nombre de femmes de ce district peut lire, écrire et comprendre les aspects complexes de leurs transactions commerciales.

Le Ministre de l'Agriculture de l'Etat visita l'école et recommanda que de telles méthodes innovatrices d'auto-assistance en exploitation agricole soit répliquées dans tout l'Etat. L'Union Européenne finance un projet de récupération des terres conçu sur le même modèle dans trois autres districts. Ce projet s'inspirera des principales leçons apprises de la première phase du projet: partir des connaissances locales permet d'accroître de manière durable la production agricole et fournit un modèle pour le transfert des prestations de services aux communautés.

Les échanges de communauté-à-communauté pourraient être le canal par lequel on pourrait transférer de telles connaissances entre les pays et les continents. Étant donné que l'agriculture est le facteur dominant dans la plupart des économies africaines et de l'Inde, la diffusion et l'utilisation appropriées des connaissances locales pourraient s'avérer très fructueuses.

# Gestion des Ressources Naturelles le long du Littoral Mozambicain

## *Rôle des mythes et des Rites*

*Cet article a été écrit par Fernando Dava, Zuber Ahmed, et Peter Easton. Fernando Dava est le Directeur d'ARPAC — Arquivo do Património Cultural, Mozambique; Zuber Ahmed est consultant indépendant à Maputo, Mozambique; et Peter Easton est Associate Professor, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University.*

**Notes CA 46**  
**Juillet 2002**

Le Mozambique est un pays à la fois riche de ressources naturelles et de plus en plus menacé par l'épuisement et la dégradation de cet héritage. Les années de guerre, la pression économique, la chute des prix des produits agricoles, l'urbanisation et les changements du climat ont commencé à avoir des effets dramatiques sur la base des ressources du pays. Bien que 10 pour cent des terres soit maintenu comme réserve forestière, de grandes étendues de terres ont été dénudées, particulièrement le long de la frontière avec le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. De grandes parties du littoral souffrent de la pollution causée par le ruissellement des produits chimiques industriels et agricoles. La pression humaine causée par la population a eu comme conséquence la disparition presque totale des grands animaux sauvages qui peuplaient jadis une grande partie du pays.

L'épuisement des ressources naturelles est une préoccupation nationale, mais également locale. Comme dans beaucoup de pays en voie de développement, de nombreuses communautés mozambicaines dépendent pour leur survie de l'exploitation judicieuse des ressources de leur environnement physique. Bien les gérer afin qu'elles restent disponibles génération après génération est le principal défi. Nulle part ce problème n'est ressenti plus intensément que le long du vaste littoral du pays, qui s'étend sur presque 3.000 km, de la frontière avec la Tanzanie au nord à la frontière avec l'Afrique du Sud au sud. Les communautés vivant tout le long de cette barrière naturelle dépendent fortement de la récolte des ressources de la mer: poissons, moules et autres produits de la mer. Ils sont une source de protéines et une source de revenus. L'importance de cette libéralité de la mer pour l'existence même de la communauté a donné naissance à un ensemble de rites, de mythes et de rituels. Ceux-ci servent à la fois à sauvegarder le caractère sacré de l'environnement et à « gérer » son exploitation communautaire.

Comment ces formes « indigènes » de gestion fonctionnent-elles et comment — si elles le peuvent du tout — peuvent-elles être adaptées pour une maîtrise des nouveaux défis qui menacent la base des ressources naturelles: pression humaine de la population et pollution? Les institutions locales du Mozambique commencent seulement maintenant à s'attaquer à ce problème, mais leur expérience est instructive.

## Les éleveurs de moules de Zimilene

Zimilene est un petit village situé à l'embouchure du fleuve Limpopo dans la Province de Gaza au sud du Mozambique, à quelques centaines de kilomètres au nord de Maputo. Ce village est également connu par les habitants locaux sous le nom de Kamhula, Inhampurra, ou Zongoen. Dans cette région de l'Océan indien, des formations rocheuses ont créé la base d'une économie locale prospère et le foyer d'une compréhension spirituelle particulière de la relation des gens avec leur environnement.

Les roches affleurent près de la surface dans certaines parties de l'eau riches en phytoplancton, fournissant ainsi un milieu très favorable à la croissance d'abondantes colonies de moules. Pendant des années, les villageois ont récolté chaque année cette ressource naturelle, l'utilisant comme source de protéines et de revenus. Pour eux, les roches ont été placées à ce point particulier le long de la côte par une intervention divine et ont été là aussi longtemps que la mémoire collective peut se rappeler.

Les membres de la communauté locale croient que leurs ancêtres sont devenus les propriétaires et les administrateurs de ces roches lorsqu'ils se sont installés dans cette région. Les principales familles à s'installer initialement le long de cette partie de la côte, à savoir — les Bunzula, les Palate, les Machava, les Nhancuma, et les Nhabanga — se sont partagé cette ressource et ont assumé la responsabilité de la gestion des bancs de moules, guidées par les esprits gardiens de leurs clans. Chaque famille a affecté des gardes pour surveiller les bancs de moules. Mais les représentants des familles travaillent sous la supervision d'une autorité locale plus élevée, le Chef Zimila, un descendant en ligne directe de la première personne à avoir occupé la région, dont l'esprit clanique est considéré plus puissant que ceux des lignées des autres familles. Le système assure un moyen de résoudre les conflits et de répartir les droits d'utilisation qui sont acceptés par tous jusqu'aux membres individuels de la communauté.

## La récolte des moules

Les moules sont habituellement récoltées durant la saison froide au Mozambique, entre les mois de mars et d'août. Pendant les premiers mois de l'année, les premiers signes des moules apparaissent le long des hautsfonds, et les colonies commencent à croître. Dès que ces signes sont détectés, les gardes de chaque lit de moules informent les chefs de famille de l'événement, et leur demandent la permission de commencer à nettoyer les algues et autres mauvaises herbes qui favorisent la croissance des moules

et facilitent la récolte. Ce sarclage des lits exige beaucoup de soin, car il est facile d'endommager les jeunes moules.

De minces bâtons et des machettes sont utilisés à cet effet. Une fois que le « champ » est propre, les moules se développent beaucoup plus abondamment.

En temps normal, les villageois ne sont pas autorisés à commencer la récolte jusqu'à ce que les bancs de moule aient atteint leur pleine maturité. Une dispense spéciale est cependant accordée en cas d'urgence ou de besoin prononcé, tels que les cas de famine ou de visites par des visiteurs inattendus. Cette récolte précoce est soigneusement réglementée et limitée par la famille et les chefs suprêmes. Le rôle des chefs est également d'assurer une distribution équitable de la ressource entre les villageois. Cette règle est également assurée par un dicton local — « la moule se mange en communauté. »

Lorsque les moules ont atteint leur pleine maturité, les gardes donnent des coups de sifflets à travers toute la communauté pour informer tout le monde, même ceux qui ne sont pas du village même, que la récolte est ouverte. Les étrangers ont traditionnellement été autorisés à récolter les moules avec les résidents locaux comme forme d'hospitalité.

Chaque personne récolte ce dont a besoin sa famille et des centaines de personnes peuvent s'amener pour récolter les moules. Le travail est ardu et peut même être dangereux en raison de la possibilité d'accidents. Pour cette raison, la récolte ne se fait pas au hasard et n'importe où en même temps. Plutôt, elle commence à un bout des bancs de roches et se déplace lentement vers l'autre bout. Cela permet aux chefs de famille et de la communauté de contrôler son déroulement et de porter immédiatement secours à toute personne qui serait victime d'un accident.

Les chefs sont également chargés d'assurer une juste répartition de la récolte.

## Les « esprits » et l'autorité de la loi

L'autorité conférée aux chefs pour réglementer la récolte des moules est enracinée dans la ferme croyance que les esprits des ancêtres veillent sur les bancs de roches. Les gardes postés par chaque famille quittent les roches au coucher du soleil et les esprits gardiens de chaque lignée sont considérés prendre la relève du rôle de protecteur jusqu'au lever du soleil. Cette protection spirituelle est célébrée sous forme de rites et de mythes.

« Nous parlons aux esprits incarnés dans nos *curandeiros* (prêtres traditionnels) ou appelés par eux, « explique le chef de la lignée des Banzula. « Les esprits nous enseignent comment préserver les rochers. C'est pour que les

esprits soient contents que nous faisons nos cérémonies, pour qu'ils protègent les rochers et les moules.»

Des cérémonies sont en effet tenues à deux niveaux; dans chaque lignée ou famille et pour la communauté toute entière. Le chef de chacune des familles s'occupe des cérémonies pour la portion de bancs de rochers confiée à sa lignée. La cérémonie pour toute la communauté est présidée par le Chef Zimila lui-même et inclut toutes les familles de la région. Avant l'organisation de la grande cérémonie, le Chef Suprême consulte tous les chefs de famille lors d'une réunion du conseil des anciens. Les chefs de familles sont responsables de la préparation du nécessaire pour l'événement.

Tous les membres de la communauté doivent participer au grand événement et contribuer quelque chose pour la restauration lors de la cérémonie. Les contributions sont remises aux chefs de famille qui à leur tour les remettent au Chef Zimila. Une cérémonie se tient avant l'ouverture de la récolte pour demander une bonne moisson de moules, et une autre lorsque la récolte est terminée pour remercier les esprits de leur libéralité.

Les gens croient que les esprits ont un rôle important dans la sanction qui arrive à ceux qui ne respectent pas les règles. Comme l'atteste un chef de famille, « pendant la journée, chaque famille a un garde qui contrôle l'accès aux rochers. Durant la nuit les esprits de chaque famille gardent les rochers jusqu'au lever du soleil. Tout le monde sait qu'il ne faut pas prendre cela pour une plaisanterie. Les violateurs risquent d'être jetés à la mer [par les esprits] ou de ne pas pouvoir quitter la zone de la récolte, ne trouvant jamais le chemin de retour à leurs maisons. Le chemin de retour à leurs maisons devient très obscur.»

L'on croit également que des moules volées ne peuvent pas être mangées. « Une fois dans la marmite, » dit le chef, « les moules peuvent bouillir pendant toute une journée sans jamais être cuites. Tous ceux qui connaissent ces règles ne veulent se risquer (à encourir les sanctions des esprits).

### **Le défi du métissage des systèmes de pensée**

Le système local des mythes, croyances et rites à Zimilene a préservé les bancs de moules pendant des générations, mais sous la pression des changements en cours au Mozambique, ils sont devenus plus qu'une ressource locale. Ces dernières années les populations des villes voisines telle que Xai-Xai ont eu de plus en plus accès aux bancs de Zimilene, et en même temps les pressions de la pauvreté et de la densité de la population les ont poussées à exploiter les bancs de moules par des méthodes incompa-

tibles avec le système traditionnel de gestion et de préservation de la ressource.

Les familles de Zimilene firent appel aux autorités administratives pour les aider à résoudre le problème et à sauver les moules.

Après consultation, il fut décidé de mettre en place un Comité de Gestion des Rochers à moules, composé des chefs traditionnels et d'un ou plusieurs représentants de l'autorité administrative. Le chef régional supervise le choix des délégués des lignées de famille responsables de chaque bief de bancs de rochers. Du côté de l'autorité administrative, le chef du poste administratif de Chilaulene, qui comprend Zimilene, siège au comité ou choisit quelqu'un pour le représenter.

Le comité sert à la fois à conférer une approbation plus large aux rites, cérémonies et règles de Zimilene et à traiter les cas de violation de ces règles, particulièrement par les citadins et autres personnes étrangères qui sont de plus en plus attirés par les bancs de moules. En effet, les « violateurs » sont principalement des étrangers parce que, alors que les fortes croyances empêcheront la plupart des habitants locaux de braconner les bancs de moules, les habitants des villes n'ont typiquement pas le même système de croyances. Le comité a donc l'autorité pour recommander toute une gamme de sanctions administratives ou même pénales pour ceux qui violent les règles d'utilisation des bancs de moules.

En conséquence, durant les activités initiales du comité, le système de gestion traditionnel sanctionné par les esprits fut simplement gardé côte à côte avec un système de gestion « plus moderne » et administratif. Le premier s'appliquant aux habitants locaux, et le second aux étrangers.

Cependant, cette solution à « double personnalité » a également ses faiblesses.

Premièrement, les étrangers peuvent éviter plus facilement la sanction administrative que les locaux qui ont le sentiment qu'ils ne peuvent éviter la colère des esprits. Deuxièmement, l'accroissement de la pression extérieure sur la base de la ressource aura probablement pour conséquence une augmentation de l'importance de l'appareil et du système administratif de sanctions pénales tandis que le système traditionnel et spirituel connaîtra un rétrécissement de son emprise jusqu'à ce qu'il ne soit plus qu'un vestige folklorique.

Le défi qui se pose au comité est donc comment « métisser » les deux systèmes — comment insuffler à ce qui doit être un système de réglementation plus largement appliqué une partie de l'essence de la gestion traditionnelle, avec son respect religieux pour la ressource naturelle et la motivation interne à se conformer à la règle établie.

Deux directions sont ouvertes, mais il n'est pas encore sûr si toutes les deux ou une troisième voie sera principalement adoptée. Une solution consisterait à accroître le rôle des gardiens désignés par les familles, logistiquement et spirituellement, en les aidant à assurer la surveillance des bancs de moules vingt quatre heures sur vingt quatre comme étant l'incarnation du souci des ancêtres pour la préservation du caractère sacré de la base de la ressource accordée à toute la nation. Une autre solution, peut-être complémentaire mais à plus long terme, consisterait à utiliser certains des *curanderios* pour enseigner la responsabilité écologique dans les écoles et organiser des campagnes de sensibilisation pour une nouvelle culture de respect de l'environnement à travers toute la région.

Les coutumes et les pratiques traditionnels montrent que les communautés rurales ont leurs propres manières d'expliquer le monde et de protéger leurs propres ressources. De tels exemples peuvent être trouvés dans diverses régions du pays où des ressources telles que les forêts, les terres, les poissons et les fruits de mer sont protégées par ces mécanismes.

Ils ont permis l'exploitation de ces ressources par des générations sans mettre en danger leur disponibilité.

Cependant l'utilisation de tels mythes et rites ne peut pas être facilement généralisée, parce qu'ils sont étroitement liés à l'endroit où ils ont cours et à l'expérience historique des gens qui les pratiquent, et sont sanctionnés par un ensemble particulier d'ancêtres. Les autres Mozambicains ne partagent pas la même histoire et la même « cosmogonie » que la population de Zimilene. Mais ils partagent, dans une certaine mesure, le même destin, en tant que communauté, le même risque d'épuisement des ressources et d'aliénation de leur milieu naturel. Le défi auquel sont confrontés les bancs de moules, que l'on retrouve de nos jours dans de nombreuses autres localités du pays, est comment allier les systèmes traditionnels de réglementation, de mythes, et de rites avec une nécessaire armature administrative en vue d'instaurer de nouvelles valeurs communément partagées et une nouvelle culture de gestion des ressources naturelles.

# Utilisation des savoirs locaux sur le *Jatropha*

## Utilisation de l'huile de *Jatropha curcas* comme matière première et carburant

Reinhard K. Henning, e-mail [henning@bagani.de](mailto:henning@bagani.de)

### Notes CA 47 Août 2002

Le Mali est un pays sans littoral situé en plein cœur de l'Afrique de l'Ouest, juste sur la bordure sud du Désert du Sahara. La moyenne de la pluviométrie annuelle dans le pays se situe entre 200 millimètres au nord et 1200 millimètres au sud. Pendant des générations, les paysans ont protégé leurs jardins avec des haies de *Jatropha curcas*, ou noix médicinale, qui n'est pas mangé par les animaux et protège ainsi les cultures vivrières comme haie vive.

*Jatropha curcas* est une plante d'origine latino-américaine qui est maintenant répandue dans toutes les régions tropicales arides et semi-arides du monde. Membre de la famille des *Euphorbiacées*, elle est une plante pérenne résistante à la sécheresse, qui peut vivre jusqu'à 50 ans et qui croît sur des sols pauvres. Proche parente du ricin, son huile a les mêmes propriétés médicinales. Les graines de *Jatropha* contiennent environ 35% d'huile non comestible. La production des graines est d'environ 0,8 kilogrammes par mètre de haie par an, avec un rendement en huile de 0,17 litres [ 1 ]. Actuellement, le Mali a environ 10.000 kilomètres de haies de *Jatropha* avec un taux de croissance de 2.000 kilomètres par an, ce qui représente un potentiel de production de 1.700.000 litres d'huile par an. La longueur moyenne de ces haies, dans les régions du Mali où elles sont le plus répandues, est de 2 à 15 kilomètres par village, avec un maximum pouvant aller jusqu'à 40 kilomètres par village [ 2 ].

*Jatropha curcas* est généralement bien connu des populations du Mali et a été longtemps reconnu comme une plante à multiples usages. Si elles sont bien plantées, les haies de *Jatropha* protègent non seulement les jardins des bêtes affamées mais elles réduisent également les dommages et l'érosion causés par le vent et l'eau. Traditionnellement les graines de *Jatropha* ont été moissonnées par les femmes et utilisées pour des traitements médicaux et la production locale de savon.

Depuis la fin des années 30, la possibilité d'utiliser l'huile comme carburant était également reconnue [ 3 ]. A l'heure actuelle, elle peut être utilisée pour remplacer le mélange de « gazoil » utilisé dans les moteurs diesel de type indien qui font tourner les moulins à grains et les pompes à eau dans les régions rurales du Mali. L'huile de haute qualité extraite au moyen de presses motorisées ou de presses manuelles du type Bielenberg-ram ou les résidus provenant du processus de purification de l'huile peuvent être utilisés pour la fabrication à plus grande échelle de savon dans les zones rurales, donnant aux femmes rurales l'occasion de gagner des revenus supplémentaires et de renforcer ainsi leur

position économique. Le tourteau, autre sous-produit du processus d'extraction de l'huile, peut être utilisé comme engrais organique de haute qualité.

Les activités liées au *Jatropha* ont été lancées au Mali en 1987 par l'Assistance technique allemande (GTZ) dans le cadre d'un programme de promotion des énergies renouvelables. Le projet *Jatropha* lui-même a commencé en 1993 et s'est terminé en 1997. Il a œuvré à la combinaison des facteurs ci-dessus mentionnés avec d'autres dans le « Système *Jatropha* ». Ce système ne se concentre pas simplement sur l'utilisation de l'huile de *Jatropha* comme carburant, mais plutôt sur l'utilisation de cette huile comme élément essentiel pour activer un système circulaire combinant des effets écologiques, économiques, et de génération de revenus, ce dernier effet spécifiquement en faveur des femmes [ 4 ].

Ainsi, le système *Jatropha* stimule quatre aspects principaux du développement, qui se combinent pour aider à assurer un niveau de vie durable aux paysans des villages et à la terre qui subvient à leurs besoins:

- Lutte contre l'érosion et amélioration du sol
- Promotion des femmes
- Réduction de la pauvreté
- Énergie renouvelable

### Lutte contre l'érosion et amélioration du sol

Les «haies vives» de *Jatropha* au Mali empêchent non seulement l'accès non désiré des animaux aux champs, mais elles luttent également contre l'érosion par le vent et, si elles sont plantées en lignes parallèles sur des pentes pour fixer des barrages en terre ou faits de cailloux, elles aident à empêcher l'érosion par l'eau. Les racines de la plante se développent tout près de la surface du sol, fixant le sol comme des digues en miniature ou des mottes de terre. Ces digues ralentissent effectivement le ruissellement des eaux durant les fortes averses, qui sont courantes, permettant ainsi à plus d'eau de pénétrer dans le sol et d'augmenter le rendement des récoltes.

Le tourteau qui reste après l'extraction de l'huile au moyen de presses est un engrais organique de haute qualité, qui a une composition minérale comparable à celle du fumier de poules. Ce sous-produit est donc d'une grande valeur pour l'agriculture des pays sahéliens, puisque les sols y sont rapidement dépourvus d'humus et que les engrais chimiques coûtent très cher.

La société malienne de coton, la CMDT (Compagnie Malienne de Développement Textile), utilise des haies de *Jatropha* pour assurer un programme de jachère amélio-

rée: les champs de coton sont protégés par des haies de *Jatropha* pour empêcher le bétail d'entrer, tandis que les champs sont semés de légumineuses pour améliorer la fertilité du sol.

### Promotion des femmes

Beaucoup d'organisations gouvernementales et non gouvernementales fournissent aux femmes rurales du Mali des moulins à grain motorisés afin d'alléger leur travail de préparation de la nourriture. Cependant, ces moulins à grain ont besoin de ressources externes en carburant, lubrifiants, pièces de rechange et entretien. En conséquence, l'introduction d'un tel moulin à grain tend à conduire à un appauvrissement du village en raison du besoin d'argent comptant pour acheter et acheminer ces ressources externes jusqu'au village. En utilisant l'huile de *Jatropha* localement produite comme carburant et lubrifiant, l'on peut arrêter une partie de cette sortie d'argent comptant du village.

Traditionnellement, les femmes rurales ont utilisé *Jatropha curcas* comme médicament (les graines comme laxatif, le latex pour arrêter les saignements et contre les infections, les feuilles pour traiter le paludisme) et pour produire du savon.

Le processus traditionnel de production de savon est à très haute intensité de main-d'œuvre, et donne de petites quantités de savon de qualité relativement médiocre.

Lorsque l'on utilise l'huile de *Jatropha*, seule ou en combinaison avec d'autres huiles végétales locales telles que le beurre de karité, on peut produire de plus grandes quantités d'un savon plus raffiné. Les femmes peuvent facilement vendre ce savon dans les marchés locaux et les villes avoisinantes, augmentant ainsi leurs opportunités de gagner des revenus à partir de ressources locales.

Quelques détails de l'économie de la production de savon au moyen de la presse manuelle Bielenberg sont donnés dans le tableau ci-dessous (prix en \$US, 500 FCFA = 1 \$US)

### Réduction de la pauvreté

En favorisant l'utilisation intégrale de la plante *Jatropha*, le Système *Jatropha* peut fournir des avantages financiers directs à l'économie rurale. Pour illustrer cette réalité par un calcul rapide et approximatif, supposons que le village moyen de la zone pilote ait 15 km de haies de *Jatropha*, ce qui représente 12 tonnes de graines.



Ces 12 tonnes de graines peuvent générer 1.800 \$US de revenu lorsque l'huile est extraite et les produits vendus:

- 9.000 kg de tourteau à 0,3 = \$US 270
- 2.400 litres d'huile à 0,60 = \$US 1.440
- 600 kg de résidus à 0,15 = \$US 90

Total \$US 1.800

Si nous prenons l'exemple réel d'un entrepreneur dans un petit village près de Bamako, qui achète les graines de Jatropha pour la production de savon et embauche des ouvriers pour le processus de production (extraction avec la presse Bielenberg ram, production du savon, voir le tableau ci-dessus), le revenu en espèces pour la population du village, y compris l'entrepreneur, s'élève à 3.630 \$US:

- 12.000 kg de graines à 0,10 = \$US 1.200
- 5.000 heures de travail à 0,20 = \$US 1.000
- bénéfice de l'entrepreneur = \$US 1.430

Total \$US 3.630

Si ces chiffres sont extrapolés aux plantations de Jatropha, un bénéfice comparable à celui de la culture de coton est tout à fait réalisable.

Le « Système Jatropha » aide également à réduire la pauvreté en:

- Réduisant les pertes de récolte causées par la divagation des animaux ou le vent;
- Augmentant l'infiltration des eaux de pluie dans le sol, avec pour résultat moins de travail/d'eau d'irrigation nécessaire pour le jardinage local;
- Augmentant la fertilité du sol par l'utilisation du tourteau comme engrais;
- Accroissant l'utilisation de ressources locales peu coûteuses plutôt que de ressources externes coûteuses;
- Réduisant les conflits entre fermiers et propriétaires de bétail au sujet des dégâts causés aux récoltes, ainsi que entre fermiers eux-mêmes au sujet des limites de leurs champs;
- Créant des emplois locaux, en diminuant la nécessité pour les villageois d'émigrer vers les villes à la recherche d'un emploi.

En raison de sa valeur économique, les paysans des campagnes plantent de nouvelles haies de Jatropha à grande échelle. A Kita, une des régions pilotes du projet Jatropha, la longueur moyenne des haies est passée de 5 à 15 kilomètres au cours des 8 dernières années.

### Énergie renouvelable

Dans les zones rurales du Mali, des moteurs de type Lister sont utilisés pour faire tourner les moulins à grain et les pompes à eau. Ces moteurs diesel à chambre à pré-

Description	Quantité	Unité	Prix par unité en \$US	Montant en \$US
<b>Apports</b>				
Graines (donnent 3 l d'huile avec la presse manuelle)	12	kg	0,1	1,20
Soude caustique	0,5	kg	1,2	0,60
Main-d'oeuvre (4 h pour presser, 1h pour la production du savon)	5	h	0,2	1,00
Dépréciation/maintenance (5 ans, 10 t/a, 240, -)		\$US/kg	0,02	0,24
<b>Dépenses totales</b>				<b>3,04</b>
<b>Revenus</b>				
Tourteau	9	kg	0,03	0,27
Savon blanc	28	morceaux (170 g)	0,15	4,20
<b>Total revenus</b>				<b>4,47</b>
Bénéfice net				1,43
Bénéfice par litre d'huile				0,48
Bénéfice par kg de savon				0,31
Prix par kg de savon				0,89

combustion peu coûteux d'origine indienne nécessitent seulement l'addition d'un filtre à essence pour fonctionner avec de l'huile pure de *Jatropha*, éliminant ainsi totalement le besoin de gazoil. De plus, aux conditions de charge maximale, l'huile de *Jatropha* donne même de meilleurs résultats que le gazoil en raison de sa haute teneur en oxygène [ 5 ]. Sur la base des essais effectués par le Projet *Jatropha*, l'huile peut également être utilisée avec succès comme lubrifiant dans ces moteurs [6 ].

En termes d'équivalence, l'énergie nécessaire pour produire l'huile de *Jatropha* avec les presses mécaniques s'élève à environ 10% de l'huile obtenue. Du fait que l'huile de *Jatropha* peut être produite économiquement [ 7 ], elle peut également être vendue à des prix plus bas que les prix officiels du gazoil dans les stations-service. Même plus important que le prix, c'est la possibilité de production d'énergie locale, en raison de l'indisponibilité périodique de gazoil dans les zones rurales provoquée par le manque de routes d'accès aux villages pendant la saison des pluies.

La technologie d'utilisation de l'huile pure de *Jatropha* comme substitut au pétrole pour les lampes et les cuisinières n'est pas encore disponible. Différents centres de recherche y travaillent.

## Conclusions

Les résultats du Projet *Jatropha* à ce jour montrent que les chances d'une vulgarisation réussie de ce système sont très élevées, à condition qu'une approche prudente soit adoptée. Par dessus tout, il faudra prendre soin de s'assurer que les femmes gardent leur responsabilité traditionnelle de récolte et de traitement des graines.

Par ailleurs, le Mali est un pays sahélien typique; sa grande étendue géographique et ses variations climati-

ques reflètent les conditions écologiques prévalant dans l'ensemble du Sahel. Pour cette raison, les efforts déjà entrepris au Mali pour tirer profit des plantes à huile peuvent être pris en exemple et utilisés pour élaborer un concept pour la production et l'utilisation des huiles végétales comme carburant qui soit valable pour toute la région du Sahel, et même pour d'autres pays africains.

Pour résumer, le Système *Jatropha* est caractérisé par les nombreux aspects positifs aux plans écologique, énergétique et économique liés à l'exploitation commerciale de cette plante. Plus cette plante sera exploitée, mieux ce sera pour l'environnement et pour la production vivrière.

<sup>1</sup> Reinhard K. HENNING, Produktion und Nutzung von Pflanzenöl als Kraftstoff in Entwicklungsländern. In: VDI-Berichte Nr. 1126, 1994, 215 – 229.

<sup>2</sup> Reinhard K. HENNING, 3. Fachlicher Zwischenbericht zum Projekt: Produktion und Nutzung von Pflanzenöl als Kraftstoff; unpublished project report, Projet Pourghère, GTZ, 1996.

<sup>3</sup> Siaka KONE, Les activités précédentes sur le Pourghère au Mali, unpublished project report, Programme Spécial Energie Mali, 1988.

<sup>4</sup> Reinhard K. HENNING, Klaus v. Mitzlaff, Produktion und Nutzung von Purgieröl als Kraftstoff und Rohstoff für die lokale Seifenherstellung im Sahel. In Witzenhäuser Hochschulwochen, 1995.

<sup>5</sup> Carl BIELENBERG, personal communication (1994).

<sup>6</sup> Reinhold Metzler, Plant Oil as Fuel and Lubrication Oil, unpublished project report, Project Pourghère, 1996.

<sup>7</sup> Hans-Jürgen WIEMER, Rapport de mission: Etablissement d'un système de suivi et évaluation des effets du projet, unpublished project report, Projet Pourghère (1995).

<sup>8</sup> Fafré SAMAKE, Valorisation du tourteau de Pourghère comme engrais sur le coton, unpublished project report, Projet Pourghère, (1996).

# Ethiopie : Potentiel du système traditionnel de sécurité sociale pour un appui à l'accès aux soins médicaux

Cet article a été écrit par le Professeur Damen Haile Mariam, Assistant Professor et Chef du Département Santé Communautaire, Faculté de Médecine, Université d'Addis Ababa, Ethiopie. Pour plus d'information, s'adresser par e-mail à : [hcfp.aau@telecom.net.et](mailto:hcfp.aau@telecom.net.et).

**Notes CA 48**  
**Septembre 2002**

Dans beaucoup de pays en voie de développement, l'inadéquation des systèmes actuels de financement des soins médicaux, caractérisée par des allocations budgétaires de plus en plus faibles et davantage de systèmes de partage des coûts a conduit à l'exploration d'approches complémentaires et alternatives en vue d'améliorer la situation de financement. Parmi les solutions de rechange proposées on trouve des mécanismes de partage des risques parmi lesquels des systèmes à base communautaire qui puisent dans le potentiel des systèmes sociaux traditionnels.

En Ethiopie, les *eders* sont des formes de systèmes traditionnels utilisés principalement pour aider ceux qui sont en deuil et pour l'exécution des activités liées à l'enterrement. L'on fait également appel à ces associations pour différentes activités d'auto-assistance et parfois elles fonctionnent comme des entités d'assurance maladie, bien que généralement d'une façon moins formelle. Elles offrent des possibilités évidentes d'utilisation comme mécanismes sociaux de financement des soins médicaux. Puisqu'elles sont déjà des groupes fonctionnels, les coûts administratifs à supporter pour l'activité supplémentaire relative à la santé ne sont pas aussi prohibitifs que lorsqu'il s'agit de créer une nouvelle entité d'assurance. En outre, le fait que les *eders* soient basés sur l'entente mutuelle entre les membres réduit la possibilité de choix discriminatoire.

## **Organisation et structure des *eders***

L'*Eder* est une forme d'institution sociale traditionnelle établie par accord mutuel entre les membres d'une communauté en vue de collaborer entre eux toutes les fois qu'un de leurs membres ou des membres de leurs familles sont confrontés à des situations difficiles. La fonction première de l'*eder* est de s'occuper de l'enterrement et des activités de consolation lorsque la mort frappe l'un de ses membres. Cependant, les *eders* fournissent également de l'aide pour compenser les pertes subies par un membre (dues au vol, etc.), lors de mariages de leurs membres, etc... En plus de ces fonctions, les *eders* sont d'une importance primordiale pour d'autres activités de développement au sein de la communauté qui les entoure. Les *eders* mobilisent des fonds ou coordonnent le travail non rémunéré des membres dans des activités telles que la construction de routes, d'écoles, d'établissements sanitaires et autres. Certains *eders* cotisent

de l'argent pour leurs membres qui ont perdu leurs maisons à la suite d'un incendie ou pour compenser la perte de bœufs de labour, tandis que d'autres fournissent également de l'aide aux membres pour couvrir leurs frais médicaux.

La structure organisationnelle de la plupart des *eders* est très simple. Tous les *eders* ont un Président ou un « juge » et presque tous ont un secrétaire et un trésorier. Les *eders* sont considérés comme les organisations sociales les plus démocratiques et les plus égalitaires en Éthiopie — l'adhésion est ouverte à tous indépendamment du statut socio-économique, de la religion, du sexe, et de l'appartenance ethnique. Bien que très peu des personnes interrogées aient mentionné l'incapacité à payer leurs cotisations comme raison de leur non-adhésion aux *eders*, presque tous les *eders* ont des dispositions pour les membres qui sont confrontés à des problèmes économiques et ne peuvent pas payer leurs cotisations après avoir été membres pendant un certain temps. Ces membres sont considérés comme « pensionnés » par l'*eder* et autorisés à recevoir tous les avantages dus aux autres membres.

### Potentiel des *eders* pour le financement des soins médicaux

La structure organisationnelle des *eders* qui ont actuellement un volet soins médicaux n'est pas très différente de celle des *eders* qui ne fournissent pas ces services — naturellement, l'accent est clairement mis sur les problèmes de santé dans les premiers. L'élément essentiel ici est le lien étroit et une communication permanente avec les établissements sanitaires qui fournissent les services aux membres.

La logique financière de l'*eder* n'est pas différente de celle de n'importe quel autre système d'assurance. Dans la plupart des situations les membres contribuent un montant fixe sur une base hebdomadaire ou mensuelle. Toutes les fois qu'un membre a un problème, un montant fixe (selon les statuts de l'*eder* concerné) est tiré de la caisse commune et donné à ce membre. Il y a aussi certains *eders* qui réunissent le montant fixe à chaque fois que le problème surgit. Dans une étude de faisabilité d'un système d'assurance médicale à base communautaire effectuée par l'auteur et un représentant de BASICS\* (Basic Support for Institutionalizing Child Survival, une organisation qui aide à mettre en œuvre des programmes soutenus par l'USAID) dans trois villes, Adama, dans la région d'Oromia et Yirgalem et Arbaminet dans la région du Sud, on a trouvé des *eders* qui fournissaient une aide financière à leurs membres pour des problèmes médicaux. Par exem-

ple, dans un des *eders* faisant partie de l'étude, un paiement d'une somme forfaitaire pouvant aller jusqu'à 15 \$US était donné aux ménages dans lesquels un membre de la famille avait besoin d'être hospitalisé. Ce montant couvrait le paiement de l'avance exigée par les hôpitaux avant d'admettre un patient.

Une enquête de suivi a été également menée par l'auteur en 1999 dans certains villages ruraux du pays systématiquement choisis. Les données pour cette partie de l'étude ont été rassemblées au moyen d'entretiens réalisés avec des ménages et lors des sorties d'établissements sanitaires. Selon les résultats de cette dernière enquête, environ 87 pour cent des personnes interrogées au niveau des ménages et 72 pour cent des personnes interrogées à la sortie des établissements sanitaires participaient aux *eders* avec des paiements annuels moyens de 7 \$US (variant de 1,5 à 60 birr) et 8 \$US (variant de 1,5 à 68 birr) pour les ménages et les sortants des établissements sanitaires respectivement. Plus important, 21,5 pour cent des personnes interrogées parmi les ménages et 16 pour cent parmi les sortants d'établissements sanitaires ont affirmé que leurs *eders* leur fournissaient l'aide nécessaire pendant la période du besoin médical. Le type d'aide fournie varie de prêts à une couverture de tous les frais médicaux des membres. Il a été demandé aux personnes interrogées tant au niveau des ménages que des sortants d'établissements sanitaires si elles seraient disposées à adhérer à un plan d'assurance médicale basé sur l'*eder*. 86 pour cent des personnes interrogées au niveau des ménages et 90 pour cent des personnes interrogées au niveau des sortants d'établissements sanitaires étaient disposés à adhérer à un tel plan. La contribution mensuelle moyenne que les personnes interrogées ont rapportée être capables de contribuer était de 2,5 birr (0,3 \$US) avec une fourchette allant de 1 à 36 birr (soit 0,13 à 4,5 \$US) dans l'enquête auprès des ménages et de 3,4 birr (0,4 \$US) avec une fourchette allant de 1 à 48 birr (soit 0,13 à 6 \$US) dans l'enquête à la sortie des établissements sanitaires. Les personnes interrogées à la sortie des établissements sanitaires (qui venaient d'avoir une expérience récente du coût financier de la maladie) ont montré une propension plus grande à adhérer à des plans d'assurance médicale basés sur l'*eder* avec une disposition légèrement plus élevée à payer en termes de primes mensuelles. Les avantages les plus appréciés par les personnes interrogées étaient les services d'urgence, suivis des médicaments. Il est naturel que les habitants des zones rurales où il n'existe pratiquement pas de services d'urgence (y compris les services obstétricaux) soient disposés à adhérer à des plans d'assurance qui leur garantissent la disponibilité de ces

services. Un exemple typique est un *eder* dans un des villages enquêtés qui a donné un prêt d'environ 25 \$US à une femme enceinte confrontée à un accouchement difficile. L'argent a été utilisé pour louer un service de transport d'urgence pour transporter la mère à un centre sanitaire situé à environ 40 km du village.

La popularité de l'*eder* parmi les personnes de toutes conditions a été de plus en plus croissante. Ces institutions à but non lucratif basés sur la solidarité, l'amitié et l'assistance mutuelle entre les membres possèdent peut-être les techniques de discipline et les incitations appropriées pour faire respecter cette discipline – qualités essentielles que l'on recherche lorsqu'on examine le rôle des institutions traditionnelles dans le développement socio-économique. En conclusion, on peut donc spéculer que les plans de sécurité sociale basés sur l'*eder* amélioreront l'efficacité des prestations de services.

### Références choisies

- Aredo, D. The Iddir: A study of an indigenous informal financial institution in Ethiopia. *Savings and Development*. 1993, XVIII (No. 1):77–90.
- Haile Mariam, D., & Brenzel, L. Feasibility of Community-based Health Insurance in Ethiopia. BASICS Publication, 1998, Arlington, VA.
- Klitgaard, R. *Including Culture in Evaluation Research*, in Piciotto, R. and Rist, RC. eds. *Evaluating Country Development Policies and Processes*. 1995. San Francisco: Jossey-Bass.
- Pankhurst, R., & Eshete, E. Self-Help in Ethiopia. *Ethiopia Observer*. 1958; 2(11): 354 - 364.
- Seifu, A. *Eder* in Addis Ababa: A Sociological study. *Ethiopia Observer*. 1968; 12(1): 8 - 33.

\* Dr. Logan Brenzel (conseiller en financement des soins médicaux pour BASICS ).

# Fermiers Expérimentateurs: Technologies Auto—Conçues

*Cet article a été écrit par Roland Bunch, coordonnateur, et Mateo Canas, chercheur, COSECHA, Honduras.*

**Notes CA 49**  
**Octobre 2002**

Au Honduras, suite au travail d'environ 20 agences de développement agricole jusque vers le début des années 90, des centaines de fermiers expérimentateurs (FEs) ont mené des expériences tout seuls pendant une période allant de deux à dix ans après la fermeture des programmes auxquels ils avaient participé. En 1999, l'Association des Conseillers pour une Agriculture viable, écologique et centrée sur l'homme (COSECHA) au Honduras décida de chercher à savoir quelles technologies ces FEs avaient mises au point tout seuls, et comment ces technologies pourraient être mieux vulgarisées auprès d'autres agriculteurs. À cet effet, le COSECHA a systématiquement interviewé 50 de ces FEs. Les technologies prises en compte étaient uniquement celles que les petits fermiers avaient développées tout seuls, après la fin du programme, et qui n'avaient pas été divulguées ou n'étaient pas connues dans le pays avant leur découverte par les FEs.

L'étude montre que les FEs sont capables de mettre au point un très grand nombre de technologies importantes et originales, donnant la preuve que le recueil et la diffusion des technologies des FEs dans d'autres pays du monde pourrait être une activité très utile pour les institutions impliquées dans le développement agricole.

## **Programmes participatifs de développement de technologies (PTD) au Honduras**

Partant du lancement du Programme Guinope piloté par Voisins Mondiaux en janvier 1981, le PTD est devenu une méthodologie de développement agricole très largement répandue au Honduras. Quelque 20 organisations de développements ont appris aux fermiers à expérimenter au moins 30 différents programmes dans le pays. Beaucoup de ces programmes se sont terminés au début des années 90, avec pour résultat le fait que le Honduras est à présent une des nations les plus riches en termes de concentration de FEs par tête d'habitants qui aient expérimenté de nouvelles technologies sans aucun appui institutionnel. Cependant, aucune institution n'avait jamais étudié ce phénomène.

## **L'étude**

Le COSECHA \* a effectué des visites aux domiciles des FEs et à leurs champs où ils appliquaient la technologie qu'ils ont développée. Voici l'approche utilisée

: Pendant ces visites, un entretien est tenu avec le FE, qui comprend une conversation informelle durant laquelle l'interviewer essaye de s'assurer que chacune des questions d'une liste d'environ vingt questions est abordée. Après chaque visite (qui prend habituellement au moins une demi-journée), la liste des questions préparées au début de l'étude est vérifiée pour s'assurer que toutes les questions ont été abordées, et celles qui ne l'ont pas été sont alors posées.

Les questions portent sur des sujets tels que les technologies que le FE a expérimentées, et celles qui semblent être efficaces (c-à-d., les technologies adoptées par le fermier pour une utilisation continue). Des descriptions détaillées des technologies jugées efficaces sont faites, avec une analyse des coûts dans chaque cas comparant cette technologie à celle utilisée sur les parcelles témoins. Des données relatives à l'altitude, à la quantité de pluie, à la taille totale de la propriété, à l'inclinaison du terrain, etc. sont également enregistrées. Des questions sont également posées au fermier sur la réaction des autres fermiers envers la technologie, et leur adoption ou non de celle-ci. Le COSECHA a également enquêté sur certaines questions telles que : quelles sont, selon le fermier, ses facteurs limitants, s'il serait intéressé à travailler avec certaines entreprises de marketing, si le fermier serait intéressé à se joindre à une organisation nationale de FEs et, si oui, quels devraient être les principaux objectifs d'une telle organisation.

### Les résultats obtenus à ce jour: les technologies découvertes

Cinquante-deux FEs de 10 des 23 départements du Honduras ont été interviewés. Ces FEs comprenaient des fermiers qui avaient été initialement formés par 17 différentes organisations, dont 12 ONG, 3 organisations gouvernementales et semi-gouvernementales et 2 institutions académiques. Ces FEs comprenaient également 7 femmes, quoique généralement les femmes en Amérique centrale ne sont pas très impliquées dans l'agriculture extensive (c'est-à-dire, en dehors du jardin familial) jusqu'après la récolte, ni n'avaient été formées pour être des FEs par les programmes des années 80 et du début des années 90.

Ces 52 FEs ont mis au point 82 technologies, dont la plupart ont trait à l'agriculture extensive, mais dont un petit nombre concerne des technologies agro-alimentaires et de préparation des aliments. On a essayé de classer ces technologies en trois catégories. La catégorie A représente les technologies qui semblent assez valables en termes de bénéfices apportés au fermier et largement applicables

par d'autres fermiers au Honduras, les rendant dignes d'être davantage validées et, selon les résultats, vulgarisées à d'autres fermiers. La catégorie B comprend les technologies qui pourraient être intéressantes à valider, mais qui le seraient plus tard. La catégorie C comprend les technologies qui vraisemblablement ne valent pas la peine d'être vulgarisées. Bien que ces évaluations soient nécessairement plutôt subjectives, le COSECHA travaille avec une liste de 19 critères retenus pour une technologie appropriée (Bunch 1982) qui nous aident à évaluer chaque technologie.

Des 82 technologies initialement développées, 39 ont été classifiées comme étant de la catégorie A. De ces 39, la répartition suivante s'applique à chacune des catégories énumérées ci-dessous:

Lutte contre les insectes	15
Fertilisation	10
Lutte contre les maladies des plantes	8
Lutte contre les mauvaises herbes	2
Préparation des aliments	2
Elevage	2
Dissémination des espèces végétales	1
Fumure verte	1
Conservation des sols	1
Autres	3
	<b>45</b>

Le nombre total de technologies dépasse 39, parce que certaines des technologies comportent des aspects de deux catégories.

L'on peut observer en regardant cette liste, premièrement, que les FEs ont choisi d'expérimenter une grande variété de technologies différentes, y compris certaines même (par exemple la préparation des aliments) qui ne sont habituellement pas incluses dans le domaine de l'agriculture.

Il est également intéressant, cependant, d'observer que certaines catégories de technologies ont été totalement laissées de côté. Pas un seul FE n'a expérimenté sur la récolte ou l'utilisation de l'eau, bien que beaucoup de régions du Honduras ont des sécheresses modérées à graves; dans une grande partie du sud du Honduras, des manques d'eau périodiques et dans l'ensemble sont sans aucun doute le facteur limitant essentiel dans les systè-

mes de production des agriculteurs villageois. Par ailleurs, l'expérience avec les FE dans les programmes en cours fournit la preuve principale que bien qu'ils soient très intéressés à expérimenter la récolte d'eau et une utilisation plus efficiente de l'eau, aucun de ces FE n'est inclus dans l'étude parce que ce programme du COSECHA est toujours en cours.

Il est également intéressant de noter qu'aucune des technologies ne concerne l'introduction de nouvelles cultures (bien que les critères utilisés dans l'étude, peut-être trop restrictifs, élimineraient l'inclusion de l'introduction de toute culture existant déjà ailleurs au Honduras) ou l'utilisation de cultures forestières ou l'agro-foresterie. Tout d'abord, il est très probable que certaines catégories de technologie (par exemple la récolte d'eau) n'ont jamais été expérimentées parce que les fermiers, soit n'ont jamais pensé que de telles solutions étaient à leur portée, soit simplement parce que travailler avec de telles technologies n'a jamais traversé leur esprit. Par conséquent, les programmes agricoles devraient peut-être à l'avenir, avant qu'ils ne terminent leur travail dans une région donnée, discuter avec les fermiers pour savoir quelles sortes de futures technologies possibles ils pourraient expérimenter.

Deuxièmement, il se pourrait que les fermiers soient au courant de certains types de technologies qu'ils pourraient utiliser, mais qu'ils ne perçoivent pas ces technologies comme étant d'une grande priorité pour eux. Par exemple, dans le cas des cultures forestières, les FE sont certainement au courant qu'elles existent et qu'elles sont rentables, mais ils peuvent estimer que les nombreuses années qu'il faut attendre avant de recueillir les fruits d'un tel investissement rendent ces technologies moins prioritaires que celles offrant un rendement plus rapide. Cela pourrait également être le cas avec les systèmes d'agro-foresterie, bien que les fermiers du sud du Honduras dans le programme FAO, qui met l'accent sur la dispersion des arbres, expérimentent énormément avec diverses modifications du système de dispersion des arbres.

Naturellement, les FE n'ont probablement pas expérimenté de nouvelles cultures parce que ces cultures, pour être incluses dans l'étude, devraient être des cultures uniquement extérieures au Honduras, dans quel cas les FE auraient eu des difficultés considérables pour avoir des informations sur ces cultures ou obtenir des semences.

### Les technologies prometteuses mises au point

- Les fermiers ont observé que les aphides mouraient lorsqu'ils étaient desséchés. Ils essayèrent

donc d'utiliser de la farine de blé diluée dans de l'eau pour pulvériser les arbres fruitiers dans leurs pépinières d'arbres, et découvrirent qu'ils pouvaient de cette manière lutter assez facilement contre les aphides et d'autres insectes suceurs semblables.

- De l'eau sucrée ou de l'eau légèrement salée, appliquée au bout de la plante en croissance, a été essayée avec succès comme méthode de lutte contre le foreur du maïs.
- Un autre FE a remarqué que les fourmis coupeuses de feuilles n'aimaient pas vivre près des arbres de neem. En plantant des arbres de neem directement au-dessus de plusieurs nids de fourmis coupeuses de feuilles difficiles à détruire, il a pu ainsi se débarrasser de celles-ci (elles déplacèrent leurs nids ailleurs).
- Des engrais foliaires ont été mis au point en utilisant soit de la fumure animale, soit de la mère de feuilles de cacao, des feuilles de plusieurs mauvaises herbes courantes, ou même de la cendre de bois (cette dernière s'avérant être également très utile pour la prévention des maladies végétales).
- Une FE femme a constaté que la pulpe de café pouvait être séchée juste en l'étendant au soleil. Un autre FE a découvert qu'en mélangeant simplement la pulpe humide de café à de la fumure de volaille ou à de la sciure de bois la séchait également. Une fois séchée, la pulpe de café s'avère être un excellent engrais, un résidu qui auparavant ne faisait que polluer les rivières du pays.
- Une solution de mère de feuilles de cacao et d'eucalyptus s'est avérée être très bonne comme fongicide pour les pépinières d'arbres.
- Un fermier a découvert qu'il pouvait apparemment désinfecter le sol de sa pépinière en le cultivant bien, puis en le recouvrant d'un plastique transparent de sorte qu'il se chauffait à fond sous le soleil de midi.
- La pulvérisation des récoltes avec de la cendre de bois dissoute dans de l'eau, ainsi que l'épandage de la cendre de bois autour des tiges de plantes, se sont avérées lutter contre toute une série de maladies des plantes, même très pernicieuses telles que le mildiou tardif (*Phytophthora infestans*) dans les tomates et les pommes de terre.
- Un aliment de volaille à base de maïs a été fabriqué en incorporant des feuilles de Tithonia et des coquilles d'oeufs, augmentant de ce fait la production d'oeufs.
- Un FE a découvert qu'à des altitudes au-dessus de 500m, la greffe de matériel de neem au rhizome de l'arbre du « paradis » localement disponible a comme



conséquence une croissance beaucoup plus rapide des arbres de neem.

- Un autre FE a constaté qu'en plantant des haricotssauteurs (*Canavalia ensiformis*) parmi ses plants de manioc, il avait considérablement réduit son temps de sarclage et augmenté sa productivité de manioc de plus de 25 pour cent.

Il convient de noter que ces technologies sont, à presque tous points de vue, des technologies qui seraient classées sous l'étiquette de technologies à faible consommation d'intrants ou des technologies écologiques, et dans beaucoup de cas, de la catégorie des technologies totalement organiques. Elles sont également des technologies très appropriées pour les fermiers villageois presque sans moyens financiers. Dans l'ensemble, elles sont très peu coûteuses (la plupart n'exigent absolument aucune mise d'argent), elles utilisent des ressources localement disponibles, elles n'accroissent pas de risque, elles sont d'un rapport assez rapide et vérifiable, la plupart d'entre elles sont d'un très bon rapport coût-efficacité, et la plupart sont assez largement applicables. La liste ci-dessus montre très clairement que les FE villageois non seulement peuvent développer des technologies innovatrices, mais que les technologies qu'ils développent sont très appropriées pour d'autres petits fermiers.

Un des résultats les plus décevants de l'étude était cependant que les technologies développées par ces petits fermiers n'avaient pas été très largement diffusées. Dans aucun cas la technologie développée par un FE n'a été diffusée à plus de 10 autres fermiers par les efforts exclusifs des villageois locaux.

### Les leçons apprises

- Cette étude laisse peu de doute sur la question de savoir si les FE villageois peuvent développer, tout seuls, des technologies adaptatives et fondamentales qui semblent offrir des potentialités considérables pour les fermiers du pays, sinon du monde entier. Bien que ces technologies doivent encore être davantage validées, leur potentiel, selon les critères établis de con-

venance et leurs rapports coûts-avantages économiques, semblent être très élevés.

- Différentes organisations au Honduras ont utilisé différentes techniques pour former les FEs. Il a été noté au cours de cette étude que les organisations qui ont utilisé la technique de maximisation du succès dans les expériences effectuées par les fermiers lors des premières expériences, avaient motivé bien plus de fermiers à expérimenter à l'avenir que les autres organisations. La réalisation par les fermiers expérimentateurs d'un succès rapide et vérifiable dès le départ est donc une partie importante du processus de motivation nécessaire pour pousser les gens à faire l'effort d'expérimenter fréquemment.
- Dans certains cas, les programmes ne pourront pastrouver de technologie déjà validée et réussie déjà utilisée par d'autres programmes dans une situation semblable (écologiquement, culturellement, etc.). Le programme pourrait devoir expérimenter plusieurs possibilités technologiques avant de travailler avec les fermiers. Néanmoins, avec le temps, de moins en moins de programmes se trouveront dans une telle situation.
- Ainsi donc, les programmes qui ont assigné une haute priorité à ce que le processus du PTD démarre avec les futurs FEs en choisissant des technologies d'une longue liste de technologies potentiellement utiles, pourraient envisager de réduire cette liste à une qui soit plutôt courte de technologies déjà avérées garantir un succès rapide et vérifiable dans la grande majorité de cas.
- L'étude fournit la preuve évidente que la collecte, la validation, et la plus grande diffusion d'une technologie développée par un FE peuvent bien être une activité très valable pour que certains chercheurs et/ou ONGO s'y engagent. Les agences de développement devraient donc utiliser leurs capacités de dissémination des idées autour du monde par diverses formes de presse écrite, la technologie de l'information, les conférences internationales telles que la présente, les cours et les ateliers pour diffuser les informations sur cette possibilité et son utilité.

\* L'interviewer concerné était Mateo Canas, co-auteur du présent article, agronome et fils d'un agriculteur expérimentateur.

# Eritrée : Responsabilité collective des orphelins de la guerre

*La source de cet article est le Ministère du Travail et des Affaires Sociales, Gouvernement de l'Eritrée, Asmara, Eritrée. L'article a été écrit par Peter H. Wolff, M.D., Harvard Medical School, Boston, Massachusetts, Etats-Unis. Pour plus d'information, s'adresser par e-mail à : wolff\_p@tch.harvard.edu*

**Notes CA 50**  
**Novembre 2002**

Avant le conflit de trente ans entre l'Ethiopie et l'Eritrée, le concept d'orphelins « tel que habituellement défini dans les sociétés occidentales était pratiquement inconnu. La seule exception était celle des enfants qui avaient été abandonnés pour différentes raisons et qui étaient pris en charge par des institutions (orphelinats) soutenues par des agences d'églises étrangères. Dans la société traditionnelle éritréenne, on a d'une manière générale toujours trouvé comme allant de soi que les enfants qui avaient perdu leurs deux parents soient recueillis par des membres de la famille élargie; ou si aucun parent ne pouvait être trouvé, qu'ils soient recueillis par des voisins ou des amis de la famille. Les enfants qui avaient perdu leurs deux parents devenaient donc automatiquement membres de la nouvelle famille et avaient tous les droits et les responsabilités des autres enfants vivant dans la même famille. Ce modèle « populaire » de protection des enfants se trouvant dans un besoin pressant de protection était répandu dans tout le pays, particulièrement dans les communautés villageoises et parmi les nomades. Parce que tout le monde trouvait cette pratique tout à fait naturelle, aucun accord formel ou document juridique n'était nécessaire, et l'adoption et le placement dans une famille d'accueil étaient des concepts étrangers.

En raison de la guerre de trente ans, le nombre d'enfants ayant perdu leurs deux parents s'est accru dans des proportions géométriques.

En même temps, la structure sociale de la société traditionnelle s'est trouvée extrêmement désorganisée. En conséquence, les pratiques indigènes de prise en charge des enfants laissés seuls ne fonctionnaient plus, et l'administration éritréenne a dû prendre des dispositions spéciales de groupe pour la prise en charge de ces enfants aussi longtemps que durait la guerre. Juste après l'indépendance, une étude nationale effectuée par l'Autorité des Affaires sociales du gouvernement éritréen nouvellement formé a établi qu'un total d'au moins 14.000 enfants âgés de moins de seize avaient perdu leurs deux parents des suites de la violence de la guerre et que, en outre, au moins 100.000 enfants avaient besoin d'une protection spéciale parce que leurs parents survivants ne pouvaient plus leur assurer les nécessités essentielles de la nourriture, du logement et de l'éducation. Dans le but d'aider, des ONG et des organisations d'églises étrangères commencèrent à construire ou à reconstruire et agrandir les orphelinats dans les centres peuplés, et firent un effort concerté pour introduire le concept d'adoption dans des pays étrangers et dans des familles d'ac-

cueil comme stratégies largement acceptées en guise de remèdes préférés pour la protection des enfants devenus seuls. Cependant, les agences du service social en Éritrée avaient eu dans le passé des expériences très négatives avec les adoptions étrangères durant les occupations précédentes. Pour cette raison, ils rejetèrent toutes les offres d'aide qui impliquaient une adoption ou le placement dans une famille d'accueil, et firent des efforts concertés pour fermer tous les orphelinats aussitôt que possible. À la place de ceux-ci, ils élaborèrent un plan national d'assistance et de réinsertion des enfants seuls qui était en grande partie basé sur les pratiques indigènes de protection des enfants.

La principale composante de ce plan était la réunification des orphelins et des autres enfants seuls avec leur famille élargie. Une recherche nationale fut lancée sur toute l'étendue du territoire pour d'abord retrouver les familles élargies (tantes, oncles, grands parents et autres), et ensuite choisir les membres de la famille élargie qui étaient en meilleure position pour assurer à ces enfants la protection économique et sociale dont ils avaient besoin. Cependant, la plupart des familles, y compris celles qui étaient dans des situations économiques relativement bonnes, avaient été si appauvries par les 30 années de guerre que accepter un ou plusieurs autres enfants aurait imposé un fardeau supplémentaire inacceptable à leurs vies. Un projet générateur de revenu fut alors conçu et mis en exécution par lequel chaque famille hôte potentielle qui acceptait un ou plusieurs enfants recevait une aide financière *en nature* destinée à renforcer sa capacité économique dans le cadre de ses moyens habituels de subsistance. Par exemple, des fermiers ont reçu une ou plusieurs vaches, une charrue ou plusieurs chèvres. Les habitants des villes reçurent du matériel qui devait leur permettre d'ouvrir de petites boutiques ou de commencer des industries familiales.

Ce programme de réunification au moyen du renforcement du revenu des familles hôtes a maintenant été en place pendant au moins sept ans. Il est étroitement suivi afin de s'assurer que l'aide matérielle reçue est utilisée pour l'objectif prévu et fournit en effet la protection économique et sociale préconisée aux enfants réunis et à leurs familles hôtes. En bref, les agences du service social éritréen ont pu ainsi fournir à des milliers d'enfants seuls

un environnement familial décent en se basant sur, et en les modifiant légèrement, les pratiques traditionnelles d'assistance aux enfants qui pendant des siècles ont été une partie intégrante de la culture indigène éritrénne. En même temps, l'Autorité des Affaires sociales a ainsi pu résister aux propositions bien intentionnées mais culturellement inacceptables d'adoption internationale des enfants éritréens (ayant ou non des parents) qui, selon l'expérience passée, ont eu souvent de graves conséquences qui n'étaient pas dans les meilleurs intérêts des enfants.

En dépit des recherches intensives et prolongées, il n'a cependant pas été possible de retrouver les familles élargies de tous les orphelins de la guerre. En conséquence, un plan alternatif a été mis en place parallèlement au premier afin d'assurer la protection des enfants qui ne pouvaient pas être réunis avec leurs familles élargies. De petites maisons pour des groupes sont actuellement construites dans les différentes régions du pays. Elles sont conçues pour fournir un environnement physique et social décent pour des groupes de douze enfants qui vivent ensemble avec une ou deux mères de substitution permanentes. Dans la mesure du possible, les enfants seuls de mêmes parents sont affectés au même groupe, et tout groupe de douze enfants vivant dans la même maison de groupe est délibérément constitué de manière à ce qu'il y ait des enfants de différents âges allant de deux à seize ans, de sorte qu'avec le temps, eux et leur mère de substitution, forment leur propre nouvelle famille élargie. De plus, les enfants sont placés dans des maisons de groupe tout près de leur village ou ville d'origine, de sorte qu'avec le temps ils seront réintégrés dans leurs propres communautés. Ce plan alternatif est encore dans ses premières phases de développement, mais le suivi des maisons de groupe qui existent depuis au moins deux ans indique qu'elles semblent être une réussite en termes de satisfaction des besoins des enfants. Tout comme le programme de réunification, les maisons de groupe sont basées sur les traditions indigènes de protection des enfants dans lesquelles la communauté dans son ensemble, plutôt que la famille nucléaire, assume la responsabilité de la prise en charge des enfants qui n'ont plus aucun parent et ont besoin d'une protection spéciale.

# Médecine traditionnelle à Tanga aujourd'hui

## *Le monde ancien et le monde moderne se rencontrent*

*Cet article a été écrit par David Scheinman. Le TAWG serait heureux de répondre à vos questions et de recevoir des visiteurs. Les coordonnées du TAWG sont: Phone / FAX: 255-27 264-2266; Email: Tawg@Tanga.net; Website: <http://user.Tanga.net/tawg>*

**Notes CA 51**  
**Décembre 2002**

Pendant des siècles, les guérisseurs traditionnels ont été les principaux prestataires de soins de santé primaires pour la plupart des Tanzaniens. Aujourd'hui, les guérisseurs en Afrique, particulièrement à Tanga, jouent encore un rôle crucial puisque — en plus de leur rôle comme prestataires de soins de santé primaires — ils portent le fardeau des soins aux personnes atteintes du VIH/SIDA. À Tanga, le Groupe de Travail VIH/SIDA de Tanga (TAWG) — situé dans l'historique Cliff Block de Bombo Hospital — collabore de manière fructueuse avec les guérisseurs traditionnels depuis 1990. Voici donc l'histoire d'un partenariat prometteur entre le monde ancien et le monde moderne pour combattre le VIH/SIDA.

### **Breve description des plantes médicinales**

Les plantes ont été utilisées comme premières sources de la médecine pendant des milliers d'années et ont été nos tous premiers médicaments. Il y a 4.000 ans, l'Empereur Rouge de Chine a publié une liste de 4.000 plantes médicinales. La littérature sur les plantes médicinales babyloniennes a été compilée en 1770 avant Jésus Christ. Les anciens Egyptiens mettaient même des plantes médicinales dans les pyramides pour traiter leur Pharaons après la mort. Les Pharaons momifiés ont été préservés à l'aide de plantes, d'herbes, d'épices, et de minéraux. Jusqu'à il y a 150 ans, les sciences de la botanique et la médecine étaient les mêmes.

Les plantes ont des qualités médicinales en raison des substances qu'elles produisent pour se protéger contre les insectes parasites et les microbes pathogènes. Nous ne faisons que «emprunter» ces substances pour traiter nos propres infections virales, fongiques, et bactériennes. Beaucoup de médicaments sont extraits des racines, de l'écorce des racines, et de l'écorce des plantes parce que ces parties sont les plus vulnérables et forment la première ligne de défense d'une plante contre un envahisseur.

En quelques secondes lors d'une attaque, les plantes commencent à produire et à sécréter une gamme puissante de substances mortelles ou toxiques contre les virus, les bactéries, les mycètes, les insectes — ou même les mammifères envahisseurs. Chaque plante peut produire jusqu'à environ 1.000 substances chimiques spécifiques. En conséquence, un antiviral naturel produit par une plante pour se défendre peut également être utilisé par l'homme comme antiviral.

Les guérisseurs traditionnels à Tanga ont pendant des milliers d'années identifié, expérimenté, et utilisé ces substances pour traiter leurs patients. En unissant nos forces aux leurs, nous avons accès à des résultats de milliers d'années de recherche. Cela est communément connu sous le nom de savoirs locaux (IK).

Beaucoup des médicaments modernes d'aujourd'hui sont tirés des plantes. Plus de 120 produits pharmaceutiques sont tirés des plantes, et 74% d'entre eux ont d'abord été utilisés par les cultures indigènes! La corrélation entre leur utilisation par les guérisseurs et les résultats positifs de laboratoire est claire. Les données indiquent clairement que les plantes collectées par les guérisseurs fournissent des pistes plus solides de développement de nouveaux médicaments que le criblage aléatoire. Vingt-cinq pour cent de nos médicaments actuels délivrés uniquement sur ordonnance sont tirés des plantes. Les mieux connus sont la quinine tirée de l'arbre de quinquina, la morphine tirée du pavot, l'aspirine tirée du saule, la digitaline tirée de la digitale pourprée, la vinblastine et la vincristine (médicaments de premier choix pour le traitement de la maladie de Hodgkin, de la leucémie aiguë, de divers lymphomes, du cancer avancé du sein, et maintenant du sarcome de Kaposi lié à l'infection par le VIH/SIDA) tirées de la pervenche rose — qui pousse ici même à Tanga — et maintenant la cotexine tirée de l'*Artemisia annua* pour le traitement du paludisme.

Brève description des guérisseurs traditionnels de Tanga

Le District de Tanga a environ 670 guérisseurs traditionnels (les Waganga). 337 se trouvent dans la zone urbaine de Tanga et 333 se trouvent dans les zones rurales. L'âge moyen d'un guérisseur est de 52 ans. La plupart sont des musulmans et pratiquent cette fonction depuis en moyenne 19 ans. Il y a un guérisseur pour chaque groupe de 343 résidents de la zone urbaine de Tanga et un guérisseur pour chaque groupe de 146 résidents ruraux. A Tanga il y a seulement un médecin formé à l'occidentale pour chaque groupe de 33.000 habitants. Par conséquent, beaucoup plus de personnes reçoivent des soins de santé des guérisseurs traditionnels que du personnel sanitaire conventionnel. Beaucoup de guérisseurs ont participé aux séminaires de formation du TAWG.

Ces chiffres sont en parfaite corrélation avec les données en provenance d'Afrique Subsaharienne. Les guérisseurs sont déjà sur place; les ministères de la santé n'ont pas à les affecter puisque pratiquement tous les villages ont des guérisseurs résidents et des accoucheuses traditionnelles. Cela est particulièrement le cas dans les zones rurales où la médecine moderne est beaucoup moins dis-

ponible que dans les villes. Par conséquent, unir nos forces avec les guérisseurs pour combattre le VIH/SIDA et pour promouvoir la santé publique semble tout à fait raisonnable.

Les guérisseurs de Tanga sont pour la plupart des herboristes, des devins, des médiums, des chirurgiens, des sages-femmes, et des psychiatres traditionnels. La majorité d'entre eux utilisent certaines des nombreuses plantes médicinales disponibles dans cette région biologiquement diversifiée. La chaîne de montagnes de l'Eastern Arc, qui comprend Amani dans le District de Muheza, est l'un des seulement 20 points chauds biologiques du monde entier. Un point chaud est une région caractérisée par une gamme d'espèces exceptionnellement diversifiées, dont un grand nombre sont endémiques à la zone. Amani occupe le deuxième rang en terme de biodiversité la plus élevée en Afrique

— un site au Cameroun est le premier.

Les guérisseurs ont des connaissances spécialisées pour traiter les affections physiques, culturelles, et psychologiques. Les guérisseurs sont accessibles, peu coûteux, jouissent habituellement d'une bonne crédibilité, et à Tanga ils ont un trésor naturel de diversité biologique dans lequel sélectionner les plantes efficaces.

### Les guérisseurs et les médecins modernes unissent leurs forces à Tanga

Pour que les objectifs de santé publique soient atteints en Afrique, les guérisseurs devraient être des participants actifs du système de santé. Cela semble raisonnable, dans la mesure où chaque communauté possède déjà ses propres guérisseurs traditionnels. À Tanga, le TAWG a reçu une reconnaissance internationale pour son travail innovateur avec les guérisseurs traditionnels, et a reçu l'appui d'OXFAM, de la Banque mondiale, et de l'USAID.

Aujourd'hui à Tanga, les guérisseurs traditionnels, les médecins et le personnel de santé modernes ont uni leurs forces dans un programme passionnant et prometteur mis en œuvre par le TAWG. Le TAWG est une organisation non gouvernementale (ONG) innovatrice qui réunit les guérisseurs traditionnels, les médecins et le personnel de santé, les botanistes, les sociologues, et les personnes vivant avec le VIH/SIDA (PLWAs). Le but du TAWG est de combler le fossé entre la bio-médecine traditionnelle et occidentale en traitant les PLWAs avec la médecine traditionnelle.

Le TAWG est né de réunions qu'un médecin allemand et ses collègues Tanzaniens ont initiées en 1990 avec les guérisseurs traditionnels de Pangani, une ville côtière si-

tuée à 50 km au sud de Tanga. Le personnel sanitaire avait observé que beaucoup de patients — ceci est vrai dans l'ensemble de l'Afrique Subsaharienne — allaient à la fois à l'hôpital et chez les guérisseurs traditionnels. En conséquence, ils décidèrent de prendre contact avec les guérisseurs locaux dans l'espoir d'initier un réseau de référence des malades. Cette initiative fut un succès, et leur réseau se développa pour devenir le TAWG.

Les guérisseurs réagirent avec enthousiasme à l'initiative. Ils savouraient d'être pris au sérieux et traités comme des collègues professionnels. Le dialogue initial se transforma en réunions où les participants discutaient de la manière de traiter divers maux, de la question de savoir quand envoyer un patient à l'hôpital, de questions relatives à la santé publique, et de la manière de coopérer avec le personnel biomédical. Un jour le sujet débattu était le VIH/SIDA.

Waziri Mrisho, un guérisseur de 84 ans, demanda s'il pouvait essayer de traiter des patients hospitalisés malades du VIH/SIDA. Le groupe consentit, et Waziri traita quelques patients confirmés de VIH+ avec trois plantes que le TAWG utilise toujours aujourd'hui.

Le personnel biomédical observa bientôt que les patients traités avec les trois plantes de Waziri avaient généralement un meilleur appétit, qu'ils prenaient du poids, qu'ils souffraient de moins d'infections opportunistes moins graves, et que leur état de santé et leur bien-être général s'amélioraient. Les médicaments à base de plantes devinrent bientôt les médicaments standards de l'hôpital pour le traitement du VIH/SIDA chez les patients qui préfèrent la phytothérapie.

Les trois plantes initiales - avec d'autres plantes qui y ont été ajoutées — sont encore utilisées pour traiter un certain nombre d'infections opportunistes généralement causées par le VIH/SIDA. Waziri était un vrai pionnier. Il a volontiers partagé ses connaissances et a généreusement accepté de faire identifier scientifiquement ses plantes par des botanistes de l'herbier de Lushoto à Lushoto, dans la région de Tanga.

Le TAWG a par la suite mis en place un service de prestation de soins à domicile pour fournir les remèdes à base de plantes aux malades du VIH/SIDA et à leurs familles. Les visites à domicile forment la base du travail quotidien du TAWG. Ses activités comprennent le suivi de la santé générale des malades, l'administration des médicaments traditionnels, et l'accompagnement psychologique des malades et de leurs proches.

En 1994, le TAWG fut officiellement enregistré auprès du ministère des affaires sociales sous le nom de Groupe de Travail SIDA de Tanga (TAWG).

Le TAWG est la principale ONG travaillant sur le VIH/SIDA dans la région de Tanga. Son personnel est hautement qualifié, dévoué, et engagé à améliorer la qualité de vie des PLWA. Ses membres sont des experts en assistance socio-psychologique, psychologie, médecine, éducation, botanique, recherche, anthropologie médicale, et gestion. Le travail du TAWG est un exemple remarquable de la manière dont on peut réaliser des résultats positifs dans le combat contre le SIDA en mettant en synergie l'expertise locale, les connaissances indigènes, et le personnel sanitaire moderne pour fournir un traitement efficace à prix réduit aux personnes vivant avec le SIDA.

### **Brève description du programme de traitement du TAWG**

L'activité spécifique du TAWG est le traitement des patients à l'hôpital ou à domicile avec des plantes médicinales. Dans le journal *Nipashe* daté du 23 février 2002, le TAWG a rapporté que son traitement rallonge généralement la vie des patients et que certains patients qui étaient en très mauvaise forme ont vu leur état s'améliorer clairement après la prise des médicaments traditionnels (Dr. Samuel Mtullu, *Nipashe*, 23 février 2002). Les médicaments sont plus efficaces, cependant, si le traitement est initié pendant les premières phases du VIH/SIDA. Les médicaments sont à un prix réduit, traitent efficacement certaines infections opportunistes, sont facilement disponibles, sont fournis gratuitement aux patients, et ont été utilisés par les guérisseurs Tanzaniens pendant des siècles. Administrés sous la forme et au dosage appropriés, ils sont absolument sans danger.

Les médicaments du TAWG augmentent l'appétit, aident les patients à prendre du poids, arrêtent la diarrhée, réduisent la fièvre, font disparaître le muguet buccal, résorbent les éruptions de la peau et les infections fongiques, traitent l'herpès zostérien, et assèchent les ulcères. Le traitement des patients prolonge leur longévité, améliore la qualité de leurs vies, et réduit le nombre d'orphelins puisque les parents restent vivants.

Le TAWG travaille également étroitement avec le gouvernement, organise des séminaires pour les guérisseurs traditionnels, et a un programme efficace d'éducation et de prévention du VIH/SIDA.

Il traite actuellement près de 400 patients dans les Districts de Tanga, Pangani, et Muheza. Depuis que le TAWG a commencé ses activités en 1990, il a traité près de 2.000 patients. Pendant les six derniers mois, le nombre de patients traités a doublé, indiquant le nombre croissant des cas de VIH/SIDA.

La collaboration du TAWG avec les guérisseurs traditionnels et le ministère de la santé a créé un petit îlot d'espoir dans cette ville de bord de mer. Les patients vivent maintenant plus longtemps et ont des vies meilleures, et en conséquence il y a peu d'enfants récemment devenus orphelins. Les guérisseurs ont ramené à leurs villages les messages de prévention et de santé publique et beaucoup d'entre eux savent maintenant quand référer un patient à l'hôpital.

Bien qu'ils ne soient pas un traitement curatif, les médicaments traditionnels prolongent la vie des patients en combattant les microbes pathogènes semblables à ceux

qui attaquent les plantes. Au moins maintenant, les patients de la région de Tanga, et de la Tanzanie, ont une alternative efficace et peu coûteuse aux thérapies importées qui sont chères.

A propos, ces nouvelles thérapies coûteuses tendent souvent à perdre leur effet coup de poing avec le temps. Par conséquent, le traitement des patients avec les médicaments traditionnels a autant de validité maintenant qu'il y a des milliers d'années. En mettant en synergie les forces des guérisseurs et des médecins modernes, de nouveaux chemins sont en train d'être frayés au bénéfice de tout le monde.

*Ethiopie*

# Une Compréhension Qualitative des savoirs traditionnels locaux et de l'utilisation des plantes médicinales

*Cet article a été écrit par Hareya Fassil, Université d'Oxford, International Development Centre, Queen Elizabeth House(QEH)21 St. Giles, Oxford OX1 3LA, United Kingdom. Pour de plus amples informations, s'adresser par email à: hareya.fassil@green.oxford.ac.uk*

**Notes CA 52**  
**Janvier 2003**

## **Les vrais chiffres derrière ce chiffre de ' 80% '**

En ce moment même, quelque part dans une communauté rurale éloignée, là-haut dans la région montagneuse d'Éthiopie, il se peut qu'un fermier vienne juste de cueillir les feuilles ou d'extraire les racines d'une plante médicinale trouvée près de sa ferme. Dans un hameau voisin, il se peut qu'une mère soit en train de préparer un traitement traditionnel à base de plantes censé « redonner de la vigueur », soulager les crampes d'estomac, guérir une maladie de la peau, ou peut-être soulager les symptômes d'une infection de l'appareil respiratoire affectant son enfant. C'est cette utilisation courante des plantes par les membres ordinaires des communautés locales à travers les différentes zones rurales de l'Éthiopie qui explique en grande partie le chiffre estimatif largement cité de 80 pour cent de la population qui continuerait à recourir aux médicaments traditionnels tirés des plantes pour ses besoins en matière de soins de santé primaires (Bannerman, MOH, 1985; Abebe et Hagos, 1991; IBCR, 1999).

Bien que actuellement on assiste à la reconnaissance croissante du fait que l'étude des connaissances et des pratiques indigènes en matière de santé nécessite un cadre essentiellement multidisciplinaire de recherche, jusqu'ici, les botanistes, les chimistes, les pharmacologues, les anthropologues et le personnel de santé ont généralement poursuivi leurs intérêts spécifiques de recherche dans ce domaine dans un isolement relatif les uns par rapport aux autres. En Éthiopie, il y a eu peu de liaisons inter-disciplinaires entre les différentes approches des chercheurs ou l'analyse de leurs résultats.<sup>1</sup>

Par ailleurs, une grande partie de la littérature existante sur la phytothérapie traditionnelle éthiopienne est dominée par les travaux centrés sur les plantes, résultant du « programme classique

de recherches », qui a été largement dominé par un intérêt primordial pour les propriétés thérapeutiques spécifiques des plantes individuelles. À la recherche d'informations sur les propriétés de diverses plantes médicinales éthiopiennes, les chercheurs ont généralement concentré leur attention sur deux sources principales : (i) les prestataires traditionnels professionnels de soins de santé et (ii) les anciens manuscrits medicoreligieux de l'Éthiopie — œuvres littéraires sur la phytothérapie contenant des recettes minutieuses de traitements à base de plantes de toute une gamme de maladies (voir par exemple, Abebe et Ayehu, 1993).



Par contre, il y a eu peu d'études centrées spécifiquement sur les connaissances et les pratiques traditionnelles en dehors du domaine « professionnel » de la médecine traditionnelle. Le but du présent article, tiré d'une étude plus importante, est de partager certains des résultats des recherches [ 2 ] actuelles envisagées, explicitement centrées sur le « domaine profane » des connaissances traditionnelles dans le contexte éthiopien.

### Objectifs et méthodes

L'étude basée sur le travail de terrain avait pour but de comprendre la répartition locale des connaissances traditionnelles en matière de santé et les utilisations faites des diverses plantes médicinales parmi les hommes et les femmes ordinaires des communautés rurales, qui constituent la grande majorité de la population éthiopienne. L'objectif général de l'étude est de contribuer à la masse croissante de littérature et d'expérience concernant le rôle des systèmes indigènes/ traditionnels de connaissances en matière de développement. Sous-jacent à cet objectif est le principe que la santé constitue le pivot du processus du développement, vue à la fois comme moyen et fin du développement.

Le travail de terrain a été effectué avec la participation des communautés de la zone rurale de Bahir Dar Zuria, District de Gojam (qui fait maintenant partie de l'Amhara Regional State) situé sur les Hauts Plateaux du Nord-Ouest du pays. Une combinaison d'outils de recherche de diverses disciplines a été utilisée. Les questions de genre ont constitué un aspect intégral et transversal de la méthodologie, car l'on s'attendait à ce que des facteurs importants de genre soient impliqués, entre autres, dans la répartition des connaissances traditionnelles en matière de santé et de leur transmission d'une génération à l'autre. Parmi les instruments utilisés pour la collecte des données on peut citer:

- les enquêtes de ménage (considérées comme la principale composante du travail de terrain);
- les témoignages oraux (basés sur des discussions ouvertes avec des personnes âgées bien connues et bien informées);
- discussions focalisées avec des mères dans des centres sanitaires locaux;
- enquêtes dans les marchés locaux;
- questionnaires administrés aux élèves des lycées et collèges; et
- entretiens structurés avec des prestataires professionnels de soins de santé (modernes et traditionnels).

### Évaluation préliminaire des données

Les analyses quantitatives et qualitatives détaillées des données recueillies de ces diverses sources sont toujours en cours. Voici ci-dessous quelques points saillants des résultats préliminaires de l'étude.

#### *Nature tacite et diffuse des connaissances traditionnelles en matière de santé*

En général, les connaissances traditionnelles sur les plantes médicinales et leur application sont presque considérées comme naturelles autant par les hommes que par les femmes dans toutes les communautés de l'étude. De telles connaissances et pratiques traditionnelles sont des aspects courants de la vie quotidienne et sont profondément enracinées dans le tissu socioculturel et économique de ces sociétés rurales. Ceci est une conclusion significative en soi, car elle démontre clairement la portée et la signification véritables (réelles et potentielles) des connaissances traditionnelles locales.

#### *Dynamique du genre et de l'âge*

Quelques tendances générales ont pu être discernées qui suggèrent des différences considérables selon le genre et l'âge dans le type et l'étendue des connaissances traditionnelles en matière de santé. Par exemple, les femmes et les hommes d'âge moyen et plus âgés semblent généralement avoir une connaissance plus étendue des plantes médicinales. En outre, les hommes ont plus souvent démontré une connaissance des plantes principalement récoltées dans la brousse, tandis que les femmes ont généralement montré une plus grande connaissance des utilisations thérapeutiques des plantes du type mauvaises herbes et semi-domestiquées que l'on trouve autour de la maison.

#### *Principales sources des connaissances traditionnelles*

« L'observation et les pratiques de la vie quotidienne » ou « l'apprentissage par la pratique », constituent la méthode la plus couramment citée comme celle par laquelle les connaissances sont acquises. Ici encore, une proportion relativement plus grande des hommes a indiqué avoir acquis ces connaissances de cette manière, ce qui suggère quelques différences notables de genre en termes de mécanismes par lesquels les connaissances traditionnelles sont transmises.

#### *La base des ressources en plantes médicinales*

Les noms locaux et les utilisations spécifiques de plus de 80 plantes ayant une valeur médicinale ont été documentés durant l'étude. La grande majorité de celles-ci sont de

l'espèce plantes sauvages/mauvaises herbes, qui poussent souvent autour de la maison ou de la ferme et demandent peu d'entretien. Cette seule conclusion soutient fortement l'hypothèse de départ de l'étude, c-à-d qu'une bonne part des connaissances sur les plantes médicinales relève du domaine « non-professionnel » ou public. En outre, les noms locaux et les utilisations spécifiques de la plupart des plantes médicinales citées par les différents informateurs étaient sensiblement concordants.

#### *Rôle des prestataires professionnels ruraux de soins de santé*

En général, les prestataires traditionnels professionnels de soins de santé semblent jouer un rôle beaucoup moins prononcé dans les communautés rurales qu'on ne l'a généralement présumé. Il apparaît dans l'étude que la plupart des maux sont diagnostiqués et traités au niveau des ménages. Très peu d'informateurs ont rapporté recourir aux prestataires traditionnels professionnels de façon régulière. Là où des professionnels sont consultés, c'est souvent pour leurs connaissances et qualifications traditionnelles spécialisées concernant un nombre relativement limité de problèmes de santé.

#### *Qualités des connaissances traditionnelles*

Des réflexions plus poussées sur les différentes caractéristiques des connaissances traditionnelles décrites ci-dessus soulèvent un certain nombre de questions, découvrent des paradoxes inhérents et des surprises. Celles-ci ont trait au rôle potentiel des connaissances traditionnelles en matière de santé, à la nature du processus traditionnel d'apprentissage et aux caractéristiques intrinsèques contrastées des connaissances traditionnelles.

#### *Rôle potentiel des connaissances traditionnelles en matière de santé: défis et limites*

Le terme « défi » fait immédiatement penser au principal problème de santé dans la zone de l'étude — le paludisme. Cependant, aucun médicament traditionnel spécifique à base de plante contre le paludisme n'a été rapporté. Quoique cela soulève des questions par rapport à

la « nouveauté » du paludisme dans cette région, la situation semble également irrésistiblement liée au fait que la compréhension générale de l'étiologie du paludisme est extrêmement limitée parmi la population locale. Cette dernière présomption souligne le besoin pressant de programmes à base communautaire d'éducation sanitaire et de prévention. Néanmoins, certaines perceptions traditionnelles pertinentes concernant l'« écologie » générale de la maladie ont pu être décelées, ce qui pourrait fournir une

base avantageuse pour des efforts d'éducation sanitaire et de prévention localement adaptés et efficaces.

Un autre défi fondamental a trait aux conditions sanitaires affreuses dans lesquelles vivent les communautés rurales. En effet, il semblerait que de telles communautés qui ont fortement recours aux traitements traditionnels par les plantes sont prises dans un cercle vicieux, du fait que les maux contre lesquels les médicaments locaux à base de plantes sont utilisés sont liées à une mauvaise hygiène environnementale. Ainsi, le manque de latrines appropriées, de traitement des ordures et d'eau potable peut être considéré comme étant la raison d'être de beaucoup de traitements traditionnels. Inversement cependant, l'on peut également argumenter que, si de telles mesures fondamentales et essentielles étaient en place, les efforts en matière de santé au niveau local pourraient peut-être avoir été plus efficacement et de façon plus appréciable ciblés sur la prévention de certains problèmes de santé plus difficiles dans la région, *tel que le paludisme*. Par conséquent, ces imperfections mêmes peuvent, dans un sens, être considérées comme faisant partie des plus grands obstacles à la réalisation de la pleine capacité de l'ingéniosité indigène et aux approches traditionnelles dans la satisfaction des besoins locaux en matière de santé.

#### *Le processus de transmission des connaissances*

Comment exactement sont transmises les connaissances traditionnelles de génération en génération? Les mécanismes traditionnels qui étaient en place dans le passé sont-ils encore intacts? Ce sont là des questions complexes qui nécessitent des preuves contextuelles longitudinales et détaillées, ce qui est extrêmement évasif et difficile à découvrir. Cependant, une observation qui peut être pertinente en ce qui concerne ces questions est celle des connaissances traditionnelles chez les enfants. Il a été observé que des garçons et des filles aussi jeunes que 6-7 ans avaient des connaissances « botaniques » remarquables, c-à-d la capacité à distinguer diverses plantes médicinales croissant autour de leurs maisons. Mais qu'en est-il d'autres aspects de leurs connaissances traditionnelles en ce qui concerne la préparation et l'administration des médicaments à base de plantes et du diagnostic des maladies? Ce peut-il que les connaissances au sujet de ces aspects soient « sélectivement » menacées? Ces questions importantes seront étudiées par une analyse plus approfondie des informations recueillies.

*Caractéristiques contrastées des pratiques traditionnelles*  
Avec l'accroissement de l'intérêt pour le rôle et la valeur des systèmes traditionnels de connaissances, ceux-ci et

leurs applications sont souvent devenus trop généralement mais peut-être, précairement, associés à des résultats positifs. Cependant, si l'on veut renforcer les systèmes traditionnels de santé dans leur ensemble, une attention appropriée devrait également être accordée à ces pratiques qui apparaissent, au moins à première vue, loin d'être bénéfiques. Quelques cas d'espèce sont, les procédures chirurgicales traditionnelles telles que l'ablation de la luette, des amygdales, l'arrachement des dents, et même des pratiques plus graves telles que les saignées et l'excision [ 3 ] — qui demeurent toutes répandues dans les communautés concernées par l'étude. Peut-être encore plus que dans d'autres aspects, les questions particulièrement complexes découlant de telles pratiques traditionnelles, nécessitent la plus grande sensibilité socioculturelle possible et une bonne compréhension du contexte local dans lequel elles persistent.

#### Conclusion

L'on s'attend à ce que des conclusions importantes émergent de l'étude en cours. Ce qui peut généralement être présumé à ce stade, ce sont certaines des implications plus larges et les contributions attendues de l'étude.

Premièrement, pendant à peu près la dernière décennie, l'intérêt croissant pour les connaissances traditionnelles, en particulier celles concernant les plantes médicinales, a été plein de débats sur la propriété intellectuelle et les droits traditionnels en matière de ressources. Souvent suscités principalement par des intérêts et des forces extérieures aux communautés indigènes, ces débats demeurent extrêmement complexes et en effet, des sujets pressants auxquels les décideurs de politique et les parties prenantes du nord et de sud s'attaquent activement dans divers forum internationaux. Mais ce centrage hautement politisé au niveau mondial semble avoir détourné l'attention de la recherche loin du contexte local, c-à-d loin d'une vraie compréhension des rôles réels et potentiels des connaissances et des pratiques traditionnelles en matière de santé dans la satisfaction acceptable des besoins les plus pressants de soins de santé de populations croissantes dans les pays en voie de développement aux ressources limitées comme l'Ethiopie. Par conséquent, l'on espère que la présente étude et d'autres du même genre pourraient, en tout premier lieu, aider à réorienter une certaine attention de la recherche vers le niveau communautaire.

Deuxièmement, comme l'a démontré la présente étude, au moins dans le contexte des communautés rurales des Hauts Plateaux du Nord-Ouest de l'Ethiopie, les connaissances traditionnelles concernant l'utilisation des plan-

tes médicinales sont loin d'être un capital de sagesse ou d'expertise généralement supposé être l'apanage de l'élite à majorité masculine des prestataires traditionnels professionnels de soins de santé. En effet, la plupart des traitements traditionnels utilisés dans les communautés étudiées sont mis au point, préparés et administrés par des hommes et des femmes ordinaires au niveau des ménages. Par conséquent, cela implique que ces 80% de la population, dont on dit qu'ils ont recours aux médicaments traditionnels tirés des plantes, ne consultent pas toujours les praticiens professionnels. En effet, le fait que les connaissances traditionnelles en matière de soins de santé soient si diffuses et l'utilisation des plantes médicinales locales si répandue a des implications d'une importance primordiale, qui ne peuvent simplement pas être ignorées par ceux concernés par le développement et les praticiens de la santé dans le domaine étroitement lié de la gestion de ressources naturelles.

Enfin, il est devenu évident que les efforts de recherche et de développement doivent également viser à identifier et à s'attaquer aux défis et aux menaces auxquels sont confrontés les systèmes traditionnels de connaissances en matière de santé, *dans leur ensemble*. Le but final est de renforcer et d'améliorer cette vaste base de connaissances au profit de la grande majorité des pays en voie de développement qui ont survécu grâce à ces systèmes pendant des siècles et continueront de le faire dans l'avenir prévisible.

#### Références

- Abebe, D. and E. Hagos (1991). "Plants as a primary source of drugs in traditional health practices of Ethiopia" In *Plant Genetic Resources of Ethiopia*. J.M.M. Engels J.G. Hawkes and M. Worede (eds.) Cambridge University Press, Cambridge.:101-113.
- Abebe, D. and A. Ayehu (1993). *Medicinal Plants and Enigmatic Health Practices in Northern Ethiopia*. World Health Organization, Ethiopian Ministry of Health (Project No. AF/ETH /TRM/001RB) and the United Nations Development Programme.
- Bannerman, R.H. 1983 *Traditional Medicine and Health Care Coverage*. WHO, Geneva.
- MOH (1985) *Ministry of Health Primary Health Care Review*. Ministry of Health, Addis Abeba.
- IBCR (1999). *Biodiversity Conservation and Sustainable Use of Medicinal Plants: Project Proposal*. Addis Abeba, Institute of Biodiversity Conservation and Research (IBCR) Addis Abeba.

- 1 Une exception notoire est le cadre trans-sectoriel/ multidisciplinaire prometteur adopté par le projet national R&D soutenu par la Banque mondiale et récemment lancé sur la conservation/ l'utilisation durable des plantes médicinales utilisées pour la santé humaine et animale (voir Notes CA No.35).
- 2 Recherche en cours (phase finale) en partie des travaux requis pour le Diplôme de Doctorat (PhD) en Etudes sur le Développement à l'Université d'Oxford, Oxford R-U.
- 3 Viz: Note CA No 41:Eritrea : *Eliminating a Harmful Traditional Practice*.

# Le côté économique des savoirs locaux africains

*Hilary Nwokeabia est un économiste dans la Division Politique économique et sociale (ESPD), de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), P.O. Box 3001, Addis-Ababa, Ethiopie. Téléphone: (251-1) 445333/517200. Ext.. 35333. E-mail: hnwokeabia@yahoo.com ou Nwokeabia@UN.ORG. Cet article d'Notes CA est une version condensée d'une nouvelle publication de l'UNECA par l'auteur, intitulé "Why Industrial Revolution Missed Africa : A Traditional Knowledge Perspective."*

## **Notes CA 53** **Février 2003**

Les savoirs locaux (IK) africains sont catalogués de diverses manières et mal compris dans les forums internationaux et dans la littérature moderne. Les qualificatifs qui leur sont le plus généralement attribués sont "statiques", "faible valeur ajoutée" et "arts premiers", particulièrement dans le contexte des Aspects commerciaux des Droits de la Propriété intellectuelle (TRIPS) de l'Organisation mondiale du Commerce. Très souvent l'on entend les expressions telles que mystère, charlatanisme, irrationnel, ou miracle lorsqu'on parle par exemple de la médecine traditionnelle. Les succès de la médecine traditionnelle sont considérés comme anecdotiques ou ne pouvant être validés scientifiquement. Cette idée fautive est encore plus aggravée par le peu ou pas de croissance du secteur et par un manque de compréhension du contexte dans lequel les praticiens appliquent la médecine traditionnelle. Pourtant, la littérature produite sur ce secteur n'a pas accordé beaucoup d'attention aux facteurs qui sont à la base de ces idées fautes.

Le présent article tente donc de fournir une explication élémentaire au manque apparent de compréhension et de croissance des savoirs locaux africains. L'argument se base sur le système du droit coutumier africain qui ne reconnaît que la propriété collective des savoirs et récompense très peu les innovations individuelles. L'impact de cette propriété collective des savoirs a produit diverses réactions de la part des innovateurs et des détenteurs de savoirs locaux, dans divers secteurs. Dans les secteurs à fort revenu comme la médecine, les innovateurs utilisent le "secret" pour protéger leurs découvertes. Dans les secteurs à faible revenu tels que l'agriculture, les innovateurs sont "indifférents", en l'absence d'une incitation et d'une protection des autorités publiques, à la divulgation de leurs découvertes. Lorsque les détenteurs des savoirs meurent, les savoirs disparaissent également avec eux. Le résultat est ce que nous appelons une "innovation continue mais non additive" par opposition à une "innovation continue et additive." En l'absence d'une additivité dans les innovations, les savoirs restent élémentaires et ne peuvent déboucher sur une croissance macro-économique significative.

Conformément à ce qui précède, l'étude argumente que les qualificatifs et la stigmatisation d'"apparemment statiques" appliqués aux savoirs locaux sont le résultat du manque d'incitation à l'endroit des différents innovateurs inhérent au système du droit coutumier. En particulier, elle argumente que la médecine traditionnelle n'est pas une profession de charlatans, mais plutôt une

partie des ressources de développement de l'Afrique qui n'a pas encore été bien étudiée, et dont elle ne s'est pas encore correctement appropriée ni développée. Les guérisseurs traditionnels africains (et d'autres praticiens en matière de savoirs locaux) sont tout aussi capables de recherche, d'innovation et de guérison que leurs homologues "allopathes". L'art de rebouteur, les médicaments anti-venin de serpent, les pratiques d'immunisation active ou le traitement de désordres dus au stress post-traumatique sont de bons exemples des produits hautement appréciés de la médecine traditionnelle africaine. A ce titre, l'étude argumente que c'est le secret entourant ces applications qui a terni la valeur réelle de ces activités. Ce secret, cependant, a une explication économique. Le but du présent article est donc d'expliquer le raisonnement économique à la base de tels comportements cachottiers — dans ce que l'auteur appelle "le Modèle de Motivation au Secret."

Les questions auxquelles il faut répondre, en prenant la médecine traditionnelle africaine comme exemple sont: pourquoi les praticiens de la médecine traditionnelle africaine ont-ils la manie du secret? Les motivations de ces comportements cachottiers sont-elles économiques? Quels pouvoirs spécifiques de guérison ces praticiens possèdent-ils vraiment, qui exigent le secret? Quels sont les impacts économiques de tels comportements?

Pour répondre à ces questions, l'étude pose en principe que trois facteurs déterminent les comportements cachottiers caractéristiques des guérisseurs traditionnels africains. Ceux-ci sont: l'insuffisance des revenus de l'innovation; l'absence de protection publique des droits de la propriété intellectuelle dans le système du droit coutumier africain; la menace de vol du fonds de commerce et celle d'obsolescence par l'arrivée de nouvelles innovations. L'innovation est très peu prévisible. C'est particulièrement le cas en médecine et dans l'agriculture, où la recherche peut être très coûteuse et de longue durée, et où les résultats sont incertains. Dans cette situation, les innovateurs et les détenteurs de savoirs exclusifs oeuvrent inmanquablement de manière à se prémunir contre les menaces de vol ou d'obsolescence de leurs connaissances.

### L'Explication

L'auteur appelle l'explication le Modèle de Motivation en raison des facteurs motivants qui expliquent cette tendance au secret (recherche de l'innovation, investissement dans le processus de recherche et effets du revenu attendu). Au départ, l'étude suppose que dans des circonstances économiques normales, tout nouveau produit est

créé non par une seule innovation/imitation mais par toute une suite d'innovations. L'existence de la dernière innovation conduit à d'autres développements et innovations. Certains éléments de ce qui en résulte seront plus fondamentaux (horizontaux), et certains seront plus secondaires, donc verticaux. A partir de cette affirmation, l'étude explique pourquoi un guérisseur traditionnel innovateur choisira de garder indéfiniment son secret.

Dans cette explication, le principal moyen/la principale ressource qu'un guérisseur traditionnel investit dans le processus de production et d'innovation est lui-même/elle-même, défini comme sa capacité physique et ses connaissances. Après cela, l'innovation parvient aléatoirement à un taux que l'on peut exprimer comme étant une fraction des connaissances investies, qui indique la productivité de la recherche. L'aspect aléatoire signifie qu'à l'heure actuelle, la possibilité de réalisation et la spécificité de l'innovation ne peuvent pas être garanties. L'innovateur peut trouver une autre innovation au cours du processus de résolution d'un problème particulier de santé à un moment *inconnu* de lui/d'elle-même. Même en consacrant une partie importante de son temps et de ses ressources en matière de connaissances à la recherche, l'innovateur ne peut pas être certain du moment où la prochaine innovation aura lieu. L'individu qui réussit à réaliser une innovation préfère donc monopoliser ce secteur de production jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le prochain innovateur.

Lorsqu'il effectue des recherches, le guérisseur doit peser les coûts d'opportunité des biens ou services commercialisables contre les résultats incertains de la recherche. Ces coûts seront probablement élevés étant donné l'incertitude des résultats de la recherche. Partager les résultats de l'innovation avec sa communauté le priverait du revenu découlant de l'innovation, puisque celle-ci pourrait facilement être copiée non seulement par d'autres guérisseurs mais également par les membres de sa propre communauté dans une application par eux-mêmes du nouveau traitement.

C'est cette possibilité de "vol du fonds de commerce" résultant de la divulgation de l'innovation qui est d'un grand intérêt pour l'étude et qui inquiète le *détenteur du savoir*. Par cette éventualité, il est parfaitement possible pour un nouveau venu dans le domaine de l'innovation de détruire avec succès le revenu du monopole attribuable à la génération précédente d'innovateurs, en rendant leurs produits désuets.

Egalement par rapport à ce coût de l'innovation, l'on suppose que les coûts/dépenses de la recherche sont financés à la proportionnelle égale aux ressources et à la force de travail engagées dans la recherche. Seule une

partie de ces ressources et de ces moyens financiers investis produira certains objectifs de la recherche. Si les coûts et les bénéfices sont également mesurés en termes d'unités de production, le coût marginal sera le montant enregistré au delà de l'investissement initial.

Lorsque l'on inclut le revenu net attendu de l'utilisation de l'innovation, l'on obtient un effet différent où le bénéfice est rendu exponentiel au temps. Dans le cas d'un vol du fonds de commerce, donc, la perte sera exprimée comme étant la perte à la fois des ressources investies et du bénéfice attendu. La perte des deux patrimoines, l'investissements et le revenu attendu, devient ainsi la force agissante qui pousse à cacher la nouvelle idée ou l'innovation en l'absence d'un appui institutionnel ou de toute autre forme d'assistance et de protection légale.

Dans le cadre ci-dessus décrit, toute "nouvelle" innovation constitue donc une menace grave pour le gagnepain et les moyens de subsistance du précédent titulaire de la précédente innovation. C'est par anticipation de la perte de revenu et de la menace d'obsolescence associées à l'introduction du bien supérieur rival que représente la "nouvelle" innovation, que le titulaire actuel créera la confusion au sujet de la valeur des biens et services qu'il/elle produit en gardant l'information technique qu'il/qu'elle détient anonyme et secret.

En outre, conscient de l'absence d'institutions publiques qui puissent protéger sa découverte, le propriétaire de l'innovation se voit obligé de trouver une manière créative de protéger les revenus de son monopole des imitateurs et du processus de vol de fonds de commerce mentionné plus haut. En termes d'application de l'innovation, d'autres camouflages sont utilisés sous forme d'incantations, de mascarades, de sacrifices de diversion et de tactiques d'épouvante. De cette manière, même les patients ou les clients autorisés à entrer en contact direct avec les produits ne peuvent pas comprendre facilement et librement lequel parmi la panoplie d'actes posés a contribué à la solution réelle qu'ils recherchaient. Cela paraît donc *magique*.

En l'absence de ces apparences et de ces camouflages, la probabilité s'accroîtrait que les consommateurs des produits médicaux donnés par l'innovateur puissent imiter l'innovation et augmenter la fréquence du faire-les choses-soi-même (DIY) ou auto-traitement, de ce fait privant le praticien du revenu de son monopole. Cette approche d'auto-protection aide ainsi l'innovateur ou le détenteur du nouveau savoir à continuer à toucher les revenus de son monopole et à se protéger des "intrus" qui pourraient voler et améliorer le produit intermédiaire et rendre l'idée originale désuète.

L'argument principal est une fois encore que ceux qui travaillent dans le secteur de la médecine traditionnelle africaine ont des ressources limitées, comme tout le monde, et un intérêt investi dans leur travail. En l'absence d'une protection publique de leurs innovations et dans l'incertitude de la découverte d'une nouvelle solution, ils se gardent de laisser ces innovations tomber dans le domaine public. L'objectif qu'ils atteignent grâce à cette stratégie est que le public est incapable de s'adonner à l'imitation et à l'auto-traitement, qui les priveraient ainsi du revenu de leur monopole. Ce processus de protection est à la base des distorsions et des exécutions d'actes magiques liées à leurs activités. Les explications ci-dessus mentionnées ont été vérifiées à l'aide de données empiriques. Les résultats corroborent fortement l'argument principal du modèle.

Dans l'autre secteur à faible revenu qu'est l'agriculture, ce que l'on a observé est que les innovateurs/détenteurs de savoirs locaux ne dissimulent pas de manière proactive leurs connaissances. Généralement, ils ont tendance à être *indifférents* au fait que leurs découvertes tombent dans le domaine public ou pas (ceci en partie parce que la plupart de leurs activités peuvent être facilement observées dans leurs champs). Lorsqu'on le leur demande, ils révèlent volontiers ce qu'ils savent mais la plupart du temps, personne ne leur demande. Également, puisqu'il n'existe habituellement aucun forum où ils peuvent partager leurs connaissances, les détenteurs les gardent pour eux-mêmes.

Au bout du compte, cependant, l'impact à la fois du "secret" et de l'"indifférence" est clairement négatif sur la macro-croissance des économies et de l'idée originale elle-même. Lorsque les détenteurs des connaissances cessent d'être en activité, ils disparaissent avec leurs connaissances. Cela signifie que la prochaine génération doit recommencer à chercher le même processus. Le résultat est ce que l'auteur appelle une "innovation continue mais non-additive" par opposition à l'"innovation continue et additive". En l'absence d'une additivité des innovations, la connaissance ne peut pas produire de croissance significative. La conclusion de tout cela est simple. Les pays africains n'ont pas mis en place la politique d'incitation qui peut aider à réaliser une "innovation continue et additive" dans le système des savoirs locaux. Le système du droit coutumier ne s'est pas non plus auto-corrigé à cet égard. Par conséquent, les effets promoteurs de croissance du système des savoirs locaux resteront minimes, renforçant faussement de ce fait l'idée erronée que tous les savoirs locaux sont statiques.

Quelles autres conclusions peut-on tirer? La structure d'incitation en vue de promouvoir l'innovation et le déve-

loppement des savoirs locaux doit être mise en place. Faire cela peut ne pas être forcément bon ou mauvais, mais offre la possibilité d'en tirer de grands avantages. Plus de recherche pourrait également conduire à un changement d'attitude au sujet des savoirs locaux africains, en particulier, dans les domaines de la médecine, de la gestion des ressources naturelles et l'agriculture, et de l'élevage. L'abandon de la stigmatisation liée aux savoirs locaux et du manque d'attention à une politique adéquate pourrait

être réalisé en favorisant la création de sections locales à cet effet; les associations de guérisseurs traditionnels en sont une première étape.

Le potentiel de croissance et de réduction de la pauvreté, ainsi que les contributions attendues au fonds de connaissances pouvant servir à la résolution de plusieurs problèmes mondiaux insurmontables, qui pourraient venir de ce potentiel emprisonné, sont une incitation pour *agir*.



# Pratique de la médecine traditionnelle dans l'Ouganda d'aujourd'hui

*Ce rapport a été écrit par Anke Weisheit, consultant indépendant, sur la base d'une visite d'étude aux Traditional Healers Associations and Projects in Uganda 2002 en coopération avec Male Moses, consultant IK. L'étude a été financée conjointement par la Banque mondiale et la MAKO Herbalist Association. Pour plus d'information, contacter : Anke Weisheit, e-mail: ankeweisheit@web.de, site web: <http://www.herbplant.org>, ou Male Moses, Director, MAKO Herbalist Association, e-mail: makoherb@yaho.com*

**Notes CA 54**  
**Mars 2003**

La pratique de la médecine traditionnelle implique toute une combinaison complexe d'activités, d'ordres de connaissance, de croyances et de coutumes pour produire les effets désirés en vue du diagnostic, de la prévention ou de l'élimination des déséquilibres dans le bien-être physique, psychologique ou social du malade.

La pratique de la médecine traditionnelle est basée sur les savoirs locaux d'un peuple, d'une communauté donnés, et sur les expériences qu'ils ont acquises dans le cadre de leur culture et de leur environnement local — elle est dynamique et change avec le temps selon la situation donnée.

Les praticiens de la médecine traditionnelle (PMT) comprennent les herboristes, les rebouteurs, les guérisseurs médiums, les accoucheuses villageoises, les guérisseurs mystiques, les devins et les spirites qui utilisent les savoirs locaux pour mettre au point les matériaux et les procédures utilisés.

## La situation des services de santé

Le ratio relatif de praticiens traditionnels et de médecins modernes par rapport à l'ensemble de la population en Ouganda est révélateur comme c'est le cas pour beaucoup de pays du continent africain.

En Ouganda, il y a au moins un guérisseur traditionnel pour presque 290 personnes comparé à un médecin moderne pour 10.000 personnes dans les centres urbains et 50.000 personnes dans les zones rurales respectivement. La majorité de la population en Ouganda a un plus grand accès aux soins de santé traditionnels qu'aux soins de santé modernes. Les guérisseurs traditionnels font partie intégrante de la culture locale et sont appréciés comme sources essentielles et durables de soins et de connaissances sur les affections et les maladies. Environ 80 pour cent de la population de l'Ouganda dépendent de la médecine traditionnelle parce que le personnel médical moderne est en nombre insuffisant ou n'est pas vraiment accepté par la communauté, tandis que les guérisseurs traditionnels sont facilement consultés, étant donné qu'ils vivent dans la même communauté (Bannerman, et al. 1993).

Le pays importe la plupart de ses médicaments de l'étranger et éprouve souvent de graves pénuries. Cela explique la demande de PMT pour l'approvisionnement en plantes médicinales et le fait que la grande majorité des gens, aussi bien dans les centres urbains que dans les zones rurales, dépendent en

grande partie des médicaments à base de plantes pour traiter un certain nombre de maladies (Esegu, J.F.O. 2002). Cette dépendance est principalement due au coût élevé des médicaments conventionnels et à l'inaccessibilité des soins de santé modernes dans la plupart des zones où les gens habitent.

### Avantage économique de la médecine traditionnelle

Le manque de devises et le coût élevé des médicaments fabriqués en occident rendent les soins de santé modernes inaccessibles à la grande majorité de la population. Cela nécessite par conséquent la conservation, la domestication et la culture des plantes médicinales.

Des techniques de vulgarisation sont nécessaires dans certains cas du fait que la vulgarisation conduira à la conservation des plantes médicinales rares et assurera que la richesse produite par l'exploitation de ces plantes demeure dans le pays grâce à l'utilisation des connaissances, du savoir-faire et des matériaux locaux. Le système de santé deviendra ainsi moins dépendant des sources d'approvisionnement extérieurs telles que les compagnies multinationales. L'élaboration de stratégies de conservation et de vulgarisation des plantes médicinales actuellement connues est basée sur la connaissance locale qu'ont les communautés de leur environnement, et sur les expériences partagées d'institutions telles que les Jardins Botaniques d'Entebbe, l'Organisation Nationale pour la Recherche Agricole, et le Laboratoire National de Recherche en Chimiothérapie.

### Efforts du gouvernement pour promouvoir la médecine traditionnelle

La *Uganda Law Reform Commission* est en train de préparer une loi pour la reconnaissance, la protection et la pratique de la médecine traditionnelle (Kakooza, J.M.N. 2002). Cette loi permettra aux organisations nationales et internationales de promouvoir et d'intégrer la phytothérapie dans leurs plans de développement.

L'*Organisation Nationale pour la Recherche Agricole* intègre déjà la modernisation et la commercialisation des savoirs locaux en vue d'avantages économiques et sociaux plus importants dans des secteurs tels que l'industrie alimentaire, les cosmétiques, les produits pharmaceutiques, les produits aromatiques et l'artisanat.

La *Stratégie et Politique du Ministère de la Santé* a reconnu la médecine traditionnelle et est en train d'élaborer des directives pour son intégration dans le système des soins de santé primaires.

Le *Ugandan National Council for Science and Technology (UNCST)* est en train de mettre en œuvre un projet sur les savoirs locaux et le développement institutionnel.

Le *Laboratoire National de Recherche en Chimiothérapie* est le principal laboratoire de recherche désigné par le gouvernement et est internationalement financé — il a déjà réalisé ce qui suit:

- Criblage à grande échelle de médicaments à base de plantes;
- Analyse toxicologique;
- Formulation et préservation de médicaments à base de plantes; et
- Standardisation des produits.

### Organisations non gouvernementales soutenant la médecine traditionnelle

*Prometra Uganda*, une filiale de Prometra international, est une association pour la promotion de la médecine traditionnelle et encourage les connaissances et les pratiques médicales traditionnelles pour l'amélioration de la santé par la coopération mutuelle entre les systèmes de santé. Le siège de Prometra Ouganda est à Kawempe - Kampala, la capitale de l'Ouganda. Le symbole de l'organisation est un pot d'argile avec des trous et ces trous doivent être symboliquement bouchés par l'effort commun d'autres professions. Les objectifs résumés de Prometra Uganda sont:

- Produire et diffuser les connaissances sur la médecine traditionnelle afin d'accroître son utilisation.
- Renforcer et plaider pour l'utilisation des médicaments traditionnels par toute la population rurale et urbaine.
- Identifier et lutter contre les pratiques dangereuses de la médecine traditionnelle en matière de soins de santé par des programmes d'éducation, la mise en place de centres culturels et de services centralisés de traitement.
- Renforcer la collaboration entre prestataires traditionnels et autres de soins de santé afin d'accroître le partage de l'information sur la médecine traditionnelle.
- Initier, encourager et soutenir des programmes communautaires sur l'utilisation rationnelle de l'environnement, la conservation et la préservation de toutes les espèces de plantes ayant une valeur médicinale.

*THETA — Traditional and Modern Health Practitioners Together against Aids (Praticiens traditionnels et modernes de soins de santé unis contre le sida)* et d'autres mala-

dies, est une organisation ougandaise où les praticiens traditionnels et modernes de soins de santé (THs) travaillent ensemble. Ses activités comprennent:

- Formation des THs comme conseillers et éducateurs communautaires en matière de maladies sexuellement transmissibles (y compris le VIH/SIDA), ainsi que formation pour d'autres organisations ciblant les THs à travers tout le pays.
- Formation des THs en soins de base pour les patients atteints du VIH/SIDA et appui de leurs efforts pour offrir des soins de santé de qualité.
- Échange d'informations à travers un Centre de Documentation créé en 1995 pour la documentation des recherches et la diffusion des informations sur la médecine traditionnelle et le SIDA.
- Accueil d'une bibliothèque, publication d'un bulletin d'information, organisation d'un bureau de conférences mensuelles et plaidoyer pour les systèmes de soins de santé traditionnels.
- Formation complète des guérisseurs traditionnels comme stagiaires dans le district d'intervention du THETA.
- Préparation et emballage de plantes médicinales ainsi que entretien d'un jardin de plantes médicinales.

*LIIACM — International Institute of Alternative and Complementary Medicine (Institut International de Médecine Alternative et Complémentaire)* qui est engagé dans les activités suivantes:

- Gestion de plus de 10.000 différentes plantes médicinales de l'Ouganda et d'ailleurs dans la ferme de l'institut.
- Amélioration de la formulation des médicaments à base de plantes médicinales.
- Préparation et emballage des médicaments.
- Enseignement de différentes méthodes locales et étrangères de traitement par la médecine traditionnelle, y compris la phytothérapie chinoise, la phytothérapie indienne, l'acupuncture, la thérapie par la musique et le yoga.

La *MAKO Herbalist Association*, dont les activités comprennent:

- Formation des utilisateurs de médicaments à base de plantes sur les rudiments du diagnostic clinique et appui de leurs efforts pour fournir une prise en charge et des soins de qualité aux patients.

- Production de l'information par la documentation et la recherche sur les plantes médicinales, diffusion de cette information auprès des chercheurs et coopération avec eux.
- Complément des activités des accoucheuses villageoises en utilisant le savoir-faire et les savoirs locaux en matière de méthodes traditionnelles de planification familiale.
- Rapprochement entre les vieux détenteurs de savoirs locaux et les jeunes herboristes pour une meilleure connaissance des plantes, c-à-d., transfert de connaissances.
- Interaction avec les partenaires qui s'intéressent à la promotion des médicaments à base de plantes.
- Identification continue des plantes locales ayant une valeur médicinale afin d'en faire profiter les patients.
- Sensibilisation du public sur la nécessité de cultiver les plantes/arbres ayant une valeur médicinale.

Diverses autres institutions sont également impliquées dans la promotion et l'intégration de la médecine traditionnelle dans le système des soins de santé: organisations religieuses, entreprises privées, médias, et individus. Cependant, il n'existe pour le moment aucun programme national systématique dans ce sens.

### **Future recherche**

La progression de l'urbanisation et du changement dans les sociétés oblige à la modernisation et au développement de la médecine traditionnelle et de sa pratique en vue de satisfaire la demande dans le cadre des changements survenus dans les habitudes, les valeurs culturelles, l'environnement, et les conditions économiques. Cela nécessitera un nouveau cadre juridique afin d'empêcher l'exploitation des savoirs locaux et des ressources locales. L'image qui émerge des constats ci-dessus est que généralement parlant, l'Ouganda bénéficie d'un environnement favorable pour la promotion de la médecine traditionnelle.

### **Références**

- Bannerman, R.H. Burton J & Chien Wen-Chieh (1993) *Traditional Medicine and Health Care Coverage*, World Health Organisation, Geneva.
- Esegu, J.F.O. (2002) *Research in Medicinal Plants in Uganda*, Internal Presentation, Forest Resources Research Institute, Kampala, Uganda.
- Kakooza, J.M.N. (2002) Personal communication, 12.07.2002, Uganda Law Reform Commission, P.O.Box: 12149, Kampala, Uganda.

# Savoirs locaux: partage des connaissances entre l'Afrique de l'Est et l'Asie du Sud

## *Un exemple de coopération Sud-Sud*

*Cet article a été écrit par Siddhartha Prakash. L'échange d'apprentissage en matière d'IK a été conjointement conçu et organisé par Siddhartha Prakash, Krishna Pidatala et E.V. Shantha. Pour les détails, prière contacter: Sprakash@worldbank.org ou Kpidatala@worldbank.org.*

**Notes CA 55**  
**Avril 2003**

En mars 2002, une équipe multisectorielle de 33 membres du personnel de la Banque mondiale, Région Afrique, a entrepris un voyage d'étude dans cinq pays de l'Asie de l'Est, à savoir — le Japon, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam — afin de mieux comprendre le processus de développement de l'Asie. L'objectif principal de promouvoir l'apprentissage entre régions avait pour but de permettre au personnel de fournir des services de meilleure qualité aux clients en les aidant à accroître leurs connaissances des pratiques de développement avérées efficaces, et à renforcer leurs aptitudes comportementales à adapter les bonnes pratiques d'une région à une autre.

Inspiré par le succès de ce voyage d'étude pilote, la Région Afrique de la Banque se lança dans une initiative visant à établir des partenariats trans-régionaux entre l'Afrique de l'Est et l'Asie du Sud dans le but d'intégrer les savoirs locaux et les pratiques endogènes dans les opérations soutenues par la Banque. L'objectif était d'exercer un effet de levier par l'introduction de l'expérience des bonnes pratiques de l'Asie du Sud en matière d'IK dans les projets financés par la Banque en Afrique de l'Est. Cela devait également aider à promouvoir de nouveaux partenariats pour le dialogue, la coopération et l'assistance technique Sud-Sud.

L'accent était mis sur les savoirs locaux dans la mesure où ceux-ci constituent un élément essentiel du capital social des pauvres, en les aidant dans leur lutte pour améliorer leurs moyens d'existence. Par exemple, les agriculteurs ont utilisé les fumures organiques pour augmenter la fertilité du sol dans de nombreuses parties de l'Asie et de l'Afrique pendant des siècles; de même, les guérisseurs traditionnels ont utilisé des plantes médicinales en Inde et en Tanzanie pour traiter les maladies courantes humaines et animales.

De nombreuses organisations, institutions et communautés locales possèdent de grandes connaissances de pratiques d'IK. Cependant, ces pratiques ne sont pas efficacement diffusées parce que les organisations à base communautaire n'ont pas la capacité de les recueillir, les documenter, les valider et les partager. En conséquence, les savoirs locaux sont peu utilisés dans le processus du développement, et les communautés locales sont handicapées dans leur capacité à influencer le débat sur les priorités en matière de développement et manquent de moyens pour les réaliser. Afin de combler cette lacune de connaissances, la Région Afrique a organisé un échange trans-régional d'apprentissage en matière d'IK entre l'Afrique de l'Est et l'Asie du Sud.

La première étape était d'identifier les projets potentiels en Asie du Sud et en Afrique de l'Est qui avaient déjà mis au point des composantes efficaces d'IK pour promouvoir le développement communautaire et ceux qui n'avaient pas ces éléments. L'objectif était d'amener au même niveau les communautés en quête de savoirs et celles ayant déjà utilisé efficacement leurs savoirs locaux pour le développement.

### Activités proposées

La mise en place du partenariat trans-régional se fera en quatre phases. La première phase tissera des liens entre les projets de l'Afrique de l'Est et ceux d'Asie du Sud. La deuxième phase comportera un voyage d'étude pour le personnel de projet et des partenaires CBO (Organisations à Base Communautaires) des communautés du projet sur des sites réels de projets en Inde et au Sri Lanka. La troisième phase sera centrée sur le renforcement des capacités à intégrer les IK dans les activités des projets et le renforcement des initiatives nationales dans les projets est-africains. La quatrième phase aidera les projets à poursuivre le partenariat pour une meilleure coopération et plus d'apprentissage. Les activités sont conçues dans ces quatre phases de manière à souligner l'importance d'établir et de poursuivre le partenariat plutôt que d'entreprendre uniquement des voyages d'étude.

### Phase I. Tisser des liens

#### *Exercice de cartographie.*

La première activité à entreprendre était d'identifier des personnes focales dans chacun des projets participants et de développer des perceptions communes sur le but de l'initiative et le rôle des partenaires. Les informations et les directives déjà disponibles sur l'intégration des IK et des pratiques efficaces dans la planification et l'exécution ont été partagées avec les projets.

#### *Amorce du dialogue.*

Des contacts entre les différents partenaires ont été pris et les informations initiales sur l'initiative ont été échangées. L'utilisation des TI (Technologies de l'Information) pour l'échange d'informations a été encouragée. Les projets possédant déjà des sites web seront encouragés à diffuser sur ces sites toute information relative aux IK ainsi que les progrès déjà réalisés pour identifier les IK et les pratiques pertinentes. Si nécessaire, une page Web commune pour le partenariat sera créée pour être reliée aux informations spécifiques aux projets.

#### *Recherche d'un facilitateur.*

Etant donné le large éventail de clients et la grande variété de sujets à couvrir pendant l'échange, il était nécessaire d'identifier un facilitateur pour assurer un processus structuré d'apprentissage pendant l'échange. Le Directeur Exécutif du Conseil national de l'Ouganda pour la Science et la Technologie (UNCST) fut choisi comme le facilitateur approprié.

#### *Vidéoconférence et échange d'information.*

Une vidéoconférence regroupant tous les clients participants fut organisée durant laquelle des informations spécifiques sur l'utilisation des IK (études de cas) furent présentées et discutées. Cela leur a donné une occasion de comprendre l'importance des IK et d'exprimer leurs opinions sur ce qu'ils espéraient retirer de l'échange, donnant ainsi aux organisateurs l'opportunité de concevoir le voyage d'étude de manière à satisfaire les besoins des clients. Une vidéoconférence séparée fut organisée avec le facilitateur afin de le familiariser avec les activités prévues et de convenir d'une méthode de travail.

### Phase II. Apprentissage par immersion pour les pays Est-africains

En septembre 2002, un groupe de clients (16 praticiens du développement) d'Ethiopie, du Kenya et de l'Ouganda, accompagnés de 5 membres du personnel de la Banque a visité l'Inde et le Sri Lanka. Les participants comprenaient des fonctionnaires de projet travaillant dans des projets de développement de la petite enfance et des plantes médicinales, des représentants de la société civile, un guérisseur traditionnel, un parlementaire et un ministre. Le voyage d'étude a consisté en (a) des visites de terrain sur des sites de projets/dans des communautés afin de comprendre le fonctionnement du processus, (b) une interaction avec des fonctionnaires de terrain afin de comprendre comment les IK ont catalysé les ressources environnementales et sociales des communautés pour générer des gains économiques (c) des réunions avec trois principaux ministres d'Etats de Inde afin de comprendre comment la bonne gouvernance et le leadership ont conduit à des politiques de développement relativement viables.

#### *Apprentissage par la réflexion:*

En plus des discussions avec les homologues et des visites sur les sites des projets en Asie du Sud, l'échange d'apprentissage comprenait des occasions pour les membres du groupe de réfléchir lors de comptes-rendus sur ce qu'ils

avaient appris. Cette approche pédagogique, récemment instaurée pour la première fois dans la Région Afrique, implique des témoignages enregistrés sur bande vidéo basés sur des questions ouvertes conçues de manière à construire une “histoire”. Au cours de 5 sessions de comptes-rendus, les participants furent encouragés à réfléchir sur ce qu'ils avaient appris, sur la pertinence des connaissances acquises pour le contexte Est-africain, et sur quelle adaptation des pratiques observées sera nécessaire pour leur reproduction en Afrique de l'Est. Les résultats des comptes-rendus ont ensuite été synthétisés sous forme de courts clips vidéo disponibles en ligne sur l'Intranet.

### Phase III. Développement des capacités et renforcement des initiatives au niveau national

Les participants du Kenya, de l'Ouganda et de l'Ethiopie ont élaboré des Plans d'Action nationaux en vue de renforcer l'intégration des IK et des pratiques dans leurs projets et également pour partager les leçons apprises avec d'autres partenaires dans leurs pays tels que les ONG et les ministères de la santé. Les activités comprendront la formation et l'appui technique pour entreprendre des initiatives utilisant les IK pour le développement et également pour l'établissement de réseaux avec d'autres partenaires dans le pays. Chaque équipe pays s'est concentrée sur les principaux domaines suivants pour la coopération Sud-Sud:

- *Partenariats et établissement de réseaux* (intégration des IK dans les politiques de développement, documentation et échange de pratiques en matière d'IK, utilisation des TICs pour le développement rural)
- *Développement des capacités inter-institutionnelles* (institutionnalisation de la médecine traditionnelle, recherche commune sur les plantes médicinales, formulation de politiques et mobilisation des ressources)
- *Au niveau des politiques* (protection juridique des savoirs traditionnels, validation des pratiques en matière d'IK, intégration des IK dans les programmes de DPE)
- *Au niveau de la base* (intégration des femmes dans le processus de prise de décision dans tous les programmes, implication des communautés dans la conception et la mise en œuvre des projets, utilisation des TICs pour relier les communautés aux marchés)
- *Sensibilisation et diffusion* (séminaires en vue de partager les expériences d'Asie du Sud avec les partenaires nationaux, réunion interministérielle pour porter les IK au niveau des politiques, conférences de presse

pour diffuser auprès du public les expériences acquises).

La délégation d'Afrique de l'Est a trouvé que l'Asie du Sud était plus avancée dans plusieurs domaines essentiels en ce qui concerne l'application des savoirs locaux dans les pratiques en matière de développement de la petite enfance, la préservation des plantes médicinales et l'utilisation de TICs pour le développement rural. Les membres de la délégation ont été particulièrement impressionnés par les approches holistiques de l'Inde et du Sri Lanka au développement et étaient impatients d'expérimenter certaines de ces méthodologies dans un contexte africain. Dans l'échange, ils ont également estimé que l'Asie du Sud pouvait apprendre de l'Afrique de l'Est, en particulier des efforts de cette dernière pour s'attaquer à l'épidémie du VIH/SIDA. Les principales leçons apprises et les domaines de future coopération trans-régionale comprennent les suivants.

#### *Ethiopie*

Le Projet de Conservation et d'Utilisation durable des Plantes médicinales cherche à susciter l'appui pour la conservation, la gestion et l'utilisation durable des plantes médicinales pour les soins de santé humaine et animale en Ethiopie. Le Projet est dans sa deuxième année d'exécution. Le personnel de projet de la délégation a visité un projet similaire sur les plantes médicinales au Sri Lanka qui est presque terminé. Un certain nombre de leçons ont été apprises de l'expérience Sri Lankaise que les Ethiopiens ont l'intention d'intégrer

dans leur projet. Au nombre de celles-ci on peut citer la protection juridique des IK et les mécanismes de partage des bénéfices, la documentation sur les pratiques en matière d'IK et les échanges d'expériences, l'institutionnalisation de la médecine traditionnelle, la culture in-situ et ex-situ des plantes médicinales. A cet effet, l'équipe du projet a l'intention de consulter l'UICN Sri Lanka sur le Projet des plantes médicinales et l'Institut de Recherche du Jardin botanique tropical de l'Inde sur la conservation et les mécanismes de partage des bénéfices.

#### *Ouganda*

Le Projet Nutrition et Développement de la petite Enfance cherche à améliorer la croissance et le développement des enfants de moins de cinq ans, dans les aspects nutrition, santé, développement psychosocial et cognitif. Le projet tire à sa fin et une deuxième phase est envisagée. Un certain nombre de leçons apprises de l'Inde et du Sri Lanka sont prévues pour être intégrées dans le nouveau projet.

Celles-ci comprennent l'intégration des IK dans les politiques de DPE, les approches intégrées en matière de développement de la petite enfance, la formation des gardes-bébés et des adolescentes dans des services intégrés de DPE et d'éducation des enfants, l'utilisation des TICs pour la collecte de données sur les communautés, la documentation et le partage des informations en vue d'améliorer l'accès à l'information pour la prise de décision et l'accès au marché. Dans ce cadre, et comme suivi à l'échange des connaissances, le ministre chargé des soins de santé primaires a récemment emmené une autre délégation officielle en Inde et a l'intention d'accueillir un atelier régional de formation en Ouganda sur la médecine traditionnelle. Le Conseil national de l'Ouganda pour la Science et la Technologie (UNSCT) parraine un groupe de praticiens des IK pour une visite en Inde et au Sri Lanka. L'UNCST projette également d'élaborer une proposition relative aux IK pour la coopération Sud-Sud, avec NASTEC – son homologue au Sri Lanka.

#### *Kenya*

Le Projet de Développement de la petite Enfance cherche à améliorer la qualité de vie et l'éducation des familles pauvres du Kenya, en se concentrant sur l'amélioration de la performance des enseignants et le renforcement des capacités au niveau communautaire. Les leçons apprises d'Asie du Sud en matière d'IK et de TICs étaient similaires à celles mentionnées dans le cas de l'Ouganda. Le projet est dans sa troisième année d'exécution et prévoit également de se concentrer sur les questions qui sont efficacement abordées en Inde et au Sri Lanka. Au nombre de celles-ci : l'implication des communautés dans le processus de prise de décision, les groupements féminins d'auto-assistance, les activités génératrices de revenus, la micro-finance, les approches multisectorielles au développement et la réduction de la pauvreté qui impliquent la communauté à tous les niveaux, de la planification à l'exécution.

#### **Phase IV. Maintien des liens pour la poursuite de la coopération**

La dernière phase comportera des activités qui assureront que le partenariat se poursuive au delà de la visite et des échanges initiaux. Deux activités sont envisagées à ce stade : (i) Les projets de l'Asie du Sud et de l'Afrique de l'Est accéderont et utiliseront les informations sur les IK qui leur sont déjà disponibles sur le web et feront partie d'un partenariat régional qui s'appuie sur les IK et la participation populaire;

(ii) Les projets participants éditeront également un bulletin sur les initiatives d'IK et le M&E. participatif. Au cas où plus d'un projet serait impliqué dans un pays, une des institutions/un des projets sera choisi(e) comme agence focale.

#### **Rétro-information de la part du client**

Dans une enquête auprès des clients, la délégation africaine a donné la rétro-information suivante sur le voyage d'étude :

- Cela constitue une fenêtre d'opportunité pour une ouverture des institutions à leurs programmes réciproques.
- L'on peut voir les différentes options et approches qui peuvent être utilisées pour mettre en œuvre les activités de développement.
- De telles visites d'échange sont bénéfiques pour guider les objectifs de politique et cibler les groupes vulnérables; elles aident également à réorienter les efforts pour avancer vers des approches holistiques au développement.
- Les participants devraient être choisis parmi les personnes impliquées dans des activités multisectorielles et interdisciplinaires de manière à inclure des législateurs, des chercheurs et des animateurs sociaux.
- Il est nécessaire de développer l'établissement de réseaux pour les deux régions et également entre les institutions qui ont des programmes communs.
  - Les équipes Est-africaines devront organiser des visites d'échange entre elles.
- Les expériences d'apprentissage une fois documentées et disséminées auprès des communautés rurales peuvent renforcer les efforts de réduction de la pauvreté dans chaque pays.

*Ghana*

# **Kanye Ndu Bowi: Un cadre philosophique autochtone pour la gestion des conflits**

*Cet article a été écrit par Ben K. Fred-Mensah, Professeur assistant de Relations internationales et consultant en Développement international à l'Université Howard, Washington, D.C. E-mail [bfred-mensah@howard.edu](mailto:bfred-mensah@howard.edu) ou [bmens@earthlink.net](mailto:bmens@earthlink.net)*

**Notes CA 56  
Mai 2003**

Depuis la fin des années 1980, l'on a cherché de nouveaux concepts et méthodes de gestion<sup>1</sup> des conflits afin de faire face aux conflits omniprésents et apparemment insurmontables de l'Afrique. L'on peut argumenter que le principal problème posé à la gestion des conflits en Afrique est le fait que les systèmes actuels de gestion des conflits des états modernes de la région ne sont généralement pas des continuations ou des adaptations de ceux des communautés autochtones sur lesquels ils ont acquis l'autorité depuis l'époque coloniale. En d'autres termes, le principal inconvénient dans la gestion des conflits en Afrique est qu'il y a une disjonction entre les systèmes de gestion des conflits des états modernes et ceux de leurs équivalents ethniques. C'est pourquoi une compréhension des systèmes autochtones de gestion des conflits en Afrique en général peut grandement aider à améliorer nos connaissances et nos stratégies dans le traitement des conflits toujours croissants dans la région.

Le présent article a pour but de résumer les résultats d'une étude effectuée par l'auteur entre l'hiver de 1995 et le printemps de 1996 chez les Buems du côté du Ghana le long de la frontière Ghana-Togo. L'objectif de cet article est d'identifier et d'examiner les principaux contextes philosophiques dans lesquels le système autochtone Buem de gestion des conflits fonctionne. L'article évalue également la pertinence de ces principes pour la gestion des conflits modernes dans la région, particulièrement ceux de nature foncière.

Pour des raisons de découpage administratif, la zone étudiée s'appelle Buem-Kator<sup>2</sup>; elle constitue la moitié est du canton plus élargi de Buem situé dans le District de Jasikan de la Volta Region au Ghana.

Selon le programme actuel de décentralisation du Ghana, la zone est un "area council", un des six "area councils" qui constituent l'Assemblée du District de Jasikan.

Les habitants autochtones de cette zone dont parle le présent article s'appellent les Buems. Du fait que la zone est généralement couverte d'une forêt tropicale humide, qui est très propice à la culture du cacao et du café, elle a depuis le début du siècle dernier attiré un grand nombre d'agriculteurs migrants.



## Kanye Ndu Bowi

Les Buems disent que le souci primordial de leur communauté est de maintenir l'harmonie dans le système social. Le fondement philosophique de cette vision du monde est résumé par l'expression *kanye ndu bowi*, qui se traduit littéralement par "les ingrédients de l'harmonie sociale." *Kanye ndu bowi* est une orientation idéologique assez générale, qui fournit la base morale et légitime de toute mesure de contrôle social<sup>3</sup>, et qui se traduit en pratique par l'imposition de "sanctions intrinsèques." Les sanctions intrinsèques dans le contexte de la culture Buem sont positives et négatives. Elles sont les moyens subtils, bien que diffus, par lesquels les membres de la communauté sont façonnés de manière à respecter et à faire respecter l'ordre normatif.

Alors que les sanctions positives se réfèrent aux récompenses de la psyché que les gens éprouvent lorsqu'ils se conforment au mode de comportement approuvé, les sanctions négatives sont le sentiment d'inconfort moral qu'ils éprouvent lorsqu'ils le transgressent.

Bien que les Buems insistent que l'harmonie sociale est l'idéologie primordiale dans leurs rapports les uns avec les autres, point n'est besoin de le dire, les gens ne suivent pas les préceptes des règles de conformité avec une passion sans défaillance. Les conflits font partie intégrante de la vie sociale des Buems. Les conflits se produisent au sein de la même famille et entre les membres de différentes familles. Ils se produisent également entre communautés Buems et entre celles-ci et leurs voisins non Buems. Dans leurs définitions des situations de conflit, les Buems distinguent la colère (*konyi*), la querelle (*kador*), le combat en duel (*bekpeligiti*), et la guerre (*kekpe*). Les conflits ont généralement pour origine la rupture d'un contrat, la calomnie, la sorcellerie et les accusations de sorcellerie. Les conflits peuvent également résulter de problèmes de succession politique, d'un malentendu entre mari et femme, de préjudices causés à des tiers, et de dommages causés à la propriété d'autrui. La délimitation des terres et les droits d'accès à la terre sont souvent contestés. Cependant, conformément aux principes de l'harmonie sociale, l'on s'attend essentiellement à ce que les parties en conflit règlent leur litige par les moyens les plus pacifiques disponibles. Par conséquent, le récidivisme en particulier est sévèrement sanctionné par la communauté toute entière dont le devoir est de prêter main forte aux responsables publics pour faire respecter l'ordre normatif de la communauté.

## Les piliers de l'harmonie sociale dans le Buem-Kator

La philosophie Buem de l'harmonie sociale est soutenue et renforcée par d'autres valeurs politiques, parmi lesquelles les notions populaires de *benyaogba ukpikator* et *lelorkalorbunu*, et leur insistance inflexible sur la loyauté institutionnelle et personnelle.

### (i) *Benyaogba ukpikator*

Un moyen par lequel l'idéologie du *kanye ndu bowi* est maintenue est l'insistance active sur la médiation, que les gens appellent *benyaogba ukpikator*. Le *benyaogba ukpikator*, comme pilier essentiel de l'idéologie du *kanye ndu bowi*, offre aux parties en conflit un forum pour minimiser leur conflit et se convaincre que quelles que soient la nature et la cause du conflit entre eux, les possibilités de rapports non hostiles sont plus grandes que celles de rapports conflictuels. En d'autres termes, en privilégiant le *benyaogba ukpikator* comme principale méthode de gestion des conflits, on permet aux parties en conflit d'éviter la mentalité de gagnant-perdant qui est fondamentalement associée à la décision judiciaire, que les gens appellent *bate kate*. Par sa nature, le *benyaogba ukpikator* est une méthode généralement flexible et amiable de résolution des conflits. Cette méthode est appropriée pour une communauté dont les membres vivent sur une base de face-à-face et sont liés par des réseaux de rapports sociaux, rituels et économiques.

Les administrateurs du *benyaogba ukpikator* sont habituellement des anciens de lignée, des prêtres, et des individus influents qui sont connus pour leur sagesse et leur compétence dans l'exercice de leurs fonctions officielles et professionnelles, ainsi que dans leurs rapports privés. Ces personnes sont habituellement bien connues dans leurs communautés et sont capables de persuader les parties en conflit qui ont été convoquées d'assister aux audiences. Il arrive souvent que ces personnes soient invitées à servir de médiateurs de conflits hors de leur propre groupe ou communauté de parents. Au cours de ses travaux de recherche sur le terrain, l'auteur a rencontré des cas de ce type. Un ancien de New Ayoma a été souvent mentionné comme étant un médiateur expert. On se souvenait particulièrement de lui pour le succès avec lequel il avait résolu un conflit persistant de délimitation de terres entre deux communautés de cultivateurs de la région. Cette médiation était considérée comme un succès parce que, au moment de l'interview, il s'était écoulé plus de treize ans depuis le règlement du conflit et celui-ci n'avait pas été réactivé.

*(ii) Lelorkalorbunu*

Un autre pilier de l'idéologie du kanye ndu bowi est la recherche obstinée, et l'importance accordée au lelorkalorbunu. Le Lelorkalorbunu représente le concept qu'ont les gens de l'équité et de la justice. Les Buems soutiennent que l'objectif principal de leurs forums de débats contradictoires est d'arriver au lelorkalorbunu. Le Lelorkalorbunu fait littéralement référence à une acceptation mutuelle, non seulement du processus de règlement du conflit, mais également du verdict. C'est un principe de base parmi les Buems que tant que les parties concernées dans un conflit n'ont pas accepté le verdict prononcé lors d'un forum de règlement de conflit, le conflit ne peut être considéré comme résolu et, par conséquent, aucun règlement et/ou pénalité (*kornu*) ne peuvent être proposés. En d'autres termes, une fois que le lelorkalorbunu a été atteint, ce qui signifie que les parties en conflit ont accepté le processus et le verdict, les administrateurs du processus de règlement commenceront alors à suggérer des lignes de conduite pour réparer les relations endommagées entre les anciens adversaires afin de les restaurer dans l'état précédent de leurs rapports sociaux. L'opinion est qu'un bon forum de règlement de conflit n'impose pas de décision aux parties mais arrive à obtenir leur accord.

*(iii) Loyauté institutionnelle et personnelle*

Le troisième pilier qui soutient le système autochtone Buem de gestion des conflits est l'insistance inflexible sur la loyauté institutionnelle et personnelle. Il faut noter qu'il n'existe pas de séparation explicite des pouvoirs entre les différents organes autochtones du système politique des Buems.

Les mêmes responsables publics — chefs, prêtres fétichistes, et chefs de lignée — qui exercent les pouvoirs de l'administration d'état sont également les législateurs ainsi que ceux chargés de faire respecter la loi. Cependant, contrairement aux attentes modernes qu'une telle concentration de pouvoirs pourrait être le meilleur moyen de tomber dans l'autocratie, le despotisme, et même la dictature, cette concentration de pouvoirs chez les Buems a plutôt rendu impératives l'ouverture politique, la loyauté, et la transparence tant au niveau personnel qu'institutionnel. En résolvant les conflits, ces responsables politico-judiciaires répondent non seulement aux attentes des parties en conflit que leur conflit a été résolu, mais ils renforcent également la confiance que les gens placent en eux. En d'autres termes, le succès dans la résolution des conflits restaure non seulement l'harmonie sociale troublée, mais elle renforce également la légitimité et l'importance politique des institutions et des responsa-

bles.<sup>4</sup> Les Buems disent souvent qu'un responsable communautaire en qui on ne peut pas se fier pour régler les conflits de la communauté est un *kwesia panin* — c.à.d. un ancien sans valeur.

**Conclusion**

Une question essentielle concernant la subsistance des principes autochtones de gestion des conflits dans le Buem-Kator est de savoir si les conditions qui les ont rendus efficaces dans le passé sont encore intactes face aux changements sociaux spectaculaires que la région a connus depuis le temps colonial<sup>5</sup>. Cette question se pose parce que l'efficacité apparente des principes autochtones dans le passé était possible parce que ces principes évoluaient avec, et étaient adaptés à l'échelle de la société et les exigences de l'époque. Comme dans toutes les autres régions du Ghana, et en fait, dans toute l'Afrique, les principes et les valeurs autochtones ont sensiblement changé avec l'arrivée de l'état moderne, l'introduction de l'éducation occidentale, les religions du monde, la monétisation accrue des économies locales, et le développement des installations et des moyens infrastructurels modernes de communication. Les Buems que l'auteur a interviewés ont reconnu ce fait. Ces changements ont posé un défi à la mobilisation et à l'utilisation efficaces des principes autochtones dans la gestion des conflits modernes.

Un domaine particulier où les principes autochtones des Buems sont en conflit avec ceux de l'état moderne est la détermination des droits fonciers, qui sont devenus la principale source de conflits dans la région. Cette opposition des principes est la plus évidente dans les notions contradictoires des conditions de prescription, appliquées à l'occupation et à l'utilisation de la terre. Par exemple, en 1972, le gouvernement du Ghana a promulgué une loi, dont l'article 10<sup>6</sup> stipule spécifiquement qu'une personne ayant été de manière continue propriétaire d'une terre pendant douze années ou plus ne peut en être expulsé. Les principes essentiels de cette loi sont fondamentalement incompatibles avec les lois autochtones des Buems sur la propriété foncière. Les lois autochtones des Buems sur la propriété foncière ne limitent pas le temps durant lequel une action tendant à récupérer la terre d'un occupant peut être engagée. Ainsi, les Buems soutiennent que le seul fait d'occuper une terre, particulièrement lorsqu'il s'agit de migrants (qui sont souvent regardés comme des étrangers), quelle que soit la durée de l'occupation, ne saurait être une condition suffisante pour faire de cette terre une propriété que l'occupant peut garder à perpétuité.

La question centrale est donc: Ne convient-il pas que le gouvernement du Ghana et, en fait, les gouvernements africains en général et leurs partenaires pour le développement cherchent les moyens par lesquels les aspects appropriés des systèmes de gestion des conflits des communautés indigènes pourraient être harmonisés avec ceux des états modernes afin de mettre à profit les avantages potentiels des deux systèmes ?<sup>7</sup>

- 1 Le terme gestion des conflits tel qu'il est utilisé ici se réfère à tous les moyens par lesquels un conflit peut être empêché, réduit, ou résolu.
- 2 Cette zone est constituée d'un ensemble de communautés d'exploitants agricoles dont les principales sont New Ayoma, Dzolu, Old Ayoma, Baglo, Odumase, Kute, et Lekante.
- 3 Le contrôle social dans le présent contexte se réfère au code moral de la communauté, qui comprend ses systèmes de croyances et de valeurs, qui influencent l'attitude et le comportement des gens.
- 4 Des points de vue plus élaborés à ce sujet peuvent être trouvés dans Marc J. Swartz, "Bases for Political Compliance among Bena Villages" Marc J Swartz, Victor W. Turner, et Artheu Tuden, eds., *Political Anthropology*, Aldine Publishing Company, Chicago, 1966 et les travaux plus récents de Ben K. Fred-Mensah, "Bases of Conflict Management among the Buems of the Ghana-Togo Border Area", I. W. Zartman, ed., *Traditional Cures for Modern Conflicts*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 2000.
- 5 Une question similaire a été soulevée plus tôt par Hareya Fassil dans l'article, "A Qualitative Understanding of Local Traditional Knowledge and medicinal Plant," *Notes CA*, No. 52, , janvier 2003, p. 2.
- 6 Ghana Government, *Limitation Decree*, 1972. Cette loi remonte à la tradition judiciaire britannique, particulièrement sa *Limitation Act* de 1833.
- 7 Une telle tentative a été suggérée par Ben K. Fred-Mensah dans son article, "Capturing Ambiguities: Communal Conflict Management Alternative in Ghana," *World Development*, June, vol. 27, no. 6, 1999. Il faut également noter qu'en vertu de son *Interpretation Act*, 1960 et de sa *Constitution*, 1992, les lois autochtones (appelées droit coutumier) des groupes ethniques du Ghana sont reconnues comme faisant partie du système juridique du pays. Cependant, en principe, les lois nationales ont la préséance sur celles-ci et leur application est également limitée au groupe ethnique dans lequel elles se sont développées.

# Droits culturels pour la législation propre du Zimbabwe

## *Mettre l'accent sur le capital symbolique lié aux connaissances médicinales traditionnelles*

L'auteur de cet article, Chloe Frommer, le peut être contactée à l'adresse [Chloe@culturalrights.com](mailto:Chloe@culturalrights.com).  
La version complète de cet article, avec une liste complète des travaux cités, peut être consultée à l'adresse [www.culturalrights.com](http://www.culturalrights.com)

**Notes CA 57**  
**Juin 2003**

Pendant deux décennies d'activité de développement, les rapports sur la " crise " de la désertification, de la pénurie de nourriture, et de l'inefficacité économique ont été mis en question par des contre-récits çà et là montrant des autochtones s'attaquant de manière exceptionnelle à ces problèmes dans leur environnement par des moyens et des méthodes qui démentent l'importance des incitations économiques (Lansing 1995; Leach and Mearns 1996; Appadurai 1990).

Récemment, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a décrit les ressources génétiques végétales comme l'" héritage de l'humanité " (Cullet 2001) afin de mondialiser leur conservation. De même, la législation élaborée par l'Organisation Mondiale du Commerce (WTO) et l'Organisation Mondiale pour la Propriété Intellectuelle (WIPO) a permis aux compagnies de biotechnologie d'inclure certains aspects de cet héritage dans les droits de la propriété intellectuelle (IPR) en des manières qui profitent essentiellement à l'industrie internationale. En conséquence, les pratiques culturelles locales relatives aux ressources biologiques ont été rejetées comme étant inefficaces ou qualifiées d'obstacles au développement. Cela peut partir du fait que le rapport entre pratiques culturelles locales, ressources biologiques, et propriété intellectuelle n'a pas été rendu explicite. L'auteur a trouvé utiles les distinctions suivantes:

*Ressources biologiques* (végétales, minérales et animales): ce sont les sources naturelles des connaissances médicinales, agricoles, cosmologiques, vétérinaires et écologiques. Leur présence contribue à équilibrer dans son ensemble la santé écologique et sociale des environnements locaux spécifiques. Elles sont également les substrats des ressources, des pratiques culturelles et des systèmes traditionnels de connaissance.

*Ressources (pratiques) culturelles* : ce sont les pratiques (coutumières et non coutumières) locales héritées qui suivent les systèmes locaux de production, de circulation et de reproduction de l'environnement — naturel et social — qui les caractérisent. Elles continuent à évoluer conjointement avec les individus et l'environnement local. Elles sont également les substrats des ressources intellectuelles.

*Ressources (capital) intellectuelles*: ce sont les produits qui ont été extraits, tirés ou synthétisés à partir de ressources culturelles ou biologiques antérieures. Pour recevoir une protection, les ressources culturelles ou biologiques doi-

vent avoir été transférées de leur environnement local originel et avoir été 1) soit transportées (en tant que bytes d'informations impersonnelles) dans un nouveau milieu de sorte qu'elles puissent être estimées comme "nouvelles;" 2) soit certains de leurs composants ont été réduits, standardisés, et miniaturisés pour une production et une distribution de masse pour être considérées "commercialement applicables." Par conséquent, elles sont synthétisées ou extraites et peuvent recevoir un droit de propriété intellectuelle (IPR).

Dans un cadre régional, territorial et national il devient clair qu'il ne peut y avoir aucune propriété intellectuelle (même relative aux ressources génétiques végétales) sans reproduction de connaissances et de pratiques culturelles.

Dans ce contexte, une initiative importante de la part des pays en voie de développement a abouti à une législation nationale exclusive (propre à chaque pays) afin de permettre à la fois aux groupes d'intérêt internationaux et locaux d'avoir accès à, de conserver, d'utiliser, de partager et d'apprécier simultanément les ressources biologiques, culturelles et intellectuelles (Réunion ministérielle de l'OMC à Seattle, 2000). L'Union Africaine (UA) a été particulièrement soucieuse de maintenir le rapport unique qui existe entre les ressources génétiques végétales et les pratiques culturelles et a plus tard produit l'*African Model Legislation for the Protection of the Rights of Local Communities, Farmers and Breeders and for the Regulation of Access to Biological Resources* (African Model Law 2001) (*Législation cadre africaine pour la protection des droits des communautés locales, des fermiers et des éleveurs et pour la réglementation de l'accès aux ressources biologiques* (Loi cadre africaine 2001) comme guide pour les États membres pour l'élaboration d'une législation nationale propre. Cependant, parce que les législations nationales propres (conformément aux Droits sur la Propriété Intellectuelle de nature commerciale en son Article 23 (b) - Trade-Related Intellectual Property Rights, Article 23 (b) de l'Organisation Mondiale du Commerce) vont à l'encontre des initiatives de mondialisation, elles ne bénéficient que de peu ou pas du tout d'aide internationale. Par conséquent, elles sont élaborées sans la participation des communautés locales qui accèdent à, préservent, utilisent, partagent, et apprécient les ressources biologiques et culturelles suivant des pratiques coutumières et non coutumières.

### Objet de l'étude

En raison du fait que les réformes institutionnelles exigées des États membres de l'OMC créent de nouveaux

besoins dans les pays en voie de développement tels que le Zimbabwe, les praticiens du développement pourraient aider d'une manière efficace le développement national en travaillant conjointement avec l'objectif national pour l'élaboration d'une législation propre. Cela pourrait se faire le plus efficacement en menant tout d'abord une étude anthropologique sur les formes dans lesquelles les répertoires de connaissances existent dans les conditions locales *antérieures* 1 . Sur la base de ces données qualitatives, devrait suivre une analyse des pratiques culturelles qui animent et soutiennent les systèmes de connaissances traditionnels. C'est ce que l'auteur a essayé de faire avec un répertoire de connaissances au Zimbabwe, à savoir les connaissances médicinales traditionnelles (TMK), en explorant comment ces connaissances sont évaluées, maintenues, utilisées, partagées, et appréciées aussi bien par les pratiques coutumières que non coutumières. Par la suite, cette étude l'a aidée à formuler plusieurs recommandations pour la législation nationale propre du Zimbabwe.

### Méthodologie

Ayant à l'esprit les mouvements cosmopolites et les zones frontalières de grande activité, le travail de terrain entrepris par l'auteur a été effectué dans trois différentes localités: 1) dans la capitale Harare où une diversité de traditions linguistiques bantoues d'Afrique subsaharienne se rencontrent en des formes créolisées généralement échangées au moyen de la langue anglaise, 2) le long de deux zones frontalières — sur les Hauts Plateaux de l'Est du Zimbabwe qui sont à cheval avec le Mozambique, et au nord en allant vers les terres humides qui s'étendent jusqu'en Zambie, et 3) dans la région centrale de haute savane du Zimbabwe, le *veld*, où les traditions coutumières Shona 2 sont encore fortement pratiquées.

L'étude et l'analyse d'ensemble ont été effectuées au moyen d'informateurs clés, de traditions orales, de récits oraux, d'observation des participants lors de rituels et d'utilisation des plantes médicinales, d'anciennes études ethnographiques faites par des anthropologues, ainsi que du discours officiel d'une association nationale de guérisseurs traditionnels. L'auteur s'est entretenue avec des guérisseurs traditionnels (*n'angas*), des aides-guérisseurs (*makumbi*), des médiums spiritistes (*svikiros*), des marchands de plantes (*muti*), des anciens, des chefs et leurs conseillers, des fonctionnaires de districts ruraux, et des citoyens zimbabwéens. Tous ces entretiens ont été effectués à l'aide d'un interprète en Shona.

## Résultats de l'étude

Au Zimbabwe, les substrats naturels des TMK sont conçus à la fois comme étant de la magie 3 et de la médecine (*mishonga*). Cependant, ces substrats se révèlent comme magie et/ou médecine seulement lorsqu'ils sont maniés par quelqu'un qui possède tout un répertoire de pratiques, de rituels, de divinations, de symboles et qui a un sens aigu du moment opportun basé sur une familiarité avec le milieu social, culturel, environnemental et physique (*le hun'anga*). 4 En plus du praticien individuel, ceux qui composent la société au sens plus large valident par leur propre consécration l'efficacité ou non de cette magie et de cette médecine (*kushanda*).

L'accès au répertoire complet des TMK ancestrales (*vadzimu hun'anga*) commence lorsqu'une jeune famille d'une famille plus âgée de guérisseurs choisit un individu parmi leurs descendants pour les aider dans leur pratique (Chavanduka 1997; Reynolds 1996). Bien que l'apprentissage exige une expérience pratique avec les TMK – identification, collecte et préparation des plantes; identification, compréhension et traitement des maladies — il demande également des leçons par rapport au milieu coutumier, symbolique et social plus élargi. Le résultat ultime de cet apprentissage prolongé est l'acquisition de l'inestimable intuition (*mapipi*) liée aux relations et aux codes culturels qui règlent tout le système des TMK. Pour les zimbabwéens, les anciens (et les ancêtres défunts) sont la clef d'accès continu à, et celui d'héritage des TMK à travers des rêves spéciaux (*kurotswa*) et des divinations rituelles (*kusvikirwa*) où la connaissance est révélée comme un don (Frommer 2002). 5

C'est pourquoi, bien que beaucoup de personnes au sein de la communauté locale possèdent une connaissance générale des plantes médicinales traditionnelles, seuls les individus choisis et formés acquièrent suffisamment de familiarité avec les TMK pour savoir avec certitude quelle combinaison de plantes, quels rituels, charmes, divinations et diagnostics sont efficaces et dans quelles conditions. En conséquence, différentes familles et ensembles de TMK se sont développés — certains plus spécialisés, plus coutumiers, plus efficaces ou plus puissants que d'autres, selon les différents territoires ou situations. 6

## Capital symbolique et social

Bien que l'innovation dans les TMK soit nécessaire pour satisfaire les besoins en mutation des communautés locales zimbabwéennes, ce ne sont pas les incitations économiques qui alimentent ce processus. Les guérisseurs tra-

ditionnels qui ont été spécialement choisis pour avoir accès à et préserver les connaissances ancestrales se voient investis d'une mission dans laquelle on s'attend à ce qu'ils partagent et guérissent avant que l'idée de rémunération soit même envisagée.<sup>7</sup> Par ailleurs, il n'est pas nécessaire que la perspicacité, l'intuition, et l'innovation d'une pratique personnelle soient partagées pour obtenir une rémunération parce que les guérisseurs sont appréciés tout d'abord en tant qu'autorités culturelles, ensuite comme praticiens, et enfin comme scientifiques en exercice. Par conséquent, les guérisseurs traditionnels reçoivent un autre type de paiement — celui de la consécration par la communauté (ou capital symbolique). 8 La plus haute autorité et les plus grandes récompenses sont accordées aux guérisseurs qui vénèrent convenablement les TMK (*kuchengetera*) et montrent du respect pour les rituels, les guérissons, les figures, les symboles, les proverbes, et les récits coutumiers qui sont utilisés pour enrichir et illuminer le domaine social tout entier. 9 Par exemple, en plus de la guérison, le *mishonga* est utilisé symboliquement pour donner l'impulsion aux réactions, aux rituels et aux activités culturellement prescrits qui peuvent actionner n'importe quel ensemble de facteurs dans l'environnement, par exemple, pour le succès dans les affaires, la politique, pour remporter les débats, pour accroître son influence, ou pour régler des conflits. Parce que ces pratiques existent dans un monde où elles sont acceptées, évoquées, et comprises, elles deviennent "*kushanda*," ou, efficaces. Cependant, le simple fait que ces pratiques soient "culturelles" et reposent sur des codes traditionnels ne signifie pas qu'elles ne sont pas scientifiques ou innovatrices. En fait, une des forces de ces pratiques vient de leur flexibilité dans le diagnostic et le traitement de chaque problème ou maladie individuellement. Par conséquent, cette personnalisation méticuleuse (par opposition à un ensemble standard de diagnostics) offre beaucoup d'opportunités pour l'innovation et le progrès dans la pratique.

## Pratiques non-coutumières

Actuellement, cependant, plusieurs pratiques non-coutumières qui s'approprient les substrats physiques des TMK (*mishonga*) négligent également l'importance de la matrice culturelle et rituelle qui peut susciter la perspicacité et l'innovation individuelles. Du fait que les marchands, les scientifiques et un syndicat de guérisseurs traditionnels zimbabwéens ont commencé à éliminer le *mishonga* physique dans le développement et la distribution des produits, toute la reproduction des pratiques de TMK (*hun'anga*) ainsi que tout le système symbolique

culturel sont menacés. De plus, lorsque ces pratiques non-coutumières sont liées aux compagnies pharmaceutiques étrangères, la concentration sur le développement des produits affaiblit l'accent mis sur le don et l'héritage reçus des ancêtres et de ce fait affaiblit également les attentes de devoir et de responsabilité vis à vis des communautés locales qui comptent sur ces pratiques (Wyneberg 1999; 2000). Parce que les TMK ont toujours eu un certain degré de partage collectif, les praticiens non consacrés et non coutumiers ont pu se permettre de prendre des libertés avec le *mishonga* de diverses manières qui ont commencé à engendrer de mauvaises utilisations, de mauvais diagnostics, et la fraude. 10 En raison de ces pratiques divergentes, une rupture entre les guérisseurs traditionnels et leurs communautés est en train de s'installer à tel point que toute la reproduction des pratiques et des rapports culturels qui stimulent l'innovation dans le système des connaissances médicinales traditionnelles est menacé.

### Pronostic

Néanmoins, le Zimbabwe a une culture en mutation et en évolution. Ces dernières années on a vu des figures ancestrales spécifiques du passé lointain (*PasiChigare*) ou de la " guerre de libération " 11 utilisées pour encourager l'industrie du tourisme. En théorie, de nouvelles pratiques locales ne peuvent pas être conçues comme non " culturelles " tout simplement parce qu'elles ne découlent pas en droite ligne de la tradition orthodoxe. Par conséquent, afin de ne pas embrigader et geler les processus qui reproduisent la culture comme ressource, les pratiques coutumières aussi bien que non coutumières doivent avoir une législation pour soutenir et protéger les connaissances médicinales traditionnelles en tant qu'élément du secteur du service social.

### Conclusion

Bien que les pays industriels croient que l'IPR relatif aux ressources intellectuelles stimule l'innovation par la récompense, la valeur ajoutée aux ressources biologiques par les ressources culturelles a des moteurs symboliques qui la poussent. L'accent mis uniquement sur la protection des " ressources génétiques végétales " dans les cercles d'étude du développement néglige le rapport qui existe entre celles-ci et d'autres ressources et nie le fait que les ressources culturelles sont essentielles pour la continuation de la santé, de la reproduction, et de l'innovation dans chaque type de ressource.

Les résultats obtenus par l'auteur indiquant que les praticiens individuels accèdent à, conservent, et utilisent les TMK afin de les partager efficacement et pour atteindre la pleine appréciation dans la communauté environnante réfute l'hypothèse répandue dans les cercles d'étude du développement que les TMK sont principalement une ressource collective. Il est important de dépasser cette hypothèse, qui est liée à l'expansion d'un régime de droits de la propriété intellectuelle, surtout dans la mesure où cette hypothèse a servi à justifier l'aliénation des individus, des familles et des communautés de leur héritage culturel et biologique.

Bien que les ressources génétiques végétales aient été qualifiées d'or vert " ces dernières années, en réalité c'est l'accès aux ressources culturelles territoriales (basées sur les pratiques coutumières et non-coutumières dans l'utilisation des plantes médicinales locales) ayant conduit aux applications pharmaceutiques, qui reçoivent la protection comme propriété intellectuelle (Wyneberg 1999; 2000). Par conséquent, les pratiques culturelles (coutumières et non-coutumières) liées à l'héritage biologique ont besoin d'un système de protection qui renforce leur capacité à garder vivants les rapports, les systèmes sociaux, les matrices sociales / symboliques qui reproduisent les connaissances territorialement importantes. L'auteur a décrit comment cela pourrait se faire en accord avec la Convention Internationale des Nations Unies sur les Droits Sociaux, Economiques et Culturels (1966) de manière plus détaillée pour le Zimbabwe.

- 1 Un droit antérieur, ou " *a priori* " est reconnu aux communautés locales dans la loi cadre de l'Union Africaine (2001).
- 2 Le Shona est une langue nationale du Zimbabwe d'origine bantoue. L'importance d'effectuer le travail de terrain dans une langue nationale locale est illustrée dans la découverte de concepts uniques à la tradition bantoue qui ne peuvent pas être facilement traduits en anglais sans jeter le doute sur leur réalité non-superstitieuse, par exemple, les concepts de charme, de magie.
- 3 La magie, selon Leach (1976) est un indicateur du possible. Même si la cause d'un effet identifié n'est pas vérifiée, ses effets potentiels ont toujours des implications très vraies pour ceux qui y croient. Dans l'étude menée par l'auteur cela inclut une croyance affirmative que l'empirisme banal peut être transcendé par le rituel et le *mishonga*.
- 4 Le coutumier et le cosmologique, le magique et le spirituel, le bureaucratique et le moderne peuvent tous représenter pour les zimbabwéens des réalités, des sous-réalités et des hyper-réalités simultanées qui traversent les croyances, les pratiques et les habitudes des individus habitant les mondes et les communautés rurales, coutumières, urbaines, scientifiques, entrepreneuriales, spirituelles et magiques.

- 5 Une expression spéciale, don des ancêtres, (*chipo vadzimu*) indique les règles spéciales se rapportant à un héritage et à un don par opposition à un produit. Les anthropologues tels que Marcel Mauss, Bronislaw Malinowski, et Annette Weiner, ont tous écrit au sujet des moteurs et des règles de la donation de dons. Le trait commun à chaque analyse est l'accent mis sur le fait que ces éléments spéciaux ne suivent pas un raisonnement économique mais sont plutôt rattachés à l'acquisition du statut social et symbolique.
- 6 L'étude menée par l'auteur a constaté que selon les gens c'est le "*godobori n'anga*" qui est coutumièrement le plus attrayant et par conséquent celui qui peut le plus puissamment manipuler le *mishonga*. D'autre part, elle a trouvé quelques modèles suggérant des distinctions entre le *mishonga* régional, familial, de la procréation, environnemental et magique.
- 7 Souvent, un gage ou un remboursement différé est satisfaisant.
- 8 Durant ces dernières années, les experts en matière de développement ont commencé à accorder plus d'attention au capital symbolique (Bourdieu 1977). Cependant, l'idée que ce capital est une forme convertible qui peut encourager certains produits, services et valeurs particulières ou même l'efficacité en l'absence d'apport monétaire n'a jusqu'ici pas reçu de reconnaissance appropriée dans le développement des individus, des pratiques ou des sociétés. Le capital symbolique est également le plus visible par rapport à la position occupée dans une famille.
- 9 Cela aide à l'acquisition du statut et du pouvoir pour cette famille, ce clan (*dunhu*) et/ou ce totem (*mutopa*).
- 10 Je parle du cas de la patate africaine (*Hypoxis hemericalidae*) dans la recherche que j'ai publiée: "*The Cultural Right to Traditional Medicinal Knowledge in Zimbabwe*" (2002) McGill University.
- 11 Le deuxième *Chimurenga*, la guerre de libération, a été menée pour l'indépendance du Zimbabwe, pour le libérer du gouvernement colonial britannique.



# Approche des femmes à la base pour le renforcement des capacités

Le récit présenté ici fait partie d'une recherche effectuée dans le cadre d'un doctorat préparé par Preeti Shroff-Mehra au State University of New York at Buffalo durant les années 2000 –2002.

**Notes CA 58**  
**Juillet 2003**

## Cas d'utilisation des savoirs locaux par une femme innovatrice à la base

Malatiben Chaudhari est une paysanne du Gujarat, en Inde, qui a lutté avec la vie dans un environnement rural plein de défis et une communauté privée de droits civiques. Face à ces défis, elle a développé et amélioré ses capacités locales pour créer des entreprises d'élevage de bétail efficaces et rentables, et soutenu le développement durable dans sa communauté et au-delà.

Grâce à ses innovations, Malatiben a transformé avec succès les activités économiques d'une région agricole défavorisée dans le district de Mehasana au Gujarat. Au fil des années, elle a réalisé avec succès une ferme et une entreprise d'élevage de bétail prospères.

Le résumé de l'histoire de Malatiben Chaudhari qui est présenté ici met en lumière deux aspects des savoirs locaux:

- Compréhension par les membres de la communauté locale de leurs besoins spécifiques et leur capacité à trouver des solutions uniques et durables à leurs problèmes saisonniers et à long terme; et
- Les capacités des femmes à la base à surmonter les contraintes et à développer leurs capacités au sein de leurs communautés et dans leurs régions

## L'histoire de Malatiben Chaudhari

Je suis une fermière et une éleveuse de bétail. J'éprouve toujours le désir ardent de faire quelque chose de nouveau en dépit des circonstances difficiles. Je suis née dans une famille de *Prajapati* (une caste marginalisée) vivant dans une communauté rurale pauvre du Gujarat, en Inde. Lorsque j'étais petite, j'ai remarqué un enseignant local qui allait à pied dans la communauté *Harijan* (Dalit) tous les soirs pour enseigner des classes pour adultes. Après un certain temps, je pris mon courage à deux mains pour lui demander si je pouvais moi aussi assister à ses classes. C'était mes premières leçons "d'alphabétisation". Nous n'avions pas de matériel scolaire ou de salle de classe. Nous écrivions tous avec un bâton sur le sable. Je me débrouillai pour aller jusqu' au CM2 puis je fus obligée d'abandonner parce que le lycée était trop loin. En ce temps-là, peu de filles pouvaient continuer leur éducation au-delà de l'école primaire.

Mon mari appartient à une famille de la caste des Chaudhari. Son rang social est plus élevé que celui de ma famille. Après notre mariage sa famille nous a donné une petite chambre dans leur maison au village. La famille de mon mari n'avait pas de terre pour l'agriculture et ne possédait pas grand chose. Nous avons essayé d'ouvrir une petite épicerie mais avons échoué. Je n'étais pas heureuse et je voulais une profession à moi qui me rendrait fière de mon travail. A cause du rang social de mes parents qui n'étaient que de pauvres *prajapati* (potiers), la famille de mon mari ne m'a jamais vraiment acceptée et me considérait incapable d'avoir mes propres idées. Mon Sasri et le gam (belle famille et communauté villageoise) me trouvaient mal préparée pour posséder une terre agricole ou pour être fermière. Je devais subir des humiliations tous les jours. Ils me disaient de mille manières que mes connaissances n'avaient aucun prix et que je n'avais pas d'*Avadat* " (de qualifications dignes de ce nom).

Je suis resté silencieuse pendant longtemps mais ai continué à observer la situation du village. Presque toutes les familles produisaient une seule culture de rente, le Bajara (*Pennisetum glaucum*, millet perlé).

La mauvaise qualité du sol et les sécheresses continuelles empêchaient une culture commerciale viable ou rentable. Les gens élevaient le bétail principalement pour les travaux de ferme. Ils se concentraient sur l'agriculture et non sur l'élevage de bétail et la production laitière comme source de revenu. Les buffles et les buffletins ne recevaient pas de soins appropriés. Le bétail était toujours gardé dans des endroits encombrés et malpropres. On nourrissait les buffletins avec des restes de fourrage et ils recevaient des soins de mauvaise qualité. Les buffles et les vaches mettaient 6-7 ans pour produire du lait. La production moyenne de lait par bufflesse était de 2 ou 3 litres par jour. Il était clair que les gens de cette région gaspillaient leur argent à élever du bétail. La tâche était également trop lourde pour les femmes de s'occuper des travaux des champs, des enfants, du ménage et de l'élevage.

J'ai donc pensé qu'il devrait être possible de cultiver du fourrage local sur les sols pauvres. Pourquoi ne pas essayer un élevage moderne et gagner de l'argent en vendant le lait? J'étais convaincue que si nous nous concentrons sur l'élevage, les animaux devraient produire du lait en l'espace de 2-3 ans et nous économiserions 4-5 autres années de dépenses et d'efforts. Le défi était de réaliser tout cela: pas de pesticides, utilisation des ressources locales, soins de haute qualité pour le bétail, charge de travail supportable, amélioration générale de la production de lait et des revenus et reconnaissance de

mon savoir-faire par la communauté. Personne ne me croyait. Il était donc important de démontrer ma nouvelle approche à tout le village.

*Kudarati Niyam et approche scientifique (logique naturelle et efforts systématiques)*

De la même manière que nos enfants ont besoin d'une nourriture nutritive et de soins constants, il en est de même pour les veaux, qui ont besoin de soins spéciaux. C'est ainsi qu'en 1970, je décidai d'essayer l'élevage de vaches laitières. J'étais déterminée à montrer aux gens que j'avais les connaissances et la capacité d'accomplir des tâches difficiles par moi-même. Personne ne donne une chance à une femme... nous devons la trouver et l'exploiter nous-mêmes.

Pour commencer, j'empruntai de l'argent et achetai deux génisses pour 40 Rs. sur le marché local. Je m'en occupai jour et nuit comme mes propres enfants. Je réfléchis soigneusement aux besoins quotidiens des buffles et des génisses, tels que leurs besoins en fourrage sec et vert, leurs problèmes de santé et les remèdes domestiques, l'approvisionnement constant en eau, le besoin d'un environnement propre, leur cycle de grossesse et autres besoins saisonniers. Les membres de ma propre famille et les gens du village se moquaient de moi pour me rappeler que je n'avais pas les compétences et les connaissances nécessaires pour élever du bétail et que j'étais folle de m'occuper de mes bêtes comme mes propres enfants. Cependant, j'étais déterminée à travailler dur et à apprendre davantage malgré le manque d'encouragement de la part de ma propre famille et de ma communauté. J'avais besoin de l'argent du lait pour entretenir ma famille.

J'ai toujours voulu comprendre la " science " de l'élevage et en même temps compter sur mon *Kotha Suz* (connaissance et intuition spécifiques au contexte). Le *Kotha Suz* n'est pas exclusif comme l'éducation formelle et la connaissance experte — même les femmes illettrées et pauvres l'ont et l'utilisent. Ma mère m'a appris à m'occuper des animaux. Elle avait découvert des remèdes domestiques et facilement disponibles autour de la maison ou dans la forêt voisine pour traiter le bétail. J'ai également appris — et continue d'apprendre — beaucoup en observant les changements écologiques et économiques dans mon village.

J'ai toujours cru que *Chila per chalava karata chilo padvo vadhare agatyano che* (il est plus important de tracer la voie que de la suivre). Je suis d'accord qu'il est important d'acquérir des connaissances externes mais la tâche critique est de savoir comment appliquer toute connaissance acquise à notre situation spécifique. Il est éga-

lement important de se concentrer sur le processus d'innovation et de l'optimiser afin de faciliter un plus grand impact au niveau régional et national.

*Planification d'une entreprise localement réussie: principes et valeurs clés*

Les aspects critiques de l'élevage de bétail sont: connaissance du processus des soins quotidiens; connaissance des matières fourragères disponibles; apprentissage permanent des pratiques innovatrices en matière d'élevage de bétail. Dès le départ, j'ai opté pour une approche intégrée d'agriculture et d'élevage de bétail.

Utilisation des résidus agricoles: J'ai observé que beaucoup de résidus de Bajara (*Pennisetum glaucum*, millet perlé) sec étaient laissés dans les champs après la moisson. J'ai essayé de mélanger ces résidus à des herbes fourragères et de créer une ration spéciale pour mon bétail. *Ce mélange est devenu une formule fourragère très nutritive utilisée par d'autres fermiers et communautés de la région.*

Le mélange est toujours préparé spécialement pour les animaux selon leur état de santé, leur poids, leur âge, leur taille et leur état physique actuel. Un mélange spécial de plusieurs ingrédients locaux comprenant du fourrage vert et sec, des résidus de récoltes, des additifs nutritifs recommandés par le gouvernement et d'autres ingrédients secrets fabriqués à la maison tels que le Jaggeri (sucre brun non raffiné) est utilisé pour préparer un aliment local pour bétail. Je suis farouchement contre l'utilisation de produits chimiques et d'ingrédients artificiels dans l'agriculture et l'élevage de bétail. *La production totale de lait par bufflesse / vache dans mon étable est de 2 à 3 fois plus élevée que la moyenne dans la région.*

*Des soins de haute qualité*

Les gens du village furent choqués lorsqu'ils virent pour la première fois que mes bufflesses produisaient jusqu'à 17,3 litres de lait par jour.

C'était le double de la moyenne de lait produite par d'autres animaux dans le village. Bientôt les experts en élevage de bétail, les scientifiques de l'agriculture et les vétérinaires du gouvernement vinrent voir ma petite ferme et mes pratiques innovatrices. Des prix furent attribués à mes deux bufflesses lors du concours local du meilleur bétail et de la meilleure qualité de lait dans la région. Pour la première fois de ma vie, je gagnai 25 Rs. (environ 0.50 dollars au taux actuel) et 200 Rs. de prix à divers concours. Enfin mon dur labeur avait payé et quelqu'un avait reconnu mes efforts. Mes connaissances étaient devenues précieuses.

Une fois que mon entreprise de bétail se stabilisa et que je pouvais embaucher plus de personnel, je commençai à me concentrer encore plus sur les besoins particuliers de mes animaux plutôt que sur l'augmentation de la production de lait uniquement. La chose que je me suis dite était " si je ressens le besoin de boire de l'eau à n'importe quel moment, les animaux ressentent probablement le même besoin ". J'installai donc un système d'approvisionnement continu en eau de boisson et insistai pour que les animaux et l'étable soient maintenus propres.

A présent, cinq ouvriers s'occupent de l'étable jour et nuit. Tous les animaux sont lavés trois fois par jour. Je veille à ce qu'ils n'aient pas de tiques. C'est un environnement propre et non pas les médicaments qui empêche les tiques. Les restes de fourrage de la mangeoire sont enlevés immédiatement afin de garder l'étable propre. Les jeunes veaux, les bufflesses et les vaches reçoivent une préparation fraîche de fourrage selon leur âge, leur taille et leur poids. Tous les ouvriers veillent à ce que le fourrage ne se mélange pas aux crottes des animaux. Beaucoup des autres fermiers ne font pas attention à ces détails. La plupart des fermiers hommes possèdent 4 à 6 animaux et utilisent la main d'œuvre familiale (principalement les femmes) pour s'occuper de leur bétail. C'est très difficile pour une femme de s'occuper de tant d'animaux, en plus des responsabilités du ménage, de la famille et de la ferme. C'est pourquoi il est si important d'avoir un petit nombre d'animaux qui soit gérable pour les femmes dans la famille.

*Partage des connaissances et apprentissage*

Je crois également que les spécialistes dans le domaine et les institutions professionnelles doivent vérifier les expériences locales et les nouvelles connaissances. J'assiste à des ateliers locaux et nationaux d'innovations et aux manifestations se rapportant à l'élevage. J'échange toujours avec les vétérinaires du gouvernement et étrangers, les scientifiques de l'agriculture et autres experts en matière de production laitière pendant leurs visites dans notre région et durant les réunions ou les ateliers qui ont lieu au niveau du village. Les femmes ne sont pas censées assister à ce genre de rencontres institutionnelles mais moi je ne manque jamais d'y participer. J'essaie de convaincre d'autres femmes de mon village de faire de même — mais ce n'est pas facile. *Il est si important pour les femmes rurales d'avoir accès aux institutions détentrices de savoirs et aux réseaux extérieurs de connaissances.*

### *Impact régional*

Il y a quelques années, j'entendis parler d'un aliment pour bétail spécialement préparé et distribué par AGRO Research Company et Doodh Sagar Dairy (une coopérative régionale de production laitière), qui n'était pas du tout populaire dans la région. Les animaux ne l'aimaient pas beaucoup et donc les fermiers ne l'achetaient pas. Je mélangeai l'aliment avec le fourrage localement disponible d'une manière particulière et les animaux commencèrent à manger ce nouvel aliment très nutritif. *A présent je suis très fière parce que les fermiers de la région utilisent ce même aliment qu'ils fabriquent selon mes méthodes pour augmenter leur production de lait.* Je suis heureuse d'avoir lancé une innovation. Des représentants de la compagnie ont visité ma ferme et m'ont remercié d'avoir mis au point la version locale de leur produit.

Beaucoup de fermiers de la région se consacrent maintenant à la production de lait plutôt qu'à l'agriculture. Au début, les femmes de la région observèrent soigneusement mes pratiques et les adoptèrent. Les fermiers hommes eux mirent un certain temps avant de reconnaître ma nouvelle approche. Maintenant nous cultivons les récoltes uniquement pour notre subsistance et le fourrage pour la production laitière. Beaucoup de fermiers et de communautés de la région se consacrent maintenant à la production laitière. *Nous approvisionnons la deuxième plus grande coopérative de production laitière de la région — la Mehsana Doodh Sagar Dairy.*

### *Participation des femmes à la base et propriété d'actif*

Aujourd'hui je possède deux buffles et dix-neuf vaches (Sankar Gai — la race locale). Mes animaux produisent en moyenne 10 à 12 litres de lait par animal par jour, ce qui est plus que le double de la production moyenne dans la région. Je réalise de bons bénéfices et je vis une vie confortable. La laiterie Mehsana Doodh Sagar du village a

informatisé ses activités et maintenant nous les femmes pouvons mesurer le pourcentage de matières grasses dans notre lait et recevoir le prix approprié pour notre lait. De cette façon il est plus facile de suivre la production quotidienne et le revenu mensuel. Avec ce revenu, j'ai acheté un terrain, embauché quatre ouvriers à plein temps, rénové la maison, installé un forage sur ma ferme et envoyé mon fils à l'université.

Mon statut dans ma famille et au sein de la communauté a changé — maintenant j'inspire le respect et suis une autorité morale. La vie n'est jamais facile pour les femmes, mais elles doivent apprendre à lutter en dépit des circonstances difficiles. Je crois que "Mushkeli to Sanshodhani Janamdata Che" (les difficultés sont la mère de l'innovation).

Ma seule crainte est que la prochaine génération ne s'attende à des résultats rapides et oublie que des détails tels qu'une étable propre ou un approvisionnement continu en eau sont des composantes essentielles pour la réussite d'un élevage de bétail. Les jeunes générations ont reçu une éducation formelle et ne respectent pas les "professions rurales" ou les connaissances des pauvres paysans ruraux. *C'est une tragédie que l'acquisition d'une éducation formelle signifie la perte du Kotha Suz et de l'Atmagyan (les connaissances et la sagesse indigènes).* Mon seul espoir est que des organisations telles que SRISTI, qui reconnaissent et soutiennent nos efforts, préserveront les pratiques indigènes innovatrices et durables.

Récit par Malatiben Chaudhry, Gujarat, Inde.

Documentation, traduction et adaptation au format Notes CA par Preeti Shroff-Mehta, Washington, DC, USA. ([prrtshroff@aol.com](mailto:prrtshroff@aol.com))

# L'Adzina: Un système autochtone de jugement par jury à la frontière Ghana-Togo

Cet article a été écrit par Ben K. Fred-Mensah, Maître Assistant de Relations internationales et Consultant en développement international à l'Université de Howard, Washington, D.C. E-mail [bfred-mensah@howard.edu](mailto:bfred-mensah@howard.edu) ou [bmens@earthlink.net](mailto:bmens@earthlink.net)

**Notes CA 59**  
**Août 2003**

Dans un article récent de cette série, l'auteur a exposé les principes autochtones qui soutiennent le maintien de la paix sociale chez les Buems du Buem-Kator vivant du côté ghanéen de la frontière Ghana-Togo dans la zone traditionnelle des Buems du District de Jasikan, Volta Region, au Ghana. Le présent article nous parle également des mêmes Buems. Dans celui-ci, l'auteur présente le système autochtone Buem de jugement par jury, connu sous le nom d'*adzina*. Mais avant de discuter de la nature et du processus de l'*adzina*, il présente d'abord le *bate kate* qui est le forum des Buems où les jugements sont rendus et dont l'*adzina* fait partie intégrante.

## Le Bate Kate

Le *bate kate* peut signifier le jugement et il peut également signifier l'arbitrage. Dans le système autochtone de gestion des conflits chez les Buems, le *bate kate* est un moyen d'arbitrage externe que les parties en conflit recherchent d'une tierce partie. Cette forme d'arbitrage, qui peut être exercée par un chef de lignage ou le chef local, devient nécessaire lorsque les parties en litige ne peuvent plus se fier l'une à l'autre. Les conséquences du manque de confiance sont ainsi atténuées par l'arbitrage externe, qui offre une source alternative de confiance que ce à quoi l'on s'attend sera réalisé.

Selon les anciens parmi les Buems, les Buems font tout leur possible pour éviter le *bate kate* qu'ils considèrent comme un processus de confrontation et long, non seulement pour les parties en litige, mais également pour leurs parents et alliés respectifs qui sont habituellement obligés de les accompagner aux audiences. A la différence du *benyaogba ukpikator* —discuté dans l'article cité plus haut — le *bate kate* est un processus plus minutieux, qui procède par étapes et implique normalement un contre-interrogatoire serré avec appel à témoins et, le cas échéant, des pièces à conviction. Sur le plan pécuniaire également, le *bate kate* peut être cher. Cela parce que des amendes, et dans certains cas, les dépens, sont infligés à la partie condamnée.

Les affaires qui sont portées devant le *bate kate* sont normalement des affaires qui n'ont pas pu être résolues par l'option du *benyaogba ukpikator* ou qui sont constitutionnellement définies comme étant des affaires criminelles. Les affaires criminelles comprennent le meurtre, la trahison, et les propos désobligeants envers des chefs traditionnels ou des responsables publics. Les trans-

gressions de tabous bien respectés sur le territoire des chefs traditionnels sont également considérées comme des affaires criminelles pour lesquelles le règlement doit être recherché au *bate kate*.

Le *bate kate* évoque un certain nombre de caractéristiques à la fois de procédure et de contenu. Il peut être tenu à la cour d'un des chefs de lignage ou à la cour du chef local, selon la gravité du délit. Théoriquement, le *bate kate* peut passer par un certain nombre d'étapes avant qu'un conflit ne soit définitivement réglé. En d'autres termes, une ou les deux parties en conflit peuvent exprimer leur insatisfaction au sujet d'un règlement et peuvent décider de porter l'affaire devant une instance plus élevée. Les appels faits devant les cours inférieures doivent être envoyés à l'instance la plus immédiatement supérieure. Par exemple, un appel fait devant la cour d'un chef de lignage doit être envoyé à la cour du chef local et un appel fait devant la cour du chef local doit être envoyé à la cour du grand chef de la zone, connu sous le nom d'*akwamuhene*. L'*akwamuhene* est le chef divisionnaire le plus ancien dans le Buem-Kator; il est par conséquent le représentant direct du chef suprême de la région. Si un règlement ne peut pas être conclu devant la cour de l'*akwamuhene*, l'affaire doit alors être portée devant la cour du chef suprême dans la capitale traditionnelle des Buems.

Dans la pratique, cependant, la plupart des conflits sont réglés au niveau du chef local, principalement à cause des coûts (en termes de temps et de ressources physiques) qui sont encourus lorsqu'on permet que les affaires passent par un certain nombre d'étapes avant qu'elles ne soient définitivement réglées. Il y a chez les Buems la notion que si un conflit peut un tant soit peu être réglé, il doit être possible pour les chefs de lignage ou le chef local et son conseil d'anciens de le régler au niveau le plus bas possible. Puisque traditionnellement les parents et les alliés des parties en conflit doivent soutenir les parents impliqués dans un conflit et les accompagner à toutes les cours, ils ont tendance à persuader le parent ou l'allié impliqué d'accepter un règlement au niveau de la cour la plus basse possible.

Les débats au *bate kate* peuvent être un processus complexe. Selon la procédure habituelle, chacune des parties en conflit présente sa version de ce qui s'est passé. Après que les deux parties aient été entendues, les arbitres soumettent chaque partie à un interrogatoire serré sur la base de ce qu'il ou elle a dit. L'objectif est d'arriver à un accord sur une histoire simple, en éliminant les éléments ambigus dans les déclarations faites par les adversaires. On fait un usage considérable de preuves, de témoins, et de contre-interrogatoires. Les débats de la cour sont habi-

tuellement ouverts au public et tous ceux qui sont présents sont autorisés à interroger n'importe lequel des adversaires. Le silence dans la salle est strictement imposé et l'utilisation de langage injurieux est découragée dans la mesure où cela peut conduire au délit d'outrage au tribunal.

### L'Adzina

Dans le contexte du présent article, on peut traduire le mot *adzina* comme signifiant " se retirer pour réfléchir sur un problème." L'*adzina* offre un mini forum dans lequel un verdict (*badunkortor*) est conclu à partir des débats du *bate kate*. Cette étape dans le processus du *bate kate* est principalement destinée à garantir l'équité aux parties en conflit ou à une personne accusée amenée devant la cour. On dit que l'*adzina* offre aux administrateurs du *bate kate* une occasion de " consulter l'*abrewa* ". *Abrewa* signifie littéralement la grand-mère ou une vieille femme qui est censée posséder une sagesse surnaturelle, un sens incontestable de l'équité, et les capacités pour diriger les débats de l'*adzina*.

Comme version Buem du jugement par jury, l'*adzina* fonctionne de la manière suivante: pour arriver à un verdict dans toutes sortes d'affaires portées devant un chef de lignage ou un chef local, certains des participants à la cour, qui ont été présents durant toute l'audition de la cour et ont suivi les débats, sont choisis à la fin de l'audition pour délibérer et conclure un verdict. Le jury se compose normalement, entre autres, des représentants respectifs du juge présidant les débats, du conseil d'arbitrage, et des parties en conflit. Ce jury nouvellement désigné quittera alors la salle d'audience et se retirera dans un endroit où il ne peut être ni vu ni entendu par les autres participants à la cour. Là, les membres délibèrent entre eux jusqu'à conclure un verdict. Pour cela, on dit qu'ils consultent l'*abrewa*.

Lorsqu'un verdict est conclu, le jury revient dans la salle d'audience et présente ses conclusions au juge. A travers les jurés, l'*abrewa* dit des mots de réprimande à la partie coupable et des mots de consolation à la partie innocente. Le verdict est soit totalement accepté et une amende est infligée à la partie condamnée, soit rejeté et l'affaire est envoyée à une cour plus élevée.

Le juge présidant l'audience annonce le verdict de la manière suivante:

*Abrewa onini, fula le temi libo emimi. Osu boda mi borsaka. Bokisi bobo mi nte. Osu ni bafouo. Osi mui, siwu tsuedi otlikpidi na onwa lelormi benu nkudor.*

*Omui ni keny kenui kebo kuboryo* (ce qui, traduit, signifie : “ selon le verdict de la Vieille Femme, avec lequel les membres du Jury sont d’accord, un tel et un tel a été trouvé coupable. La Vieille Femme a envoyé un message de réprimande à la partie coupable et des mots de consolation à la partie innocente “).

Une fois qu’une affaire est réglée, on présume que le *lelorkalorbunu*, qui représente le concept populaire d’équité et de justice, a été atteint. Des amendes (*banyinkortu*) sont alors proposées. Les amendes sont habituellement en nature, sous forme de boissons alcooliques, habituellement du vin de palme — appelé *kubo nte* — et du bétail. La taille de l’amende dépend de la gravité du délit, de la manière dont la partie condamnée s’est comportée au cours des débats, et de son “ casier judiciaire “. Une fois que les amendes sont payées, on présume que le règlement a été accepté par les parties en conflit. Les boissons sont utilisées comme libation pour apaiser les dieux (*atibluku*). Elles sont versées par le prêtre responsable des fétiches, en l’absence duquel un ancien se chargera de la cérémonie.

Avec unealebasse de boissons à la main, le prêtre responsable des fétiches versera la libation accompagnée de paroles telles que:

Dieu tout-puissant là-haut dans les cieux, la terre sur laquelle nous nous tenons (*Oh! Atibluku atsa kator, kalor kemenge*), avec cette boisson, nous implorons les dieux de nous aider à restaurer la paix entre les parties en conflit. En buvant ensemble à cettealebasse, aucune des deux parties ne devra entretenir des intentions malveillantes contre l’autre. Frappez à mort celui qui entretiendra des intentions malveillantes contre l’autre, ou se moquera de l’autorité des juges, ou essaiera d’amener la calamité sur la communauté.

Il faut noter que dans des cas plus graves, particulièrement dans les cas où il est avéré que le coupable a utilisé une arme plus dangereuse que le poing dans un combat et, ce faisant, a versé le sang d’un autre Buem, la partie concernée est passible d’amendes comprenant du bétail, habituellement un bélier (*kofonu*). Cette amende est infligée, que la partie soit trouvée coupable du délit ou pas.

Dans ce cas, le prêtre responsable des fétiches fera une libation et appellera les esprits des ancêtres des parties en conflit trois fois, mentionnera la terre (*kalor*) trois fois, et les implorera de “ purifier la communauté du sacrilège et du danger “ (*ntedie musue*) que le versement du sang peut apporter sur la communauté. Après cela, le bélier sera égorgé à l’endroit même où le sang humain a été versé. La boisson et la chair de l’animal seront partagées entre tous les participants. Avec cette cérémonie rituelle, on pense que les dieux ont été apaisés et la terre et les parties concernées purifiées.

### Analyse

A la différence du système de jury moderne, dans lequel les jurés sont choisis avant le début du jugement, les jurés dans le système de l’*adzina* des Buems sont désignés seulement après que l’accusation et la défense aient présenté leurs arguments. L’avantage de cette manière de choisir les jurés découle du fait que dans la mesure où personne ne peut savoir qui seront les jurés, et dans la mesure où n’importe qui présent aux débats, et qui est considéré comme étant de bonne réputation dans la communauté peut être choisi, tout le monde présent au jugement est obligé de suivre attentivement les débats. Également, du fait que les membres des communautés Buems vivent en contact étroit les uns avec les autres et sont unis par des réseaux complexes de liens rituels, politiques, et économiques, les jurés ne peuvent pas se permettre d’être délibérément partisans.

L’invocation des forces surnaturelles comme moyen de faire respecter la décision de la cour chez les Buems montre que les méthodes populaires de gestion des conflits offrent non seulement les moyens et les conseils séculaires aux parties en conflit pour s’efforcer d’arriver à la réconciliation, mais que ces forums sont également les moyens par lesquels les dieux sont supposés passer pour maintenir les règles de l’ordre social. Cela ne devrait pas être surprenant étant donné qu’il n’existe dans le système politico-juridique des Buems aucune forme d’utilisation ou de menace d’utilisation légalement approuvée de coercition physique, normalement exécutée par la police et d’incarcération du coupable, comme cela est associé avec la notion d’Etat dans les systèmes modernes.

# Contraintes institutionnelles dans la promotion des IK: Accès des communautés aux réseaux sociaux et aux institutions formelles

*Cet article a été écrit par Preeti Shroff-Mehta et est basé sur son travail de recherche de terrain pour son diplôme de Ph.D. effectué en Inde en 2000-2001. L'étude a recueilli les témoignages personnels de seize innovateurs locaux et membres de la communauté sur leurs expériences en matière de remise en valeur et transformation des pratiques locales.*

**Notes CA 60**  
**Septembre 2003**

Durant ces dernières années, beaucoup d'agences internationales de développement et d'organisations non-gouvernementales ont renouvelé leurs efforts d'impulsion et de promotion de l'intégration des savoirs locaux dans la planification et la pratique du développement. Ces efforts soulignent le fait que les systèmes et les pratiques de savoirs locaux constituent de précieuses ressources pour le développement mondial. Les quatre aspects distincts fréquemment discutés des interventions de développement orientés vers les savoirs locaux sont:

- **La documentation:** documentation, communication et adaptation des savoirs locaux;
- **L'appropriation:** appropriation locale de pratiques de savoirs spécifiques;
- **Le système de récompense:** récompense des innovations de savoirs locaux (par la documentation et la diffusion, la reconnaissance trans-régionale, l'application et la valorisation au niveau mondial); et
- **L'accès aux connaissances et aux institutions:** rapprochement des institutions modernes et autochtones pour le développement durable et accroissement de l'accès des communautés locales aux marchés, aux agences gouvernementales, aux institutions financières, aux centres universitaires de recherches et aux publications sur le développement international.

La présente étude sur des innovateurs de savoirs locaux en Inde examine les aspects des IK décrits ci-dessus, mais met l'accent sur la dimension accès aux institutions dans la promotion des approches innovatrices locales. De toute évidence, il est probable qu'il y aura plus de similitudes que de différences entre ce qui est décrit ici et la situation dans d'autres pays en voie de développement du sud.

## **Remise en valeur et adaptation des savoirs locaux: Objectifs des communautés locales**

Les efforts actuels pour remettre en valeur les pratiques communautaires et régionales spécifiques en matière agricole, de santé, d'éducation et de moyens économiques de subsistance dans les programmes de développement partout dans le monde montrent la valeur des initiatives de promotion des savoirs locaux dans le développement international. Dans une série d'entretiens menés



avec des innovateurs locaux pendant une étude de recherche sur les IK, les seize membres de communautés interrogés dans deux Etats de l'Inde ont donné un bref aperçu des objectifs de la remise en valeur des pratiques d'IK, à savoir:

- (1) répondre aux problèmes de la pauvreté et des moyens de subsistance;
- (2) résoudre les problèmes de coûts et d'efficacité de la main-d'œuvre dans la production agricole;
- (3) utilisation rationnelle des ressources naturelles et préservation de l'environnement;
- (4) gestion des effets externes saisonniers tels que la sécheresse, les inondations, les pénuries de main-d'œuvre;
- (5) autonomie des communauté et préservation de leurs valeurs;
- (6) amélioration de la situation socio-économique et génération d'emplois;
- (7) représentation des femmes; et
- (8) répondre aux besoins d'apprendre des membres de la communauté.

Tout en indiquant les objectifs de la remise en valeur et de l'adaptation des savoirs locaux, les membres des communautés locales interrogés ont également relevé un certain nombre de contraintes institutionnelles qui font obstacle à la valorisation des innovations de savoirs locaux.<sup>1</sup>

**(1) Contraintes au niveau familial et communautaire:** Beaucoup d'innovateurs locaux sont confrontés à l'opposition des membres immédiats de leur famille et/ou des membres de la communauté en général. Dans certains cas, tels que les parcelles de cultures expérimentales sur les terres agricoles existantes, les membres de la famille hésitent à investir des années de dur labeur et à renoncer à des revenus immédiats sans aucune garantie sur les résultats finals des innovations expérimentales. Les membres de la communauté n'adopteront pas les nouvelles méthodes agricoles et les techniques culturelles innovatrices à moins que les avantages de la production à grande échelle ne leur soient clairement démontrés à court terme et que le nouveau produit soit bien accepté sur le marché. Dans beaucoup de cas, les petits fermiers locaux plus pauvres n'ont également pas accès à des terres agricoles pour des cultures de semences et l'expérimentation

de nouvelles technologies ni n'ont connaissance de la certification légale et des canaux appropriés de commercialisation.

**(2) Contraintes saisonnières:** Les facteurs saisonniers constituent la plus grande contrainte locale pour la remise en valeur et les modifications innovatrices de systèmes de savoirs locaux. Un groupe de fermiers locaux dans les Etats de Tamilnadu et du Goudjarat ont fait observer que leurs investissements dans l'expérimentation agricole et de culture de plantes ont souvent échoué en raison des faibles moussons et des sécheresses consécutives, du manque d'eau potable et d'irrigation, de la perte du bétail et de la migration de la main d'oeuvre.

Une autre dimension critique est de comprendre le contexte historique dans lequel une pratique traditionnelle était viable, par exemple la taille du territoire, le ratio superficie-habitant, les profils alimentaires. La remise en valeur de certaines traditions à l'époque actuelle nécessite des adaptations et des modifications afin de tenir compte du contexte en perpétuelle mutation.

**(3) Contraintes au niveau des institutions formelles:** Les contraintes au niveau des institutions formelles indiquées par les membres de la communauté reflètent le manque d'accès des populations locales aux " nouveaux réseaux sociaux " tels que les agences de technologie et de vulgarisation agricoles, les institutions d'enseignement supérieur et de recherches, les institutions financières, les partis politiques, les ONG et les organisations internationales (par opposition aux réseaux sociaux traditionnels à base villageoise et spécifiques à certaines communautés<sup>2</sup>).

Le tableau suivant résume les perceptions des membres de la communauté locale sur les contraintes institutionnelles rencontrées dans la promotion des innovations locales et leurs efforts pour surmonter certaines contraintes spécifiques. Il énumère un certain nombre de contraintes institutionnelles identifiées par les innovateurs locaux et les autres membres de la communauté. Celles-ci comprennent leurs préoccupation concernant " le capital social négatif ", c-à-d., le coût de maintien de l'accès à et de la participation aux réseaux sociaux, la nature " exclusive " de certains réseaux urbains et ruraux dominants et le fardeau de se conformer aux réseaux sociaux (sur-incrustation, esprit de clocher et rigidité).

- <sup>1</sup> Les innovateurs locaux ont identifié toute une série de contraintes institutionnelles qui reflètent leur accès limité ou leur manque d'accès aux institutions formelles et informelles existantes et aux réseaux sociaux associés. Les institutions représentent des structures organisationnelles, des idéologies, l'adhésion à certaines approches particulières de développement, les réseaux internes ainsi que des ensembles de valeurs et de croyances explicites et tacites. Également, les institutions suivent des règles et des règlements établis et adoptent certains mécanismes pour assurer l'application des règles.

Les “ fondateurs d'institutions peuvent être divers — des décideurs, des hommes d'affaires, ou des membres de la communauté. Les lois sur les entreprises, les nantissements, et les faillites sont des institutions publiques, de même que le pouvoir judiciaire, les agences de perception des impôts, et les organes de régulation. Les banques, la réciprocité entre les membres de la communauté, et les normes de transmission des terres par héritage sont des institutions privées. Beaucoup d'institutions privées existent sous l'égide des institutions publiques. Les banques privées, par exemple, fonctionnent dans le cadre du droit public. Les normes sociales existent dans (ou en dehors) des lois formelles.”

*(World Development Report 2000, encadré 1.2, p.6)*

- <sup>2</sup> La notion de capital social se rapporte aux ressources réelles et potentielles que les individus acquièrent du fait de connaître les autres, de faire partie d'un réseau social avec eux, ou simplement d'être connu d'eux et d'avoir une bonne réputation. Les deux aspects bien distincts du capital social sont: la capacité qu'a un individu d'accéder à des ressources données du fait de son appartenance à un réseau social spécifique, et l'accès d'une communauté à de multiples réseaux sociaux. “ Bourdieu et Coleman soulignent tous deux le caractère intangible du capital social par rapport à d'autres formes de capital. Alors que le capital économique se trouve dans les comptes bancaires des individus et le capital humain dans leurs têtes, le capital social se trouve dans la structure de leurs relations avec les autres. Pour posséder le capital social, un individu doit être lié à d'autres individus, et ce sont ces autres individus, non l'individu lui-même, qui constituent la source réelle de son avantage [.....] la motivation des autres à lui céder les ressources disponibles à des conditions avantageuses n'est pas uniforme. Au sens le plus large, on peut distinguer types de motivation à le faire: la motivation consommatoire par opposition à la motivation instrumentale.”

### Contraintes institutionnelles pour l'adaptation des innovations en matière de savoirs locaux

Innovation [ Stade de maturation ] *	Contraintes institutionnelles/sectorielles	Stratégie de l'Innovateur	Résultats
Processus d'élevage du bétail [ Avancé ]	<ul style="list-style-type: none"> <li>manque de foi des planificateurs du développement et des communautés locales dans les connaissances des " femmes rurales "</li> <li>manque d'accès de la femme innovatrice aux réseaux institutionnels et sociaux ruraux et urbains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>introduction et démonstration de la pratique innovatrice à la communauté villageoise et aux institutions externes</li> <li>éducation des " experts " externes et des diverses agences de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>transformation régionale des moyens de subsistance *</li> <li>participation active de l'innovateur au réseau naissant des connaissances à la base *</li> </ul>
Technologie, machines pour l'agriculture sans utilisation d'énergie/verte, [ Avancée ]	<ul style="list-style-type: none"> <li>manque d'investissements commerciaux dans le développement de machines locales</li> <li>commercialisation et diffusion limitées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>efforts de collaboration avec le SRISTI dans le développement et la commercialisation des produits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>demande régionale et nationale pour les produits et ventes croissantes</li> </ul>
Agriculture biologique à haut rendement [Nouveau ]	<ul style="list-style-type: none"> <li>peu de mécanismes agricoles de gestion de la sécheresse – manque d'eau</li> <li>encouragement du gouvernement pour l'utilisation des moyens et des méthodes d'agriculture commerciale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>développement de toute une gamme de cultures biologiques innovatrices, innovations saisonnières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>diffusion locale rapide de variétés de semences de cultures biologiques à haut rendement et à haute rentabilité *</li> </ul>
Nouvelles variétés de cultures biologiques [ Avancée ]	<ul style="list-style-type: none"> <li>manque d'intérêt et d'appui de la communauté scientifique et agricole</li> <li>politique du processus de vérification de la qualité des " semences " du gouvernement</li> <li>manque d'emplois sponsorisés par le gouvernement et autres durant les périodes de sécheresse</li> <li>manque de services de laboratoire pour l'homologation des médicaments à base de plantes pour le traitement du bétail, nécessité de faire des essais sur les différents médicaments locaux et les combinaisons de dosage</li> <li>manque de confiance des médecins allopathes dans le traitement avec les médicaments locaux à base de plantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>collaboration avec un réseau d'ONG</li> <li>Collaboration avec le laboratoire de recherches sur les médicaments à base de plantes de la Society for Research and Innovations for Sustainable Technology and Institutions (SRISTI)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>reconnaissance des nouvelles variétés</li> <li>efforts concertés pour la mise en place d'une ferme d'expérimentation de semences et d'une agence privée d'essai des semences</li> <li>plan de distribution de paquets de médicaments à base de plantes homologués</li> </ul>
Guérisseur phytothérapeute [ Nouveau ]	<ul style="list-style-type: none"> <li>manque de certaines matières premières organiques/plantes sèches transformées (dépendance vis à vis d'un seul fournisseur commercial)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le traitement aux médicaments à base de plantes est centré sur les problèmes de santé saisonniers des jeunes femmes dalit (caste officiellement classée) *</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>rôle de premier plan de l'innovateur féminin dans l'organisation de l'épargne des femmes dalit pauvres *</li> </ul>

### Contraintes institutionnelles pour l'adaptation des innovations en matière de savoirs locaux (suite)

Innovation [ Stade de maturation ] *	Contraintes institutionnelles/sectorielles	Stratégie de l'Innovateur	Résultats
Gestion des approches bio (Ferme, Bio-Gas, Bétail) [ Avancée ]	<ul style="list-style-type: none"> <li>longue période nécessaire pour la transition de pratiques agricoles commerciales à celles de l'agriculture biologique</li> <li>pertes financières encourues en raison de l'utilisation exclusive passée de variétés " hybrides " de chèvre et des méthodes de l'agriculture commerciales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>participation de la famille à l'agriculture bio, à l'élevage de bétail et à l'entreprise de bio-gaz</li> <li>participation aux réseaux sociaux locaux (associations de fermiers)</li> <li>établissement de réseaux de contact avec le bureau du collecteur d'impôts de la zone, les organisations d'agriculture biologique et les institutions nationales de recherches agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>diffusion des méthodes d'agriculture biologique</li> <li>l'association des fermiers locaux doivent soutenir les méthodes d'agriculture biologique et les mécanismes d'autofinancement des fermiers de la région</li> </ul>
Technologie d'écale des noix de coco [Nouveau ]	<ul style="list-style-type: none"> <li>la demande urbaine croissante de noix de coco et la disponibilité saisonnière limitée de main d'œuvre dans le village</li> <li>gestion opportune de la fourniture de noix de coco à la compagnie située en ville</li> <li>manque d'investissement pour développer les produits commerciaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>développement d'un seul produit afin de maintenir une fourniture régulière des noix de coco et pour surmonter les pénuries de main-d'œuvre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>fourniture régulière et conséquente de produits de noix de coco aux compagnies urbaines *</li> </ul>
Nouvelle variété de riz paddy résistante à la sécheresse [Avancée ]	<ul style="list-style-type: none"> <li>manque d'appui du gouvernement et conflit permanent avec les " scientifiques agricoles experts "</li> <li>compétition avec les nouvelles variétés modernes introduites par les scientifiques agricoles</li> <li>poursuites judiciaires engagées par le gouvernement pour empêcher la diffusion de la variété " indigène " sur le marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>collaboration avec les ONG locales pour combattre les poursuites judiciaires</li> <li>démonstrations locales de la résistance à la sécheresse, de la meilleure qualité et du meilleur goût de la variété " indigène " de riz paddy</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>diffusion rapide et réussie des semences " indigènes " et innovatrices de riz paddy et de la technique de culture de cette variété dans la région</li> </ul>
Fabrication de colorants bio pour jouets [Nouveau ]	<ul style="list-style-type: none"> <li>manque de rentabilité dans l'agriculture, besoin de diversifier</li> <li>manque de certaines matières premières organiques (laque) dans l'Etat</li> <li>manque d'accès aux agences de développement du gouvernement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>développement de la ligne de prototypes de jouets (utilisation de colorants bio)</li> <li>collaboration avec l'ONG locale et l'unité de commercialisation du SRISTI(GYAN)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>recherche en cours pour assurer l'approvisionnement en " laque " d'un autre Etat pour développer les colorants bio *</li> </ul>
Coupeuse de mauvaises herbes dans les champs (Nouveau)	<ul style="list-style-type: none"> <li>manque de financement pour développer le prototype du produit</li> <li>compétition sur le marché – un produit similaire lancé sur le marché national par une société multinationale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>recherche désespérée d'un investisseur et collaboration en cours avec l'ONG locale basée à Madura City – Sustainable Agriculture and Environmental Voluntary Action (SEVA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>l'innovateur est maintenant un membre du réseau des innovateurs locaux de l'Etat de Tamilnadu</li> <li>partenariat avec les investisseurs locaux</li> </ul>

### Contraintes institutionnelles pour l'adaptation des innovations en matière de savoirs locaux (suite)

Innovation [ Stade de maturation ] *	Contraintes institutionnelles/sectorielles	Stratégie de l'Innovateur	Résultats
Approche bio à l'élevage de bétail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la variété hybride de bétail n'a pas pu survivre aux rudes conditions de la région montagneuse</li> <li>• les forêts sont gérées par gouvernement, les bergers locaux luttent pour trouver le fourrage pour la variété locale de bétail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• confiance dans la race locale de bétail</li> <li>• conflit avec l'autorité de gestion des forêts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervention et médiation de l'ONG dans le conflit entre les agences gouvernementales et les bergers</li> </ul>

\* Les aspects financiers des innovations locales ont été partagés avec le chercheur ; les innovateurs locaux, cependant, ont demandé que ces informations soient gardées confidentielles pour des raisons personnelles et communautaires spécifiques.

